



## RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

# 1. RAPPORT DE PRESENTATION



PLU approuvé par DCM du 18/04/2017

Modification simplifiée n°1 du PLU approuvé le 25/03/2021

Révision générale du PLU prescrite le 8/06/2021

Révision générale du PLU arrêté le 26/06/2025



# Préambule

## APPROBATION DU DOCUMENT

|        | Rédigé par   | Vérifié par      | Validé par       |
|--------|--|------------------|------------------|
| Nom    | Baptiste BAZOT<br>Anthinéa ROSSI<br>Laura VITROLLES<br>Jessica LAFON | Véronique HENOCQ | Véronique HENOCQ |
| Date : | Juin 2025  | Juin 2025        | Juin 2025        |





# Préambule

## 1.1 RAPPELS REGLEMENTAIRES

Les plans locaux d'urbanisme issus de la loi « solidarité et renouvellement urbains » se sont enrichis de nouveaux enjeux au fil des réformes. Ils sont désormais le cadre de la définition du projet de territoire de la commune ou de l'intercommunalité et doivent articuler les réponses aux besoins de logements, de services et d'activités des habitants avec ceux de qualité du cadre de vie, de préservation de l'environnement, de consommation économe de l'espace, de réduction des déplacements automobiles...

Les évolutions législatives successives dont à titre récent les lois Grenelle 1 et 2 (2019 et 2010) ainsi que la loi Alur du 24 mai 2014 ont profondément et durablement modifié le cadre réglementaire des PLU pour mieux prendre en compte les enjeux environnementaux. Elles marquent un changement de cap du cadre législatif. La loi Alur, dans un contexte de crise du logement, traduit la volonté de l'Etat de construire plus et mieux en engageant la transition écologique des territoires ; tandis que les enjeux environnementaux se renforcent eu fil des réformes.

Une nouvelle étape a été franchie par le décret de modernisation du contenu du PLU entré en vigueur en décembre 2015 qui propose aux élus de nouveaux outils au service de leur compétence de planification et d'urbanisme.

Les nouvelles dispositions prévues par le décret se déclinent autour de cinq grands principes directeurs : **structurer** les nouveaux articles de manière thématique, **simplifier, clarifier** et **faciliter** l'écriture des règlements de PLU, **préserver** le cadre de vie et offrir plus de souplesse aux collectivités pour une meilleure adaptation des règles à leurs territoires, **encourager** l'émergence de projets, **densifier** les espaces urbanisés et **accompagner** le développement de la construction de logements, **favoriser** la mixité fonctionnelle et sociale.

## 1.2 HISTOIRE ET OBJECTIFS DU DOCUMENT D'URBANISME

### 1.2.1 HISTORIQUE DU DOCUMENT DE PLANIFICATION LOCALE ET MOTIFS DE LA REVISION

La commune de Saint-Mamert-du-Gard dispose d'un **PLU approuvé le 18 avril 2017**

Depuis le PLU a connu des évolutions. Il a été modifié par délibération du 25 mars 2021 (modification simplifiée n°1).

La révision générale du PLU a été prescrite le 8 juin 2021.



# Préambule

Les évolutions réglementaires récentes, dont les lois Grenelle et la loi ALUR, ainsi que les projets communaux, rendent aujourd'hui nécessaire la révision du PLU.

En effet, outre l'intégration de nouvelles exigences réglementaires, dont l'évaluation environnementale, l'objectif principal de la révision du PLU est l'adaptation du projet de développement urbain de la Commune pour une nouvelle période à venir (Horizon 2033) et la mise à jour du document qui en découlera.

Les PLU sont régis par le Code de l'Urbanisme qui en dicte la procédure de révision et le contenu attendu.

## Les objectifs de la commune

La commune de Saint Mamert du Gard **a engagé en 2020 de nombreuses études pour des projets structurants de son territoire** qui nécessitent une **mise en conformité des documents d'urbanisme** et notamment du **PLU** pour déboucher sur un projet d'aménagement concerté.

Dans le cadre de la révision, il s'agira notamment de :

- Mettre le PLU en conformité avec le SCoT Sud Gard approuvé le 10 décembre 2019
- Prendre en compte des recommandations des lois ELAN du 23 novembre 2018 et Biodiversité du 8 août 2016
- Prendre en compte les orientations du PLH en date du 2 décembre 2019
- Adapter les OAP existantes et en créer de nouvelles en adéquation avec les projets communaux
- Prendre en compte le risque inondation lié au ruissellement pluvial sur la zone urbanisée et potentiellement urbanisable
- Adapter les emplacements réservés existants et en définir de nouveaux en adéquation avec les projets communaux
- Adapter le zonage et le règlement au regard des enjeux environnementaux et patrimoniaux, des projets d'urbanisation, des activités économiques et agricoles du territoire

## 1.2.2 INTRODUCTION, VALEUR ET PORTEE DU RAPPORT DE PRESENTATION

Article L. 151-4 du Code de l'Urbanisme

« Le rapport de présentation est une pièce maitresse du Plan Local d'Urbanisme. Il explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.



# Préambule

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. »

Le présent rapport s'attachera à répondre en tous points aux exigences de l'article 151-4 du code de l'urbanisme.

Il s'organise en 4 parties :

Partie 1 : Préambule

Partie 2 : Diagnostic et articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme

Partie 3 : Etat initial de l'environnement

Partie 4 : Justifications des choix retenus et évaluation environnementale

# SOMMAIRE

|   |               |
|---|---------------|
| <b>1.1 Rappels réglementaires .....</b>   | <b>3</b>      |
| <b>1.2 Histoire et objectifs du document d'urbanisme .....</b>  | <b>3</b>      |
| 1.2.1 Historique du document de planification locale et motifs de la révision   | 3             |
| 1.2.2 Introduction, valeur et portée du rapport de présentation   | 4             |
| <br><b>2 Diagnostic et articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme</b>  | <br><b>12</b> |
| <b>2.1 Présentation de la commune et de son contexte.....</b>   | <b>13</b>     |
| 2.1.1 Situation géographique  | 13            |
| 2.1.2 Situation administrative  | 14            |
| <b>2.2 Documents d'urbanisme, plans ou programmes avec lesquels le PLU doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération.....</b> | <b>21</b>     |
| 2.2.1 Le SRADDET Occitanie  | 21            |
| 2.2.2 Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Sud Gard   | 22            |
| 2.2.3 Le programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 de Nîmes métropole  | 33            |
| 2.2.4 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Languedoc Roussillon  | 34            |
| 2.2.5 Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)  | 35            |
| 2.2.6 Le PPA de la zone urbaine de Nîmes  | 36            |
| 2.2.7 Le SDAGE Rhône-Méditerranée   | 36            |
| 2.2.8 Le SAGE des « Gardons »   | 37            |
| 2.2.9 Espaces Naturels Sensibles  | 39            |
| 2.2.10 Schéma départemental tourisme loisirs et attractivité  | 42            |
| 2.2.11 Schéma eau et climat 3.0   | 43            |
| 2.2.12 Charte Stratégique pour la Préservation et la Compensation des Espaces Agricoles dans le Gard  | 45            |

|   |           |
|---|-----------|
| 2.2.13 Autres documents supra-communaux   | 46        |
| <b>2.3 Population.....</b>  | <b>48</b> |
| 2.3.1 Évolution et structure de la population   | 48        |
| 2.3.2 Evolution et structure des ménages  | 51        |
| 2.3.3 Diplômes et formations  | 52        |
| 2.3.4 Revenus imposables et pauvreté des menages  | 53        |
| <b>2.4 Logement.....</b>  | <b>54</b> |
| 2.4.1 Évolution du parc de logements  | 54        |
| 2.4.2 Caractéristiques du parc de logements   | 55        |
| 2.4.3 Évolution de la construction depuis ces dix dernières années  | 58        |
| <b>2.5 Analyse urbaine et fonciere .....</b>  | <b>60</b> |
| 2.5.1 Évolution de la tache urbaine et du tissu urbain  | 60        |
| 2.5.2 La composition urbaine  | 62        |
| 2.5.3 Le fonctionnement urbain  | 67        |
| <b>2.6 Analyse de la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers<br/>au cours des dix dernières années (2012-2023).....</b>                                | <b>69</b> |
| 2.6.1 Analyse de la consommation : évolution de la tâche urbaine  | 69        |
| 2.6.2 Analyse de la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers en<br>lien avec la loi « Climat et résilience » du 22 août 2021 : sur la période 2011-2021 | 73        |
| <b>2.7 Analyse des disponibilités foncières, de la capacité de densification et<br/>de mutation de l’ensemble des espaces bâtis .....</b>                               | <b>75</b> |
| 2.7.1 Méthode utilisée pour estimer le potentiel de production de logements au<br>sein du tissu urbain existant de Saint-Mamert-du-Gard                                 | 75        |
| 2.7.2 Les entités urbaines  | 78        |
| 2.7.3 Le potentiel foncier  | 80        |
| <b>2.8 Perspectives de développement.....</b>   | <b>82</b> |
| 2.8.1 Analyse de l’évolution du parc de logements communal entre 2014 et 2020   | 82        |

|   |                |
|---|----------------|
| 2.8.2 Besoins en logements pour le maintien de la population de 2020 à l'horizon 2033 : le point mort démographique | 85             |
| 2.8.3 Projections démographiques à l'horizon 2033   | 87             |
| <b>2.9 Données Économiques .....</b>  | <b>90</b>      |
| 2.9.1 Caractéristiques de la population active  | 90             |
| 2.9.2 Les types d'activités économiques   | 91             |
| 2.9.3 L'activité agricole   | 96             |
| <b>2.10 Équipement et vie sociale .....</b>   | <b>102</b>     |
| 2.10.1 Équipements administratifs, de services, de santé, culturel et social  | 102            |
| 2.10.2 Équipements scolaire et d'accueil  | 104            |
| 2.10.3 Équipements sportifs et de loisirs   | 105            |
| 2.10.4 Équipements culturels  | 106            |
| 2.10.5 Espaces verts et parcs   | 107            |
| <b>2.11 Transports et déplacements .....</b>  | <b>110</b>     |
| 2.11.1 Les infrastructures routières  | 110            |
| 2.11.2 Accidentologie   | 117            |
| 2.11.3 Circulations douces  | 118            |
| 2.11.4 Le stationnement   | 120            |
| 2.11.5 Les déplacements   | 124            |
| 2.11.6 Les transports en commun   | 125            |
| <b>2.12 Réseaux .....</b>   | <b>130</b>     |
| 2.12.1 L'eau potable  | 130            |
| 2.12.2 Assainissement eaux usées  | 135            |
| 2.12.3 Les eaux pluviales   | 139            |
| <b>2.13 Synthèse des enjeux territoriaux.....</b>   | <b>142</b>     |
| <br><b>3 État initial de l'environnement</b>  | <br><b>146</b> |
| <b>3.1 Ressources naturelles .....</b>  | <b>147</b>     |
| 3.1.1 Milieu physique   | 147            |

|   |                |
|---|----------------|
| 3.1.2 Topographie   | 147            |
| 3.1.3 Géologie et pédologie   | 149            |
| 3.1.4 Hydrographie  | 150            |
| 3.1.5 Hydrogéologie   | 151            |
| 3.1.6 Climat et énergie   | 152            |
| <b>3.2 Patrimoine et cadre de vie .....</b>   | <b>163</b>     |
| 3.2.1 Patrimoine paysager et bâti   | 163            |
| 3.2.2 Le patrimoine écologique  | 184            |
| <b>3.3 Risques naturels et technologiques.....</b>  | <b>204</b>     |
| 3.3.1 Les risques   | 204            |
| 3.3.2 Pollution de l'air  | 220            |
| 3.3.3 Nuisances   | 225            |
| 3.3.4 Déchets   | 227            |
| <b>3.4 Synthèse des enjeux environnementaux.....</b>  | <b>230</b>     |
| <br><b>4 Justification des choix et évaluation environnementale</b>   | <br><b>232</b> |
| <b>4.1 Objectifs du PLU et articulations avec les documents d'urbanisme et d'environnement .....</b>                              | <b>233</b>     |
| 4.1.1 Principaux éléments du PLU  | 233            |
| 4.1.2 Respect des engagements en matière d'environnement et articulation avec les autres documents d'urbanisme et d'environnement | 235            |
| <b>4.2 Analyse synthétique de l'état initial de l'environnement .....</b>   | <b>249</b>     |
| 4.2.1 Scénario « Fil de l'eau »   | 249            |
| 4.2.2 Identification des sites d'études ayant fait l'objet d'une expertise faune-flore dans le cadre de la révision du PLU        | 255            |
| <b>4.3 Analyse des incidences notables probables de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement .....</b>                         | <b>258</b>     |
| 4.3.1 Les enjeux communaux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement                                | 258            |



|   |            |
|---|------------|
| 4.3.2 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Saint-Mamert-du-Gard  | 261        |
| 4.3.3 Analyse des incidences du PADD sur les composantes environnementales  | 263        |
| 4.3.4 Synthèse des incidences du PLU sur l'environnement et les sites NATURA 2000   | 271        |
| 4.3.5 Evaluation des incidences notables du PLU sur l'environnement naturel   | 275        |
| 4.3.6 Evaluation des enjeux écologiques au sein des sites d'études ayant fait l'objet d'une expertise faune-flore dans le cadre de la révision du PLU         | 277        |
| <b>4.4 Justifications des choix</b>   | <b>307</b> |
| 4.4.1 Choix retenus et justifications du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) | 307        |
| 4.4.2 Analyse de consommation d'espace  | 410        |
| 4.4.3 Choix retenus et justifications des pièces réglementaires : zonage et règlement   | 418        |
| <b>4.5 Mesures visant à éviter, réduire ou à compenser les incidences du PLU sur l'environnement</b>  | <b>489</b> |
| 4.5.1 Définition et mise en application des mesures   | 489        |
| 4.5.2 Tableau des principales mesures   | 491        |
| 4.5.3 Définition du dispositif de suivi   | 495        |
| 4.5.4 Liste des indicateurs pour le suivi du PLU  | 495        |
| <b>5 Résumé non technique</b>   | <b>497</b> |
| <b>5.1 Principaux éléments du PLU</b>   | <b>498</b> |
| <b>5.2 Les objectifs du PLU</b>   | <b>498</b> |
| <b>5.3 Etat initial de l'environnement et analyse des incidences</b>  | <b>499</b> |
| <b>5.4 Patrimoine et cadre de vie</b>   | <b>500</b> |
| 5.4.1 Patrimoine écologique   | 500        |
| 5.4.2 Patrimoine bâti   | 501        |

|  |            |
|--|------------|
| <b>5.5 Ressources naturelles .....</b>   | <b>503</b> |
| 5.5.1 Eau  | 503        |
| 5.5.2 Sol et sous-sol  | 504        |
| 5.5.3 Climat et énergie  | 506        |
| <b>5.6 Effet sur la santé humaine .....</b>  | <b>507</b> |
| 5.6.1 Pollution de l'air   | 507        |
| 5.6.2 Déchets  | 508        |
| 5.6.3 Nuisances  | 509        |
| 5.6.4 Risques  | 510        |
| <b>5.7 Mesures visant à éviter, réduire ou compenser les incidences du PLU .....</b>                 | <b>513</b> |
| <b>5.8 Justifications des choix du PLU au regard de l'environnement .....</b>                        | <b>516</b> |
| 5.8.1 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)                                    | 516        |
| 5.8.2 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)                                       | 516        |
| 5.8.3 Les pièces réglementaires  | 517        |
| <b>5.9 Suivi et évaluation.....</b>  | <b>518</b> |
| <b>5.10 Articulation avec les documents d'urbanisme et d'environnement ..</b>                        | <b>520</b> |
| 5.10.1 Une évaluation environnementale fondée sur des outils à la fois stratégiques et opérationnels | 521        |
| 5.10.2 Une démarche environnementale de co-construction itérative                                    | 521        |

# 2

## **DIAGNOSTIC ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME**

## 2.1 PRESENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON CONTEXTE

### 2.1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Saint-Mamert-du-Gard est située dans le département du Gard, à 20 kilomètres à l'ouest de Nîmes. Montpellier est localisé à une soixantaine de kilomètres et Alès à 35 kilomètres. Saint Mamert du Gard et les communes alentours jouent un peu le rôle de trait d'union entre ces grandes et moyennes villes d'Occitanie.

Elle s'inscrit dans le réseau des communes qui ont accompagné la croissance de Montpellier et Nîmes, un territoire qui s'est étoffé au cours des 50 dernières années ; en particulier, la structure démographique de Saint Mamert du Gard en témoigne : 413 habitants en 1968, 1100 en 1999 et 1643 habitants en 2018, soit une population qui a presque quadruplé en 50 ans.

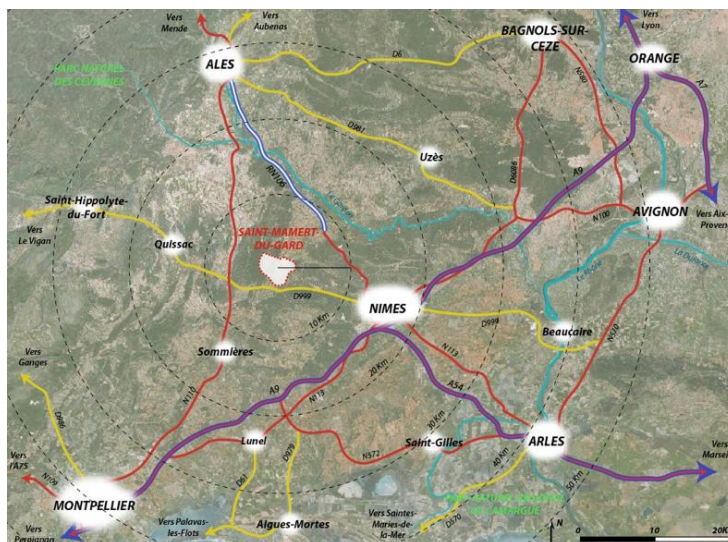
Elle est facilement accessible par la proximité avec la D999 au sud, reliant Quissac à Nîmes, et à l'est avec la RN106 reliant Alès à Nîmes.

La commune s'inscrit dans le **pays Garrigues et Costières de Nîmes** et la **communauté d'agglomération de Nîmes Métropole**.

Elle prend place dans la plaine de la Gardonnenque occidentale qui va de Sauzet au nord à Saint-Mamert-du-Gard au sud en passant par la Rouvière qui domine le secteur depuis un petit relief s'avancant au milieu de la plaine vers l'est.

Cette plaine est marquée par l'activité agricole, principalement viticole et céréalière, et par la présence de friches importantes liées au caractère inondable des secteurs bas et à la construction de la 2x2 voie Alès-Nîmes. Les noyaux urbains en sont proches, Saint-Génies-de-Malgoirès et surtout La Calmette, se détachant comme une polarité importante.

Deux massifs forment des limites nettes à la plaine, au sud les garrigues de Nîmes et à l'ouest le Bois des Lens qui domine notamment Saint-Mamert-du-Gard au nord-ouest.



## 2.1.2 SITUATION ADMINISTRATIVE

Les communes limitrophes sont :

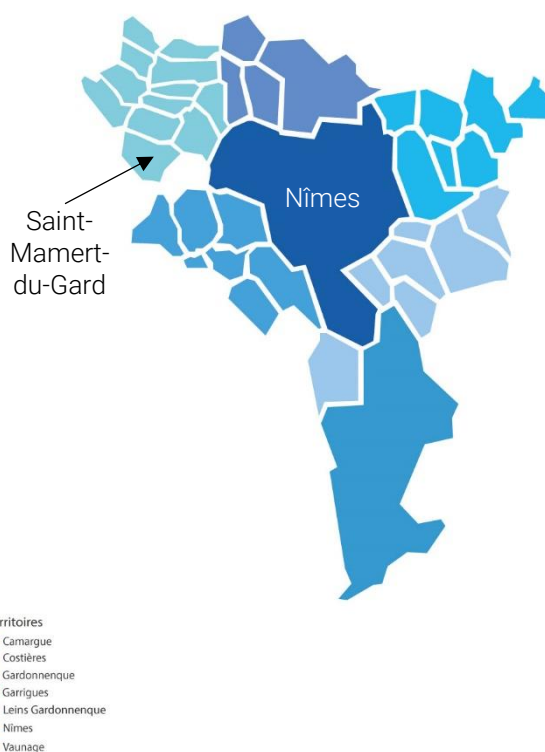
- Fons, au Nord
- Gajan , au Nord-Est
- Parignargues, à l'Est
- Montpezat, au Sud
- Combas, au Sud-Ouest
- Crespian, à l'Ouest
- Montmirat, à l'Ouest
- Moulézan, au Nord-Ouest

### 2.1.2.1 Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole

La commune est membre de la **Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole** (39 communes représentant 260 000 habitants environ) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

#### Compétences obligatoires

- **Le Développement économique**
  - Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire
  - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
  - Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sur son territoire
- **L'Equilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire**
  - Programme local de l'habitat
  - Politique du logement d'intérêt communautaire



- Actions et aides financières en faveur du logement social
  - Réserves foncières pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat
  - Action en faveur du logement des personnes défavorisées
  - Amélioration du parc immobilier bâti
- **La Politique de la ville dans la communauté**
    - Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville
    - Mise en place d'actions dans les domaines suivants : économie, emploi, cadre de vie et sécurité
- **La Collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés**
    - Sensibilisation au tri sélectif en dotant les foyers de sacs jaunes ou de containers
    - Solution pour le compostage et ombricompostage : mise à disposition de l'équipement pour 20€ et formation
    - Gestion des 15 déchèteries présentes sur le territoire
    - Sensibilisation au réemploi
- **L'Aménagement de l'espace communautaire / Mobilités**
    - Participation au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
    - Création et réalisation de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire
    - Organisation de la mobilité, transports urbains sur le territoire communautaire
- **Accueil des gens du voyage**
    - Création
    - Aménagement
    - Entretien
    - Gestion administrative et technique des aires d'accueil

- **Eau**

Service assurant tout ou partie :

- de la production par captage ou pompage
  - de la protection du point de prélèvement
  - du traitement
  - du transport
  - du stockage
  - et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.
- **Assainissement (collectif et non collectif)**
  - Collecte, transport, épuration des eaux usées, élimination des boues
  - Gestion des eaux pluviales urbaines pour les zones urbanisées ou à urbaniser
  - Prestation de contrôle des installations d'assainissement non collectif
  - Aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif
- **Gemapi**
  - GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI)

**Compétences facultatives**

- **Création ou aménagement et entretien de voirie**
  - Création ou aménagement et gestion des parcs de stationnement d'intérêt communautaire
- **Constitution de réserves foncières**
  - Acquisition de tout immeuble dont la maîtrise serait nécessaire à la réalisation des objectifs du Projet d'Agglomération et à l'exercice des compétences de Nîmes Métropole
- **Equipements culturels et sportifs**
  - Construction



- Aménagement
- Entretien
- Gestion
- **Environnement**
  - Préservation de l'identité et valorisation des espaces ruraux, forestiers et naturels et des paysages de l'agglomération
  - Sensibilisation du public et soutien à l'éducation au respect de l'environnement
  - Accompagnement d'aménagements de loisirs en zone naturelle
  - Mise en valeur du patrimoine de pays : observatoire de l'environnement
  - Equipement, entretien de la signalétique et valorisation des chemins de randonnée
  - Lutte contre la pollution de l'air
- **Culture**
  - Organisation d'activités et manifestations culturelles (Vendredis de l'Agglo, Nîmes Métropole Jazz Festival, ...)
  - Relier, coordonner, promouvoir et diffuser des activités culturelles
  - Apporter un soutien logistique et matériel aux actions de valorisation du patrimoine historique et culturel
  - Maintien des traditions et des langues régionales du territoire
- **Développement numérique du territoire**
  - Couverture numérique pérenne et qualitative en haut débit
  - Développement du réseau de fibre optique Gecko permettant de connecter les sites administratifs et de proposer cette technologie aux entreprises du territoire

#### **2.1.2.2 Le SCoT Sud Gard**

La commune est incluse dans le **Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) Sud Gard** approuvé le 10 décembre 2019.

Voir chapitre 2.2.2

### 2.1.2.3 Le PETR Garrigues et Costières de Nîmes

Saint-Mamert-du-Gard fait également parti du PETR Garrigues et Costières de Nîmes

Un pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) est un territoire de projet cohérent sur le plan géographique, culturel, économique ou social, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'un bassin d'emploi. Il exprime une communauté d'intérêts des EPCI qui le composent.

Les Pôles d'Equilibre Territoriaux et Ruraux (PETR), créés par loi du 27 janvier 2014, ont vocation à être un outil de coopération entre EPCI sur les territoires situés hors métropoles, ruraux ou non. Ils sont en quelque sorte le pendant des pôles métropolitains.

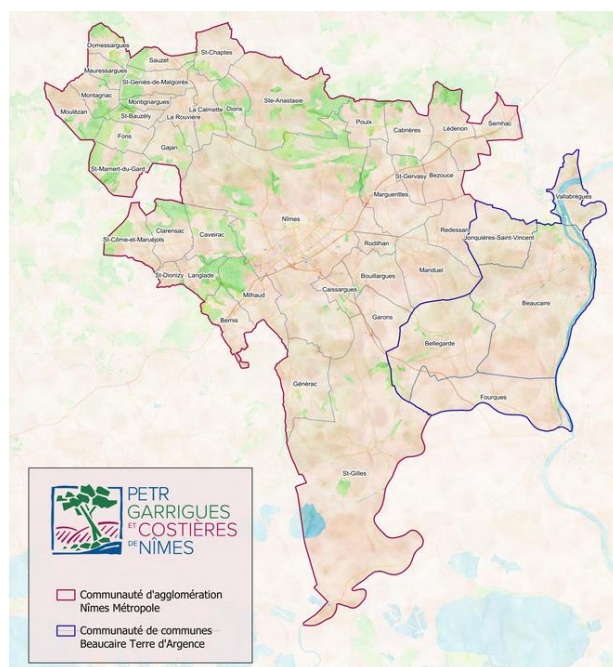
Les PETR sont ainsi définis :

- Syndicat Mixte Fermé (uniquement des EPCI)
- Périmètre d'un seul tenant et sans enclave
- Composition du comité syndical : fonction du poids démographique de chaque EPCI mais sans qu'aucun des EPCI ne puisse disposer de plus de 50% des sièges
- Mise en place d'une conférence des maires et d'un conseil de développement

Cette législation permet donc aux Pays et aux Pôles territoriaux en devenir de continuer de porter leurs actions et d'œuvrer pour la dynamisation de leurs territoires, au service des EPCI qui le composent.

#### Historique de la création du PETR

- Mai 1999 : création de l'association des Maires et des Communes pour l'émergence d'un Pays Garrigues et Costières de Nîmes



- Juillet 2002 : adhésion de la Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence au périmètre du Pays
- Juillet 2003 : adhésion de la Communauté de Communes Leins Gardonnenque au périmètre du Pays
- Février 2004 : signature de la Charte de Développement du Pays
- Janvier 2008 : création du Syndicat Mixte du Pays Garrigues et Costières de Nîmes
- Janvier 2019 : Transformation du Syndicat Mixte du Pays Garrigues et Costières de Nîmes en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Garrigues et Costières de Nîmes

Le PETR Garrigues et Costières de Nîmes qui totalise une population de plus de 294 000 habitants, comprend 44 communes regroupées sur 2 Etablissements Publics de Coopération Intercommunal (EPCI) :

- La Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole
- La Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence

### **Stratégie de développement**

Le projet de territoire mis en œuvre par le PETR Garrigues et Costières de Nîmes s'appuie sur le constat que de nombreuses interdépendances existent entre la ville et son environnement rural et le devenir des territoires ruraux ne peut se concevoir indépendamment de celui de la ville-centre.

Les évolutions rencontrées par le territoire en matière d'accroissement de la population, d'étalement urbain, de consommation des terres agricoles, etc., ont largement impacté les espaces ruraux les plus proches de la ville leur faisant porter aujourd'hui des enjeux stratégiques en matière de transition urbain-rural. Les relations et les interdépendances qui lient la ville-centre et les espaces ruraux sont de plus en plus fortes, au regard de l'augmentation des mobilités et des échanges, de l'accès au travail et aux loisirs...

Les populations et les acteurs économiques et sociaux expriment des attentes et des besoins de plus en plus similaires, qu'ils soient en ville ou dans des communes rurales : emploi, habitat, transports, commerces, services sociaux et de santé, et également en matière de qualité des paysages et protection de l'environnement, de culture, de patrimoine et protection contre les pollutions et les risques... Les mutations rencontrées par le territoire sont particulièrement rapides, et les problématiques urbaines et rurales s'interpénètrent tant au niveau des usages et des besoins que des représentations.

Dans ce contexte, un dialogue rural-urbain est nécessaire. Mais, les complémentarités et les solidarités ont du mal à s'organiser. C'est pourquoi, il est urgent de lever les obstacles et de traiter de manière globale et cohérente les enjeux transversaux qui se jouent entre l'urbain et le rural, et qui ont un impact considérable sur les conditions de vie des habitants.

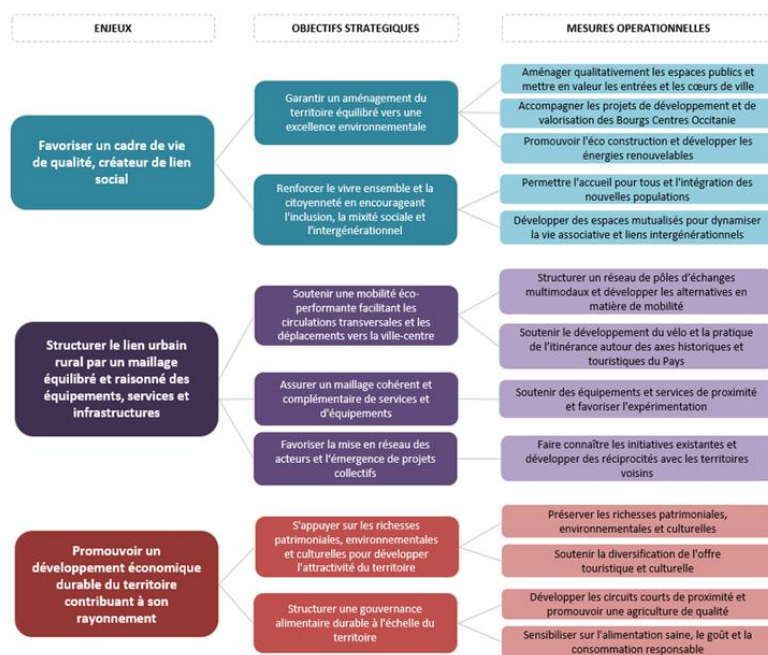
La mise en place de la coopération entre les communes doit permettre au rural et à l'urbain de compenser leurs faiblesses respectives en unissant leurs énergies et leurs ressources.

L'organisation de ce dialogue pour la structuration des conditions de l'équilibre urbain-rural doit notamment permettre de :

- Faire jouer les solidarités territoriales entre zones peuplées et zones moins peuplées,
- Offrir un cadre de vie répondant aux attentes des urbains comme des ruraux,
- Assurer une production agricole diversifiée capable de nourrir les populations locales et d'être compétitive,
- Mutualiser les services existants,
- Assurer la cohérence des politiques territoriales,
- Promouvoir de nouvelles formes de tourisme.

Le projet de territoire doit ainsi accompagner des initiatives qui seront bénéfiques pour l'ensemble du territoire, sans opposition entre l'urbain et le rural en travaillant sur différents leviers qui se structurent autour de trois grands axes stratégiques :

- Axe 1 : Favoriser un cadre de vie de qualité, créateur de lien social
- Axe 2 : Structurer le lien urbain-rural par un maillage équilibré et raisonnée des équipements, services et infrastructures
- Axe 3 : Promouvoir un développement économique durable du territoire contribuant à son rayonnement



### La stratégie de développement du PETR

Source : [www.petr-garriguescostieres.org](http://www.petr-garriguescostieres.org)

## 2.2 DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ETRE COMPATIBLE OU QU'IL DOIT PRENDRE EN CONSIDERATION.

### 2.2.1 LE SRADDET OCCITANIE

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Occitanie, arrêté en Assemblée plénière du 19 décembre 2019, incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région à l'horizon 2040. Il dessine un cadre de vie pour les générations futures, pour un avenir plus durable et solidaire. Ainsi, le SRADDET fixe les priorités régionales en termes d'équilibre territorial et de désenclavement des territoires ruraux, d'implantation d'infrastructures, d'habitat, de transports et d'intermodalité, d'énergie, de biodiversité ou encore de lutte contre le changement climatique. **A la suite la promulgation de la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la république) de 2016, le SRADDET se substitue à divers documents sectoriels de planification dont le SRCAE.** Le SRADDET devra en reprendre les éléments essentiels et notamment des objectifs en termes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise des énergies et de développement des énergies renouvelables et de récupération.

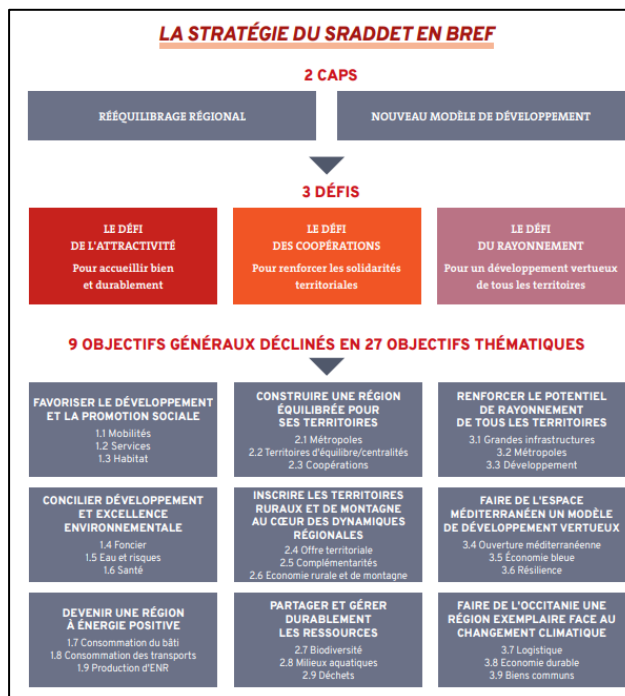
Ce projet d'avenir, auquel la modification du PLU de Saint-Mamert-du-Gard doit être compatible, s'articule autour de 2 caps stratégiques pour le devenir du territoire :

- Un rééquilibrage régional pour renforcer l'égalité des territoires :

Dans un contexte de forte attractivité démographique, le rééquilibrage suppose d'une part de limiter la surconcentration dans les métropoles en engageant le desserrement des cœurs métropolitains et d'autre part de valoriser le potentiel de développement de tous les territoires, le tout en portant une attention particulière à la sobriété foncière (privilégier l'accueil dans les territoires d'équilibre et les centres-bourgs). Ce rééquilibrage doit être opéré en termes d'accueil et d'habitat mais aussi en termes de services publics et d'activités.

- Un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique :

L'ambition de rééquilibrage ne sera pérenne que si la Région et les territoires parviennent dans le même temps à répondre à l'urgence climatique, en favorisant un



nouveau modèle de développement, plus résilient. C'est pourquoi le SRADET porte des orientations fortes en termes de sobriété foncière, de qualité urbaine, de préservation et de valorisation des ressources, de transition énergétique et de gestion des risques.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) fixe les objectifs à atteindre, les moyens nécessaires, les étapes de réalisation et les méthodes de suivi allant de la prévention à la gestion des déchets. Il couvre tous les types de déchets (déchets dangereux, déchets non dangereux non inertes et les déchets inertes). Depuis 2015 et la loi NOTRe, les Régions ont la compétence en matière de déchets et d'économie circulaire qui doit contribuer à atteindre les objectifs fixés par la Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV).

**C'est dans ce cadre que le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) fixe les objectifs :**

- Réduire de 10 % les déchets ménagers et assimilés (DMA) : - 63 kg par habitant et par an
- Réduire de 30 % les quantités de déchets mis en décharge
- Réduire de 20% les déchets verts apportés en déchèterie
- Réduire les quantités de déchets d'activités économiques
- Réduire de 50 % les bio-déchets (déchets de repas et déchets verts) présents dans les Ordures Ménagères résiduelles
- Stabiliser les quantités de déchets dangereux collectés
- Améliorer les collectes sélectives en vue de leur valorisation avec pour objectifs par habitant et par an :
  - Verre : +16%
  - Emballages et papier : + 14%
  - Textile : + 7 kg
- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : + 12%
- Recycler 55 % des déchets non dangereux des ménages et des entreprises
- Valoriser 70% des déchets du BTP
- Atteindre 22% de la population couverte par une fiscalité par foyer au volume ou au poids (tarification incitative)

**Le PRPGD a été approuvé par le conseil régional d'Occitanie le 14 novembre 2019. Le PRPGD sera intégré au SRADET lors de son approbation.**

## **2.2.2 LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) SUD GARD**

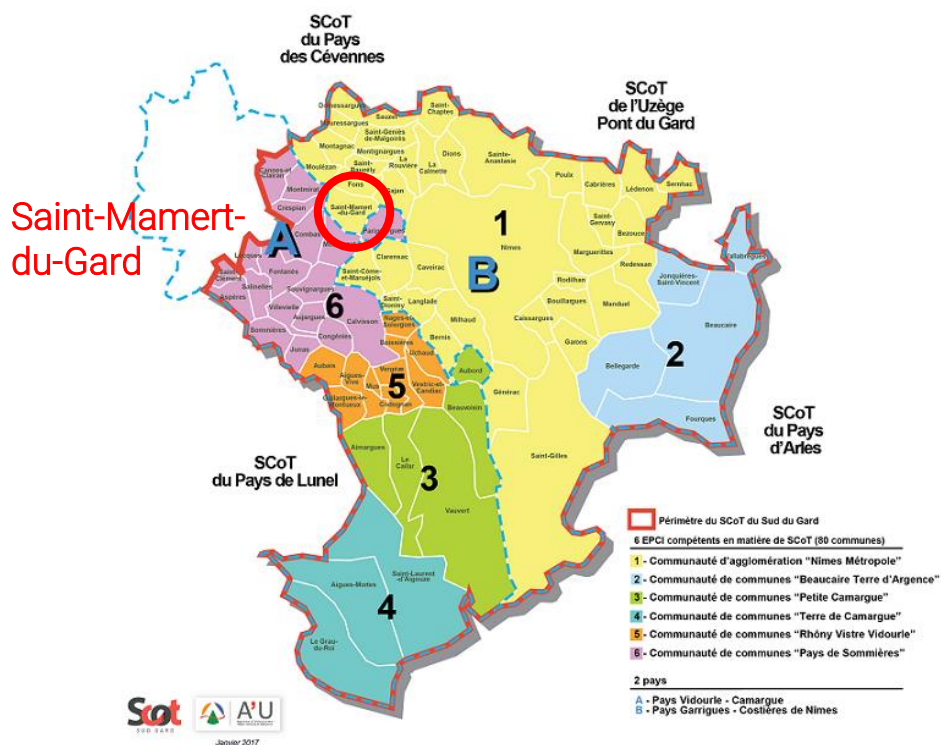
La commune de Saint-Mamert-du-Gard est intégrée au périmètre du SCoT Sud Gard qui couvre un vaste territoire de 1 700 km<sup>2</sup> et qui concerne 80 communes, 6 EPCI et plus de 380 000 habitants en 2019.

Les SCoT intègrent l'ensemble des politiques conduites au niveau d'un territoire intercommunal cohérent, d'un bassin de vie. Ils fixent les orientations d'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, de logement, d'infrastructures, de déplacements, de services, de commerces, de loisirs...

**Le SCoT Sud Gard a été approuvé en 2007 (SCoT de première génération). Il a fait l'objet d'une révision approuvée le 10 décembre 2019.**

Le PLU de Saint-Mamert-du-Gard doit être compatible avec les orientations et les objectifs du SCoT.





Cartographie du périmètre du SCoT et de l'intercommunalité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.  
Source : SCoT Sud Gard



### 2.2.2.1 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du SCoT

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) permet aux élus de se projeter dans le temps long à travers la spatialisation d'un projet politique stratégique et prospectif à 20 ans environ. Il s'assure du respect des équilibres locaux et de la mise en valeur de l'ensemble du territoire par une complémentarité entre développement de l'urbanisation, système de mobilités et espaces à préserver.

Pour le PADD du SCoT Sud Gard, quatre axes ont été défini :

- Axe 1 : un territoire de ressources
- Axe 2 : un territoire organisé et solidaire
- Axe 3 : un territoire actif
- Axe 4 : un territoire en réseaux



L'organisation urbaine proposée par le SCoT repose sur un système composé d'une grande centralité : le cœur de l'agglomération Nîmoise et sa première couronne et d'un réseau de 6 bassins de vie interconnectés et dotés de polarités locales fonctionnant en complémentarité.

*L'armature urbaine du territoire du SCoT.*

*Source : SCoT Sud Gard*

**Le SCoT prévoit le maintien d'une croissance d'environ 1% par an à l'échelle de l'ensemble du périmètre**

**Saint-Mamert-du-Gard se situe dans le bassin de vie de « La Plaine de la Gardonnenque ». Elle est identifiée en tant « qu'autres villages » dans l'armature urbaine du SCoT. Les autres villages sont organisés autour d'une polarité dont la vocation est principalement résidentielle.**

### 2.2.2.2 Le Document d'Orientation et d'Objectifs

Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) est le document opposable juridiquement. Il définit des orientations localisées et parfois chiffrées en matière de logements, de grands équipements, de mobilités, d'aménagement commercial... dans un objectif de protection de l'environnement, des terres naturelles, agricoles et forestières, en intégrant des enjeux de qualité urbaine et paysagère.

Le DOO du SCoT Sud Gard est composé d'un document écrit et des documents graphiques.

Conformément à la Loi Engagement National pour l'Environnement (Grenelle 2) et à la Loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), le DOO du SCoT Sud Gard fixe des prescriptions et donne des recommandations :

- Dans le cas de prescriptions, les documents de rang inférieur, dont les documents d'urbanisme locaux (PLU(i), carte communale) et les documents de programmation de type PLH, PDU, etc... sont astreints à une obligation positive de mise en œuvre des objectifs fixés par le SCoT. Ils doivent à la fois permettre la réalisation des objectifs pour la période d'application du SCoT et ne pas compromettre la réalisation des objectifs et options retenues pour une phase ultérieure. Les prescriptions correspondent à des règles à respecter, dans un rapport de compatibilité.
- Dans le cas de recommandations, le mode incitatif est à considérer.

Le DOO du SCoT Sud Gard est organisé en quatre objectifs généraux communs aux 80 communes et qui répondent aux ambitions affichées dans le PADD :

- Objectif 1 : un territoire de ressources à préserver et à valoriser
- Objectif 2 : un territoire organisé et solidaire
- Objectif 3 : un territoire actif à dynamiser
- Objectif 4 : un territoire en réseaux à relier

#### A. Un territoire de ressources à préserver et à valoriser

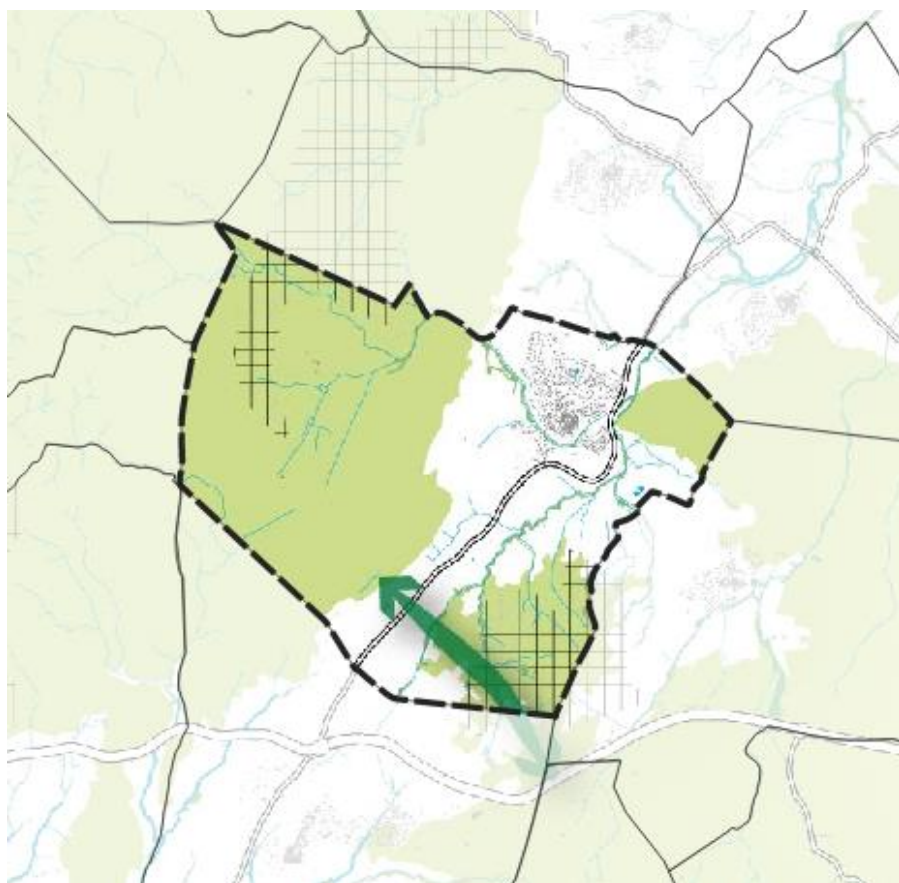
##### **Orientation 1 : Préserver et valoriser l'armature verte et bleue, socle environnemental et paysager du territoire**

La trame verte identifiée sur le territoire de Saint-Mamert-du-Gard est la suivante :

- Des ensembles naturels patrimoniaux dont les Bois des Lens, couvrant la moitié Ouest de la commune ;
- Un corridor écologique situé sur la partie Sud-Est, entre les Bois des Lens et le Montagnon.
- Des secteurs de garrigues ouvertes au Nord-Ouest et Sud-Est ;

La trame bleue identifiée sur le territoire de Saint-Mamert-du-Gard est la suivante :

- Les cours d'eau permanents dont les principaux sont les ruisseaux de la Braune, de Lens, et le Valat du Pontails



**> L'armature des espaces naturels et agricoles**

- Les cœurs de biodiversité
- Les ensembles naturels patrimoniaux
- Les secteurs de garrigues ouvertes
- Les secteurs boisés en plaine
- Les corridors écologiques

**> La trame bleue**

- Les masses d'eaux structurantes
- Les masses d'eaux fragiles
- Les cours d'eaux permanents
- Espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF)
- Zone humide connue devant faire l'objet de protection

*La trame verte et bleue du territoire du SCoT Sud Gard.*

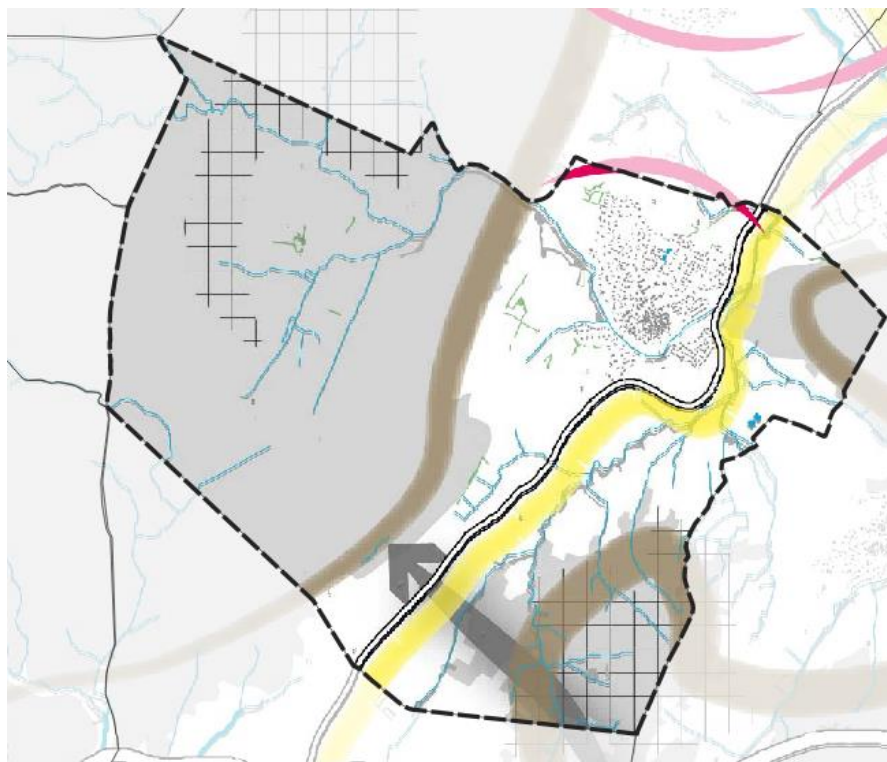
*Source : SCoT Sud Gard*

**Orientation 2 : Favoriser l'appropriation des espaces de la verte et bleue par les usagers**






**Orientation 3 : Préserver et valoriser les vecteurs paysagers du territoire**

Le paysage à préserver identifié sur le territoire de Saint-Mamert-du-Gard est le suivant :

- La ligne de force du paysage des Bois des Lens fracture la commune en deux. Il y a une ligne de force à l'Est du territoire ;
- Un principal axe de découverte du territoire suivant la D22 ;
- Une coupure d'urbanisation d'intérêt paysager au nord de l'enveloppe urbaine.



### > Paysage

-  Les lignes de forces du paysage à préserver et à composer
-  Les coupures d'urbanisation d'intérêt paysager
-  Les haies et principaux alignements d'arbres à valoriser et maintenir
-  Les principaux axes de découverte du territoire
-  Requalification des principaux axes dégradés

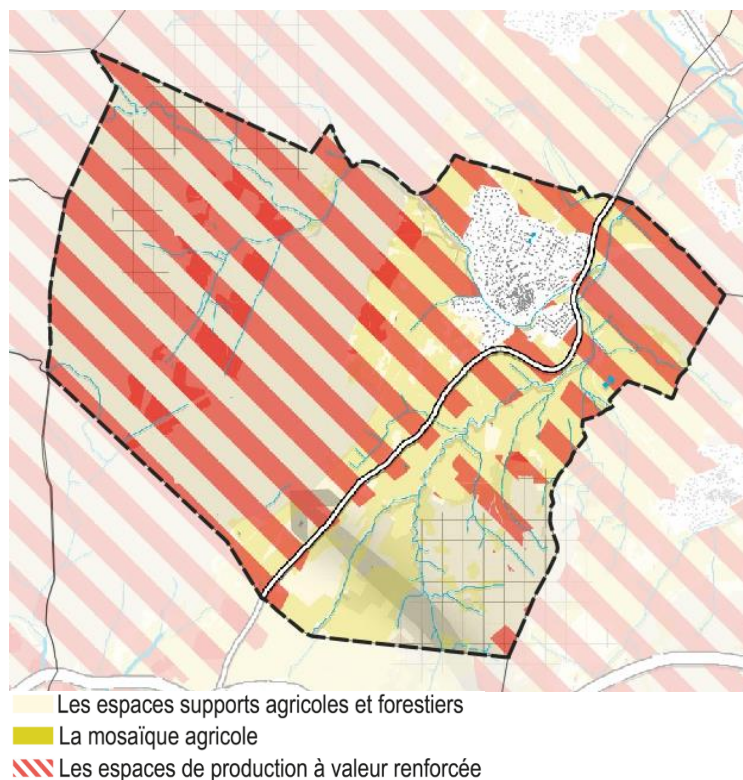
*Le paysage à préserver du territoire du SCoT Sud Gard.*

*Source : SCoT Sud Gard*

## **Orientation 4 : Maintenir et adapter les espaces agricoles aux enjeux du territoire**

La trame agricole identifiée sur le territoire de Saint-Mamert-du-Gard est la suivante :

- Des espaces de production à valeur renforcée sur l'ensemble du territoire, hormis au Sud-Est
- Une mosaïque agricole de part et d'autre de la D22.



*La trame agricole à préserver et valoriser du territoire du SCoT Sud Gard.*

*Source : SCoT Sud Gard*

Orientation 5 : Valoriser et gérer de manière durable la présence de l'eau sur le territoire

Orientation 6 : Economiser et préserver la ressource en eau

Orientation 7 : Intégrer le cycle de l'eau dans l'aménagement du territoire

Orientation 8 : Amorcer la transition énergétique et promouvoir la sobriété énergétique

Orientation 9 : Anticiper la vulnérabilité du territoire face au changement climatique

Orientation 10 : Rationaliser l'usage des matériaux du sous-sol

Orientation 11 : Limiter au maximum et recycler mieux les déchets du territoire

Orientation 12 : Rendre le territoire et ses habitants moins vulnérables aux risques et aux nuisances

## B. Un territoire organisé et solidaire



Orientation 1 : S'appuyer sur les bassins de proximité et les EPCI pour organiser et moduler les dynamiques socio-démographiques et la production de logements

Orientation 2 : Faire évoluer l'armature territoriale du SCoT 1 pour l'adapter aux dynamiques observées

Orientation 3 : Favoriser une politique d'implantation d'équipements au plus près des habitants

Orientation 4 : Changer les modes de construction sur le territoire pour favoriser des projets d'excellence urbaine

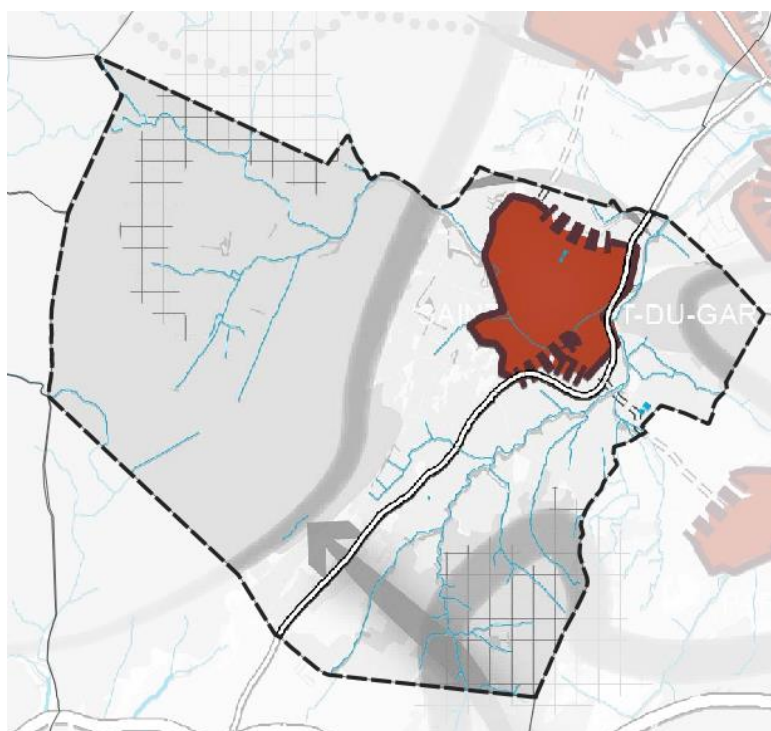
Orientation 5 : Des cœurs de ville à protéger, revaloriser, repeupler, réactiver

Orientation 6 : Une limitation de la consommation foncière par mobilisation des ressources des tissus urbains existants et des projets d'extensions économes en espace

Saint-Mamert-du-Gard possède 1 enveloppe urbaine principale. En matière d'extension possible, la commune dispose de deux lisières urbaines à formaliser : une au nord et une au sud de l'enveloppe.

Pour les communes catégorisées en « Autre ville/village », la densité communale minimale est 25 logements par hectare (lissée). Le taux de renouvellement urbain doit être de 38%.

Au sein de la catégorie « Autre ville/village », l'enveloppe totale allouée pour du foncier mobilisable en extension aux 24 communes observant ce même statut est de 115 ha, ce qui représente en moyenne une enveloppe de 4,8 ha par commune en extension.



#### > L'encadrement du développement urbain

- L'enveloppe urbaine principale des villes et villages
- L'enveloppe urbaine secondaire des villes et villages
- ▨ Les secteurs prioritaires de réinvestissement urbain
- ..... Lisières urbaines à formaliser dans le cadre d'éventuelles extensions urbaines
- ..... Lisières urbaines à formaliser en sites sensibles
- Lisières urbaines fixes à traiter finalisant l'urbanisation des villes et villages

- Les zones d'aménagement économique rayonnantes existantes devant faire l'objet de réinvestissement urbain
- Les zones d'aménagement économique d'équilibre existantes devant faire l'objet de réinvestissement urbain
- ★ Les grands projets d'intérêt supra-territorial

Echelle : 1:275 000ème  
Conception : Les ateliers ap+ de aix

*Accompagner le développement urbain du territoire du SCoT Sud Gard.*

Source : SCoT Sud Gard

## Orientation 7 : Diversifier l'offre de logements sur le territoire

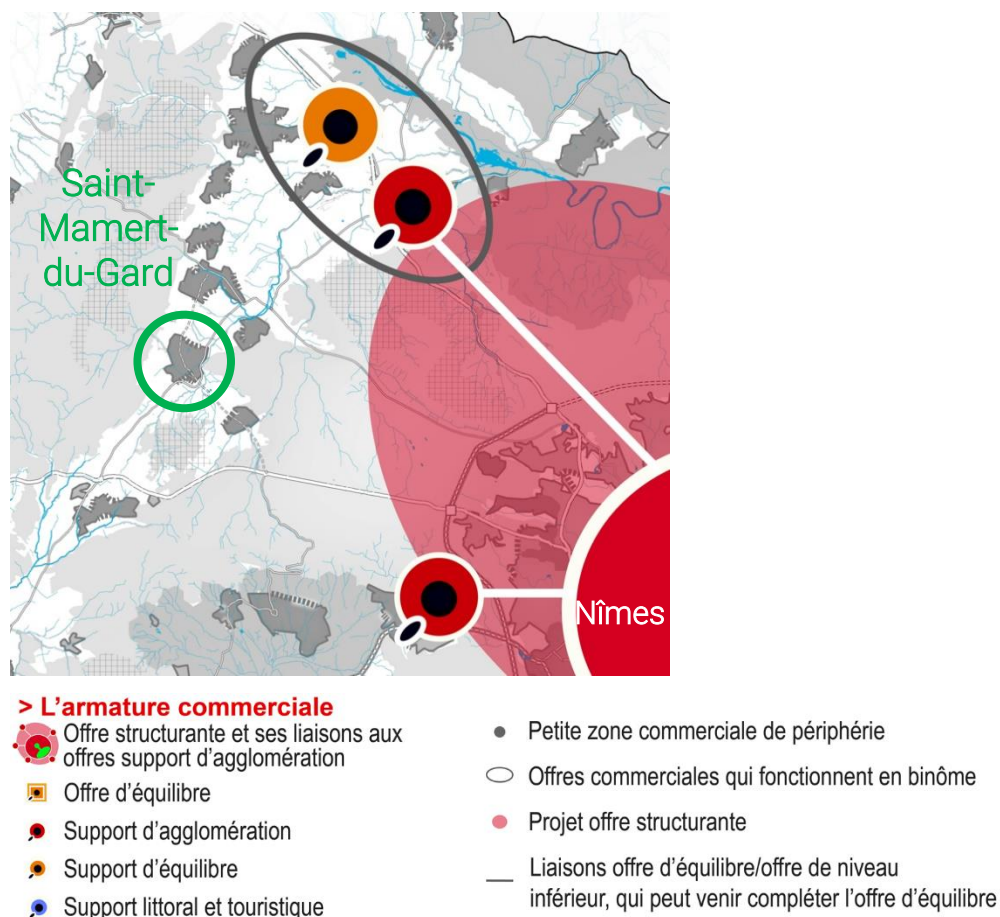
## C. Un territoire actif à dynamiser

## Orientation 1 : Bâtir une stratégie économique à 2030

## Orientation 2 : Avoir une stratégie commerciale conforme aux grands principes du PADD et aux enjeux identifiés dans le DAAC

Pour les activités commerciales, Saint-Mamert-du-Gard fait partie des « **communes avec une petite offre de centre-ville** » du DAAC (document d'aménagement artisanal et commercial). Sur ces communes, il existe une petite offre commerciale en petits commerces et services permettant de maintenir une petite activité dans la ville ou le village, et de satisfaire des besoins au quotidien.

Le DAAC détermine les conditions d'implantation des équipements commerciaux. **Le DAAC prévoit qu'aucune surface commerciale de plus de 300 m<sup>2</sup> ne s'implantera en périphérie ou en entrée de village.** Dans le cas des commerces déjà existants souhaitant s'agrandir ou se moderniser, les projets doivent être menés dans le tissu urbain existant. Il s'agit de préserver l'activité existante et permettre son développement.



*L'armature commerciale projetée du territoire du SCoT Sud Gard. Source : SCoT Sud Gard*

## Orientation 3 : Mettre en place une véritable stratégie de développement touristique

## Orientation 4 : Avoir une armature économique adossée à l'armature urbaine



Orientation 5 : Fixer les conditions d'aménagement des zones d'activités économiques

Orientation 6 : Développer le numérique et les usages du digital

#### D. Un territoire en réseaux à relier

Orientation 1 : Vers le développement d'une offre en transport en commun performante

Orientation 2 : Compléter le réseau viaire pour faciliter les déplacements et limiter les saturations

Orientation 3 : Accompagner et valoriser l'offre portuaire maritime et fluviale du territoire

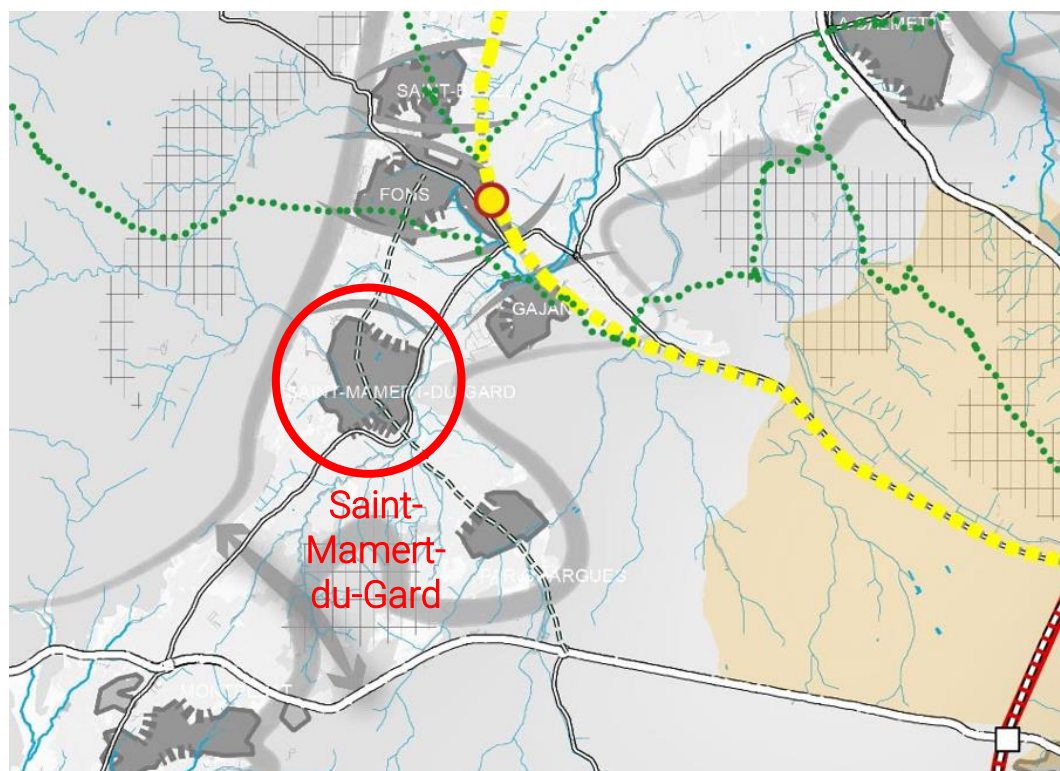
Orientation 4 : Promouvoir et faciliter les modes de déplacements alternatifs au sein des bassins

Orientation 5 : Mettre en place les conditions nécessaires à une nouvelle pratique du territoire

Saint-Mamert-du-Gard n'est concernée par aucune orientation de l'objectif 4 fixant la stratégie en matière de transports.

Cependant, en matière de multimodalité, la commune bénéficie d'une proximité avec la gare de Fons-Saint-Mamert identifiée comme gare de niveau 4 que le SCoT définit « comme les autres gares de l'étoile ferroviaire dont le potentiel de restructuration, de requalification et de transformation en Pôle d'Echange Multimodaux doit être évalué. Ces gares jouent un rôle de desserte locale des villes et villages accrochés à l'étoile ferroviaire et qui devront être renforcées. »

La commune souhaite également améliorer la desserte de la gare de Fons-Saint-Mamert avec la création d'un cheminement doux au niveau du chemin de Saint-Géniès.



#### > Les mobilités

- ✈ Aéroport de Nîmes-Garon : porte d'entrée internationale du Sud Gard
- La Ligne à Grande Vitesse Nîmes-Montpellier
- Les axes de transport en commun d'intérêt territorial (étoile ferroviaire)
- Les voies désaffectées du réseau ferroviaire pouvant faire l'objet de requalification pour du voyageur
- ..... Les voies du réseau ferroviaire pouvant être réouverte aux voyageurs
- Les transports urbains en site propre existants ou à créer
- Axes d'amélioration de la performance Bus
- Les communes desservies par les transports urbains en site propre
- Les voies navigables
- Les ports fluviaux, maritimes et haltes nautiques existants et en projet
- Les ports de pêche
- Les échangeurs existants ou en devenir
- Les infrastructures stratégiques d'enjeu territorial à créer ou consolider
- Les routes de niveau 1
- Les routes de niveau 2
- ..... Les projets routiers
- Les routes de niveau 3
- Gares de niveau 1
- Les PEM de niveau 2
- Les interfaces multimodales de niveau 3
- Les autres gares (niveau 4)
- Les autres interfaces multimodales : P+R, aires de covoiturage, autres (niveau 5)
- ..... Les itinéraires modes doux structurants existants, à requalifier ou à créer

Organiser le territoire du SCoT Sud Gard en réseau.

Source : SCoT Sud Gard

## 2.2.3 LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 2019-2024 DE NIMES METROPOLE

Le Programme local de l'habitat est un outil de prévision et de programmation, qui permet d'articuler les politiques locales d'urbanisme, d'habitat et de logement.

**Le PLH 2019-2024 de Nîmes Métropole a été approuvé le 2 décembre 2019.**

Nîmes Métropole mène une politique du logement et de l'habitat qui s'appuie sur un socle fondamental, regroupé autour de 3 axes :

- Le renouvellement urbain,
- La lutte contre la précarité énergétique,
- Le développement d'une offre de logement adaptée aux besoins de la population.
- C'est dans cette perspective que son Programme local de l'habitat (PLH) décline cinq orientations stratégiques et un programme d'actions conséquent :
- Développer et renforcer une politique foncière en faveur de l'habitat.
- Organiser la production de logements, dans un souci de mixité sociale, des types d'habitat et générationnelle.
- Favoriser les parcours résidentiels sur l'ensemble du territoire communautaire par le développement de l'offre locative et le soutien à l'accession à la propriété.
- Développer l'offre de logements à loyers maîtrisés en diversifiant l'offre de logement social mais aussi en améliorant le parc social sur le territoire.
- Participer au renouvellement de la ville sur elle-même par la mise en œuvre de projets de rénovation urbaine, la remise sur le marché de logements vacants, la lutte contre l'habitat indigne et la lutte contre la précarité énergétique (PIG, OPAH, MOUS...).

Par ailleurs, des conseils et des aides financières sont accordés aux propriétaires ayant des revenus modestes, pour réaliser différents types de travaux éligibles (mises aux normes, adaptation du logement au vieillissement ou au handicap, amélioration de la performance énergétique...).

Le PLH prévoit tout d'abord un objectif de production global ambitieux mais raisonnable, autour de 1 500 logements par an, rythme observé au cours du premier PLH 2007-2012. Au total, l'objectif de mises en chantier sur territoire de Nîmes Métropole est de 9 190 logements.

Selon la typologie des communes dans le cadre de la mise en œuvre du PLH, Saint-Mamert-du-Gard est identifiée comme un village de plus de 1500 habitants. **C'est une commune non concernée par les obligations de la loi SRU (28 logements sociaux, soit 4%, au 01/01/2021, source : ECOLO, DDTM 30, Ministère de l'Ecologie, 2021).** Le nombre de logements sociaux est stable depuis 2017. 2 demandes de logement social restaient actives fin 2020 et étaient non satisfaites. L'objectif du PLH 2019-2024 est la production de 26 logements sociaux.

La croissance projetée est de 0,8%/an.

L'objectif de production globale d'ici 2024 est de 60 logements pour Saint-Mamert-du-Gard, soit 10 par an.

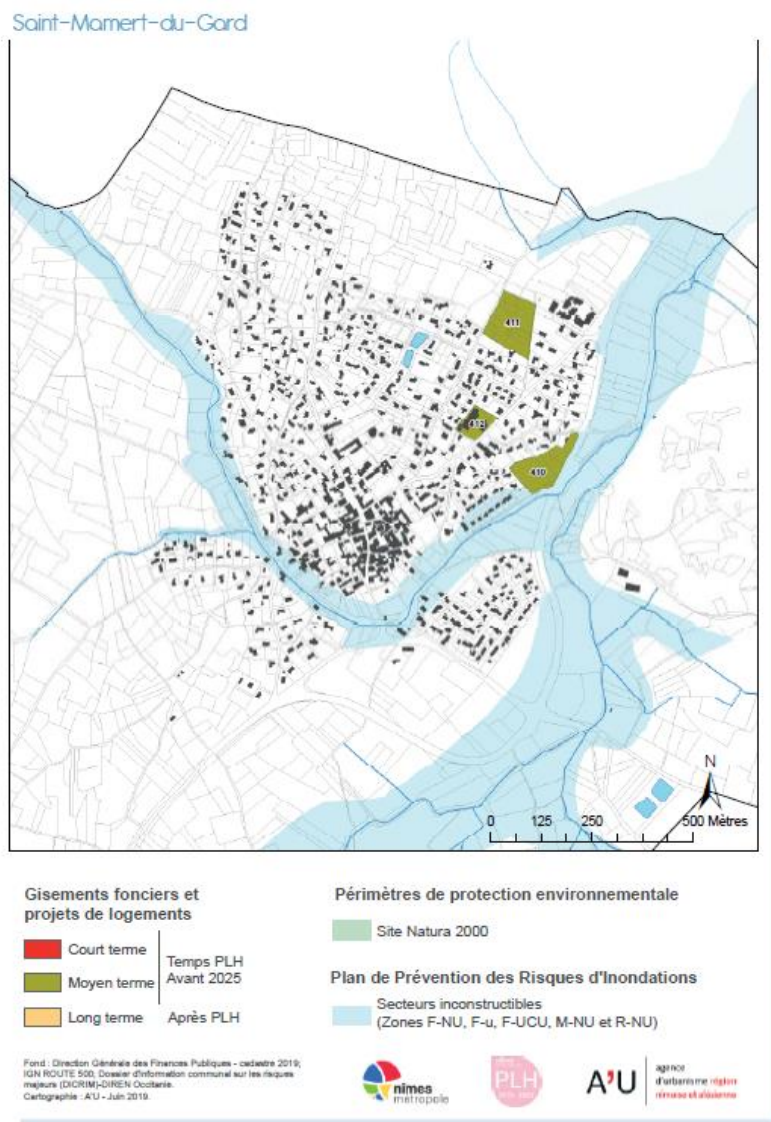
- 50% en accession libre
- 15% de logements abordables
- 35% de logements locatifs sociaux

Les besoins en foncier estimé sont les suivants :

- 1,5 ha en extension urbaine
- 0,9 ha dans l'enveloppe urbaine

## Potentiel des projets identifiés sur la durée du PLH et au-delà

| Code | Nom du projet ou du secteur | Nombre de logements <sup>1</sup> | Dont logement social | Mise en chantier <sup>2</sup> | Superficie           |
|------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
| 410  | Chemin de Gajane            | 10                               | 3                    | Moyen terme                   | 1 ha                 |
| 411  | Chemin de Saint-Genies      | 30                               | 7                    | Moyen terme                   | 1,3 ha               |
| 412  | Chemin de la Gare           | 19                               | 12                   | Moyen terme                   | 5 000 m <sup>2</sup> |



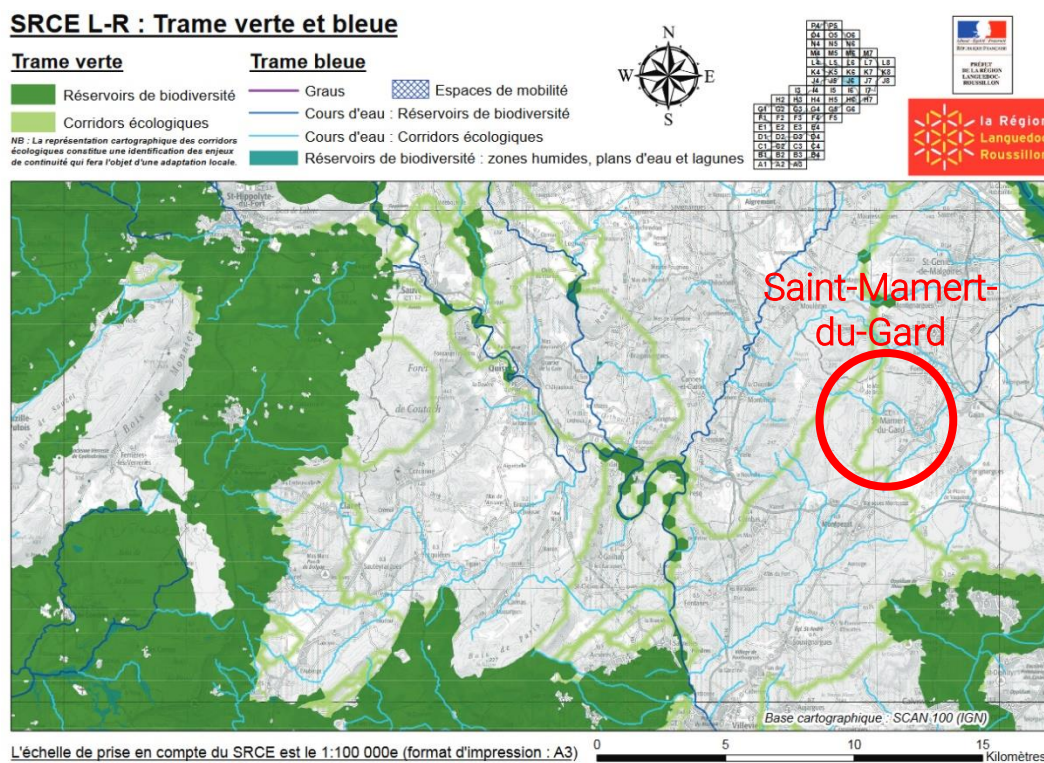
## 2.2.4 LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE) LANGUEDOC ROUSSILLON

Le SRCE Languedoc Roussillon a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 23 octobre 2015. Il définit les trames



vertes et bleues à l'échelle des grands territoires (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, zones humides,...).

Sur le territoire de Saint-Mamert-du-Gard, sont identifiés un corridor écologique à l'Ouest pour la trame verte et deux cours d'eau corridors écologiques (Ruisseau des Lens et ruisseau de Braune) en trame bleue.



### Les éléments de la trame verte et bleue régionale.

Source : SRCE Languedoc-Roussillon

### 2.2.5 LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET)

Le Plan climat air énergie territorial – ou Plan climat – est une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle. Son but est de permettre à Nîmes Métropole de conduire une politique de transition énergétique et climatique sur son territoire.

Il s'agit d'une démarche transversale visant à réinterroger les politiques publiques portées par Nîmes Métropole à travers l'exercice de ses compétences sur les enjeux climat, air et énergie.

Nîmes Métropole souhaite élaborer un PCAET partenarial. La Communauté d'agglomération mobilisera en ce sens de nombreux partenaires afin de construire une feuille de route partagée permettant de conduire le territoire dans une démarche de transition.

Le lancement du PCAET a été approuvé en Conseil Communautaire du 8 février 2021.

Le PCAET a trois objectifs principaux :

- Atténuer le réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et en préservant ou en développant la séquestration carbone,

- Préserver la qualité de l'air pour limiter les impacts sanitaires et environnementaux,
- Adapter le territoire aux effets du dérèglement climatique pour participer à la réduction de la vulnérabilité du territoire, puisqu'il est désormais établi que les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités,

Atténuer le réchauffement climatique consistera en partie à réduire les consommations énergétiques et à développer des énergies renouvelables. La transition énergétique est donc un enjeu majeur du Plan climat.

## 2.2.6 LE PPA DE LA ZONE URBAINE DE NIMES

**Le plan de protection de l'atmosphère de la zone urbaine de Nîmes a été approuvé par arrêté préfectoral du 03 juin 2016.**

Une part importante du document est consacrée à la description de l'état des lieux (présentation du territoire couvert par le PPA, inventaire des émissions et état de la qualité de l'air, polluants concernés et leurs origines, impact de la pollution atmosphérique sur la santé).

Afin d'évaluer les actions du PPA de la zone urbaine de Nîmes, AIR LR a procédé à deux modélisations de la qualité de l'air à horizon du plan (2020) :

- la première basée sur un scénario tendanciel correspond à l'évolution de la qualité de l'air sans mesure spécifique (tendanciel 2020) autres que celles déjà prévues dans le cadre de l'application des mesures « Grenelle » Air/Climat/Energie décidées au niveau national,
- la seconde basée sur le scénario tendanciel auquel s'ajoutent les gains attendus par la mise en œuvre des actions définies dans ce PPA (tendanciel 2020+PPA).

Ainsi, afin de respecter les valeurs limites réglementaires d'ici à 2020, le plan comprend 17 actions pérennes, réglementaires ou volontaires, dans l'objectif d'agir sur tous les secteurs d'activité à l'origine d'émissions polluantes : l'industrie, les transports, l'aménagement et le résidentiel/agricole, la communication/sensibilisation.

Ces actions sont réparties comme suit :

- 1 action à destination du secteur industriel,
- 9 actions à destination du secteur des transports,
- 2 actions à destination du secteur de l'urbanisme,
- 3 actions à destination du secteur résidentiel/tertiaire,
- 1 action d'information/communication,
- 1 action en cas d'épisode de pollution.

## 2.2.7 LE SDAGE RHONE-MEDITERRANEE

**La commune fait partie du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 approuvé le 21 mars 2022 par le préfet coordinateur.**

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) planifie pour 6 ans les grandes priorités pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans les bassins

versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers méditerranéens, qui forment le grand bassin Rhône-Méditerranée :

- économiser l'eau et s'adapter au changement climatique
- réduire les pollutions et protéger notre santé
- préserver et restaurer les cours d'eau

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 est composé de neuf orientations fondamentales auxquelles la modification du PLU doit être compatible :

0- S'adapter aux effets du changement climatique

1- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

2- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

3- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau

4- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux

5- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé

6- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides

7- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

8- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

## 2.2.8 LE SAGE DES « GARDONS »

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est un outil de concertation et de planification, ayant une portée juridique, qui fixe collectivement des objectifs et des règles pour une gestion globale, équilibrée et durable de l'eau, sur un périmètre cohérent : le bassin versant. Réaliser un SAGE n'est pas obligatoire, il s'agit d'une initiative locale.

L'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Gardons est le syndicat de rivière qui est en charge des questions de l'eau à l'échelle du bassin versant des Gardons. Ce dernier s'étend des Cévennes jusqu'à la confluence avec la Rhône dans le Gard, en traversant la Gardonnenque et les gorges du Gardon.

Un premier SAGE des Gardons a été adopté par arrêté inter-préfectoral le 27 février 2001. Sa révision a été initiée en 2009 ; la nouvelle version du SAGE des Gardons a alors été adoptée le 20 décembre 2013 par la CLE des Gardons et a été **approuvé après enquête publique par les Préfets du Gard et de la Lozère le 18 décembre 2015**.

Le SAGE des Gardons vise notamment à répondre aux enjeux de protection contre les inondations et aux objectifs principaux de la Directive Cadre sur l'Eau que sont la non dégradation de l'état des eaux et la reconquête du bon état des eaux à horizon 2015, soit des seuils de qualité biologique et physico-chimique à ne pas dépasser et des conditions morphologiques, support de la biologie, à même de respecter un bon état écologique. Pour cela, le SAGE des Gardons s'articule autour de 5 orientations qui se déclinent en 177 dispositions :

- Orientation A : Mettre en place une gestion quantitative équilibrée de la ressource en eau dans le respect des usages et des milieux (42 dispositions),
- Orientation B : Poursuivre l'amélioration de la gestion du risque inondation (29 dispositions),
- Orientation C : Améliorer la qualité des eaux (63 dispositions),
- Orientation D : Préserver et reconquérir les milieux aquatiques (28 dispositions),

- Orientation E : Faciliter la mise en œuvre et le suivi du SAGE en assurant une gouvernance efficace et concertée en interaction avec l'aménagement du territoire (15 dispositions).

Les dispositions du PAGD ont une portée juridique plus ou moins forte allant de la suggestion/recommandation à la préconisation. Certaines dispositions dites de « mise en compatibilité » sont clairement identifiées ; elles imposent une mise en compatibilité des autorisations administratives dans le domaine de l'eau et/ou des documents d'urbanisme avec celles-ci.

Le règlement comporte une règle concernant la non dissémination des espèces végétales invasives. Un projet concerné par la règle du SAGE doit y être conforme et non simplement compatible.

Le SAGE crée un cadre commun d'actions et donne une cohérence d'ensemble grâce à une vision globale du territoire. Il permet de créer un cadre pour une gestion cohérente et à moyen terme. L'importante concertation menée lors de sa révision en fait un document ambitieux mais réaliste, partagé par les acteurs du territoire.

La manière de lire ces documents et leur portée juridique (compatibilité/conformité) et la concertation menée pour sa révision sont présentées en introduction du PAGD.

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de préservation des zones humides dans leurs démarches dans l'esprit de la préservation des fonctionnalités des zones humides.

Par ailleurs, un nouveau Contrat de Rivière (2017-2022) a été signé sur les Gardons en mars 2017.







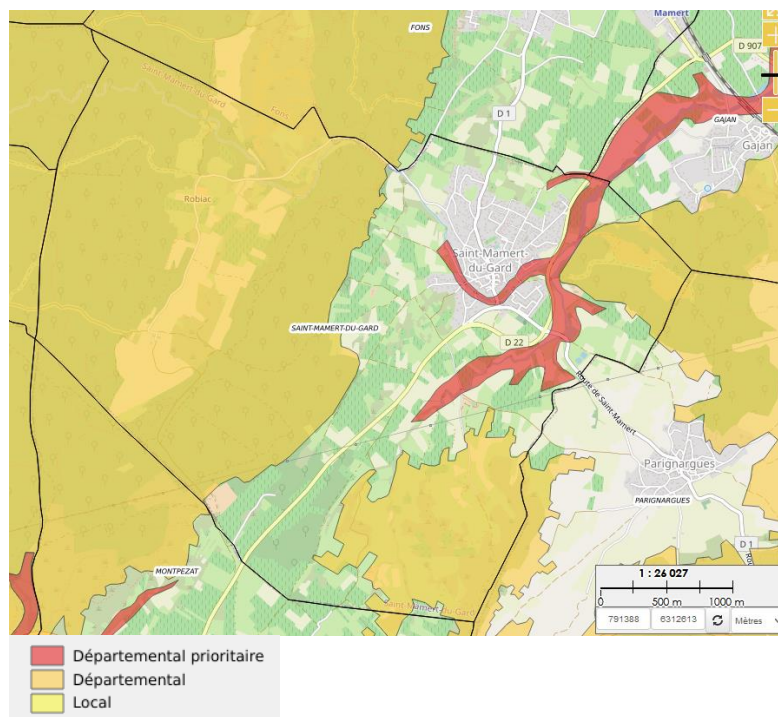
*Bassin versant des Gardons et périmètre de son SAGE*

Source : EPTB Gardons

## 2.2.9 ESPACES NATURELS SENSIBLES

Depuis 1985, les Départements sont compétents pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non (articles L.215-1 et suivants du Code de l'Urbanisme), destinée à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels. A ce titre, ils peuvent créer des Zones de préemption sur les espaces naturels sensibles (ZPENS) en accord avec les communes. Aujourd'hui, dans le Gard, 65 communes bénéficient d'une zone de préemption E.N.S. La création des zones de préemption s'effectue toujours dans le cadre d'un partenariat étroit entre les communes et le Département.

**Saint-Mamert-du-Gard est concernée par des priorités d'intervention du département du Gard mais ne contient pas de ZPENS.**




*ENS et priorités en matière d'intervention du département à Saint-Mamert-du-Gard.*

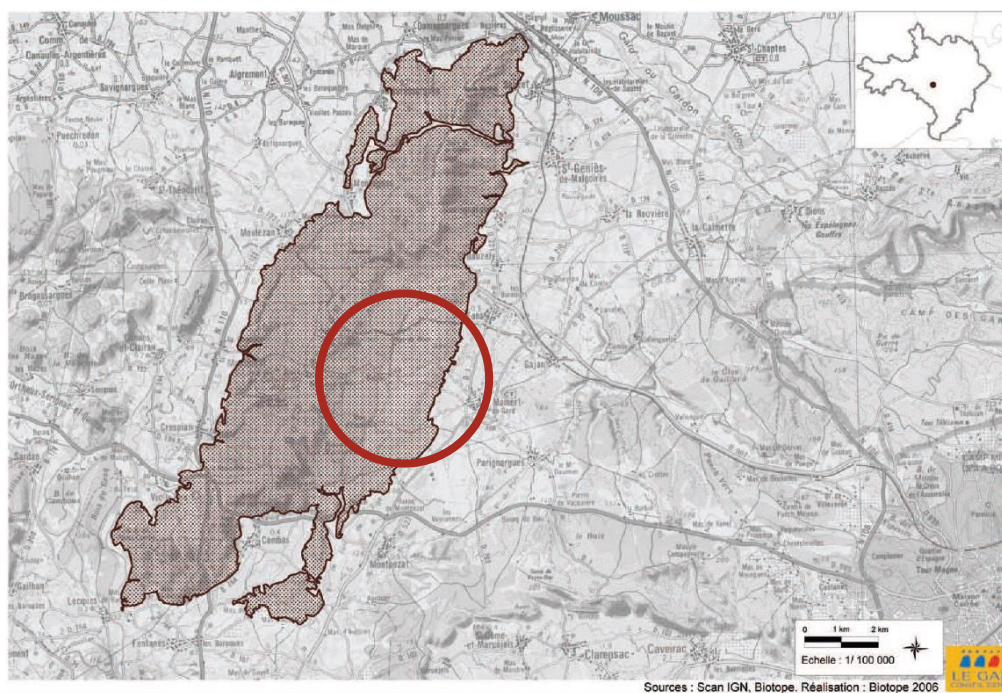
*Source : Département du Gard.*

### 2.2.9.1 ENS 92 – « Bois des Lens Sud »

Cet ENS est situé sur la partie Ouest de la commune, dans le bois des Lens.

|   |          |
|---|----------|
| <b>Valeur écologique</b>  | <b>7</b> |
| <p>Cette garrigue boisée sèche est favorable à la nidification de nombreuses espèces méditerranéennes d'oiseaux caractéristiques et souvent protégées, comme le Pipit rousseline, la Chouette effraie, le Hibou petit-duc, l'Engoulevent d'Europe et le Bruant ortolan. Le couvert forestier important permet à la faune d'y trouver refuge et nourriture. Ce site accueille aussi la Genette, mammifère protégé et menacé en France. La flore comprend une espèce rare dans la région, le Dictame blanc.</p>                                       |          |
| <b>Valeur paysagère</b>   | <b>6</b> |
| <p>Ce vaste massif calcaire, de forme allongée, est orienté nord-nord-est/sud-sud-ouest. La végétation est dominée par le Chêne vert en garrigue et plus rarement en taillis. Le Chêne pubescent et le Pin d'Alep sont localement présents. Ce dernier forme de belles futaies au sud et sud-ouest du territoire (la Paillade, le bois de Chante Merle, le bois de la Pignède). Des landes, des garrigues basses et quelques rares zones cultivées (cuvette de Robiac, val de l'Auriol, terrasses de Montagnol) complètent ce milieu forestier.</p> |          |
| <b>Valeur géologique</b>  | <b>4</b> |
| <p>Le gisement de fossiles de la cuvette de Robiac, dans lequel ont été recensées 46 espèces, est de première importance pour la connaissance des mammifères de l'Eocène supérieur. Il s'agit également d'un repère stratigraphique.</p>  |          |
| <b>Valeur archéologique et historique</b>   | <b>0</b> |
| -   |          |
| <b>Champ naturel d'expansion des crues / Valeur hydrologique</b>  | <b>0</b> |
| Non concerné  |          |

 Inventaire des Espaces Naturels Sensibles du département du Gard (30)  
**BOIS DE LENS PARTIE SUD - ENS N°92**

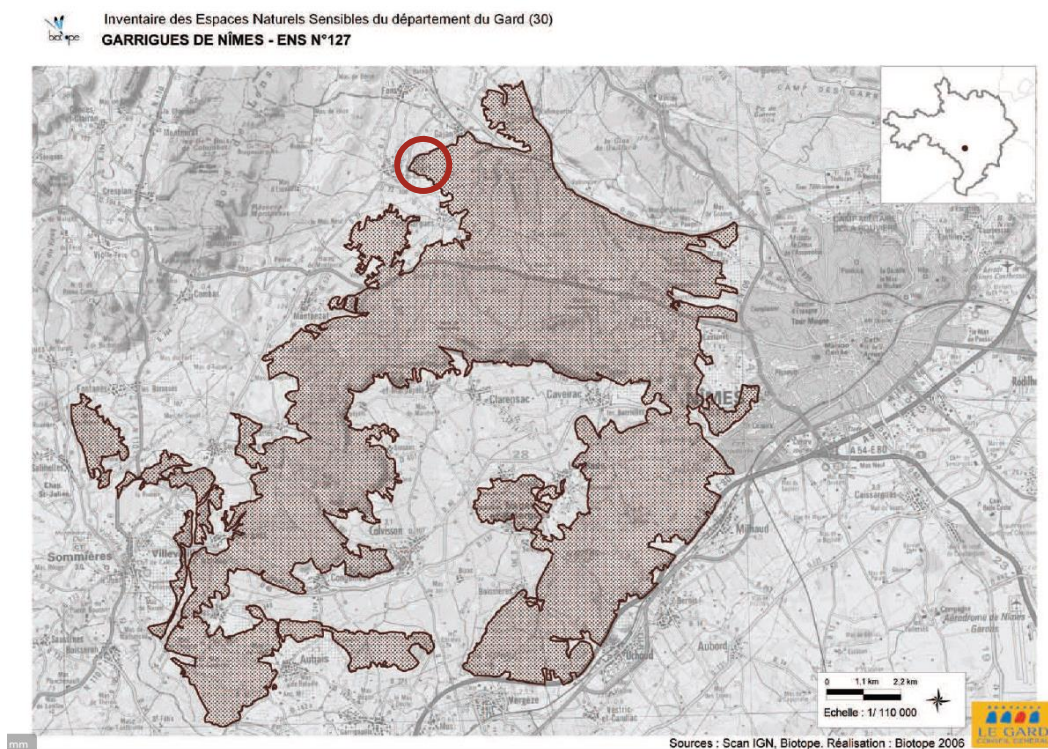


### 2.2.9.2 ENS 127 « Garrigues de Nîmes »

L'ENS est localisé à l'Est de la commune et concerne une petite partie du territoire.

|  |          |
|--|----------|
| <b>Valeur écologique</b>   | <b>5</b> |
| Sur ce site, on note la présence d'Ophrys Aurélia, de l'Outarde canepetière, de la Pie-grièche à tête rousse et de l'Oedicnème criard. Les milieux forestiers permettent la nidification de la Bondrée apivore, du Circaète Jean-le-Blanc et du Milan noir. Des habitats naturels d'intérêt communautaire ont été inventoriés sur cette zone (pelouses sèches et mares temporaires).                           |          |
| <b>Valeur paysagère</b>  | <b>4</b> |
| Les zones boisées (futaie de Pin d'Alep) alternent avec les espaces ouverts (garrigues basses, friches). Le site comprend également de nombreux éléments à valeur patrimoniale et le site inscrit "Château d'Aujargues et ses abords".   |          |
| <b>Valeur géologique</b>   | <b>0</b> |
| -  |          |
| <b>Valeur archéologique et historique</b>  | <b>8</b> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sépultures néolithiques de Cante-Perdrix (Calvisson)</li> <li>- Enceinte préhistorique des Castels (Nages-et-Solorgues)</li> <li>- Oppidum (Nages-et-Solorgues)</li> <li>- Oppidum de Mourressipe (Saint Côme-et-Marvejols)</li> <li>- Village préhistorique de Fontbousse (vestiges) (Villeveyrie)</li> <li>- Oppidum de la Roque-de-Vion (Saint-Dionisy)</li> </ul> |          |
| <b>Champ naturel d'expansion des crues / Valeur hydrologique</b>   | <b>0</b> |
| Non concerné   |          |





## 2.2.10 SCHEMA DEPARTEMENTAL TOURISME LOISIRS ET ATTRACTIVITE

Le 20 novembre 2017, le Département a adopté son Schéma Départemental du Tourisme, des

Loisirs et de l'Attractivité 2018-2021, un plan d'action structurant l'activité touristique au sein du département.

Ce schéma s'articule autour des cinq orientations suivantes :

- Mettre en œuvre une gouvernance renouvelée et partagée ;
- Une organisation touristique coordonnée et renforcée ;
- Une Destination Gard multiple ;
- Une offre touristique évolutive et adaptable ;
- L'innovation au service d'une ingénierie touristique renforcée

Ces objectifs se déclinent en plusieurs enjeux présents dans le titre « Activité touristique » du présent document.

Dans le cadre du diagnostic général du PLU, il sera important de relever les éléments suivants pour pouvoir apporter les indications et informations nécessaires à son enrichissement. Ces derniers pourront également permettre d'étayer le PADD et le cas échéant, les OAP.

### A. Recueil des données touristiques brutes

- Nombre et évolution du nombre de structures d'hébergements, par type de structures (source : Commune, Office de Tourisme, INSEE et Internet) et nombre de lits marchands (Office de Tourisme, principales plateformes de réservation de locations);
- Nombre de résidences secondaires ;
- Liste des Labels des hébergements (source : Internet) ;
- Identification des structures économiques en lien avec le tourisme (musées, lieux de visite marchands...) sur la commune, l'intercommunalité (principaux pôles locaux à vocation touristique) et ses environs (identification des « poids lourds » touristiques non loin) ;
- Carte de localisations des structures d'hébergements ;

#### B. Recueil et analyse des données « terrains »

Réalisation de réunion ou envoi d'un questionnaire aux hébergeurs, gestionnaires de structures de loisirs ou culturelles à vocation touristique afin de recueillir les éléments suivants :

- Nombre d'exploitants sur la commune et localisation des bâtiments (délocalisation à envisager ou non, besoin de nouveaux bâtiments...) ;
- Projets d'évolution des structures pour les 10-15 années à venir : projet de nouveaux bâtiments, extensions, création de points de vente, diversification (rédaction du règlement adapté, changement de destination de bâtiments, création de STECAL,... à envisager au niveau du PLU pour accompagner les projets)
- Identification et localisation de conflits d'usage (nuisances éventuelles) ;

#### C. Analyse et synthèse des données recueillies

Réalisation d'une synthèse des données en mettant en avant les particularités touristiques de la commune et permettant de définir les enjeux.

## **2.2.11 SCHEMA EAU ET CLIMAT 3.0**

Depuis les années 2000, le Gard a connu des sécheresses sévères comme celles de 2003, 2005. L'année 2017, avec 200 jours de classement en alerte sécheresse, dont 69 jours en niveau de crise, est devenue la nouvelle référence en matière de statistiques météorologiques pour la durée et la faiblesse du niveau pluviométrique. Le risque d'un déficit chronique de la ressource en eau est donc particulièrement prégnant.

La collectivité départementale s'est dotée, dès 2010 d'un « Schéma de Gestion durable de la ressource en eau du Gard » qui projetait des perspectives d'évolution des besoins multi-usages à l'horizon 2030.

Mais l'accélération du changement climatique, l'augmentation des besoins, conduisent aujourd'hui le Département à se doter d'un nouvel outil de prospective et de planification des usages de l'eau pour garantir durablement l'accès à une ressource de qualité, respectueuse de l'environnement.

« Eau et Climat 3.0 » est une démarche qui a pour objet d'apporter des éléments de prospective aux acteurs de l'eau, de l'aménagement du territoire et des filières économiques.

Les analyses conduites ont permis, au travers des scénarios « opportuniste » et « reconquête », d'apprécier les effets possibles des actions que nous pourrions collectivement être amenés à conduire pour faire face au changement climatique dans le Gard.

“Dans le scénario Opportuniste, l'adaptation au changement climatique se poursuit en fonction essentiellement de critères économiques, dans une vision à court et moyen termes relativement individuelle, avec une intervention des politiques publiques similaire à aujourd'hui.”

“Dans le scénario Reconquête, la sphère politique locale et les acteurs du territoire sont proactifs dans la structuration d'une réponse globale durable à court, moyen et long terme aux enjeux climatiques et socio-économiques. Il s'agit d'un scénario « de rupture », plus ambitieux pour une réponse durable aux enjeux climatiques. Il nécessitera en conséquence plus de moyens, plus de volontés et plus de temps, et représentera aussi davantage de contraintes.”

Dans les deux scénarios, des enjeux majeurs sont ressortis : le lien entre le foncier et les fonctions d'adaptation au changement climatique, les incertitudes encore existantes qui doivent nous conduire à améliorer les connaissances et favoriser l'expérimentation, et la question de l'accès à l'eau. Pour ce dernier enjeu, l'analyse coût/bénéfices (ACB) a souligné la complexité de la situation avec une fourchette d'investissement “raisonnable” comprise entre 5 600 € et 9 100 €/hectare à mettre en regard des coûts d'investissements estimés des deux scénarios compris entre 20 000 € et 40 000 €/ha.

L'analyse économique ne devrait pas se faire avec une seule entrée thématique (l'irrigation agricole), mais devrait intégrer également de nombreux autres aspects non pris en compte dans l'ACB et par ailleurs difficiles à quantifier : préservation d'emplois, préservation de paysages typiques du Gard avec des enjeux touristiques, lutte contre l'embroussaillage et les incendies, intégration de toutes les filières amont et aval, etc. Ces paramètres constituent des enjeux locaux majeurs et doivent être pondérés dans la prise de décision de réalisation ou non d'une solution structurante d'accès à l'eau. Il s'agira donc d'un choix d'aménagement du territoire, à l'élaboration duquel tous les acteurs devront participer.

Il ressort également de ces travaux que de nombreuses initiatives et outils sont déjà en place et que nombre d'acteurs sont déjà fortement mobilisés notamment sur les questions de ressource en eau et de gestion équilibrée : les Établissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) porteurs de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et/ou de Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE), mais également les autres collectivités ou établissements publics en charge de la planification urbaine, de politiques publiques et de soutiens financiers aux projets des différents acteurs.

Toutefois, l'ampleur de la crise climatique à venir et les conséquences pour les Gardois, les usages de l'eau, et toute l'économie, conduisent à considérer l'urgence d'une mobilisation à une autre échelle spatiale et temporelle, s'appuyant sur la mobilisation actuelle des acteurs mais qui devra conduire à rechercher une plus grande synergie d'action et un véritable changement de paradigme pour construire le Gard de demain sous un nouveau climat.

Les maîtres mots sont alors :

- S'adapter et augmenter la résilience des territoires, expérimenter
- Améliorer les connaissances pour bien agir
- Anticiper pour ne pas subir : l'accès à une eau de qualité

## 2.2.12 CHARTE STRATEGIQUE POUR LA PRESERVATION ET LA COMPENSATION DES ESPACES AGRICOLES DANS LE GARD

En mai 2012, était adopté le document de référence relatif aux lignes directrices sur la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur les milieux naturels. Ainsi naissait une doctrine nationale visant à rappeler les principes qui doivent guider les milieux naturels. Ainsi naissait une doctrine nationale visant à rappeler les principes qui doivent guider tous les acteurs concernés par un projet impactant ces espaces.

Le principe de compensation foncière agricole est à présent inscrit dans la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et le décret n° 2016-1190 du 31 août 2016 en fixe les contours, notamment pour ce qui concerne les études préalables à réaliser et les mesures de compensation.

L'ambition de cette charte est de dépasser ce cadre législatif et réglementaire. L'objectif est de construire un outil dynamique et ambitieux de préservation et de valorisation du foncier agricole. Pour cela, cinq éléments de travail sont sortis du lot :

- **La sécurité alimentaire** : La conservation des sols agricoles garantit la sauvegarde du potentiel de production de notre territoire permettant d'assurer aux habitants de se nourrir, dans le cadre d'une proximité et d'une qualité conforme aux objectifs de développement durable
- **La vitalité de l'économie rurale** : L'agriculture est génératrice d'emplois et de richesses. Elle permet un maillage du territoire et induit la présence de 12 000 emplois en plus des 6 500 exploitants recensés à l'échelle du Gard. L'affaiblissement de cette économie générée, appauvrirait considérablement le territoire.
- **Le cadre de vie et la dynamique touristique** : La richesse patrimoniale et la qualité de nos paysages, inhérents à l'activité agricole de nos territoires, constituent un socle indissociable générateur d'une attractivité incontestable.
- **La préservation de la biodiversité** : L'ouverture des milieux induite par l'exploitation agricole du territoire est également à l'origine d'une mosaïque d'habitats indispensables à la diversité et à la préservation des espèces.
- **Un rempart contre les risques naturels** : L'exploitation agricole des territoires favorise l'entretien des espaces ruraux sans coûts pour notre société et participe à la lutte contre les incendies (coupure de combustible) et à la diminution de la montée des eaux en cas d'inondation (perméabilité des sols, entretien du petit hydraulique)

En découle cinq objectifs :

- Inciter à la **prise de conscience** des enjeux relatifs à la préservation des terres agricoles
- **Anticiper** tout projet consommateur afin d'éviter, réduire, puis en dernier recours, compenser la consommation des espaces agricoles
- Elaborer un cadre d'application de la séquence **éviter, réduire, compenser** en zone agricole afin d'orienter vers des comportements plus responsables, éthique et vertueux
- Doter le territoire départemental d'un **fonds de compensation du foncier agricole** favorisant la mise en œuvre d'une politique dynamique et économe
- Initier une démarche collégiale et partagée par une large majorité des acteurs du territoire pour **préserver l'avenir du foncier agricole**

## 2.2.13 AUTRES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Le PLU devra également prendre en compte les documents de protection et de gestion suivants :

### Lois :

- LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. Issue des travaux de la Convention citoyenne pour le climat, la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets a été promulguée et publiée au Journal officiel le 24 août 2021. La loi permettra notamment d'améliorer la qualité de l'air des grandes villes, de massifier les rénovations de logements en accompagnant les ménages, de lutter contre la bétonisation des sols, ou encore d'intégrer davantage de menus végétariens dans les cantines.

### Aménagement du territoire :

- le Schéma Départemental d'Aménagement Durable « Gard 2030 ».

### Mobilités et transports :

- le Plan de déplacements urbains (PDU) de Nîmes Métropole. Lors de l'approbation du PDU en 2007, Saint-Mamert-du-Gard n'était pas membre de la communauté d'agglomération. Le plan de déplacements urbains (PDU) définit « les principes de l'organisation des transports de personnes et de marchandises, de la circulation et de stationnement ». C'est un outil de planification au service de l'agglomération, qui permet d'organiser sur le long terme les déplacements sur le territoire. La révision du PDU a démarré début 2017.

### Espaces agricoles :

- Charte stratégique pour la préservation et la compensation des espaces agricoles dans le département du Gard. En mai 2012, était adopté le document de référence relatif aux lignes directrices de la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur les milieux naturels. Ainsi naissait une doctrine nationale visant à rappeler les principes qui doivent guider tous les acteurs concernés par un projet impactant ces espaces. Le principe de compensation foncière agricole et à présent inscrit dans la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt et le décret n°2016-1190 du 31 août 2016 en fixe les contours, notamment pour ce qui concerne les études préalables à réaliser et les mesures de compensation. L'ambition de la charte est de dépasser ce cadre législatif et réglementaire. L'objectif est de construire un outil dynamique et ambitieux de préservation et de valorisation du foncier agricole. Non opposable, ce document de référence cherche à inciter les porteurs de projets à intégrer cette nécessité de protection en amont de leur réalisation. Les objectifs de la charte sont les suivants :
  - Inciter à la prise de conscience des enjeux relatifs à la préservation des terres agricoles



- Anticiper tout projet consommateur afin d'éviter, réduire, puis en dernier recours, compenser la consommation des espaces agricoles
- Elaborer un cadre d'application de la séquence éviter, réduire, compenser en zone agricole afin d'orienter vers des comportements plus responsables, éthique et vertueux
- Doter le territoire départemental d'un fonds de compensation du foncier agricole favorisant la mise en œuvre d'une politique dynamique et économe
- Initier une démarche collégiale et partagée par une large majorité des acteurs du territoire pour préserver l'avenir du foncier agricole.

#### Espaces naturels et forestiers :

- le Programme Régional de la Forêt et du Bois de la région Occitanie (PRFB).

#### Risques :

- le Dossier Départemental des Risques Majeurs du département du Gard actualisé en 2021.
- le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie (PDPFCI) approuvé en 2013 et prorogé pour la période 2012-2021 et le Porter à connaissance sur la prise en compte du risque feux de forêt de la préfecture du Gard en date du 11 octobre 2021.
- l'Atlas Départemental des Espaces Naturels Sensibles du Gard. Toute la moitié sud de la commune est concernée par une zone de préemption des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS) ce qui représente 636 parcelles en zone de préemption sur les 3326 parcelles communales (soit 19,12% de parcelles en zone de préemption).

#### Pollution / Santé / Cadre de vie :

- le Schéma Régional Eolien (SRE).
- le Programme de Surveillance de la Qualité de l'Air (PSQA).
- le Plan Régional Santé Environnement d'Occitanie 2017-2021.
- Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) du Gard datant de 2014

#### Autre :

- le Schéma Départemental des carrières rendu applicable par arrêté préfectoral n°00-907 du 11 avril 2000.

## 2.3 POPULATION

### 2.3.1 ÉVOLUTION ET STRUCTURE DE LA POPULATION

#### 2.3.1.1 Une population qui augmente depuis 1975

Saint-Mamert-du-Gard a connu une **forte dynamique démographique depuis les années 1970**. La commune a ainsi constaté une augmentation de population de plus de 426% de sa population sur cette période et comptait **1 641 habitants en 2020**.

Cette évolution de population est à mettre en corrélation avec les lotissements réalisés sur la commune depuis les années 1970 (80% du parc de logements réalisés entre 1970 et 2017).

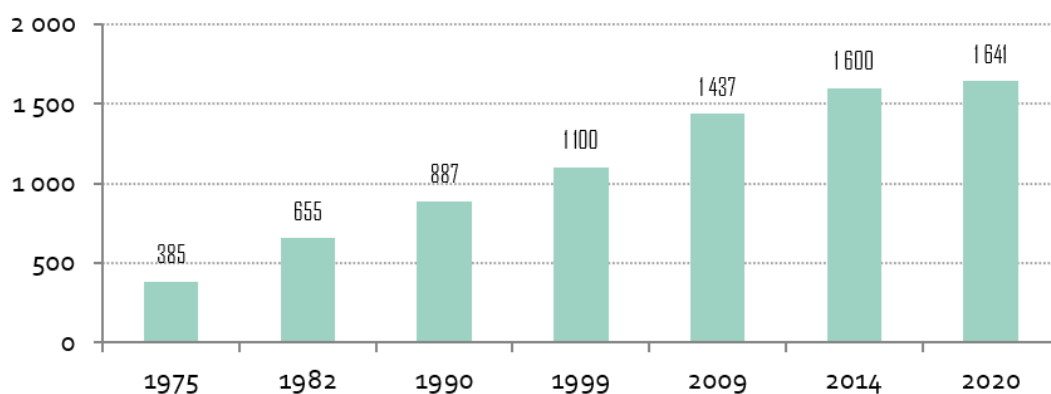
Cette dynamique était principalement liée au solde migratoire qui a permis le renouvellement générationnel.

On note 4 phases d'évolution :

- Entre 1975 et 1982 : la commune connaît sa plus forte période de croissance avec +7,8% par an en moyenne. 270 nouveaux habitants s'installent sur Saint-Mamert.
- Entre 1982 et 1999 : dès le début des années 1980, la croissance commence progressivement à ralentir. Entre 1990 et 2007, la variation annuelle moyenne de la population n'est plus que +2% en 1999.
- Entre 1999 et 2014 : depuis le début des années 2000, la croissance démographique se stabilise autour de 2% de variation annuelle de la population.
- Entre 2014 et 2020, on note une forte baisse du taux de variation annuel, qui descend à 0,4%, se rapprochant ainsi de ceux de l'intercommunalité et du département.

|                   | 1975 | 1982 | 1990 | 1999  | 2009  | 2014  | 2020  |
|-------------------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Population</b> | 385  | 655  | 887  | 1 100 | 1 437 | 1 600 | 1 641 |

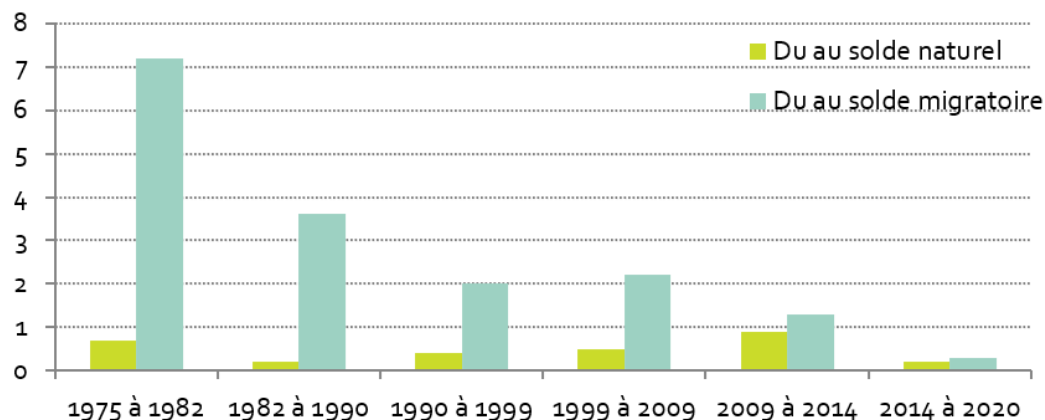
Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.



Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

|                                 | 1975 à 1982 | 1982 à 1990 | 1990 à 1999 | 1999 à 2009 | 2009 à 2014 | 2014 à 2020 |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Taux de variation annuel</b> | 7,8         | 3,9         | 2,4         | 2,7         | 2,2         | 0,4         |
| <b>Du au solde naturel</b>      | 0,7         | 0,2         | 0,4         | 0,5         | 0,9         | 0,2         |
| <b>Du au solde migratoire</b>   | 7,2         | 3,6         | 2           | 2,2         | 1,3         | 0,3         |

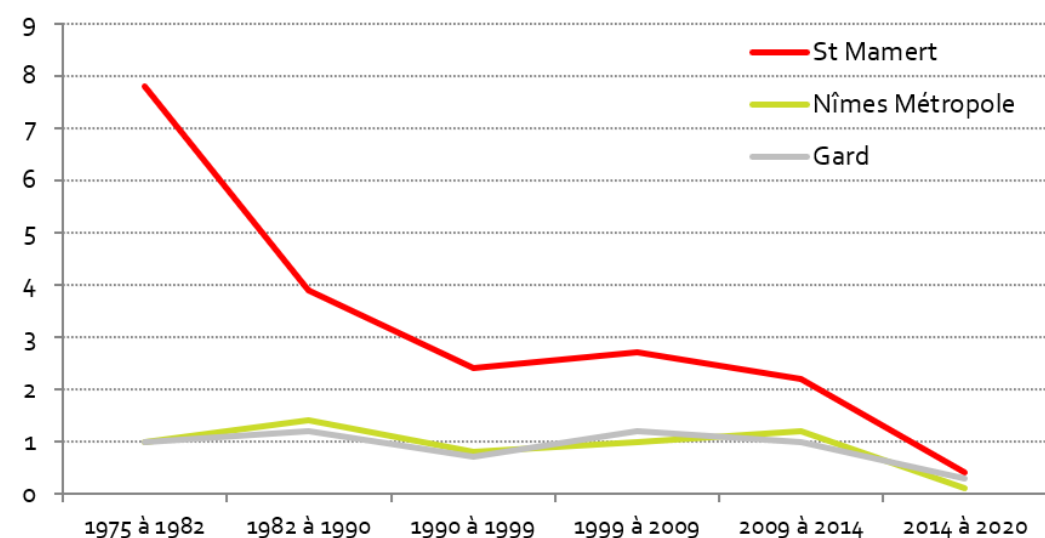
Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.



Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

| Evolution comparée du taux de variation annuel |             |             |             |             |             |             |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|  | 1975 à 1982 | 1982 à 1990 | 1990 à 1999 | 1999 à 2009 | 2009 à 2014 | 2014 à 2020 |
| <b>St Mamert</b>                               | 7,8         | 3,9         | 2,4         | 2,7         | 2,2         | 0,4         |
| <b>Nîmes Métropole</b>                         | 1           | 1,4         | 0,8         | 1           | 1,2         | 0,1         |
| <b>Gard</b>                                    | 1           | 1,2         | 0,7         | 1,2         | 1           | 0,3         |

Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.



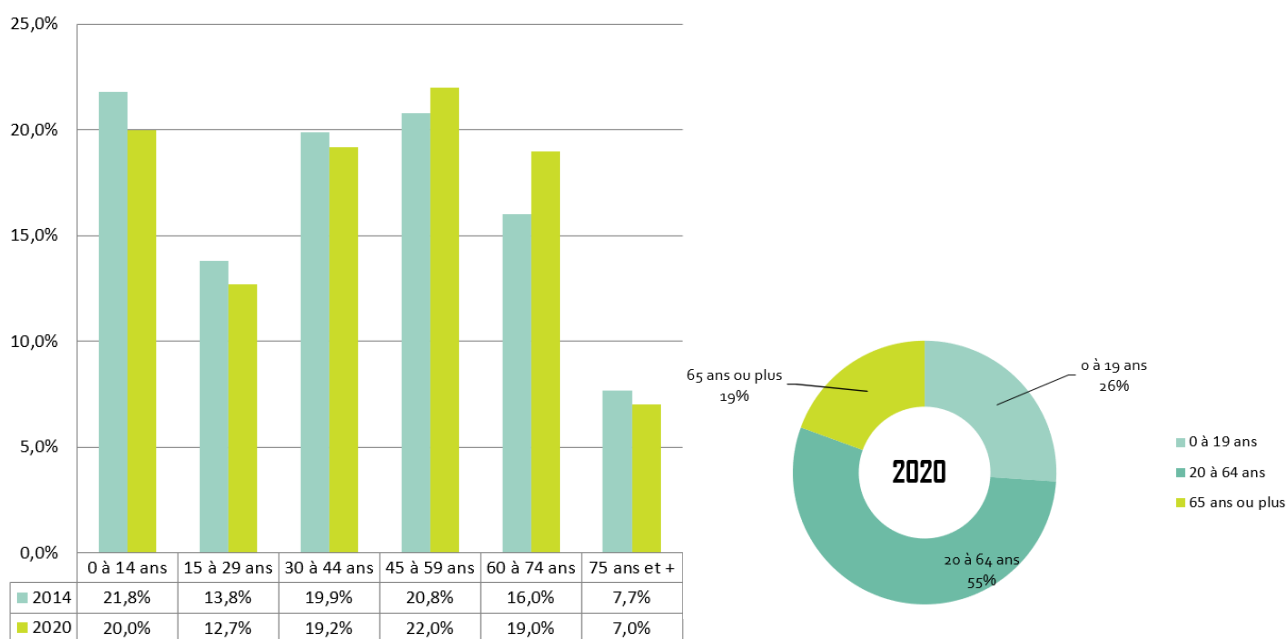
Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

### 2.3.1.2 Une population vieillissante

La population saint-mamertoise tend à vieillir depuis une dizaine d'années. En 2009, 57,5% de la population avait moins de 45 ans contre 51,9% en 2020.

La part des 0 à 14 ans est celle qui a le plus régressé (-1,8%) entre 2014 et 2020, devant celle des 15 à 29 ans (-1,1%) et celle des 30 à 44 ans (-0,7%).

La composition de la population par tranche d'âge y est plus jeune que pour le département du Gard. À l'échelle de la métropole, la population par tranches d'âges apparaît légèrement plus jeune.



Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales

En 2020, la part des femmes est légèrement plus importante que celle des hommes.

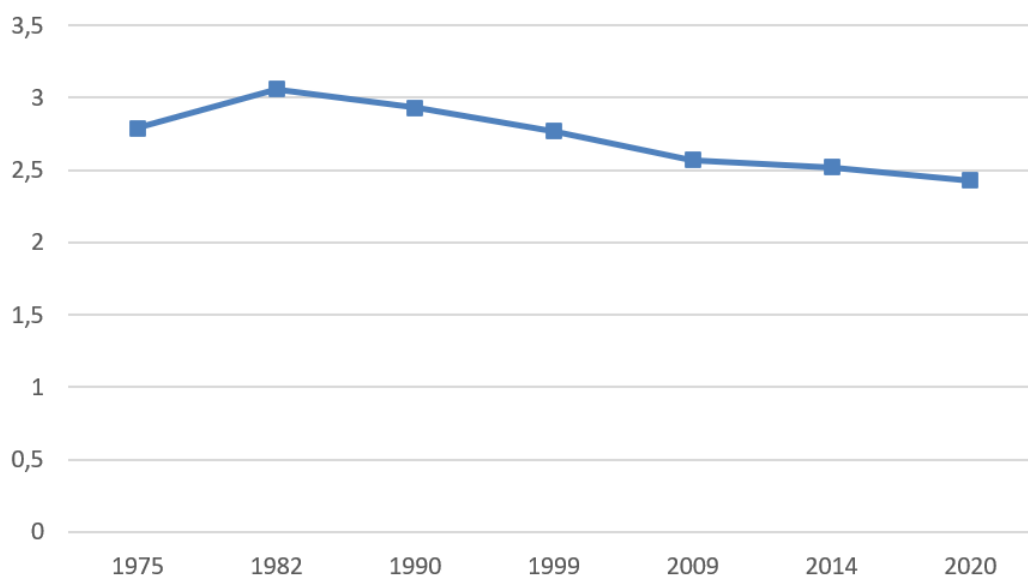
| Evolution population en 2020 |            |            |             |               |
|------------------------------|------------|------------|-------------|---------------|
|                              | Hommes     | Femmes     | TOTAL       | %             |
| 0 à 14 ans                   | 173        | 156        | 329         | 20,0%         |
| 15 à 29 ans                  | 102        | 107        | 209         | 12,7%         |
| 30 à 44 ans                  | 144        | 171        | 315         | 19,2%         |
| 45 à 59 ans                  | 189        | 173        | 362         | 22,1%         |
| 60 à 74 ans                  | 153        | 159        | 312         | 19,0%         |
| 75 à 89 ans                  | 47         | 55         | 102         | 6,2%          |
| 90 ans ou plus               | 6          | 6          | 12          | 0,7%          |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>814</b> | <b>827</b> | <b>1641</b> | <b>100,0%</b> |
| 0 à 19 ans                   | 222        | 206        | 428         | 26,1%         |
| 20 à 64 ans                  | 438        | 456        | 894         | 54,5%         |
| 65 ans ou plus               | 154        | 165        | 319         | 19,4%         |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>814</b> | <b>827</b> | <b>1641</b> | <b>100,0%</b> |

## 2.3.2 EVOLUTION ET STRUCTURE DES MENAGES

### 2.3.2.1 Une taille des ménages qui diminue progressivement mais qui reste très élevée

Entre 1990 et 2014, la **taille des ménages** sur Saint-Mamert-du-Gard a **baissé progressivement, même si elle reste assez élevée**. Elle est passée de 2,93 occupants par résidence principale en 1990 à 2,52 en 2014. La taille des ménages reste très importante avec 2,43 en 2020 en lien avec les lotissements réalisés ayant permis d'amener des familles avec enfants.

Le nombre moyen d'occupant par logement est très élevé à Saint-Mamert-du-Gard comparativement à la Nîmes Métropole (2,14) et au département (2,15).



*Evolution du nombre moyen d'occupant par résidence principale.*

Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

| En 2020  | St Mamert | Nîmes Métropole | Gard   |
|--|-----------|-----------------|--------|
| Nombre de ménages                                | 664       | 116814          | 341510 |
| Population des ménages                           | 1641      | 250514          | 735487 |
| Nombre moyen d'occupant par logement             | 2,43      | 2,14            | 2,15   |
| Sources : INSEE RP2020 exploitations principales |           |                 |        |

| Evolution comparée du nombre moyen d'occupant par logement |      |      |      |      |      |
|--|------|------|------|------|------|
|  | 1990 | 1999 | 2009 | 2014 | 2020 |
| <b>St Mamert</b>   | 2,93 | 2,77 | 2,57 | 2,52 | 2,43 |
| <b>Nîmes Métropole</b>                                     | 2,4  | 2,34 | 2,25 | 2,2  | 2,14 |
| <b>Gard</b>  | 2,55 | 2,39 | 2,27 | 2,22 | 2,15 |

Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

## 2.3.3 DIPLOMES ET FORMATIONS

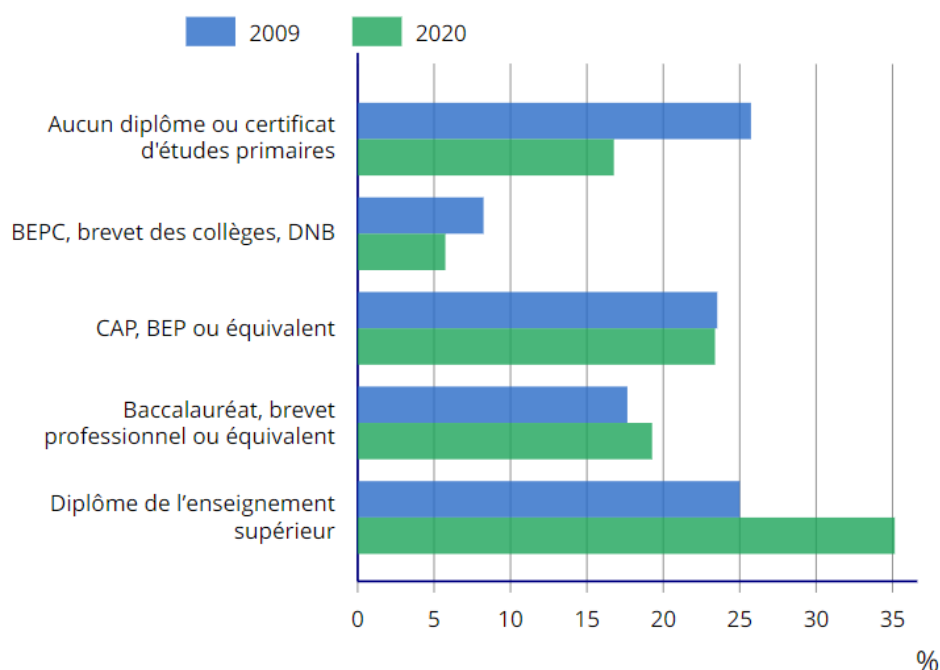
### 2.3.3.1 Une population de plus en plus diplômée

En 10 ans, les diplômés de l'enseignement supérieur ont augmenté de 10,2 points alors que les personnes ne possédant aucun diplôme ont chuté de 9 points.

Ainsi, en 2020, le diplôme le plus représenté sur Saint-Mamert-du-Gard est celui de l'enseignement supérieur avec 35,1% de la population.

Vient ensuite le CAP/BEP avec près de 23,3% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus qui le possède, suivi de la population diplômée d'un baccalauréat, d'un brevet professionnel ou équivalent avec 19,2% environ.

#### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)



Source : Insee, RP2009, 2020

## 2.3.4 REVENUS IMPOSABLES ET PAUVRETE DES MENAGES

En 2021, il est recensé 653 ménages fiscaux à Saint-Mamert-du-Gard. Leur revenu disponible moyen est de 23 240 euros. Il est supérieur à celui de Nîmes Métropole (20 740 euros) et à celui du département du Gard (21 330 euros).

Le taux de pauvreté sur la commune n'est pas renseigné par le recensement de l'INSEE de 2020.

### Points-clés du diagnostic :

Une population qui a quadruplé depuis 1975. 1 641 habitants recensés en 2020.

Contrairement aux précédentes périodes, une variation annuelle moyenne de la population très faible sur la période 2014-2020 (+0,4%) lié à un solde migratoire très faible (+0,3%), le principal facteur de croissance pour la commune.

Un maintien de la population jeune avec 32,7% de la population est âgée de moins de 29 ans.

Une tendance au vieillissement de la population (accroissement de la population âgée de 45 ans et plus) mais une population encore jeune (51,9% de la population a moins de 45 ans).

Une taille moyenne des ménages en baisse et qui se stabilise (2,43 personnes / ménage en 2020 contre 2,93 en 1990) mais encore élevée par rapport à la moyenne départementale (2,15 personnes / ménage).

653 ménages fiscaux en 2021 avec un revenu disponible annuel moyen supérieur, de l'ordre de 2 000€, à celui de l'intercommunalité et du département

### Principaux enjeux pour la commune :

Assurer un équilibre entre la population jeune et la population âgée pour maintenir une certaine attractivité sur la commune.

Maintenir l'attractivité de la commune et adapter les besoins en équipements.

Prendre en considération l'évolution de la taille et de la composition des ménages afin d'adapter l'offre en logements et offrir un parcours résidentiel complet sur le territoire.

## 2.4 LOGEMENT

### 2.4.1 ÉVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

#### 2.4.1.1 Un parc de logements qui n'a cessé de croître depuis 1968

Avec ses **724 logements recensés en 2020**, la commune de Saint-Mamert-du-Gard a vu son parc de logements multiplié par plus de quatre depuis 1975. Cela est à mettre en corrélation avec l'augmentation constatée de la population accentuée par le phénomène de desserrement de la population.

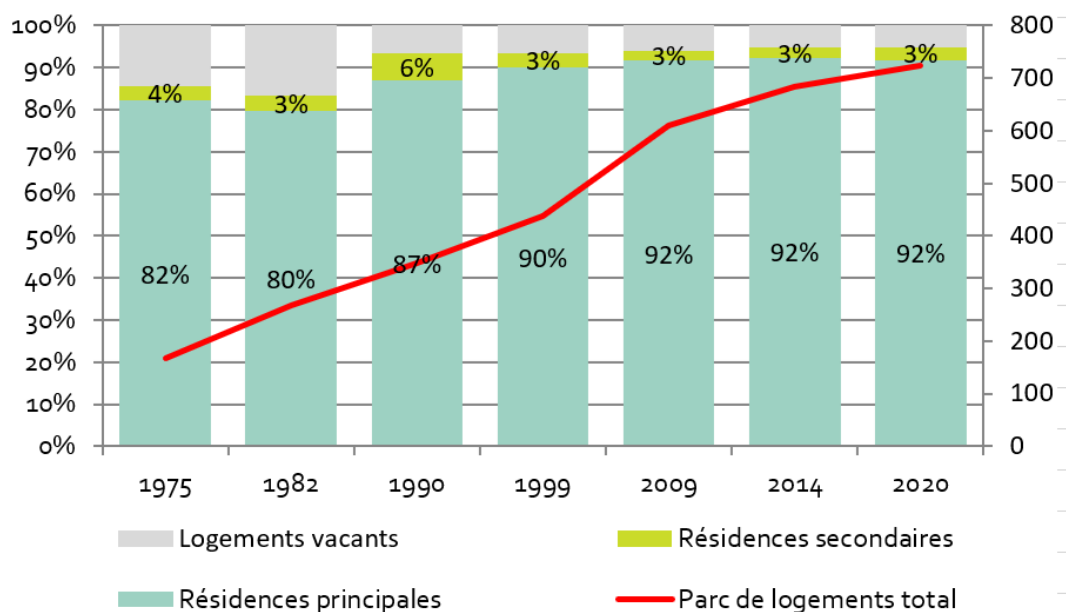
**La part des résidences secondaires est toujours restée faible (aux alentours de 3%).**

Le taux de vacance a diminué depuis 1975 : passant de 14% à **5,1% en 2020**. Il est à noter qu'un **taux de vacance de 6% environ est idéal** car permet une rotation des ménages dans le parc de logements et un parcours résidentiel des ménages dans la commune.

Les taux de résidences secondaires et de vacance de la commune sont très inférieurs à ceux de Nîmes Métropole et du département du Gard.

|                         | Evolution du Parc de logements |      |      |       |       |       |       |
|-------------------------|--------------------------------|------|------|-------|-------|-------|-------|
|                         | 1975                           | 1982 | 1990 | 1999  | 2009  | 2014  | 2020  |
| Population              | 385                            | 655  | 887  | 1 100 | 1 437 | 1 600 | 1 641 |
| Parc de logements total | 168                            | 268  | 348  | 438   | 610   | 684   | 724   |
| Résidences principales  | 138                            | 214  | 303  | 394   | 559   | 631   | 664   |
| Résidences secondaires  | 6                              | 9    | 22   | 15    | 15    | 18    | 23    |
| Logements vacants       | 24                             | 45   | 23   | 29    | 36    | 35    | 37    |

Sources : Insee, RP2009 et RP2020 exploitations principales.



Sources : Insee, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

|                        | Evolution de la structure du parc de logements en % |      |      |      |      |      |      |
|------------------------|---|------|------|------|------|------|------|
|                        | 1975  | 1982 | 1990 | 1999 | 2009 | 2014 | 2020 |
| Résidences principales | 82%   | 80%  | 87%  | 90%  | 92%  | 92%  | 92%  |
| Résidences secondaires | 4%  | 3%   | 6%   | 3%   | 3%   | 3%   | 3%   |
| Logements vacants      | 14%   | 17%  | 7%   | 7%   | 6%   | 5%   | 5%   |



Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

| Structure comparée du parc de logements en 2020 |           |                 |        |
|---|-----------|-----------------|--------|
|   | St Mamert | Nîmes Métropole | Gard   |
| Résidences principales                          | 91,80%    | 87,50%          | 78,40% |
| Résidences secondaires                          | 3,10%     | 4,20%           | 13,00% |
| Logements vacants                               | 5,10%     | 8,40%           | 8,60%  |

Sources : Insee, RP1975 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

Concernant le type de logements, entre 2014 et 2020, le nombre de maisons a augmenté d'environ 4,1 points passant de 86,4% en 2014 à 90,5% en 2020. Un constat inverse est établi pour les appartements dont le nombre est en **baisse** : 9,3% d'appartements en 2020 contre 12,7% en 2014, soit une diminution de 3,4 points.

| Types de logements en % |        |       | Types de logements comparés en 2020 en % |           |                 |        |
|-------------------------|--------|-------|--|-----------|-----------------|--------|
|                         | 2014   | 2020  |  | St Mamert | Nîmes Métropole | Gard   |
| Maisons                 | 86,40% | 90,5% | Maisons                                  | 90,5%     | 49,80%          | 62,60% |
| Appartements            | 12,70% | 9,3%  | Appartements                             | 9,3%      | 49,30%          | 36,60% |
| Autres                  | 0,90%  | 0,2%  | Autres                                   | 0,2%      | 0,90%           | 0,80%  |

Sources : Insee, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

## 2.4.2 CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

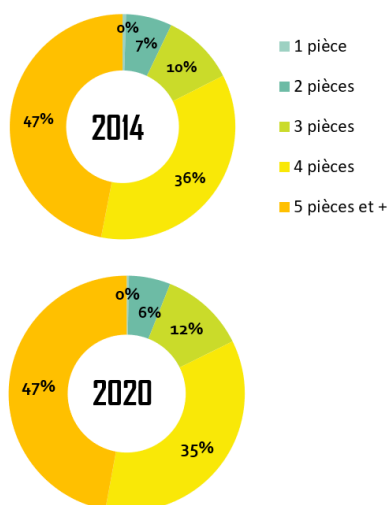
### 2.4.2.1 Une majorité de grands logements

Depuis 2014, plus de 82,6% du parc de logements se compose de résidences principales de plus de 4 pièces. Un constat qui s'explique facilement par la prépondérance de maisons individuelles sur le territoire. La part des petits logements (1 à 2 pièces) est très faible ; celle des 3 pièces est en très légère augmentation avec 11,7% en 2020.

| Evolution de la taille des résidences principales en % |      |      |
|--|------|------|
|  | 2014 | 2020 |
| 1 pièce  | 0,5  | 0,3  |
| 2 pièces   | 6,6  | 5,7  |
| 3 pièces   | 10,4 | 11,7 |
| 4 pièces   | 35,5 | 35,2 |
| 5 pièces et +  | 46,9 | 47,1 |

| Taille des résidences principales comparée en 2020 en % |           |                 |      |
|---|-----------|-----------------|------|
|   | St Mamert | Nîmes Métropole | Gard |
| 1 pièce   | 0,3       | 5,4             | 3,3  |
| 2 pièces  | 5,7       | 15,2            | 10,9 |
| 3 pièces  | 11,7      | 23,7            | 21,6 |
| 4 pièces  | 35,2      | 28,3            | 30,8 |
| 5 pièces et +   | 47,1      | 27,4            | 33,4 |

Sources : Insee, RP2014 et RP2020 exploitations principales.



Au sein de Nîmes Métropole, les petits logements sont plus importants que sur le territoire de Saint-Mamert-du-Gard avec 20,6% de logements de 2 pièces et moins contre 6% à Saint-Mamert-du-Gard. Néanmoins le pourcentage de 3 pièces à Saint-Mamert-du-Gard se stabilise depuis 2014 avec environ 11,7% mais reste en deçà de Nîmes Métropole et du département.

| Nombre moyen de pièces des résidences principales comparées |           |      |                 |      |
|---|-----------|------|-----------------|------|
|   | St Mamert |      | Nîmes Métropole | Gard |
|   | 2014      | 2020 | 2020            | 2020 |
| <b>Total</b>  | 4,5       | 4,5  | 3,7             | 4    |
| <b>Maisons</b>  | 4,7       | 4,7  | 4,6             | 4,6  |
| <b>Appartements</b>   | 2,9       | 3    | 2,9             | 3    |

### Evolution de la taille des résidences principales en %

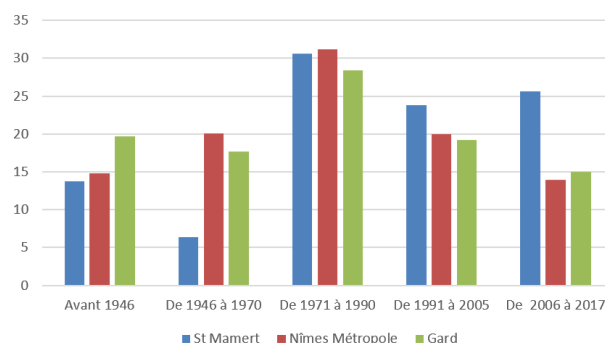
Sources : Insee, RP2014 et 2020 exploitations principales.

Sources : Insee, RP2009 et RP2020 exploitations principales.

### 2.4.2.2 Un parc de logements relativement récent

20,1% des logements de la commune de Saint-Mamert-du-Gard ont été construits avant 1970. L'essentiel du parc de logements a été réalisé à partir des années 1970 correspondant à l'arrivée de population.

| Résidences principales construites avant 2017 selon époque d'achèvement        |                        |                 |      |      |
|--|------------------------|-----------------|------|------|
|  | Résidences principales | Nîmes Métropole | Gard |      |
| <b>Résidences principales construites avant 2016 selon époque d'achèvement</b> |                        |                 |      |      |
| Avant 1946   | 87                     | 13,7            | 14,8 | 19,7 |
| De 1946 à 1970   | 41                     | 6,4             | 20,1 | 17,7 |
| De 1971 à 1990   | 194                    | 30,6            | 31,2 | 28,4 |
| De 1991 à 2005   | 151                    | 23,8            | 20   | 19,2 |
| De 2006 à 2017   | 163                    | 25,6            | 13,9 | 15   |

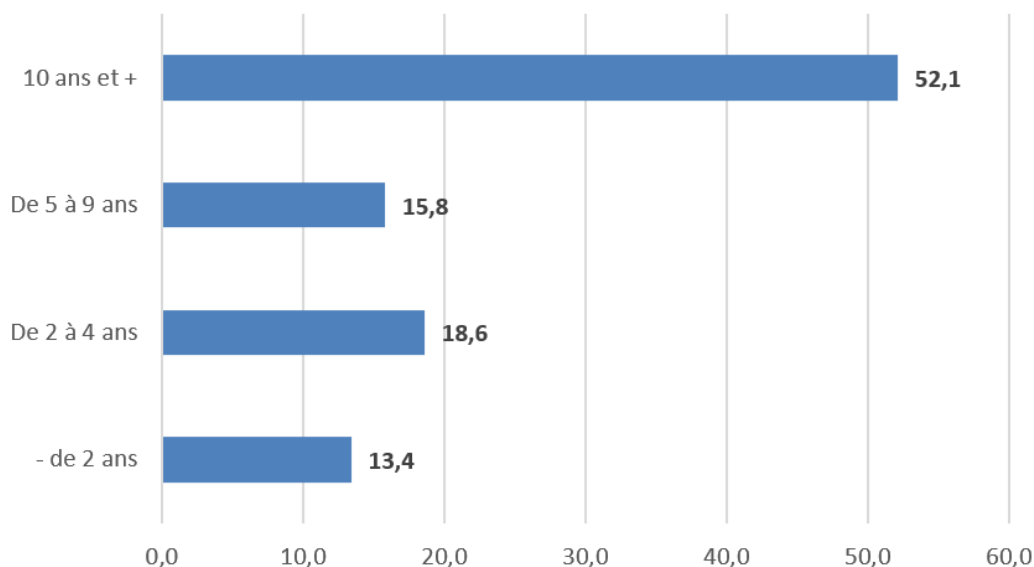


Sources : Insee, RP2014 et RP2020 exploitations principales.

D'après le Porter à Connaissance de la DDTM 30, le taux de résidences principales privées potentiellement indigne en 2017 était de 2% (sources : FILOCOM, Préfecture du Gard, PDLHI30). Le taux de résidences principales privées potentiellement indigne est un indicateur statistique issu du croisement de données FILOCOM (une base de données sur les logements et leur occupation, fichier exhaustif construit par la DGFIP) relatives à la qualité du parc des logements privés et aux revenus de leurs occupants (ménages sous le seuil de pauvreté).

### 2.4.2.3 Plus de la moitié des ménages installés depuis plus de 10 ans sur la commune

Plus de la moitié des habitants qui résident à Saint-Mamert-du-Gard y sont installés depuis plus de 10 ans, soit 52,1%. Mais, 13,4% des habitants y résident depuis moins de 2 ans et 32% depuis moins de 4 années, ce qui démontre que la commune est toujours très attractive et accueille régulièrement de nouveaux habitants.



#### Ancienneté d'emménagement dans les résidences principales

Sources : Insee, RP2014 et RP2020 exploitations principales.

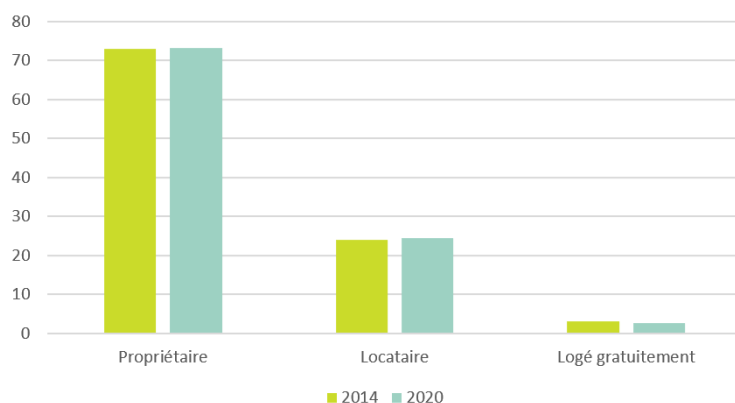
### 2.4.2.4 Une grande majorité de propriétaires

La part des locataires est en très légère augmentation (+0,4 point). La part des propriétaires, majoritaire, reste stable (73,1% en 2020).

| Evolution du statut d'occupation des résidences principales en % |      |    |      |      |
|--|------|----|------|------|
|  | 2014 |    | 2020 |      |
| Propriétaire   | 461  | 73 | 485  | 73,1 |
| Locataire  | 152  | 24 | 162  | 24,4 |
| Logé gratuitement  | 19   | 3  | 17   | 2,6  |

#### Evolution du statut d'occupation des résidences principales en %

Sources : Insee, RP2014 et 2020 exploitations principales.



### 2.4.2.5 Le parc de logements locatifs sociaux (LLS)

Les logements locatifs sociaux représentent environ 4% des logements sur le territoire au 01/01/2021 (source : ECOLO, DDTM 30, Ministère de l'Ecologie, 2021)

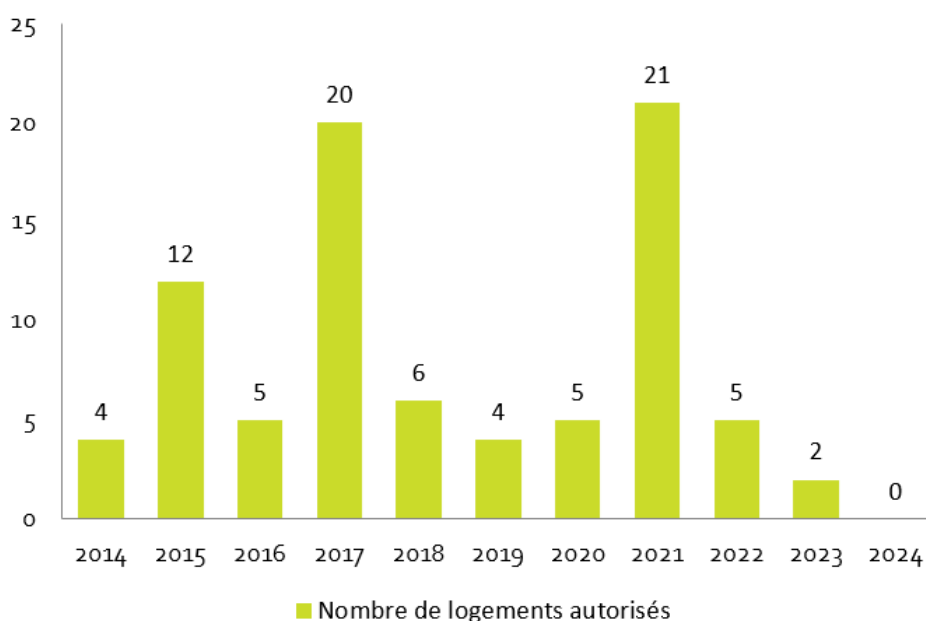
Tel que précisé précédemment, c'est une commune non concernée par les obligations de la loi SRU. Le Programme local de l'habitat (PLH) de Nîmes Métropole 2019-2024 donne pour objectif la production de 26 logements sociaux sur cette période.

## 2.4.3 ÉVOLUTION DE LA CONSTRUCTION DEPUIS CES DIX DERNIERES ANNEES

### 2.4.3.1 Permis accordés ces dix dernières années par la commune

Entre 2014 et 2024, 84 permis pour la construction de logements ont été accordés par la commune, soit une moyenne d'environ 8 permis accordés par an, dont 33 logements depuis 2020.

Au 1er avril 2024, aucun permis d'aménager ou permis de construire n'a été délivré pour l'année 2024.



*Nombre de logements autorisés entre 2014 et 2024*

*Sources : Commune de Saint-Mamert-du-Gard*

#### Points-clés du diagnostic :

Un parc de logements qui n'a cessé de croître depuis 1975. 724 logements recensés en 2020 dont 92% de résidences principales.

Une faible part de résidences secondaires.

Un taux de vacance de 5%.

Une très légère augmentation de la part des locataires.

Des ménages plutôt sédentaires (52,1% des ménages sont installés depuis plus de 10 ans).

32% des habitants résident sur la commune depuis moins de 4 ans et démontrent l'attractivité de la commune.

Une grande majorité de logements de grande taille, 4 pièces et plus.

Principaux enjeux pour la commune :

Répondre à la demande et aux besoins en logements pour maintenir les jeunes sur le territoire et toujours accueillir les jeunes ménages et les ménages plus modestes et les seniors.

Encourager la réalisation de logements en lien avec l'évolution de la taille et la composition des ménages.

Développer le parc locatif (notamment social) pour les jeunes et les ménages âgés et l'accession à la propriété pour les jeunes ménages.

Favoriser des formes urbaines plus denses pour limiter la consommation de l'espace et maîtriser le développement urbain.

## 2.5 ANALYSE URBAINE ET FONCIERE

### 2.5.1 ÉVOLUTION DE LA TACHE URBAINE ET DU TISSU URBAIN

Quatre phases principales d'évolution du tissu urbain peuvent être définies sur Saint-Mamert-du-Gard :

#### Avant 1950

Le tissu urbain est structuré autour de l'église romane datant du XIIe siècle. Il s'étend également le long de la Route de Nîmes, de la Rue de la Galinière, de la Rue de la Mazade et de la Rue du Porche. De grandes bâtisses sont également implantées plus au nord le long de la Rue des Baraques de Fons. La cave coopérative est également présente le long du Chemin de la Gare.

#### Entre 1950 et 1974

L'enveloppe urbaine s'est très peu développée durant cette période. On recense moins d'une dizaine de constructions qui ont été réalisées autour du centre ancien.

#### Entre 1975 et 1999

C'est la première période de forte période d'évolution urbaine constatée sur la commune (réalisation du POS en 1984). De nombreuses constructions ont été réalisées au gré des opportunités foncières ce qui a engendré l'apparition d'une enveloppe urbaine diffuse.

Ces constructions se sont principalement réalisées sous forme d'habitation pavillonnaire notamment dans le cadre des premiers lotissements.

#### *Liste des lotissements créés entre 1975 et 1999*

| Lotissement     | Date de création | Nombre de lots |
|-----------------|------------------|----------------|
| La Gardonnenque | 1981             | 40             |
| Le Crès I       | 1981             | 9              |
| Le Moulin       | 1988             | 17             |
| TOTAL           |                  | 66             |

#### Après 2000

Le développement urbain se poursuit dans l'enveloppe urbaine définie dans le POS. De nombreuses « dents creuses » sont comblées et sept nouveaux lotissements sont créés.

La réalisation du POS en 1984 et l'ouverture de nombreuses zones d'urbanisation ont engendré un étalement urbain assez important de la commune.

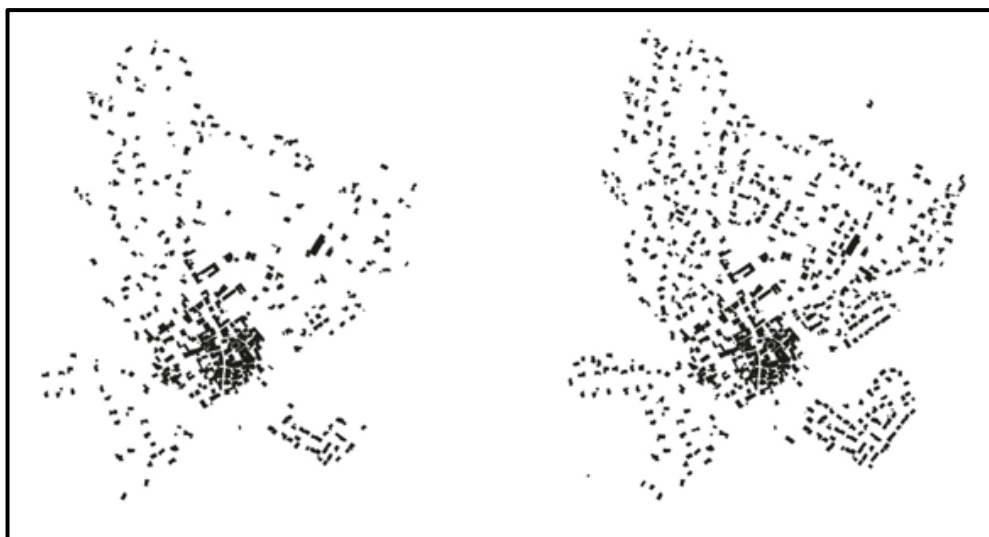
*Liste des lotissements créés depuis 2000*

| Lotissement       | Date de création | Nombre de lots |
|-------------------|------------------|----------------|
| Le Crès II        | 2003             | 13             |
| Tournesol         | 2004             | 11             |
| Francurelle       | 2004             | 28             |
| Bellevue          | 2005             | 6              |
| Poujol            | 2006             | 7              |
| Vielles Vignes    | 2006             | 8              |
| Les Coquelicots   | 2007             | 7              |
| Le Clos de Gajané | 2021             | 7              |
| TOTAL             |                  | 79             |

*Evolution de l'urbanisation*

Avant 1950

Entre 1950 et 1974



Entre 1975 et 1999

Après 2000

Source : ADELE-SFI, 2017



## 2.5.2 LA COMPOSITION URBAINE

Une analyse plus fine mais non exhaustive du tissu bâti permet de mettre en évidence les principales typologies d'habitat :

### 2.5.2.1 Dans l'enveloppe urbaine

#### Centre ancien

Le centre ancien s'est développé autour de l'église romane entre la route de Nîmes et la rue Chardonnaud puis vers l'ouest le long des rues de la Mazade et du Porche et au nord au niveau de la place de la Mairie.

Il accueille des bâtiments à vocation d'habitat, de commerces et de services mais également les espaces publics (Place de l'Eglise, Place de la Poste, Place du Cimetière Vieux...).

Le centre ancien se compose également de quelques grandes bâtisses entourées de parcs arborés notamment rue de la Mazade, chemin de la gare et rue des Barraques de Fons.

Caractéristiques principales de l'habitat dense :

- Tissu urbain dense
- Trame parcellaire très morcelée (petites parcelles)
- Trame viaire étroite et sinueuse (rue Chardonnaud, rue du Planas, rue du Porche...)
- Implantation à l'alignement de voie et / ou en limite séparative
- Hauteur des constructions : R+1 à R+3



Source : Verdi, 2022



Source : Orthophoto IGN 2018, Verdi, 2022

### Faubourg – première extension du centre

De l'habitat groupé s'est développé en périphérie du centre ancien où il prend la forme de grandes bâtisses entourées de parcs arborés (rue de la Mazade, rue de la Galinière, chemin des Barraques de Fons...).

Caractéristiques principales de l'habitat groupé :

- Tissu urbain assez dense
- Desserte par des voies dont l'emprise permet de circuler aisément
- Implantation à dominante à l'alignement sur voie et également au centre de la parcelle pour dégager des espaces verts
- Hauteur des constructions : R+1 à R+2



Source : Verdi, 2022





Source : Orthophoto IGN 2018, Verdi, 2022

### Habitat individuel sous forme de lotissement

Dès les années 1980, les premiers lotissements pavillonnaires sont aménagés. Actuellement, il en est recensé une dizaine. Cette procédure d'aménagement a permis de réaliser un tissu urbain cohérent et assez compact.

Ils se sont essentiellement développés sur l'ensemble de la partie Est du centre ancien. Les lotissements Le Crès I et II, Tournesol et la Gardonnenque apparaissent comme déconnectés du cœur du centre ancien.

Caractéristiques principales de l'habitat individuel sous forme de lotissement :

- Découpage foncier homogène
- Superficie moyenne des terrains 500m<sup>2</sup>
- Une trame viaire en damier avec des rues et impasses d'emprise large (environ 8-10 m)
- Constructions implantées soit au centre de la parcelle, soit sur une limite séparative soit en alignement de voie
- Hauteur des constructions : RDC à R+1



Source : Verdi, 2022



Source : Orthophoto IGN 2018, Verdi, 2022

### Habitat individuel

Cette forme urbaine s'est développée au gré des opportunités foncières au sud-ouest et au nord du centre ancien. Elle a consommé un foncier assez important du fait de parcelles de grande taille.

Elle résulte en partie du classement de certains secteurs en zone UC et UCa au POS où les parcelles devaient respectivement faire une taille minimale de 800 et 1200m<sup>2</sup>.

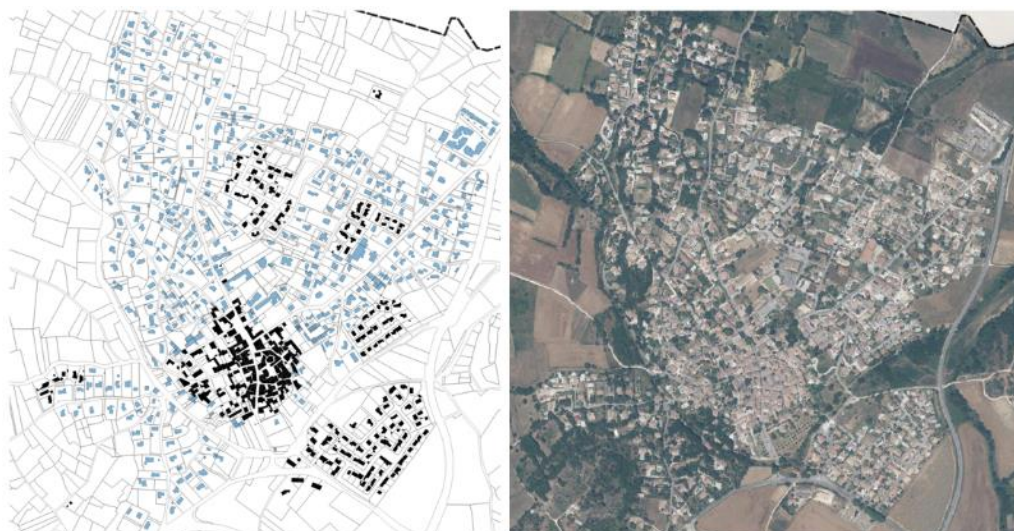
Caractéristiques principales de l'habitat individuel ponctuel :

- Tissu urbain relativement peu dense
- Superficies minimales des terrains : 800m<sup>2</sup> ou 1200m<sup>2</sup> selon le secteur. Une moyenne à 1400 m<sup>2</sup>.
- Une trame viaire assez sinueuse et étroite avec de nombreuses voies en impasse.
- Constructions implantées au centre de la parcelle avec jardin privatif
- Hauteur des constructions : RDC à R+1

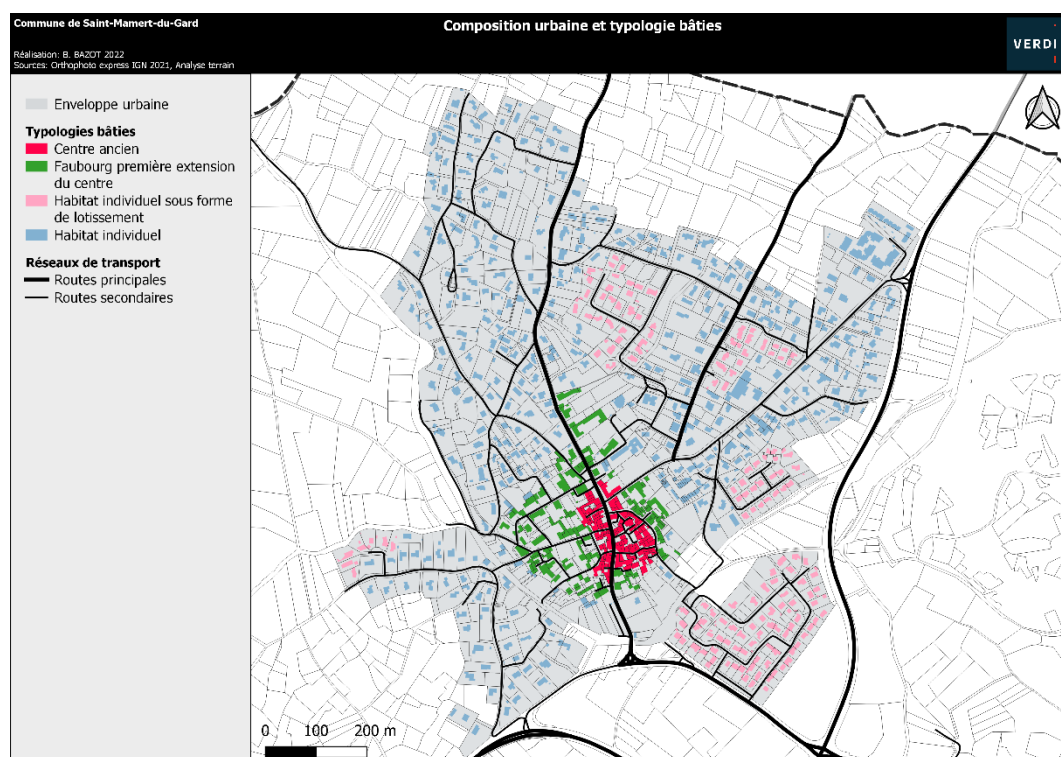


Source : Verdi, 2022





Source : Orthophoto IGN 2018, Verdi, 2022



### 2.5.2.2 Sur le reste du territoire

#### Les mas épars et résidences regroupées en hameau

Il est recensé quelques habitations isolées. Elles prennent soit la forme de mas (mas d'Espanet, les Jasses, le Mas Neuf, Villa Germaine et mas de Robin) soit la forme de hameau (hameau de Robiac).

Compte tenu de la superficie importante des espaces agricoles et naturels présents sur la commune, on constate que le mitage s'est finalement peu développé.

Caractéristiques principales de l'habitat individuel ponctuel :

- Des habitations de grande taille
- Une trame viaire assez sinueuse et étroite (chemins en terre)
- Hauteurs des constructions : R+1 ou R+2



Source : Verdi, 2022

### 2.5.3 LE FONCTIONNEMENT URBAIN

Par la localisation de ses équipements, commerces et services, Saint-Mamert-du-Gard possède plusieurs centralités.

Le centre ancien concentre les commerces et services de la commune (le long de la route de Nîmes). Les monuments et immeubles du centre ancien forment une richesse patrimoniale et un atout touristique. De nombreux parkings le ceinturent et il est situé à une centaine de mètres de l'aire de camping-cars.

Les équipements administratifs, scolaires, de santé, culturels et sportifs sont majoritairement localisés au nord-est du centre ancien. Ils sont situés de part et d'autre de la rue des écoles qui organise l'ensemble. La place des écoles, place principale de cette centralité, a fait l'objet d'une requalification : aménagement sportif et familial, rénovation du stade, création d'un skate-park et d'une aire de fitness, rénovation des jeux pour enfants et sécurisation de l'accès à l'école par la création d'un dépose minute et l'aménagement d'une place de village piétonne. Par ailleurs, la commune a lancé un projet de réhabilitation et rénovation de l'école primaire.

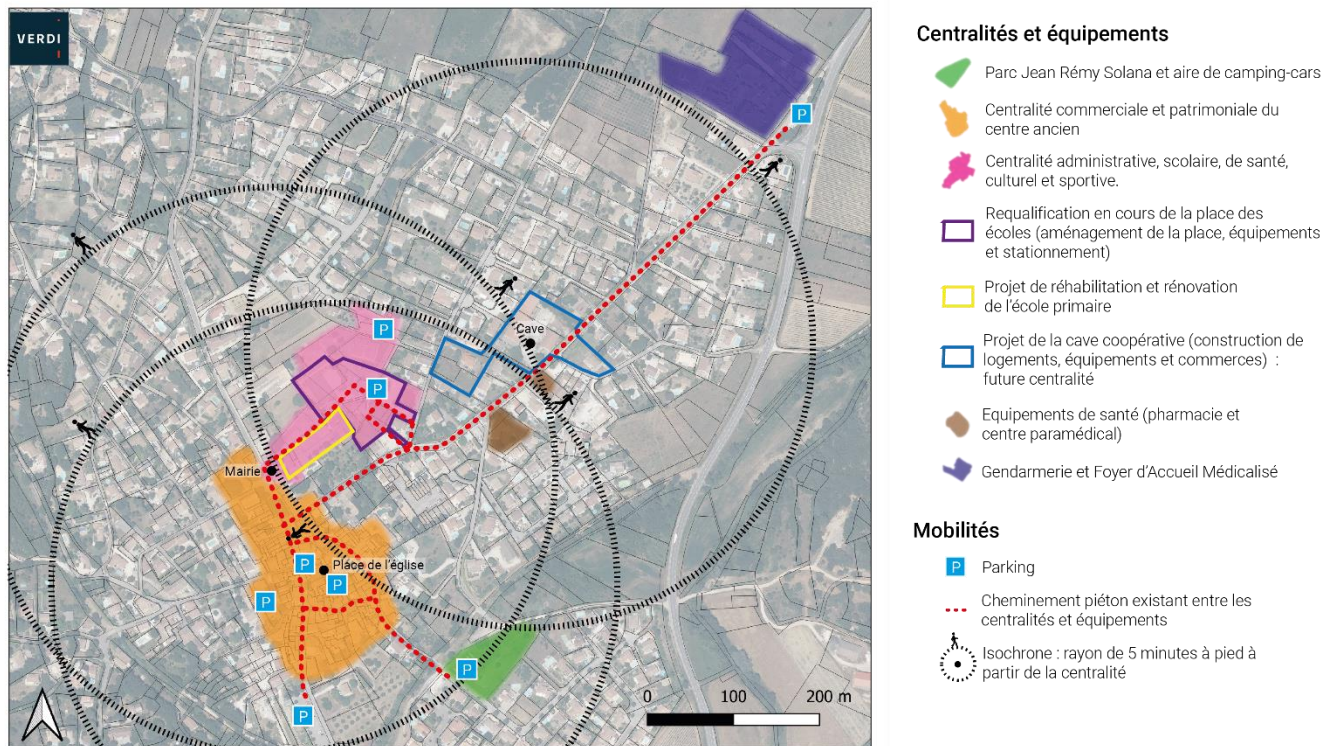
Le projet de renouvellement urbain sur le site de l'ancienne cave coopérative vise à créer une troisième centralité, dans le prolongement de la centralité décrite précédemment. Le scénario retenu envisage la réalisation de cette opération sous la forme d'un permis d'aménager et intègre un programme prévisionnel d'environ 37 logements.

Il est frappant de constater la proximité immédiate des équipements entre eux et avec le centre ancien. Les équipements publics se situent sur un axe (rue des écoles) entre le centre ancien de la commune et le projet de nouveau centre que constituera la cave coopérative. Grâce aux cheminements piétons existants, les 3 centralités sont toutes à 5 minutes à pied l'une de l'autre. Actuellement, la liaison piétonne est non aménagée entre



la centralité administrative/scolaire/de santé/culturelle/sportive et l'ancienne cave coopérative.

Enfin, en limite de l'enveloppe urbaine, la gendarmerie et le Foyer d'Accueil Médicalisé sont 2 équipements récents. Le Nord-Est de l'enveloppe urbaine est à 10 minutes à pied du centre ancien.



*Le fonctionnement urbain de Saint-Mamert-du-Gard. Réalisation : Verdi, 2022.*

Points-clés du diagnostic :

Un développement urbain en plusieurs phases qui s'est accéléré dès les années 1980, ce qui a engendré un étalement urbain assez important.

Une prédominance de l'habitat individuel.

Un développement récent d'habitations groupées (lotissement des Coquelicots, rue des Tilleuls, chemin de Robiac).

Un fonctionnement urbain divisé en 3 centralités à 5 minutes à pied l'une de l'autre.

Principaux enjeux pour la commune :

Poursuivre le développement de formes urbaines plus compactes (habitat groupé) dans un « esprit village » afin qu'elles permettent notamment de répondre aux besoins des jeunes ménages (loyers modérés).

Organiser le tissu urbain futur selon l'évolution démographique envisagée.

Favoriser la densification au sein de l'enveloppe urbaine afin de limiter l'étalement urbain et lutter contre la consommation des espaces agricoles et naturels.

Préserver les morphologies urbaines existantes.

## 2.6 ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES (2012-2023)

### 2.6.1 ANALYSE DE LA CONSOMMATION : EVOLUTION DE LA TACHE URBAINE

Dans la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets (dite « Loi Climat et Résilience ») promulguée et publiée au Journal officiel le 24 août 2021, l'article 192 définit la notion d'artificialisation des sols et inscrit dans le droit un **objectif de réduction par deux de la consommation d'espaces naturels sur les dix prochaines années par rapport à la décennie précédente**. L'article 194 organise la déclinaison de cet objectif par les collectivités territoriales, en lien avec l'Etat, des documents de planification régionaux jusqu'aux documents communaux et intercommunaux.

L'analyse de la consommation des espaces urbains, agricoles et naturels a été effectuée sur les dix dernières années (période 2012-2023), par la comparaison entre la photographie aérienne de la commune datée de 2012 et l'état actuel de l'urbanisation à Saint-Mamert-du-Gard (photo aérienne de 2022, cadastre de janvier 2024 et travail de terrain). L'occupation des sols 2012 et 2018 du SCoT Sud Gard est venue également en

complément pour l’analyse. Il a ainsi été possible de déterminer les nouvelles constructions établies au cours des 10 dernières années.

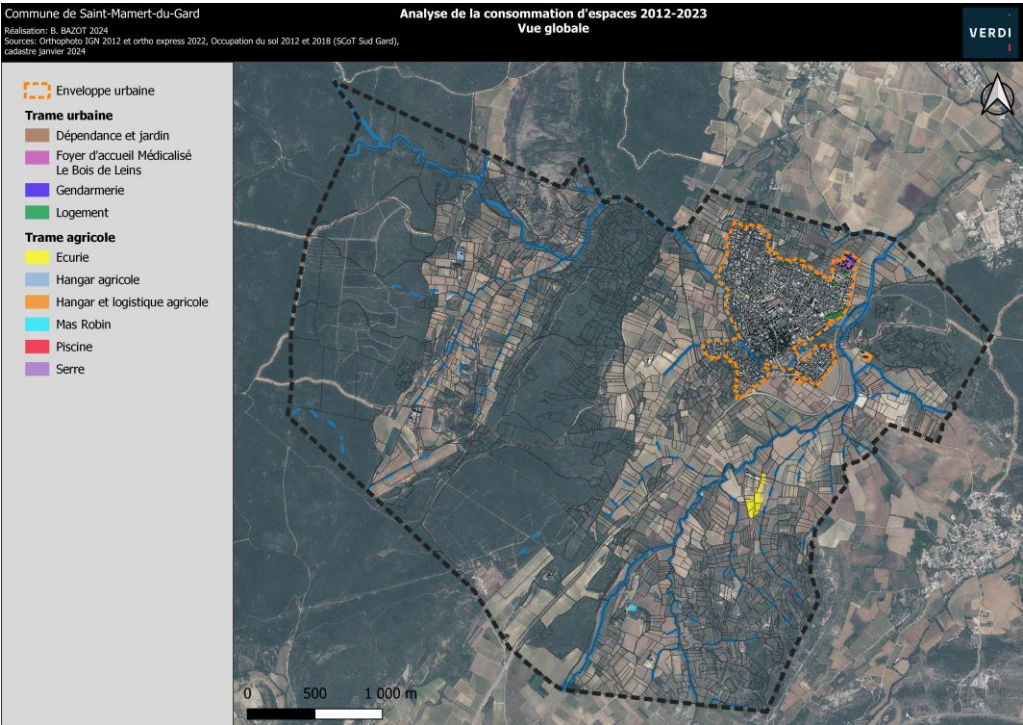
La superficie de la tache urbanisée a augmenté de 6,27 ha environ entre 2012 et 2023.

- La consommation au sein de la trame urbaine est de 2,79 ha.
- La trame agricole consommée est de 3,48 ha

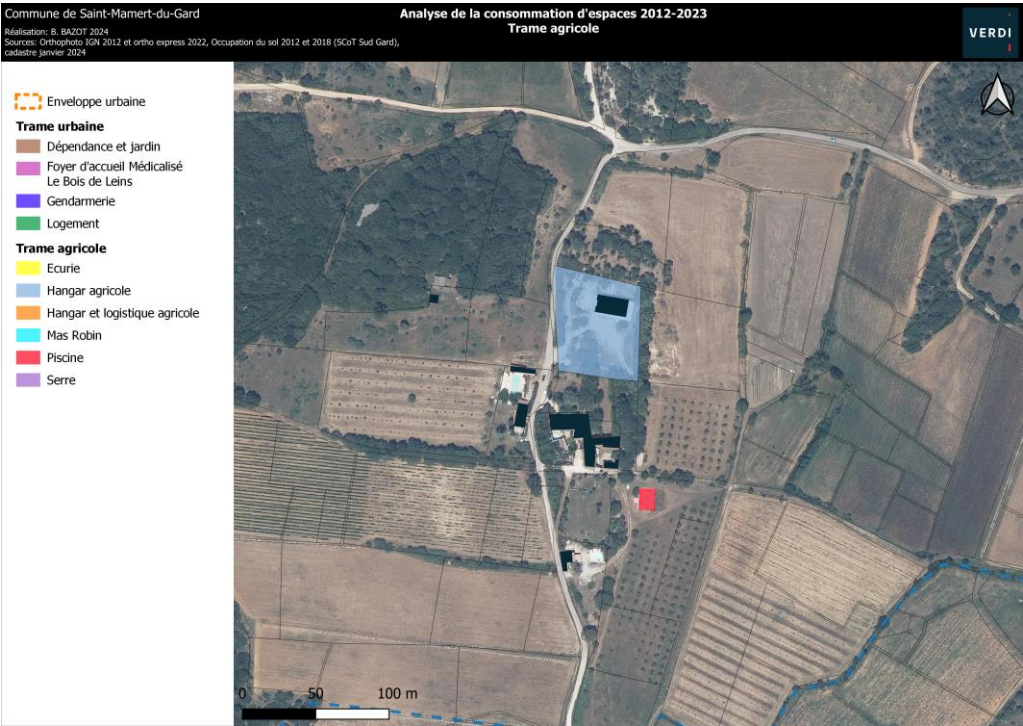
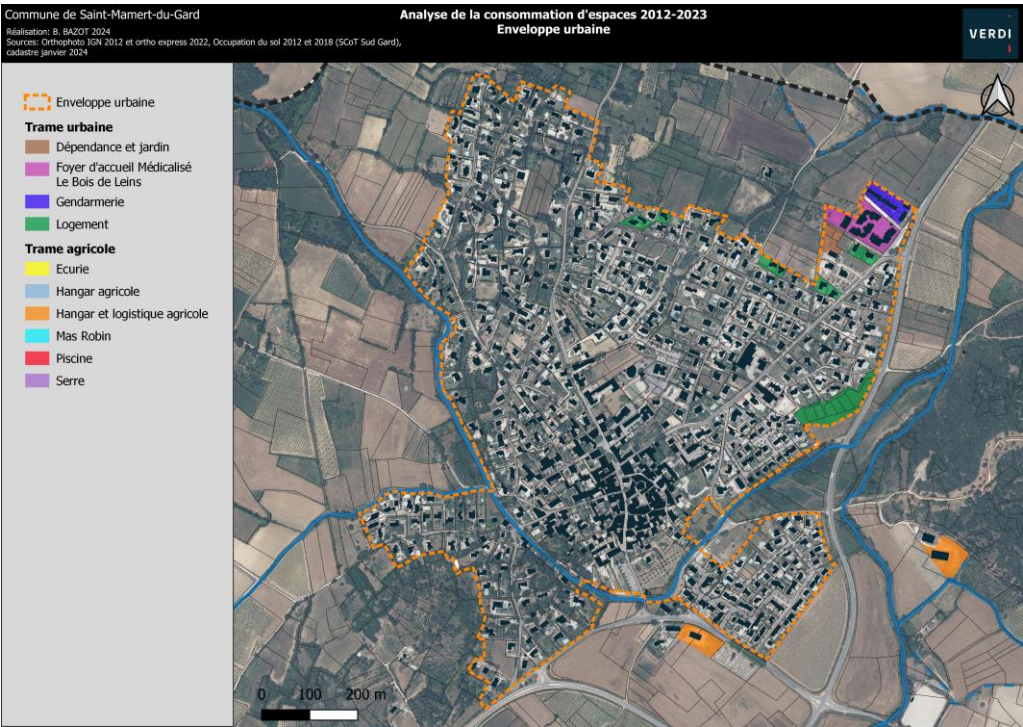
| Type de consommation | Sous-type de consommation     | Projet                                      | Surface en m² | Surface en ha | Surface en ha |
|----------------------|-------------------------------|---|---------------|---------------|---------------|
| Trame agricole       | Zone A et Ap du PLU opposable | Ecurie                                      | 19737         | 1,97          | 3,48          |
|                      |                               | Mas Robin                                   | 1992          | 0,2           |               |
|                      |                               | Hangar agricole                             | 3906          | 0,39          |               |
|                      |                               | Hangar et logistique agricole               | 8049          | 0,8           |               |
|                      |                               | Piscine                                     | 162           | 0,02          |               |
|                      |                               | Serre                                       | 1008          | 0,1           |               |
| Trame Urbaine        | Zone UC du PLU opposable      | Logement                                    | 13801         | 1,38          | 2,79          |
|                      |                               | Dépendance et jardin                        | 1986          | 0,2           |               |
|                      | Zone Ucp du PLU opposable     | Foyer d'accueil médicalisé Le Bois de Leins | 8272          | 0,83          |               |
|                      |                               | Gendarmerie                                 | 3811          | 0,38          |               |
|                      |                               | Total général                               |               |               |               |

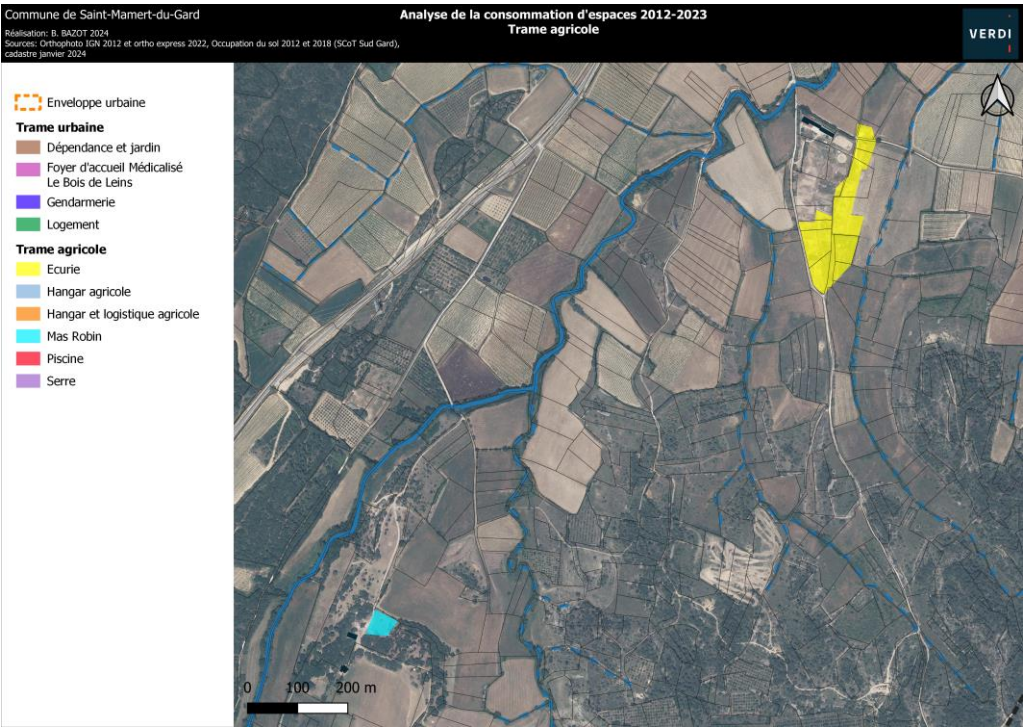
Tableau récapitulatif de la consommation d’espace entre 2012 et 2023

Source : Verdi











## 2.6.2 ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS EN LIEN AVEC LA LOI « CLIMAT ET RESILIENCE » DU 22 AOUT 2021 : SUR LA PERIODE 2011-2021

La France s'est fixée, dans le cadre de la loi Climat et résilience adoptée en août 2021 :

- l'objectif d'atteindre le "zéro artificialisation nette des sols" en 2050,
- avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années (2021-2031) par rapport à la décennie précédente (2011-2021).

### Le portail de l'artificialisation des sols définit les termes et la méthode utilisée :

La notion d'artificialisation est définie, dans la loi « Climat et résilience », comme « l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage ». Cette définition a depuis été complétée par un décret ciblant quels types de sols sont ou non artificialisés.

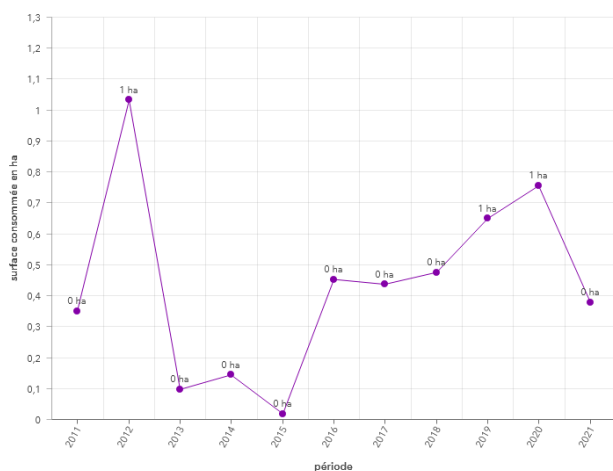
La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers est entendue comme la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné » (loi « Climat et résilience » article 194).

Ainsi, il est nécessaire de connaître la consommation d'espaces entre 2011 et 2021 sur la commune. Pour cela, l'État a mis en ligne un Observatoire de l'artificialisation le 4 juillet 2019, date du premier anniversaire du Plan biodiversité. Il répond à l'objectif fixé par le Plan (action 7) de publier un état annuel de la consommation d'espaces et de mettre à disposition des territoires et des citoyens des données transparentes et comparables à toutes les échelles territoriales.



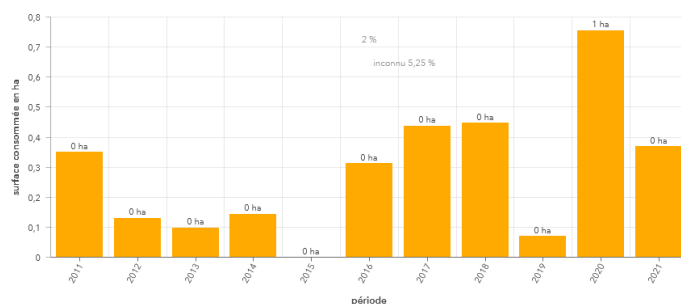
D'après le Portail de l'artificialisation des sols, environ **4,7 ha** ont été consommés entre 2011 et 2021 dont environ **3,1 ha** pour l'habitat

Consommation totale\* (en hectares) entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2022

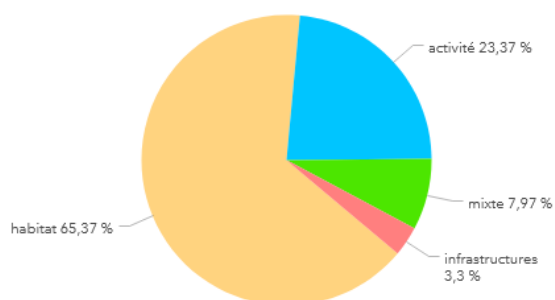


**Consommation totale (en hectares) entre 2011 et 2021.**  
Source : Portail de l'artificialisation des sols ; Cerema, 2023, Fichiers fonciers 2011-2022, données mises à jour au 1er janvier 2022

Consommation d'espace NAF (en ha) à destination d'habitat entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2022



**Consommation d'espaces à destination d'habitat entre 2011 et 2021**  
Source : Portail de l'artificialisation des sols ; Cerema, 2023, Fichiers fonciers 2011-2022, données mises à jour au 1er janvier 2022



**Répartition du flux de consommation d'espaces par destination entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2022**

Source : Portail de l'artificialisation des sols ; Cerema, 2023, Fichiers fonciers 2011-2022, données mises à jour au 1er janvier 2022

## **2.7 ANALYSE DES DISPONIBILITES FONCIERES, DE LA CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DE L'ENSEMBLE DES ESPACES BATIS**

### **2.7.1 METHODE UTILISEE POUR ESTIMER LE POTENTIEL DE PRODUCTION DE LOGEMENTS AU SEIN DU TISSU URBAIN EXISTANT DE SAINT-MAMERT-DU-GARD**

La loi ALUR du 24 mars 2014 rend obligatoire l'analyse de la capacité du potentiel de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Le rapport de présentation du PLU doit exposer les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. (art. L 123-1-2 du Code de l'Urbanisme).

L'analyse suivante a été effectuée de manière contextualisée, en prenant en compte la réalité du terrain de la commune. Elle a été menée sur la base de l'analyse de la photographie aérienne, du cadastre, de la connaissance des projets de constructions lancés récemment ou en cours, et complétée par des vérifications sur le terrain et échanges avec les élus.

### Méthode d'analyse du potentiel de densification

**Les critères d'identification des espaces interstitiels (dents creuses et potentiel de divisions parcellaires) sont les suivants :**

- Délimitation d'entités urbaines en cohérence avec l'analyse de la morphologie urbaine actuelle et les zones du PLU ;
- Définition de densités cibles par entité urbaine et définition des tailles des terrains cibles à identifier comme potentiel foncier, en cohérence avec l'objectif de densification fixé ;
- Repérage exhaustif des terrains urbanisables dans chaque entité urbaine au regard des critères fixés pour l'entité ;
- Calcul d'un potentiel de logements théorique par terrain identifié.

Afin de calculer le dimensionnement des zones d'urbanisation future nécessaire au développement communal (besoins en logements et besoins fonciers associés), il est nécessaire d'évaluer le potentiel de production de logements au sein des zones urbaines, à savoir :

- Par renouvellement urbain,
- Par remplissage des dents creuses du tissu urbain,
- Par d'éventuelles possibilités de division foncière.

L'analyse du potentiel de densification/mutation des espaces bâtis de Saint-Mamert-du-Gard se base sur :

- Le plan cadastral de janvier 2024
- L'ortho-photo 2022 de l'IGN
- Travail de terrain
- Réunion de travail avec les élus et services techniques

**Le potentiel de logements théorique calculé est ensuite pondéré de la manière suivante :**

- Calcul du potentiel de logements pondéré par terrain en fonction du niveau de probabilité attribué à chaque parcelle avec pour maximum de rétention de 65% pour être en compatibilité avec le SCoT Sud Gard

### Identification des secteurs non-densifiables

Avant toute identification des potentiels secteurs qui pourraient accueillir une densification ou une mutation, l'analyse doit identifier les secteurs qui recensent des projets actuels ou en cours ou des protections.

Ont ainsi notamment été exclues les parcelles :

- concernées par un permis de construire en cours,
- situées en zone inondable inconstructible (PPRI)
- situées en aléas très élevé feux de forêt (Porter à connaissance sur la prise en compte du risque feux de forêt de la préfecture du Gard en date du 11 octobre 2021),
- traversées par la servitude d'utilité publique I3 – Gaz
- impossibles à desservir par des voiries (parcelles enclavées) ou les réseaux,
- dont le redécoupage est impossible étant donné l'implantation de la construction existante (implantation au centre de la parcelle ne permettant pas d'en détacher une partie apte à accueillir une nouvelle construction...), etc...

Au sein du centre villageois et de sa périphérie, le PLU prévoit un certain nombre de prescriptions :

- Emplacements réservés
- Espaces boisés classés
- Espaces paysagers à protéger

Des projets en cours :

- Permis de construire ou CU accordés dont les logements ne sont pas encore réalisés,

La typologie du tissu urbain de Saint-Mamert-du-Gard n'est pas toujours favorable à une densification. On identifie notamment les contraintes suivantes, prise en compte dans l'étude du potentiel foncier :

- La topographie, en raison d'un relief plus marqué au Nord-Ouest de l'enveloppe urbaine ;
- Les accès aux quartiers périphériques qui ne sont pas toujours dimensionnés pour accueillir une augmentation du trafic et qui ne permettent pas d'assurer une circulation piétonne/cycle sécurisée ;
- Le paysage, des cônes de visibilité sont à prendre en compte notamment sur le centre ancien et pour les vues depuis et sur les espaces agricoles (Plaine agricole de la Gardonnenque) et les massifs alentours (Bois des Lens et les Garrigues de Nîmes)
- Le patrimoine, en raison de la qualité du centre ancien comportant notamment plusieurs éléments de patrimoine qui se doivent d'être protégés ;
- L'environnement, lié aux inventaires écologiques et aux continuités écologiques identifiées sur le territoire, ainsi que la présence d'une zone humide dans le secteur de Francurelle
- Les risques naturels, nombreux sur le territoire communal (inondation (PPRI et aléa inondation EXZECO), feu de forêt et mouvements de terrain).
- L'absence de réseau public d'assainissement dans 2 secteurs Identifiées dans le PLU (au nord-ouest et au sud-ouest de l'enveloppe urbaine)

L'estimation de ce potentiel est indicative, en effet la mobilisation de ces potentialités reste conditionnée à la volonté des propriétaires des parcelles concernées.

Les disponibilités foncières correspondent aux espaces qui sont immédiatement urbanisables dans le PLU. Il s'agit de parcelles vierges (dents creuses) situées dans une zone à caractère constructible à vocation d'habitat.

Il reste en 2024 encore de nombreuses dents creuses dans les zones constructibles à vocation d'habitat du PLU.

Ces disponibilités foncières ont différentes caractéristiques et contraintes, de ce fait leur urbanisation ne s'inscrit pas dans la même temporalité.

A la carte des disponibilités foncières a été superposée la zone inondable et l'étude inondation EXZECO. Ainsi, les dents creuses situées dans cette zone ont été soit supprimées s'il y avait un principe d'inconstructibilité soit elles ont vu leur potentiel foncier diminuer au vu des contraintes de construction. De plus, le nombre de logements a été estimé d'après les projets envisagés, la configuration et la topographie des parcelles, les contraintes en matière d'assainissement non collectif ou encore les conditions d'accès.

## Méthode d'analyse du potentiel de densification

Les critères d'identification des espaces interstitiels (dents creuses et potentiels de division parcellaire) sont les suivants :

- Délimitation d'entités urbaines en cohérence avec l'analyse de la morphologie urbaine actuelle ;
- Définition de densités cibles par entité urbaine et définition des tailles des terrains cibles à identifier comme potentiel foncier, en cohérence avec l'objectif de densification fixé ;
- Repérage exhaustif des terrains urbanisables dans chaque entité urbaine au regard des critères fixés pour l'entité ;
- Exclusion de parcelles par la commune ne répondant pas aux critères définis ou trop enclavées ou trop difficilement accessibles.
- Calcul d'un potentiel de logements théorique par terrain identifié.

Le potentiel de logement théorique calculé est ensuite pondéré de la manière suivante :

- Détermination de 2 niveaux de priorité correspondants à la facilité de construction de chaque terrain :
  - **Priorité 1 (dents creuses)** : les dents creuses (parcelles entières), terrains accessibles, une topographie et une configuration optimale.
  - **Priorité 2 (divisions parcellaires)** : division parcellaire et/ou les espaces où l'occupation du sol limite la densification.
- Calcul du potentiel de logements pondéré par terrain en fonction du niveau de priorité attribué à chaque parcelle.

## 2.7.2 LES ENTITES URBAINES

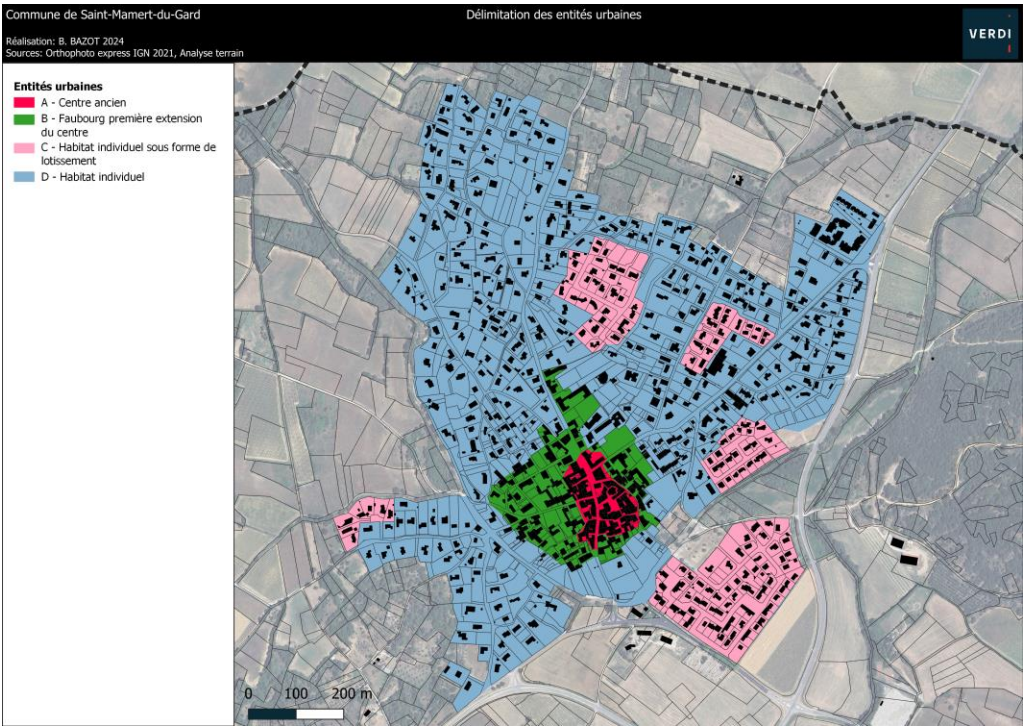
Sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard, quatre entités urbaines ont pu être identifiées (analyse faite notamment selon le croisement de différents indicateurs: typologie de logement, densité, implantations, hauteur)

- Le centre ancien ;
- Le faubourg, première extension du centre ;
- L'habitat individuel sous forme de lotissement ;
- L'habitat individuel

Il existe des constructions en dehors de ces entités urbaines où l'urbanisation s'est faite spontanément en zone agricole/naturelle.

| Entités urbaines                                 | Densité actuelle                 | Densité cible | Consommation foncière moyenne par logement |
|--|----------------------------------|---------------|--|
| A - Centre ancien                                | 100 lgt/ha<br>150 m <sup>2</sup> | 100 lgt/ha    | 150 m <sup>2</sup>                         |
| B - Faubourg première extension du centre        | 50 lgt/ha<br>600 m <sup>2</sup>  | 50 lgt/ha     | 600 m <sup>2</sup>                         |
| C - Habitat individuel sous forme de lotissement | 15 lgt/ha<br>500 m <sup>2</sup>  | 20 lgt/ha     | 500 m <sup>2</sup>                         |
| D - Habitat individuel                           | 10 lgt/ha<br>1400 m <sup>2</sup> | 20 lgt/ha     | 1400 m <sup>2</sup>                        |

*Définition des densités cibles pour chacune des 4 entités urbaines à vocation principale d'habitat*





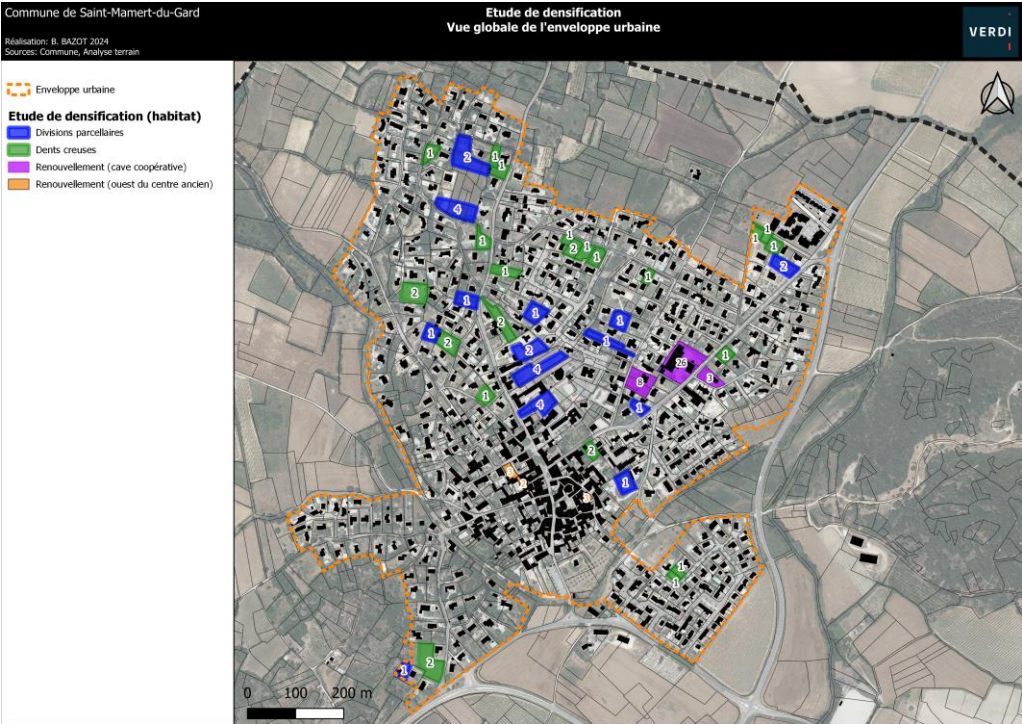
### 2.7.3 LE POTENTIEL FONCIER

L'étude potentiel foncier permet de mettre en exergue 28 logements en dent creuse, 26 en division parcellaire, 37 en renouvellement lié au projet à la cave coopérative et 8 logements en renouvellement urbain, soit un total de 99 logements potentiels (sans appliquer de rétention foncière à ce stade).

Il n'est cependant pas envisageable que tous ces terrains soient mis en vente et construits à court terme. Le SCoT Sud Gard souhaite que les communes appliquent une rétention sur chaque parcelle. Ainsi, un coefficient de pondération a été appliqué. Le coefficient de pondération est de 41% pour les dents creuses et 60% pour les divisions parcellaires. Sur les 5,19 ha de surface totale que représente le potentiel, seulement environ 3,06 ha seront utilisés pour la production des 99 logements potentiels théoriques. Cela représente une densité d'environ 33 logements à l'hectare.

| Hiérarchisation                         | Potentiel de logement théorique | Surface en ha sans rétention | Pourcentage moyen de rétention (%) | Surface en ha avec rétention |
|---|---------------------------------|------------------------------|------------------------------------|------------------------------|
| Dents creuses (DC)                      | 28                              | 2,07                         | 41                                 | 1,22                         |
| Divisions parcellaires (DP)             | 26                              | 2,14                         | 60                                 | 0,85                         |
| Renouvellement (cave coopérative)       | 37                              | 0,85                         | 0                                  | 0,85                         |
| Renouvellement (ouest du centre ancien) | 8                               | 0,14                         | 20                                 | 0,11                         |
| Total logements potentiels théoriques   | 99                              | 5,19                         |                                    | 3,04                         |

Tableau des disponibilités foncières au sein de l'enveloppe urbaine de Saint-Mamert-du-Gard



Un **site de mutation** est identifié sur la commune : **la cave coopérative**

En effet, l'arrêt de l'exploitation de la cave coopérative a laissé une friche importante au sein du tissu urbain.

Les **études** pour l'aménagement de ce site sont **en cours avec la SPL Agate**. Il est projeté à ce stade du projet :

- Sur les parcelles situées à l'ouest et en continuité de l'ancienne cave : **des équipements publics** et environ **8 logements inclusifs**.
- sur la **parcelle de l'ancienne cave** : environ **26 logements** comprenant des **logements collectifs** et des **logements intermédiaires**, des **commerces**, et **services**
- Sur la parcelle B2571 située de l'autre côté du chemin de la Gare, **3 terrains à bâtir générant 3 logements**

Point-clés du diagnostic :

Une consommation d'espace relativement faible.

Dans la trame urbaine, la gendarmerie, le foyer d'accueil médicalisé et le logement individuel sont les principaux consommateurs d'espace.

Environ 6,27 hectares d'espaces consommés entre 2012 et 2023.

Un potentiel constructible encore important dans l'enveloppe urbaine existante

Un site de renouvellement urbain identifié : le site de l'ancienne cave coopérative.

Plusieurs parcelles identifiées pour du renouvellement urbain.

Enjeux principaux pour la commune :

Raisonner le développement urbain en privilégiant la densification et le comblement des dents creuses dans le tissu urbain existant ;

Veiller à limiter la consommation des espaces agricoles et naturels, à la préservation des paysages, tout en répondant aux besoins en logements.

Prendre en compte le risque inondation (PPRi Gardon Amont), l'étude inondation EXZECO et le risque incendie de forêt qui contraignent fortement le développement urbain dans les zones d'aléa fort.

Finaliser l'étude de programmation pour le devenir du site de la cave coopérative et concession signée avec la SPL pour un projet de renouvellement urbain.

## 2.8 PERSPECTIVES DEVELOPPEMENT

DE

### 2.8.1 ANALYSE DE L'EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS COMMUNAL ENTRE 2014 ET 2020

Les mécanismes de consommation constatés au cours des périodes précédentes à Saint-Mamert-du-Gard, ainsi que les mouvements enregistrés sur l'ensemble de la France, démontrent qu'il est nécessaire de réaliser de nouveaux logements, pour assurer le maintien de la population actuelle.

Quatre phénomènes sont à prendre en compte et vont consommer une partie du parc nouvellement construit :

- le renouvellement,
- le desserrement,
- la variation du parc de logements vacants,
- la variation du parc de résidences secondaires.

#### Rappels

Population : **1641 habitants en 2020** (source INSEE)

Parc de logements 2020 : 724 logements

Dont résidences principales : 664

Dont résidences secondaires : 23

Dont logements vacants : 37

#### ■ Le phénomène de renouvellement

Parallèlement à la construction de nouveaux logements, certains logements sont démolis, abandonnés ou affectés à un autre usage (commerces, bureaux, etc.). Ceci correspond au phénomène de « renouvellement ». Parfois, à l'inverse, ce phénomène ne se produit pas. Des locaux d'activités sont, au contraire, transformés en logements ou des logements divisés en plusieurs logements supplémentaires.

Le renouvellement se calcule en comparant le nombre de logements construits durant une période intercensitaire et la variation du parc total de logements durant la même période.

#### Le phénomène de renouvellement à Saint-Mamert-du-Gard entre 2014 et 2020 :

Entre 2014 et 2020, le parc de logements augmente de 40 logements (source INSEE) alors que 56 nouveaux logements ont été réalisés (source communale). **La commune a donc connu un renouvellement urbain qui a entraîné la consommation de 16 logements dans le parc de logement.**

Le phénomène de renouvellement a donc entraîné une augmentation du parc de logements de 2014 à 2020 à hauteur de +0,47 %/an.

#### ■ Le phénomène de desserrement

La construction de logements doit également être suffisante pour assumer de nouveaux comportements sociaux. En effet, à l'échelle nationale et départementale, ainsi que dans la plupart des communes, le nombre moyen d'occupants par résidence principale est en baisse. Cette évolution correspond au phénomène de « desserrement ». Elle s'explique par de nouveaux comportements sociaux : progression des divorces et séparations, augmentation du nombre de personnes célibataires, augmentation du nombre de familles monoparentales, vieillissement de la population, décohabitation des jeunes, etc.... Elle implique donc une construction de logements toujours plus nombreux pour loger une population égale.

#### **Le phénomène de desserrement entre 2014 et 2020 à Saint-Mamert-du-Gard :**

Dans la commune, le nombre de personnes par logement est en effet passé de **2,52** en 2014 à **2,43** en 2020.

La diminution du nombre d'occupants par résidence principale a consommé une partie du parc de logements de 2014, soit **16 logements**.

#### **■ Variation des résidences secondaires**

##### **La variation des résidences secondaires entre 2014 et 2020 :**

Source : INSEE, RP2014 et RP 2020 exploitations principales

|             | Nombres de résidences secondaires | %            | Parc de logements |
|-------------|-----------------------------------|--------------|-------------------|
| <b>2014</b> | <b>18</b>                         | <b>2,63%</b> | <b>684</b>        |
| <b>2020</b> | <b>23</b>                         | <b>3,1%</b>  | <b>724</b>        |

La commune de Saint-Mamert-du-Gard connaît une augmentation de son taux de résidences secondaires pour atteindre les 3,1% en 2020.

Entre 2014 et 2020, le nombre de résidences secondaires a augmenté de 5 logements, engendrant un potentiel besoin de 5 logements dans le parc de résidences principales.

#### **■ Variation des logements vacants**

L'existence d'un parc de logements vacants est indispensable pour assurer la fluidité du marché et permettre aux habitants d'une commune de changer d'habitation en fonction de leurs besoins (naissance ou départ des enfants). Un taux équivalent à environ 6% du parc de logements permet d'assurer une bonne rotation de la population dans le parc de logements.

L'importance du parc de logements vacants dans une commune est fluctuante :

- l'insuffisance du parc de logements provoque une réduction du nombre de logements vacants,
- au contraire, une offre abondante ou un parc comportant de nombreux logements anciens vétustes engendre une augmentation du nombre de logements vacants.

##### **La variation des logements vacants entre 2014 et 2020 :**

Source : INSEE, RP2014 et RP 2020 exploitations principales

|             | Nombres de logements vacants | %           | Parc de logements |
|-------------|------------------------------|-------------|-------------------|
| <b>2014</b> | <b>35</b>                    | <b>5,1%</b> | <b>684</b>        |
| <b>2020</b> | <b>37</b>                    | <b>5,1%</b> | <b>724</b>        |

En **2014**, 5,1 % du parc de logements correspondent à des logements vacants, soit **35 logements** en valeur absolue.

En **2020**, 5,1 % du parc de logements correspondent également à des logements vacants, soit **37 logements** en valeur absolue.

Ainsi sur la période 2014-2020, le parc de logements communal a **gagné 2 logements** vacants. Ce sont autant de logements qui ont été retirés du parc des résidences principales.

A noter que, d'après les observations des services de la commune sur les ventes des terrains et logements, le taux de logements vacants est actuellement très sûrement en deçà des 5,1% annoncé en 2020. La commune est concernée par une forte attractivité et subit une pression foncière depuis la crise sanitaire de 2020 et 2021.

#### ■ Récapitulatif

La construction de logements n'a pas corrélativement pour effet d'accroître le parc de logements. Les besoins endogènes nécessaires au maintien de la population, à la rénovation du parc de logements et pour assurer la fluidité du parc impliquent une consommation de logements.

|  |   |
|--|---|
| <b>Le renouvellement</b>                       | Consommation de <b>16 logements</b> dans le parc de résidences principales              |
| <b>Le desserrement</b>                         | Consommation de <b>16 logements</b> dans le parc de résidences principales              |
| <b>La variation des résidences secondaires</b> | Consommation de <b>5 logements</b> dans le parc de résidences principales               |
| <b>La variation des logements vacants</b>      | Consommation de <b>2 logements</b>  |
| <b>TOTAL Période 2014 - 2020</b>               | <b>39 logements supplémentaires</b> pour le maintien du niveau de la population de 2014 |

Entre 2014 et 2020, les phénomènes de renouvellement, de desserrement, la variation du parc de résidences secondaires et la variation des logements vacants ont participé à l'évolution du parc de logements. Ainsi, sur cette période, la variation des logements vacants, le renouvellement, le desserrement et la variation des résidences secondaires engendrent la consommation de 39 logements. Ainsi, ce sont donc 39 logements supplémentaires qui permettent, en plus de maintenir la population de 2014, d'accueillir de nouveaux habitants.

Dans la même période, 56 logements ont été réalisés. Il y a donc un « excédent » de 17 (56-39) logements par rapport aux besoins nécessaires pour assurer le maintien de la population.

$$17 \times 2,47 \text{ (nombre moyen d'occupants par résidence principale en 2020)} = \mathbf{42}$$

D'après notre calcul, le gain réel de logements aurait dû engendrer une augmentation d'environ 42 habitants. On remarque que la population communale a effectivement augmenté de 41 habitants entre 2014 et 2020.

## 2.8.2 BESOINS EN LOGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA POPULATION DE 2020 A L'HORIZON 2033 : LE POINT MORT DEMOGRAPHIQUE

Préalablement à l'estimation des besoins en logements pour accueillir de nouveaux habitants, il est nécessaire d'évaluer le nombre de logements nécessaires au maintien du niveau de population 2020, soit 1641 habitants (Source INSEE) à l'horizon 2033.

Cette estimation prend en compte l'évolution des quatre phénomènes impactant potentiellement le parc de logements communal analysés précédemment.

➔ Les données de références sont celles diffusées par l'INSEE à la suite des recensements de la population de 2014 et 2020

### ■ Poursuite du phénomène de renouvellement entre 2020 et 2033

*Rappel période 2014-2020 : consommation de 16 logements dans le parc de logements de 2014, avec un taux annuel de renouvellement de l'ordre de 0,47%*

#### Projection du phénomène de renouvellement entre 2020 et 2033 :

En projetant un taux de renouvellement de -0,01% sur la période 2020-2033, il y aura une réinjection de 1 logement dans le parc de logements de la commune.

### ■ Le phénomène de desserrement entre 2020 et 2033

*Rappel période 2014-2020 : le nombre moyen d'occupants par résidence principale est passé de 2,52 à 2,43 sur la période entraînant la consommation de 16 logements.*

Au regard de la tendance nationale, il y a tout lieu de penser que le phénomène de diminution de la taille des ménages va se poursuivre, nous émettons donc deux hypothèses :

- **Hypothèse « basse »** du nombre de logements, avec une baisse à **2,40**
- **Hypothèse « haute »** du nombre de logements, avec une réduction à **2,35**

*A savoir également que le nombre moyen d'occupants par logement du département est de 2,14 et que la moyenne nationale est de 2,15.*

L'hypothèse « basse » montre que la baisse du nombre d'habitants par résidences principales à 2,40 entraîne un **besoin de 19 logements**.

L'hypothèse « haute » montre que la baisse du nombre d'habitants par résidences principales à 2,35 entraîne un **besoin de 34 logements** dans le parc.

### ■ Variation des résidences secondaires entre 2020 et 2033

*Rappel période 2014-2020 : le nombre de résidences secondaires a augmenté de 5 logements engendrant un potentiel besoin de 5 logements dans le parc de résidences principales.*



La part des résidences secondaires sur la commune n'a cessé de diminuer depuis les années 1975, pour atteindre un taux de 3,2% du parc de logement total en 2020. On projette un maintien du taux de résidences secondaires à l'horizon 2033, soit 3,2%.

Deux hypothèses sont possibles :

- **Hypothèse « basse » à 2,40 personnes/ménage** : le nombre de résidences secondaires augmente de 1 logement, consommant 1 résidence principale. C'est donc **1 résidence principale supplémentaire qui doit être créée pour maintenir la population de 2020.**
- **Hypothèse « haute » à 2,35 personnes/ménage** : le nombre de résidences secondaires augmente de 2 logements, consommant 2 résidences principales. C'est donc **2 résidences principales supplémentaires qui doit être créée pour maintenir la population de 2020.**

#### ■ Variation des logements vacants entre 2020 et 2033

**Rappel période 2014-2020** : le nombre de logements vacants a augmenté de 2 logements. Il s'agit d'une consommation potentielle de 2 résidences principales.

Le taux de vacance est resté stable depuis 2014 avec un taux de 5,1% en 2020. Sachant qu'un taux de 6% est idéal, on prévoit à l'horizon 2033 une légère augmentation de la vacance en projetant un taux de 6% sur la période 2020-2033.

Estimation du parc de logements total en 2033 :

L'hypothèse « basse » avec un desserrement à 2,40 personnes/ménage à l'horizon 2033, entraîne une augmentation des logements vacants, avec une diminution potentielle de 8 résidences principales dans le parc total.

L'hypothèse « haute », avec un desserrement à 2,35 personnes/ménage à l'horizon 2033, entraîne une augmentation des logements vacants, avec une diminution potentielle de 9 résidences principales dans le parc total.

Récapitulatif sur une base 2020

| Hypothèse basse |                                  | Hypothèse haute |
|-----------------|----------------------------------|-----------------|
| -1              | Renouvellement                   | -1              |
| 19              | Desserrement                     | 34              |
| 1               | Résidences secondaires           | 2               |
| 8               | Logements vacants                | 9               |
| <b>27</b>       | <b>TOTAL nombre de logements</b> | <b>44</b>       |

En conclusion, le phénomène de renouvellement urbain entraînera la réinjection de logements dans le parc de résidences principales total d'ici 2033 avec notamment le projet de la cave coopérative.

A l'inverse, le desserrement des ménages ; le maintien du taux de résidences secondaires sur le territoire et l'augmentation légère du taux de logements vacants engendrerait une consommation de logements dans ce même parc de résidences principales total d'ici 2033, mais à une moindre mesure.

Par conséquent, avec :

- Un taux de renouvellement urbain par an de -0,01% ;

- Un nombre de personnes par ménage de 2,35 à 2,40 ;
- Une part de résidences secondaires de 3,2% environ ;
- Un taux de vacance de 6% ;

Après soustraction du nombre de logements déjà réalisés entre 2020 et 2024 (*Source communale : PC autorisés*) soit 33 logements, et selon les hypothèses formulées, 2 cas de figure se présenteraient à Saint-Mamert-du-Gard :

- **Hypothèse « basse »** (avec un desserrement à 2,40 habitants par ménage) : 7 logements d'avance permettant d'accueillir de nouveaux habitants.
- **Hypothèse « haute »** (avec un desserrement plus marqué à 2,35 habitants par ménage) : 6 logements sont nécessaires pour accueillir de nouveaux habitants.

| Hypothèse basse |   | Hypothèse haute |
|-----------------|---|-----------------|
| - 6             | Nombre de logements permettant déjà l'accueil de nouveaux habitants | 11              |

En fonction de l'hypothèse de desserrement, la commune de Saint-Mamert-du-Gard nécessite 11 logements ou disposerait déjà de 6 logements disponibles pour maintenir sa population de 2020 à l'horizon 2033.

## 2.8.3 PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES A L'HORIZON 2033

A l'horizon 2033, trois hypothèses de développement démographique peuvent être établies :

- Hypothèse 3 « **croissance SCOT** » : augmentation du taux de variation annuel, soit **1%/an**.
- Hypothèse 4 « **Intermédiaire** » : croissance démographique intermédiaire, soit **1,02%/an**.
- Hypothèse 5 « **haute** » : croissance démographique intermédiaire, soit **1,12%/an**.

|   | Hypothèse 3<br>"Croissance SCOT"                              | Hypothèse 4<br>"Intermédiaire"                                | Hypothèse 5<br>"Haute"  |
|---|---|---|---|
| Parc total en 2020  | 724   |   |   |
| Population en 2033  | 1905<br>Soit 264 habitants supplémentaires par rapport à 2020 | 1911<br>Soit 270 habitants supplémentaires par rapport à 2020 | 1939<br>Soit 298 habitants supplémentaires par rapport à 2020 |
| Estimation parc total intégrant les % projetés en résidences principales (y compris desserrement), secondaires et logements vacants en 2033 | Entre 873 et 893 logements en 2033                            | Entre 876 et 895 logements en 2033                            | Entre 889 et 909 logements en 2033                            |

|  |                            |   |                            |
|--|----------------------------|---|----------------------------|
| Besoin total en logements à l'horizon 2033<br><br><i>Parc total en 2033 – parc total en 2020 + nombre de logements renouvelés entre 2020 et 2033 (voir partie 2.8.2)</i> | Entre 148 et 168 logements | Entre 151 et 170 (895 - 724 + (-1)) logements | Entre 164 et 184 logements |
| Logements réalisés entre 2020 et 2023  | 33 logements réalisés      |   |                            |
| Besoin total en logements à l'horizon 2033   | Entre 115 et 135 logements | Entre 118 et 137 (170 -33) logements          | Entre 131 et 151logements  |

| Hypothèses sur une base 2020-2033    | Population 2033 | Logements nécessaires | Potentiel de densification | Logements supplémentaires à créer |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------------------|
| Hypothèse 3 SCOT +1 %/an             | 1905            | Entre 115 et 135      |                            | entre 16 et 36                    |
| Hypothèse 4 +1,02 %/an intermédiaire | 1911            | Entre 118 et 137      | 99                         | entre 19 et 38                    |
| Hypothèse 5 +1,12 %/an Haute         | 1939            | Entre 131 et 151      |                            | entre 32 et 52                    |

La commune s'est orientée vers une **croissance démographique de 1%/an**, en restant cohérent avec les documents supra-communaux et notamment en allant dans le sens des orientations du SCoT Sud Gard

Ce choix engendre un besoin en logements compris entre approximativement **115 et 135 logements supplémentaires par rapport à aujourd'hui, à produire dans le temps du PLU.**

Près de 99 logements sont réalisables au sein de l'enveloppe urbaine actuelle, en densification (dents creuses, divisions parcellaires potentielles et renouvellement urbain), d'après l'étude du potentiel foncier réalisée.

Il en résulte donc, selon l'hypothèse de croissance retenue (hypothèse 3 : taux de croissance SCoT : 1%/an), un besoin de production en logements en dehors de l'enveloppe urbaine d'environ 16 à 36 logements.

Points-clés du diagnostic :

Entre 2014 et 2020, la variation des logements vacants, le renouvellement, le desserrement et la variation des résidences secondaires engendrent la consommation de logements.

Le phénomène de renouvellement urbain entraînera la réinjection de logements dans le parc de résidences principales total d'ici 2033. A l'inverse, le desserrement des ménages ; le maintien du taux de résidences secondaires sur le territoire et l'augmentation légère du taux de logements vacants engendrerait une consommation de logements dans ce même parc de résidences principales total d'ici 2033, mais à une moindre mesure.

Principaux enjeux pour la commune :

Assurer une croissance démographique raisonnable.

## 2.9 DONNEES ÉCONOMIQUES

### 2.9.1 CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

#### 2.9.1.1 Une baisse de la population active et un taux de chômage en croissance

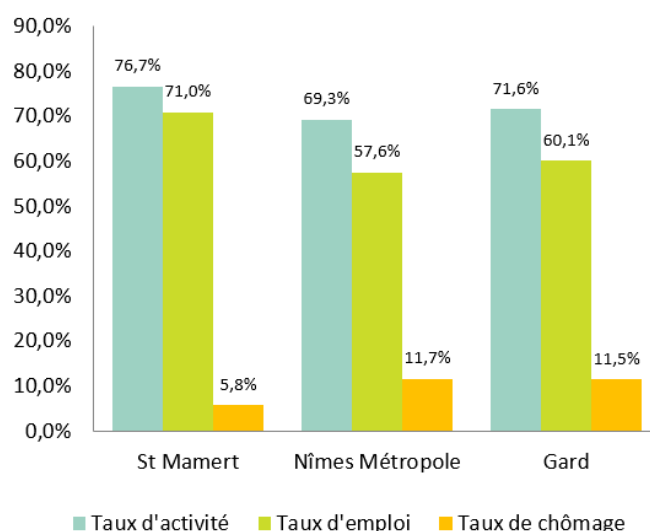
En 2020, les actifs communaux représentent 76,7% de la population. Leur part est en hausse par rapport à 2014 (75%). Le **taux d'emploi** a augmenté passant de 65,1% à 71% entre 2014 et 2020.

Le **taux de chômage** est en baisse en 2020 (5,8%) par rapport à 2014, où il atteignait 9,9%. De surcroît, en 2020, le taux de chômage communal est inférieur à celui du département (11,5%) et de la CA Nîmes Métropole (11,7%). Le taux d'actifs et le taux d'emplois de la commune sont quelque peu supérieurs à ceux de l'intercommunalité et du département.

#### Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage

|                 | Saint-Mamert-du-Gard | CA Nîmes Métropole | Gard  |
|-----------------|----------------------|--------------------|-------|
| Taux d'activité | 76,7%                | 69,3%              | 71,6% |
| Taux d'emploi   | 71,0%                | 57,6%              | 60,1% |
| Taux de chômage | 5,8%                 | 11,7%              | 11,5% |

Source : Insee, RP2020 exploitation principale.



#### Définitions INSEE :

**Taux d'activité :** Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

**Taux d'emploi :** Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler, ou à une sous-catégorie de la population en âge de travailler.

**Taux de chômage :** Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active.

*Croissance entre 2014 et 2020 Insee, RP2020 exploitation principale*

### 2.9.1.1 Une commune attractive mais en perte de dynamisme économique

Une part importante des actifs exercent leur activité professionnelle hors de la commune (86,3%). Ces actifs travaillent essentiellement dans les grands pôles d'emploi à proximité comme Nîmes.

On note une légère augmentation du nombre d'actifs ayant un emploi résidant sur la commune (passant de 647 en 2014 à 709 en 2020). Cependant, le nombre d'emplois dans la zone a diminué passant de 218 à 207.

En ce sens, on observe que l'**indicateur de concentration d'emploi** est passé de 33,6 en 2014 à 29,2 en 2020. Indicateur permettant d'informer sur l'attractivité du territoire, il est le résultat du rapport entre le nombre d'emplois total d'un territoire sur le nombre de résidents qui en ont un.

#### Croissance entre 2014 et 2020

|  | 2014 | 2020 |
|--|------|------|
| Population                                 | 1600 | 1641 |
| Logements                                  | 684  | 724  |
| Nombre d'emploi dans la zone               | 218  | 207  |
| Actif ayant un emploi résidant sur la zone | 647  | 709  |
| Indicateur de concentration d'emploi       | 33,6 | 29,2 |

### 2.9.1.2 Une prédominance du secteur tertiaire dans le marché de l'emploi communal

Selon la base des données de l'INSEE, **115 établissements** sont recensés au 31 décembre 2020 sur le territoire communal dont plus de la **moitié appartient au secteur tertiaire** (64,3% des établissements), 23,5% à la construction et 12,2% à l'industrie.

## 2.9.2 LES TYPES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

### 2.9.2.1 Les activités commerciales et de services

A Saint-Mamert-du-Gard, les 11 commerces sont concentrés dans le centre ancien et son faubourg. On recense :

- 1 boulangerie-pâtisserie
- 1 bureau de tabac et maison de la presse
- 1 superette
- 1 snack-bar
- 1 pizzeria
- 1 agence immobilière



- 1 pharmacie
- 1 salon de coiffure
- 1 institut de beauté
- 1 auto-école
- 1 courtier en assurances
- 1 notaire



Source : Verdi, 2022

Deux commerces ambulants sont présents sur la place de la mairie :

- Boucherie Charcuterie : jeudi de 10h à 12h.
- Boucherie Chevaline : jeudi de 8h30 à 9h.

Un réseau de producteurs « La ruche qui dit oui » propose, une fois par semaine, de réserver des produits locaux sur le site internet (fruits, légumes, cosmétiques...etc) et de les récupérer à la Maison Dumond.

Le service « La Poste Relais » est disponible sur la commune.

### 2.9.2.2 L'activité touristique

Les garrigues et surtout le Bois des Lens à l'ouest de la commune sont une source d'attractivité touristique avec la présence de nombreux chemins forestiers qui permettent de découvrir le site. De nombreux panneaux et cartes guident les randonneurs au sein des espaces urbains, agricoles et forestiers.

Grâce à son centre ancien et à ses édifices (église et temple protestant notamment), la commune se prévaut également d'atouts touristiques en matière de tourisme patrimonial.

En termes d'accueil touristique, la commune présente sur son territoire :

- 1 établissement de chambres d'hôtes « La Mazade » (3 chambres, une table d'hôte, un gîte de 35 m<sup>2</sup> et une salle de réunion de 70m<sup>2</sup>)
- 1 établissement de chambres d'hôtes « La Maison Erica » située Place du Cimetière Vieux.
- 1 snack-bar « La p'tite Mous'se »
- 1 pizzeria « Le Pinocchio »



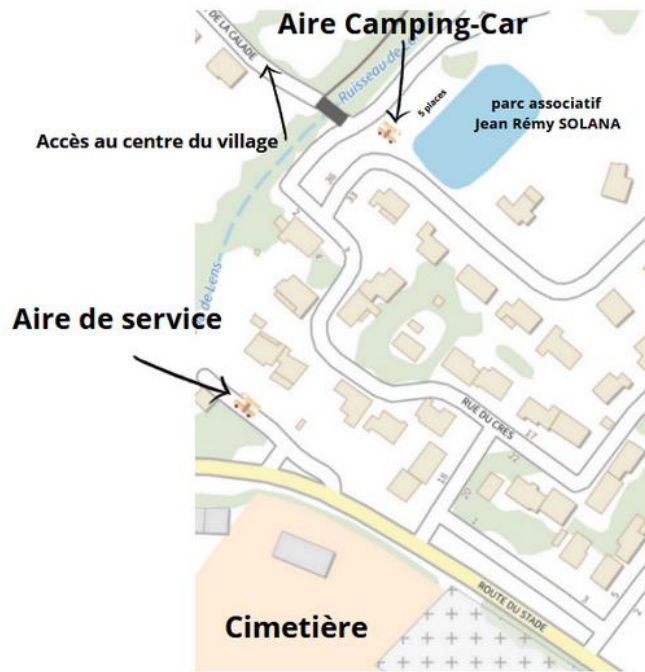
*Chambre d'hôtes « la Mazade ». Source : Verdi, 2022*

Une aire pour camping-cars est située sur le parking du parc associatif Jean Rémy Solana (5 places sur herbe). L'accès est gratuit et la durée maximale du stationnement est limitée à 72 heures. Une aire de vidange est située route du stade, à côté du cimetière.



*Aire de camping-cars et aire de service.*

*Source : Verdi, 2022*



Source : Commune de Saint-Mamert-du-Gard, 2022

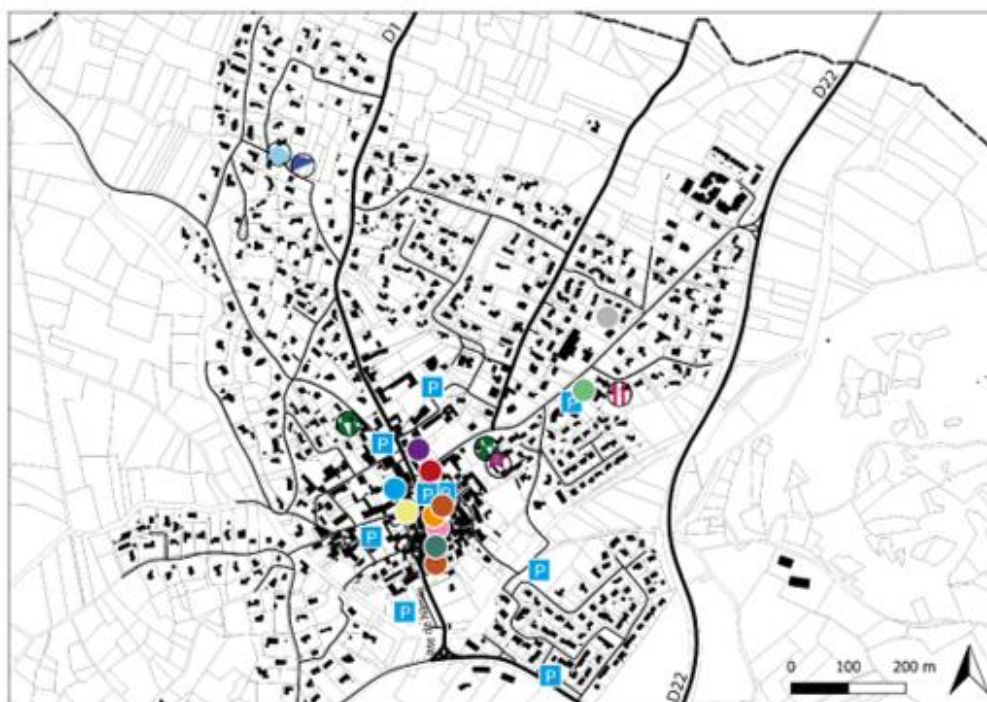
### 2.9.2.3 Activités artisanales et industrielles

En termes d'activités artisanales, on note les installations suivantes (source : commune) :

- 2 artisans-peintre
- 1 électricien
- 1 ferronnier
- 1 entreprise de maçonnerie générale
- 1 entreprise de vente et pose de plafond
- 1 plaquiste
- 1 jointeur en plaques de plâtre
- 1 entreprise de matériel de signalisation
- 1 constructeur de maison individuel
- 1 entreprise de terrassement et petite maçonnerie
- 1 société de taxi

Il n'y a pas de zone d'activités économiques à Saint-Mamert-du-Gard.





#### Activités commerciales et de services

- Restauration / Bistrot
- Tabac et maison de la Presse
- Superette
- Boulangerie pâtisserie
- Pharmacie
- Coiffure, beauté
- Auto-école
- Immobilier
- Notaire
- Poste relais

#### Activités artisanales

- Artisan-peintre
- Ferronnerie
- Maçonnerie
- Electricien
- Terrassement et petite maçonnerie

*Les activités économiques dans la commune.*

Source : Commune de Saint-Mamert-du-Gard, Terrain. Réalisation : Verdi, 2022

## 2.9.3 L'ACTIVITE AGRICOLE

### 2.9.3.1 Évolution des exploitations agricoles et de la Surface Agricole Utile (SAU)

Dans un contexte de déprise agricole, la commune de Saint-Mamert-du-Gard déroge à la règle, elle a vu sa Surface Agricole Utilisée (SAU) augmenter par rapport à 2010 (+89,6 ha entre 2010 et 2020) tout comme sa Production Brute Standard (PBS) : 21,2% en plus.

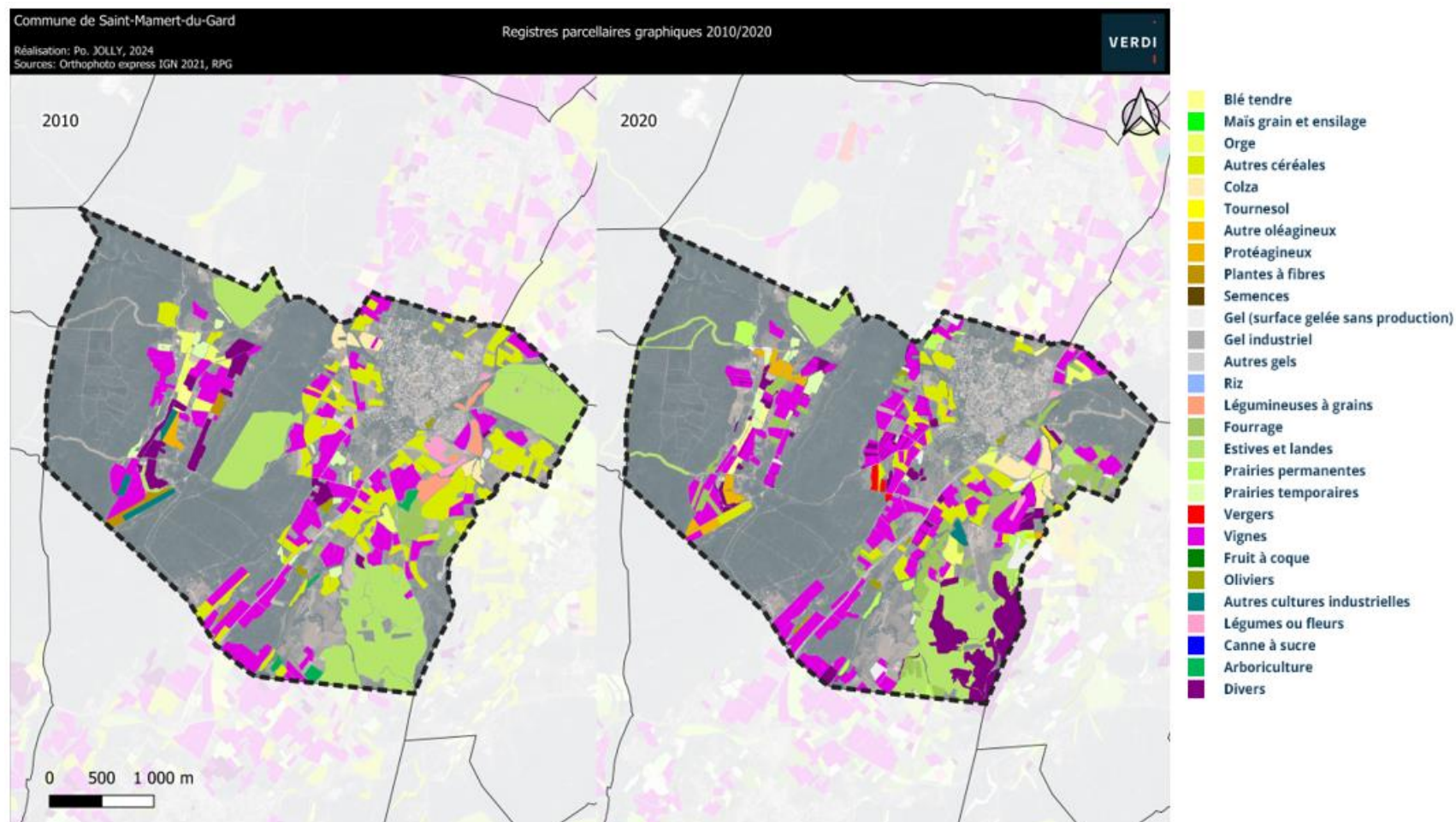
Définition INSEE de la Surface Agricole Utilisée :

La Surface Agricole Utilisée (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

Extrait de la définition INSEE de la Production Brute Standard :

La production brute standard décrit un potentiel de production des exploitations et permet de classer les exploitations selon leur dimension économique en « moyennes et grandes exploitations » ou « grandes exploitations ».





Registres parcellaires graphiques : zones de cultures déclarées par les exploitants en 2010 et 2020. Source : Géoportail

### Évolution des parcelles agricoles entre 2010-2020

On note sur les cartes du registre parcellaire graphique ci-avant une faible évolution du nombre de parcelles agricoles de la commune entre 2010 et 2020. En effet, si l'évolution s'est faite en nature des exploitations seules quelques parcelles apparaissent comme nouvellement cultivées sur le RPG de 2020 à l'instar des parcelles situées au Sud-Est de la commune destinées au développement d'une « chênaie entretenue par des porcs ou des petits ruminants ».

En valeur absolue, les surfaces cultivées sont passées de 547,41 hectares à 555,38 hectares **(+1,4%)** (source : Agreste, 2020)

#### PBS moyenne en 2020

| Indicateurs   | Saint-Mamert-du-Gard | France |
|---|----------------------|--------|
| Production brute standard (PBS) moyenne en 2020 (milliers d'euros standard) | 157,0                | 157,3  |

Source : Agreste – Recensements agricoles (données provisoires pour 2020)

#### Evolution de la PBS entre 2010 et 2020

| Indicateurs  | Saint-Mamert-du-Gard | France |
|--|----------------------|--------|
| Évolution de la production brute standard (PBS) entre 2020 et 2010 (%) | 21,2 ▲               | - 5,1  |

Source : Agreste – Recensements agricoles (données provisoires pour 2020)

#### Nombre total d'exploitations agricoles en 2020

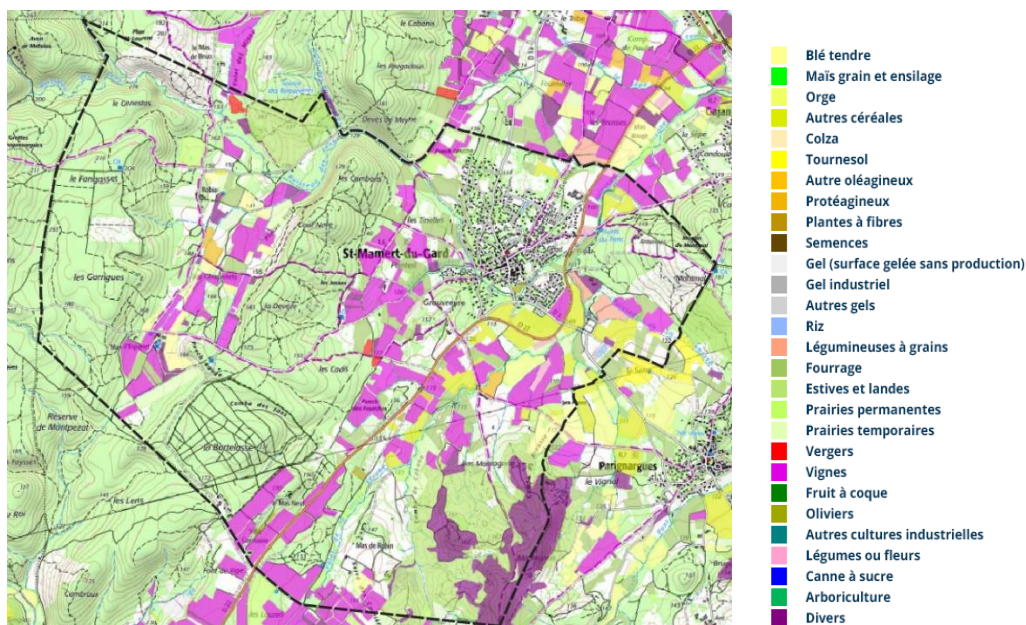
| Indicateurs                                    | Saint-Mamert-du-Gard | France  |
|--|----------------------|---------|
| Nombre total d'exploitations agricoles en 2020 | 10                   | 416 054 |

Source : Agreste – Recensements agricoles (données provisoires pour 2020)

En 2020, selon l'Agreste, 10 exploitations sont recensées. Lors des précédents recensements, la commune comptait 18 exploitations en 2010, 31 en 2000 et 62 en 1980. **Le nombre d'exploitations diminue donc depuis la fin des années 1980 alors que les surfaces cultivées augmentent.** . Comme la tendance nationale, cela s'explique en partie par la déprise agricole et par un regroupement des exploitations.

Lors de la réunion agricole effectuée en juin 2022, 11 agriculteurs-exploitants ont répondu au questionnaire portant sur les caractéristiques de leur exploitation, leurs problématiques éventuelles et leurs projets

Un centre équestre et pension pour chevaux privé, « Écuries du Mas des Montagnons », est en activité au sud-ouest du territoire.



*Registre parcellaire graphique : zones de cultures déclarées par les exploitants en 2020.*  
Source : Géoportail

En terme d'élevage, au cours de notre analyse de terrain, nous avons recensé une exploitation d'ovins, des terres occupées par des chevaux et un élevage de taureaux.



*Elevage ovins.* Source : Verdi, 2022

Au cours de la réunion agricole, les principaux freins à l'exploitation agricole exprimés ont été les suivants :

- sécheresse et ressource en eau
- l'obtention d'un permis de construire
- le manque de main d'œuvre saisonnière
- accès pour les poids lourds

### 2.9.3.2 Appellations et signes de qualité

La commune est concernée par plusieurs appellations et dénominations.

|  |  |
|--|--|
| IGP (Indication géographique protégée)                                       | Cévennes (vin)                             |
|  | Gard (vin)                                 |
|  | Miel de Provence                           |
|  | Pays d'Oc (vin)                            |
|  | Poulet des Cévennes ou Chapon des Cévennes |
|  | Terres du Midi (vin)                       |
|  | Volailles du Languedoc                     |
| AOC-AOP (Appellation d'Origine Contrôlée-<br>Appellation d'Origine Protégée) | Huile d'olive de Nîmes                     |
|  | Olive de Nîmes                             |
|  | Pélardon                                   |
|  | Taureau de Camargue                        |
|  | Languedoc                                  |

*Appellations et signes de qualité dans la commune. Source : INAO, 2017*

### 2.9.3.3 Le potentiel agronomique

Les parcelles agricoles sont réparties dans le territoire, en corrélation avec la nature du sol et la topographie. Saint-Mamert-du-Gard se caractérise par une agriculture qui s'articule principalement autour de cultures pérennes (vignes, oliviers) et de pâturages (prairies et fourrage) qui occupent une part importante des espaces agricoles.

#### Point-clés du diagnostic :

Une augmentation du taux d'activité (de 75% à 76,7% entre 2014 et 2020) et un taux de chômage en baisse (9,9% en 2014 contre 5,8% en 2020) ;

Des déplacements pendulaires importants : environ 86,3% des saint-mamertois travaillent en dehors de la commune du fait de la proximité de Nîmes notamment ;

Une activité artisanale faible et aucune zone d'activités sur la commune.

Une activité agricole très présente et variée. De nombreuses appellations et signes de qualité peuvent valoriser l'agriculture et les produits sur le territoire.

Une activité touristique axée sur les chemins de randonnée et l'activité équestre.

Des atouts touristiques en matière de tourisme vert et de tourisme patrimonial.

Une offre en hébergements touristiques faible (2 chambres d'hôte) et une offre en restauration très limitée (1 snack-bar, 1 pizzeria)

#### Principaux enjeux pour la commune :

Conforter le rôle fédérateur du centre ancien, grâce aux commerces et aux services

Préserver le tissu économique et soutenir l'économie présentielle.

Valoriser et soutenir l'activité agricole et les éventuelles initiatives en la matière.

Traiter les interfaces entre les espaces habités et les espaces agricoles.

Valoriser et soutenir l'activité artisanale.

Valoriser davantage le patrimoine du centre ancien pour capter les visiteurs et touristes.



## 2.10 ÉQUIPEMENT ET VIE SOCIALE

De fait, la demande de services de proximité s'est accrue, ce qui permet à Saint-Mamert-du-Gard de maintenir encore quelques **commerces de proximité**. La commune dispose de **nombreux équipements** pouvant répondre aux besoins des habitants : équipements administratifs, scolaires et sportifs mais aussi culturels, culturels, médicaux et paramédicaux. Le centre ancien et son faubourg accueille la plupart de ces **équipements** et s'organise autour de petites places

### 2.10.1 ÉQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS, DE SERVICES, DE SANTE, CULTUREL ET SOCIAL

En termes **d'équipements administratifs**, Saint-Mamert-du-Gard possède :

- la mairie, implantée dans le faubourg du centre ancien ;
- une agence postale relais au bureau de Tabac (le bâtiment de La Poste a fermé ses portes en 2020) ;
- un service de police municipal ;
- une gendarmerie (la nouvelle caserne date de 2019) ;
- Saint-Mamert-du-Gard dépend de l'office de tourisme de Nîmes Métropole
- des ateliers municipaux



*Mairie et gendarmerie. Source : Verdi, 2022*

Les **services liés à la vie sociale et à la solidarité** comprennent :

- un foyer communal (pouvant générer des nuisances lors d'événements festifs) ;
- un centre médico-social (permanence de 3 assistantes sociales)
- des salles associatives municipales (maison Dumond)
- 9 assistantes maternelles ;
- un CCAS ;
- une bibliothèque ;



*Bibliothèque, Maison Dumond (salles associatives municipales) et foyer municipal.*

Source : Verdi, 2022

Dans le prolongement des équipements existants, à 5 minutes à pied, le projet de réhabilitation du site de la cave coopérative vise à créer une nouvelle centralité en développant l'offre en équipements, commerces et services.

À Saint-Mamert-du-Gard, ce sont **25 associations** qui, dans tous les domaines, contribuent à dynamiser la vie de la commune (sport, culture, éducation, enfance/jeunesse, environnement, loisirs, humanitaire, action sociale, ...)

Les **services de santé** sont diversifiés :

- Un foyer d'accueil médicalisé « Le Bois des Leins » pour hommes et femmes âgés de plus de 50 ans, présentant des troubles du spectre autistique et/ou une déficience intellectuelle.
- Une maison médicale (1 cabinet dentaire, 1 cabinet infirmier, 1 cabinet de kinésithérapie, 3 cabinet médicaux, 1 sage femme)
- Un centre paramédical des Leins (4 masseurs kinésithérapeutes et 1 psychologue) implanté dans l'ancienne gendarmerie
- Une pharmacie ;



*Centre paramédical ; pharmacie et foyer d'accueil médicalisé.*

Source : Verdi, 2022

## 2.10.2 ÉQUIPEMENTS SCOLAIRE ET D'ACCUEIL

### Les écoles

La commune compte pour la rentrée 2021/2022 :

> une école maternelle publique (gérée par le Syndicat Intercommunal des Écoles Maternelles (S.I.E.M.)) de 3 classes réparties en :

- maternelle petit : 1 classe, effectif 22
- maternelle moyen : 1 classe, effectif 27
- maternelle grand : 1 classe, effectif 27

Elle a été construite en 1984 et agrandie en 1994. En 2011, une véranda a été réalisée.

> une école élémentaire publique de 6 classes réparties en :

- CP : 1 classe, effectif 24
- CP/CE1 : 1 classe, effectif 26
- CE1/CE2 : 1 classe, effectif 25
- CE2/CM1 : 1 classe, effectif 26
- CM1/CM2 : 1 classe, effectif 25
- CM1/CM2 : 1 classe, effectif 25

Elle a été construite en 1955 et agrandie en 1987 puis en 2008.

Au total, en 2022, environ 200 élèves sont inscrits dans les écoles maternelles et primaires.

### Evolution des effectifs scolaires

| PERIODE    | PRIMAIRE |     |     |     |     | MATERNELLE |       |       |
|------------|----------|-----|-----|-----|-----|------------|-------|-------|
|            | CP       | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | PS /MS     | PS/MS | MS/GS |
| ANNEE 2017 | 30       | 34  | 27  | 23  | 33  | 36         | 29    | 32    |
| ANNEE 2018 | 30       | 34  | 27  | 23  | 33  | 36         | 30    | 30    |
| ANNEE 2019 | 22       | 23  | 25  | 25  | 27  | 23         | 29    | 35    |
| ANNEE 2020 | 20       | 22  | 20  | 22  | 23  | 16         | 24    | 19    |
| ANNEE 2021 | 22       | 25  | 25  | 25  | 25  | 25         | 27    | 27    |

Source : Commune de Saint-Mamert-du-Gard, 2022

Depuis la rentrée 2017, les effectifs scolaires sont en baisse (244 en 2017 à 201 en 2021).

Les élèves peuvent déjeuner le midi à la cantine scolaire d'une capacité d'une centaine de places. Un accueil péri-scolaire est organisé en semaine.

La commune a lancé un projet de réhabilitation et rénovation de l'école primaire.

### Collège et lycée

La commune **ne dispose pas de collège**. Le collège de secteur est celui de la commune de Saint-Génies-de-Malgoirès (collège Frédéric Desmons)

La commune **ne dispose pas de lycée**. Les élèves de Saint-Mamert-du-Gard dépendent des lycées nîmois.

## 2.10.3 ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS

Il existe actuellement divers équipements :

- 1 city-stade
- 1 stade en stabilisé
- 1 aire de jeux (avec un petit mur d'escalade)
- des équipements de fitness
- 1 skate-park
- 2 terrains de boules (parc Jean Rémy Solana)

Les équipements sportifs sont essentiellement situés autour de la place des écoles.



*Skate-park, city-stade, aire de jeux et agrès sportifs. Source : Verdi, 2022*

La place des écoles a fait l'objet d'une requalification entre 2021 et 2022. Cette opération a permis de réaliser le city-stade et le skate-park à la place du terrain synthétique ainsi que de rénover l'aire de jeux. Les parkings, voies de circulation, les espaces publics et les espaces verts entre les équipements ont été repensés et réaménagés.





Le long de la D1, direction Nîmes, au sud-est de la commune, on trouve un stade en stabilisé ainsi que 2 courts de tennis à l'état d'abandon. Ces équipements ont été fermés car dégradés et situés en zone rouge du PPRI.



*Stade stabilisé et courts de tennis à l'abandon. Source : Verdi, 2022*

## 2.10.4 ÉQUIPEMENTS CULTUELS

En matière d'équipements liés au culte, Saint-Mamert-du-Gard possède :

- Une église
- Un temple protestant



*Temple et église. Source : Verdi, 2022*



## 2.10.5 ESPACES VERTS ET PARCS

La commune est dotée d'un seul parc communal: le parc associatif Jean Rémy Solana.

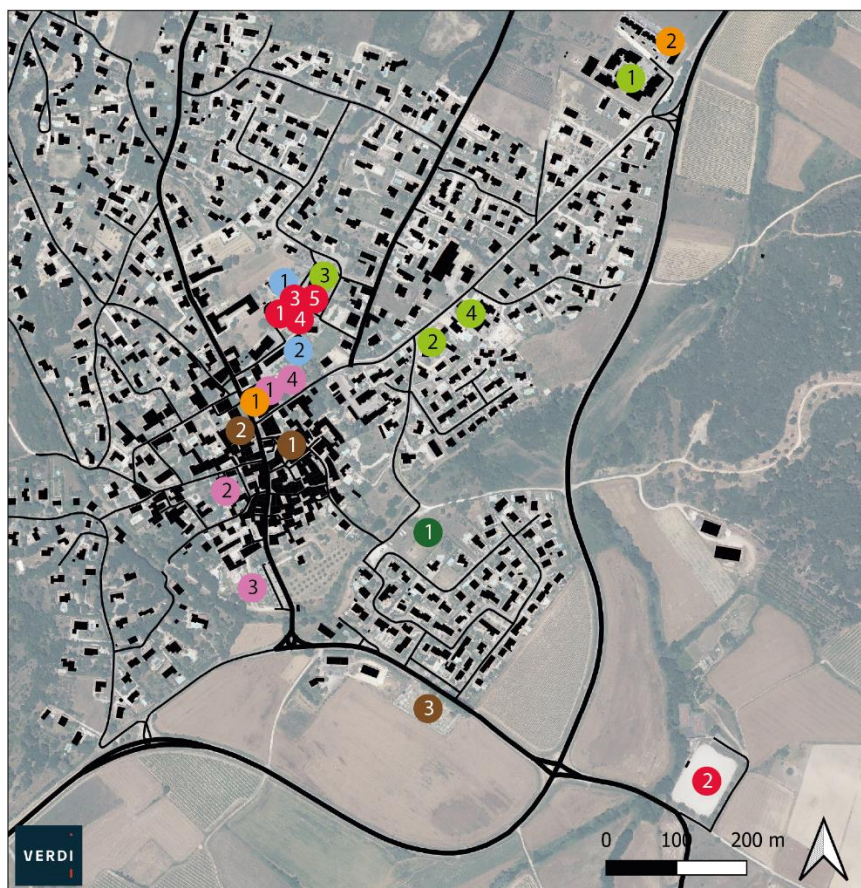


*Parc Jean Rémy Solana. Source : Verdi, 2022*

La commune dispose également de jardins partagés.



*Jardins partagés. Source : Verdi, 2024*



#### Equipements administratifs

- ① Mairie
- ② Gendarmerie

#### Equipements de services liés à la vie sociale, à la solidarité et à la culture

- ① Foyer communal
- ② Maison sociale
- ③ Salles associatives municipales (Maison Dumond)
- ④ Bibliothèque

#### Equipements scolaires

- ① Ecole maternelle
- ② Ecole élémentaire

#### Equipements de santé

- ① Foyer d'accueil médicalisé
- ② Centre paramédical
- ③ Maison médicale
- ④ Pharmacie

#### Equipements sportifs et de loisirs

- ① City-stade
- ② Stade en stabilisé
- ③ Aire de jeux
- ④ Agrès sportifs
- ⑤ Skate-park

#### Equipements culturels

- ① Eglise
- ② Temple
- ③ Cimetière

#### Espaces verts et parcs

- ① Parc associatif Jean Rémy Solana

*Localisation des différents équipements sur la commune.*

*Source : Commune de Saint-Mamert-du-Gard. Réalisation : Verdi, 2022*

Points-clés du diagnostic :

Une diversité et une offre d'équipements pouvant répondre aux besoins de tous les âges ;

Des équipements majoritairement centralisés autour de la place des écoles

Un projet de renouvellement urbain sur le site de la cave coopérative, à proximité directe du centre qui permettra d'accueillir de nouveaux équipements (pour les seniors et la petite enfance)

Une offre d'équipements sportifs limitée.

Le terrain de football en stabilisé et les terrains de tennis : vétustes et inondables

Un tissu associatif important.

Principaux enjeux pour la commune :

Maintenir et renforcer le niveau d'équipements existant pour conforter le rôle de pôle de proximité de Saint-Mamert-du-Gard, avec notamment l'aménagement du site de l'ancienne cave coopérative, la restructuration de l'école primaire.

Réfléchir au devenir des deux équipements sportifs excentrés situés en zone inondable (terrain de football et terrain de tennis abandonnés) et à leur déplacement dans une zone à vocation intercommunale habilitée à les recevoir.

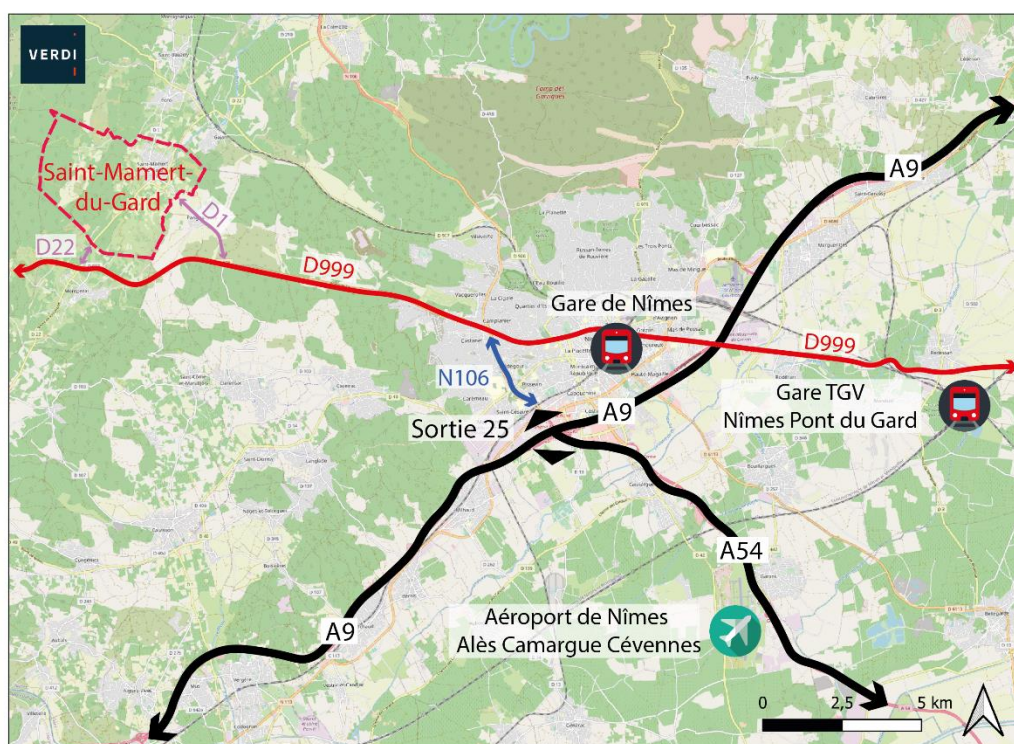
Avoir une réflexion sur le déplacement des ateliers municipaux et du foyer communal afin de diminuer les nuisances qu'ils génèrent.



## 2.11 TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS

Saint-Mamert-du-Gard est localisée dans le périurbain de Nîmes. La commune n'est pas localisée sur un axe majeur mais est facilement accessible depuis la RD 999 (ancienne RN 99 reliant Montauban dans le Tarn-et-Garonne à Plan d'Orgon dans les Bouches-du-Rhône) qui permet de rejoindre Nîmes à 12 km. Les infrastructures lourdes (gares et aéroports) sont plus éloignées :

- **La gare de Nîmes** à 20 km. Les trains proposés sont des Intercités, TER et TGV. La gare routière de Nîmes est attenante à la gare.
- **La gare TGV Nîmes Pont-du-Gard** à 32 km,
- **L'aéroport de Nîmes Grande Provence Méditerranée** à 28 km.



*Infrastructures lourdes de transport à proximité de la commune permettant sa desserte.*

*Source : OpenStreetMap. Réalisation : Verdi, 2022*

### 2.11.1 LES INFRASTRUCTURES ROUTIERES

#### 2.11.1.1 Un réseau viaire principal et secondaire

Le Schéma Départemental des Mobilités (SMD) du Gard a été voté par l'Assemblée le 21 avril 2023. Le SMD regroupe les routes départementales en 3 types de réseau : le réseau structurant, le réseau de liaison et le réseau de proximité

Le Règlement de Voirie Départemental (RVD) approuvé par délibération de l'assemblée départementale dans sa séance du 30 juin 2023 reprend et régit vis-à-vis de ces 3 types de voies :

Les **voies structurantes** composent les grands axes et les grands itinéraires du département. Elles assurent la continuité des liaisons à grande distance à partir des routes nationales et des autoroutes, et pour certaines d'entre elles, dans un dispositif structurant, les contournements des agglomérations les plus importantes. Elles drainent des trafics importants.

Les **voies du réseau de liaison** sont les routes départementales qui assurent les liaisons moyenne distance à travers tout le département. Elles assurent l'accessibilité et la desserte des pôles économiques et touristiques ainsi que celle de la plupart des villes de moyenne importance. Elles complètent de façon cohérente le maillage routier structurant et leur trafic est toujours significatif.

Les **voies de proximité** sont les voies d'accès et de desserte locale définies au SRD 2002. Ces voies permettent d'accéder à des chefs-lieux des communes du département et aux lieux dits et ont pour certaines d'entre elles un rôle touristique prépondérant.

Des **marges de recul** sont associées à chaque type de voie pour préserver le linéaire routier départemental (enjeux de sécurité, de préservation du patrimoine routier, enjeux d'entretien de la route et de ses abords, diminution du nombre de contentieux générés par les ouvrages (pluvial, plantations d'alignements).

Ces marges sont également mises en place pour préserver les pétitionnaires (publics ou privés) des contraintes liées aux RD en matière de bruit, de sécurité, de visibilité..., d'entretien de la route et de ses abords.

Ces marges de recul s'appliquent à toutes les constructions situées :

- En zone agricole
- En zone naturelle
- En zone à urbaniser
- En zone urbaine

Les entrées de village :

S'agissant des entrées de ville ou de village, les marges de recul/retrait s'appliquent de plein droit selon les conditions évoquées ci-dessus. Toutefois, à la manière des études d'entrée de ville de l'Etat (amendement Dupont), le département pourra demander une étude d'entrée de ville/village ou une étude de traversée d'agglomération, dont les conséquences, entre autres, outre la qualité urbanistique recherchée (organisation, réflexion globale sur les accès, intégration paysagère...), pourront être une réduction de ladite marge de recul, associée au déplacement du panneau d'entrée d'agglomération.

| Réseau structurant   | Réseau de liaison  | Réseau de proximité  |
|--|--|--|
| 25 m par rapport<br>à l'axe de la chaussée<br><br>(15 m en zone de montagne) | 25 m par rapport<br>à l'axe de la chaussée<br><br>(15 m en zone de montagne) | 15 m par rapport<br>à l'axe de la chaussée<br><br>(10 m en zone de montagne) |

Tableau présentant les marges de recul liées aux catégories de voies



Source : Règlement de voirie départemental du Gard, 2023

Sur le territoire de Saint-Mamert, deux voies sont concernées par ce document :

- La RD 22 qui est une voie du **réseau de liaison** (marge de recul de 25m)
- La RD 1 qui est une voie de **proximité** sur le trajet entre Fons et Calvisson (marge de recul de 15m)

| RD    | Niveau SRD |   |   | Marge de recul de part et d'autre de l'axe de la voie |
|-------|------------|---|---|---|
|       | 1          | 2 | 3 |   |
| RD 22 |            | X |   | 25 m  |
| RD 1  |            |   | x | 15 m  |

### La D22 : voie de liaison

La D22 est une route départementale qui relie Uzès à Sommières. Elle revêt un caractère important pour le département car c'est une transversale qui permet de traverser une bonne partie du Gard.



Source : Verdi, 2022

### La D1 : voie de proximité

La D1 rejoint Saint-Mamert à Fons au nord. Elle constitue l'axe de desserte principal nord-sud de la commune et joue très fréquemment le rôle de voie de déviation de la RN106 pour rejoindre la RD999. Elle est partagée en plusieurs sections :

- Section « Route du Stade »

La route du Stade marque l'entrée de ville sud-est de la commune. Elle est bordée à l'ouest par le cimetière et à l'est par le lotissement de la Gardonnenque. Elle est bien aménagée en son centre au niveau du cimetière (trottoirs, plateau piéton traversant, ralentisseurs, allée de platanes) contrairement à la portion nord et sud.



Source : Verdi, 2022

- Section « Route de Nîmes »

La route de Nîmes marque l'entrée sud dans le centre ancien de Saint-Mamert-du-Gard. Son tracé va du pont traversant le ruisseau des Lens au sud à la Place de la Mairie au nord.

La portion sud présente une emprise viaire peu large avec des aménagements piétons réduits. Elle permet de rejoindre le parking de la Maison Dumont.

La portion Centre traverse le centre ancien. La voirie y est sinueuse et étroite. La circulation y est difficile du fait que le stationnement longitudinal est autorisé pour accéder aux commerces. On note l'absence de trottoirs.

La portion nord est celle qui présente l'emprise viaire la plus importante. La circulation y est ainsi plus fluide, des trottoirs ont été aménagés ainsi que des espaces de stationnement (parking de la mairie et places longitudinales).



Source : Verdi, 2022

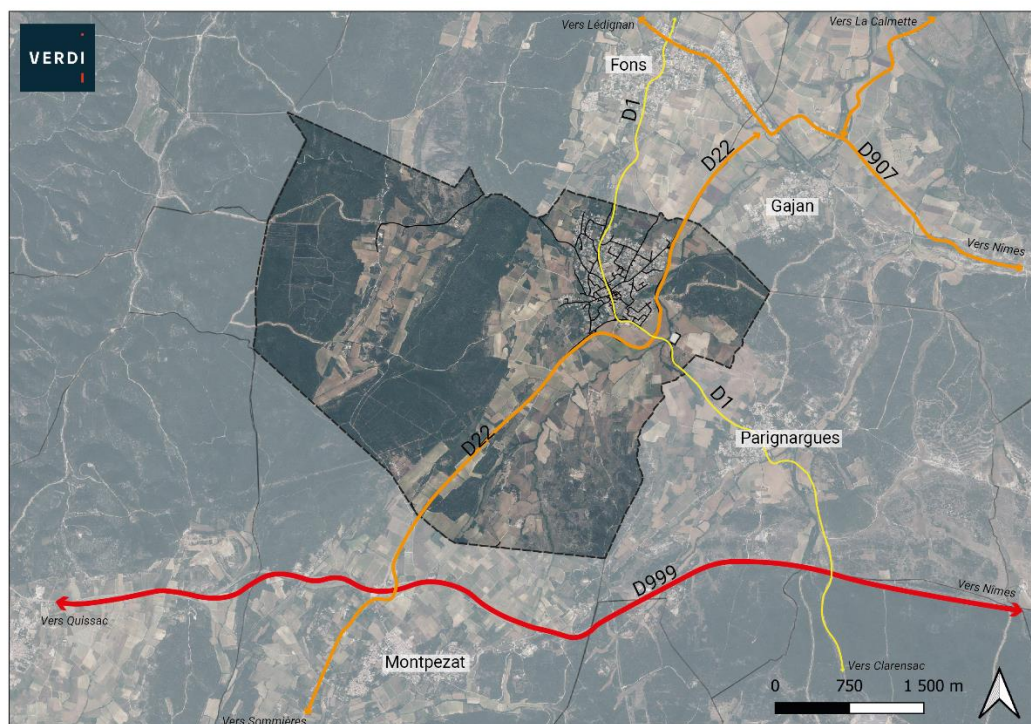
- Section Route de Fons

La route de Fons va de la place de la Mairie à la sortie de ville nord en direction de Fons.

La portion sud englobe les grandes bâtisses réalisées avant 1950. La voirie y est assez étroite et du stationnement longitudinal y a été aménagé.



Source : Verdi, 2022



— Voie de niveau 1 : voie structurante

— Voie de niveau 2 : voie de liaison

— Voie de niveau 3 : voie de proximité

*Le réseau routier départemental. Réalisation : Verdi, 2023*

### Un réseau viaire secondaire pour les déplacements de loisirs

Le réseau viaire communal se compose de rues, de chemins et, à moindre mesure, d'impasses.

Hormis la D22 et la D1, les voies qualifiées comme structurantes sur la commune sont les suivantes :

#### - Chemin de la Gare

Il constitue l'entrée de ville Est de la commune et dessert des commerces et services (pharmacie, notaire...). Cette voie structurante est très fréquentée.



Source : Verdi, 2022

#### - Chemin de Saint-Génies

Il permet de se rendre vers le pôle d'équipements mais également vers la gare de Fons.



- Chemin des Aires

Il dessert le pôle d'équipements de Saint-Mamert-du-Gard (écoles, maison médicale, aire de jeux, foyer...). Ce chemin est actuellement en sens unique avec ponctuellement du stationnement. La circulation est donc facilitée et sécurisée.



Source : Verdi, 2022

### 2.11.1.2 Le réseau viaire à l'échelle de l'enveloppe urbaine

**Dans le centre ancien, les rues sont particulièrement étroites. La circulation des véhicules est donc relativement difficile.** Les ruelles et les venelles du centre ancien sont encore plus étroites que les rues. Elles ont pour rôle la desserte locale. La circulation est limitée sur ces voies.

Les voies de desserte interne sont des voies exclusivement affectées à la desserte des quartiers d'habitat.

**Dans les lotissements, ces voies de dessertes sont d'emprise assez large (8 à 10 m) et permettent la plupart du temps de stationner et de se déplacer à pied via l'aménagement de trottoirs.** Quelques impasses sont présentes dans les lotissements.

Quant aux voies de desserte desservant les quartiers où l'habitat s'est développé ponctuellement au gré des opportunités foncières, **l'emprise des voies reste relativement faible et ne permettent pas de circuler aisément (seul le chemin de Sieyres est à sens unique).** Elles ne comportent aucun aménagement destiné aux déplacements doux (piétons et cycles).



### Voies départementales

- Voie de niveau 2 : voie de liaison (D22)
- Voie de niveau 3 : voie d'accès (D1)

### Voies communales

- Voie structurante
- Voie de desserte interne

*Hiérarchisation du réseau viaire dans l'enveloppe urbaine.*

*Réalisation : Verdi, 2022*

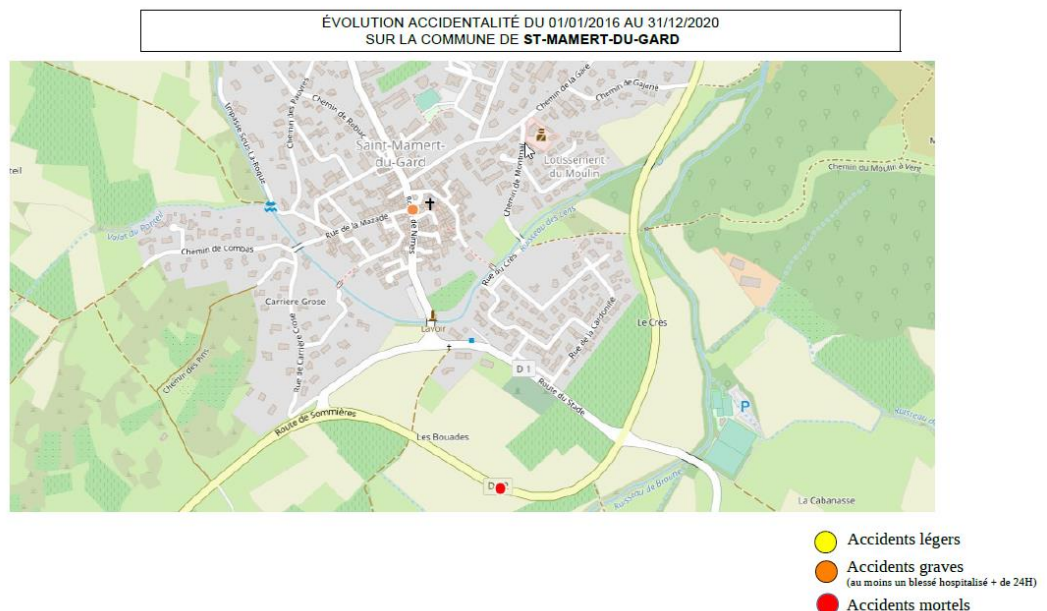


## 2.11.2 ACCIDENTOLOGIE

Entre 2016 et 2020, l'observatoire Départemental de Sécurité Routière a recensé 2 accidents dont 1 mortel en 2017 sur la D22. En effet, le virage de la D22, contournant le centre ancien, est accidentogène. Ainsi, pour réduire les risques d'accidents sur cette portion, la vitesse a été abaissée à 70 km/h. L'autre accident était non mortel. Il a eu lieu au niveau du croisement entre la D22 et la D1.

| N°INSEE<br>COMMUNE | Nombre d'accidents | Nombre<br>d'accidents<br>mortels | Nombre de victimes |         |                                   |  |
|--------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|---------|-----------------------------------|--|
|                    |                    |                                  | TUES               | BLESSES | BLESSES<br>HOSPITALISES<br>(+24H) | BLESSES LEGERES<br>(Non hospitalisés ou<br>hospitalisés moins de<br>24H) |
| 2016               | 0                  | 0                                | 0                  | 0       | 0                                 | 0  |
| 2017               | 1                  | 1                                | 1                  | 0       | 0                                 | 0  |
| 2018               | 0                  | 0                                | 0                  | 0       | 0                                 | 0  |
| 2019               | 1                  | 0                                | 0                  | 2       | 1                                 | 1  |
| 2020               | 0                  | 0                                | 0                  | 0       | 0                                 | 0  |
| TOTAL              | 2                  | 1                                | 1                  | 2       | 1                                 | 1  |

Source : DDTM30 – SAJSR – Observatoire Départemental de Sécurité Routière



Source : DDTM30 – SAJSR – Observatoire Départemental de Sécurité Routière

## 2.11.3 CIRCULATIONS DOUCES

La taille de la commune facilite les déplacements cyclables et piétons.

Cependant, on constate des cheminements de qualité moyenne à médiocre dans le centre ancien et des liaisons entre quartiers peu sécurisées



Source : Verdi, 2022

La rue des Ecoles dessert les équipements. Elle est actuellement piétonne. La place des écoles a fait l'objet d'un réaménagement en 2022.

A noter l'amélioration de la desserte vers la gare de Fons-Saint-Mamert (située sur la commune de Fons) avec la création d'un cheminement doux au niveau du chemin de Saint Génès. Dans ce cadre la Métropole va engager au mois d'octobre 2024 des travaux de création d'une liaison verte ou sera autorisée la circulation avec des modes de déplacement doux et des accès spécifiques pour les riverains considérés comme des ayants droits.

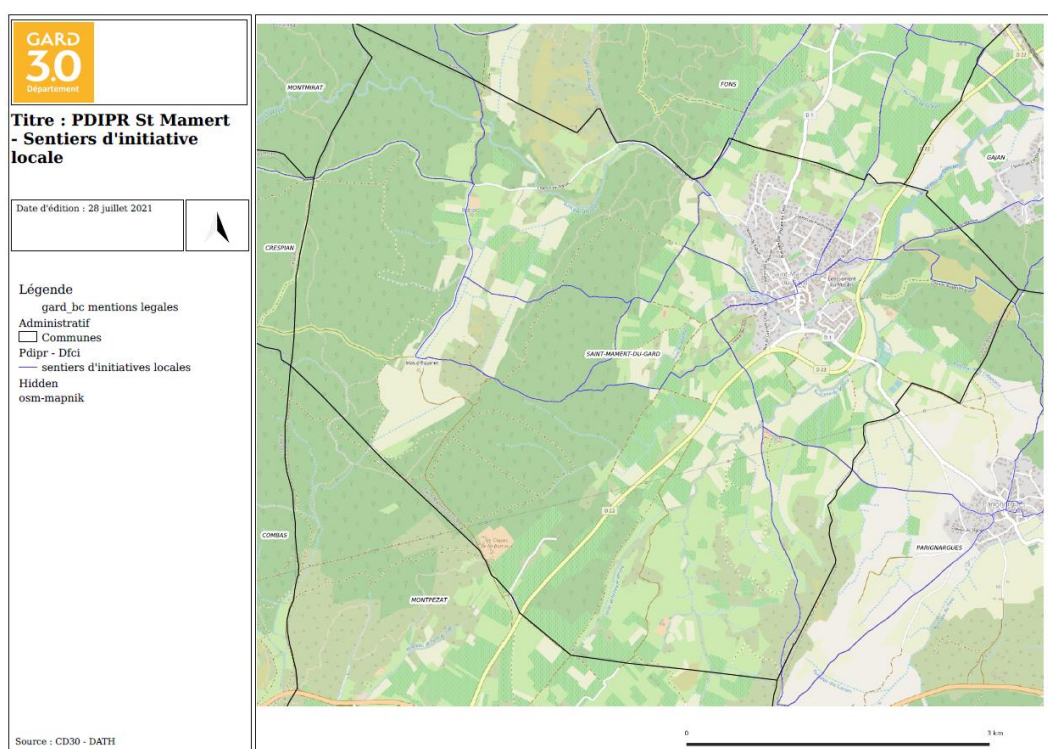
### Chemin de promenades et itinéraires de randonnée

Avec ses massifs forestiers, dont Le bois de Leins, la commune de Saint-Mamert-du-Gard bénéficie d'un espace environnemental riche. Les pratiques de l'espace environnemental représentent également un atout pour les activités de loisirs, de détente, de vocation avec des effets bénéfiques également sur la santé. C'est tout un ensemble qui contribue au développement durable. Le principal enjeu sera de valoriser les circulations en mode doux dans un cadre environnemental préservé.

Au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées – PDIPR, des sentiers d'initiatives locales sont identifiés. Les principaux sentiers d'initiatives locales sont les suivants :

- A l'Ouest, un chemin partant du hameau de Robiac au Puech Peyron situé dans la commune de Montmirat en passant par les grottes de Brassargues
- A l'Ouest, un chemin hors catégorie partant du Mas d'Espanet permet de rejoindre les communes de Montpezat ou Combas
- A l'Est, un chemin partant de la D22 à la commune Parignargues en passant par le moulin à vent.

La commune est également à proximité du chemin de grande randonnée 63 (GR63) qui va d'Avignon au Col de Mercou vers Saint-Jean-du-Gard dans le Parc National des Cévennes.



*Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard*

Source : Département du Gard, DATH, 2021

Dans le tissu urbain, de nombreux panneaux d'indication des randonnées sont visibles.



Source : Verdi, 2022

## 2.11.4 LE STATIONNEMENT

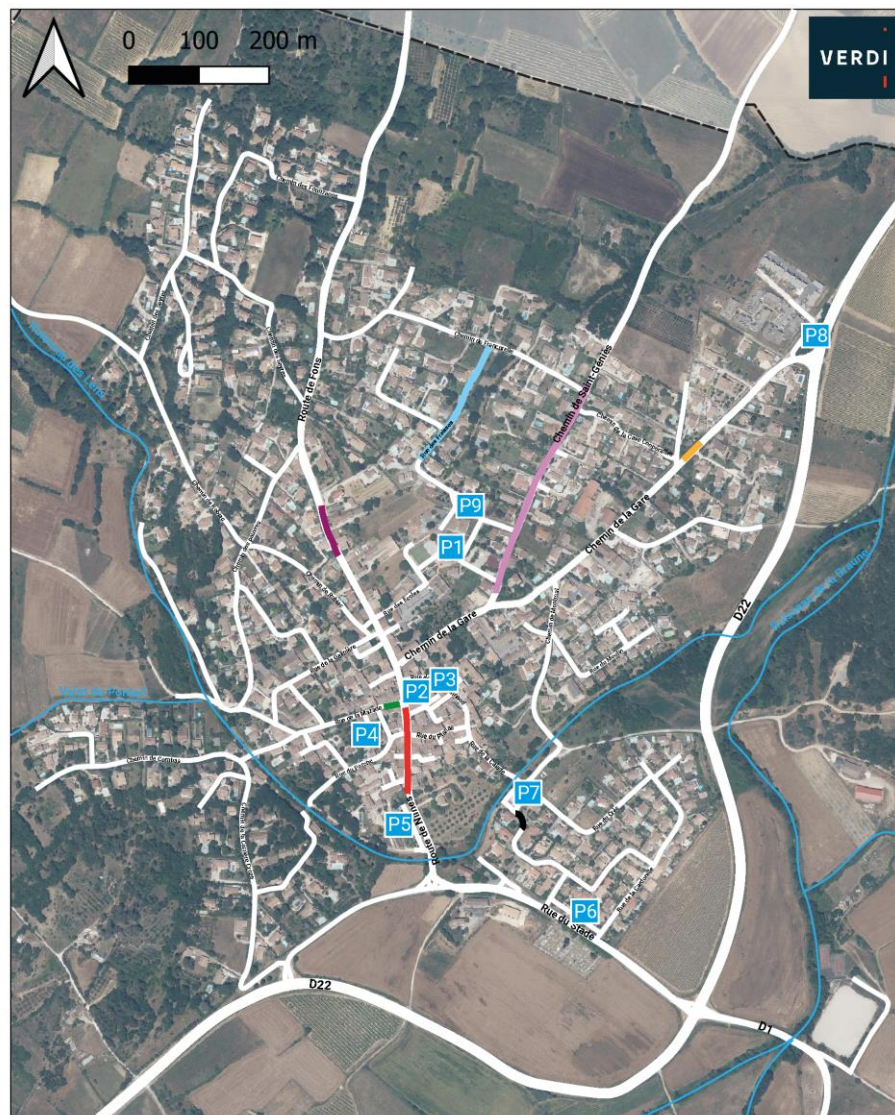
On dénombre, sur le territoire, 10 parcs de stationnements et 6 rues autorisant le stationnement :

- Parking des écoles : 34 places
- Parking place de la Poste : 7 places
- Parking place de l'Eglise : 10 places
- Parking place du Cimetière Vieux : 15 places dont 4 en zone bleue et 1 pour PMR
- Parking Maison Dumond : 35 places dont 2 équipées de bornes électriques
- Parking Cimetière : 16 places
- Parking du parc Associatif Jean Rémy Solana : 10 places sur stabilisé et 5 places sur herbe réservées aux camping-cars
- Parking de la Gendarmerie et du FAM Le Bois des Leins : 20 places sur stabilisé
- Parking Rue des Fraisses : 22 places
- Route de Nîmes (tronçon centre ancien) : 12 places sur voirie dont 3 en zone bleue
- Rue de la Galinière : 3 places sur voirie
- Chemin de la Gare : 2 places sur voirie
- Chemin de Saint-Géniès : 14 places sur voirie
- Rue des Fraisses : 15 places sur voirie
- Route de Fons : 4 places
- Rue du Crès : 3 places

Cela représente un total de près de **222 places environ** au sein des parkings, le long de la voirie et au sein des lotissements.

On note des problèmes de stationnement au quotidien, notamment dans le centre ancien et ses environs.





#### Parkings

- P1** Ecoles : 34 places
- P2** Place de La Poste : 7 places
- P3** Place de l'Eglise : 10 places
- P4** Place du Vieux Cimetière : 15 places
- P5** Maison Dumond : 35 places
- P6** Cimetière : 16 places
- P7** Parc associatif Jean Rémy Solana : 10 places sur stabilisé et 5 sur herbe réservées au camping-cars
- P8** Gendarmerie et FAM Le Bois des Leins : 20 places sur stabilisé
- P9** Rue des Fraisses : 22 places

#### Stationnement sur voirie

- Route de Nîmes (tronçon centre ancien) : 12 places**
- Rue de la Galinière : 3 places**
- Chemin de la Gare : 2 places**
- Chemin de Saint-Geniès : 14 places**
- Rue des Fraisses : 15 places**
- Route de Fons : 4 places**
- Rue du Crès : 3 places**

#### Localisation du stationnement

Réalisation : Verdi, 2022



Parkings :



*Parking des Ecoles (au niveau de la maison Médicale)*



*Parking Place de la Poste*



*Parking Place de l'église*



*Parking Place du Vieux Cimetière*



*Parking Maison Dumond*



*Parking associatif Jean Rémy Solana*



*Parking Gendarmerie et FAM*

Stationnement sur voirie :



*Stationnement Route de Nîmes*



*Stationnement Rue de la Galinière*



*Stationnement Rue des Fraisses*

*Source photos : Verdi, 2022*

En matière de stationnement vélo sur la commune, on note deux séries de rack à vélo : place de l'école et au niveau de l'arrêt de bus du lavoir.

La commune est dotée de 2 bornes électriques parmi les places de stationnement public (parking Maison Dumond).

La commune ne dispose pas d'aire de covoiturage.

## 2.11.5 LES DEPLACEMENTS

Peu de saint-mamertois travaille dans leur commune. Les migrations Domicile-Travail (principalement vers Nîmes) constituent l'essentiel des déplacements et utilisent majoritairement les transports automobiles.

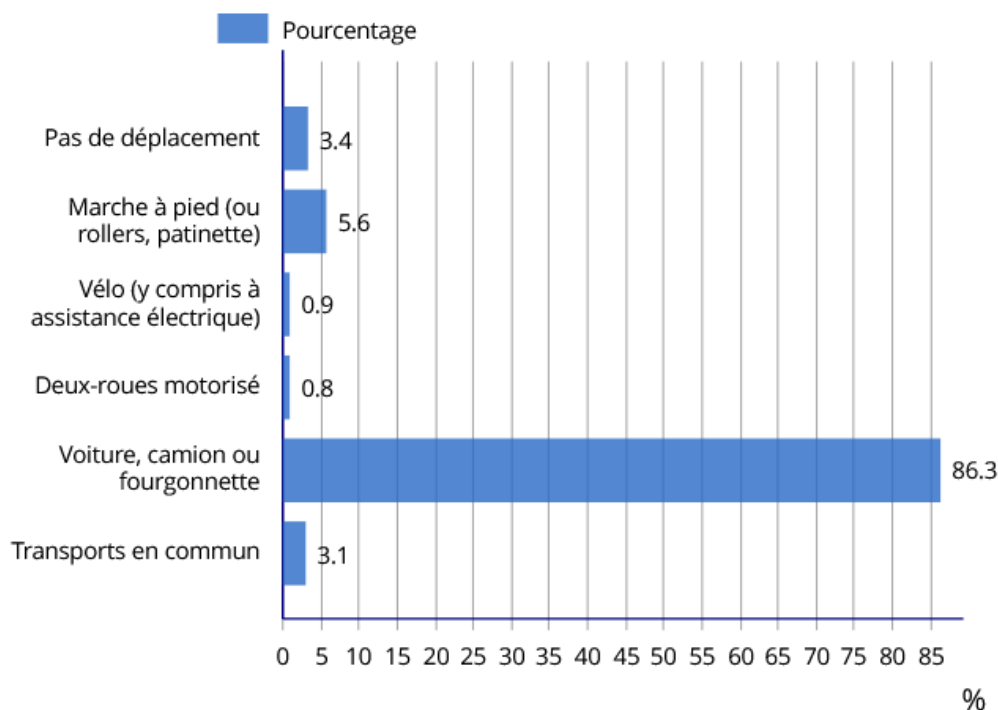
*Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui réside dans la zone*



Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales.

La quasi-totalité des ménages saint-mamertois possèdent au moins une voiture (93%). Cela est favorisé par la possibilité de pouvoir garer sa voiture : 76,1% des ménages ont au moins un emplacement réservé au stationnement. La voiture représente 86,3% des déplacements domicile/travail des habitants.

*Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2018*



Sources : Insee, RP2018, exploitations principales.

#### Equipements automobiles des ménages

|  | 2008       | En %       | 2018       | En %       |
|--|------------|------------|------------|------------|
| <b>Ensemble</b>                                  | <b>535</b> | <b>100</b> | <b>646</b> | <b>100</b> |
| Au moins un emplacement réservé au stationnement | 438        | 81,8       | 492        | 76,1       |
| Au moins une voiture                             | 488        | 91,2       | 600        | 93,0       |
| 1 voiture  | 201        | 37,6       | 240        | 37,1       |
| 2 voitures ou plus                               | 287        | 53,6       | 361        | 55,8       |

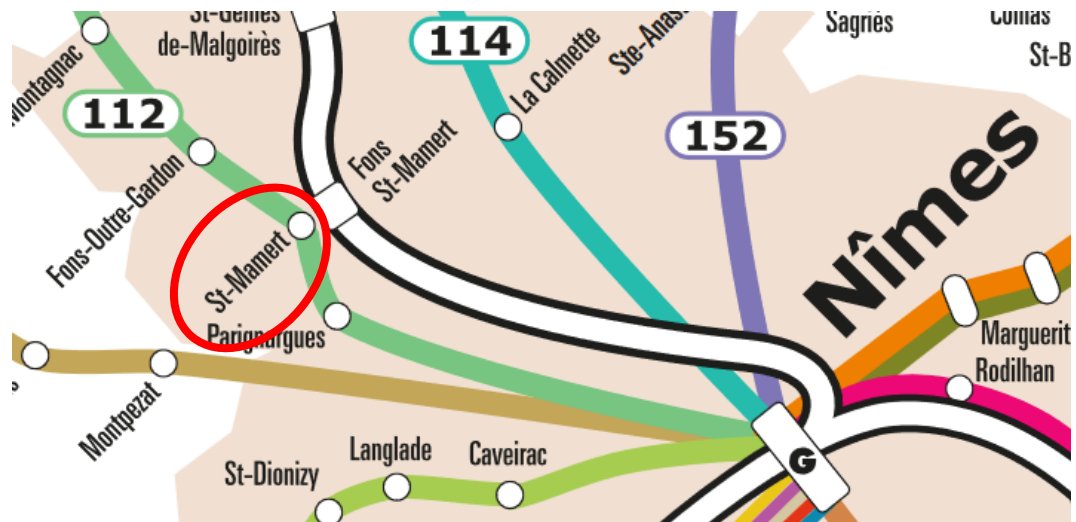
Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales.

## 2.11.6 LES TRANSPORTS EN COMMUN

Saint-Mamert-du-Gard est desservie par une ligne de bus du réseau régional LIO :

- **112 : Nîmes/Lédignan/Saint-Jean-du-Gard.** Ce bus dessert le centre ancien et le sud de l'enveloppe urbaine sur 3 arrêts (Lavoir, Poste Gendarmerie). En semaine et en heures de pointe, 1 bus passe le matin, 2 le midi et 2 bus en milieu d'après-midi Le

samedi et le dimanche, un bus circule le matin et un bus en milieu d'après-midi. Le temps de trajet de Saint-Mamert-du-Gard à Nîmes est de 45 minutes environ.



Source : Extrait du plan du réseau LIO, Région Occitanie, département du Gard

Saint-Mamert-du-Gard est desservie par trois lignes de bus du réseau TANGO :

La ligne 802-1 du réseau TANGO dessert le collège F. Desmons.

- **804-A : Moulézan < > Nîmes.** Ce bus dessert Nîmes centre et la commune de Saint-Mamert-du-Gard sur 3 arrêts (Montmal, centre village, cimetière-lavoir). En semaine et en heures de pointe, 1 bus passe le matin dans le sens Moulézan -> Nîmes ; 2 le midi, 3 en fin d'après-midi dans le sens Nîmes -> Moulézan. Le samedi, le dimanche et pendant les vacances scolaires aucun bus ne circule. Le temps de trajet de Saint-Mamert-du-Gard à Nîmes est de 35 minutes environ.
- **804-B : Lédignan < > Nîmes.** Ce bus dessert Nîmes centre et la commune de Saint-Mamert-du-Gard sur 3 arrêts (cimetière lavoir, centre village, Montmal). En semaine et en heures de pointe, 1 bus passe le matin dans le sens Lédignan < > Nîmes. Le samedi, le dimanche et pendant les vacances scolaires aucun bus ne circule. Le temps de trajet de Saint-Mamert-du-Gard à Nîmes est de 35 minutes environ.

La gare Fons-Saint-Mamert se situe sur la commune de Fons à 3 km du centre ancien de Saint-Mamert. Deux lignes TER passent à cette gare : la ligne « Nîmes-Alès » et la ligne « Nîmes-Alès-Clermont ».



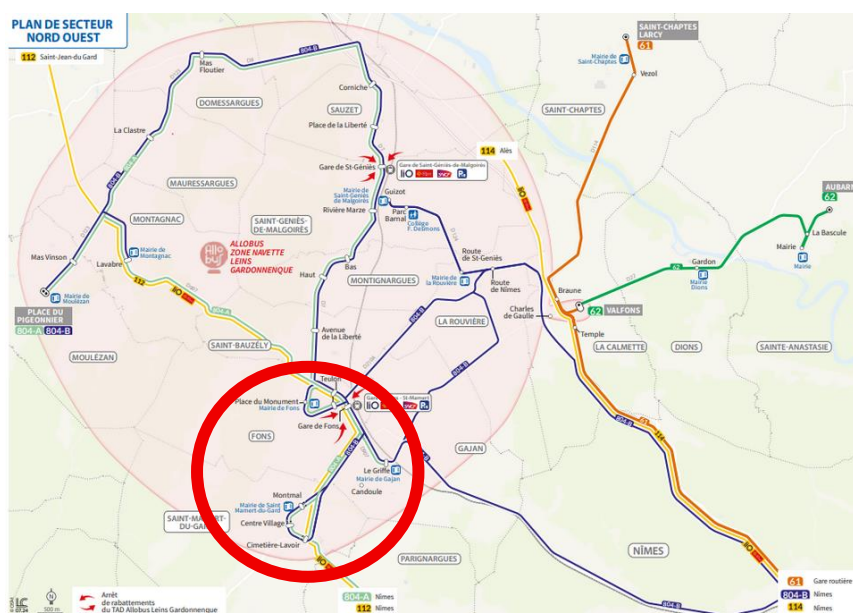


Les arrêts de bus « Carrière-Lavoir » et « Gendarmerie ». Source : Verdi, 2022

La commune est donc desservie en transport en commun mais avec une fréquence faible.

De plus, Saint-Mamert fait du Secteur Nord-Ouest de Nîmes Métropole pouvant bénéficier du transport à la demande dénommé « Allobus » (permet la desserte de toutes les communes du secteur Leins Gardonnenque).

- Les habitants des communes du secteur peuvent se déplacer en heures creuses dans l'intégralité de la zone, d'une commune à une autre, les zones d'activité et Supermarchés
- Ce service permet de rejoindre les Gare SNCF de la Zone. Pour Saint-Mamert, l'arrêt de rabattement du service Allobus est la Gard de Fons.
- Ce service est disponible sur réservation du lundi au samedi de 8h30 à 12h et de 12h45 à 16h



Zone de Transport à la demande « Allobus ». Source : Tango – Nîmes Métropole

Points-clés du diagnostic :**Desserte :**

Une commune bien desservie par le réseau routier avec la traversée de deux départementales : la D22 et la D1 et la proximité avec la D999 qui va de Nîmes au Vigan.

Une desserte en transport en commun relativement faible.

Une majorité des résidents à moins de 5 minutes à pied du centre ancien et des équipements.

**Circulation :**

Un trafic modéré sur le réseau viaire principal et faible sur les autres axes.

Un schéma de circulation majoritairement à double sens induisant des difficultés de croisement sur certains secteurs du centre-ancien

**Stationnement :**

Une offre de stationnement public répondant aux besoins actuels, des disponibilités sur des parkings et sur voirie (environ 219 places au total) mais un éloignement relatif des places de stationnement par rapport aux commerces et au centre ancien.

**Transports en commun :**

Proximité avec la gare de Fons.

**Mobilités douces :**

Une commune à l'échelle des déplacements cyclables et piétons.

Des cheminements de qualité moyenne à médiocre dans le centre ancien et des liaisons entre quartiers peu sécurisées.

Des cheminements piétons généralement de qualité moyenne à médiocre voire absent dans certains quartiers

Aucun aménagement cyclable.

Deux stationnements vélo sur la commune

Des zones dangereuses et accidentogènes au niveau des entrées de village.

Principaux enjeux pour la commune :

Améliorer la circulation routière et le stationnement dans le centre-ancien (notamment route de Nîmes).

Repenser l'aménagement du parking situé devant le FAM et la gendarmerie et étudier l'aménagement d'une aire de covoiturage.

Finaliser l'aménagement des voies communales structurantes

Sécuriser les entrées/sorties de ville sur les départementales (aménagement de ronds-points notamment)

Améliorer l'accès aux réseaux de transports en commun (bus et TER)

Sécuriser et aménager certaines voies afin d'encourager les déplacements modes doux notamment entre le site de la cave coopérative et la place de l'école et dans le prolongement du chemin de Saint Génès en direction de la gare de Fons

## 2.12 RESEAUX

### 2.12.1 L'EAU POTABLE

#### 2.12.1.1 Organisation de la gestion de l'eau

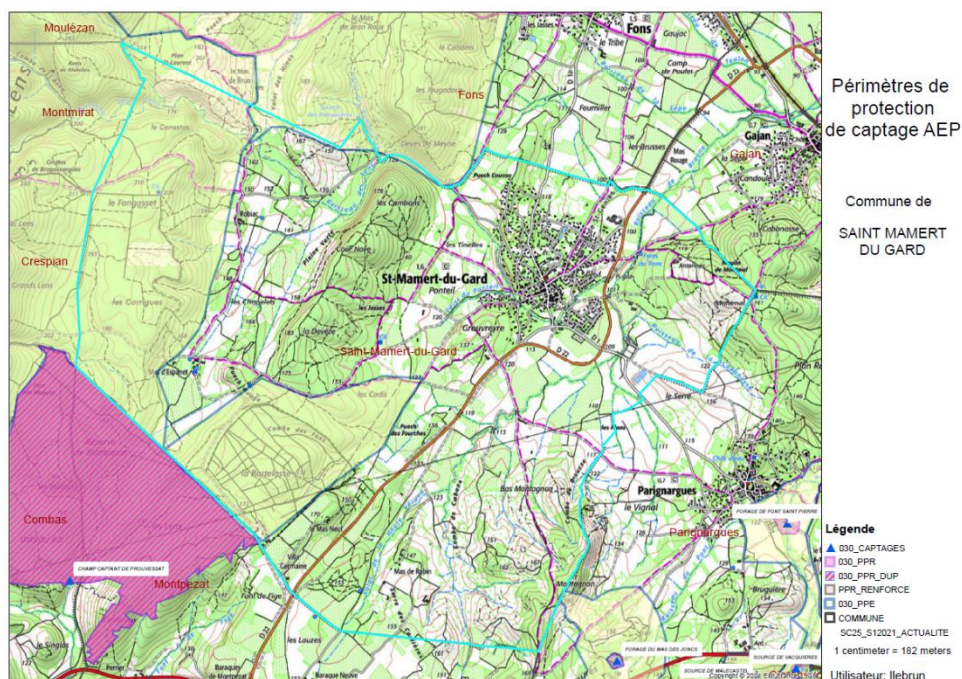
Depuis le 1er janvier 2020, la société Eau de Nîmes Métropole est l'interlocutrice principale pour la gestion des services de l'eau. Le service de l'eau potable de Saint-Mamert-du-Gard est délégué en concession de service à Eau de Nîmes Métropole pour échéance décembre 2027.

En 2021, le nombre d'abonnés était de 741.

#### 2.12.1.2 Périmètre de captage

La commune est concernée par les périmètres de protection immédiate (PPI) et éloignée (PPE) :

- du Champ captant de Prouvessat faisant l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du 06/11/2006. La commune est concernée par un périmètre de protection éloignée sur la partie ouest, au sein du Bois des Lens.
- forage F4 (forage d'hiver) et forage F8 (forage d'été) du Creux des Fontaines (ou des trois fontaines) situés sur la commune de Saint-Geniès-de-Malgoirès. La commune est concernée par un périmètre de protection éloignée de ces forages couvrant une petite partie inhabitée, dans le Bois des Lens. Ces forages ont fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique arrêté le 21 novembre 2016 par le préfet du Gard.



*Périmètres de protection des captages*



Source : DDTM 30

### 2.12.1.3 Réseau de distribution et de stockage

#### Stockage

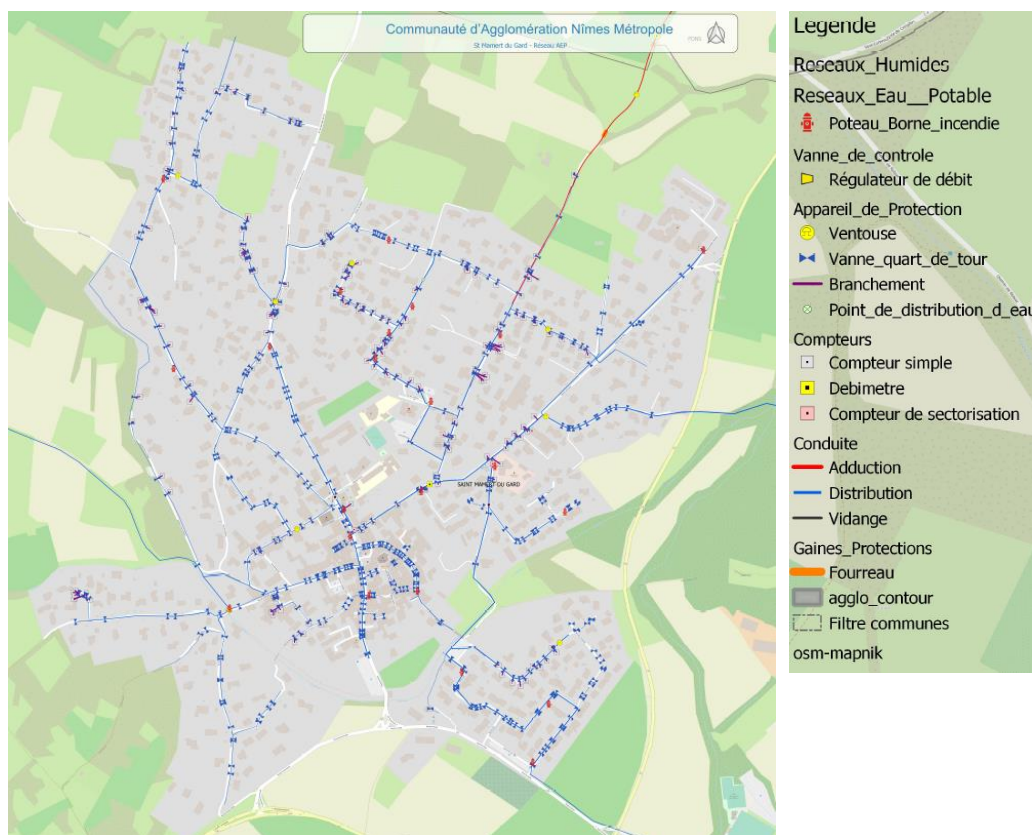
Il y a un ouvrage de stockage de distribution sur la commune.

La capacité de stockage est évaluée à 1000 m<sup>3</sup> (source : RPQS, 2021).

#### Distribution

Le réseau AEP de la commune est constitué d'un linéaire de 12,3 km (source : RPQS, 2021).

Le schéma de distribution eau potable représente les canalisations sur lesquelles il est possible d'établir un branchement d'eau potable pour une maison individuelle dont le point de livraison (limite domaine public / domaine privé) est localisé à moins de 10 m de ladite canalisation.



**Plan des réseaux AEP**

Source : Nîmes Métropole, 20123



#### 2.12.1.4 Qualité de l'eau

L'Agence Régional de Santé (ARS) est responsable des prélèvements et des analyses réalisées par des laboratoires agréés, de la source à la production et à la distribution de l'eau. Selon le rapport annuel sur la qualité et le prix du service (RPQS) de 2020 édité par Nîmes Métropole, l'eau de l'intercommunalité est de très bonne qualité. Le réseau de Gajan et Saint-Mamert-du-Gard distribue une eau de bonne qualité.



Fiche « Quelle eau buvez-vous ? » de l'ARS. Réseau Gajan et Saint-Mamert-du-Gard

Source : ARS Occitanie, 2021.

### 2.12.1.5 Performance des réseaux

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

D'après le RPQS de 2021, les communes de Gajan et Saint-Mamert-du-Gard disposent du rendement de réseau de distribution (IP 104.3) suivant :

- 2020 : 41,36%
- 2021 : 65,09%

### 2.12.1.6 Capacité de la ressource en eau et consommation

#### Capacité de la ressource

L'eau potable produite ou importée pour les besoins de Nîmes Métropole (et des collectivités qu'elle approvisionne) provient de 6 grandes ressources :

- Pour 72% du Rhône et de sa nappe d'accompagnement, sur les sites de « Nîmes-Comps » et de Castagnottes notamment pour ce qui concerne le prélèvement direct de Nîmes Métropole mais aussi au travers d'importations d'eau auprès de la Compagnie du Bas-Rhône Languedoc (BRL).
- Pour 19% de la nappe de Vistrenque et des Costières.
- Pour 4% des ressources karstiques
- Pour 4% de la nappe du Villafranchien
- Pour 1% de la nappe alluviale du Gardon et de ses affluents.

Les ressources propres de l'agglomération sont complétées par des achats d'eau à des collectivités tierces pour permettre la fourniture de l'eau aux abonnés de l'Agglomération Nîmes Métropole. L'agglomération vend également de l'eau à des collectivités extérieures.

Selon le RPQS de 2021, **les volumes en eau potable pour Gajan et Saint-Mamert-du-Gard** sont les suivants :

- Volume produit : 0 m<sup>3</sup>
- Volume importé externe : 185 067 m<sup>3</sup>
- Volume exporté externe : 29 477 m<sup>3</sup>
- Volume consommé comptabilisé sur 365 jours : 87 937 m<sup>3</sup>
- Volume de service et consommé non comptabilisé : 3 050 m<sup>3</sup>

- Volume consommé autorisé 365J : 90 987 m<sup>3</sup>

En 2021, Saint-Mamert-du-Gard n'a réalisé aucune extension de son réseau d'eau ni renouvellement (source : RPQS, 2021).

### Consommation

Selon le rapport annuel sur la qualité et le prix du service (RPQS) de 2021, le volume consommé par abonné à Saint-Mamert-du-Gard est de 119 m<sup>3</sup>. La moyenne au niveau intercommunal est de 156 m<sup>3</sup>.

#### 2.12.1.7 Prévisions

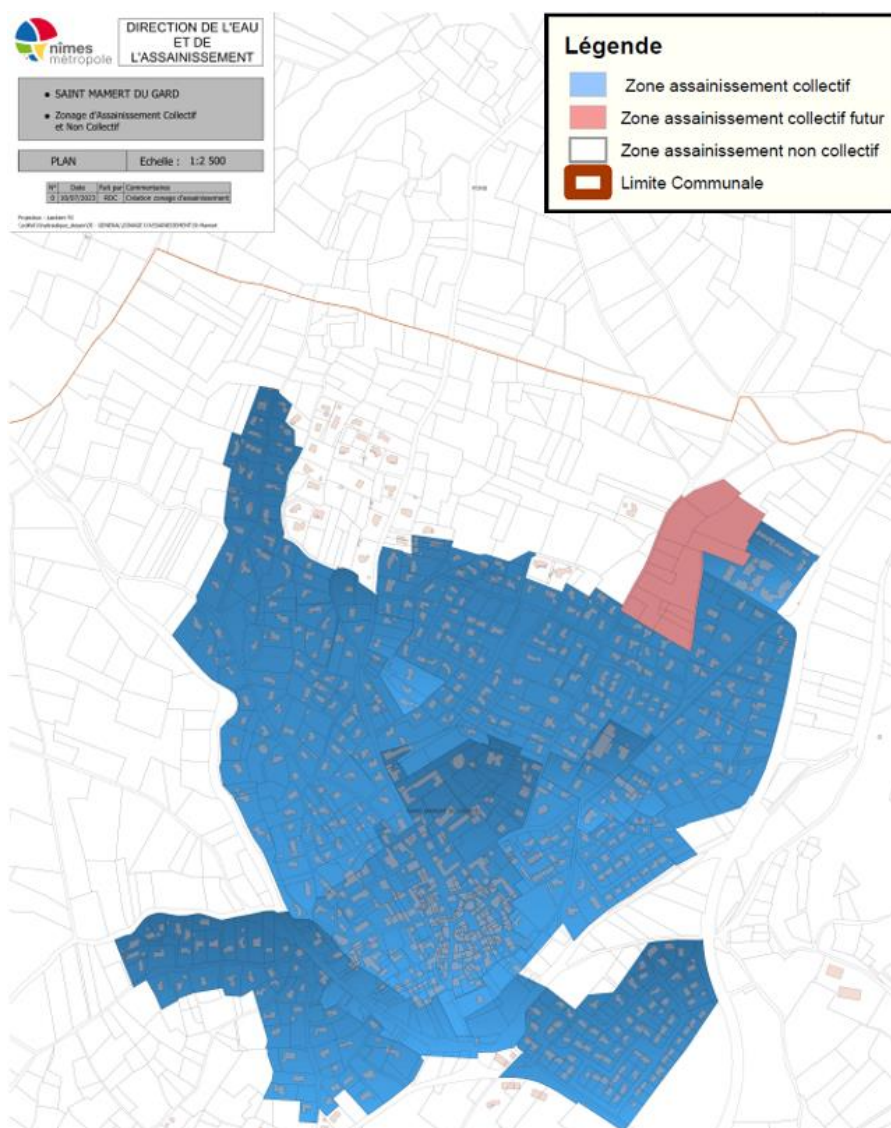
Il n'y a pas de captage d'adduction en eau potable propre à Saint-Mamert-du-Gard. Elle est alimentée par une conduite venant du réseau de Nîmes donc par le champ captant à Comps. La commune de Saint-Mamert-du-Gard est considérée au même titre qu'un quartier de Nîmes donc il n'y pas de problème de ressource propre à la commune de Saint-Mamert-du-Gard.

Considérant la fréquence des sécheresses sur le bassin versant des Gardons, le PLU devra limiter l'imperméabilisation des sols et promouvoir l'infiltration de l'eau, voire la dés-imperméabilisation des sols là où c'est possible.

Il conviendra par les aménagements de limiter le transfert des polluants liés aux activités humaines (notamment de voirie) vers les cours d'eau par ruissèlement (bandes enherbées, espace de bon fonctionnement des cours d'eau, renaturation...).

## 2.12.2 ASSAINISSEMENT EAUX USEES

Depuis le 1er janvier 2020, la société Eau de Nîmes Métropole est l'interlocutrice principale pour la gestion des services de l'assainissement.



### Zonage d'assainissement collectif et non collectif

Source : Nîmes Métropole, 2023

### 2.12.2.1 L'assainissement collectif

## Réseau d'assainissement collectif

Les données suivantes proviennent du rapport annuel sur la qualité et le prix du service (RPQS) de 2020 édité par Nîmes Métropole.

Le nombre d'abonnés en 2020 était de 657.



Eau de Nîmes Métropole procède régulièrement à des opérations de curage et d'entretien du réseau.

## Station d'épuration

Saint-Mamert-du-Gard est reliée à la station d'épuration de Gajan, raccordée également aux communes de Fons et de Saint-Bauzély. Cette station est située au Nord de la commune de Gajan entre les lieux-dits « Les Croses » et « Les Mortissones ». Elle a été mise en service en 1995. La capacité de traitement de la STEP de Gajan est de 3 500 équivalent-habitant. L'équivalent habitant est une unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique. En 2019, les quatre communes raccordées à la STEP de Gajan recensaient 4600 habitants. La station présente des dysfonctionnements avec une surcharge hydraulique significative et récurrente. Une nouvelle station d'épuration est en cours de construction et sera livrée à l'horizon 2024- 2025.

La filière de traitement de la station d'épuration est en boue activée. La Braune est le milieu récepteur du rejet. Les boues évacuées étaient de 14 625 tonnes de Matières Sèches en 2021. La filière de valorisation est le compostage. Le taux de conformité (P206.3) était de 100%.

Concernant la performance de la station d'épuration, selon le RPQS de 2021, 12 bilans 24h ont été effectués. 1 bilan est non conforme. Le rendement épuratoire DBO<sub>5</sub> est de 98,6%.

### 2.12.2.2 Assainissement non collectif

L'assainissement non collectif peut se définir comme « tout système d'assainissement individuel effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».

Nîmes Métropole constitue l'autorité compétente en matière d'assainissement non collectif sur les 39 communes de la collectivité. Elle a créé son Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), géré en régie, en 2006. Il est opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Le règlement de service régit les relations du SPANC avec les usagers en assainissement non collectif. Les obligations de l'usager sont fixées par la réglementation et par le règlement du SPANC qui a été mis à jour par délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2020.

Les missions du SPANC sont :

- Le contrôle de conception et d'exécution des installations neuves ou réhabilitées
- Le contrôle périodique des installations existantes
- Le contrôle des installations en cas de vente
- Les conseils aux usagers

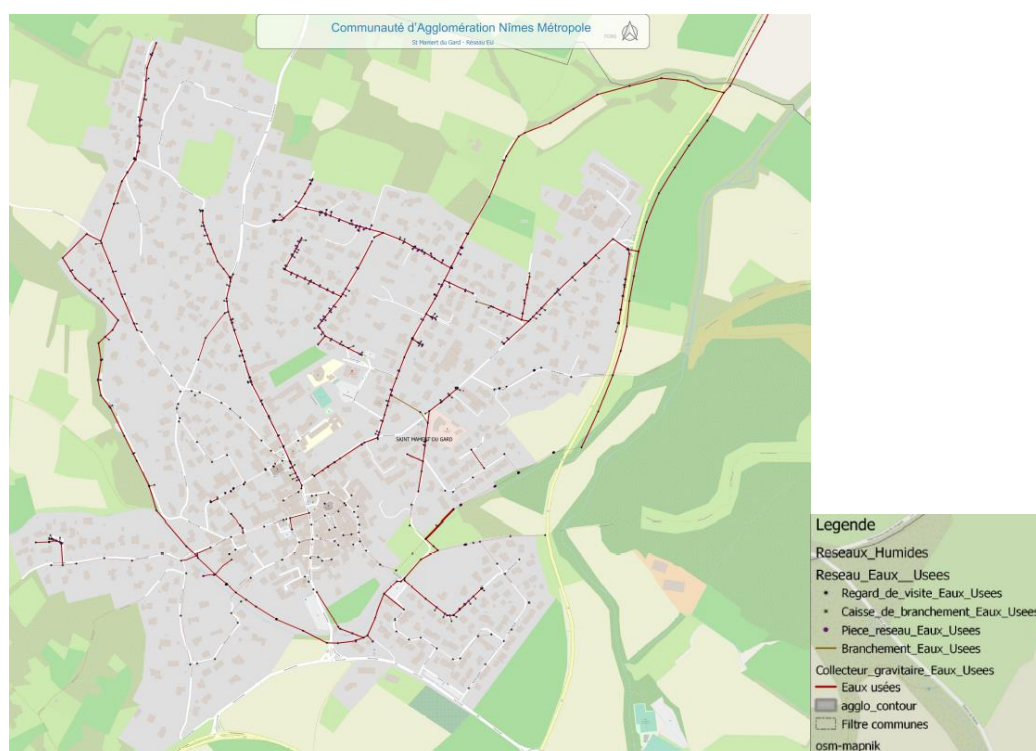
D'après le RPQS, l'état du parc en 2021 pour Saint-Mamert-du-Gard est le suivant :

- 1 installation non conforme ;
- 40 installations en état d'usage ;
- 6 installations conformes ;
- Un taux de conformité (état d'usage + conforme) est à 97,9%. A titre de comparaison, le taux de conformité moyen est de 86,15%
- Un taux de conforme/ total de 12,8%

En 2021, le SPANC a réalisé les interventions suivantes sur des infrastructures d'assainissement non collectif :

- CBF : 0
- Diagnostic initial ; 0
- Contrôle sur demande expresse : 2
- Avis réhabilitation : 1
- Avis neuf : 1
- Réception réhabilitation : 2
- Réception neuf : 1

### 2.12.2.3 Zonage d'assainissement



*Plan des réseaux Eaux usées*

Source : Nîmes Métropole, 2023

### 2.12.2.4 Prévision

En 2019, les quatre communes raccordées à la STEP de Gajan recensaient 4600 habitants. La station présente des dysfonctionnements avec une surcharge hydraulique significative et récurrente.

D'après l'objectif d'accueil décrit par le PADD et en compatibilité avec les orientations fixées par le SCoT (1%/an), le territoire devrait compter environ 264 habitants supplémentaires d'ici 2033.

C'est pourquoi, en lien avec l'Agglomération de Nîmes Métropole qui a la compétence, des travaux de création d'une nouvelle STEP sont en cours afin d'augmenter la capacité de traitement des eaux usées des communes de Saint Mamert, Fons, Gajan, Saint Bauzély.

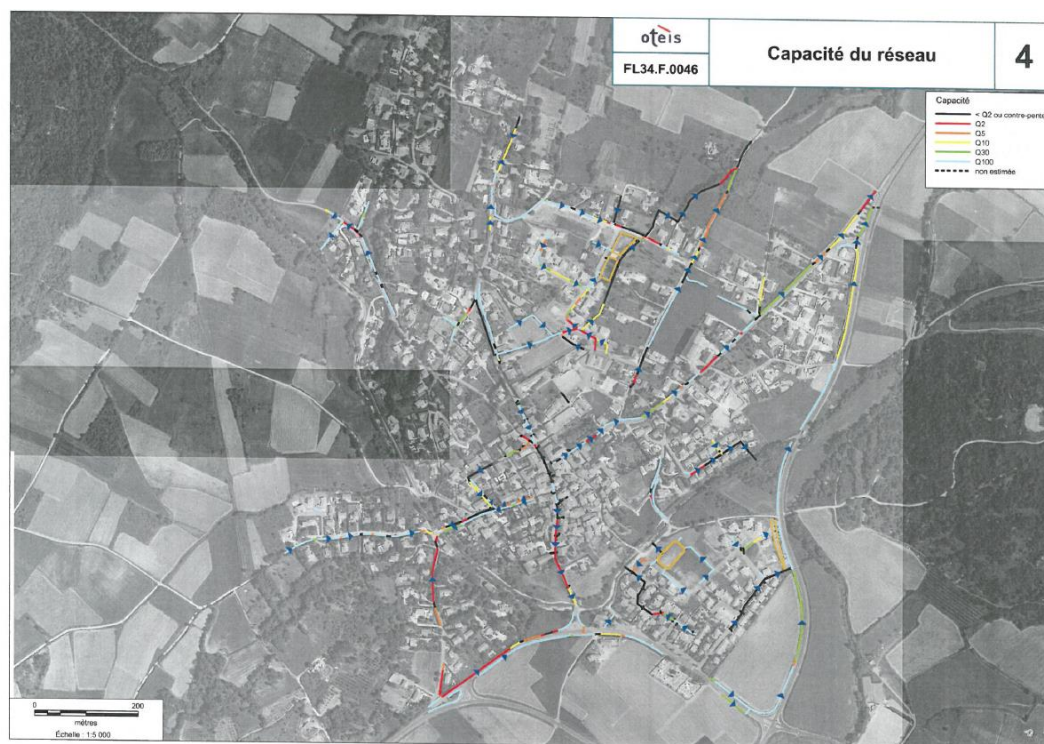
La nouvelle station sera livrée en 2025. La capacité d'épuration sera portée à 8 500 équivalents-habitants à horizon 2050.

## 2.12.3 LES EAUX PLUVIALES

En 2016, Oteis a réalisé, pour la commune, une étude hydraulique sur le réseau pluvial et ses capacités



Levés réseaux identifiés. Source : Oteis, 2016



Capacité des réseaux. Source : Oteis, 2016

**Points-clés du diagnostic :**

La commune dispose d'un ouvrage de stockage de l'eau potable.

Une eau potable de très bonne qualité.

L'enveloppe urbaine actuelle est alimentée par le réseau d'eau potable et est reliée en grande partie à l'assainissement collectif.

La commune ne produit pas d'eau potable.

Une nouvelle station d'épuration est en cours de construction afin d'augmenter la capacité de traitement des eaux usées des communes de Saint Mamert, Fons, Gajan, Saint Bauzély

**Principaux enjeux pour la commune :**

Continuer à améliorer le rendement de distribution d'eau potable. Rénover le réseaux d'assainissement pour limiter intrusion d'eau parasite pour améliorer le rendement de la future station.

Prendre en compte les problématiques de ruissellement des eaux pluviales et la desserte en eau potable dans les choix de développement.

Veiller à l'adéquation de la capacité de la STEP avec les besoins actuels et les besoins futurs





## 2.13 SYNTHÈSE DES ENJEUX TERRITORIAUX

|                             |  |  |   |
|-----------------------------|--|--|---|
| Population                  | <b>Atouts</b><br><p>Une population qui a quadruplé depuis 1975.</p> <p>Une taille moyenne des ménages en baisse et qui se stabilise mais encore élevée par rapport à la moyenne départementale.</p> <p>653 ménages fiscaux en 2021 avec un revenu disponible annuel moyen supérieur, de l'ordre de 2 000€, à celui de l'intercommunalité et du département</p> | <b>Faiblesses</b><br><p>Une variation annuelle moyenne de la population très faible sur la période 2014-2020 (+0,4%) à cause d'un solde migratoire très faible (+0,3%)</p> | <b>Enjeux</b><br><p>Assurer un équilibre entre la population jeune et la population âgée pour maintenir une certaine attractivité sur la commune.</p> <p>Maintenir l'attractivité de la commune et adapter les besoins en équipements.</p> <p>Prendre en considération l'évolution de la taille et de la composition des ménages afin d'adapter l'offre en logements et offrir un parcours résidentiel complet sur le territoire.</p>   |
|                             | <b>Opportunités</b><br><p>Un maintien de la population jeune avec 32,7% de la population est âgée de moins de 29 ans.</p>  | <b>Menaces</b><br><p>Une tendance au vieillissement de la population mais une population encore jeune</p>  |   |
| Logement                    | <b>Atouts</b><br><p>Un parc de logements qui n'a cessé de croître depuis 1975.</p> <p>92% de résidences principales.</p> <p>Un taux de vacance à 5%.</p> <p>Des ménages plutôt sédentaires.</p> <p>Une faible part des résidences secondaires.</p>   | <b>Faiblesses</b>  | <b>Enjeux</b><br><p>Répondre à la demande et aux besoins en logements pour maintenir les jeunes sur le territoire et toujours accueillir les jeunes ménages et les ménages plus modestes et les seniors.</p> <p>Encourager la réalisation de logements en lien avec l'évolution de la taille et de la composition des ménages.</p> <p>Développer le parc locatif (notamment social) pour les jeunes et les ménages âgées et l'accession à la propriété pour les jeunes ménages.</p> |
|                             | <b>Opportunités</b><br><p>Une augmentation de la part des locataires.</p>  | <b>Menaces</b><br><p>Une grande majorité de logements de grande taille, 4 pièces et plus.</p>  |   |
| Analyse urbaine et foncière | <b>Atouts</b><br><p>Un développement récent d'habitations groupées.</p>  | <b>Faiblesses</b><br><p>Une prédominance de l'habitat individuel.</p>  | <b>Enjeux</b><br><p>Poursuivre le développement de formes urbaines plus compactes (habitat groupé) dans un « esprit village » afin qu'elles permettent notamment de répondre aux besoins des jeunes ménages (loyers modérés).</p> <p>Organiser le tissu urbain futur selon l'évolution démographique envisagée.</p>   |
|                             | <b>Opportunités</b><br><p>Un fonctionnement urbain divisé en 3 centralités à 5</p>   | <b>Menaces</b><br><p>Un développement urbain en plusieurs phases qui s'est accéléré dès les années 1980, ce qui a</p>  |   |

|  |   |   |   |
|--|---|---|---|
|  | minutes à pied l'une de l'autre.  | engendré un étalement urbain assez important.   | Préserver les morphologies urbaines existantes.   |
| Analyse de la consommation d'espace, des diennobilités foncières | <b>Atouts</b><br>Une consommation d'espace relativement faible.   | <b>Faiblesses</b><br>Plus de la moitié de la consommation d'espace s'est faite dans la trame agricole   | <b>Enjeux</b><br><br>Raisonnement le développement urbain en privilégiant la densification et le comblement des dents creuses ;<br><br>Veiller à limiter la consommation des espaces agricoles et naturels, à la préservation des paysages, tout en répondant aux besoins en logements.<br><br>Prendre en compte le risque inondation (PPRI Gardon Amont), l'étude inondation EXZECO et le risque incendie de forêt qui contraignent fortement le développement urbain dans les zones d'aléa fort.<br><br>Finaliser l'étude de programmation pour le devenir du site de l'ancienne cave coopérative et concession signée avec la SPL pour un projet de renouvellement urbain. |
|  | <b>Opportunités</b><br>Un potentiel constructible encore important dans l'enveloppe urbaine existante.<br><br>Un site de renouvellement urbain identifié : le site de l'ancienne cave coopérative.  | <b>Menaces</b><br>/   |   |
| Perspectives de développement                                    | <b>Atouts</b><br>Le phénomène de renouvellement urbain entraînera la réinjection de logements dans le parc de résidences principales total d'ici 2033.  | <b>Faiblesses</b><br>Entre 2014 et 2020, la variation des logements vacants, le renouvellement, le desserrement et la variation des résidences secondaires engendrent la consommation de logements.<br><br>Le desserrement des ménages ; le maintien du taux de résidences secondaires sur le territoire et l'augmentation légère du taux de logements vacants engendreront une consommation de logements dans ce même parc de résidences principales total d'ici 2033. | <b>Enjeux</b><br><br>Assurer une croissance démographique raisonnable.  |
|  | <b>Opportunités</b><br>/  | <b>Menaces</b><br>/   |   |
| Economie   | <b>Atouts</b><br>Une activité agricole très présente et variée.<br><br>Une activité touristique axée sur les chemins de randonnée et l'activité équestre.<br><br>Une augmentation du taux d'activité (de 75% à 76,7% entre 2014 et 2020) et un taux de chômage en baisse. | <b>Faiblesses</b><br>Des déplacements pendulaires importants.<br><br>Une activité artisanale faible et aucune zone d'activités sur la commune.<br><br>Une offre en hébergements touristiques faible et une offre en restauration très limitée.  | <b>Enjeux</b><br><br>Conforter le rôle fédérateur du centre ancien, grâce aux commerces et aux services<br><br>Préserver le tissu économique et soutenir l'économie présentielle.<br><br>Valoriser et soutenir l'activité agricole et les éventuelles initiatives en la matière.<br><br>Traiter les interfaces entre les espaces habités et les espaces agricoles.<br><br>Valoriser et soutenir l'activité artisanale.  |

|                            |  |   |   |
|----------------------------|--|---|---|
| Equipements et vie sociale | <p><b>Opportunités</b></p> <p>De nombreuses appellations et signes de qualité peuvent valoriser l'agriculture et les produits sur le territoire.</p> <p>Des atouts touristiques en matière de tourisme vert et de tourisme patrimonial.</p>              | <p><b>Menaces</b></p> <p>/</p>  | <p>Valoriser davantage le patrimoine du centre ancien pour capter les visiteurs et touristes.</p>   |
|                            | <p><b>Atouts</b></p> <p>Une diversité d'équipements et une offre d'équipements pouvant répondre aux besoins de tous les âges.</p> <p>Des équipements majoritairement centralisés autour de la place des écoles</p> <p>Un tissu associatif important.</p> | <p><b>Faiblesses</b></p> <p>Une offre d'équipements sportifs limitée.</p>   | <p><b>Enjeux</b></p> <p>Maintenir et renforcer le niveau d'équipements existant pour conforter le rôle de pôle de proximité de Saint-Mamert-du-Gard, avec notamment l'aménagement du site de l'ancienne cave coopérative, la restructuration de l'école primaire.</p> <p>Réfléchir au devenir des deux équipements sportifs excentrés situés en zone inondable (terrain de football et terrain de tennis abandonnés) et de les déplacer dans une zone à vocation intercommunale habilitée à les recevoir.</p> |
|                            | <p><b>Opportunités</b></p> <p>Un projet de renouvellement urbain sur le site de la cave coopérative, à proximité directe du centre qui permettra d'accueillir de nouveaux équipements (pour les seniors et la petite enfance)</p>                        | <p><b>Menaces</b></p> <p>Le terrain de football en stabilisé et les terrains de tennis : vétustes et inondables</p> | <p>Avoir une réflexion sur le déplacement des ateliers municipaux et du foyer communal afin de diminuer les nuisances qu'ils génèrent.</p>  |

|                            |  |   |   |
|----------------------------|--|---|---|
| Transports et déplacements | <p><b>Atouts</b></p> <p>Une commune bien desservie par le réseau routier avec la traversée de deux départementales.</p> <p>Un trafic modéré sur le réseau viaire principale et faibles sur les autres axes.</p> <p>Une offre de stationnement publique répondant aux besoins actuels, des disponibilités sur des parkings et sur voirie.</p> <p>Proximité avec la gare de Fons.</p> <p>Deux stationnements vélo sur la commune</p> | <p><b>Faiblesses</b></p> <p>Un éloignement relatif des places de stationnement par rapport aux commerces et au centre ancien.</p> <p>Une desserte en transport en commun relativement faible.</p> <p>Un schéma de circulation majoritairement à double sens induisant des difficultés de croisement sur certains secteurs du centre-ancien.</p> <p>Des zones dangereuses et accidentogènes au niveau des entrée de village.</p> <p>Des cheminements de qualité moyenne à médiocre dans le centre ancien et des liaisons entre quartiers peu sécurisées.</p> <p>Des cheminements piétons généralement de qualité moyenne à médiocre voir absent dans certains quartiers.</p> <p>Aucuns aménagements cyclables.</p> | <p><b>Enjeux</b></p> <p>Améliorer la circulation routière et le stationnement dans le centre-ancien (notamment route de Nîmes).</p> <p>Repenser l'aménagement du parking situé devant le FAM et la gendarmerie et étudier l'aménagement d'une aire de covoiturage.</p> <p>Finaliser l'aménagement des voies communales structurantes.</p> <p>Sécuriser les Entrées/ sorties de ville sur les départementales (aménagement de ronds-points notamment)</p> <p>Améliorer l'accès aux réseaux de transports en commun (bus et TER) et développer l'habitat à proximité pour favoriser leur fréquentation.</p> <p>Sécuriser et aménager certaines voies afin d'encourager les déplacements modes doux notamment entre le site de la cave coopérative et la place de l'école et dans le prolongement du chemin de Saint Génès en direction de la gare de Fons</p> |
|                            | <p><b>Opportunités</b></p> <p>Une majorité des résidents à moins de 5 minutes à pied du centre ancien et des équipements.</p> <p>Une commune à l'échelle des déplacements cyclables et piétons.</p>  | <p><b>Menaces</b></p> <p>/</p>  |   |
| Réseaux                    | <p><b>Atouts</b></p> <p>La commune dispose d'un ouvrage de stockage de l'eau potable.</p> <p>Une eau potable de très bonne qualité.</p> <p>L'enveloppe urbaine actuelle est alimentée par le réseau d'eau potable et est reliée en grande partie à l'assainissement collectif.</p>   | <p><b>Faiblesses</b></p> <p>La commune ne produit pas d'eau potable.</p>  | <p><b>Enjeux</b></p> <p>Continuer à améliorer le rendement de distribution d'eau potable. Renover le réseaux d'assainissement pour limiter intrusion d'eau parasite pour améliorer le rendement de la future station.</p> <p>Prendre en compte les problématiques de ruissellement des eaux pluviales et la desserte en eau potable dans les choix de développement.</p> <p>Veiller à l'adéquation de la capacité de la STEP avec les besoins actuels et les besoins futurs</p>   |
|                            | <p><b>Opportunités</b></p> <p>Une nouvelle station d'épuration est en cours de construction afin d'augmenter la capacité de traitement des eaux usées des communes de Saint Mamert, Fons, Gajan, Saint Bauzel</p>  | <p><b>Menaces</b></p> <p>/</p>  |   |

# 3 ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT





## 3.1 RESSOURCES NATURELLES

### 3.1.1 MILIEU PHYSIQUE

La commune de Saint-Mamert-du-Gard repose sur un ensemble de collines et de plateaux appartenant à la **grande unité paysagère des « Garrigues de Nîmes »**. Elle présente des entités intéressantes d'un point de vue des milieux naturels du fait que ces garrigues doivent essentiellement leur aspect à la nature de leur **sous-sol calcaire**.

On se trouve dans la **région biogéographique méditerranéenne** qui influence également de manière forte l'hydrologie et les milieux naturels présents.

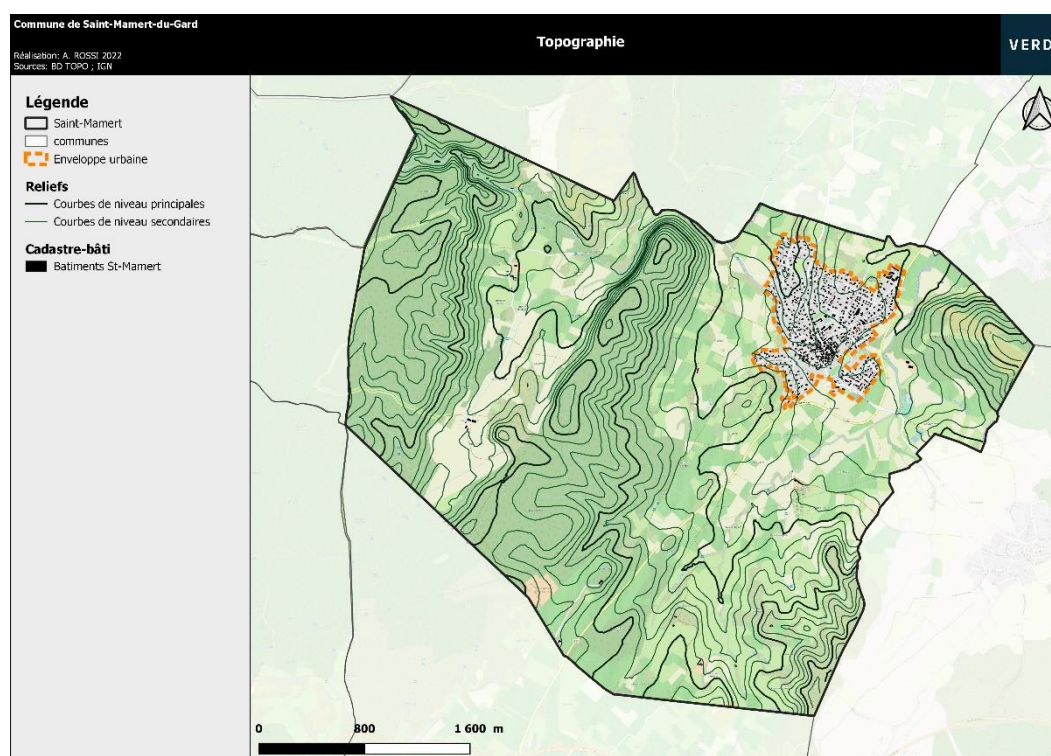
La commune est ainsi caractérisée par un paysage méditerranéen relativement varié se répartissant entre combes et garrigues. Les activités agricoles couvrent une majorité de l'espace communale et entourent son aire urbaine.

À 15 km au nord-ouest de Nîmes, le territoire renvoie également à une situation charnière entre ville et campagne.

### 3.1.2 TOPOGRAPHIE

La commune de Saint-Mamert-du-Gard est dominée au nord-ouest par le site naturel du massif des garrigues des « **Bois de Lens** » dont les crêtes atteignent 260 à 280 mètres. Le Bois de Lens se dresse à la croisée des grandes dépressions du Gard, celles de Lédignan, d'Uzès et de Sommières. Outre son altitude sensiblement plus élevée que celle des bassins voisins, sa forme allongée, 5 km de large au plus et 20 km de long, renforce l'impression de barrière que donne ce massif.

Les points bas sont majoritairement situés au niveau du centre-ville de la commune, autour de **100 m environ**, le point le plus bas atteignant 83 m. De plus, globalement, la topographie varie selon un axe Est-Ouest.



*Carte topographique. Sources : Commune de Saint-Mamert-du-Gard, Verdi 2022.*



*aérienne de la commune, en direction du Nord. Source : Google Earth.*

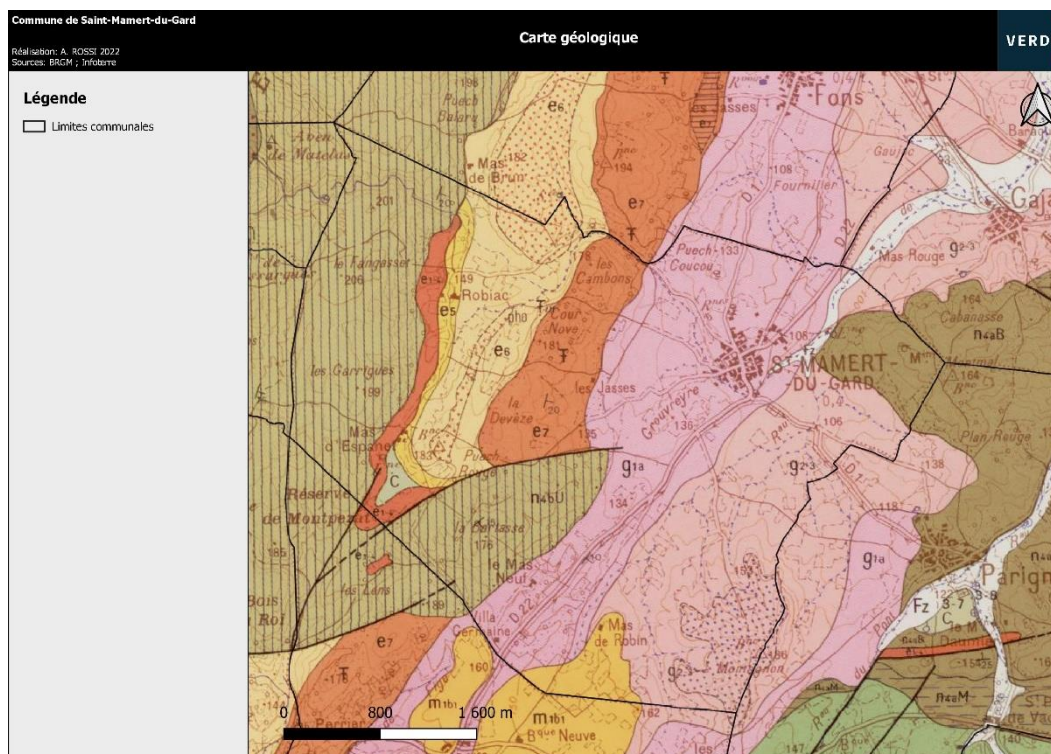
Vue

### 3.1.3 GEOLOGIE ET PEDOLOGIE

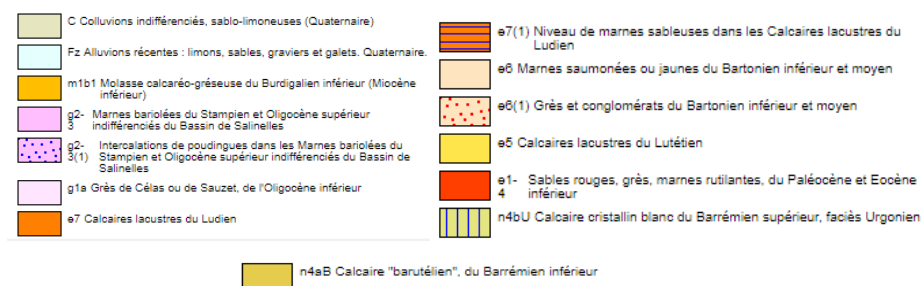
La commune de Saint-Mamert-du-Gard repose sur un ensemble de collines et de plateaux, les « **Garrigues de Nîmes** ». Ces collines et plateaux sont constitués de calcaires d'âge Crétacé inférieur déposés en milieu marin. Plissée au Tertiaire, cette région des garrigues est limitée au Sud par la faille de Nîmes. Lors du secondaire, ces plis – principalement d'orientation Est-Ouest – ont conduit à la mise en place des cours d'eau, et des combes.

Le contexte géologique de la commune est constitué de plusieurs faciès, avec une majorité de calcaires, marnes et grès. D'Ouest en Est, le sous-sol est constitué :

- de calcaires à faciès « urgonien » non subdivisés : calcaires à Rudistes, biocalcarénites (oolitiques) ;
- de marnes, marnes sableuses, sables (rouges), grès, argiles, conglomérats ;
- de colluvions récentes indifférenciées (argileuses, marneuses, sablo-limoneuses, sablo-argileuses, parfois sables grossiers ou cailloutis) ;
- de calcaires lacustres, calcrêtes, argiles rouges ;
- de marnes, sables argileux, conglomérats, avec un faciès de grès et conglomérats au sein de cette couche ;
- de calcaires lacustres à lagunaires ;
- de grès, marnes gréseuses : « Formation de Célas » ;
- de molasses gréseuses, sablo-gréseuse ou calcaréo-gréseuse (inclus les « Calcaires de Beaucaire ») ;
- de marnes et calcaires ;
- de conglomérats à galets calcaires, localement marnes ;
- d'alluvions récentes à actuelles de basses à très basses terrasses et de la plaine d'inondation des rivières actuelles dans le delta du Rhône, alluvions fines mêlées de sédiments palustres (faciès mixtes) ;
- de calcaires.







### Formations géologiques sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard.

Source : BRGM, infoterre.

## 3.1.4 HYDROGRAPHIE

La commune de Saint-Mamert-du-Gard fait partie du **bassin-versant des Gardons**.

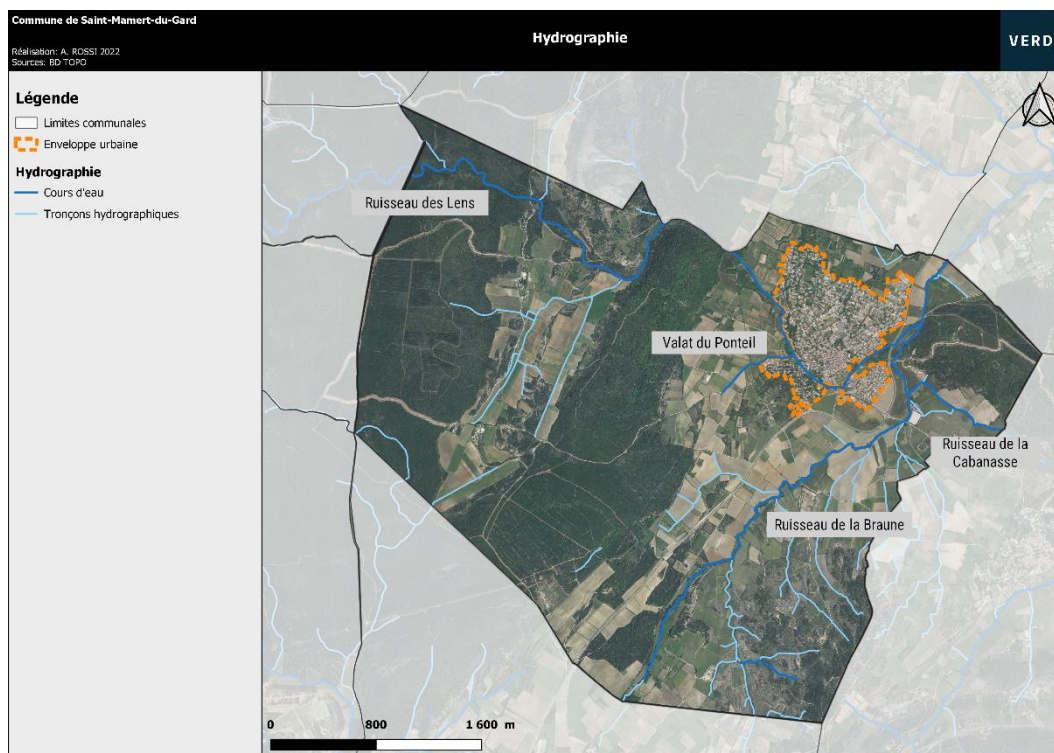
« Le Gardon, cours d'eau méditerranéen, s'écoule au cœur de la région Occitanie. Le Gardon, encore appelé Gard, est constitué d'un réseau hydrographique complexe. Sept rivières prennent la dénomination de Gardon accompagné du nom d'une des communes traversées : Gardon de Saint Jean du Gard, Gardon de Sainte Croix Vallée Française, Gardon de Saint Martin de Lansuscle, Gardon de Saint Germain de Calberte, Gardon de Saint Etienne Vallée Française, Gardon de Mialet, Gardon d'Anduze et Gardon d'Alès. C'est pour cela qu'on parle plus souvent des Gardons plutôt que du Gardon. Les Gardons prennent leur source au cœur des Cévennes dans le département de la Lozère. Ils traversent ensuite le département du Gard pour rejoindre le Rhône. Le bassin versant des Gardons est très diversifié. Il comprend plusieurs territoires : les Cévennes, le Piémont, la Gardonnenque, les Gorges du Gardon, l'Uzège et le Bas Gardon ou Gardon Rhodanien. » (Source : Établissement Public Territorial du bassin des Gardons).

La commune est **traversée par quatre cours d'eau** :

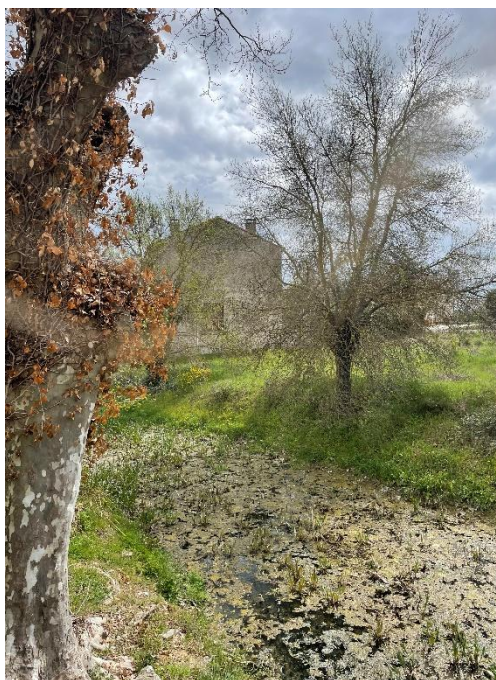
- le ruisseau de Braune ;
- le ruisseau des Lens (affluent de la Braune) ;
- le Valat du Ponteil ;
- le ruisseau de la Cabenasse qui se jette dans celui de Braune.

Le ruisseau de Braune prend sa source à environ 100 m d'altitude et se jette dans le Gardon 12 km plus loin à environ 55 m d'altitude juste en amont du pont de Dions (D22).

Le Lens jouxte directement la zone urbaine et a été à l'origine de submersions importantes en 2002 et 2014.



Carte du réseau hydrographique de Saint-Mamert-du-Gard. Source : IGN. Réalisation : Verdi, 2022.



Ruisseau des Lens. Source : Verdi, 2022.

### 3.1.5 HYDROGEOLOGIE

Les calcaires qu'on retrouve sur la commune sont drainés par le Gardon. De façon générale, les sols de la commune sont relativement **imperméables** ce qui peut provoquer des **inondations** par ruissellement lors des fortes pluies automnales ou printanières.



## 3.1.6 CLIMAT ET ENERGIE

### 3.1.6.1 Le climat

La station de référence météorologique est située à Nîmes Courbessac.

**Le climat de la commune est de type méditerranéen**, chaud l'été, mais plus frais l'hiver, davantage pluvieux en automne et au printemps que le type méditerranéen « classique ».

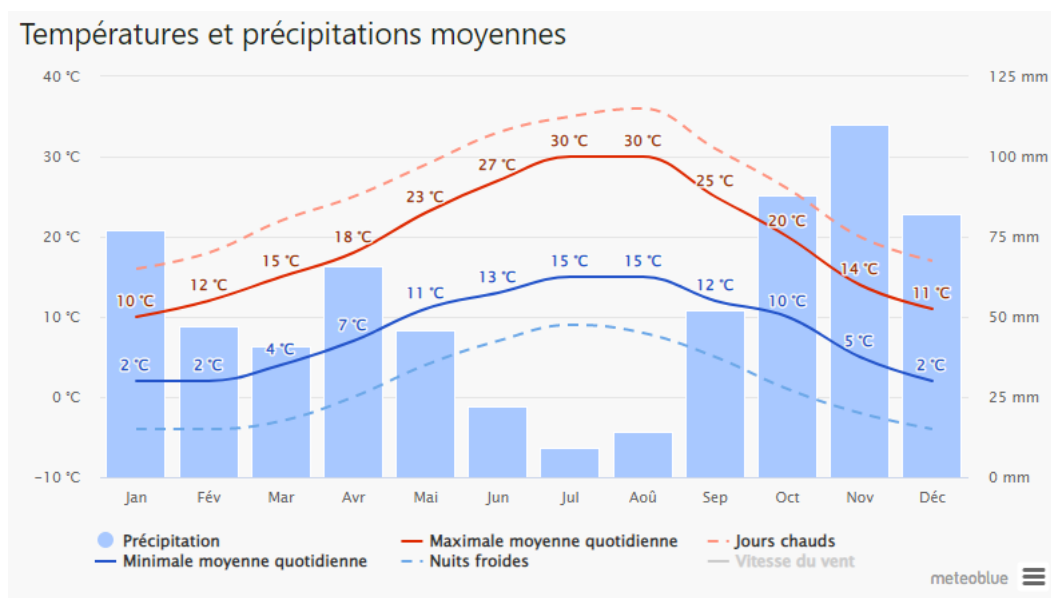
L'ensoleillement moyen est de 2500 heures/an. Les durées « d'insolation continue » peuvent atteindre 2 mois : le ciel n'est totalement couvert que 36 jours par an.

La commune est très ventée avec 70 jours par an en moyenne de vents forts (supérieurs à 16 m/s). Deux types de vents sont dominants : le Mistral de secteur Nord-Est et les vents marins d'Est et Sud-Est qui amènent avec eux des pluies régulières surtout en hiver et au printemps.

L'automne est la saison la plus humide, marquée souvent par des phénomènes extrêmes (les « épisodes cévenols » : accumulation des nuages d'orage sur les premiers reliefs, donnant lieu à des chutes d'eau considérables – l'équivalent de la moitié de la lame d'eau annuelle en quelques heures). Les rivières à sec se transforment en torrents dévastateurs et peuvent causer des inondations. Lors de la période estivale, la commune subit une importante sécheresse alors qu'en automne et au printemps de fortes précipitations ont lieu. Les précipitations annuelles restent cependant modérées avec une moyenne de 654 mm, mais ces précipitations sont concentrées sur un nombre réduit de jours (86 jours sur l'année).

Les orages éclatent surtout en août avec une fréquence de 2 à 3 jours par mois.

La grêle, s'il lui arrive de provoquer des dégâts importants dans les cultures, reste relativement peu fréquente avec des épisodes d'une à deux fois par an. La neige est rare et ne tient qu'inhabituellement plusieurs jours de suite. Des épisodes spectaculaires peuvent se produire cependant, comme ce fut le cas à deux reprises (début janvier et début mars) en 2009, avec des hauteurs jusqu'à 40 cm. Le gel, en revanche n'est pas exceptionnel et empêche la pérennité d'une flore du type « Côte d'Azur ». Ainsi, 1956 fut une année particulièrement difficile avec des températures à -17°C, fatales à beaucoup d'oliviers. En 2013, la température est descendue à -4°C et à -7,3°C en 2012.



*Températures et précipitations moyennes annuelles à Saint-Mamert-du-Gard. Source : meteoblue.*

### 3.1.6.2 Le potentiel énergétique

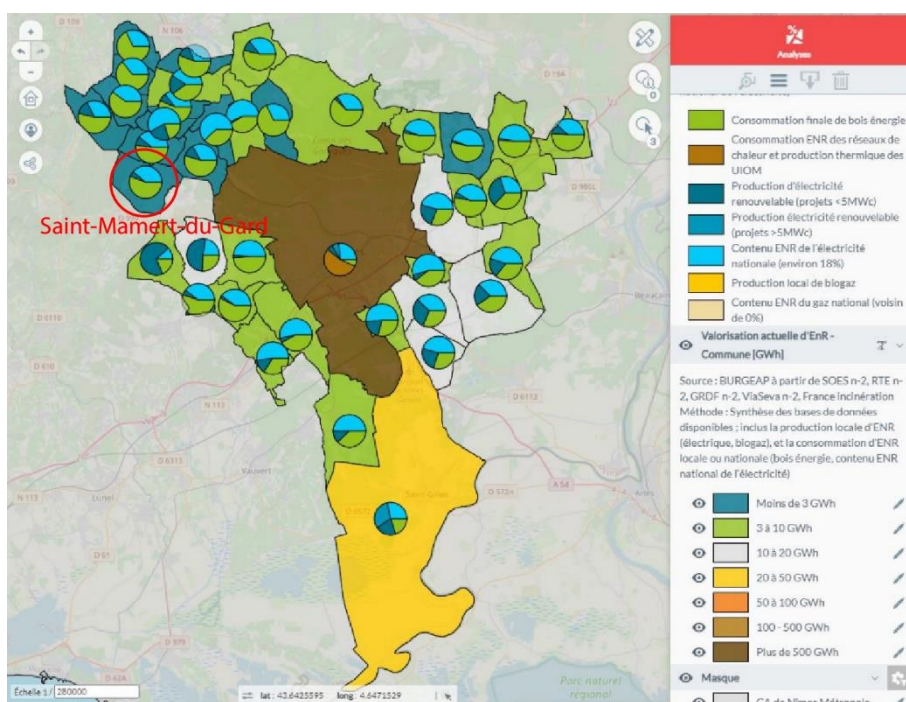
#### ➤ Etat actuel des infrastructures et production

On recense peu d'installation de production d'énergie renouvelable sur la commune : uniquement sur le foyer communal et quelques installations ponctuelles de photovoltaïque en toiture sont visibles sur de l'habitat privé.

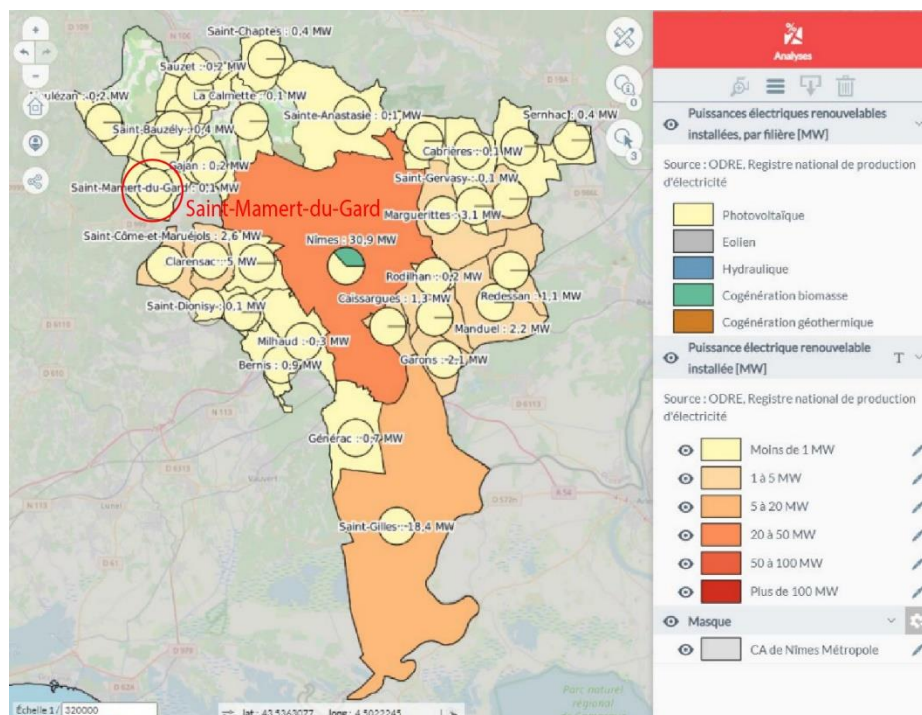


*Installation photovoltaïque sur le toit d'une habitation. Source : Verdi, 2022*

Le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) de Nîmes Métropole nous renseigne sur l'état actuel de la production en énergies renouvelables.

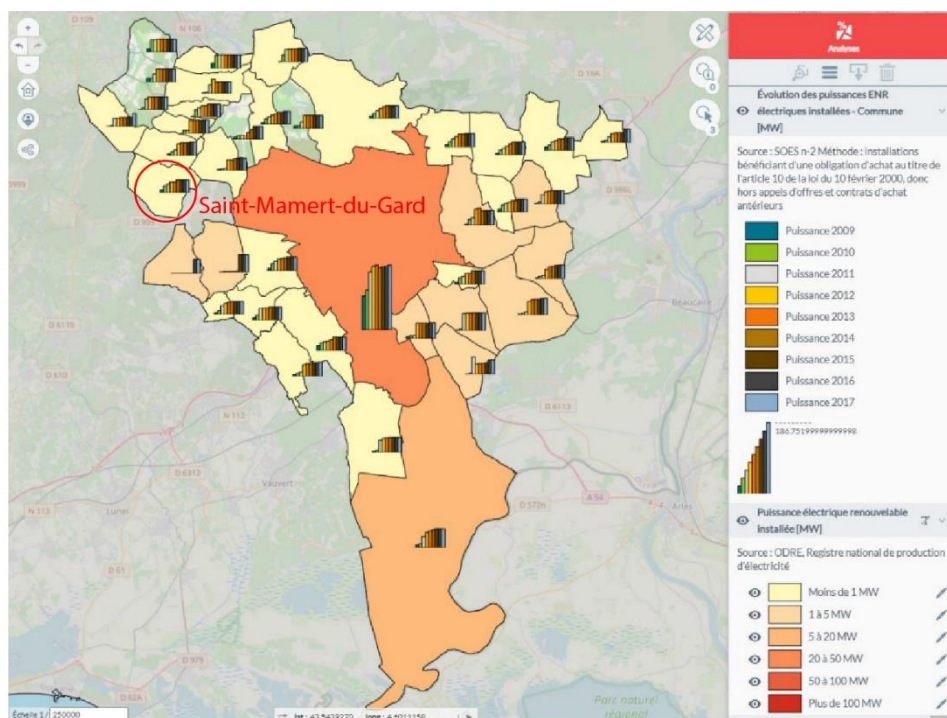


*Valorisation actuelle d'ENR&R sur le territoire en 2019. Source : Opportunitee, PCAET Nîmes Métropole, 2021*



**Puissances installées d'ENR&R sur le territoire en 2019.** Source : Registre national de Production d'Electricité, PCAET Nîmes Métropole, 2021

Après une augmentation significative des puissances électriques renouvelables installées entre 2009 et 2013 sur Saint-Mamert-du-Gard, l'évolution est stable sur la période 2013-2017. L'évolution dans le temps des puissances ENR électriques installées témoigne d'une faible dynamique dans le temps : le faible nombre de grands projets d'électricité renouvelable (photovoltaïque ou éolien de 2010 à 2019) se traduit par un faible rythme de croissance des puissances installées qui atteignent 141 kWc à Saint-Mamert-du-Gard en 2019.



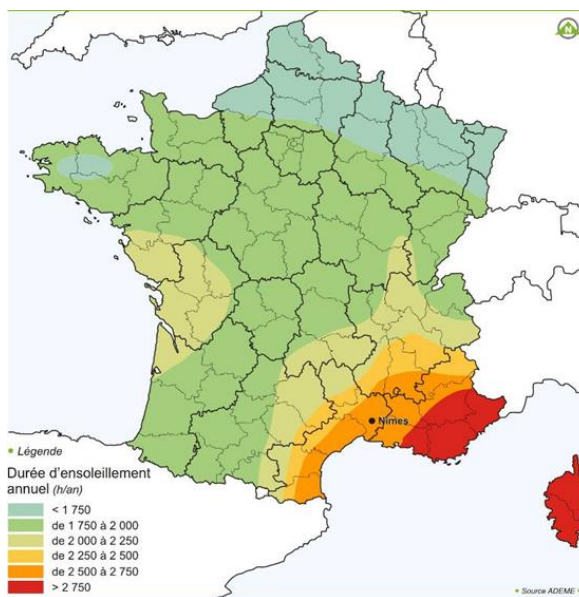
**Evolution des puissances électriques renouvelables installées par commune de 2009 à 2017.** Source : données SOES, PCAET Nîmes Métropole, 2021



### ➤ Potentiel solaire

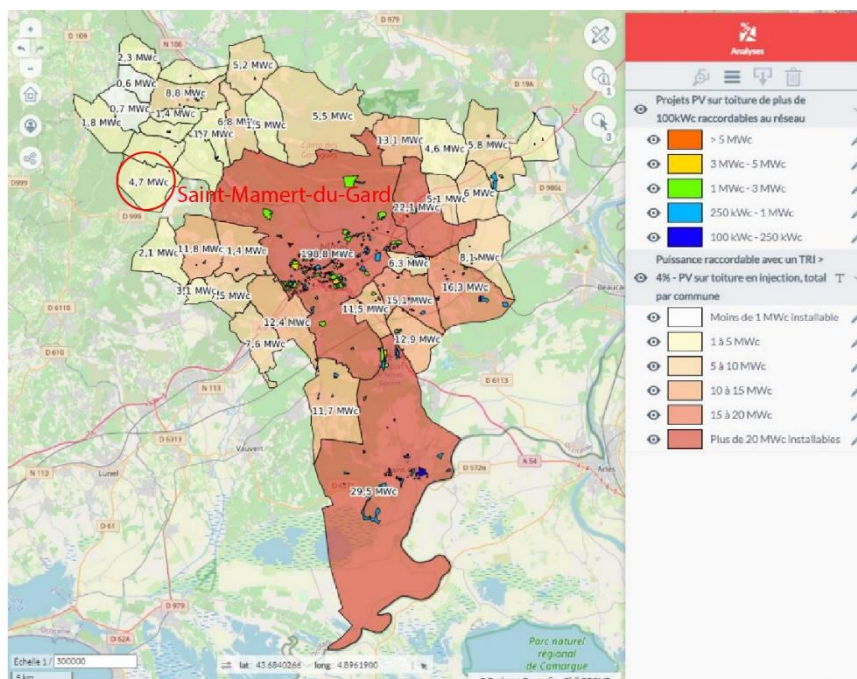
Les écarts d'ensoleillement qu'on relève sur le territoire français ne sont pas tant dus aux variations de latitudes qu'aux conditions climatiques. Du nord au sud de la France, la latitude qui détermine l'angle sous lequel le soleil va éclairer le sol, varie entre 50° à Lille et 42° à Perpignan, ce qui à l'échelle de la terre est peu (8° de latitude de variation). En revanche, le nombre d'heures d'ensoleillement est très inégalement réparti : les régions du sud sont les plus favorisées, avec un maximum d'ensoleillement sur la Côte d'Azur et le Languedoc-Roussillon.

**L'ensoleillement du territoire de Saint-Mamert-du-Gard est très important** toute l'année, avec une durée d'insolation de 2500 heures par an, alors que la moyenne nationale est de 1970 heures. La carte des durées annuelles d'ensoleillement sur le territoire français est présentée ci-après.

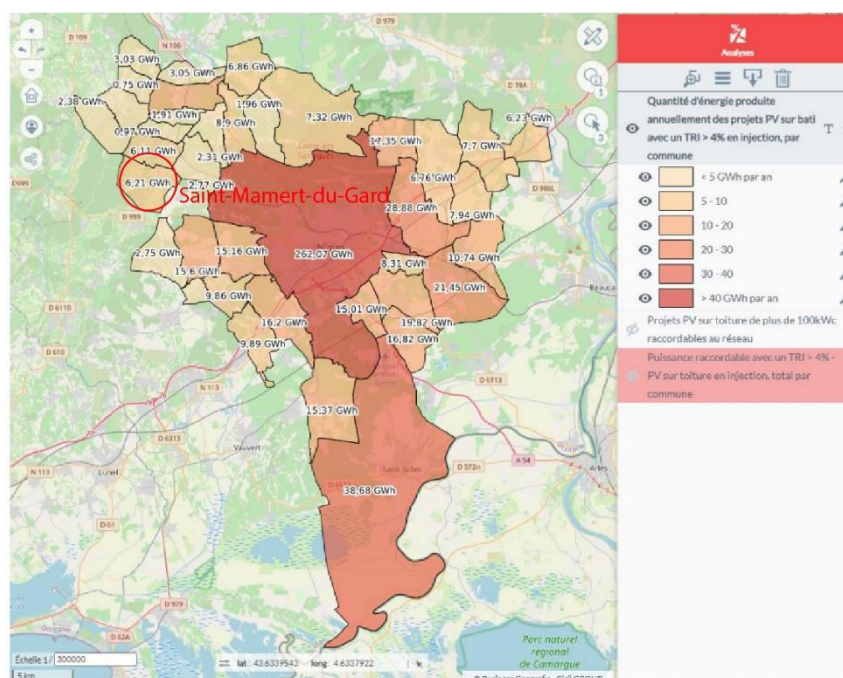


Source : ADEME

D'après le PCAET, pour le solaire photovoltaïque sur toiture, en injection (projets ayant un Taux de Rentabilité Interne supérieur à 4%), Saint-Mamert-du-Gard a un potentiel de puissance de 4.7 MWc. Les projets de photovoltaïque sur bâti permettront à la commune de produire une quantité de 6.21 GWh par an (estimation de puissances productibles à l'échelle de chaque bâtiment en tenant compte de leurs contraintes spécifiques).



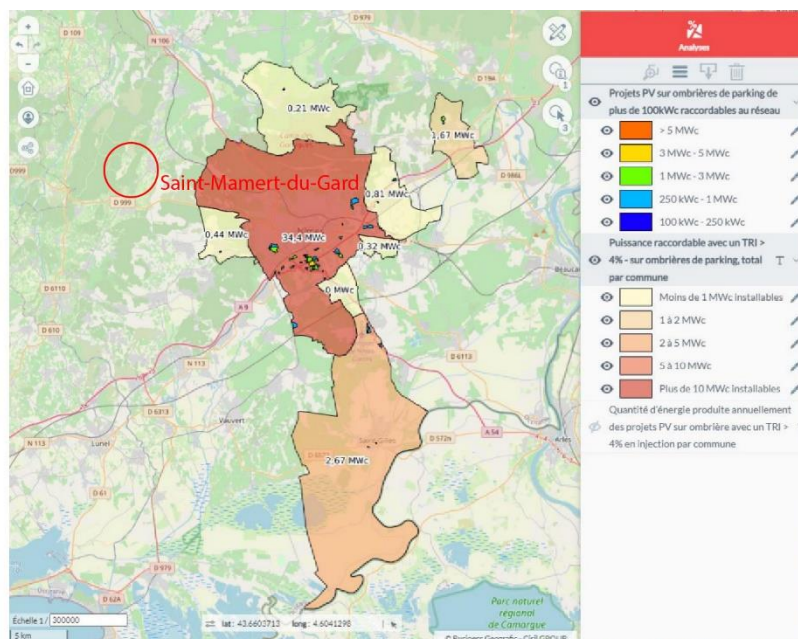
Synthèse du gisement solaire photovoltaïque sur toiture, en injection (projets ayant un Taux de Rentabilité Interne supérieur à 4%) en MWc installables. Source : OPPORTUNITEE, BURGEAP, PCAET Nîmes Métropole, 2021



Synthèse du gisement solaire photovoltaïque sur toiture, en injection (projets ayant un Taux de Rentabilité Interne supérieur à 4%) en GWh par an. Source : OPPORTUNITEE, BURGEAP, PCAET Nîmes Métropole, 2021.

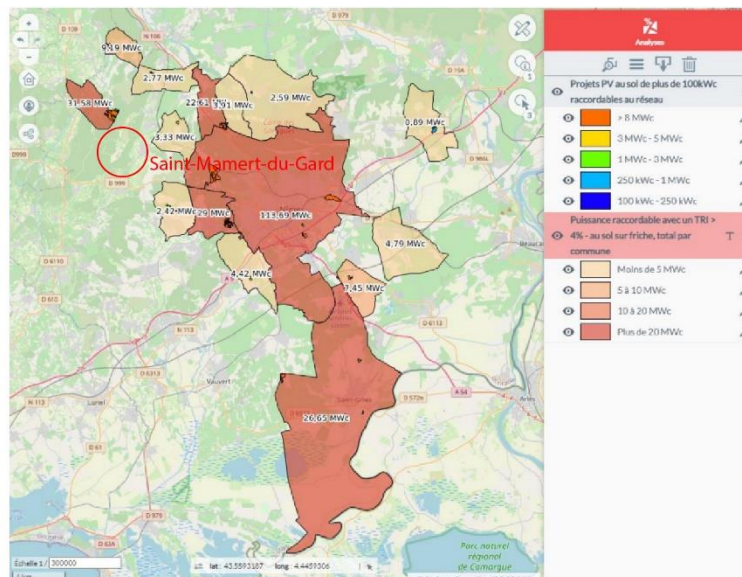
Pour ce qui est du solaire photovoltaïque sur ombrières, la commune a équipé le foyer de panneaux photovoltaïques et a pour projet d'équiper la toiture de l'école primaire. De plus un projet est en discussion sur l'ancienne décharge sur laquelle est en cours une expertise naturaliste.





*Synthèse du gisement solaire photovoltaïque sur ombrière, en injection (projets ayant un Taux de Rentabilité Interne supérieur à 4%) en MWc installables. Source : OPPORTUNITEE, BURGEAP, PCAET Nîmes Métropole, 2021*

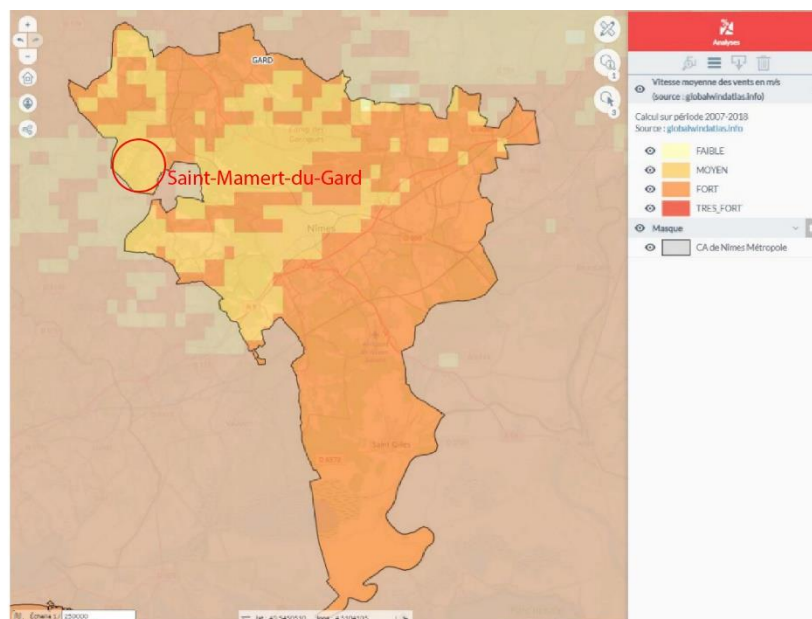
Pour ce qui est du solaire photovoltaïque au sol ou sur friche là encore, on ne recense pas d'exploitation en activité sur la commune, mais cette dernière n'est pas fermée à en accueillir.



*Synthèse du gisement solaire photovoltaïque au sol, sur friche (projets ayant un Taux de Rentabilité Interne supérieur à 4%) en MWc installables. Source : OPPORTUNITEE, BURGEAP, PCAET Nîmes Métropole, 2021.*

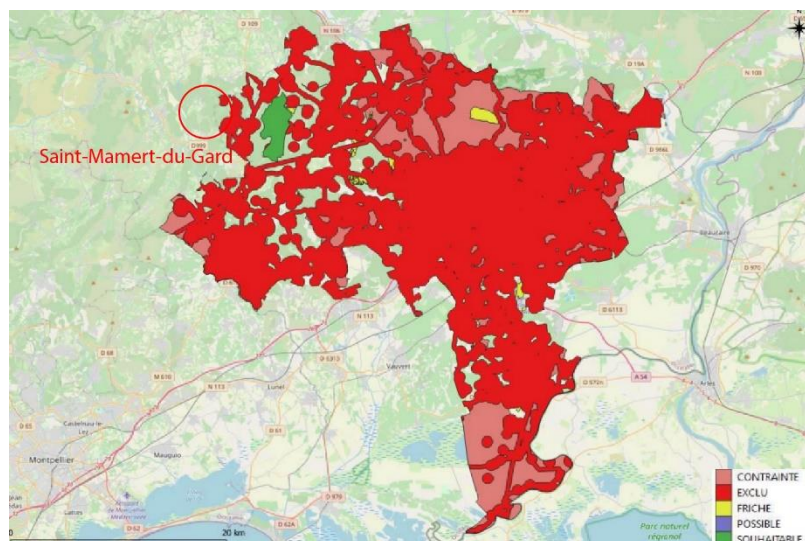
#### ➤ Potentiel éolien

D'après le PCAET, la ressource éolienne est estimée **moyenne à forte** sur le territoire de Nîmes Métropole et en particulier moyenne pour la commune pour la période 2007-2018 (source : GlobalWindAtlas).

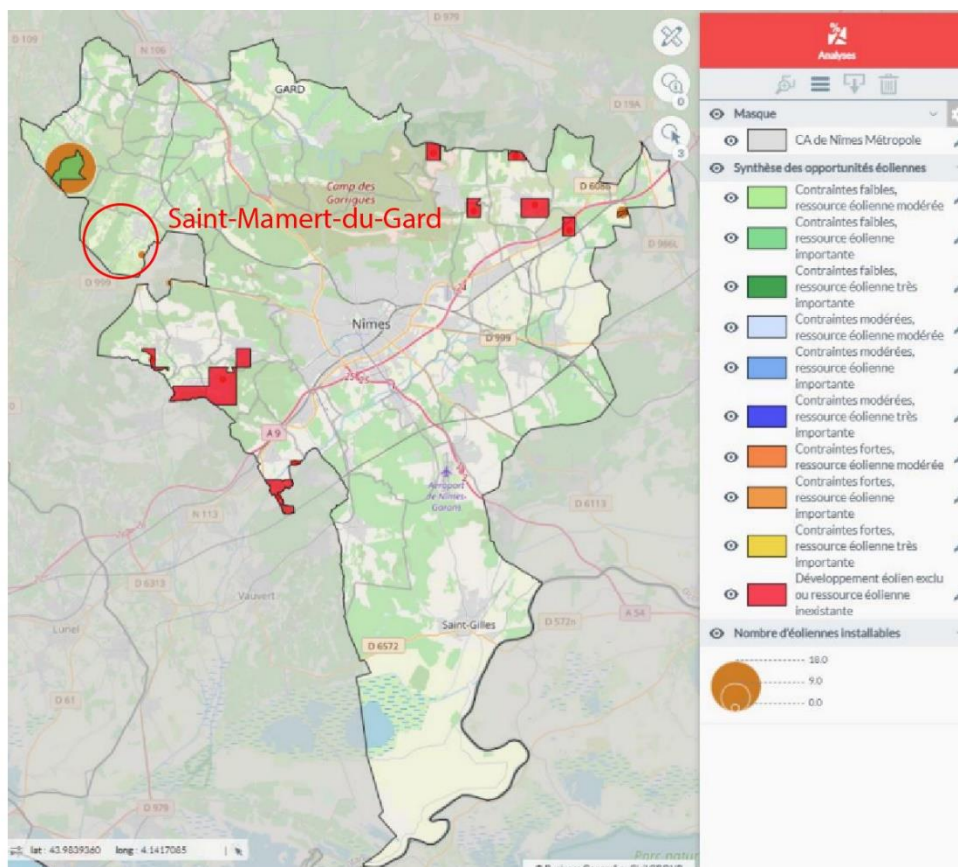


**Ressource éolienne sur le territoire de Nîmes Métropole.** Source : GlobalWindAtlas, PCAET Nîmes Métropole 2021

Le PCAET ne donne pas d'indications particulières quant aux contraintes réglementaires applicables au développement de projets éoliens sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard.



**Synthèse des contraintes réglementaires applicables au développement de projets éoliens.** Sources : OPPORTUNITEE, BURGEAO, PCAET Nîmes Métropole 2021.

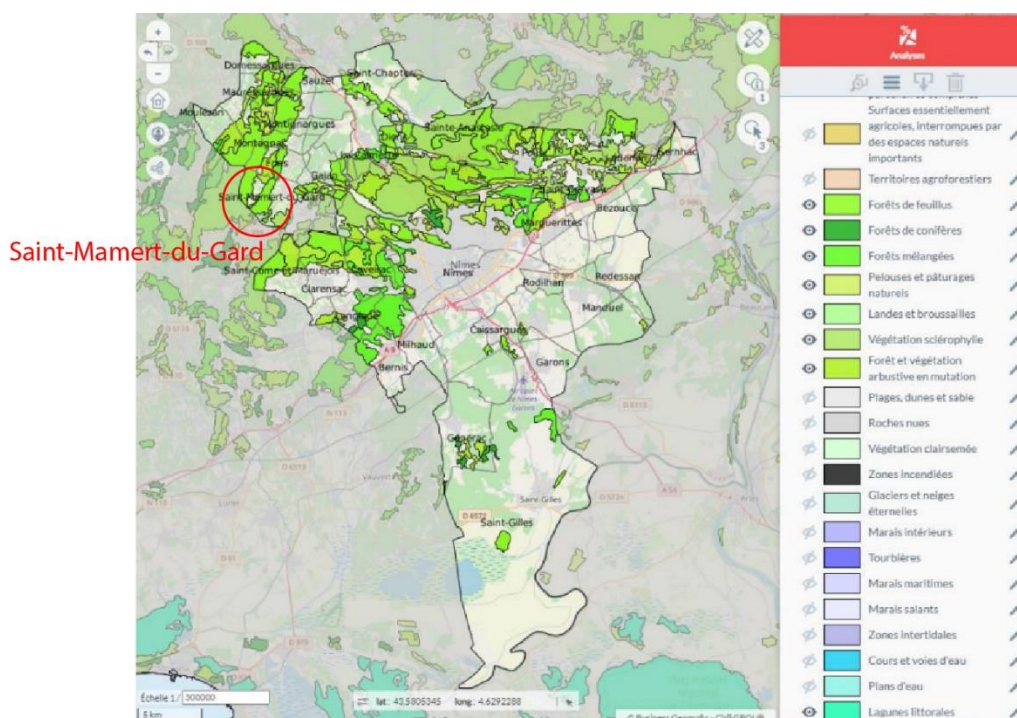


*Traduction du gisement en nombre de mâts installables. Sources : OPPORTUNITEE, BURGEAO, PCAET Nîmes Métropole 2021.*

#### ➤ Potentiel en bois et énergie

Le bois-énergie représente 3% de la consommation d'énergie du territoire métropolitain. Il participe essentiellement à couvrir les besoins en chauffage dans l'habitat. Les espaces forestiers et végétations sclérophylles, plus globalement « la garrigue », occupe un peu moins de 20% du territoire métropolitain. Le type de végétation ne se prête pas à la production de bois-énergie.

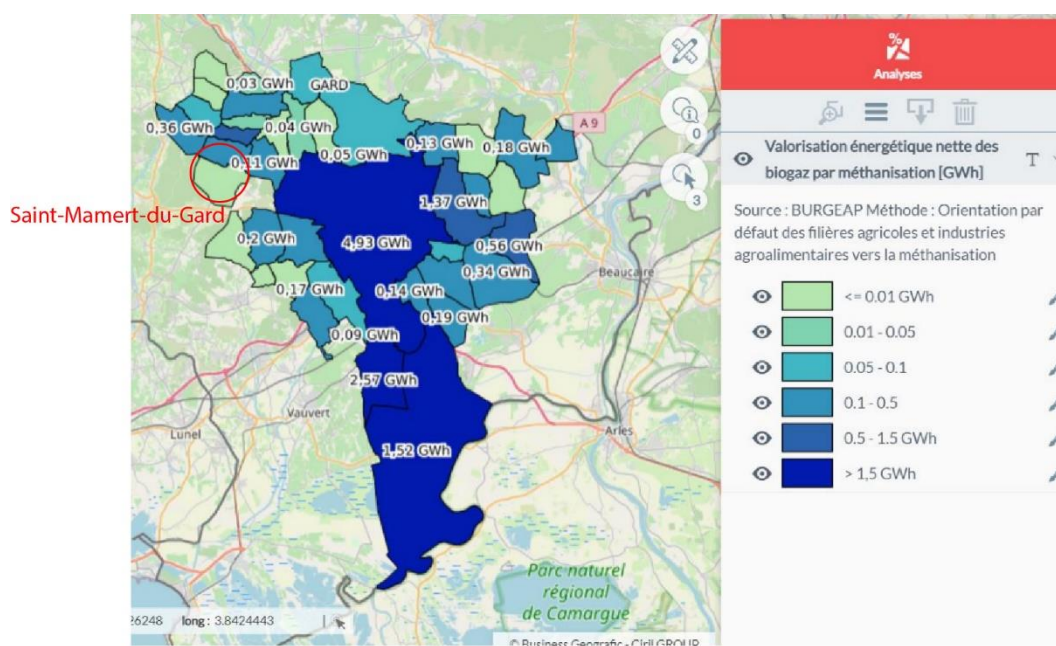




Couvert forestier sur le territoire de Nîmes Métropole. Source : PCAET Nîmes Métropole 2021.

### ➤ Potentiel en bio-gaz

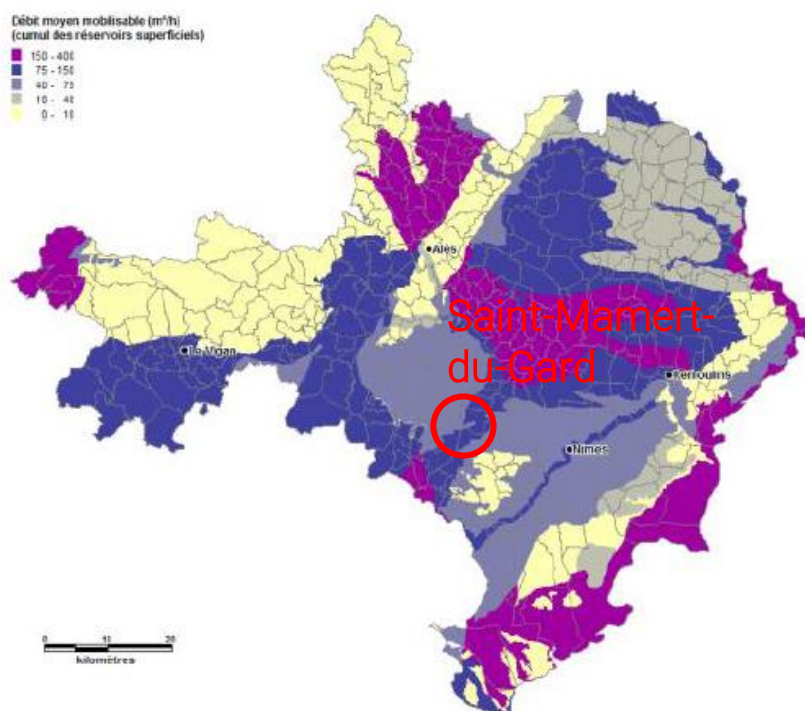
D'après le PCAET, le potentiel de production de biométhane est inférieur à 0.01 GWh pour Saint-Mamert-du-Gard.



Potentiel de production de biométhane par commune. Source : OPPORTUNITEE, PCAET Nîmes Métropole 2021.

### ➤ Potentiel géothermie

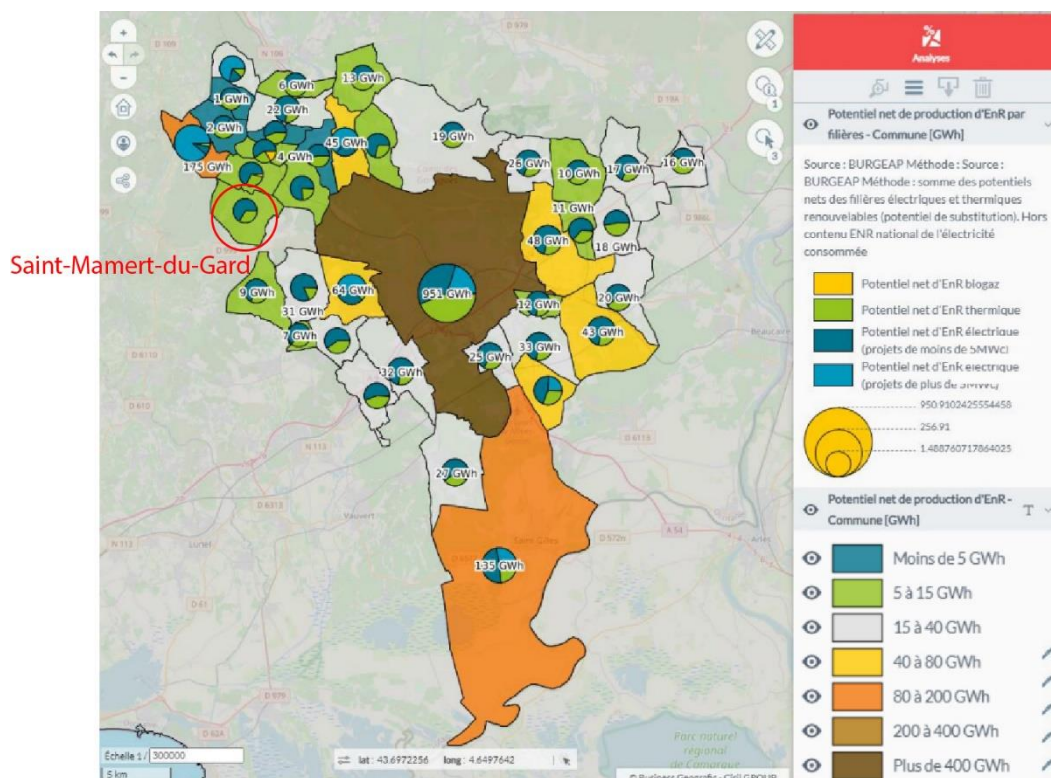
Concernant le potentiel géothermique de la commune, le BRGM estime que le débit moyen mobilisable est compris entre 10 et 40 m<sup>3</sup>/h.



Débit potentiel moyen mobilisable pour une utilisation géothermique. Source : BRGM

### ➤ Synthèse des opportunités de développement des EnR&R

Le potentiel net de production d'énergie renouvelable sur Saint-Mamert-du-Gard est compris entre 5 et 15 GWh. Les deux filières ayant le plus fort potentiel sont les énergies renouvelables thermiques et électriques.





**Gisement net total sur les différentes filières d'énergie renouvelable en GWh.** Sources :  
*OPPORTUNITEE, BURGEAP, PCAET Nîmes Métropole 2021.*

Les conclusions du PCAET concernant la commune de Saint-Mamert-du-Gard encourage le développement des énergies solaires en raison de son ensoleillement qui y est particulièrement favorable.

**Points-clés du diagnostic environnemental :**

Une topographie composée de collines et de plateaux appartenant à la grande unité paysagère des « Garrigues de Nîmes ». La zone urbanisée de la commune se situe en moyenne à 100 m d'altitude.

Quatre cours d'eau traversent la commune et des submersions en bordure du ruisseau des Lens

Un climat méditerranéen, chaud l'été, mais plus frais l'hiver, davantage pluvieux en automne et au printemps que le type méditerranéen « classique ».

Le vent de secteur Nord (Mistral) ou Nord nord-ouest est assez fréquent et peut-être violent (80-100 km/h).

Peu d'installation de production d'énergie renouvelable, seulement du photovoltaïque sur toiture chez des particuliers.

**Principaux enjeux pour la commune :**

Un développement communal devant respecter la topographie, les ensembles paysagers et la présence de cours d'eau dont les débordements peuvent être préjudiciables en vue d'une urbanisation.

Limiter la consommation d'énergie liée au développement urbain et inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions et aux innovations bioclimatiques.

Permettre le développement d'énergies renouvelables, tout en veillant aux enjeux environnementaux et paysagers de la commune.

## 3.2 PATRIMOINE ET CADRE DE VIE

### 3.2.1 PATRIMOINE PAYSAGER ET BATI

#### 3.2.1.1 Les grands paysages du département du Gard

Selon l'Atlas des paysages du Languedoc – Roussillon, le département du Gard présente des paysages différents et contrastés qu'il faut resituer dans un ensemble plus large pour comprendre les lignes directrices qui le composent.

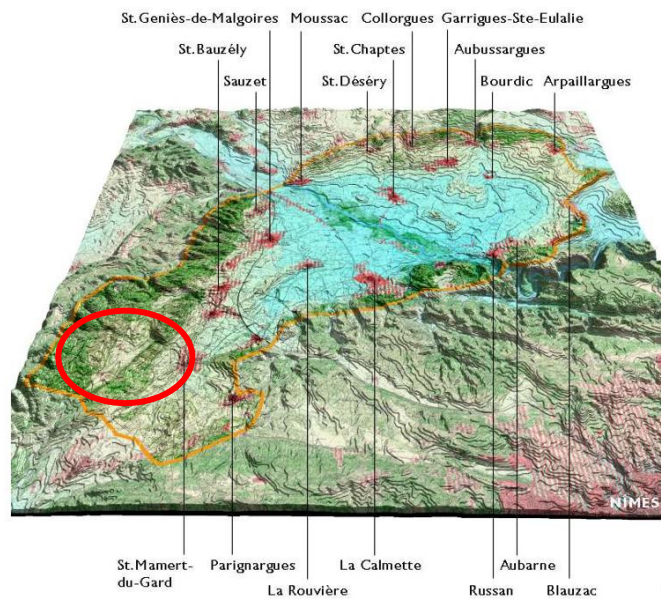
On distingue six grands paysages dans le Gard, avec pour chacun leurs caractéristiques géographiques et culturelles propres :

- les Cévennes
- les Causses
- les Garrigues
- le Gard Rhodanien
- la Camargue
- la Costière

Selon l'Atlas des Paysages du Languedoc-Roussillon, la commune de Saint-Mamert-du-Gard est située dans le grand paysage des Garrigues et plus particulièrement dans l'unité de paysage de la « Plaine du Gardon autour de Saint-Chaptes et de Saint-Génès-de-Malgoirès ».

#### 3.2.1.2 Les paysages des Garrigues de Nîmes

Saint-Mamert-du-Gard se situe en bordure ouest des garrigues de Nîmes.



*Extrait cartographique de l'Atlas des Paysages du Languedoc-Roussillon.*

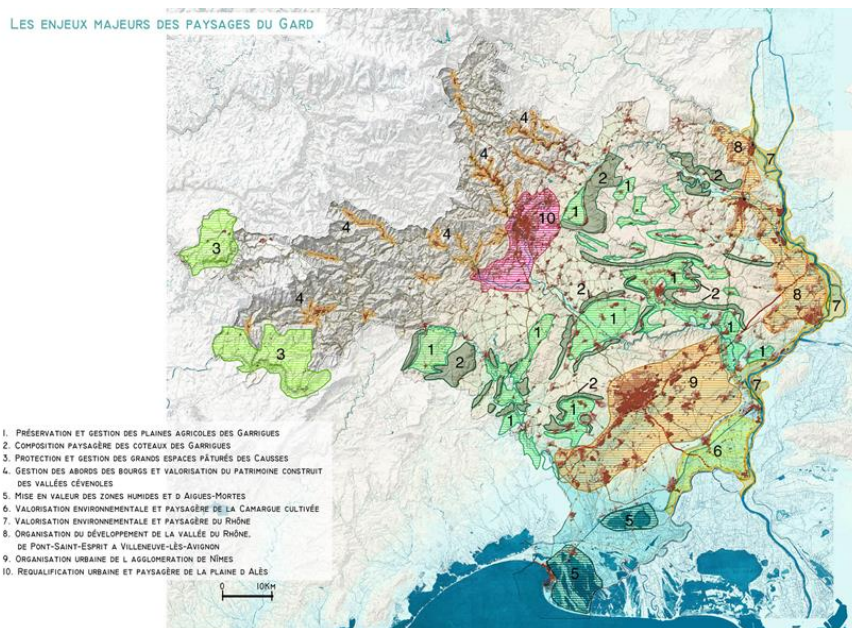
Le massif des garrigues de Nîmes s'allonge sur une quarantaine de kilomètres, entre le Gardon à l'est (Remoulins) et le Vidourle à l'ouest (Villevieille/Sommières). Il sépare le pays d'Uzès au nord de celui de Nîmes et de la plaine de la Costière au sud.

Sur ses marges ouest, les découpages complexes du Vidourle, ajoutés à la large plaine de la Vaunage, dessinent des paysages particuliers, différents de ceux des garrigues proprement dites. De même que ses pentes sud, largement prises par Nîmes et son urbanisation, tournées sur la plaine de la Costière,

composent là encore d'autres paysages. Le paysage des garrigues proprement dit s'étend ainsi sur une trentaine de kilomètres pour 5 à 10 kilomètres de largeur.

## Les enjeux majeurs des Paysages du Gard

Saint-Mamert-du-Gard ne situe pas dans l'un des dix enjeux majeurs pour l'aménagement qualitatif du territoire, mais est concernée de près par deux d'entre eux, à savoir « **la préservation et la gestion des plaines agricoles des Garrigues** » et « **L'organisation urbaine de l'agglomération de Nîmes** ».



*Extrait cartographique de l'Atlas des Paysages du Languedoc-Roussillon.*

- **La préservation et la gestion des plaines agricoles des Garrigues**

Au cœur du département, les Garrigues bénéficient d'un patrimoine de paysage exceptionnel, lié :

- à la diversité et aux contrastes des ambiances entre les plaines riantes et fertiles et les plateaux secs de garrigue proprement dite, l'ensemble étant imbriqué de façon serrée, à des échelles qui rendent le paysage animé, surprenant et pittoresque ;
- au patrimoine bâti, et en particulier aux sites bâtis des villages qui ponctuent le paysage.

La pression d'urbanisation est également largement liée à la situation régionale des Garrigues, sous influence tout à la fois de l'axe rhodanien à l'est (Avignon surtout, mais aussi Bagnols et Pont-Saint-Esprit), de Nîmes au sud, d'Alès au nord et de Montpellier à l'ouest. Les commodités de desserte rendent possibles les déplacements domicile-travail entre les Garrigues et les grands pôles urbains et de développement, accentuant cette poussée d'urbanisation. Cette fois c'est le risque de « banlieu-isation » des Garrigues qui est craint par certains.

### → Enjeux pour les plaines des Garrigues :

La richesse des pays des Garrigues vient aujourd'hui des plaines, riantes, fertiles et fraîches, qui sont sous la pression à la fois du passage des infrastructures et de l'urbanisation. Ce sont les plaines qui font des Garrigues un pays encore rural, animé, et c'est bien l'agriculture qui génère essentiellement les paysages valorisants et attirants pour les habitants comme pour les touristes ; c'est cette activité agricole et viticole qui permet de faire des Garrigues un monde bien individualisé, distinct des pôles urbanisés qui l'encadrent ; ce sont les plaines qui, par les cultures et le passage des eaux, garantissent les contrastes si valorisants avec les paysages secs des garrigues des plateaux ; ce sont les plaines qui ouvrent les vues sur les coteaux et sur les villages-sites qui les ponctuent ; et c'est par les plaines que l'on passe pour se déplacer.

Or les commodités d'aménagement, d'équipement, d'urbanisation font des plaines des espaces beaucoup plus menacés que les plateaux de garrigues. Il n'y a guère que l'inondabilité des terrains qui aujourd'hui freine les appétits de transformation. Mais les surfaces restent modestes au regard des plaines dans leur ensemble, et cette seule contrainte ne saurait justifier l'organisation à venir des territoires.

Protéger les plaines, c'est en fait protéger le cœur vital des pays des Garrigues.

#### *Cad战略 strict de l'urbanisation dans les plaines*

L'urbanisation historique des plaines des Garrigues reste faible, les villages restants plus souvent accrochés sur les piémonts des coteaux. Quelques bourgs viticoles ponctuent néanmoins les plaines, comme Saint-Chaptes par exemple dans la plaine du Gardon.

Les plaines méritent d'être strictement protégées contre le mitage, ou urbanisation diffuse :

- extensions d'urbanisation strictement en continuité avec l'urbanisation dense existante
- confortement des centralités denses existantes
- inconstructibilité des abords des routes pour éviter l'urbanisation linéaire
- inconstructibilité stricte des espaces agricoles.

On rappellera que le département voisin des Bouches-du-Rhône a vu la plupart de ses belles plaines s'urbaniser de façon anarchique du fait d'une charte agricole trop laxiste en matière de constructibilité en espace agricole, et d'abords d'infrastructures non maîtrisés.

#### *Maîtrise paysagère des infrastructures*

Les plaines accueillent facilement les infrastructures. La maîtrise paysagère des infrastructures passe par les points suivants :

- inconstructibilité des terrains aux abords des routes
- limitation des gabarits et capacité des routes, notamment pour les voies de liaison des garrigues avec les pôles urbains et les grandes infrastructures : exemple Uzès/Nîmes, Uzès/Remoulins - A9, Uzès/ RN 106 Alès-Nîmes, Sommières/A9 Gallargues, ...
- maîtrise paysagère des dispositions d'aménagement des routes : glissières, panneaux, bas-côtés, ronds-points, ...
- préservation des vues et des accès aux villages-sites

#### *Valorisation des productions agricoles et viticoles*

Cernées par les pôles urbains attractifs que sont Nîmes, Avignon, Montpellier, et bénéficiant d'une forte attractivité touristique et résidentielle, les plaines des Garrigues peuvent développer des circuits économiques courts et à forte valeur ajoutée en matière de production agricole : appellations contrôlées, produits bio, ventes directes sur les marchés, alimentation des grandes surfaces des villes pour des produits très frais, ...

#### *Valorisation des paysages agricoles et viticoles*

La qualité paysagère des plaines est majeure pour les Garrigues. Les plaines sont les jardins des Garrigues et doivent à ce titre bénéficier d'une attention sans faille en matière de qualité. En particulier les structures paysagères doivent être préservées, créées ou recréées, en accompagnement des productions : arbres isolés, vergers de fruitiers, murs, murets, haies, restanques, petit patrimoine bâti, etc ;

#### *Valorisation des bords de l'eau*

Les récentes inondations catastrophiques vécues par le pays rappellent l'importance de la gestion des cours d'eau pour garantir la libre circulation des eaux. Le paysage de l'eau est par ailleurs le paysage valorisant par essence pour les Garrigues : ombre, fraîcheur, baignade, activités ludiques et sportives, passage des circulations douces, biodiversité. La mise en valeur ne doit plus concerner que les seules gorges (du Gardon ou de la Cèze), mais l'ensemble des linéaires des bords de l'eau, dans une trame progressivement constituée et mise en valeur.

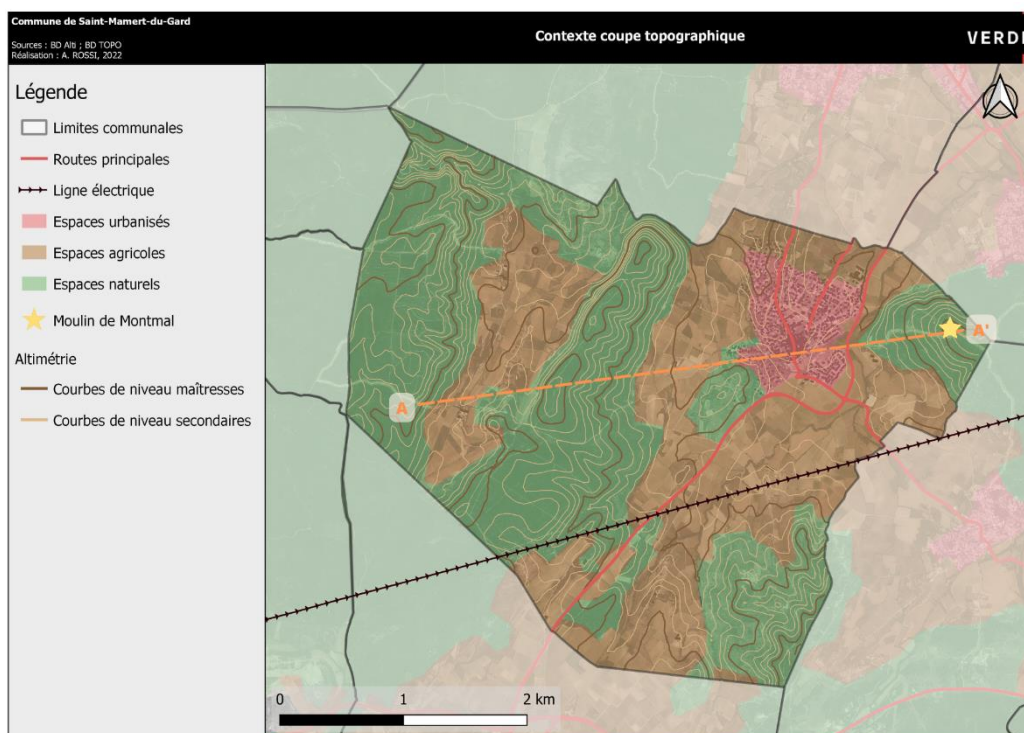
- **L'organisation urbaine de l'agglomération de Nîmes**

La plaine de la Costière est aujourd'hui largement sous pression d'urbanisation. Les villages, dans l'orbite de Nîmes, se transforment en petites villes.

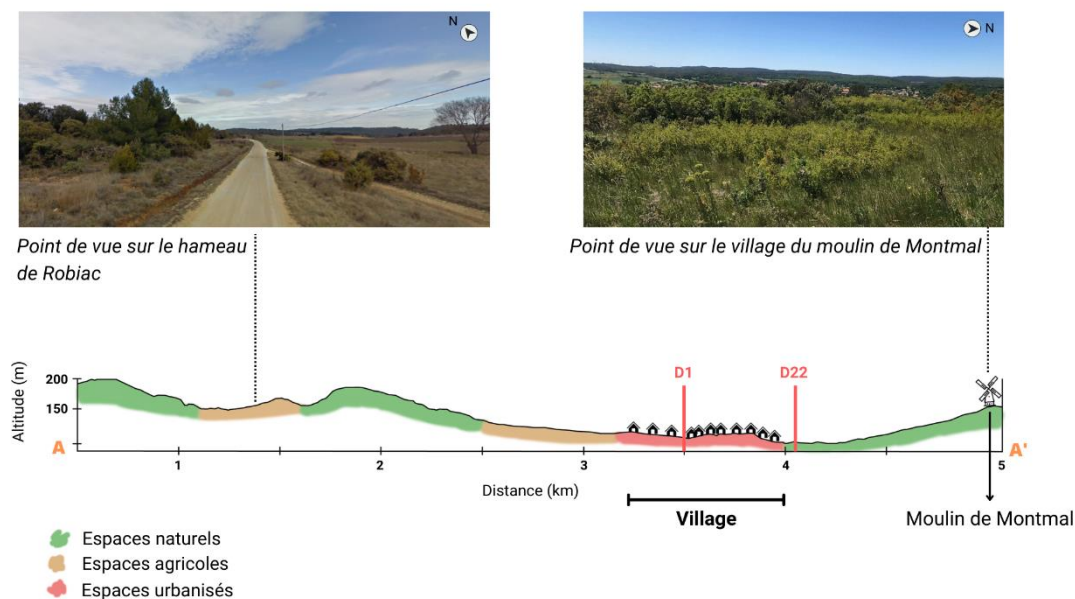
### 3.2.1.3 Perception du paysage

On remarque que les points de vue potentiels au Sud-Ouest de la commune sont la plupart du temps obstrués en raison d'une végétation dense, aussi le passage d'une ligne électrique haute tension fait figure de point noir paysager.

Il est à noter que la commune dispose cependant d'un point haut, en lieu et place du moulin de Montmal, qui offre une vue sur le village.







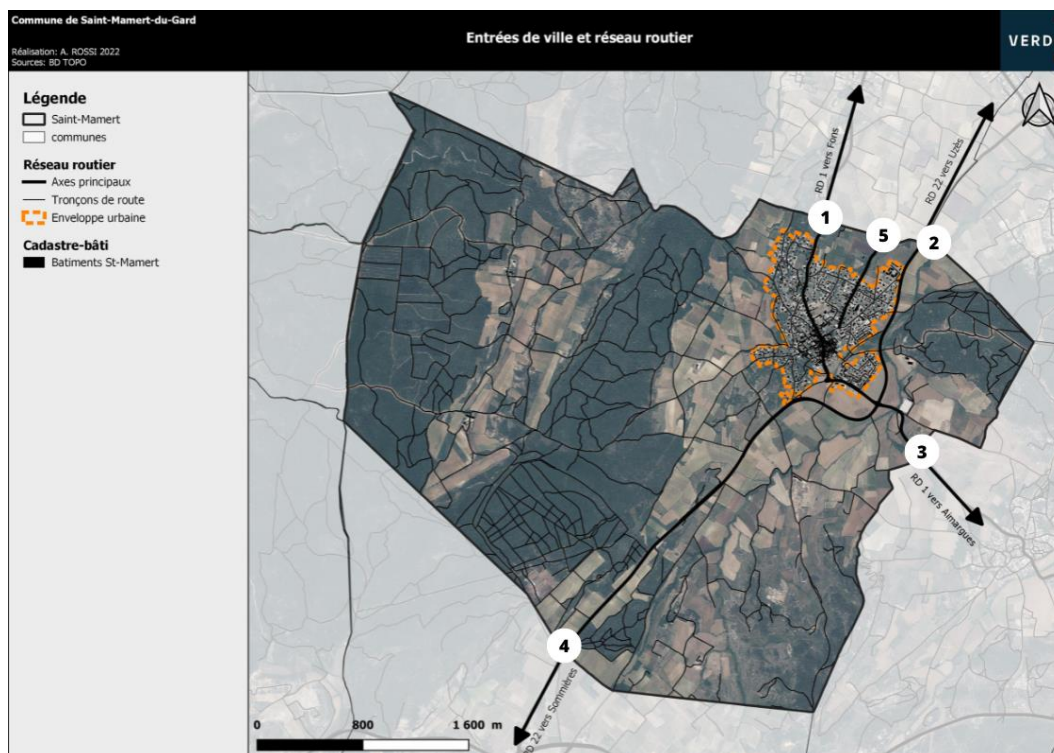
Coupe topographique et analyse paysagères. Réalisation : Verdi, 2022.

### 3.2.1.4 Entrées de ville et de territoire

En voiture, l'arrivée à Saint-Mamert-du-Gard peut s'effectuer par plusieurs points du territoire :

- Au Sud par la route de Sommières\* ou plus à l'Est par la route du Stade\*.
- Au nord d'Ouest en Est par la route départementale 1(D1) qui relie Fons à Aimargues, par le chemin des Génies ou encore par le chemin de la Gare\*.

\*accessibles par la route départementale 22 (D22) qui relie Uzès à Sommières.



*Localisation des entrées de ville. Réalisation : Verdi, 2022.*

### Des entrées principales qualitatives et aménagées

La commune de Saint-Mamert compte quatre entrées que l'on peut considérer comme principales à savoir les entrées n°1, n°2, n°3 et n°4 qui sont accessibles par la D22 ou la D1. Ces dernières en vue du caractère agricole et rural du territoire sont bordées de terres agricoles et notamment de vignes.

### Entrée de ville n°1

Des espaces agricoles bordent la D1 (vignoble, oliveraie surtout). La transition entre les espaces agricoles et l'habitat individuel est progressive.



*La D1, entrée de ville de Saint-Mamert-du-Gard n°1. Source : Verdi, 2022.*

### Entrée de ville n°2

De part et d'autre de la route, du vignoble est présent. L'entrée n°2 propose, des points de vue vers la gendarmerie (infrastructure et logements). Il n'y a pas de transition entre les espaces agricoles et urbains



*La D22 dans le sens Gajan vers Saint-Mamert-du-Gard au niveau de la gendarmerie, entrée n°2. Source : Verdi, 2022.*

### Entrée de ville n°3

En venant de Parignargues, après le passage devant le stade en stabilisé et un élevage ovin localisé à proximité, l'entrée de ville est marquée par le carrefour entre la D1 et la D22. Après franchissement de ce croisement, on note aucune transition entre le vignoble et lotissements Le Crès I et II à droite de la route et entre le vignoble et le cimetière à gauche.



*Carrefour entre la D1 et D22, puis Route du Stade, entrée de ville de Saint-Mamert-du-Gard n°3. Source : Verdi, 2022.*

### Entrée de ville n°4

De part et d'autre de la route, on retrouve des espaces agricoles.



*D22, entrée de ville de Saint-Mamert-du-Gard n°4. Source : Google Street View, 2018.*

Une entrée secondaire à travers champs.

### Entrée de ville n°5

L'entrée de ville n°5 qui s'effectue par le chemin des Génies (qui devient la rue du 19 mars 1962 lorsque l'on bascule sur la commune de Fons) est un chemin qui traverse les terres agricoles entre Saint-Mamert-du-Gard et Fons. Ce chemin devient non carrossable dès la sortie de la commune et bien que praticable, il reste à priori peu utilisé et principalement à destination des exploitants agricoles ou riverains.



*Chemin de Saint-Génies, entrée de ville de Saint-Mamert-du-Gard n°5. Source : Google Street View, 2018.*

### 3.2.1.5 L'occupation des sols

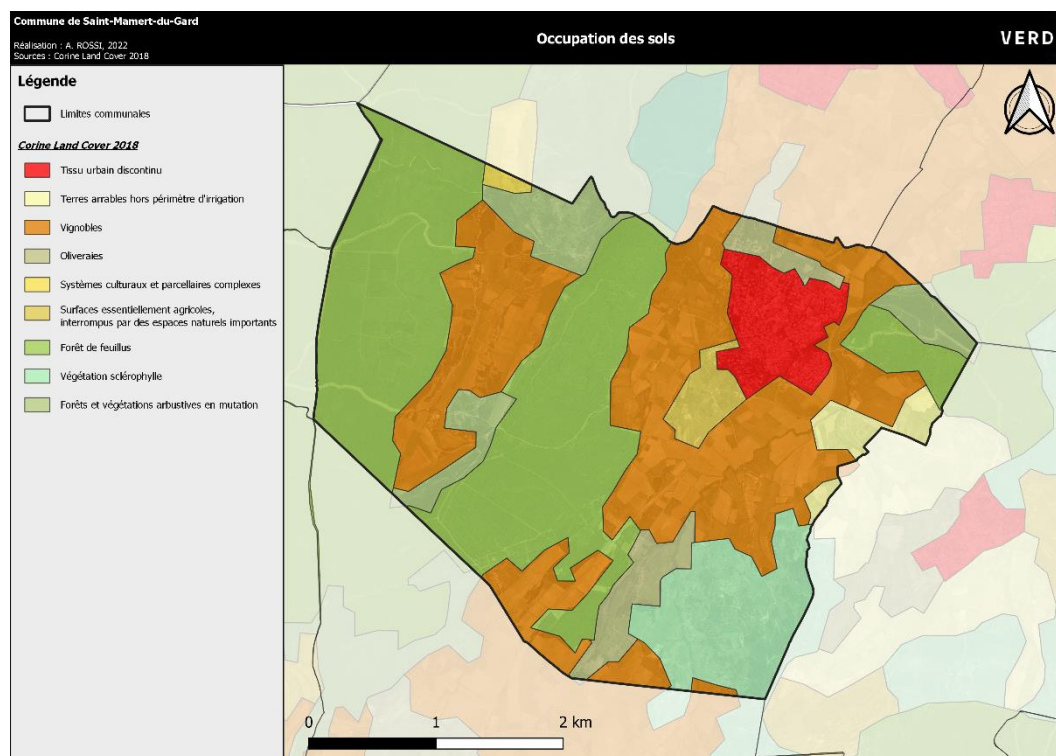
Principalement constitués d'espaces forestiers et de paysages agricoles, la dynamique d'urbanisation sur la commune est faible. De fait, la part de forêts et milieux naturels est importante, celle-ci est sensiblement équivalente à celle observée en 1990 à savoir 50.9% contre 51.8% en 2018. On peut alors qualifier l'urbanisation actuelle de la commune de détendue avec une densité de 100.14 habitants au km<sup>2</sup>. Par comparaison, la densité de Saint-Mamert-du-Gard est plus de deux fois inférieure à celle de la métropole Nîmoise (236 habitants par km<sup>2</sup>) et bien en deçà de la commune de Nîmes qui concentre 924 habitants au km<sup>2</sup> (source : INSEE, 2018).

Les espaces naturels recouvrent environ 830 ha, soit près de 57.9% du territoire communal. Ces zones sont des zones naturelles dont une grande partie classée en périmètre d'inventaire et de protection.

La zone urbanisée est assez concentrée, et occupe près de 76 ha, soit près de 5.3% du territoire.



Le reste de la commune, soit environ 525 ha, en recouvert par des terres agricoles (36.6%). Ces terres agricoles se retrouvent principalement dans les combes et vallons de la commune, au sud du territoire.



*Carte de l'occupation des sols sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard. Source : Corine Land Cover 2018.*

### 3.2.1.6 Espaces agricoles

Drainée par le ruisseau de Braune, la plaine agricole reste essentiellement cultivée en vignes et en céréales avec peu de structurantes végétales pour l'organiser. On note la présence sur le territoire de quelques oliveraies.



*Oliveraie Route de Nîmes et vignes Chemin de Robiac. Source : Verdi, 2022.*



Il est présent quelques fermes et mas ou bâtis isolés sur la commune, parmi eux on relève : le mas de « Robiac », le mas « d'Espanet », le « mas neuf », le « mas Robin »... Il existe aussi sur la commune des jardins partagés dits « des Tinelles ».

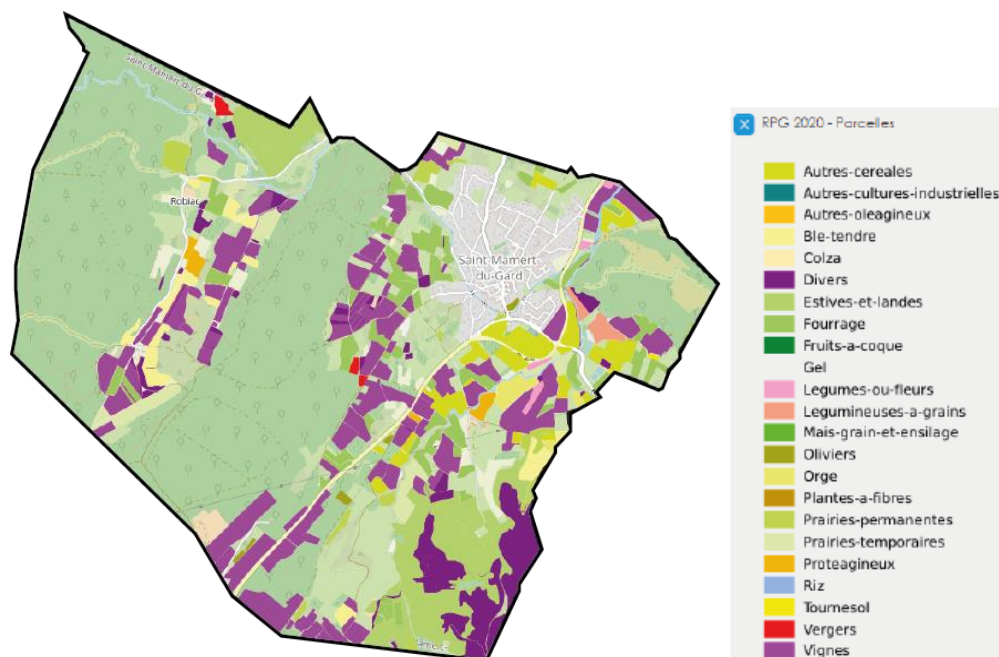


*Jardins des Tinelles. Source : Verdi, 2022*

Les ripisylves qui accompagnent les cours d'eau compartimentent le paysage.



*Ruisseau du Lens. Source : Verdi, 2022.*



*Registre parcellaire graphique 2020 pour la commune de Saint-Mamert-du-Gard. Source : RPG 2020.*

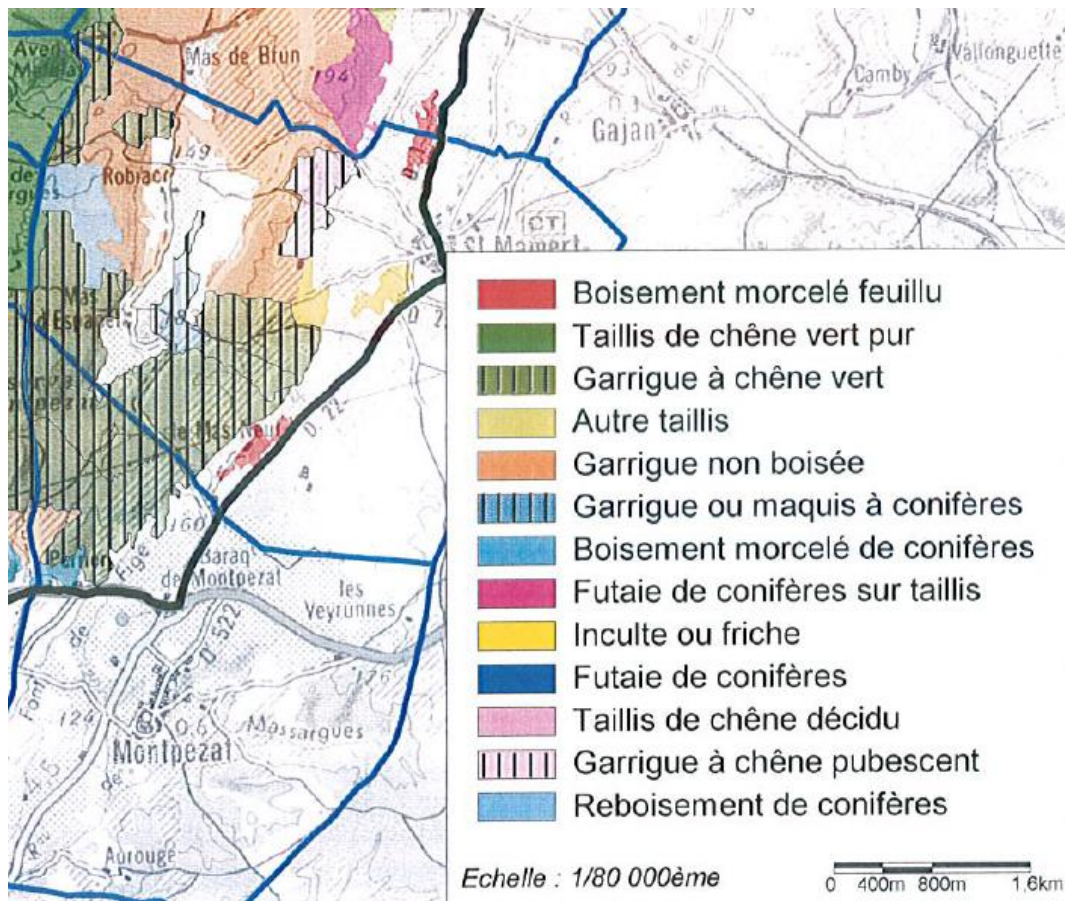
Au vu du registre parcellaire graphique on remarque une bande agricole à l'ouest de la commune, entouré de forêts de conifères et d'arbuste. Les exploitations agricoles sont principalement des vignobles et des cultures de céréales et autres fourrages. On relève aussi des activités d'élevage :

- Elevage de Gibier de la Bartasse ;
- Elevage d'ovins de Montagnon ;
- Centre équestre de Montagnon.

### 3.2.1.7 Espaces naturels

Deux grands ensembles paysagers peuvent être définis sur la commune :

- Les massifs forestiers du Bois des Lens et des Garrigues de Nîmes
- La plaine agricole de la Gardonnenque



**Types de forêts.** Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche, relevés de terrains de 1990

### **Le Bois des Lens**

Ce vaste massif calcaire, de forme allongée, occupe la partie Ouest territoire communal. La végétation est dominée par le chêne vert en garrigue et plus rarement en taillis. Le Chêne pubescent et le Pin d'Alep sont localement présents.

Au centre de ce massif, des landes, des garrigues basses et quelque rares zones cultivées complètent le milieu forestier.

La cuvette marneuse de Robiac n'est qu'en partie cultivée (vignes) et l'habitat y est dispersé. Elle est le lieu favorable à la nidification de nombreuses espèces d'oiseaux des milieux ouverts. C'est aussi un gisement de fossiles important dont on doit la découverte à Saturnin Garimond.

### **Les garrigues de Nîmes**

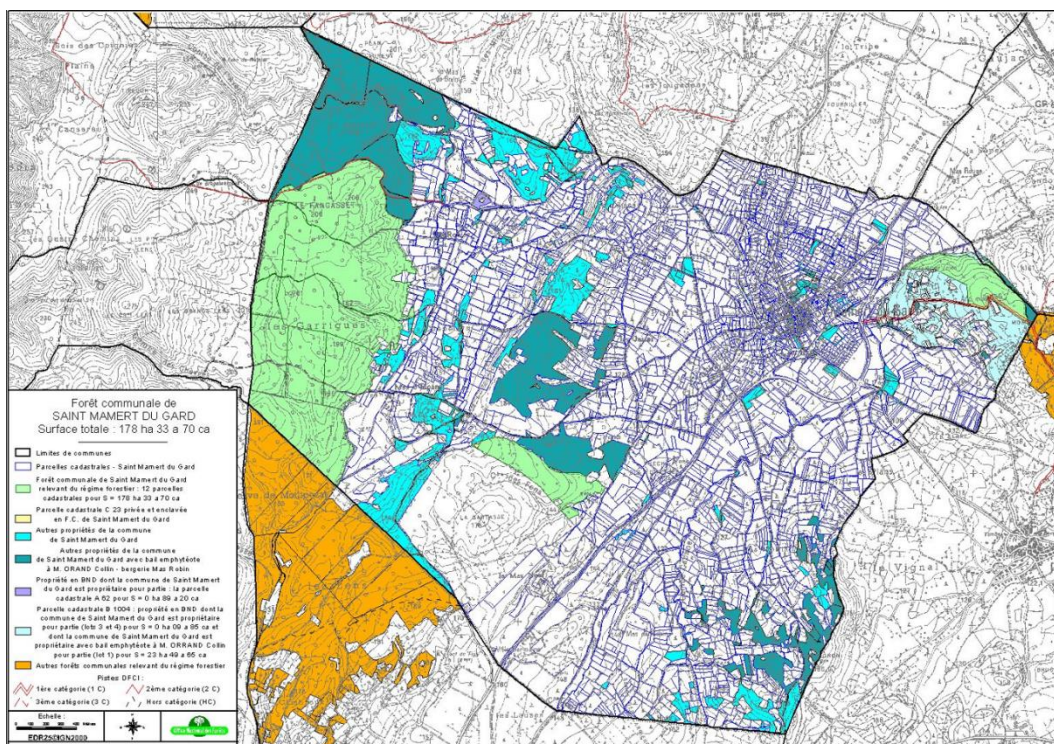
La pointe Est de Saint-Mamert-du-Gard fait partie de l'unité des paysages des Garrigues de Nîmes.

Ce massif calcaire est essentiellement couvert par la garrigue rase et râpeuse, couverte d'un tapis de chênes kermès et plus au moins colonisée par les pins d'Alep.

### **Forêt communale**

La carte ci-dessous détaille, parcelle par parcelle, les propriétés forestières communales.





Source : ONF, décembre 2021

### 3.2.1.8 Patrimoine bâti

La commune de Saint-Mamert-du-Gard est riche d'un patrimoine bâti divers.

## Église romane

On recense une église romane sur la commune, celle-ci est rattachée à la paroisse Saint Génès de Malgoirès.

Les seuls documents conservés font état d'un prieuré en 1905 dont l'existence va être attestée par d'autres textes en 1113, 1204, 1336. Mais aucune de ces sources ne donne de précisions sur la construction de l'Église dont la date de dédicace n'a pas été trouvée. L'architecture seule permet de dater les éléments les plus anciens encore présents de la fin du XII<sup>e</sup> siècle : le transept sud et sa fenêtre, une partie de l'abside, une porte intérieure aujourd'hui condamnée, les colonnes et chapiteaux de la nef. Le reste de l'édifice est le résultat de destructions et reconstructions. Au moment des guerres de religion, mais on ne sait pas exactement dans quelles circonstances, l'église est en partie détruite : la première travée de la nef disparaît, les voûtes sont endommagées. La façade actuelle et sa cloche datent de 1866. Le clocher abrite au sommet de son campanile une cloche de 1766 inscrite à l'inventaire des Monuments historiques. Elle ne fut pas fondue en 1793 parce qu'elle servait à l'horloge dont l'aiguille unique subsiste sur la façade méridionale du clocher. L'église conserve une Vierge copiée par Baldus d'après Murillo. (Source : mairie de Saint-Mamert-du-Gard)

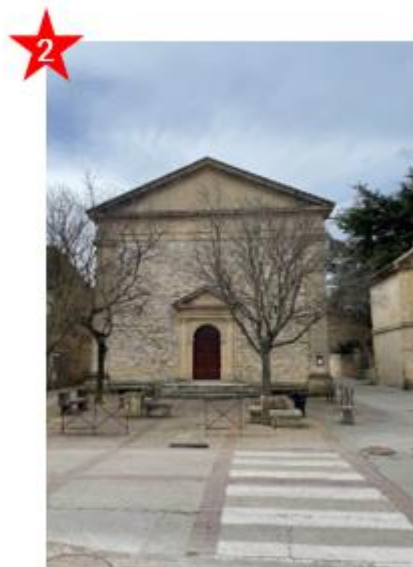


*Église. Source : Verdi, 2022.*

### Temple protestant

Le 8 mai 1934 une délibération du Conseil municipal autorise la construction d'un temple (les protestants représentent alors les trois-quarts de la population). Un an plus tard (le 17 mai 1835) le terrain est acquis. Le projet de construction s'élève à 11 203.79 francs. Une souscription volontaire recueille 4 271 francs, la commune financera le solde. Les travaux commencent en 1840, mais sont interrompus, car il manque 3 000 francs pour terminer l'édifice. Un appel au ministre de la Justice et des Cultes permet d'obtenir le secours nécessaire, le 27 mai 1841 et le temple est achevé. En 1948, le pasteur Zurcher réduit la surface de la salle de culte pour aménager à l'arrière de la chaire un espace de réunion qui, en dehors de sa vocation naturelle, sera fréquemment utilisé pour les besoins de la population avant la réalisation du foyer communal. Les deux marronniers de part et d'autre du perron ont été plantés en 1910. La façade, vaste et harmonieuse, est surmontée d'un fronton surbaissé, de même que la porte monumentale. (Source : mairie de Saint-Mamert-du-Gard)

C'est un exemple typique du style d'architecture utilisé pour ces bâtiments durant toute la première moitié du XIXe siècle. Son originalité réside dans le fait qu'il ne possède pas de clocher.



*Temple protestant. Source : Verdi, 2022.*



## La Mairie

Située au commencement de la route de Nîmes, la mairie a été construite en 1868.



*Mairie. Source : Verdi, 2022.*

## Lavoir

Le lavoir de Saint-Mamert-du-Gard se situe en bordure du ruisseau des Lens au Sud du village. Il est encore en bon état.

Il a été construit en 1897 lors de la captation de la « Fontaine du Tronc » et la distribution de l'eau par une éolienne dans le village. Il était alimenté en partie par la surverse du Griffes. Avant cette innovation, les lessives étaient effectuées deux fois par an, au printemps et à l'automne. C'étaient les grandes « bugado » qui duraient plusieurs jours et qui expliquent le nombre impressionnant de draps et de chemises des trousseaux d'autrefois. Avec l'arrivée de l'eau courante dans les maisons, se multiplièrent les bassins lavoirs domestiques, les lessiveuses, lesessoreuses manuelles et enfin les machines à laver (Source : mairie de Saint-Mamert-du-Gard).



*Lavoir.* Source : Verdi, 2022.

### Moulin de Montmal

Il s'agit d'un moulin à vent qui date du début du XVIIIe siècle, il est installé sur les hauteurs de la commune (186m d'altitude).



*Moulin de Montmal.* Source : Google Street View, 2019.

### Monument aux morts

Un monument aux morts est érigé sur la place de la poste.



*Monument aux morts.* Source : Verdi, 2022.

### Croix monumentales

On trouve plusieurs croix monumentales en métal sur la commune.

« Le premier rôle d'une croix est de christianiser un lieu. Les croix de chemins témoignent donc avant tout de l'avancée du Christianisme et des coutumes villageoises. L'origine de leur édification remonte au Moyen- âge, leur apparition coïncide avec l'arrivée de l'art roman vers le XI siècle. La multiplication de ces objets de piété atteint son apogée au XVI et XVII siècles. Pendant la période révolutionnaire les croix disparaissent, soit détruites ou cachées. Après le Concordat en 1801 elles réapparaîtront pour proliférer de nouveau pendant la Restauration et au Second Empire. » (Source : Association patrimoine Giroussens)



*Croix monumentales. Source : Verdi, 2022.*

### Le Griffon

En 1897 la source de la « fontaine du tronc » fut captée au moyen d'une éolienne. L'eau était montée dans un réservoir puis acheminée vers le village. Elle desservait des fontaines publiques et le lavoir. Le trop-plein de la fontaine abreuvoir située devant la mairie, familièrement appelée « le Griffon » se déversait dans le lavoir. Le monument a été fourni par la fonderie de Brousseval (Haute-Marne) sur des plans de l'architecte Teissier de Nîmes et pour une somme de 3 729 francs.

Des puits communaux existaient dans le village : l'un d'entre eux se trouvait ici et a été réutilisé pour arbitrer le dispositif du jet d'eau actuel. Un autre est toujours visible près de la rivière (au bout de la rue de la Mazade à gauche, avant le pont). Deux bornes fontaines sont encore visibles, bien que transformées : l'une à côté de la mairie, l'autre sur la place du cimetière vieux.



« Le Griffe ». Source : Verdi, 2022.

### Les fontaines

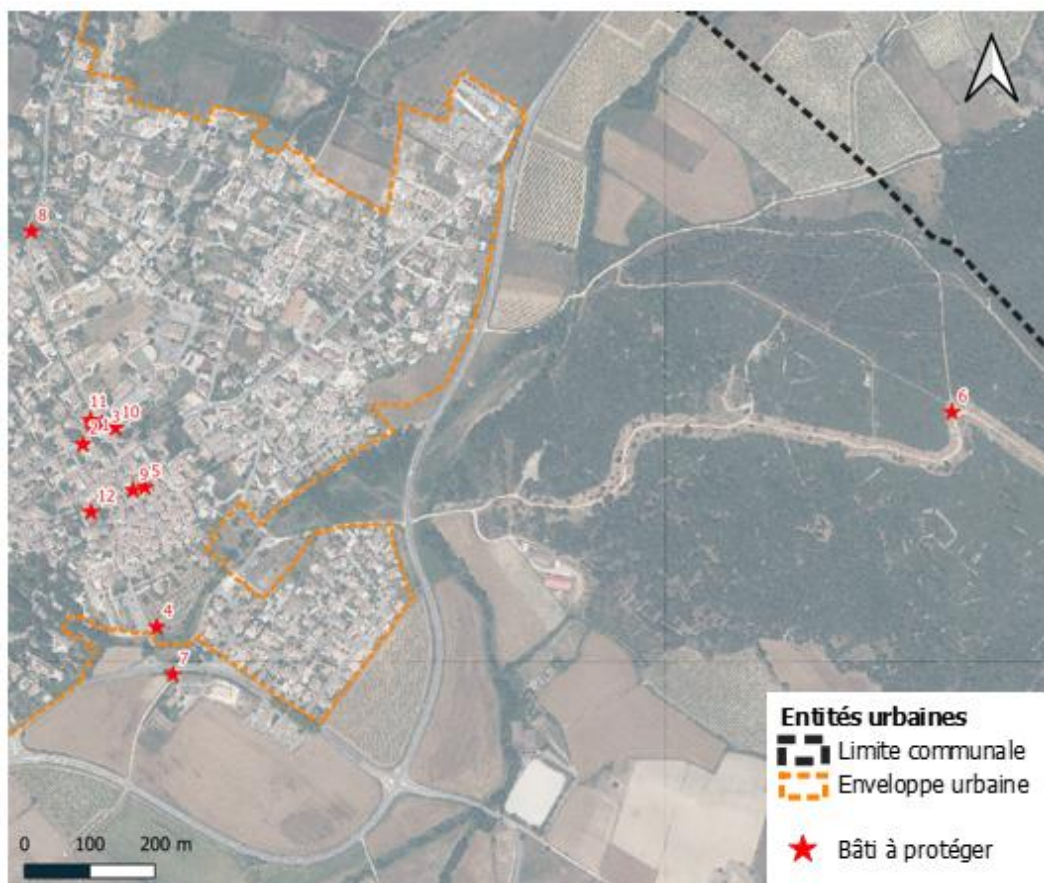
On observe plusieurs fontaines dans le centre ancien et le faubourg de la commune.





*Fontaines autour de la mairie (10 et 11) et sur la place du cimetière vieux (12). Source : Verdi, 2022.*





*Patrimoine bâti à protéger et à mettre en valeur. Source : Verdi, 2022.*

### Patrimoine archéologique

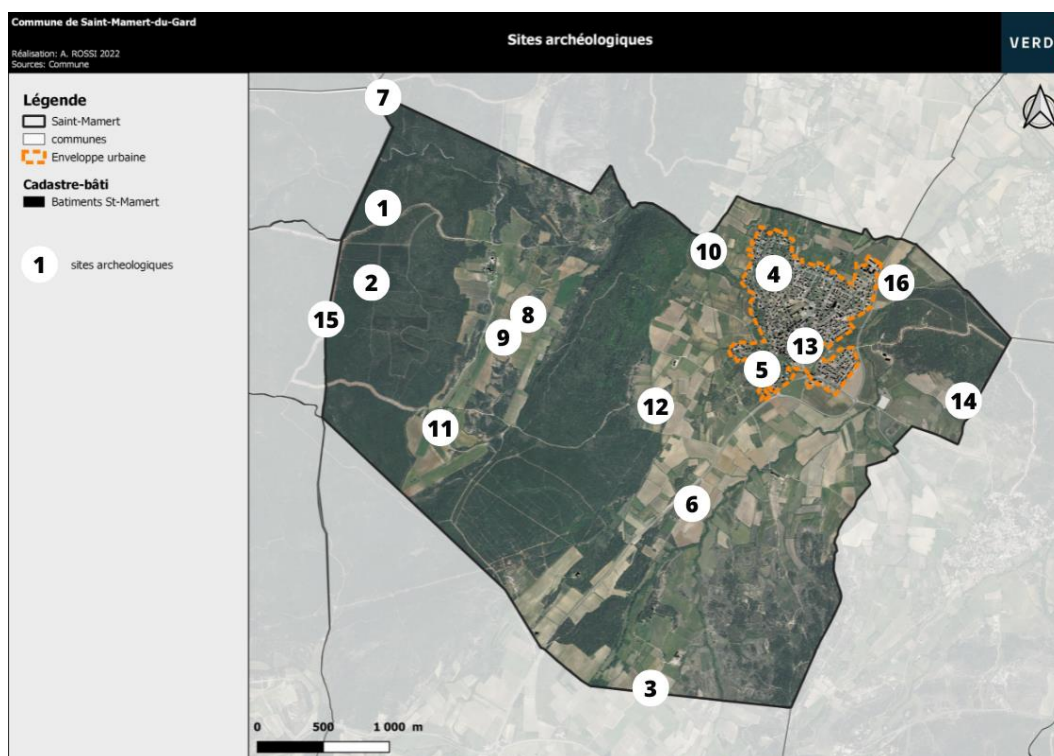
En matière de patrimoine archéologique, 16 sites ont été signalés sur la commune dans l'avis du conservateur régional de l'archéologie.

A noter que sont applicables sur l'ensemble du territoire communal, les prescriptions de la loi du 27 septembre 1941, validée par ordonnance du 13 septembre 1945, dont l'article 14 prévoit la déclaration immédiate de toute découverte fortuite à caractère archéologique, ainsi que les dispositions de la loi n°80-532 du 15 juillet 1980 protégeant les terrains contenant des vestiges archéologiques.

Le tableau suivant et la carte présente l'inventaire des sites archéologiques sur la commune.

| Site     | Nom                         | Type et/ou Usage(s)                      |
|----------|-----------------------------|--|
| Site n°1 | Le Genestas                 | Atelier métallurgique ; Four             |
| Site n°2 | Les Garrigues               | Mine ; Production métallurgique          |
| Site n°3 | Cadouenne                   | Exploitation agricole                    |
| Site n°4 | Les Founzaous               | Exploitation agricole ; Mosaïque ; Villa |
| Site n°5 | Grouvreyre                  | Carrière                                 |
| Site n°6 | Puech des fourches          | Exploitation agricole                    |
| Site n°7 | Carrières Est de la commune | Carrière                                 |

|           |                                |                                       |
|-----------|--------------------------------|---------------------------------------|
| Site n°8  | Robiac                         | Occupation                            |
| Site n°9  | Plaine verte                   | Exploitation agricole ; Ferme         |
| Site n°10 | Le Viala                       | Atelier de terre cuite architecturale |
| Site n°11 | Station du mas d'Espanet       | Campement                             |
| Site n°12 | Station du Cazoril             | Occupation                            |
| Site n°13 | Eglise de Saint-Mamert-du-Gard | Église                                |
| Site n°14 | Station de Montmal / Cabanasse | Occupation                            |
| Site n°15 | Le Gravier                     | Atelier métallurgique ; Bas fourneaux |
| Site n°16 | Chemin de la Calmette          | Empierrements ; Occupation            |



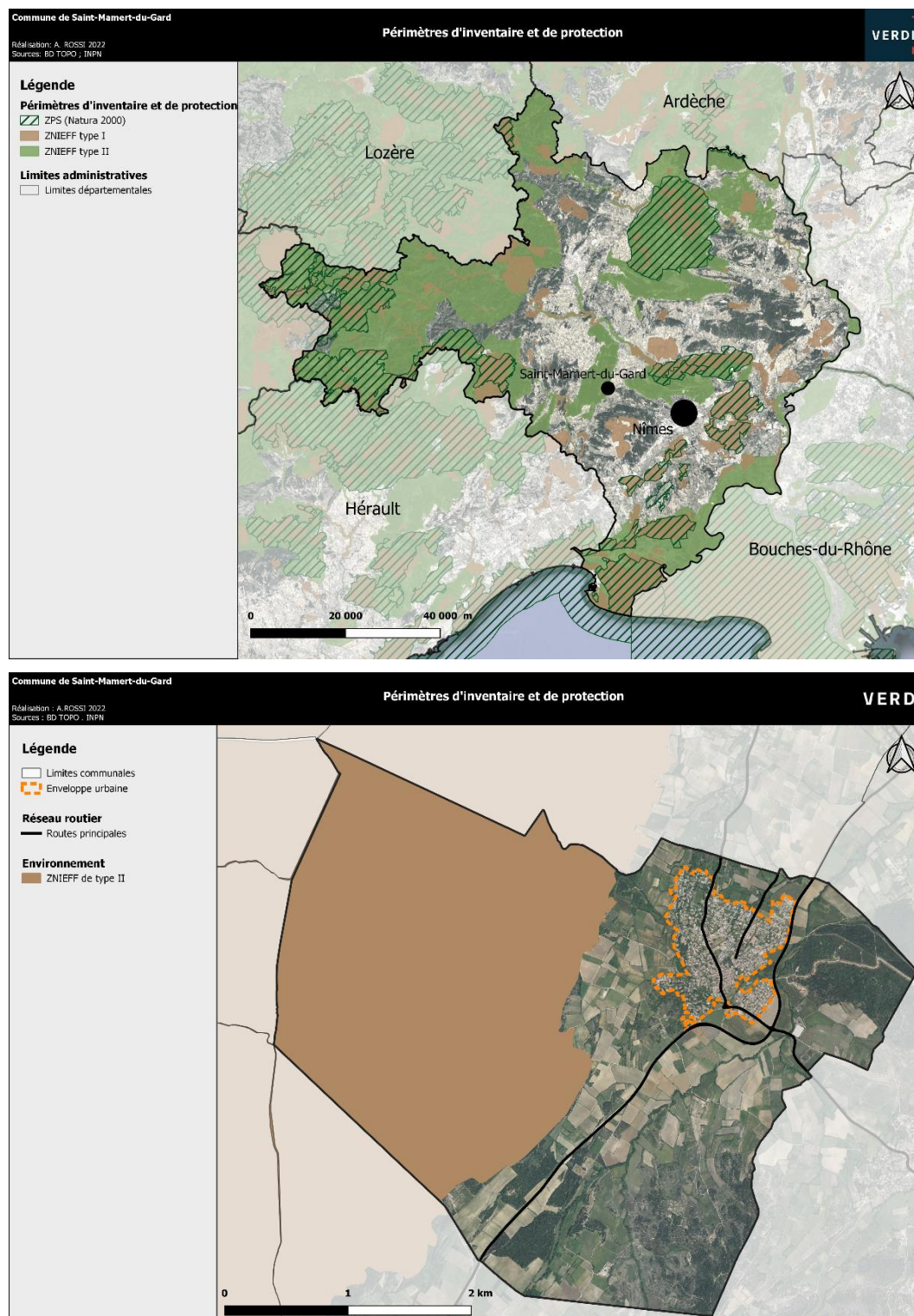
**Le patrimoine archéologique.** Source : Conservateur régional de l'archéologie. Réalisation : Verdi, 2022

On trouve aussi sur la commune le site du gisement d'invertébrés de Robiac pour lequel un arrêté préfectoral de protection du géotope a été établi le 20 mars 2024 (acte administratif n°30-2024-03-20-00007)



### 3.2.2 LE PATRIMOINE ECOLOGIQUE

La commune de Saint-Mamert-du-Gard est riche d'une grande biodiversité (animale et végétale) grâce notamment à sa localisation au sein même des bois de Lens et par sa proximité avec le Gardon. De ce fait, elle est concernée directement par un certain nombre de périmètres à statut. **Son territoire est couvert par une ZNIEFF de type II et 3 espaces naturels sensibles.** Aussi, la commune n'est pas située dans un périmètre Natura 2000, mais on en compte trois à proximité directes (dont 1 SIC et 2 SPF). Ces périmètres sont détaillés ci-après et présentés sur la carte suivante.



*Périmètres d'inventaire et de protection. Réalisation : Verdi, 2022.*

### 3.2.2.1 Périmètres d'inventaires

Les périmètres d'inventaires sont des zones du territoire qui ont été repérées pour leur richesse faunistique et/ou floristique. Ces zones n'ont pas de valeur réglementaire, elles sont cependant de bons indicateurs des espaces sensibles à prendre en compte ou à éviter lors de l'aménagement du territoire.

#### ZNIEFF

*Lancé en 1982, l'inventaire des ZNIEFF a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue 2 types de ZNIEFF :*

- *Les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique, en général de surface réduite ;*
- *Les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.*

*L'inventaire ZNIEFF de la région a été réalisé en 2010.*

#### La commune intersecte un périmètre de ZNIEFF de type II «Bois des Lens»

La surface de cette ZNIEFF est de 8336 ha. Cette garrigue boisée sèche est favorable à la nidification de nombreuses espèces méditerranéennes d'oiseaux caractéristiques et souvent protégées, comme le Pipit rousseline, la Chouette effraie, le Hibou petit duc, l'Engoulevent d'Europe et le Bruant ortolan. Le couvert forestier important permet à la faune d'y trouver refuge et nourriture. Ce site accueille aussi la Genette, mammifère protégé et menacé en France. La flore comprend une espèce rare dans la région, le Dictame blanc.

Ce vaste massif calcaire, de forme allongée, est orienté nord-nord-est/sud-sud-ouest. La végétation est dominée par le Chêne vert en garrigue et plus rarement en taillis. Le Chêne pubescent et le Pin d'Alep sont localement présents. Ce dernier forme de belles futaies au sud et sud-ouest du territoire (la Paillade, le bois de Chante Merle, le bois de la Pignède). Des landes, des garrigues basses et quelques rares zones cultivées (cuvette de Robiac, val de l'Auriol, terrasses de Montagnol) complètent ce milieu forestier.

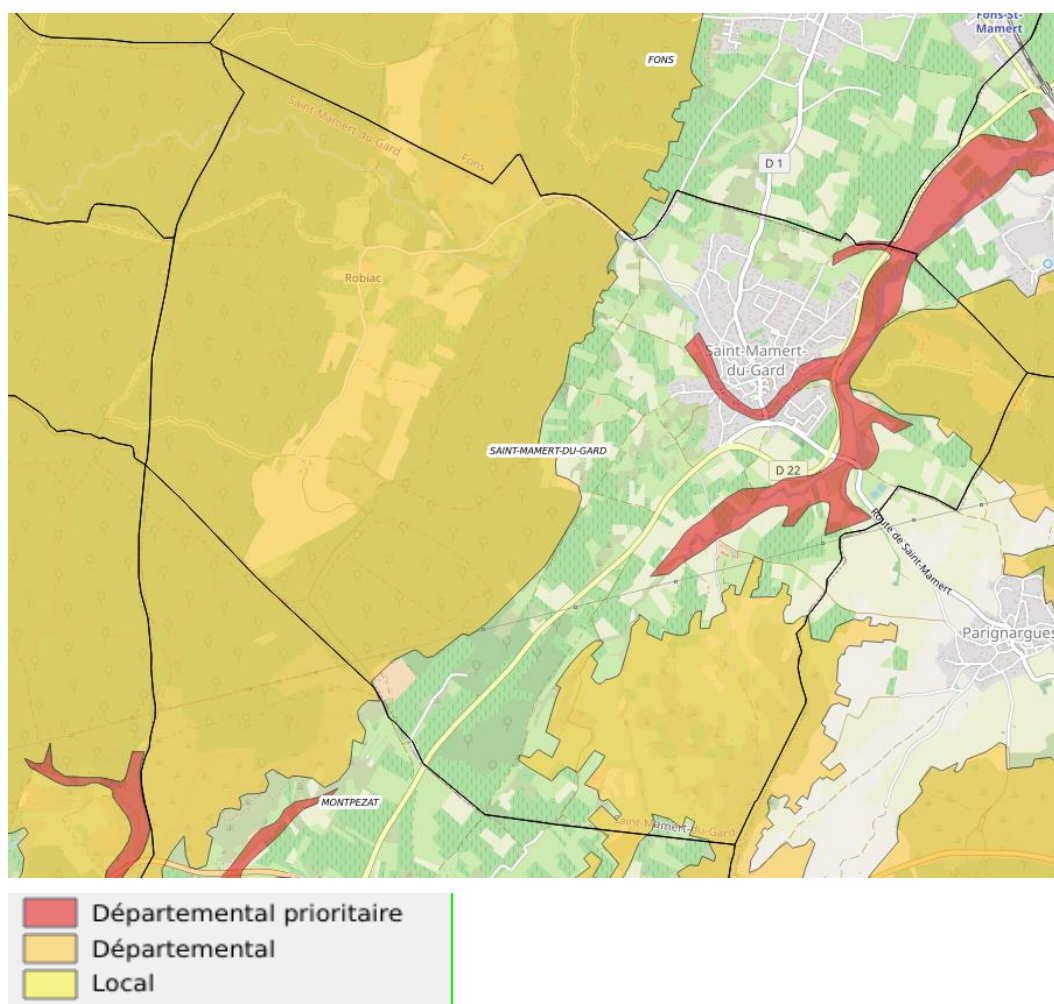
Une autre ZNIEFF de type II est identifiée en dehors du territoire communal : la ZNIEFF « Plateau de Saint-Nicolas » à un peu plus d'1,6 km à l'est de la limite communale.

#### Les ENS (Espaces Naturels Sensibles)

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS), mis en place à l'initiative du conseil départemental, ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

Le conseil départemental a établi 3 ENS sur la commune en juin 2007 :

- Le « Bois de Lens partie Sud » de 6 951,89 ha ;
- Les « Garrigues de Nîmes » de 12 800,64 ha ;
- Le « Gardon d'Alès inférieur », de 7 735,56 ha ;



*Les espaces naturels sensibles sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard. Source : Département du Gard.*

## LES PNA (Plans Nationaux d'actions)

Il s'agit de programmes dont l'intérêt est de veiller au bon état de conservation d'une ou de plusieurs espèces.

« Ils ont également pour objectif de faciliter l'intégration de la protection de l'espèce dans les politiques sectorielles.

Un plan national d'action est ainsi une stratégie de moyen-terme qui vise :

- à organiser un suivi cohérent des populations de l'espèce ou des espèces concernées ;
- à mettre en œuvre des actions coordonnées favorables à la restauration de ces espèces ou de leurs habitats ;
- à informer les acteurs concernés et le public ;
- à faciliter l'intégration de la protection des espèces dans les activités humaines et dans les politiques publiques ; des opérations de renforcement de population ou de réintroduction peuvent également être menées via les plan nationaux d'action, lorsque les effectifs sont devenus trop faibles ou que l'espèce a disparu. » (source : DREAL)

La commune de Saint-Mamert-du-Gard est concernée par trois PNA.

- *Plan National d'Actions (PNA) en faveur de l'Aigle de Bonelli*



Les plans nationaux d'actions sont des documents d'orientation non opposables visant à définir les actions nécessaires à la conservation et à la restauration des espèces les plus menacées afin de s'assurer de leur bon état de conservation. Ils répondent ainsi aux exigences des directives européennes dites « Oiseaux » (79/409/CEE du 2 avril 1979) et « Habitat, Faune, Flore » (92/43/CE du 21 mai 1992) qui engagent au maintien et/ou à la restauration des espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation.

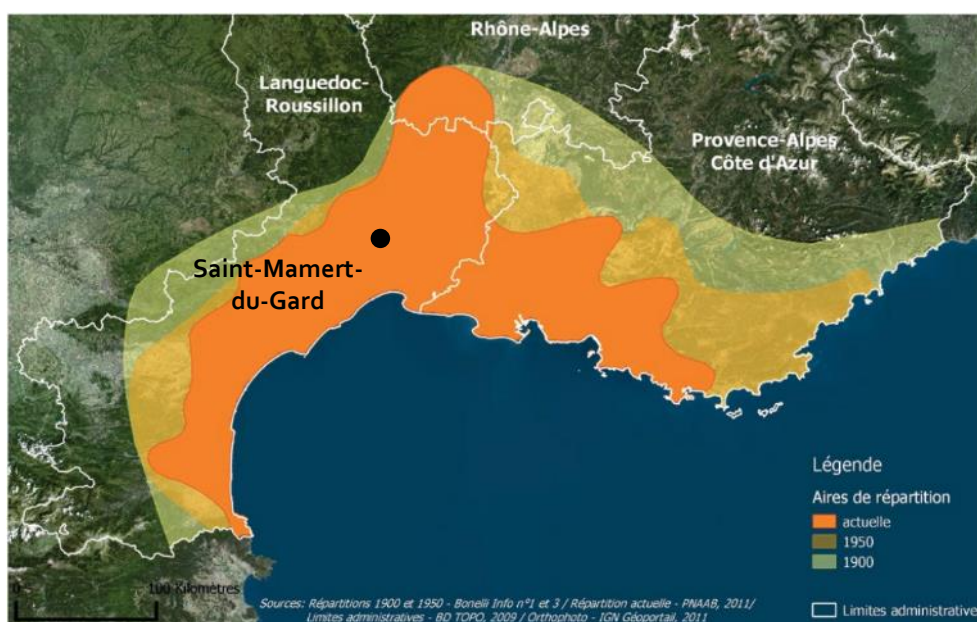
Ces outils de protection de la biodiversité visent à organiser un suivi cohérent des populations de l'espèce ou des espèces concernées, à mettre en œuvre des actions coordonnées favorables à la restauration de ces espèces ou de leur habitat, à informer les acteurs concernés et le public et à faciliter l'intégration de la protection des espèces dans les activités humaines et dans les politiques publiques.

L'aigle de Bonelli (*Aquila fasciata*) est un rapace de taille moyenne des climats semi-arides dont la présence en France, comme en Europe, se limite au pourtour méditerranéen.

L'espèce est en déclin depuis 50 ans sur toute son aire de répartition (Inde, Chine, Moyen-Orient, Maghreb et sud de l'Europe). En France, la population nicheuse était estimée à 80 couples en 1960 et il n'en restait que 22 en 2002 (elle atteint 30 couples en 2012). Depuis les simples initiatives locales de conservation des années 1970 jusqu'aux deux derniers plans nationaux d'actions (1999-2004, 2005- 2009), la connaissance sur l'espèce s'est beaucoup améliorée, les actions de conservation et de lutte contre les menaces se sont structurées. Mais malgré ces efforts, l'espèce est encore aujourd'hui classée « en danger » et son état de conservation très précaire en fait l'un des rapaces les plus menacés de France.



C'est pourquoi le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a souhaité la poursuite des précédents plans nationaux d'actions. L'aigle de Bonelli est une espèce dont la productivité naturelle est faible, ce qui se traduit par un accroissement lent des effectifs. L'évaluation de l'efficacité des actions ne peut donc se mesurer que grâce à l'analyse de données sur une longue période. C'est ce qui a motivé la décision de concevoir ce nouveau plan national d'actions pour une durée de dix ans (2014-2023).



**Évolution de la répartition française de l'Aigle de Bonelli entre 1950 et 2014.** Source : Agir pour l'Aigle de Bonelli - L'essentiel du Plan National d'Actions 2014-2023, MEDDE

L'enjeu de ce plan est de consolider la population actuelle française d'aigle de Bonelli et d'assurer sa pérennité. Les efforts du PNA seront orientés sur la réduction des menaces et la préservation des habitats avec un effort particulier dans les sites vacants, seuls espaces à même de permettre un développement futur de la population d'aigle de Bonelli.

Pour cela, sept objectifs, déclinés en 27 actions, ont été fixés :

- Réduire et prévenir les facteurs de mortalité d'origine anthropique ;
- Préserver, restaurer et améliorer l'habitat ;
- Organiser la surveillance et diminuer les sources de dérangements ;
- Améliorer les connaissances pour mieux gérer et mieux préserver l'aigle de Bonelli ;
- Favoriser la prise en compte du Plan dans les politiques publiques ;
- Faire connaître l'espèce et le patrimoine local remarquable ;
- Coordonner les actions et favoriser la coopération internationale.

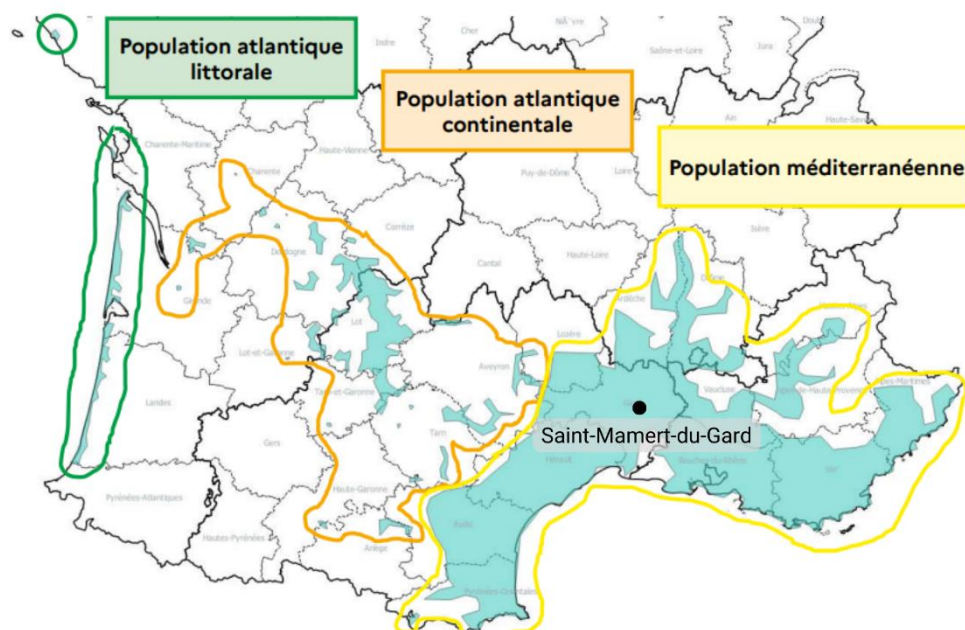
- ***Plan National d'Actions (PNA) pour la conservation du lézard ocellé***

Le Lézard ocellé est un reptile diurne menacé à l'échelle nationale et européenne. Il est présent en France sur le pourtour méditerranéen, les causses lotois et le littoral atlantique. Il fréquente divers habitats tels que les pelouses sèches et milieux ouverts broussailleux, les oliveraies et amanderaies ainsi que les dunes littorales. On le trouve rarement à plus de 50m de son nid. Les principales causes de son déclin sont la déprise rurale et la fermeture des habitats.

La reproduction du Lézard ocellé s'étend d'avril à début juillet, en sachant que la femelle ne pond qu'une seule fois par an.



***Lézard Ocellé.*** Source : Aurélien Audevard



*Cartographie des trois ensembles biogéographiques de la distribution du Lézard ocellé et des aires de protections de celui-ci. Source : PNA II en faveur du lézard ocellé, 2019.*

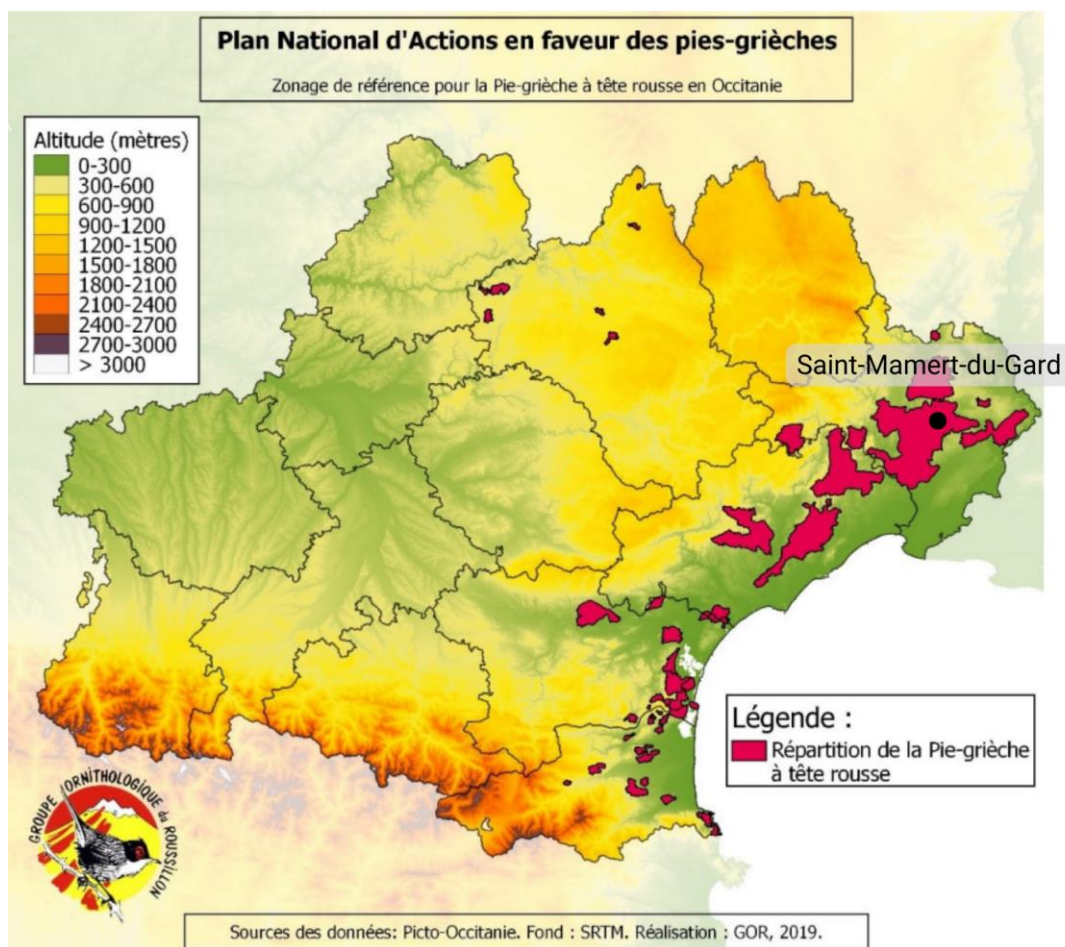
- **Plan National d'Actions (PNA) pour la conservation de la pie-grièche à tête rousse**

La pie-grièche à tête rousse, liée à des climats de type méditerranéen ou supra-méditerranéen, fréquente les plaines et les régions collinéennes sèches et bien exposées et est presque strictement insectivore. En 1994, la population nicheuse de France a été grossièrement estimée à environ 10 000 couples. Depuis cette époque, la régression a continué surtout dans le quart nord-est du pays, ainsi qu'en Provence où ne subsistent plus que 40 à 80 couples.



*Pie-grièche à tête rousse. Source : John Gerrard Keulemans*





*Répartition de la Pie-grièche à tête rousse en Occitanie. Source : PNA Pie-Grièche, 2013.*

### 3.2.2.2 Périmètres de protection

Les périmètres de protection sont des zones dont l'intérêt naturel ou paysager a justifié la mise en place de mesures de protection réglementaire.

## Natura 2000

Le réseau Natura 2000 a été mis en place en application de la Directive "Oiseaux" datant de 1979 et de la Directive "Habitats" datant de 1992. Dispositif contractuel, il vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats d'intérêt communautaire particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent.

La structuration de ce réseau comprend :

- Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".

Ces espaces sont intégrés à un réseau européen et font l'objet d'un document d'objectif (DOCOB) qui définit les mesures de gestion à mettre en œuvre.

La commune n'est pas couverte par un site Natura 2000 mais on en compte trois à proximité.



- **La ZSC « Le Gardon et ses Gorges » (FR9101395) :**

Ce site d'une superficie de 7 024 ha a été proposé en 1998. Il est situé à environ 7 km à l'est de la commune.

Le Gardon a entaillé dans les calcaires durs de l'arrière-pays nîmois, des gorges profondes avec des falaises intéressantes pour l'avifaune, les chiroptères et la végétation chasmophytique.

Bien que le niveau d'eau soit très variable au cours des saisons et que le Gardon puisse s'assécher sur une partie de son cours, il conserve un intérêt significatif pour certaines espèces de poissons. Toutefois, la présence de seuils à l'aval, dont tous ne sont pas encore équipés de passes à poissons, limite cet intérêt.

De part et d'autre des gorges, le plateau calcaire accueille les habitats et les espèces caractéristiques des zones méditerranéennes chaudes.

La diversité des caractères morphologiques de ce site explique la diversité des habitats et des espèces qu'on peut y rencontrer. Outre les formations typiques des garrigues méditerranéennes, les ripisylves restent encore très intéressantes malgré les dégâts causés par les crues de 2002 et 2003, avec des variantes à Arbre de Judée remarquables. Elles permettent au Castor (*Castor fiber*) de trouver refuge et nourriture. Les nombreuses grottes permettent d'accueillir une bonne diversité de Chiroptères.

Les habitats d'intérêt communautaire présents sur le site sont les suivants :

- Forêts-galeries à *Salix alba* et *Populus alba*,
- Forêt à *Quercus ilex* et *Quercus ilex*,
- Grottes non-exploitées par le tourisme,
- Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique,
- Eboulis ouest méditerranéens et thermophiles,
- Parcours substepmiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea \*
- Matorrals arborescents à *Juniperus* spp.
- Formations stables xérothermophiles à *Buxus sempervirens* des pentes rocheuses (*Berberidion* p.p.)
- Rivières permanentes méditerranéennes du Paspalo-Agrostidion avec rideaux boisés riverains à *Salix* et *Populus alba*
- Rivières permanentes méditerranéennes à *Glaucium flavum*

Seul l'habitat Parcours substepmiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea \* est d'intérêt prioritaire.

Les espèces animales ayant justifié la désignation du SIC le Lez sont les suivantes :

- Mammifères : Grand Rhinolophe, Petit Rhinolophe, Rhinolophe euryale, Vespertilion à oreilles échancrées, Grand Murin, Petit Murin, Vespertilion de Capaccini, Castor d'Eurasie, Minioptère de Schreibers.
- Invertébrés : Grand Capricorne,
- Poissons : le Blageon, le Toxostome.

Aucune de ces espèces n'est d'intérêt prioritaire.

- **La ZPS « Gorges du Gardon », à 7 km à l'Est de la commune**

Ce site représente une superficie de 7 024 ha et a été classé en ZPS en 2005. Il est situé à environ 7 km à l'est de la commune.

La ZPS abrite trois espèces de rapaces remarquables, l'Aigle de Bonelli, le Circaète Jean-le-Blanc et le Vautour percnoptère. Le Busard cendré, le grand Duc, ainsi que la plupart des passereaux des garrigues méditerranéennes se rencontrent dans le massif.

L'extension du site en 2006 permet d'intégrer le site de nidification d'un nouveau couple d'Aigles de Bonelli installé en 2005 et d'améliorer la représentativité des territoires de chasse de ces rapaces.

20 espèces d'oiseaux ont justifié la désignation du site en ZPS.

- **La ZPS « Camp des garrigues » à 7,5 km à l'Est de la commune**

Ce site a une superficie de 2 089 ha et a été désigné en ZPS en juin 2006.

Le site concerne une partie du camp militaire dit « des Garrigues », au nord de Nîmes. Il appartient au vaste massif calcaire dans lequel le Gardon a taillé de profondes gorges. La végétation varie de la garrigue à chêne kermes et de pelouses rases sur les affleurements calcaires jusqu'à des boisements feuillus et des pelouses plus humides au fond des quelques vallons inclus dans la ZPS.

La diversité des milieux maintenue du fait des activités pratiquées sur le site favorise une richesse avifaunistique marquée notamment par la présence du cortège des espèces des garrigues méditerranéennes.

Les principales espèces de passereaux et assimilés caractéristiques des zones méditerranéennes sont présentes dans le camp, mais leurs effectifs restent à préciser.

Le camp présente aussi un intérêt majeur comme territoire de chasse pour les rapaces nichant dans les gorges du Gardon voisines, l'Aigle de Bonelli, le Circaète Jean-le-Blanc et le Busard cendré, ces deux dernières étant également nicheuses dans le camp.

La ZPS est également placée sur la voie de migration de nombreuses espèces qui sont plus ou moins régulièrement observées en étape migratoire: Aigle botté (*Hieraaetus pennatus*), Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*), Cigogne blanche (*Ciconia ciconia*).

13 espèces d'oiseaux ont justifié la désignation du site en ZPS.

### 3.2.2.3 La faune et la flore

La moitié de la commune de Saint-Mamert-du-Gard se trouve dans une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), à savoir les bois de Lens. De ce fait, elle dispose d'une faune et d'une flore particulièrement riches. Aussi d'après l'observatoire du patrimoine naturel du Gard, on trouve, de manière non-exhaustive, 299 espèces animales et 194 espèces végétales sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard.

Historiquement, les habitants et riverains des bois de Lens s'y rendaient pour conduire leurs troupeaux, chasser, cueillir des herbes médicinales et tinctoriales, cultiver des olivettes et de maigres champs de céréales rustiques, produit de la chaux et du charbon. Il s'y est, de plus, développé un patrimoine vernaculaire construit à partir de pierres sèches.

#### La faune

Parmi les espèces emblématiques qui vivent, se reproduisent et traversent le bois des Lens on retrouve des espèces protégées d'oiseaux, comme le Circaète Jean-le-blanc, le Busard cendré, ou le Hibou grand-duc, qui nichent dans le massif. Certains rapaces utilisent aussi le massif comme territoire de chasse, tel que l'Aigle de Bonelli, espèce menacée qui bénéficie d'un plan national d'action pour sa sauvegarde. D'autres oiseaux se déplacent au-dessus du massif lors d'épisode de migration. On relève aussi sur ce territoire dix-huit espèces de chauves-souris, qui sont toutes protégées en raison de leur caractère vulnérable. On peut y observer également des batraciens et de nombreuses espèces de papillons dont la Proserpine, une espèce protégée typiquement méditerranéenne et que l'on ne trouve en France que dans quelques départements.

La chasse se poursuit encore de nos jours dans les bois des Lens où se côtoient plusieurs sociétés de chasse, s'intéressant aux gros et petits gibiers. Mais la ressource cynégétique n'est pas inépuisable, d'autant plus que plusieurs facteurs ont contribué et contribuent au déclin de certaines espèces. Parmi les espaces menacés, on relève que la perdrix rouge est en cours de réintroduction sur le territoire.



Circaète Jean-le-Blanc  
(*Circaetus gallicus*)  
Orchi



Hibou grand duc  
(*Bubo bubo*)  
Martin Mecnarowski



Busard cendré  
(*Circus pygargus*)  
PNR Marais Poitevin



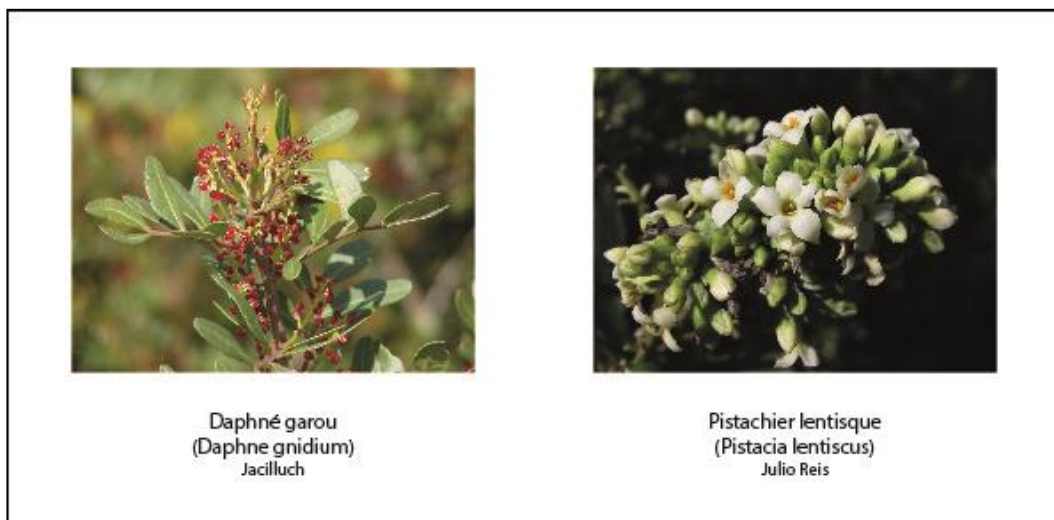
Perdrix rouge  
(*Alectoris rufa*)  
Didier Descouens



Proserpine  
(*Zerynthia rumina*)  
Arturo Nikolai

## La flore

Les bois de Lens abritent près de 600 espèces de plantes dont certaines caractéristiques des Garrigues comme : le Daphné garou, le Pistachier lentisque ou encore l'Orchis à longues bractées, une orchidée sauvage aussi nommée Barlie de Robert. Le bois des Lens offre une mosaïque de milieux tels que des chênaies vertes, des pinèdes de Pins d'Alep, des pâtures, des prairies à brachypodes, des zones à végétation arbustive, etc.,



### 3.2.2.4 Patrimoine végétal à préserver

#### Alignements d'arbres

Les alignements d'arbres renforcent l'identité villageoise et s'organisent en un maillage riche et dense. Les alignements sont des formations arborées linéaires dont l'intérêt biologique varie selon le type. A Saint-Mamert-du-Gard on retrouve un alignement d'arbre dans le parc des Associations (Jean Rémy Solana) mais aussi le long de la nouvelle place de l'école, le long du cimetière ou encore route de Nîmes.

#### Arbres remarquables

« Depuis l'an 2000, dans le cadre de l'opération : « 200 arbres pour retrouver nos racines », l'association A.R.B.R.E.S. attribue le label « Arbre Remarquable de France ». Ce label est attribué aux communes, collectivités territoriales, établissements publics et propriétaires privés qui, possédant un arbre exceptionnel, signent un accord de partenariat avec l'association, impliquant notamment :





- Un engagement d'entretien, de sauvegarde et de mise en valeur de l'arbre en question, considéré comme patrimoine naturel et culturel ;
- La mise en place sur le site d'un panneau de présentation de l'arbre portant le logo de l'association. »





(Source : fédération « Patrimoine-Environnement (LUR-FNASSEM))



Aussi un arbre sans être classé comme remarquable peut être inscrit en tant qu'espace boisé protégé (EBP). De fait l'article L130-1 du code de l'urbanisme permet d'interdire l'abattage sans autorisation d'une surface boisée mais également d'une haie, d'un parc, d'un alignement d'arbres et même d'un arbre isolé. L'arbre protégé par le PLU ne peut être abattu seulement avec autorisation de la mairie




ELEMENTS DE PAYSAGE A PRESERVER ET CONSERVER AU TITRE DE L'ARTICLE L151-23 DU CODE DE L'URBANISME :

| Numéro | Références cadastrales | Nom  | Photographie   | Description  |
|--------|------------------------|--|--|--|
| 1      |                        | Les trois micocouliers ornant l'entrée du temple |    | Ce n'étaient historiquement pas trois micocouliers mais deux marronniers qui ornaient l'entrée du temple : ceux-ci ont été plantés en 1910. Ils ont ensuite été remplacés par trois micocouliers plantés en 1984 au cours des travaux d'embellissement de la place de la mairie et de la traversée du village. Ces arbres sont à protéger. |
| 2      |                        | Platane face à la mairie                         |   | Le platane en face de la mairie a sans doute été planté peu après la construction de la mairie (1868), à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe siècle.<br><br>La taille de son houppier permet d'ombrager la place de la mairie, dans un environnement très minéral. Cet arbre centenaire est à protéger comme patrimoine historique.   |
| 3      | B579                   | Le chêne blanc de la place du foyer              |  | Le chêne blanc, localisé sur la place située devant le foyer. Au début du XXe siècle, une gendarmerie occupait les locaux actuels du foyer. Un gendarme a semé un gland en souvenir de la victoire de la guerre en 1918, donnant naissance à l'actuel chêne blanc. Cet arbre est à protéger pour sa valeur symbolique et historique.       |
| 4      |                        | Olivier accolé à l'église                        |  |  |

|   |                  |  |  |  |
|---|------------------|--|--|--|
| 5 | C1230 ;<br>C1267 | Chêne le long de la<br>RD22                        |    |  |
| 6 | B 577            | 1 marronnier et 1<br>tilleul derrière la<br>mairie |    |  |
| 7 |                  | Alignement Route<br>de Nîmes                       |   |  |
| 8 | B2145            | Alignement Parc<br>Jean Remy Solana                |  |  |

|    |  |                           |   |   |
|----|--|---------------------------|---|---|
| 9  |  | Gisement de Robiac        |   | <p>(Sources : DREAL)</p> <p>Le gisement à vertébrés de Robiac, situé à l'ouest du village est un site riche en fossiles de vertébrés datant de l'Eocène supérieur (les fossiles ont été datés à 38 millions d'années BP). Au moins 65 espèces de mammifères et de reptiles y ont été repérées, raison pour laquelle les fossiles que l'on y retrouve servent de référence internationale pour l'Eocène supérieur.</p> <p>Réserve naturelle jusqu'en 2009, ce site ne bénéficie pas actuellement de protection juridique. Il existe cependant un projet de réserve naturelle nationale de la Gardonnenque.</p> |
| 10 |  | Alignement D1 - Cimetière |  |   |

La commune a également identifié des espaces arborés à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme :

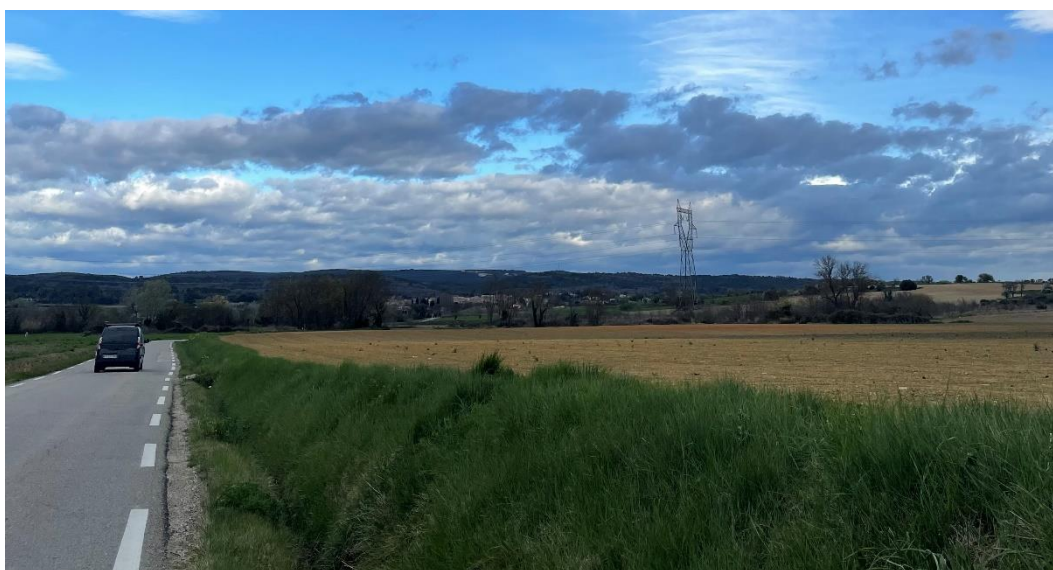
| Numéro | Nom                            | Photographie   |
|--------|--------------------------------|--|
| 1      | Parc arboré, chemin de la Gare |  |



|   |  |  |
|---|--|--|
| 2 | Parc des Associations (Jean Rémy Solana) |  |
| 3 | Parc de la Maison Dumond                 |  |

### 3.2.2.5 Points noirs paysagers

On relève le passage d'une ligne électrique au Nord-Ouest de la commune, qui coupe la RD 22 et est visible dans le secteur sud de la commune, notamment le long de ce même axe routier. Il s'agit d'une ligne haute tension de 400 kW qui relie Tamareau à Tavel.



RD 22. Source : Verdi 2022.

### 3.2.2.6 Jonctions biologiques

Une jonction biologique est un élément naturel, ou une trame d'habitats « naturels », permettant aux organismes vivants de circuler entre deux sites qui leur sont favorables. Très importants pour le fonctionnement des écosystèmes et le maintien des espèces, ils sont reconnus dans la législation actuelle sous les termes de trame bleue, pour les milieux liés à l'eau et trame verte pour les autres.

#### Trame verte et bleue

La Trame Verte et Bleue du SRCE ainsi que les éléments remarquables identifiés par le SCoT Sud Gard ont permis de définir la Trame Verte et Bleue de Saint-Mamert-du-Gard.



La commune est concernée par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Languedoc-Roussillon, approuvé en octobre 2015.

*Le SRCE est l'outil d'aménagement à échelle régionale pour la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue. Le contenu de ce document répond aux exigences réglementaires du Code de l'Environnement.*

*Le plan d'action stratégique du SRCE se compose de 4 grandes orientations stratégiques avec 19 actions et de 5 orientations stratégiques territorialisées.*

Au vu du SRCE, les ruisseaux des Lens et de Braune (trame bleue) et leurs ripisylves (trame verte) sont des supports de biodiversité (corridors écologiques).



## **SRCE L-R : Trame verte et bleue**

### **Trame verte**

- Réservoirs de biodiversité
- Corridors écologiques

NB : La représentation cartographique des corridors écologiques constitue une identification des enjeux de continuité qui fera l'objet d'une adaptation locale.

### **Trame bleue**

- Cours d'eau : Réservoirs de biodiversité
- Cours d'eau : Corridors écologiques
- Réservoirs de biodiversité : zones humides, plans d'eau et lagunes
- Espaces de mobilité



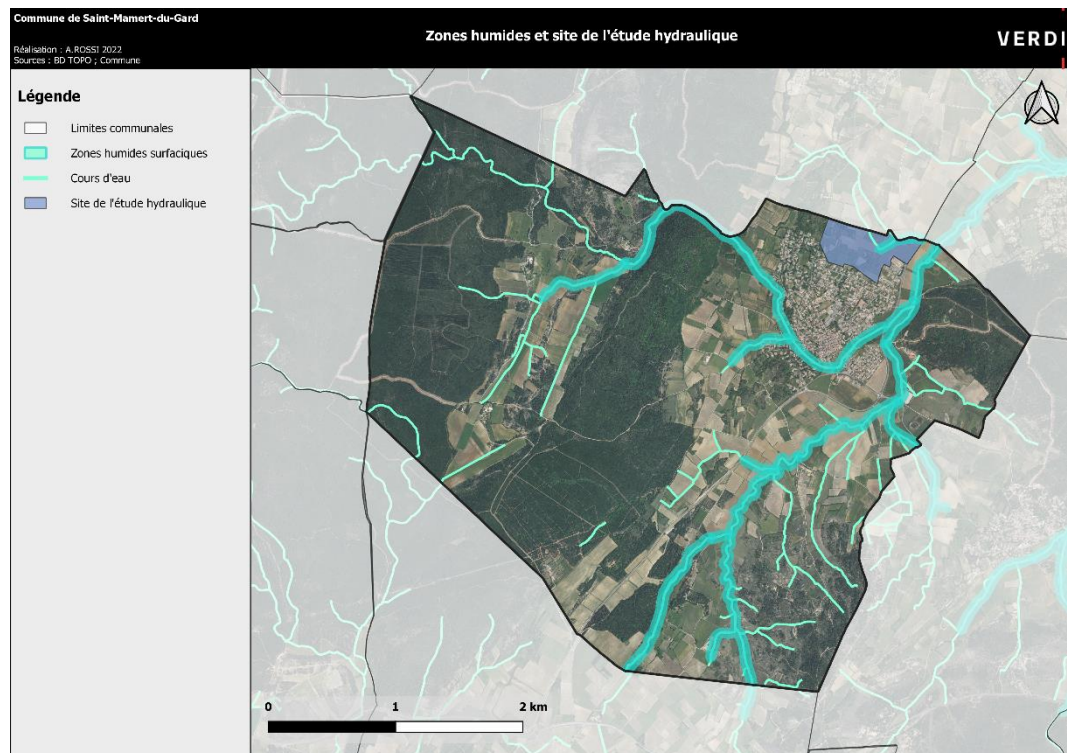
*Zoom sur les éléments de la trame verte et bleue régionale à Saint-Mamert-du-Gard. Source : SRCE Languedoc-Roussillon*

La Trame Verte et Bleue a été délimitée sur la base des corridors écologiques définis par le SCoT puis affinée localement.

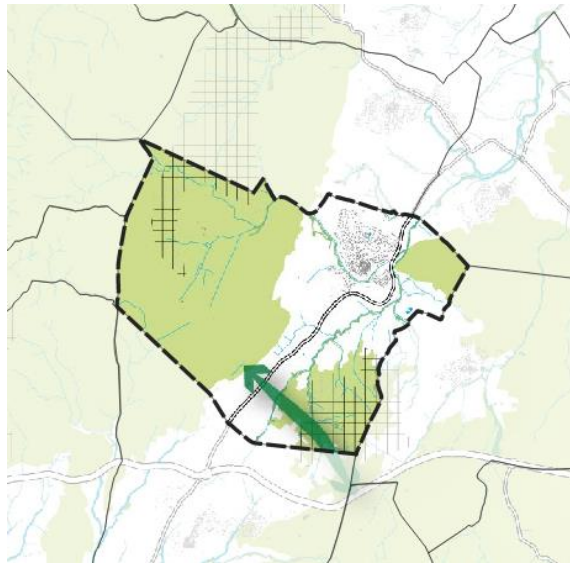
Pour ce qui concerne Saint-Mamert-du-Gard, le SCoT a identifié les boisements forestiers et les plaines agricoles principalement à l'Ouest, mais aussi au Sud et à l'Est de la poche urbaine de la commune comme des ensembles naturels patrimoniaux. Les cours d'eau permanents sont le chevelu hydraulique du Bassin du Gardon à savoir les ruisseaux de la Braune, des Lens et le Valat de Ponteil. Deux parties au Sud et au Nord-Ouest du territoire sont identifiées en secteur de garrigues ouvertes.

La préservation des ripisylves est importante. Leurs rôles sont de stabiliser les berges, réduire les risques inondation dans le lit majeur, filtrer des polluants d'origine agricole, limiter de la température de l'eau, maintenir la diversité des milieux et la biodiversité au sens large.

Selon le code de l'environnement, les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». (Art. L.211-1 du code de l'environnement). La commune présente des zones humides le long de ses deux cours d'eau principaux, à savoir les ruisseaux des Lens et de Braune.



*Zones humides surfaciques et zonage de l'étude hydraulique réalisé à la demande de la commune. Source : Verdi, 2022.*



#### # Légende

##### > L'armature des espaces naturels et agricoles

- Les cœurs de biodiversité
- Les ensembles naturels patrimoniaux
- ▨ Les secteurs de garrigues ouvertes
- Les secteurs boisés en plaine
- ➡ Les corridors écologiques

##### > La trame bleue

- Les masses d'eaux structurantes
- Les masses d'eaux fragiles
- Les cours d'eaux permanents
- Espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF)
- Zone humide connue devant faire l'objet de protection

*Les corridors écologiques et réservoirs de biodiversité du SCoT Sud Gard. Source :  
DOO du SCoT Sud Gard*

### Éléments de coupure

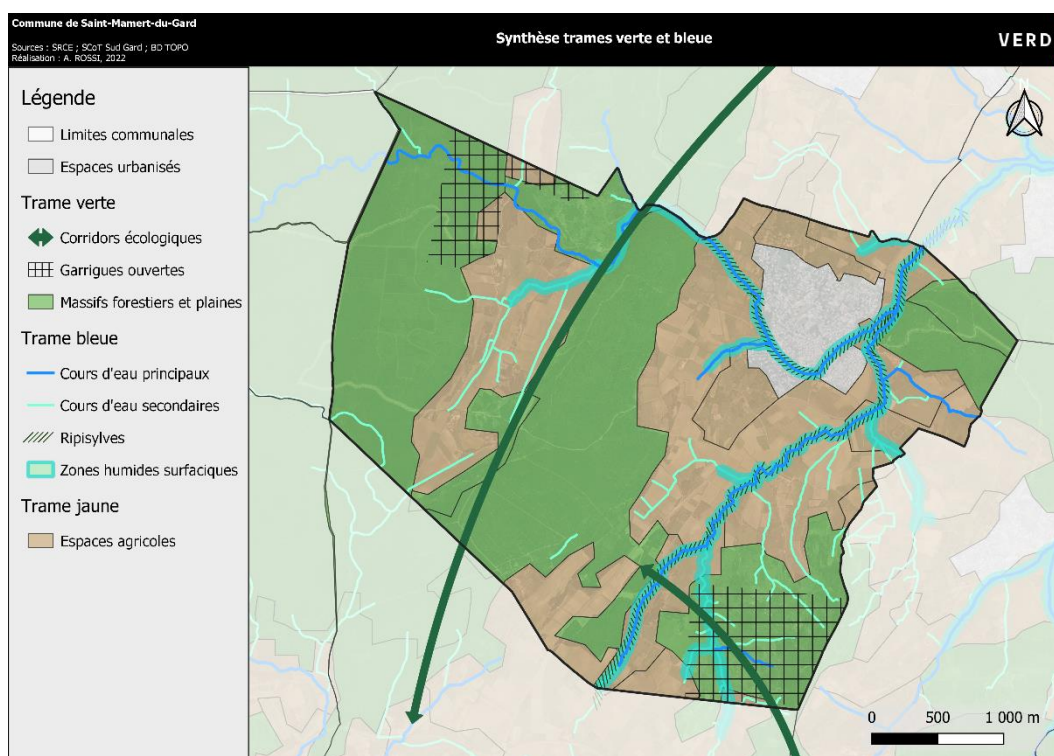
Les deux routes départementales (RD 1 et RD 22) sont des éléments de rupture partielle des jonctions écologiques.

### Éléments positifs

Certains secteurs de la commune présentent un fort degré de naturalité, avec des enjeux naturalistes bien identifiés (présence de nombreuses espèces patrimoniales).

- Les milieux boisés occupent un espace important sur la commune. Ils ont ici un fort intérêt pour la faune et la flore.
- Entrées de villes qualitatives

Certains secteurs agricoles sont constitués de mosaïque de milieux ce qui leur confère un intérêt paysager et naturaliste.



*Synthèse trames verte et bleue sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard. Source : Verdi, 2022.*

#### Points-clés de l'état initial de l'environnement :

##### Patrimoine paysager :

Un paysage méditerranéen remarquable peu impacté par le développement urbain de la commune qui reste concentré dans une poche urbaine bien délimitée.

Les espaces agricoles nombreux se résumant principalement aux vignes, à l'élevage ovin, aux cultures annuelles et à la pension de chevaux.

Inscription dans le grand ensemble paysager des Garrigues de Nîmes.

Des entrées de villes et de territoires qualitatives. Un parc privé boisé se situe au cœur du village et présente un intérêt patrimonial et environnemental. Il est à noter la présence d'une zone humide située en bordure du chemin de Saint Génès au Nord de la commune (secteur Francurelle).

Une ligne électrique haute tension impacte le paysage.

##### Patrimoine bâti et culturel :

Un patrimoine bâti présent dans le centre ancien

Un patrimoine archéologique disséminé

##### Patrimoine écologique :

1 ZNIEFF de type II

3 Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Une commune concernée par trois Plans Nationaux d'Action (PNA) d'espèces menacées



A proximité du territoire : 3 sites Natura 2000 : 1 SIC (site d'importance communautaire) et 2 ZPS (zone de protection spécial)

#### Habitats naturels :

Une végétation variée : des boisements composés majoritairement de chênes verts, des garrigues et des pelouses sèches.

#### La flore et la faune :

Présence de plusieurs espèces floristiques et faunistiques présentant un intérêt patrimonial fort.

Une biodiversité riche.

#### Jonctions biologiques :

Les cours d'eau du Ruisseau des Lens et de Braune sont le support de corridors écologiques. Aussi une grande partie de la commune est ressentie comme « ensembles naturels patrimoniaux ».

De plus le Bois des Lens apparait comme une trame verte entre le bassin versant du Vidourle et le bassin versant du gardon.

La commune présente des zones humides, qui se superposent à ses cours d'eau. Il est à noter que l'une de ces zones borde directement la poche urbaine de la commune.

#### **Principaux enjeux pour la commune :**

Limitier l'étalement urbain en préférant la densification raisonnée à un développement dispersé dans l'espace agricole, les boisements et garrigues.

Préserver les ripisylves et lutter contre l'altération des cours d'eau.

Des paysages agricoles de caractère à protéger.

Assurer une protection tant des principaux espaces d'intérêt écologique que des continuités écologiques – Trame Verte (Bois des Lens) et Bleue – existantes sur le territoire.

Structurer et accompagner le développement des usages récréatifs de la nature en sensibilisant les usagers.

Poursuivre la mise en valeur du patrimoine local riche et diversifié et des éléments bâtis d'intérêt patrimonial du centre ancien

Protéger les parcs paysagers urbains ainsi que les zones naturelles et humides, présentant un intérêt faunistique et floristique

## 3.3 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

### 3.3.1 LES RISQUES

Six risques majeurs sont recensés sur la commune et concernent : les inondations (débordements des cours d'eau et ruissellements), les feux de forêts, les mouvements de terrain (dû à la présence d'argile et de cavité entre autres), les risques sismiques, les risques « chute de blocs », les expositions au radon, les transports de matières dangereuses.

#### 3.3.1.1 Le risque inondation

##### Des risques à l'échelle des bassins-versants et de la commune

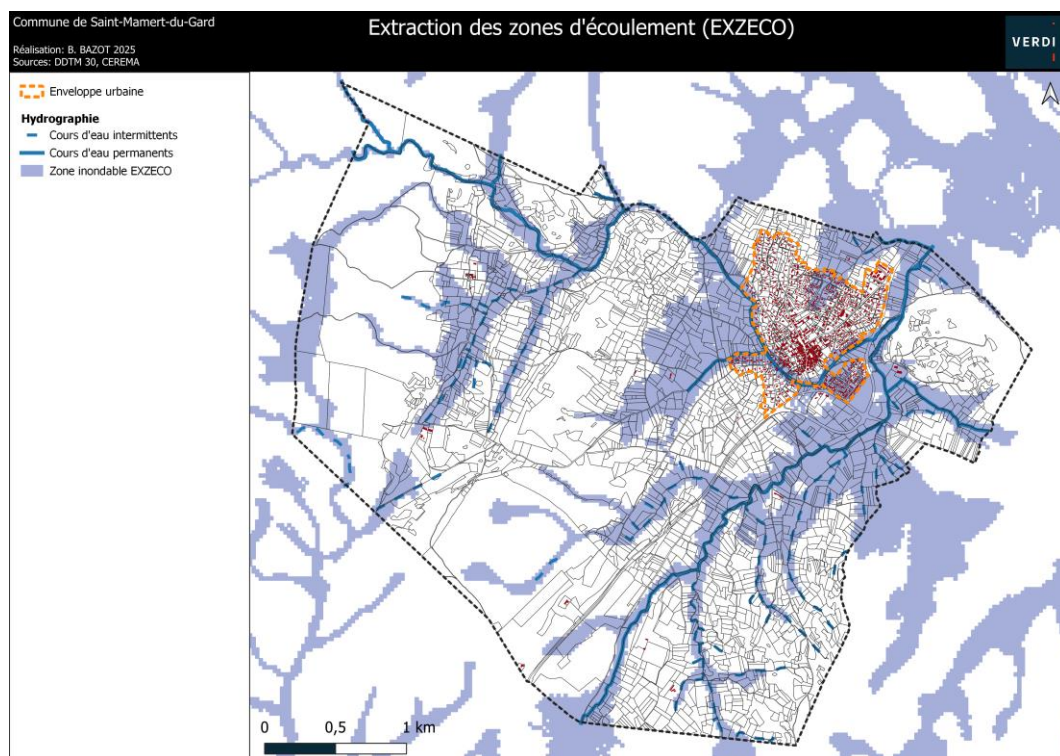
##### Extraction des zones d'écoulement (EXZECO) :

Une cartographie réalisée par le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) a permis de constituer dès 2011 une première approche de la connaissance du risque inondation (débordement et ruissellement) à une grande échelle dans le cadre de la Directive Inondation.

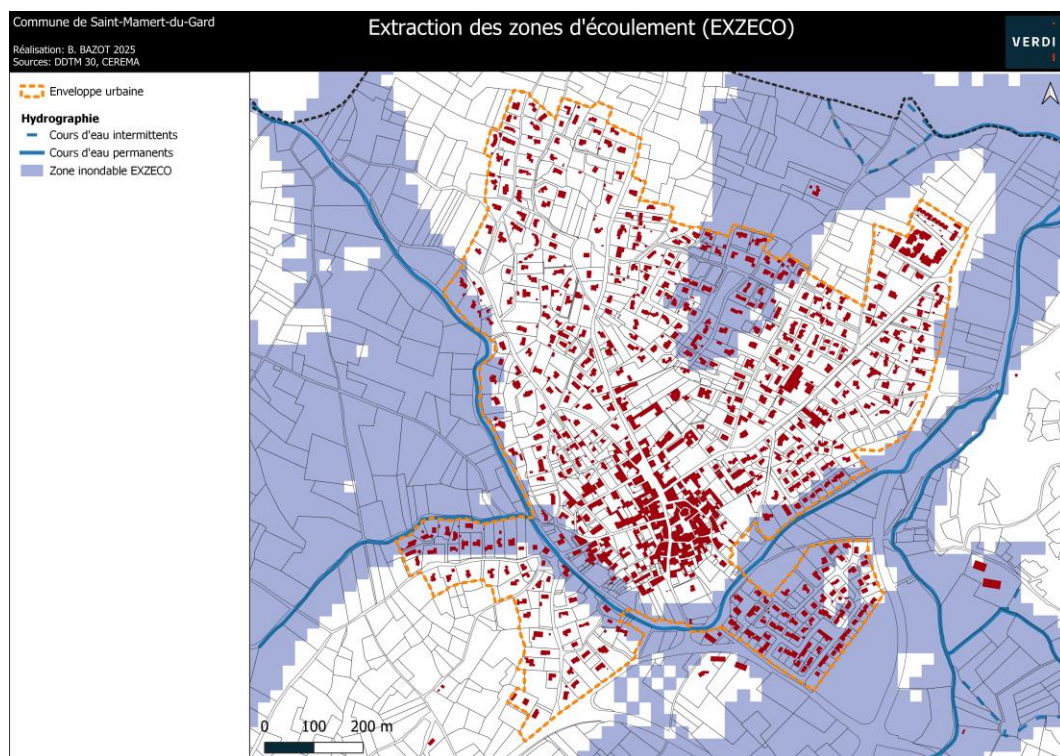
Dans le cadre de l'estimation de l'Évaluation préliminaire des risques d'inondation sur le bassin Rhône-Méditerranée, l'outil Exzeco a permis de déterminer les zones potentiellement inondables par débordement et ruissellement.

Cette étude est basée essentiellement sur la topographie. Lors de l'élaboration ou la révision des PLU, elle a été transmise aux communes concernées dans les récents « porter à connaissance ». Les résultats de cette étude ne se substituent pas à l'emprise des PPRI approuvés après 2002 et aux Atlas des Zones Inondables. **Néanmoins, lorsqu'il n'y a aucune connaissance du ruissellement, les secteurs identifiés comme potentiellement inondables par l'étude EXZECO (hormis les emprises inondables des PPRI et des AZI) doivent être considérés comme inondables par ruissellement.**

Dans le règlement du PLU (dispositions générales) il a été repris les clauses réglementaires type M-U (en zone urbaine : UA, UAp, UAv, UB, UBa, UBc, UBe1, UBe2, UBp) ou type M-NU (en zone non urbaine : 1AU, 1AUp, 2AUp, A, Ap, Ar, Aj, Aj1, N, Ndv, NI, Nph, Ntc, Ntc1, Nh) pour les zones concernées par l'aléa ruissellement EXZECO.



*Cartographie des extractions des zones inondables (EXZECO). Source : Cerema.*



*Cartographie des extractions des zones inondables(EXZECO). Source : Cerema.*

Etudes hydrauliques du ruissellement pluvial :**1) Oteis 2016**

Oteis a réalisé en 2016 une étude hydraulique comportant 3 lots :

- Lot 1 : caractérisation du risque inondation sur le ruisseau des Lens et étude des possibilités d'aménagement
- Lot 2 : étude du ruissellement pluvial sur la zone nord
- Lot 3 : étude du réseau pluvial

Cette étude qui portait dans le cadre du lot 1 sur la caractérisation précise des débordements a constitué un porté à connaissance auprès des services de l'Etat, pour identifier des zones potentielles de débordement non cartographiées dans le cadre du PPRI élaboré en 2008

**2) Oteis 2022/2023**

Par la suite, Oteis a réalisé en 2022 une étude hydraulique du ruissellement pluvial à l'échelle de la commune. Les données ont été mise à jour en 2023.

**Cette étude a été validée par la DDTM. Ainsi c'est la modélisation EXZECO qui doit être prise en compte.**

Historique des inondations et/ou coulées de boue.

Inondations et/ou Coulées de Boue : 11

| Code national CATNAT | Début le   | Fin le     | Arrêté du  | Sur le JO du |
|----------------------|------------|------------|------------|--------------|
| INTE1425669A         | 09/10/2014 | 11/10/2014 | 11/10/2014 | 07/11/2014   |
| INTE0500698A         | 06/09/2005 | 07/09/2005 | 07/09/2005 | 14/10/2005   |
| INTE0200523A         | 08/09/2002 | 10/09/2002 | 10/09/2002 | 20/09/2002   |
| INTE0200011A         | 07/10/2001 | 07/10/2001 | 07/10/2001 | 09/02/2002   |
| INTE9500699A         | 03/10/1995 | 06/10/1995 | 06/10/1995 | 07/01/1996   |
| INTE9500104A         | 19/10/1994 | 21/10/1994 | 21/10/1994 | 17/03/1995   |
| INTE9100039A         | 12/10/1990 | 12/10/1990 | 12/10/1990 | 07/02/1991   |
| INTX8810867A         | 03/10/1988 | 03/10/1988 | 03/10/1988 | 08/10/1988   |
| INTE8700362A         | 27/08/1987 | 27/08/1987 | 27/08/1987 | 11/11/1987   |
| INTE8700362A         | 24/08/1987 | 24/08/1987 | 24/08/1987 | 11/11/1987   |
| NOR19821118          | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 10/11/1982 | 19/11/1982   |

*Catastrophes naturelles : inondations et coulées de boue. Source : Géo Risques.*

**Des outils de prévention :**

- **PPRI**

La commune de Saint-Mamert-du-Gard fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)). Le PPRI « Gardon amont » a été approuvé le 03 juillet 2008 par arrêté préfectoral.



Le PPRI porte sur une partie du bassin-versant des Gardons et du sous-bassin-versant de la Gardonnenque, depuis la confluence des Gardons d'Alès et d'Anduze jusqu'à l'entrée dans les gorges du Gardon.

Le risque d'inondation peut résulter de débordement des principaux cours d'eau identifiés sur la zone d'étude, ou de ruissellement pluvial. Seul le premier, à caractère intercommunal, a été pris en compte.

Les événements historiques marquants sont : 1958, 1988, 2002, 2003. C'est la crue de 1976 qui a été la plus importante sur la commune de St-Mamert-du-Gard.

Conformément à l'article L 562-1 du code de l'environnement, le territoire couvert par le présent PPR inondation distingue deux types de zones au regard de l'aléa :

**Les zones de dangers**, directement exposées à l'inondation, elles-mêmes divisées en deux :

- Zone d'aléa fort (F) : Ce sont les zones de l'enveloppe hydrogéomorphologique où la hauteur d'eau pour la crue de référence est supérieure à 0.50m. Elles sont de couleur rouge sur le plan de zonage.
- Zone d'aléa modéré (M) : Ce sont les zones de l'enveloppe hydrogéomorphologique où la hauteur d'eau pour la crue de référence est inférieure ou égale à 0.50m. Elles sont de couleur bleue marine sur le plan de zonage en zone urbanisée et rouge en zone non urbanisée.

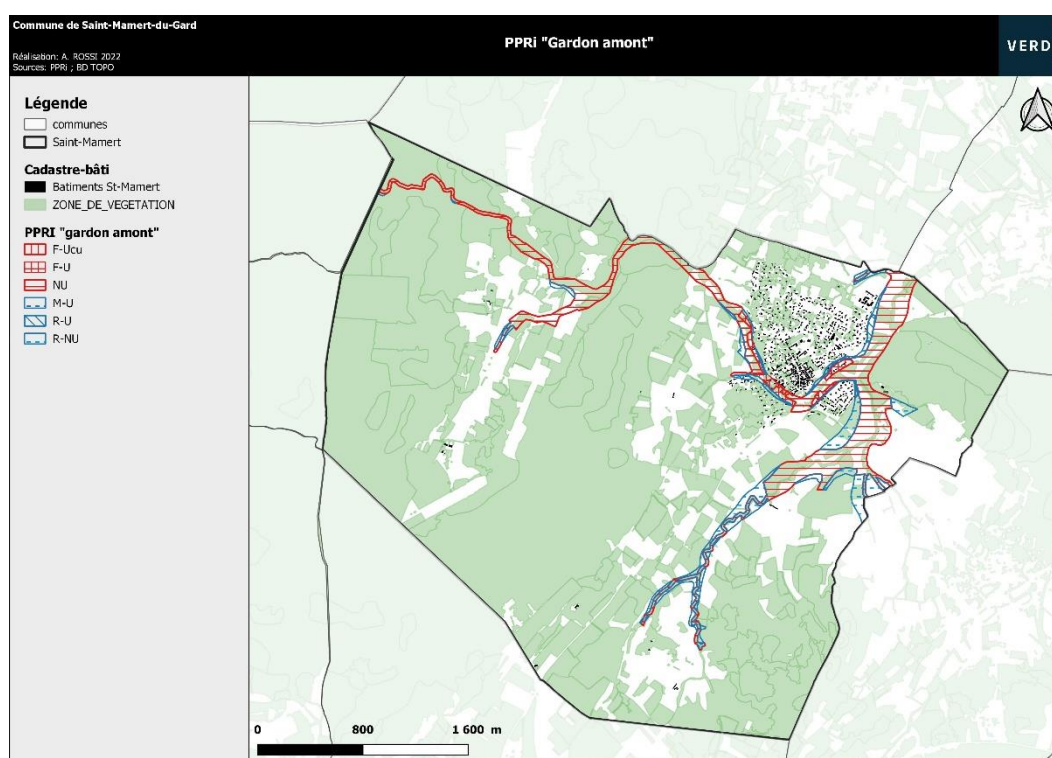
**Les zones de précaution**, elles-mêmes divisées en deux :

- Les zones d'aléa résiduel (R) : Ce sont les zones de l'enveloppe hydrogéomorphologique où la hauteur d'eau pour la crue de référence est nulle. Elles demeurent exposées à un aléa résiduel en cas de crue supérieure à la crue de référence ou de dysfonctionnement hydraulique. Elles sont de couleur bleu clair sur le plan de zonage.
- La zone blanche, qui concerne le reste du territoire communal

Le PPRI détermine les mesures de protection, de prévention, de sauvegarde ainsi que les mesures de mitigation à mettre en œuvre pour les risques naturels d'inondation. Le croisement des niveaux d'aléa et du degré d'urbanisation des secteurs considérés (selon les trois types d'occupation du sol : centre urbain, extensions urbaines récentes, zones peu ou pas urbanisées) conduit à délimiter 7 types de zones pour le règlement du présent PPR :

- La **zone F-U** : Zone urbanisée inondable par un aléa de référence fort, correspondant à des secteurs résidentiels ou d'activités, où il convient de ne pas augmenter les enjeux (population, activités) tout en permettant l'évolution du bâti existant, notamment pour en réduire la vulnérabilité
- La **zone F-Ucu** : Zone de centre urbain densément urbanisée inondable par un aléa de référence fort, correspondant à des secteurs ayant un intérêt historique, une occupation des sols denses, une continuité du bâti et une mixité des usages entre logements, commerces et services. Dans cette zone, des aménagements du règlement visent à assurer la continuité de vie et de permettre le renouvellement urbain en favorisant la réduction de la vulnérabilité
- La **zone M-U** : Zone urbanisée inondable par un aléa de référence modéré, où compte tenu de l'urbanisation existante, il s'agit de permettre un développement urbain compatible avec l'exposition aux risques
- La **zone N-U** : zone inondable non urbanisée (naturelle ou agricole), d'aléa indifférencié (fort ou modéré), dont il convient de préserver les capacités d'écoulement ou de stockage des crues en y interdisant les constructions nouvelles

- La **zone R-U** : zone urbanisée exposée à un aléa résiduel en cas de crue supérieure à la crue de référence ou de dysfonctionnement hydraulique. Son règlement vise à permettre un développement urbain compatible avec ce risque résiduel
- La **zone R-NU** : zone non urbanisée (naturelle ou agricole), exposée à un aléa résiduel en cas de crue supérieure à la crue de référence ou de dysfonctionnement hydraulique. Son règlement vise à préserver les capacités de stockage de ces zones mobilisées pour les plus fortes crues de façon à limiter les dégâts dans les secteurs les plus exposés
- La zone blanche, correspondant au reste du territoire du PPR, où des mesures de gestion des écoulements pluviaux et de compensation de l'imperméabilisation doivent être prises pour ne pas aggraver le risque dans les zones exposées



*Zonage du PPRI Gardon Amont. Réalisation : Verdi 2022.*

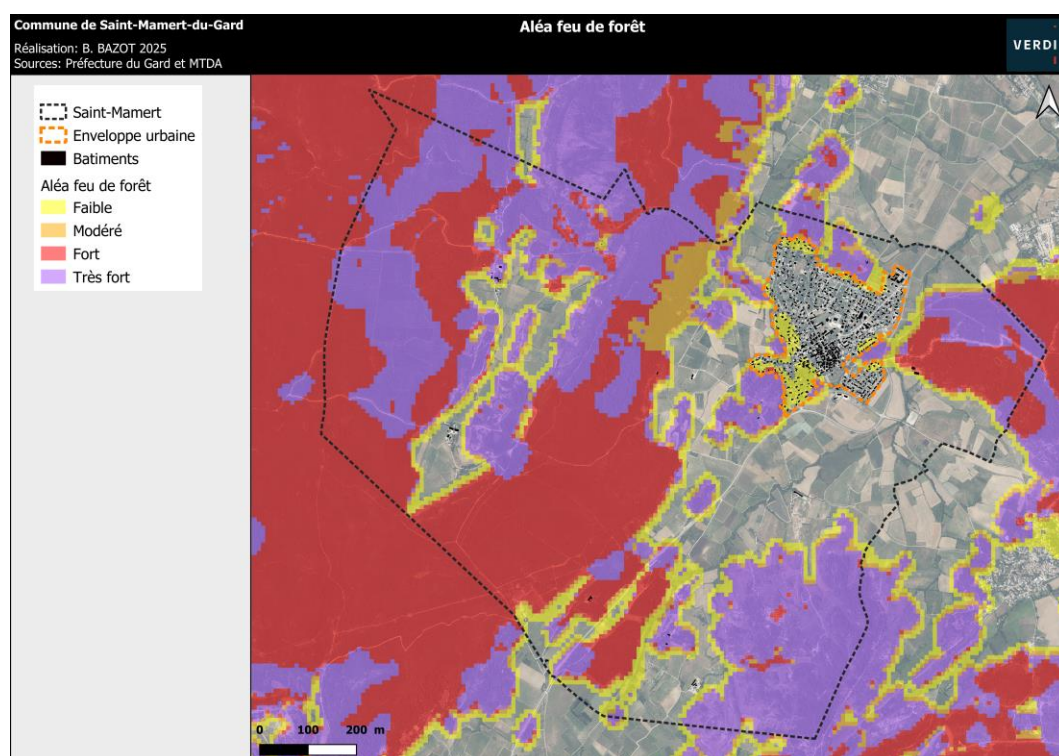
### 3.3.1.2 Le risque feux de forêts

Le département du Gard, boisé sur 50% de son territoire, fait partie des trente-deux départements identifiés dans le code forestier comme devant faire l'objet d'un Plan Départemental de Protection des Forêts contre les Incendies (PDPFCI) qui définit la politique de prévention en la matière à mettre en œuvre au niveau départemental. Son climat est de type méditerranéen avec de fortes nuances locales est soumis au risque d'incendie de forêt : les zones basses (Garrigues, Costières, basses Cévennes et vallée du Rhône), à température les plus hautes, ont les plus faibles précipitations. Il en résulte une sécheresse estivale très prononcée, accentuée par les vents fréquents et violents (mistral) qui accélèrent la dessiccation des végétaux et favorisent leur embrasement. Le risque feu de forêt résulte d'un croisement entre l'aléa feu de forêt (occurrence et intensité d'un feu de forêt) et

l'exposition au risque des biens et des personnes (enjeux), ainsi que de l'existence et de la qualité des équipements de défense contre l'incendie utilisable (défendabilité).

Le porter à connaissance est défini par l'article L132-2 du code de l'urbanisme. Il permet de transmettre en amont de la démarche de planification, aux porteurs de SCoT, de PLU (communaux ou intercommunaux) et des cartes communales, les informations qui leur sont nécessaires ou qui peuvent leur être utiles pour l'élaboration ou la révision de leurs documents d'urbanisme. L'article R. 132-1 du code de l'urbanisme prévoit l'élaboration d'un PAC pour l'élaboration ou la révision des SCoT, PLU et cartes communales. Dans les autres cas de figure (PLU ou SCOT approuvés), le présent PAC est un outil d'aide à la décision pour les demandes d'actes d'occupation des sols en application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme. (Source : porter à connaissance spécifique de l'aléa feu de forêt dans le Gard, 2021).

La sensibilité au risque feux de forêt d'un secteur boisé de la commune est donnée par la carte de l'aléa « feux de forêt ». La couche « aléa feux de forêt » ne donne qu'une indication du niveau de sensibilité d'un secteur communal par rapport au risque feux de forêt. La méthodologie retenue dans le Gard pour le calcul de l'aléa « feux de forêt » est une méthode indiciaire qui combine la combustibilité de la végétation présente et l'exposition au vent dominant. On obtient ainsi un indice d'aléa « feux de forêt » qui représente l'intensité de l'aléa subi, assimilable à des classes de puissance de feu. Quatre niveaux d'aléa sont ainsi déterminés : faible, modéré, élevé et très élevé.



*Aléa feu de forêt actualisé sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard. Source : DDTM 30.  
Réalisation/actualisation : MTDA, 2025, Verdi, 2025.*



L'analyse du risque repose sur l'analyse croisée de deux paramètres : l'aléa d'une part, et ses conséquences possibles sur les enjeux d'autre part.



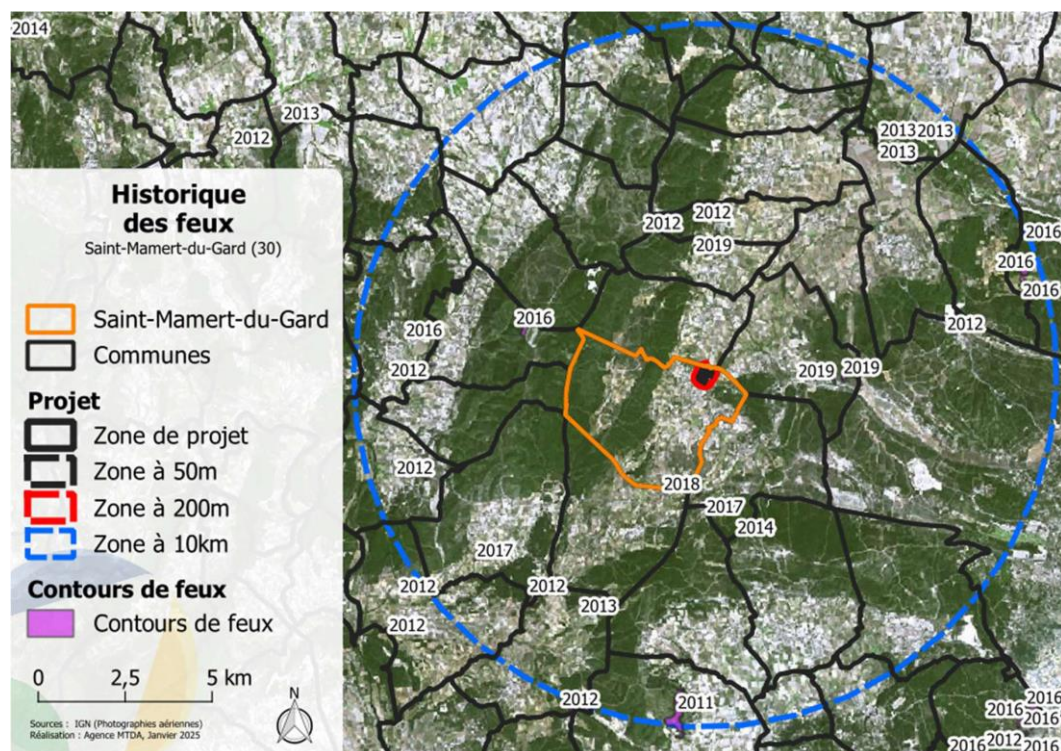
Deux types d'aléas doivent être analysés :

- **L'aléa induit** est l'aléa généré par une activité humaine (actuelle ou future). Il est comparable à la composante d'un "risque technologique" ;
- **L'aléa subi** par ces mêmes activités humaines est l'aléa auquel sont exposés les enjeux (actuels ou futurs). Il est comparable à la composante d'un "risque naturel".

### Historique des feux

L'historique des feux est réalisé sur la base des informations cartographiques disponibles auprès de la DDTM du Gard sur la période 2011-2019.

Sur cette période, 22 incendies ont été enregistrés dans un périmètre élargi de 10 km autour du projet. Parmi eux, aucun n'a eu lieu sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard. Le plus gros feu enregistré est celui de Calvisson en 2011 avec 35,9 hectares parcourus, tous les autres étant inférieurs à 10 hectares.



Historique des feux sur la période 1989 - 2022. Réalisation/actualisation : MTDA, 2025



La Base de Données sur les Incendies de Forêt en France (BDIFF) recense par ailleurs les départs de feu depuis le début des années 1970.

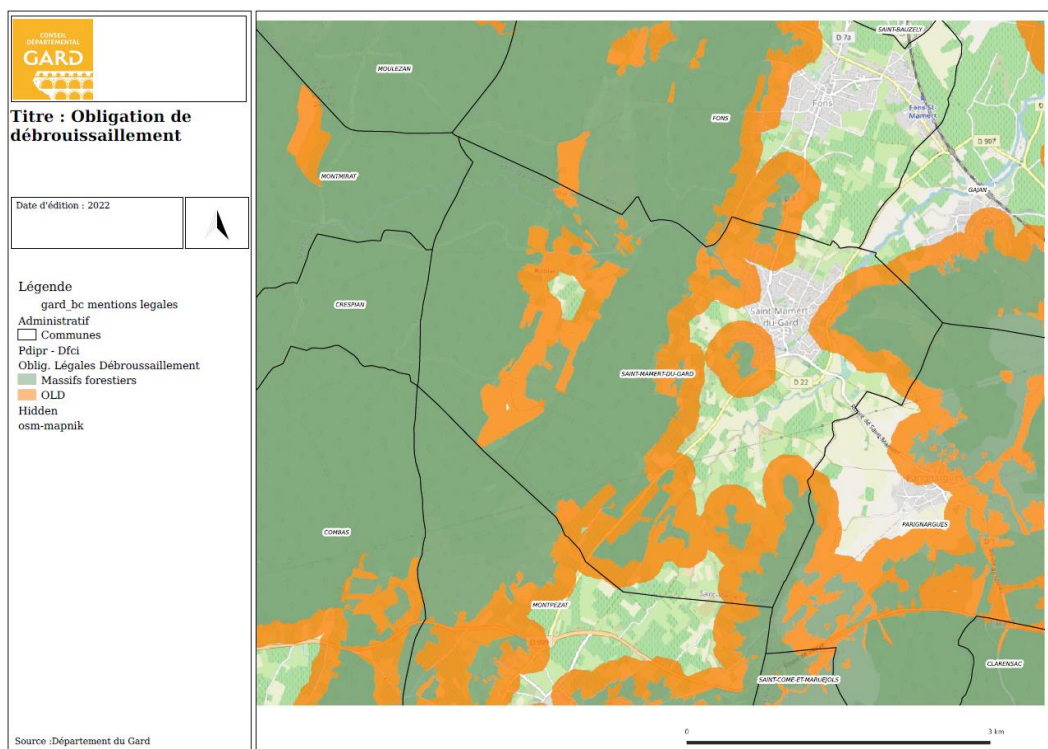
Le Tableau ci-dessous recense les départs de feux, ainsi que leur surface, répertoriés entre le 1er janvier 1980 et le 31 décembre 2024 sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard, ainsi que les communes voisines de Combas, Crespian, Fons, Gajan, Montmirat, Montpezat, Moulézan, Parignargues et Saint-Côme-et-Maruéjols.

| Commune de départ de feu | Nombre de feux recensés | Commentaires   |
|--------------------------|-------------------------|--|
| Saint-Mamert-du-Gard     | 7                       | Tous inférieurs ou égaux à 3 ha  |
| Combas                   | 17                      | <b>218 hectares en juillet 2005</b><br>Tous les autres inférieurs ou égaux à 4 ha  |
| Crespian                 | 2                       | Tous inférieurs ou égaux à 4,2 ha  |
| Fons                     | 8                       | Tous inférieurs ou égaux à 12 ha   |
| Gajan                    | 14                      | <b>180 hectares en aout 1990</b><br><b>40 hectares en aout 1981</b><br>Tous les autres inférieurs ou égaux à 8 ha  |
| Montmirat                | 11                      | Tous inférieurs ou égaux à 10 ha   |
| Montpezat                | 10                      | Tous inférieurs ou égaux à 8 ha  |
| Moulézan                 | 2                       | Tous inférieurs ou égaux à 0,5 ha  |
| Parignargues             | 9                       | Tous inférieurs ou égaux à 5,5 ha  |
| Saint-Côme-et-Maruéjols  | 30                      | <b>110 hectares en juillet 1982</b><br><b>74 hectares en aout 1998</b><br><b>70 hectares en juillet 1984</b><br><b>50 hectares en aout 1989</b><br>Tous les autres inférieurs ou égaux à 10 ha |

### Débroussaillage

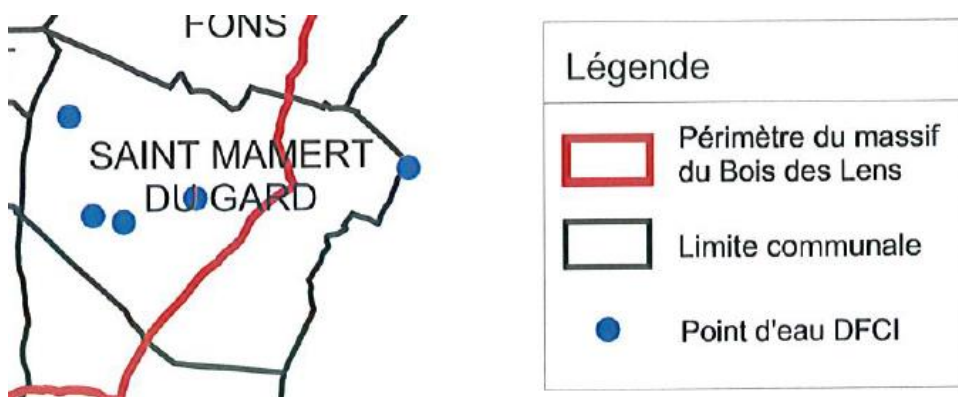
Par ailleurs, et indépendamment de la nature de l'aléa « feux de forêt », il est rappelé que les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2010-117-6 du 27 avril 2010 relatif au débroussaillage réglementaire destiné à diminuer l'intensité des incendies de forêt et à en limiter la propagation sont d'application permanente et que le maire assure le contrôle de la bonne exécution des **obligations de débroussaillage réglementaire sur les espaces privés**. Sont concernées les constructions, chantiers, et installations de toute nature situés au sein des bois, forêt, landes, garrigues de plus de 4 ha, ainsi qu'à moins de 200 mètres de ces massifs. Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé doivent être réalisés sur une profondeur de 50 mètres autour des constructions, chantiers et installations de toute nature. Les travaux sont à la charge du propriétaire de la construction, du chantier ou de l'installation de toute nature, même s'il n'a pas la maîtrise foncière des parcelles à débroussailler. En zone U du plan local d'urbanisme, les parcelles doivent être intégralement débroussaillées, bâties ou non, par le propriétaire de ces parcelles.

Des mesures relevant de la compétence du préfet doivent être prises en coordination avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Ces mesures viseront notamment à ne pas entraver, voire à faciliter, l'accès des pompiers à la forêt, lors de leurs interventions. Les voies de circulation desservant les établissements (bâtiments recevant du public, bâtiments industriels, etc.) doivent permettre l'accès et la mise en œuvre des moyens de secours et de lutte contre l'incendie et être conformes aux différents textes en vigueur.

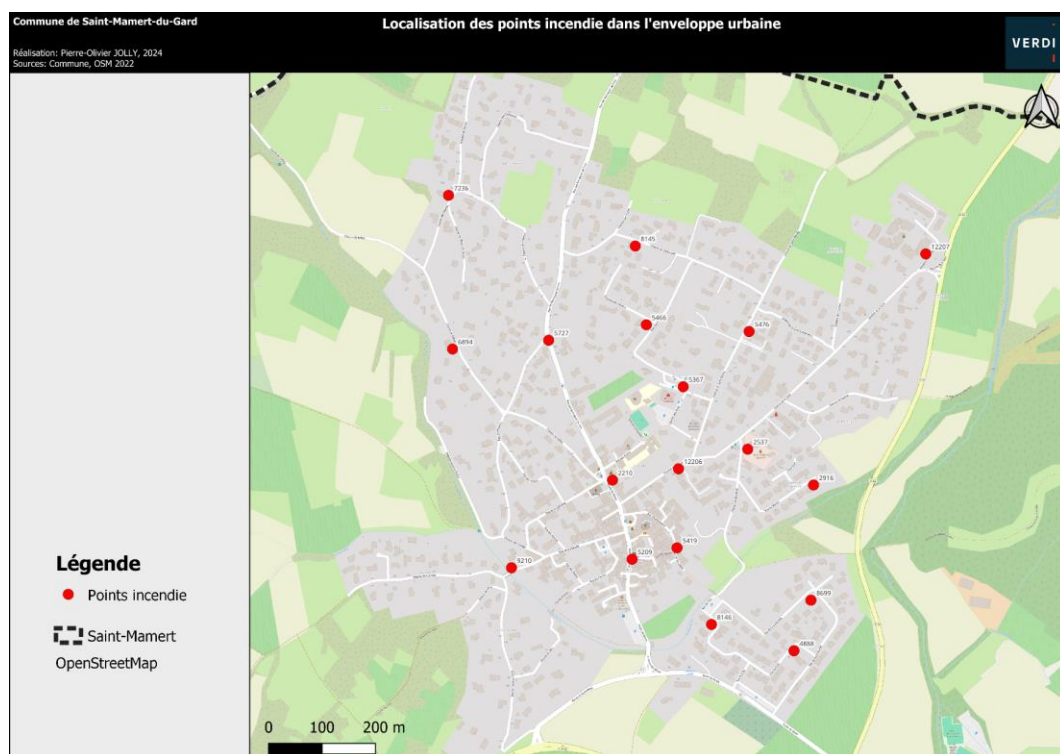
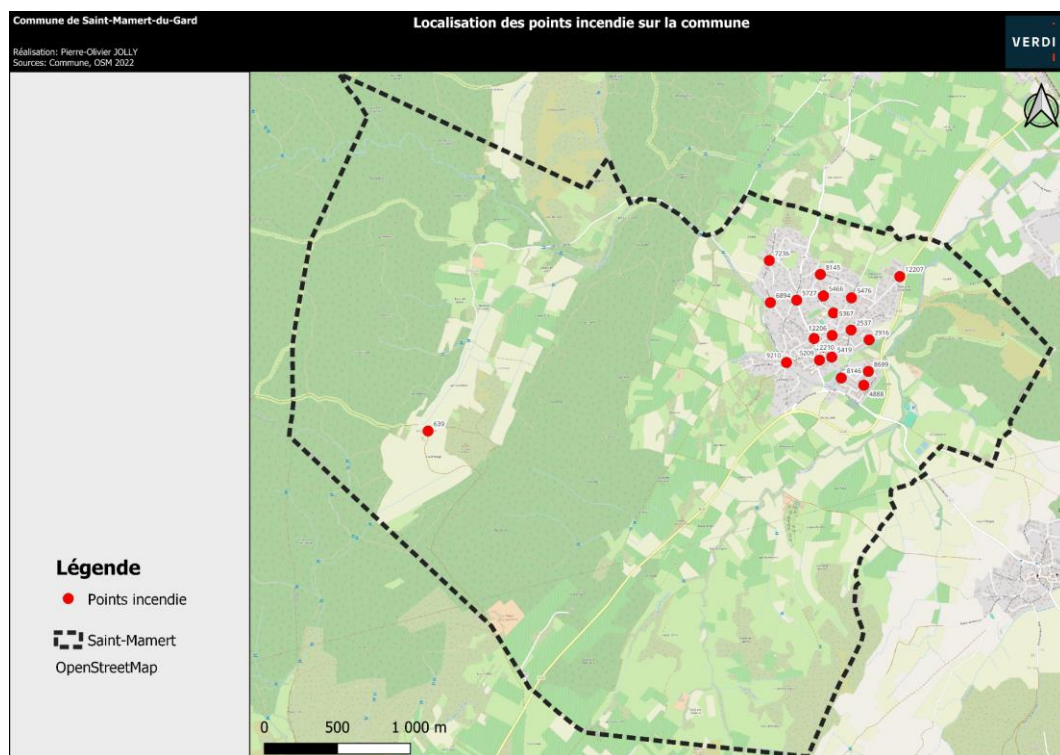


*Obligation de débroussaillement sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard. Source : Département du Gard.*

Il est à noter que la commune est concernée par le Plan de Massif de protection des forêts contre l'incendie établi pour le Massif du Bois de Lens. La carte du plan indique, en 2009, 4 points d'eau DFCI sur la commune.



*Points d'eau DFCI. Source : DDAF 30, Novembre 2009.*



*Localisation des points incendies sur la commune et dans l'enveloppe urbaine.  
Source : Hydroweb, SDIS30, 2024*

## Prévisions

Les futures zones d'extension urbaine nécessiteront de prendre en compte le PAC feu de forêt et les contraintes réglementaires en vigueur. La commune a mandaté une étude sur le risque incendie à MTDA sur la zone correspondant à la zone urbanisée et que cette étude a conduit à qualifier **le niveau d'aléa incendie de forêt en faible sur la zone projet ce qui rend possible cette OAP** qui se situe en continuité de l'urbanisation existante.

Les changements climatiques agissent directement ou indirectement sur plusieurs paramètres du risque incendie de forêt et sont susceptibles de l'aggraver :

- L'augmentation du nombre, de la durée et de l'intensité des périodes de sécheresse. Ces augmentations entraînent la baisse de la teneur en eau des végétaux vivants (stress hydrique) et morts. Elles ont donc un impact direct augmentant l'intensité du feu, et indirect en accroissant les dépérissements des essences forestières ;
- La modification des régimes de vents.

Ainsi, les analyses historiques des feux deviennent moins fiables pour anticiper les risques futurs et un secteur faiblement touché historiquement par les incendies peut devenir plus exposé à l'avenir.

Cependant, l'état des connaissances actuel des conséquences des changements climatiques sur ces paramètres ne permet pas de faire des projections précises localement afin d'appréhender les risques futurs.

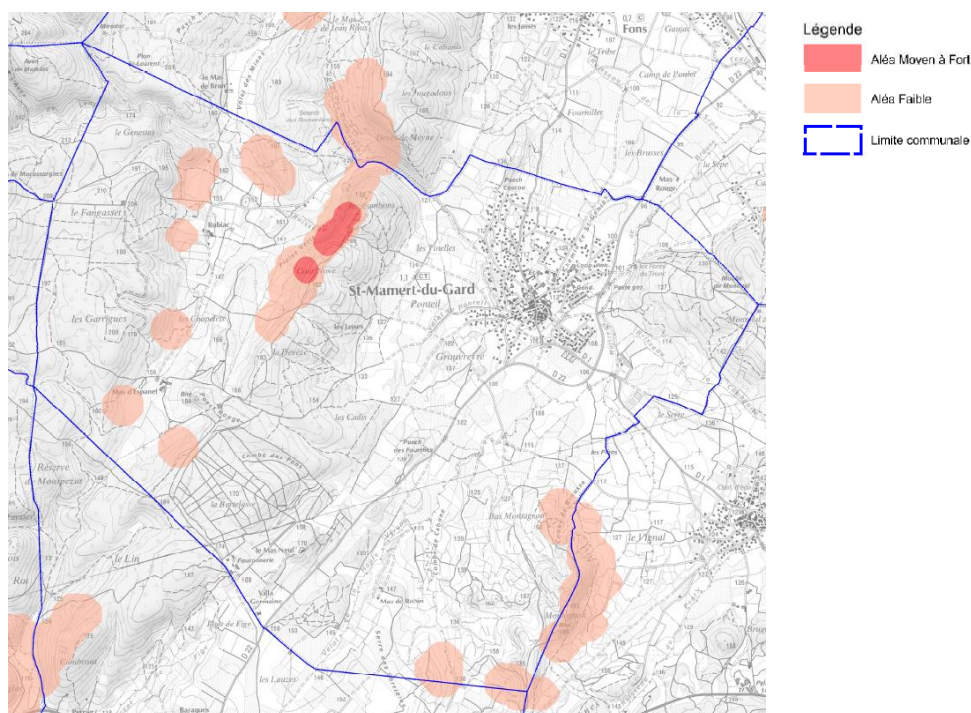
### 3.3.1.3 Le risque mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

Les aléas mouvements de terrains auxquels est sujette la commune sont regroupés en trois catégories :

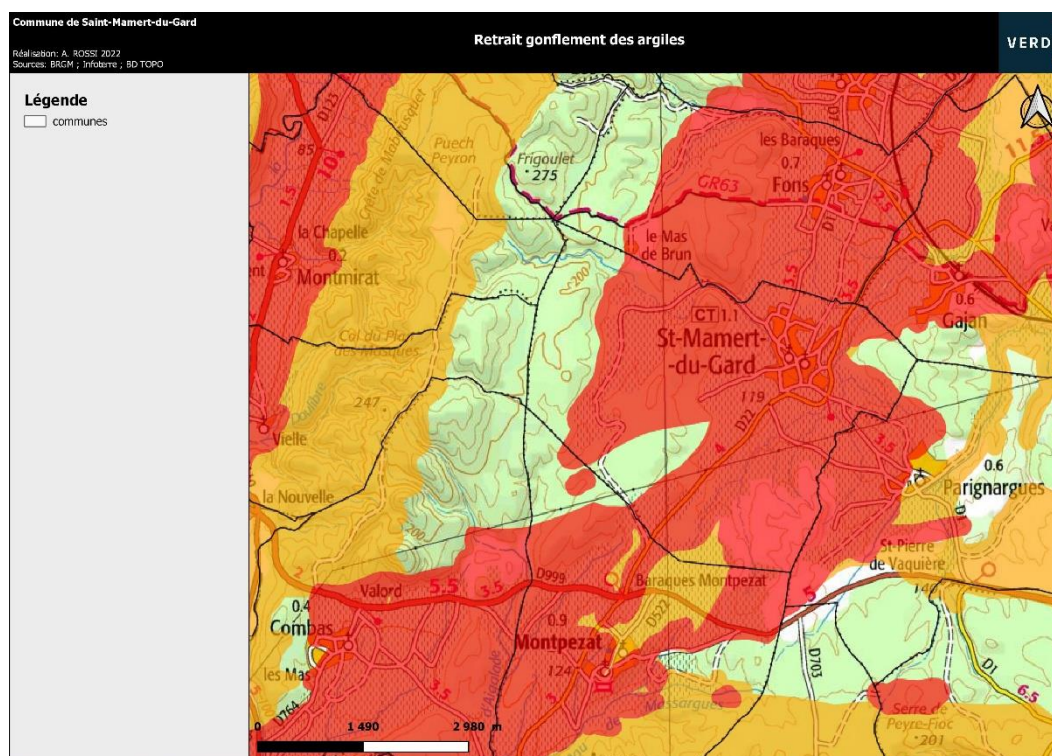
- les glissements de terrain,
- les affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines)
- les tassements différentiels

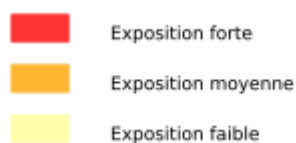




*Risque Glissement de Terrain. Source : PAC de l'Etat, 2022.*

La commune de Saint-Mamert-du-Gard est concernée par une exposition moyenne à forte au retrait gonflement des argiles. Cet aléa doit être pris en compte, le cas échéant, dans les futurs projets de construction, notamment par le biais d'études spécifiques (en géotechnique) afin de déterminer les caractéristiques des sols et de définir les règles de constructions adaptées.

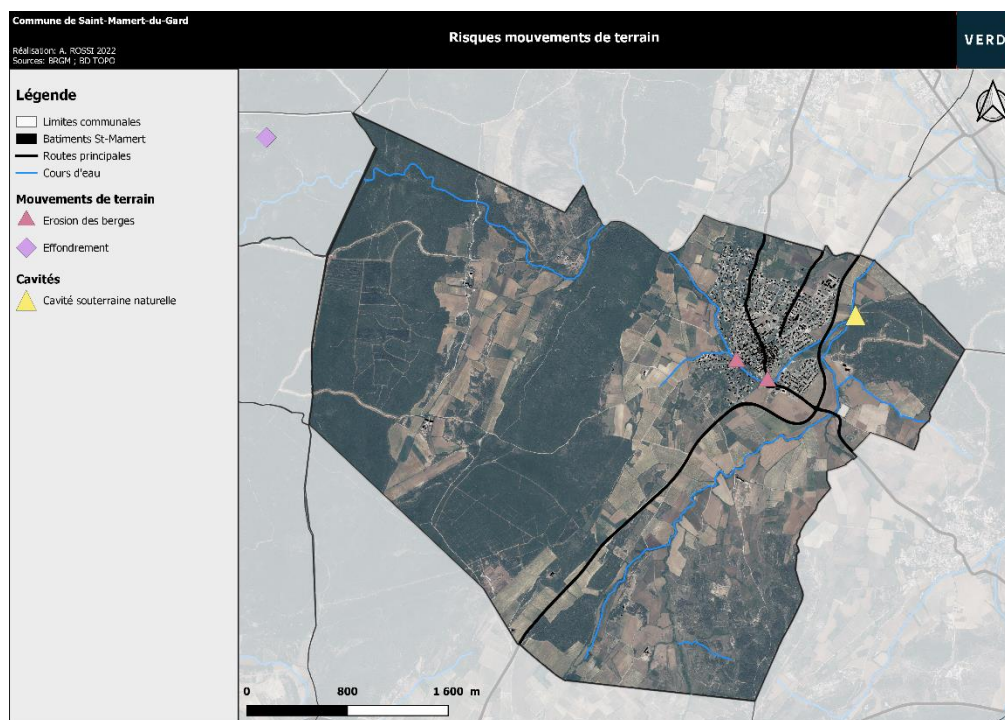




*Exposition au retrait gonflement des argiles sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard.*

*Source : BRGM.*

La commune est également concernée par l'érosion de ses berges en deux points (voir carte ci-contre) le long du ruisseau des Lens.



*Risques mouvements de terrain sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard. Source : BRGM.*

Glissement de Terrain : 1

| Code national CATNAT | Début le   | Fin le     | Arrêté du  | Sur le JO du |
|----------------------|------------|------------|------------|--------------|
| INTX8810867A         | 03/10/1988 | 03/10/1988 | 03/10/1988 | 08/10/1988   |

*Catastrophes naturelles : glissement de terrain. Source : Géo Risques.*

### 3.3.1.4 Le risque « chutes de blocs »

De par son contexte géologique et géomorphologique, le département du Gard est concerné par des phénomènes de chutes de blocs. Le phénomène de chutes de blocs regroupe l'ensemble des volumes rocheux susceptibles de se décrocher d'une zone de départ. Cela regroupe des départs de volumes rocheux unitaires et des départs de volumes rocheux se fragmentant lors de leur propagation. La base de données « mouvement de terrain » renseignée par le BRGM recense 503 événements de chutes de blocs répartis de façon non uniforme sur le département du Gard.

Saint-Mamert-du-Gard est concernée par ce risque principalement :

- au niveau de l'Ouest de l'enveloppe urbaine
  - en zone naturelle, au niveau de la Rue-Escourjade, à proximité du ruisseau des Lens
- avec des zones de départ de chutes de blocs et un aléa allant de faible à moyen

Les zones d'aléa faible étant concernées par des blocs susceptibles d'atteindre les enjeux de volume limité (inférieur à 0,25 m<sup>3</sup>) et la probabilité d'atteinte des enjeux par ces blocs étant faible à moyenne notamment du fait d'une pente du terrain naturel inférieur à 38°, elles peuvent être exclues des zones de danger

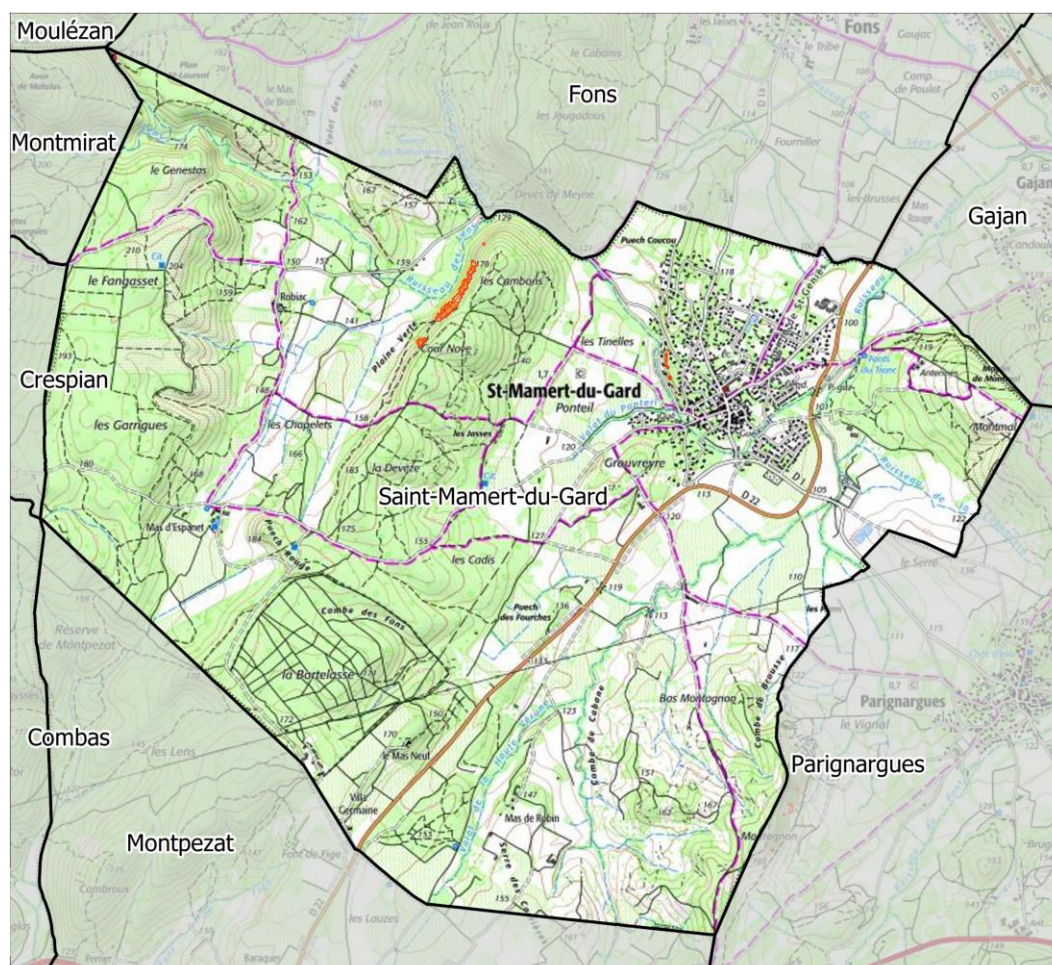
Il convient :

- d'interdire toute nouvelle construction dans les zones soumises à aléa fort (y compris dans les zones de départ des chutes de blocs identifiées sur la carte d'aléa) et en aléa modéré. Dans ces zones les modifications de construction et les changements de destination conduisant à une augmentation de la vulnérabilité seront également à proscrire.
- D'informer tout maître d'ouvrage de projet situé en zone d'aléa faible de sa situation au regard de l'aléa et de lui recommander la mise en place de mesures constructives adaptées (notamment éviter les ouvrants sur les façades exposées aux chutes de blocs), à définir par une étude de précision de l'aléa à l'échelle de la parcelle ou du projet

Dans les zones inconstructibles en vertu de ces principes, certains projets peuvent néanmoins être autorisés sans relever d'une augmentation de l'exposition au risque des enjeux

Les travaux d'affouillement ou d'exhaussement des sols peuvent, de par leur nature, conduire à aggraver l'aléa chutes de blocs. Il convient donc de les proscrire, exception faite de travaux de protection contre l'aléa chute de blocs réalisés dans les règles de l'art.





#### Chutes de blocs

▣ Zones de départ

#### Aléa chutes de blocs

▣ Fort  
▣ Moyen  
▣ Faible

#### Référenciels

▣ Limites communales  
▣ Département du Gard

Aléa chutes de blocs sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard  
Source : Préfecture du Gard, BRGM, 2023

### 3.3.1.5 Les risques d'exposition au Radon

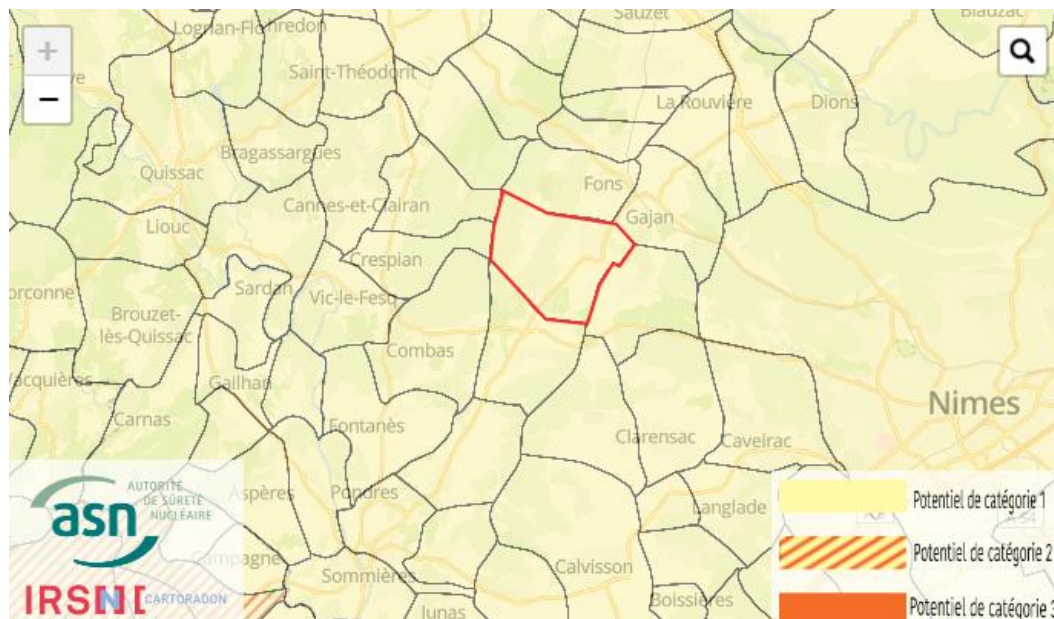
Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m<sup>3</sup> (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).



La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).

**La commune de Saint-Mamert-du-Gard se trouve dans une zone de concentration de radon de 1, ce qui est considéré comme faible.**



*Exposition au radon. Source : IRSN.*

### 3.3.1.6 Les risques sismiques

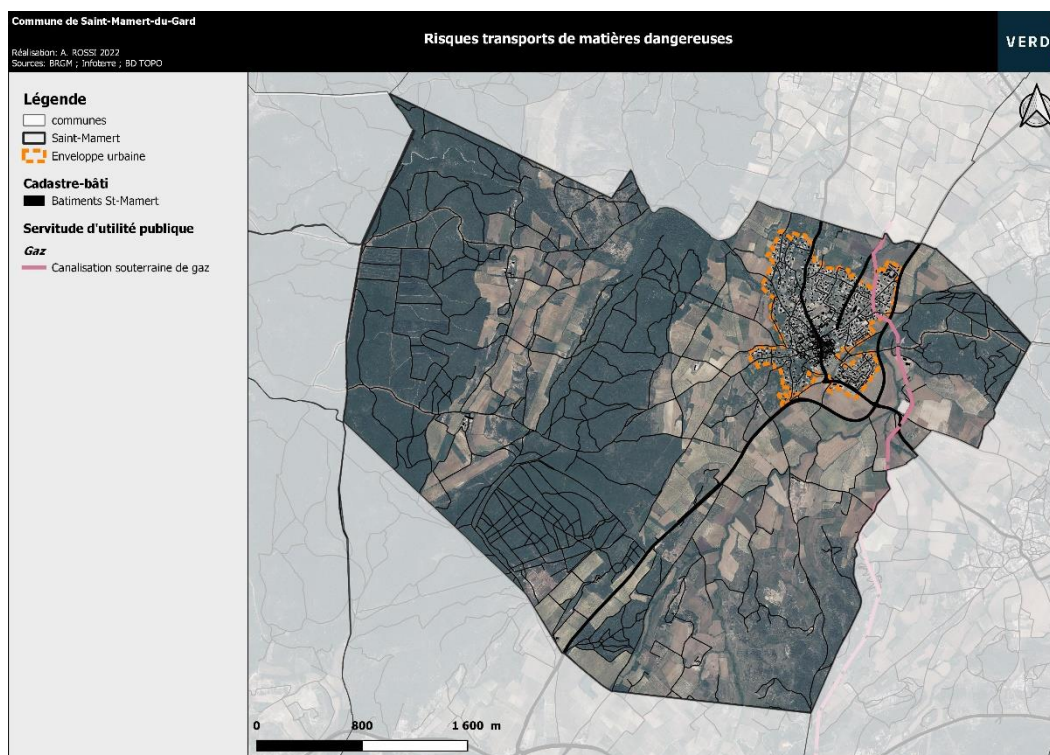
Au regard du dossier départemental des risques majeurs du Gard de 2021, la commune de Saint-Mamert-du-Gard est située en zone **de sismicité 2, soit faible**.

### 3.3.1.7 Les risques de transports de matières dangereuses

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Gard, le site internet Prim.net et le Porté à connaissance de la préfecture du Gard recensent le risque technologique identifié de transport de marchandises dangereuses pour la commune de Saint-Mamert-du-Gard.

Ce risque est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses, pouvant entraîner des conséquences graves, voire irréversibles, pour la population, les biens et l'environnement.

**La commune de Saint-Mamert-du-Gard est traversée par une canalisation souterraine de transport de gaz naturel, représentant un danger important.** Des conventions de droit privé sont détenues par GRT Gaz pour le passage de ces canalisations, pour lesquelles les figures ci-dessous indiquent le tracé de la canalisation.



*Risques transports de matières dangereuses sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard.*

*Réalisation : Verdi, 2022.*

### 3.3.2 POLLUTION DE L'AIR

La qualité de l'air en région Occitanie est surveillée par le réseau des stations de mesures de l'association Air Occitanie. C'est une association de type loi 1901 agréée (décret 98-361 du 6 mai 1998) pour assurer la surveillance de la qualité de l'air sur le territoire de la région Occitanie. Atmo Occitanie est adhérent de la Fédération Atmo France.

La pollution de l'air est tracée grâce à deux principaux polluants indicateurs :

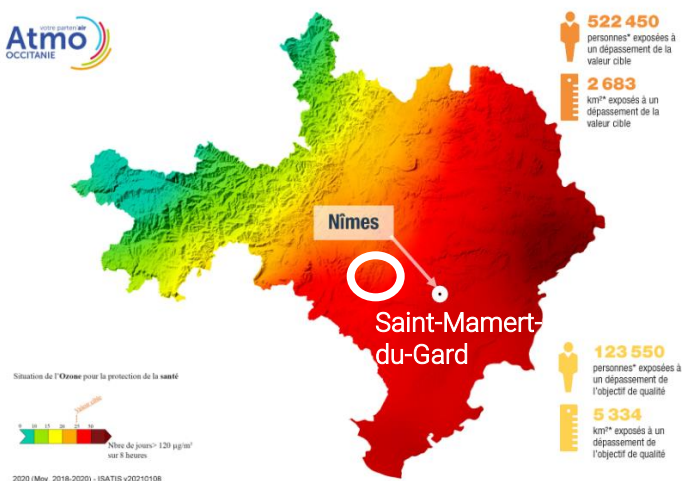
- L'ozone ( $O_3$ ) : L'ozone est un gaz qui n'a pas de source d'émission directe. Il résulte de réactions chimiques de certains polluants sous l'action du rayonnement solaire. Les principaux polluants à l'origine de sa formation sont les composés organiques volatils et les oxydes d'azote, émis notamment par le trafic routier et les activités industrielles.
- Les particules fines en suspension ( $PM_{10}$  et  $PM_{2.5}$ ) : Les particules ont de nombreuses origines, naturelles et anthropiques. Parmi les sources les plus importantes : les véhicules et poids lourds diesel, la combustion du bois notamment dans le secteur résidentiel, les activités industrielles ou énergétiques. Deux tailles de particules sont réglementées et surveillées : les particules fines  $PM_{10}$  dont le diamètre est inférieur à  $10\ \mu m$  et les particules  $PM_{2.5}$  dont le diamètre est inférieur à  $2,5\ \mu m$ .

Les différentes mesures mise en place en 2020, pour faire face à la crise sanitaire, ont entraîné une baisse importante des concentrations en polluants et une amélioration de la qualité de l'air.

#### L'Ozone ( $O_3$ )

Les valeurs restent élevées pour l'ozone avec les dépassements de la valeur cible et de l'objectif de qualité sur une grande partie du Gard. Dans le département, les polluants précurseurs de l'ozone générés par le trafic routier se cumulent avec un apport en provenance des zones industrielles de la Vallées du Rhône et de l'Etang de Berre. De plus, les conditions météorologiques estivales (fort ensoleillement et températures élevées) favorisent la formation de ce polluant.

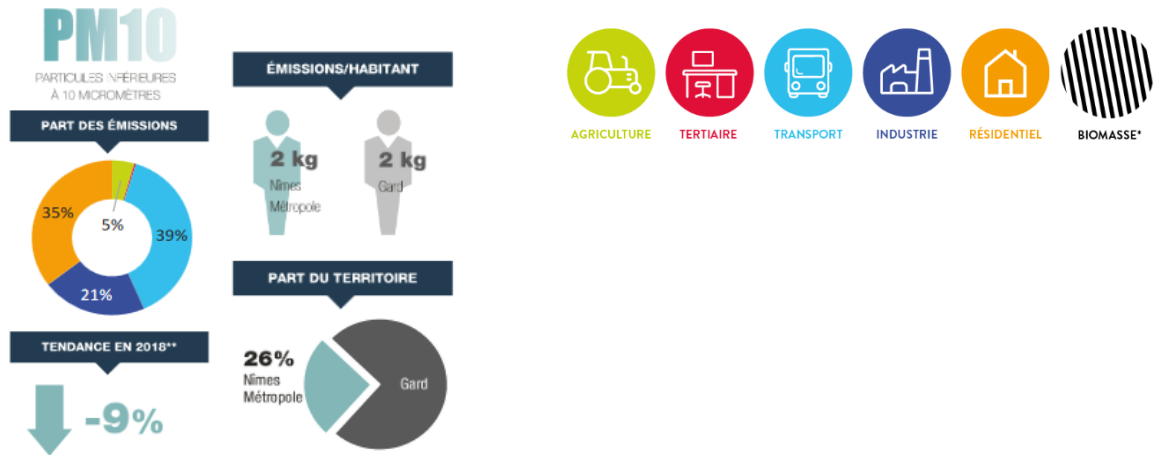
Les conditions particulières induites par la crise sanitaire permettent de constater une amélioration de la situation par rapport à l'année 2019. L'objectif de qualité et la valeur cible sont toutefois dépassés sur le territoire de Nîmes Métropole.



*L'exposition chronique à l'ozone (moyenne 2018-2020). Source : Atmo Occitanie, 2021*

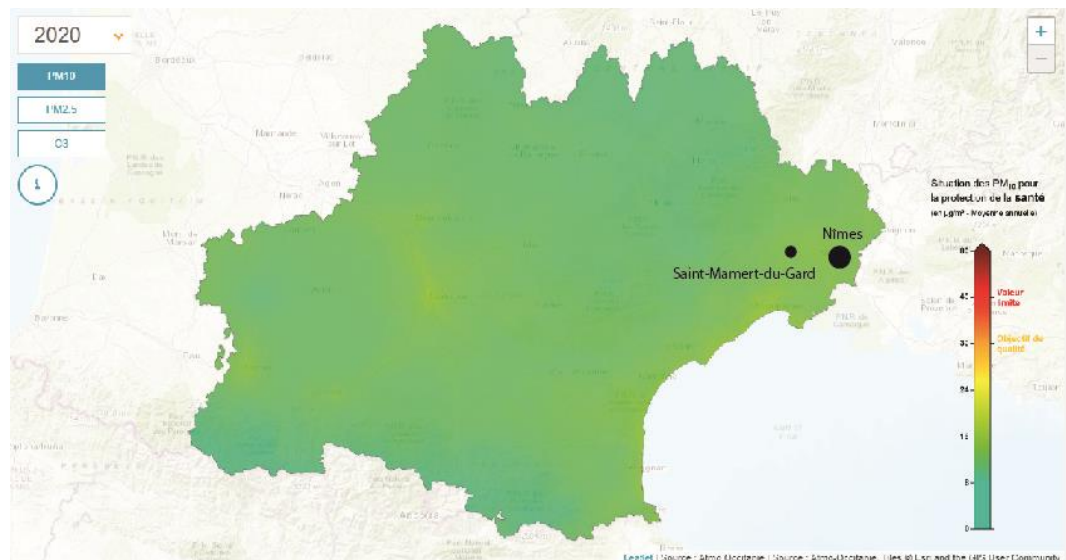
Sur une moyenne annuelle entre 2018 et 2020, Saint-Mamert-du-Gard a connu une situation de l'ozone supérieur à la valeur cible, à savoir 25 jours par an ayant une exposition supérieure de 120 µg/m³ sur 8 heures.

## Particules inférieures à 10 micromètres (PM<sub>10</sub>)



*Les sources de pollutions pour l'année 2018 sur le territoire de Nîmes Métropole. Source : Atmo Occitanie, 2021*

Sur le territoire de Nîmes métropole, les zones les plus impactées par la pollution aux particules fines sont essentiellement les environnements proches d'axes routiers importants.



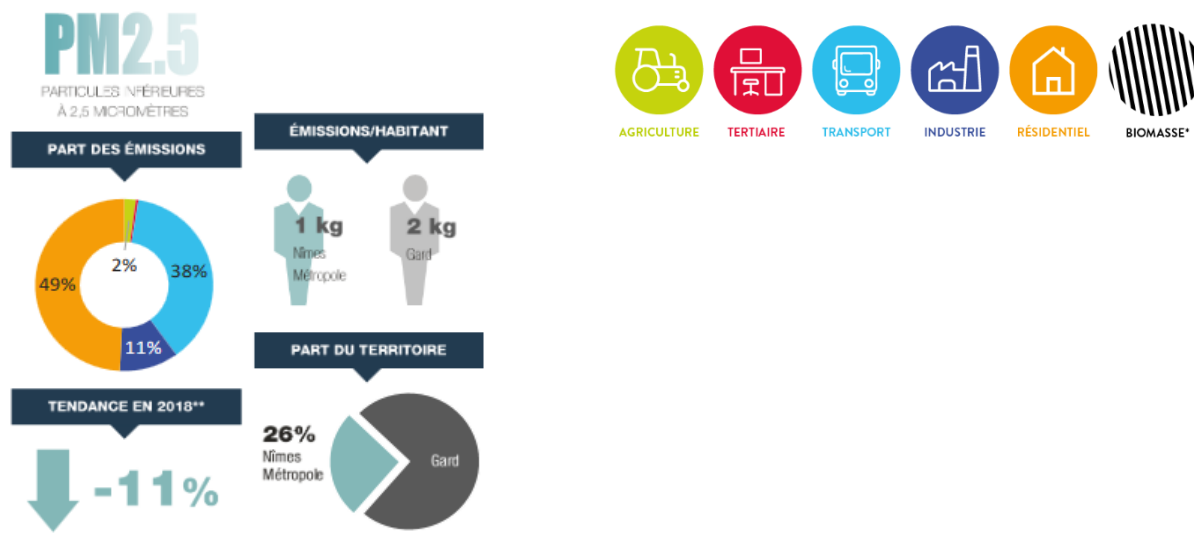
Pollution de l'air en  $PM_{10}$  en Occitanie en 2020. Source : Atmo Occitanie, 2022

En 2020, la concentration moyenne annuelle des PM<sub>10</sub> est comprise entre 8 et 16 µg/m<sup>3</sup> pour l'ensemble de la commune, soit bien inférieur à l'objectif de qualité fixé à 30 µg/m<sup>3</sup>. Son éloignement relatif des axes routiers importants lui épargne cette pollution.

## Particules inférieures à 2.5 micromètres (PM<sub>2.5</sub>)

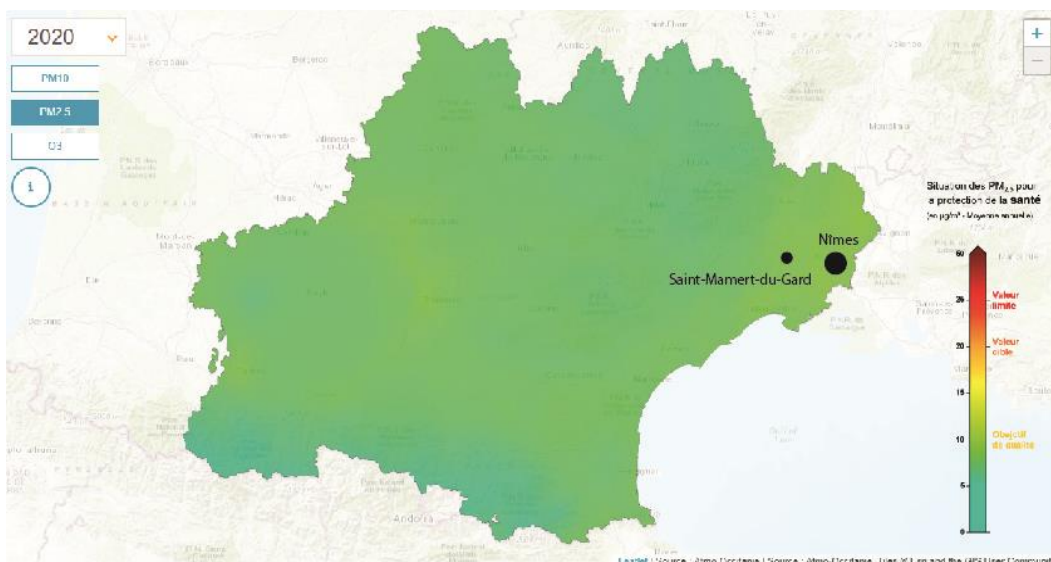


Dans le département du Gard, des dépassements de l'objectif de qualité sont constatés pour les concentrations en particules fines de type  $PM_{2.5}$ .



*Les sources de pollutions pour l'année 2018 sur le territoire de Nîmes Métropole. Source : Atmo Occitanie, 2021*

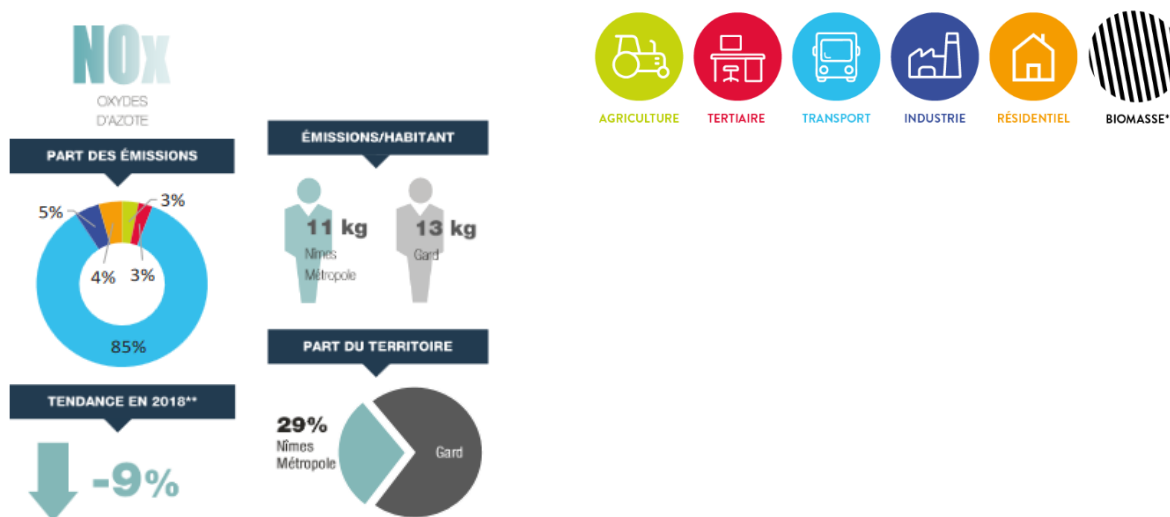
Sur le territoire de Nîmes métropole, les zones les plus impactées par la pollution aux particules fines sont essentiellement les environnements proches d'axes routiers importants.



*Pollution de l'air en  $PM_{2.5}$  pour l'Occitanie en 2020. Source : Atmo Occitanie, 2022*

En 2020, la concentration moyenne annuelle des  $PM_{2.5}$  est comprise entre 8 et 16  $\mu g/m^3$  pour l'ensemble de la commune, soit bien inférieur à l'objectif de qualité fixé à 30  $\mu g/m^3$ . Son éloignement relatif des axes routiers importants lui épargne cette pollution.

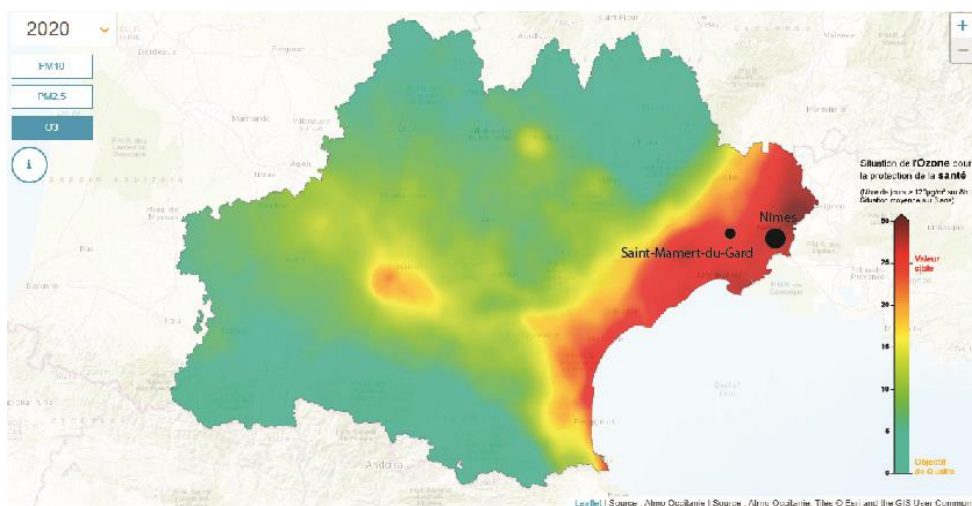
## Oxydes d'Azote (NO<sub>x</sub>)



*Les sources de pollutions pour l'année 2018 sur le territoire de Nîmes Métropole. Source : Atmo Occitanie, 2021*

## Dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>)

La pollution au dioxyde d'azote touche principalement le voisinage d'axes routiers importants (autoroutes, rocade) et le long de certaines voies empruntées, mais dont la configuration étroite gêne la dispersion de la pollution (rue « canyon »).

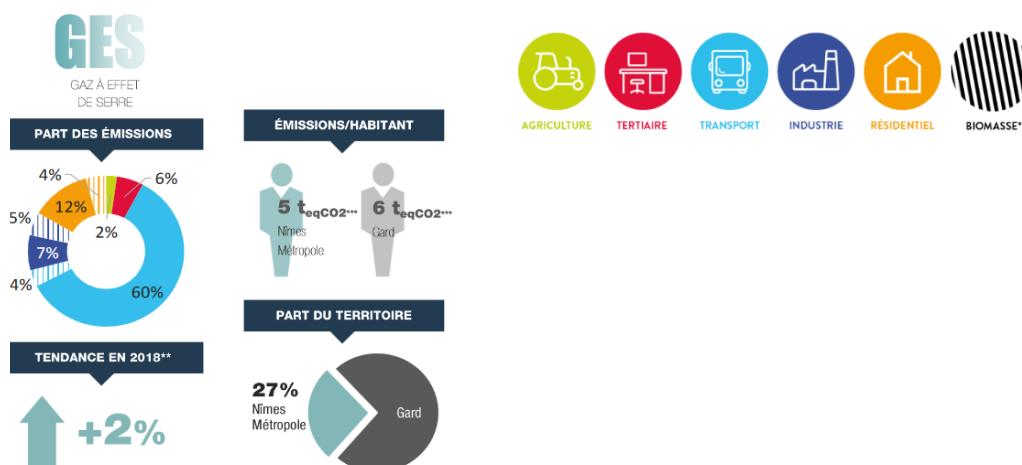


*Emissions annuelles des NO<sub>2</sub> pour l'Occitanie en 2020. Source : Atmo Occitanie, 2022*

Concernant les émissions de dioxydes d'azotes (NO<sub>2</sub>), en 2020, la commune se situe dans les valeurs basses (entre 0 et 8 µg/m<sup>3</sup> en moyenne annuelle). Son éloignement relatif des axes routiers importants lui épargne cette pollution.

## Gaz à effet de serre (GES)

« Par gaz à effet de serre, on entend un gaz présent dans l'atmosphère qui retient une partie de la chaleur reçue par le solaire dans l'atmosphère. L'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère se traduit par une hausse de sa température. Certains gaz sont d'origine naturelle (vapeur d'eau par exemple) et/ou issues des activités humaines, en particulier les gaz fluorés. » Source : [www.notre-environnement.gouv.fr](http://www.notre-environnement.gouv.fr)



Sur Nîmes Métropole, 64 % des GES sont émis par les transports dont majoritairement les transports routiers.

Saint-Mamert-du-Gard étant éloigné des axes routiers importants, l'émission de GES sur le territoire reste faible.

## 3.3.3 NUISANCES

### 3.3.3.1 Nuisances olfactives

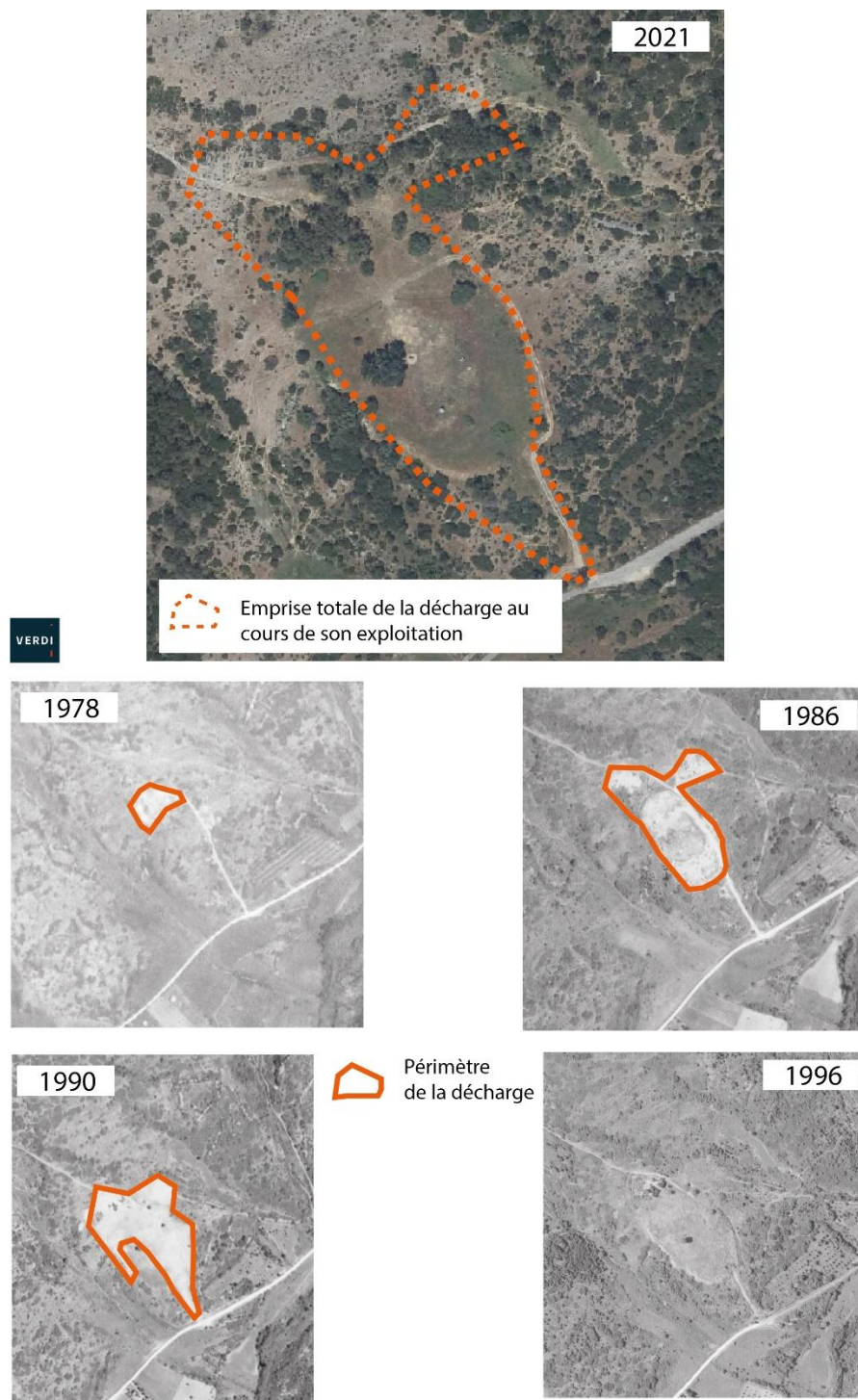
La commune ne dispose pas de station d'épuration et aucune nuisance olfactive n'est à soulever.

### 3.3.3.2 Site et sol pollués

Selon le recensement BASOL (bases des sols pollués), la commune n'est pas concernée par un secteur d'information sur les sols et ne dispose pas de sites pollués.

En revanche, un ancien site industriel (LR03001940), selon le recensement (base des anciens sites industriels et activités de service) est à proximité du centre ancien, le long du chemin de la gare. Celui-ci avait comme activité le commerce de gros, de détail, de desserte de carburants sous la forme d'un magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage) ainsi que le stockage de charbon. Cette entreprise n'est plus en activité depuis 2014.

Le site de l'ancienne décharge de la commune est localisé au Nord-Ouest, le long du chemin de Robiac. Ouverte dans les années 1970 elle a été fermée fin des années 1980. Elle a fait l'objet d'un projet d'aménagement (nettoyage et enlèvement des principaux encombrants, aménagement d'une piste, construction d'une clôture) en 1989. Depuis, la végétation de la garrigue a repoussé. Les parcelles sont aujourd'hui utilisées pour du pâturage pour des taureaux.

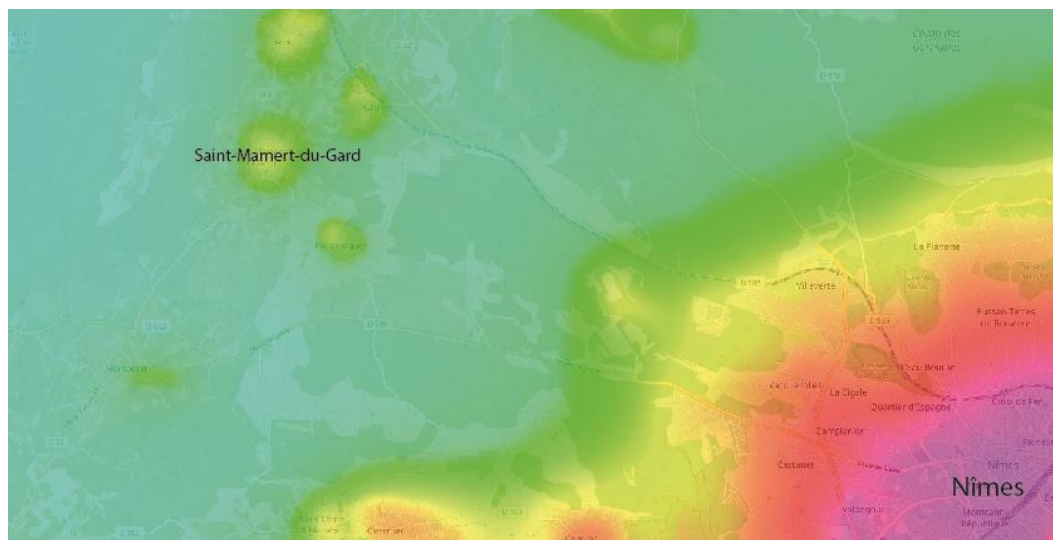


*Périmètre de l'ancienne décharge et photos satellites du site de la décharge en 1978, 1986, 1990 et 1996. Réalisation : Verdi, 2023. Sources : IGN*



### 3.3.3.3 Pollution lumineuse

Saint-Mamert-du-Gard ne semble, à priori, pas être impacté par la pollution lumineuse de la ville de Nîmes.



**Blanc** : : > 0-50 étoiles visibles (hors planètes) selon les conditions. Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grandes métropoles régionales et nationales..

**Magenta** : 50-100 étoiles visibles, les principales constellations commencent à être reconnaissables.

**Rouge** : 100 -200 étoiles : les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent. Au télescope, certains Messier se laissent apercevoir.

**Orange** : 200-250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions, quelques coins de ciel plus noir apparaissent ; typiquement moyenne banlieue.

**Jaune** : 250-500 étoiles : pollution lumineuse encore forte. La Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions.

**Vert** : 500-1000 étoiles : grande banlieue tranquille, les halos de pollution lumineuse n'occupent qu'une partie du ciel

**Cyan** : 1000-1800 étoiles : la Voie Lactée est visible la plupart du temps

**Bleu** : 1800-3000 : bon ciel, la Voie Lactée se détache assez nettement

**Bleu nuit** : 3000-5000 : bon ciel

**Noir** : + 5000 étoiles visibles, plus de problème de pollution lumineuse décelable à la verticale

*La pollution lumineuse en 2016. Source : AVEX*

## 3.3.4 DECHETS

### 3.3.4.1 Ordures ménagères et collecte sélective

Gérée par Nîmes Métropole, la collecte des bacs se fait deux fois par semaine sur la commune (les mardis et samedis matins). Il existe deux types de bacs :

- Un bac gris pour les ordures ménagères non-recyclables ;
- Un bac bleu pour les déchets recyclables.

Concernant les biodéchets, l'Agglomération de Nîmes distribue des composteurs individuels et des lombricomposteurs pour les habitants. De plus, deux sites de compostage ont été installés en 2024.

### 3.3.4.2 La collecte du verre et du papier

La commune bénéficie de quatre points de tri pour le verre, le papier, les emballages ménagers recyclables (EMR) et le textile/linge/chaussures. Ils se situent :

- Route du Stade à proximité de l'intersection avec la route de Nîmes ;
- Rue des écoles
- À proximité du hangar municipal ;
- À proximité de la gendarmerie.



*Point de tri, route du Stade. Source : Verdi, 2022.*

Au sujet de la collecte et la gestion des biodéchets, la commune est labellisée 100% compostage depuis 2021. Une plateforme de revalorisation des déchets verts produits sur la commune (collectivité et habitants) est ouverte régulièrement. La commune a mis en place en 2022 une plateforme de traitement des déchets verts sur le site de Montmal pour permettre aux particuliers de disposer d'une zone à proximité de la zone urbanisée.

### 3.3.4.3 La déchetterie

La commune ne dispose pas de déchetterie, la plus proche se trouve dans la commune de la Rouvière, soit à une dizaine de minutes en voiture.

### 3.3.4.4 Prévisions

Toutefois, la future zone d'extension urbaine nécessitera un développement du système de gestion des déchets et l'intégration des contraintes réglementaires associées.

**Points-clés de l'état initial de l'environnement :**

La commune est concernée par le PPRI « Gardon amont » approuvé en 2008. En complément de ce document, une étude hydraulique réalisée en 2016 sur le ruisseau des Lens cartographie précisément le risque inondation par débordement. L'étude EXZECO modélise le risque inondation sur la commune.

La commune est concernée par un porté à connaissance feu de forêt renforcé par le plan de protection des risques incendies du massif des bois de Lens. Une étude MTDA a été réalisée sur la commune pour préciser l'aléa feu de forêt sur le site d'extension Nord.

Un risque mouvement de terrain lié au retrait et gonflement des argiles localisé dans le centre du territoire. La majeure partie des zones urbanisées sont concernées.

Une commune en zone de sismicité 2 (faible).

Classée en potentiel radon de catégorie 3 (faible).

Risque de transports de marchandises en lien avec le passage d'une cavité souterraine de transports de gaz naturels.

Une qualité de l'air très bonne du fait de son éloignement relatif des grands axes routiers.

Une gestion des déchets ménagers et du tri sélectif confiée à Nîmes Métropole.

Une déchetterie intercommunale existe sur la commune de la Rouvière (5km). La commune dispose d'une plateforme déchets verts pour les déchets de la collectivité et des habitants.

**Principaux enjeux pour la commune :**

Prendre en compte les risques dans le développement urbain

Intégrer les normes et préconisations spécifiques aux risques naturels et technologiques de manière à assurer la sécurité des personnes et des biens.

Informier et sensibiliser le grand public aux différents risques que présente le territoire.

Maintenir une faible exposition de la population aux nuisances olfactives et lumineuses.

Gérer les abords des voies passagères afin d'atténuer les nuisances pour les habitations.

Maintenir un réseau de collecte de déchets ménagers et assimilés efficient sur la commune

Favoriser le tri sélectif (sensibilisation, renforcement des points de collecte...)

Planifier un développement urbain en cohérence avec les capacités de collecte et de traitement des déchets disponibles à l'échelle intercommunale.

## 3.4 SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

|                            |  |   |  |
|----------------------------|--|---|--|
| Ressources naturelles      | <b>Atouts</b><br>Une diversité et richesse paysagère.<br>Un climat méditerranéen.  | <b>Faiblesses</b><br>/  | <b>Enjeux</b><br>Un développement communal devant respecter la topographie, les ensembles paysagers et la présence de cours d'eau temporaires.<br>Limiter la consommation d'énergie liée au développement urbain.<br>Inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions et aux innovations bioclimatiques.<br>Permettre le développement d'énergies renouvelables, tout en veillant aux enjeux patrimoniaux et paysagers de la commune.  |
|                            | <b>Opportunités</b><br>Des énergies renouvelables (solaires) mobilisables.<br>Une amélioration de la production énergétique renouvelable par la sphère privée et publique.   | <b>Menaces</b><br>Des cours d'eau temporaires et sensibles aux fortes pluies.   |  |
| Patrimoine et cadre de vie | <b>Atouts</b><br>Inscription dans le grand ensemble paysager des Garrigues de Nîmes.<br>Des entrées de villes et de territoires qualitatives.<br>Une végétation variée : des boisements composés majoritairement de forêt de feuillus, de végétation sclérophylle et de vignobles.<br>Des protections environnementales instaurées sur la commune (ZNIEFF de type II, ENS).<br>Présence de plusieurs espèces floristiques et faunistiques présentant un intérêt patrimonial fort.<br>Une biodiversité riche.<br>Les garrigues et boisements forment des trames vertes.<br>Les milieux boisés occupent un espace important sur la commune. Ils ont ici un fort intérêt pour la faune et la flore.<br>Les cours d'eau du Lens et de la Braune (et leurs ripisylves), ainsi que les cours d'eau secondaires forment la trame bleue.<br>Les zones humides ainsi que le gisement de Robiac sont cœur de biodiversité. | <b>Faiblesses</b><br>Ligne électrique à haute tension obstruant le paysage.<br>Un patrimoine archéologique disséminé.<br>Un patrimoine bâti et paysagers non protégé. | <b>Enjeux</b><br>Limiter l'étalement urbain en préférant la densification à un développement dispersé dans l'espace agricole, les boisements et garrigues.<br>Préserver les ripisylves et lutter contre l'altération des cours d'eau.<br>Des paysages agricoles de caractère à protéger.<br>Assurer une protection tant des principaux espaces d'intérêt écologique que des continuités écologiques – Trame Verte et Bleue – existantes sur le territoire.<br>Structurer et accompagner le développement des usages récréatifs de la nature en sensibilisant les usagers.<br>Poursuivre la mise en valeur du patrimoine local riche et diversifié et des éléments bâtis d'intérêt patrimonial du centre ancien<br>Protéger les parcs paysagers urbains ainsi que les zones naturelles et humides, présentant un intérêt faunistique et floristique |



|                                    |  |   |   |
|------------------------------------|--|---|---|
|                                    | <p>La trame agricole est très présente.</p> <p>Un patrimoine bâti présent dans le centre ancien (église, temple).</p>    |   |   |
|                                    | <p><b>Opportunités</b></p> <p>Révision du PLU permettant de protéger le patrimoine bâti (petits et grands éléments).</p> | <p><b>Menaces</b></p> <p>Un paysage méditerranéen à préserver de l'étalement urbain.</p>  |   |
| Risques naturels et technologiques | <p><b>Atouts</b></p> <p>Une qualité de l'air très bonne du fait de son éloignement relatif des grands axes routiers.</p> | <p><b>Faiblesses</b></p> <p>/</p>   | <p><b>Enjeux</b></p> <p>Prendre en compte les risques dans le développement urbain</p> <p>Intégrer les normes et préconisations spécifiques aux risques naturels et technologiques de manière à assurer la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Informier et sensibiliser le grand public aux différents risques que présente le territoire.</p> <p>Maintenir une faible exposition de la population aux nuisances olfactives et lumineuses.</p> <p>Gérer les abords des voies passagères afin d'atténuer les nuisances pour les habitations.</p> <p>Maintenir un réseau de collecte de déchets ménagers et assimilés efficient sur la commune.</p> <p>Favoriser le tri sélectif (sensibilisation, renforcement des points de collecte...).</p> <p>Planifier un développement urbain en cohérence avec les capacités de collecte et de traitement des déchets disponibles à l'échelle intercommunale</p> |
|                                    | <p><b>Opportunités</b></p> <p>/</p>  | <p><b>Menaces</b></p> <p>Un risque inondation sur le bassin versant du Gardon. Un PPRI concerne la commune. Un PPRI complété par une étude de zonage du risque inondation limite l'étalement urbain</p> <p>Un aléa feu de forêt élevé à très élevé s'applique à une grande partie de la commune et limite l'étalement de l'enveloppe urbaine.</p> <p>Un risque mouvement de terrain lié au retrait / gonflement des argiles étendues pratiquement à l'ensemble du territoire communal y compris sa zone urbaine.</p> <p>Une commune en zone de sismicité 2 (faible).</p> <p>Potentiel d'exposition au radon faible.</p> <p>Risque lié aux transports de marchandises dangereuses, avec notamment le passage d'une canalisation souterraine de transport de gaz naturel.</p> |   |

# **4**

## **JUSTIFICATION DES CHOIX ET EVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

## 4.1 OBJECTIFS DU PLU ET ARTICULATIONS AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT

### 4.1.1 PRINCIPAUX ELEMENTS DU PLU

La commune de Saint-Mamert-du-Gard a mis en œuvre son Plan Local d'Urbanisme (PLU), au sens des articles L.151- et suivants du Code de l'Urbanisme.

A travers la révision de son PLU, la commune de Saint-Mamert-du-Gard a eu pour ambition de mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles en matière d'habitat, de déplacements, d'équipements, d'environnement, de développement économique. L'objectif est également de tendre vers l'équilibre entre zones à urbaniser, zones naturelles, agricoles ou forestières, dans la perspective d'un développement durable et équilibré.

La révision du plan a été engagée par la délibération du 8 juin 2021 en conseil municipal qui a prescrit la révision générale du PLU approuvé en 2017.

#### 4.1.1.1 Un projet communal : le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

La réalisation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a permis de déterminer les orientations générales de la commune en matière d'aménagement du territoire sur le long terme. Il résulte d'une analyse critique et stratégique du diagnostic territorial thématique qui a permis de :

- Synthétiser les enjeux de la commune selon les différents thèmes traités et les hiérarchiser ;
- Préciser les potentialités et besoins de la commune (économie, transports, ressources, réseaux, ...)
- Formuler les objectifs et orientations du développement communal sur le long terme pour les 10 ans à venir.

Le PADD a été présenté et débattu par les élus en conseil municipal lors des séances du 19 avril 2023, du 11 juillet 2023 et du 6 juin 2024 conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme.

#### 4.1.1.2 Une évaluation environnementale fondée sur des outils à la fois stratégiques et opérationnels

Le rapport de présentation expose le diagnostic du projet de PLU mais également l'évaluation environnementale. Celle-ci permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte afin de garantir un développement équilibré du territoire.

Une prise en compte insuffisante de l'environnement peut en effet conduire à des situations critiques. L'intégration de la dimension environnementale dans la planification spatiale est aujourd'hui un élément incontournable de la mise en œuvre du développement durable.

Dans son élaboration concrète, l'évaluation environnementale doit avant toute chose permettre la mise en relief des problématiques environnementales, selon une vision prospective et une double approche : de l'espace et des usages du territoire.

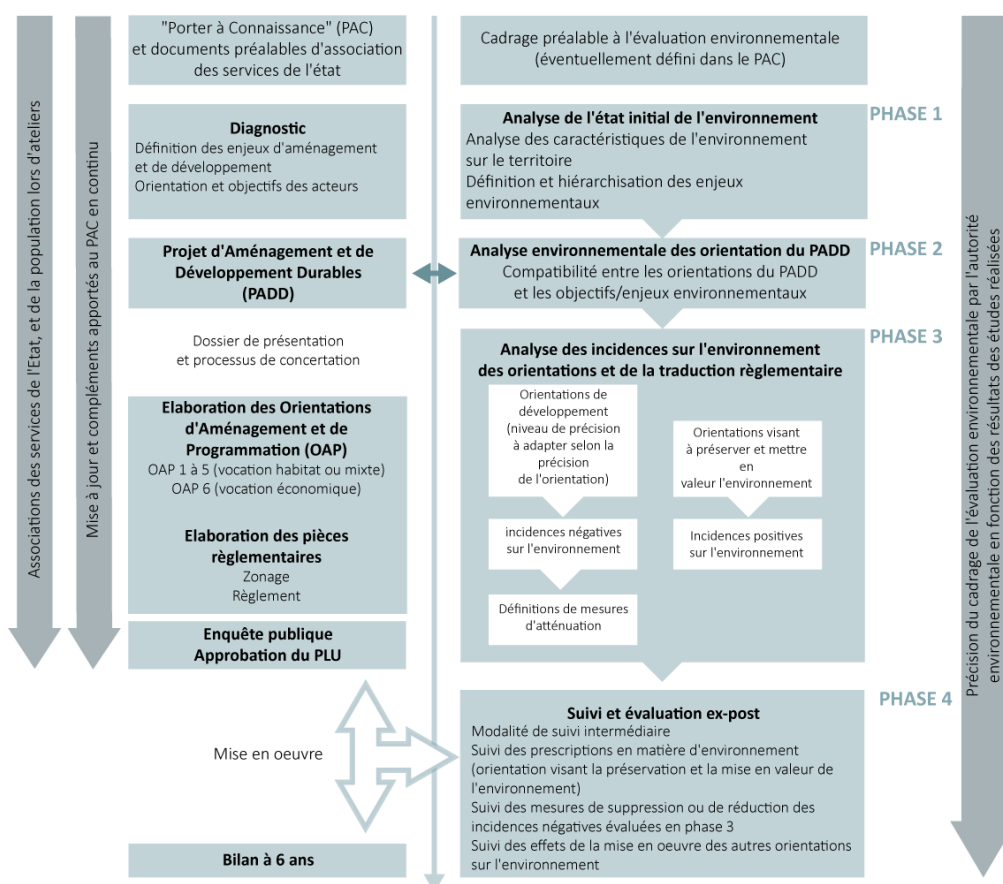
Afin de répondre à cet objectif, il a été défini des outils d'évaluation visant à intégrer les composantes environnementales dans les critères de décisions et d'évaluer les incidences du projet.

Ces outils reposent sur la définition d'outils d'évaluation :

- Le scénario « fil de l'eau » qui prolonge les tendances d'évolution constatées et permet d'évaluer leurs effets éventuels sur l'environnement : il sera un point de comparaison pour élaborer l'évaluation environnementale.
- Une analyse des enjeux environnementaux du territoire de projet présenté dans le PADD.

Ainsi, l'ensemble des orientations et grands principes du projet de PLU ont pu être travaillés au regard de chacun des enjeux environnementaux déjà identifiés et qui orientent le scénario « fil de l'eau ». Ce triptyque enjeux hiérarchisés, scénario « fil de l'eau » et matrice d'analyse constitue le cœur de l'évaluation environnementale du PLU.

Mise en parallèle des démarches d'évaluation environnementale et d'élaboration du PLU



#### 4.1.1.3 Une démarche environnementale de co-construction itérative

Afin de jouer pleinement son rôle d'outil d'aide à la décision, l'évaluation environnementale doit être évolutive. En effet, si ce document alimente le diagnostic et éclaire les choix



d'aménagement, il est également réinterrogé au fil de l'élaboration du projet. La méthode retenue entre dans une logique **de co-construction itérative et continue**. Elle vise à intégrer les enjeux environnementaux dans le PLU le plus en amont possible ainsi qu'à expliciter et à rendre lisible au public les choix opérés et les orientations retenues au regard de leurs éventuelles incidences sur l'environnement. Au fur et à mesure, chaque orientation proposée dans le PADD, les OAP et l'OAP thématique trame verte et bleue a fait l'objet de cette analyse croisée. Cet exercice a permis d'identifier en continu les éléments de projet en contradiction avec les enjeux environnementaux, ceux nécessitant d'être retravaillés et ceux allant vers une amélioration attendue de l'environnement.

La méthode doit également être **transversale**. Il s'agit plus d'une analyse de fonctionnement qu'une description. Le but n'est pas de fournir un état des lieux exhaustif de toutes les questions environnementales, mais de cibler les enjeux environnementaux et de les hiérarchiser en raison de plusieurs critères dont « la marge de manœuvre du PLU » qui caractérise réellement les capacités de la commune à engager des actions pouvant apporter une plus-value environnementale. En cela, une OAP Trame Verte et Bleue a été réalisée afin de prendre en compte la préservation des éléments de biodiversité à l'échelle de la commune et au sein des projets.

### 4.1.2 RESPECT DES ENGAGEMENTS EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT ET ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT

De nombreuses problématiques environnementales majeures ont mobilisé les politiques internationales, communautaires et nationales depuis plusieurs années et ont donné lieu à l'élaboration de nouveaux documents d'urbanisme ou d'environnement d'échelle régionale : atténuation du changement climatique, préservation de la biodiversité, gestion de la qualité et de la quantité de la ressource en eau, gestion des déchets, atténuation de la dégradation des sols, préservation et valorisation du patrimoine, lutte contre le bruit et préservation de l'environnement pour garantir la santé de tous.

Pour chacune de ces problématiques environnementales, les développements ci-après rendent compte successivement du respect des grands engagements puis de l'articulation avec les principaux autres documents, présentés dans l'ordre de leur importance relative pour le PLU au regard de la hiérarchie des normes et de la cohérence souhaitée avec certains documents (SRCAE, SRCE, etc.), en raison du rôle de document transversal de planification que joue le PLU.

Cette articulation permet, à partir des enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement, de repérer dans les plans et programmes retenus, les dispositions intéressantes pour le PLU de Saint-Mamert-du-Gard.

#### 4.1.2.1 Le changement climatique

Le PLU tend à respecter l'objectif de la **Convention-Cadre des Nations Unies**<sup>1</sup> de 1992 sur les changements climatiques qui est de « *stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique* ». Il respecte plus particulièrement les objectifs de diminution des émissions de gaz à effet de serre du **protocole de Kyoto de 1997**, transcrits dans la stratégie nationale de développement durable de 2003 actualisée en 2009, le **plan climat national de 2004** actualisé en 2011, la **loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique** de 2005 (loi « POPE ») et les **lois Grenelle**.

Bien que les enjeux soient d'ampleur nationale, le PLU met en œuvre certaines orientations participant, à plus petite échelle, à la réduction des émissions de polluants atmosphériques responsables du phénomène de changement climatique. Il tend également à la réduction des principales émissions de gaz à effet de serre (transport et résidentiel-tertiaire), conformément à la **directive européenne du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe**.

Les risques naturels sont étroitement liés aux changements climatiques, ce qui propulse ce duo au cœur des préoccupations internationales. En effet, les changements climatiques ont pour conséquence une augmentation des fréquences et une aggravation des incidences de ces risques et aléas (inondation, canicule, sécheresse, incendie, etc.) sur la population et l'environnement.

La commune est un territoire vulnérable à de nombreux risques naturels, mais plus particulièrement aux incendies et aux inondations. La révision du PLU, en réponse à ce constat, s'est appuyée sur l'état des connaissances du risque inondation établi dans le cadre du Plan de Prévention du Risque Inondation Gardon Amont, le risque incendie modélisé par un Porter à Connaissance Aléa Feu de forêt de la préfecture du Gard et l'importance de la conformité des projets locaux aux orientations, objectifs et réglementations fixés dans les documents inhérents à ces risques.

En cela, le PLU tend à respecter les objectifs de la directive européenne du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation notamment, et s'est appuyé sur le PPRi Gardon Amont ainsi que sur le porter à connaissance de l'aléa feux de forêt à l'échelle de la commune.

#### Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Occitanie

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Occitanie, arrêté en Assemblée plénière du 19 décembre 2019, incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région à l'horizon 2040. Il dessine un cadre de vie pour les générations futures, pour un avenir plus durable et solidaire. Ainsi, le SRADDET fixe les priorités régionales en termes d'équilibre territorial et de désenclavement des territoires ruraux, d'implantation d'infrastructures, d'habitat, de transports et d'intermodalité, d'énergie, de biodiversité ou encore de lutte contre le changement climatique. **A la suite la**

---

<sup>1</sup> Le Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) met en place un cadre global d'effort intergouvernemental pour faire face au défi posé par le changement climatique. Elle reconnaît que le système climatique est une ressource partagée dont la stabilité peut être affectée par les émissions industrielles CO<sub>2</sub> ainsi que d'autres gaz à effet de serre.

promulgation de la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la république) de 2016, le SRADDET se substitue à divers documents sectoriels de planification dont le SRCAE.

Ce projet d'avenir, auquel la modification du PLU de Saint-Mamert-du-Gard doit être compatible, s'articule autour de 2 caps stratégiques pour le devenir du territoire :

- Un rééquilibrage régional pour renforcer l'égalité des territoires :
- Un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique

Le PLU est compatible avec le SRADDET puisqu'il répond, dans le PADD et les pièces réglementaires, à ces 2 caps et répond aux priorités régionales en termes d'équilibre territorial et de désenclavement des territoires ruraux, d'implantation d'infrastructures, d'habitat, de transports et d'intermodalité, d'énergie, de biodiversité ou encore de lutte contre le changement climatique.

#### 4.1.2.2 La préservation de la biodiversité

Le PLU a pour objectif et orientation de « **maintenir et conforter les éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue** ». Pour cela, il définit les actions nécessaires à la préservation des grandes composantes écologiques.

Il respecte ainsi les objectifs :

- de la **Convention de Berne de 1979** sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel et de la Convention sur la diversité biologique issue du Sommet de la Terre de Rio en 1992, confirmée par la communauté internationale à Johannesburg en 2002 avec pour objectif d'«*assurer d'ici 2010 une forte réduction du rythme actuel de perte de diversité biologique aux niveaux mondial, régional et national à titre de contribution à l'atténuation de la pauvreté et au profit de toutes les formes de vie sur la planète* ». En 2010, année internationale de la biodiversité, s'est tenue à Nagoya la 10ème conférence des Nations Unies pour la **Convention sur la Diversité biologique**, avec notamment l'objectif de création d'un réseau d'espaces protégés couvrant 17% de la surface terrestre et 10% des océans d'ici 2020 ;
- des **Directives européennes** constituant le réseau Natura 2000 – «**Habitats-Faune-Flore**» (1992) et «**Oiseaux** » (1979, remplacée en 2009 par la Directive relative à la conservation des oiseaux sauvages) –, de la **stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère du Conseil de l'Europe**<sup>2</sup> (1995), qui a notamment été traduite par les **lois Grenelle** à travers le dispositif **Trame verte et bleue**, et de la stratégie de biodiversité de l'Union européenne (2010), qui vise à enrayer la perte de biodiversité d'ici à 2020 et à protéger, évaluer et rétablir la biodiversité et les services écosystémiques d'ici à 2050 ;
- de la **loi sur l'eau et les milieux aquatiques** (LEMA) de 2006 réformant le cadre global de la politique française de l'eau notamment pour se donner les moyens d'atteindre les objectifs fixés par la **Directive-cadre sur l'eau** de 2000, l'article 6 de la **Charte de l'environnement** de 2004 et la **stratégie nationale pour la conservation de la biodiversité à l'horizon 2020** (2010).
- de la **Convention de Barcelone** de 1976, amendée en 1995, et les protocoles élaborés dans le cadre de cette convention visant à protéger l'environnement marin et côtier de la

---

<sup>2</sup> La Stratégie paneuropéenne pour la diversité biologique et paysagère (SPDBP) a été élaborée suite au Sommet de la Terre de Rio et à l'adoption de la "Convention sur la diversité biologique" des Nations Unies. Elle a été adoptée lors de la Troisième Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe" réunie en octobre 1995 à Sofia (Bulgarie). Le principal objectif de la Stratégie est de trouver une riposte cohérente au déclin de la diversité biologique et paysagère en Europe et de garantir la durabilité de l'environnement naturel.

Méditerranée tout en encourageant des plans régionaux et nationaux contribuant au développement durable, et notamment le Protocole de Marrakech publié en droit français par le décret du 16 octobre 2014, actualisant les listes d'espèces.

Globalement, le PLU contribue à la préservation de la biodiversité locale qui représente d'importants enjeux au vu de la haute qualité de ses sites et de la grande diversité floristique et faunistique (réservoirs de biodiversité, continuités écologiques ...). L'OAP Trame Verte et Bleue a été réalisée afin de renforcer la protection des éléments de biodiversité à l'échelle de la commune et au sein des projets.

### Schéma Régional de Cohérence Ecologiques (SRCE) Occitanie

Le SRCE Languedoc Roussillon a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 23 octobre 2015. Il définit les trames vertes et bleues à l'échelle des grands territoires (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, zones humides,...).

Il s'agit à terme que le territoire national soit couvert par une **Trame Verte et Bleue (TVB)**, dont le principal atout est de pouvoir être considéré comme un **outil d'aménagement du territoire**. L'un des principaux objectifs (*visés à l'article L.371-1 du Code de l'Environnement*) de cette Trame Verte et Bleue est de maintenir des « **continuités écologiques** » permettant aux espèces de se déplacer dans l'espace et dans le temps, notamment pour répondre aux évolutions à court terme (sociales et économiques) et à très long terme (changement climatique).

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique est opposable aux documents d'urbanisme et aux projets d'infrastructures linéaires d'État et des collectivités. Il est opposable selon le niveau de "prise en compte", le niveau le plus faible d'opposabilité après la conformité et la compatibilité.

Ce Schéma répond aux exigences fixées par les **directives européennes** et traduit les **orientations nationales de la Trame Verte et Bleue**. Il propose un plan d'actions stratégiques qui présente les outils de mise en œuvre mobilisables pour atteindre les objectifs et précise les actions prioritaires et hiérarchisées.

Au vu du SRCE, les ruisseaux des Lens et de Braune (trame bleue) et leurs ripisylves (trame verte) sont des supports de biodiversité (corridors écologiques).

Le projet de la commune prend en compte et préserve les éléments de trame verte et bleue identifiés et les grandes orientations du SRCE. L'OAP Trame Verte et Bleue a été réalisée afin de prendre en compte la préservation des éléments de biodiversité, notamment identifiés par le SRCE, à l'échelle de la commune et au sein des projets.

### Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Sud Gard.

Pour ce qui concerne Saint-Mamert-du-Gard, le SCoT a identifié les boisements forestiers et les plaines agricoles principalement à l'Ouest, mais aussi au Sud et à l'Est de la poche urbaine de la commune comme des ensembles naturels patrimoniaux. Les cours d'eau permanents sont le chevelu hydraulique du Bassin du Gardon à savoir les ruisseaux de la Braune, des Lens et le Valat de Ponteil. Deux parties au Sud et au Nord-Ouest du territoire sont identifiées en secteur de garrigues ouvertes. **Les grandes orientations du SCoT ont servi de support à la définition de la Trame Verte et Bleue au sein du PLU, plus particulièrement dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et de l'OAP**



thématique Trame Verte et Bleue. Le PLU de Saint-Mamert-du-Gard est compatible avec les orientations du SCoT Sud Gard portant sur la protection de la biodiversité.

De plus, dans le cadre de la révision du PLU, une OAP Trame Verte et Bleue a été réalisée afin de protéger les éléments identifiés par le SRCE et le SCoT Sud Gard

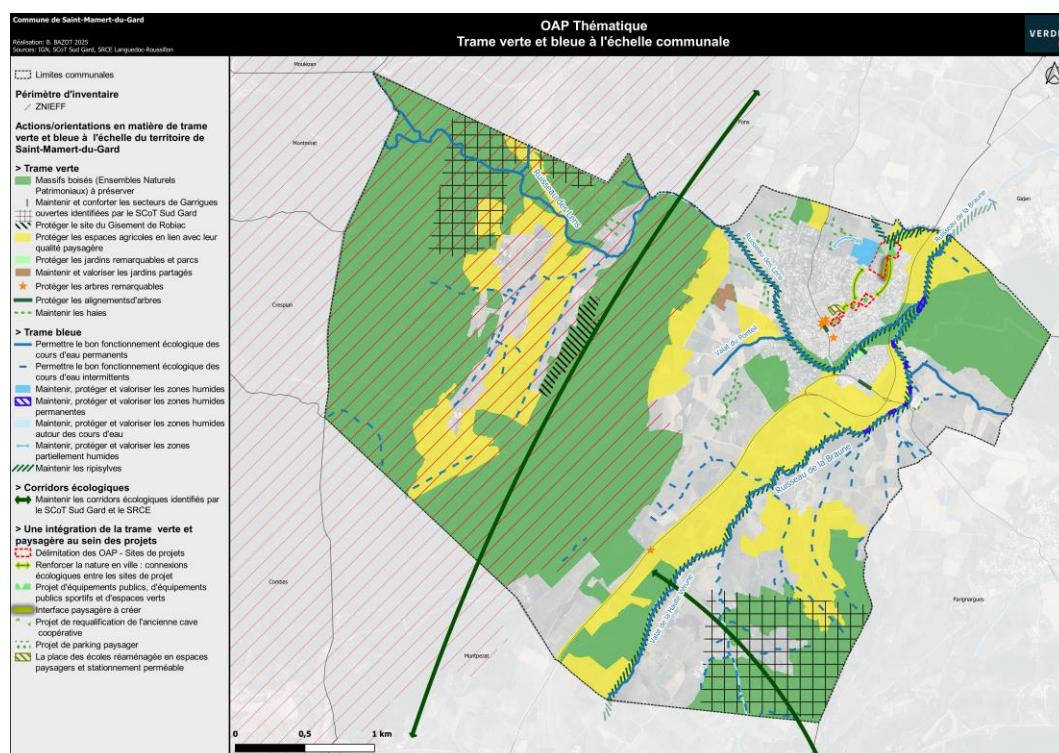
## Orientation d'Aménagement et de Programmation Thématique – Trame Verte et Bleue

Saint-Mamert-du-Gard possède une importante richesse et une diversité de milieux naturels et agricoles d'intérêt majeur dont la richesse écologique est reconnue au sein d'un réseau de continuités écologiques régional.

Face aux enjeux de la préservation des espaces de biodiversité, de limitation de l'étalement urbain et de lutte contre les risques naturels, le projet de PLU de Saint-Mamert-du-Gard doit mettre en place les outils favorables à la préservation de la trame verte et bleue, à échelle communale et locale, tout en veillant au maintien et à l'amélioration de la qualité de vie des habitats.

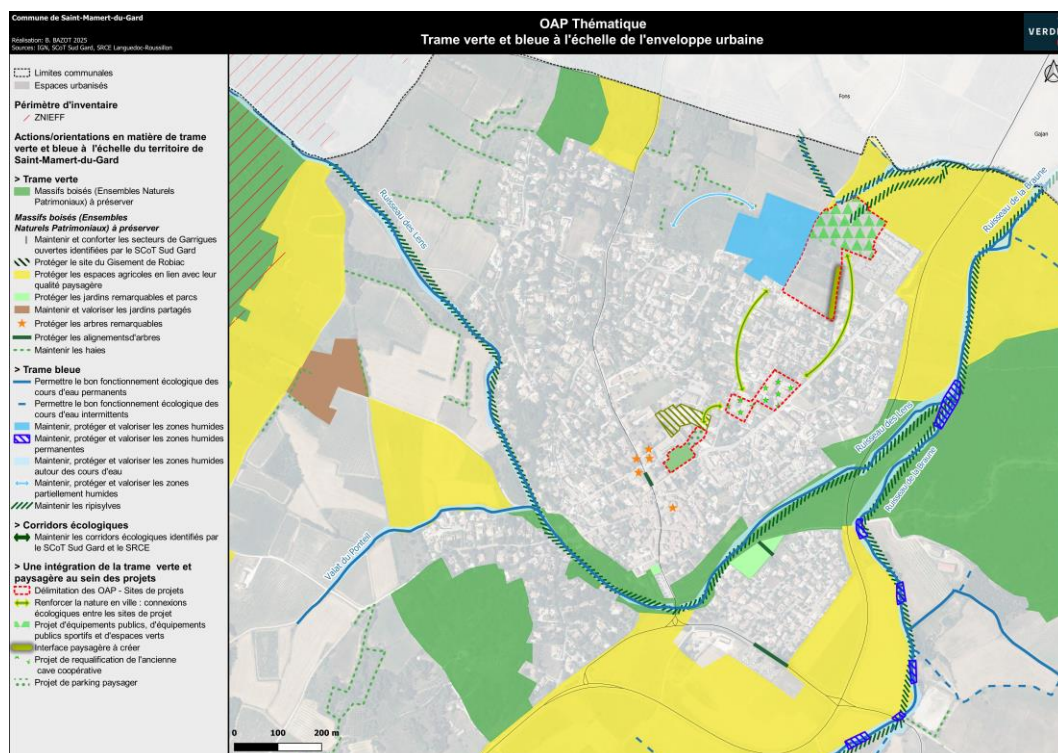
La mise en place d'une OAP thématique « Trame verte et bleue » répond à une volonté d'apporter un certain nombre de mesures de protection et de mise en valeur complémentaires au règlement et au zonage du PLU.

L'OAP Trame Verte et Bleue s'applique à l'ensemble du territoire de Saint-Mamert-du-Gard.



Cartographie de l'OAP Thématique Trame Verte et Bleue à l'échelle communale.

Réalisation : Verdi, 2025



*Cartographie de l'OAP Thématique Trame Verte et Bleue à l'échelle de l'enveloppe urbaine*

Réalisation : Verdi, 2025

#### 4.1.2.3 La gestion durable de la ressource en eau...

Le PLU entend assurer un accès efficace, équitable et durable aux ressources en eau, tout en améliorant la qualité sanitaire. Il tend à respecter, en cela, les objectifs :

- de la convention de Rio de 1992 et de la déclaration de Johannesburg de 2002 ;
- de la **directive-cadre européenne sur l'eau** de 2000 qui fixe aux États membres un objectif de bon état des milieux aquatiques à l'horizon 2015, par le biais du **SDAGE** en France ;
- de la loi du 21 avril 2004 portant transposition de la **Directive-Cadre sur l'Eau** et de la **loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques** de 2006.

Il n'y a pas de captage d'adduction en eau potable propre à Saint-Mamert-du-Gard. Elle est alimentée par une conduite venant du réseau de Nîmes donc par le champ captant à Comps. La commune de Saint-Mamert-du-Gard est considérée au même titre qu'un quartier de Nîmes donc il n'y pas de problème de ressource propre à la commune de Saint-Mamert-du-Gard.

Considérant la fréquence des sécheresses sur le bassin versant des Gardons, le PLU limite l'imperméabilisation des sols et promeut l'infiltration de l'eau, voire la dés-imperméabilisation des sols là où c'est possible.

Les aménagements et réglementation prévus dans l'OAP TVB et au zonage/règlement permettront de limiter le transfert des polluants liés aux activités humaines (notamment de voirie) vers les cours d'eau par ruissellement (bandes enherbées, espace de bon fonctionnement des cours d'eau, renaturation...).

## Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée

La commune est inscrite dans le périmètre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) « Rhône-Méditerranée ». En ce sens, elle doit participer à l'objectif principal de ce schéma : assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin.

**Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 a été approuvé le 21 mars 2022 par le préfet coordinateur.**

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) planifie pour 6 ans les grandes priorités pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers méditerranéens, qui forment le grand bassin Rhône-Méditerranée :

- économiser l'eau et s'adapter au changement climatique
- réduire les pollutions et protéger notre santé
- préserver et restaurer les cours d'eau

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 est composé de neuf orientations fondamentales auxquelles la modification du PLU doit être compatible :

0- S'adapter aux effets du changement climatique

1- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

2- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

3- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau

4- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux

5- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé

6- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides

7- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

8- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

**Afin de protéger la ressource en eau, le projet vise à limiter l'étalement urbain et la maîtrise de l'accueil de nouvelles populations. Le projet n'impacte pas de périmètre de captage d'eau potable. En cela il est compatible avec le SDAGE.**

## Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des Gardons

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est un outil de concertation et de planification, ayant une portée juridique, qui fixe collectivement des objectifs et des règles pour une gestion globale, équilibrée et durable de l'eau, sur un périmètre cohérent : le bassin versant. Réaliser un SAGE n'est pas obligatoire, il s'agit d'une initiative locale.

L'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Gardons est le syndicat de rivière qui est en charge des questions de l'eau à l'échelle du bassin versant des Gardons. Ce dernier

s'étend des Cévennes jusqu'à la confluence avec la Rhône dans le Gard, en traversant la Gardonnenque et les gorges du Gardon.

Un premier SAGE des Gardons a été adopté par arrêté inter-préfectoral le 27 février 2001. Sa révision a été initiée en 2009 ; la nouvelle version du SAGE des Gardons a alors été adoptée le 20 décembre 2013 par la CLE des Gardons et a été **approuvé après enquête publique par les Préfets du Gard et de la Lozère le 18 décembre 2015.**

Le SAGE des Gardons vise notamment à répondre aux enjeux de protection contre les inondations et aux objectifs principaux de la Directive Cadre sur l'Eau que sont la non dégradation de l'état des eaux et la reconquête du bon état des eaux à horizon 2015, soit des seuils de qualité biologique et physico-chimique à ne pas dépasser et des conditions morphologiques, support de la biologie, à même de respecter un bon état écologique. Pour cela, le SAGE des Gardons s'articule autour de 5 orientations qui se déclinent en 177 dispositions :

- Orientation A : Mettre en place une gestion quantitative équilibrée de la ressource en eau dans le respect des usages et des milieux (42 dispositions),
- Orientation B : Poursuivre l'amélioration de la gestion du risque inondation (29 dispositions),
- Orientation C : Améliorer la qualité des eaux (63 dispositions),
- Orientation D : Préserver et reconquérir les milieux aquatiques (28 dispositions),
- Orientation E : Faciliter la mise en œuvre et le suivi du SAGE en assurant une gouvernance efficace et concertée en interaction avec l'aménagement du territoire (15 dispositions).

Les dispositions du PAGD ont une portée juridique plus ou moins forte allant de la suggestion/recommandation à la préconisation. Certaines dispositions dites de « mise en compatibilité » sont clairement identifiées ; elles imposent une mise en compatibilité des autorisations administratives dans le domaine de l'eau et/ou des documents d'urbanisme avec celles-ci.

Le règlement comporte une règle concernant la non dissémination des espèces végétales invasives. Un projet concerné par la règle du SAGE doit y être conforme et non simplement compatible.

Le SAGE crée un cadre commun d'actions et donne une cohérence d'ensemble grâce à une vision globale du territoire. Il permet de créer un cadre pour une gestion cohérente et à moyen terme. L'importante concertation menée lors de sa révision en fait un document ambitieux mais réaliste, partagé par les acteurs du territoire.

La zone humide identifiée au Nord-Est de l'enveloppe urbaine, dans le quartier « Francurelle », présentant des enjeux de biodiversité forts et faibles, est protégée de toute urbanisation dans le PADD et le zonage. L'OAP thématique trame verte et bleue donne pour orientation le maintien, la protection et la valorisation, des zones humides, des zones humides permanentes, des zones humides autour des cours d'eau et des zones partiellement humide.

Sa démarche vise donc la préservation des fonctionnalités des zones humides. Le PLU est donc compatible avec l'objectif de préservation des zones humides et le SAGE des Gardons

#### 4.1.2.4 ...et de la ressource sol/sous-sol

Les questions relatives à la protection et la gestion de la ressource sol/sous-sol ont fait l'objet en 2006 d'une réflexion sur la définition, à l'échelle européenne, d'une directive-cadre en faveur de la protection des sols.

Aujourd'hui, le PLU traduit la préservation de la ressource au sein des objectifs relatifs à la préservation des paysages et la conservation des espaces agricoles. En cela, il intègre,



indirectement, les problématiques de la gestion et la préservation des sols et des sous-sols sur le territoire communal.

### Le schéma départemental des carrières (SDC) du Gard

Le schéma définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

Le schéma départemental des carrières est, avant tout, l'occasion d'une réflexion approfondie et prospective, non seulement sur l'impact de l'activité des carrières sur l'environnement mais, à un degré plus large, sur la politique des matériaux dans le département. **Il se place dans le cadre d'une stratégie environnementale durable. Il doit conduire à assurer une gestion rationnelle et optimale des ressources et à une meilleure protection de l'environnement.**

Le SRC Occitanie est en cours d'élaboration. Une fois en vigueur, le SRC se substituera aux actuels schémas départementaux des carrières (SDC).

Le schéma départemental des Carrières (SDC) du Gard a été approuvé par arrêté préfectoral le 11 avril 2000.

**La commune ne dispose pas de carrière en fonctionnement et le projet de PLU n'en prévoit pas l'ouverture.**

#### 4.1.2.5 La prévention et la gestion des déchets

La commune de Saint-Mamert-du-Gard ne dispose pas de la compétence « **déchets** » qui a été déléguée à l'intercommunalité. Toutefois, le PLU tend à intégrer des objectifs et orientations des documents de planification relatifs aux déchets qui visent à optimiser la distribution des points de collecte des déchets au sein de l'enveloppe urbaine et à planifier un développement urbain en cohérence avec les capacités des équipements vers lesquels sont dirigés les déchets de la commune.

En cela, il respecte les objectifs :

- De la **directive-cadre relative aux déchets** qui vise à garantir le contrôle des cycles des déchets, de la production à l'élimination, en mettant l'accent sur la valorisation et le recyclage.
- Des **lois Grenelle** qui confortent les politiques de déchets en renforçant les domaines de la prévention ou de la réduction de la quantité des déchets par la mise en œuvre de programmes locaux de prévention des déchets.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) fixe les objectifs à atteindre, les moyens nécessaires, les étapes de réalisation et les méthodes de suivi allant de la prévention à la gestion des déchets. Il couvre tous les types de déchets (déchets dangereux, déchets non dangereux non inertes et les déchets inertes). Depuis 2015 et la loi NOTRe, les Régions ont la compétence en matière de déchets et d'économie circulaire qui doit contribuer à atteindre les objectifs fixés par la Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV).

Le PRPGD a été approuvé par le conseil régional d'Occitanie le 14 novembre 2019. Le PRPGD sera intégré au SRADDET lors de son approbation.

Même si la compétence « déchets » est déléguée à Nîmes Métropole, le projet de révision de PLU anticipe les besoins en infrastructures dans son PADD (Axe n°2 – Orientation 3 - ANTICIPER LES BESOINS EN EQUIPEMENTS ET EN INFRASTRUCTURES) et **intègre les préconisations de Nîmes Métropole dans la réglementation des ordures ménagères pour les zones urbaines et à urbaniser** (ARTICLE 23 des dispositions générales du règlement du PLU: « CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES »).

En cela, le PLU est compatible avec le PRPGD.

#### 4.1.2.6 La préservation et la valorisation du paysage et du patrimoine

Le PLU décline une série d'objectifs visant à préserver et valoriser le paysage et le patrimoine. Ces objectifs ont été établis en réponse à la **Convention Européenne du Paysage**. Cette dernière a pour objet de promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages et d'organiser la coopération européenne dans ce domaine.

Les engagements pris par la France en matière de paysage sont les suivants :

- Reconnaître juridiquement le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité ;
- Définir et mettre en œuvre des politiques du paysage visant la protection, la gestion et l'aménagement des paysages par l'adoption des mesures particulières visées à l'article 6 ;
- Mettre en place des procédures de participation du public, des autorités locales et régionales, et des autres acteurs concernés par la conception et la réalisation des politiques du paysage mentionnées à l'alinéa b ;
- Intégrer le paysage dans les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme et dans les politiques culturelles, environnementales, agricoles, sociales et économiques, ainsi que dans les autres politiques pouvant avoir un effet direct ou indirect sur le paysage.

La mise en œuvre de ces engagements s'est traduite en France par la définition de la **loi « Paysage »** qui vient compléter les **lois « Montagne » et « Littoral »**. Elle correspond essentiellement à une loi d'aménagement et d'urbanisme. Le PLU applique les dispositions de la loi Paysage.

Le PLU doit également veiller au respect de « *la législation en matière de protection des sites et des paysages ainsi qu'en matière de protection des monuments classés ou inscrits* ».

En matière d'agriculture et conformément au code rural, le PLU définit les grandes orientations de développement rural, essentiellement dans la plaine de la Durance. Trois outils réglementaires sont mis en œuvre pour préserver le foncier agricole :

- La **loi d'Orientation Agricole** de 1999 ;
- La **loi sur le développement des territoires ruraux** de 2005 permet aux départements de délimiter des périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbain.
- La **loi d'Avenir pour l'Agriculture et la Forêt** (LAAF) de 2014 vise à favoriser la reconnaissance de l'agriculture, l'alimentation et la forêt comme des composantes économique, sociale et territorial essentielle à l'équilibre économique.

La révision du PLU applique les dispositions des lois relatives à l'agriculture dans ses objectifs et orientations inscrites au PADD (Axe n°2 – Orientation 1 - Action 3 : Préserver le

terroir agricole et Axe n°2 – Orientation 2 – Action 1 : Préserver et valoriser les éléments identitaires du territoire) **et protège les espaces agricoles par le maintien des zones A et Ap inscrites dans le PLU de 2017 tout en reclassant en zone agricole A quelques parcelles agricoles précédemment classées en zones naturelles N.** De plus l'OAP thématique Trame Verte et Bleue vise à protéger les zones agricoles en lien avec leurs qualités paysagères à l'échelle communale, maintenir et valoriser les jardins partagés et l'OAP vise à une intégration de la trame paysagère au sein des projets (aménagements végétalisés, création d'interface paysagère...)

Ces objectifs et orientations visent à préserver les terres agricoles et à garantir le maintien de l'agriculture à Saint-Mamert-du-Gard, tout en favorisant le développement de pratiques agricoles vertueuses.

### L'atlas des paysages du Languedoc-Roussillon

Selon l'Atlas des Paysages du Languedoc-Roussillon, la commune de Saint-Mamert-du-Gard est située dans le grand paysage des Garrigues et plus particulièrement dans l'unité de paysage de la « Plaine du Gardon autour de Saint-Chartes et de Saint-Génès-de-Malgoirès ».

Saint-Mamert-du-Gard ne situe pas dans l'un des dix enjeux majeurs pour l'aménagement qualitatif du territoire, mais est concernée de près par deux d'entre eux, à savoir « **la préservation et la gestion des plaines agricoles des Garrigues** » et « **L'organisation urbaine de l'agglomération de Nîmes** ». La prise en compte de ces enjeux lors de la révision du PLU vise à garantir une plus grande adéquation entre le projet et le contexte paysager.

#### 4.1.2.7 La lutte contre le bruit

L'Union Européenne, dans le cadre de la lutte contre les nuisances sonores, définit une approche commune visant à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit dans l'environnement. Elle fixe les objectifs suivants :

- Permettre une évaluation harmonisée de l'exposition au bruit au moyen de Cartes de Bruit Stratégiques ;
- Prévenir et réduire les bruits excessifs au moyen de Plans d'Actions ;
- Protéger les zones calmes ;
- Faire en sorte que l'information et la participation du public soient au cœur du processus.

Cette directive doit également servir de base pour mettre au point des mesures communautaires relatives aux sources de bruit.

Le droit français, la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, applique les orientations définies dans la directive précitée, et définit les modalités d'application. Il précise également les actions et documents à mettre en place pour réduire les incidences des projets liés au bruit sur l'environnement et la santé.

Le **Schéma Départemental des Mobilités (SMD) du Gard a été voté par l'Assemblée le 21 avril 2023**. Le SMD regroupe les routes départementales en 3 types de réseau : le réseau structurant, le réseau de liaison et le réseau de proximité

Le **Règlement de Voirie Départemental (RVD)** approuvé par délibération de l'assemblée départementale dans sa séance du 30 juin 2023 reprend et réglemente vis-à-vis de ces 3 types de voies :

Des **marges de recul** sont associées à chaque type de voie pour préserver le linéaire routier départemental (enjeux de sécurité, de préservation du patrimoine routier, enjeux d'entretien

de la route et de ses abords, diminution du nombre de contentieux générés par les ouvrages (pluvial, plantations d'alignements).

Ces marges sont également mises en place pour préserver les pétitionnaires (publics ou privés) des contraintes liées aux RD en matière de bruit, de sécurité, de visibilité..., d'entretien de la route et de ses abords.

Ces marges de recul s'appliquent à toutes les constructions situées :

- En zone agricole
- En zone naturelle
- En zone à urbaniser
- En zone urbaine

Les entrées de village :

S'agissant des entrées de ville ou de village, les marges de recul/retrait s'appliquent de plein droit selon les conditions évoquées ci-dessus. Toutefois, à la manière des études d'entrée de ville de l'Etat (amendement Dupont), le département pourra demander une étude d'entrée de ville/village ou une étude de traversée d'agglomération, dont les conséquences, entres autres, outre la qualité urbanistique recherchée (organisation, réflexion globale sur les accès, intégration paysagère...), pourront être une réduction de ladite marge de recul, associée au déplacement du panneau d'entrée d'agglomération.

Sur le territoire de Saint-Mamert, deux voies sont concernées par ce document :

- La RD 22 qui est une voie du **réseau de liaison (marge de recul de 25m)**
- La RD 1 qui est une voie de **proximité** sur le trajet entre Fons et Calvisson (**marge de recul de 15m**)

**Ces grands principes sont repris dans le PLU, dans le PADD (Axe 3 - Action 3 : Limiter l'exposition aux nuisances) et dans le zonage par la matérialisation des marges de recul par rapport aux départementales concernées, principales émettrices de nuisances sonores. En cela, le PLU tend à respecter les objectifs réglementaires de la directive cadre, les lois françaises et le règlement de voirie départemental du Gard.**

#### **4.1.2.8 La préservation de l'environnement pour garantir la santé de tous**

La loi du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (Loi LAURE) rend obligatoire : la surveillance de la qualité de l'air ; la définition de normes de qualité de l'air ; l'information du public. D'un point de vue global, le PLU traduit l'orientation politique par l'optimisation du fonctionnement du village (desserte, accessibilité, développement de modes de déplacement alternatif à la voiture, stationnement). En cela, le PLU reste concordant avec les objectifs de réduction de la pollution de l'air et de risque pour la santé.

La Déclaration du millénaire des Nations Unies de septembre 2000 s'est concrétisée par la définition d'objectifs à réaliser d'ici à 2015, notamment l'objectif 7 « Assurer un environnement durable » analysant les interactions entre dégradation de l'environnement et santé.

Cette problématique majeure, qui touche plus largement les pays pauvres, est également une réalité au niveau de la France où le Plan National Santé et Environnement de 2004 dresse un constat alarmant sur les affections engendrées par le cadre de vie. A ce titre, la pollution atmosphérique urbaine, la baisse de la qualité de l'eau et l'exposition à des substances chimiques potentiellement toxiques sont mises en exergue et font l'objet d'orientations prioritaires.



## Le Plan climat air énergie territorial (PCAET) de Nîmes Métropole

Le Plan climat air énergie territorial – ou Plan climat – est une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle. Son but est de permettre à Nîmes Métropole de conduire une politique de transition énergétique et climatique sur son territoire.

Il s'agit d'une démarche transversale visant à réinterroger les politiques publiques portées par Nîmes Métropole à travers l'exercice de ses compétences sur les enjeux climat, air et énergie.

Nîmes Métropole souhaite élaborer un PCAET partenarial. La Communauté d'agglomération mobilisera en ce sens de nombreux partenaires afin de construire une feuille de route partagée permettant de conduire le territoire dans une démarche de transition.

**Le lancement du PCAET a été approuvé en Conseil Communautaire du 8 février 2021.**

Le PCAET a trois objectifs principaux :

- Atténuer le réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et en préservant ou en développant la séquestration carbone,
- Préserver la qualité de l'air pour limiter les impacts sanitaires et environnementaux,
- Adapter le territoire aux effets du dérèglement climatique pour participer à la réduction de la vulnérabilité du territoire, puisqu'il est désormais établi que les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités,

**A ce jour le PCAET n'est pas approuvé. Cependant, le PLU répond aux objectifs fixés par le biais d'actions visant à encourager les mobilités douces, la maîtrise des énergies et la réduction de la consommation d'espaces, notamment dans le PADD (Axe n°2 – Orientation 3 – Action 3 : Permettre aux habitants de mieux se déplacer).**

## Le PPA de la zone urbaine de Nîmes

**Le plan de protection de l'atmosphère de la zone urbaine de Nîmes a été approuvé par arrêté préfectoral du 03 juin 2016.**

Une part importante du document est consacrée à la description de l'état des lieux (présentation du territoire couvert par le PPA, inventaire des émissions et état de la qualité de l'air, polluants concernés et leurs origines, impact de la pollution atmosphérique sur la santé).

Afin d'évaluer les actions du PPA de la zone urbaine de Nîmes, AIR LR a procédé à deux modélisations de la qualité de l'air à horizon du plan (2020) :

- la première basée sur un scénario tendanciel correspond à l'évolution de la qualité de l'air sans mesure spécifique (tendanciel 2020) autres que celles déjà prévues dans le cadre de l'application des mesures « Grenelle » Air/Climat/Energie décidées au niveau national,
- la seconde basée sur le scénario tendanciel auquel s'ajoutent les gains attendus par la mise en œuvre des actions définies dans ce PPA (tendanciel 2020+PPA).

Ainsi, afin de respecter les valeurs limites réglementaires d'ici à 2020, le plan comprend 17 actions pérennes, réglementaires ou volontaires, dans l'objectif d'agir sur tous les secteurs d'activité à l'origine d'émissions polluantes : l'industrie, les transports, l'aménagement et le résidentiel/agricole, la communication/sensibilisation.

**Le PLU répond aux objectifs fixés par le biais d'actions visant à encourager les mobilités douces, la maîtrise des énergies et la réduction de la consommation d'espaces. Cela est**

inscrit dans le PADD (Axe 2 - Action 1 Réorganiser les liaisons entre les centralités afin de renforcer l'attractivité et le dynamisme du centre-bourg et Axe 2 - Action 3 Permettre aux habitants de mieux se déplacer) et dans les actions des orientations d'aménagement et de programmation.

#### 4.1.2.9 Les servitudes d'utilité publique

Le PLU doit respecter les servitudes d'utilités publiques. Les servitudes s'appliquant à Saint-Mamert-du-Gard sont les suivantes :

- **AS1 - Périmètre de protection des points de prélèvements d'eaux destinés à collectivité humaine**
  - Champ captant de Prouvessat
  - Forage du Creux des Fontaines
- **AC1 - Mesures de classement et d'inscription et protections des abords des monuments historiques**
  - Vestiges de la carrière romaine du Roquet (commune de Montmirat),
- **I4 – Electricité**
  - Lignes aériennes 400 Kv TAMAREAU – TAVEL n°1 & 2
- **I3 – Gaz**
  - Canalisation de gaz
- **I1 - Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz**
- **T7 - Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement**
- **PT2 - Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques**
- **PM1 - Plan de prévention des risques naturels prévisibles**

Le projet de révision du PLU prend en compte les servitudes :

- L'OAP extension Nord / Saint-Génies a été élaborée en prenant en compte la SUP I3 et de sa bande de maîtrise de l'urbanisation (I1)
- A la demande de RTE, les EBC ont été supprimés en dessous de la ligne haute tension et de la zone de vigilance (I4)

## 4.2 ANALYSE SYNTHETIQUE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

### 4.2.1 SCENARIO « FIL DE L'EAU »

La définition du **scénario « fil de l'eau »**, permet d'évaluer les effets éventuels sur l'environnement dans le cas de la poursuite des dynamiques à l'œuvre sur le territoire en l'absence du PLU. Il servira de **cadre de référence** et de **point de comparaison** mais permettra également **d'identifier les risques** liés à la poursuite de certaines dynamiques, et **les points de vigilance environnementaux** à conserver au cours de la construction du projet.

Ainsi, le scénario « fil de l'eau » croise trois familles d'informations :

- **Les dynamiques d'évolution du territoire**, y compris celle impulsée le cas échéant par le document antérieur, en terme démographique et économique et leurs conséquences en termes de consommation d'espace dont la dynamique pourra être traduite en termes de besoins en ressources (eau, énergie, matériaux...) et rejets de polluants ou déchets.
- **Les tendances d'évolutions de la situation environnementale du territoire** qui seront appréciées au regard de l'évolution des pressions qui s'exercent sur les ressources.
- **Les politiques, programmes et actions engagés** sur le territoire et visant à la valorisation des richesses environnementales, à la réduction des pressions, à l'amélioration de la qualité des ressources.

Ainsi, il s'agira :

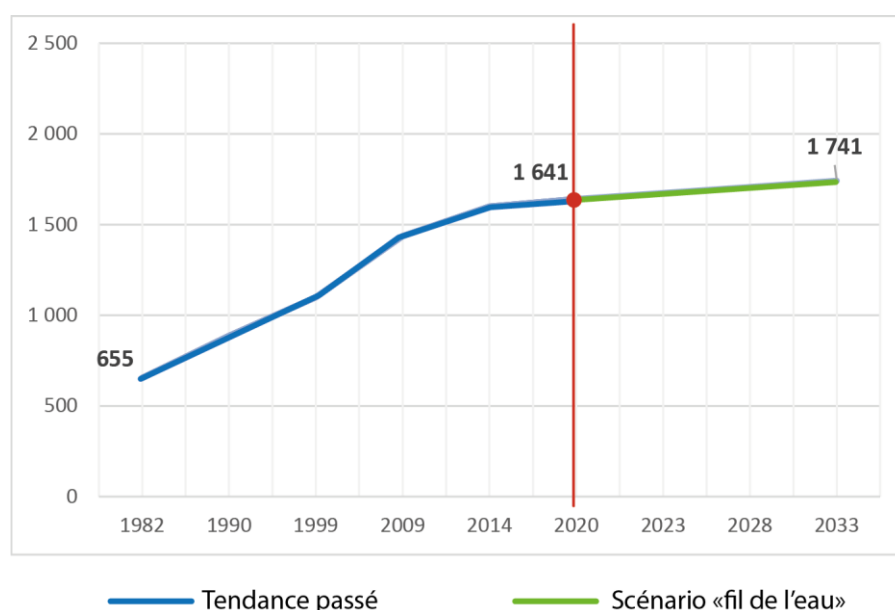
- Dans un premier temps d'évaluer quelles sont les projections liées en matière de démographie et d'économie et de présenter les dynamiques globales d'évolution du territoire en termes de constructions de logements, d'équipements.
- Dans un deuxième temps, d'identifier plus précisément quels sont les projets d'aménagement et documents supra-communaux qui accompagneraient l'évolution du territoire en l'absence de mise en œuvre de PLU.
- Dans un dernier temps, d'apprécier l'évolution des grandes composantes environnementales au regard des pressions qui s'exercent et s'exerceront sur le territoire.

#### 4.2.1.1 Evolution des dynamiques « hors PLU »

##### Evolutions des dynamiques démographiques

Les projections sur l'évolution démographique du territoire d'études sont évaluées au regard des dernières tendances relevées lors des démarches de recensements de l'INSEE entre 1982 et 2020.

Partant du maintien d'une croissance démographique de l'ordre de +0,4%/an à l'horizon 2033 et d'une natalité de plus en plus dynamique, la commune devrait accueillir un total de **1 741 habitants, soit 100 habitants supplémentaires par rapport à 2020**.



##### Evolution du parc de logements

L'évolution du parc de logements à venir sur la commune est projetée à l'horizon 2033 dans le cas du scénario « fil de l'eau ». Pour cela, l'ensemble des mécanismes de consommation de logements sont pris en compte (renouvellement à -0,01% ; desserrement compris entre 2,35 à 2,40 ; résidences secondaires à 3,2%, logements vacants 6%). Le besoin en logements obtenu pour permettre l'accueil de la population supplémentaire est compris entre **74 et 91 logements supplémentaires**, soit un parc total compris entre 799 et 816 logements.

➔ Chapitre Diagnostic territorial, partie « Perspectives de développement »



|  | Scénario « Fil de l'eau »                                     |
|--|---|
| Parc total en 2020   | 724   |
| Population en 2033   | 1742<br>Soit 101 habitants supplémentaires par rapport à 2020 |
| Estimation parc total intégrant les % projetés en résidences principales (y compris desserrement), secondaires et logements vacants en 2033                          | Entre 799 et 816 logements en 2033                            |
| Besoin total en logements à l'horizon 2033<br><i>Parc total en 2033 – parc total en 2020 + nombre de logements renouvelés entre 2018 et 2033 (voir partie 2.8.2)</i> | <b>Entre 74 et 91 logements</b>                               |
| Logements réalisés entre 2020 et 2023  | 33 logements réalisés   |
| Besoin total en logements à l'horizon 2033   | <b>Entre 41 et 58 logements</b>                               |

### Documents supra-communaux engagés sur le territoire

Le scénario « fil de l'eau » prend également en compte les politiques d'aménagement en cours d'application sur le territoire communal et traduits dans les documents supra-communaux :

- Le SCoT Sud Gard,
- Le PPRI Gardon Amont
- Le SDAGE Rhône Méditerranée,
- Le SRCE Occitanie
- etc.

#### 4.2.1.2 Evolution des composantes environnementales

Au regard de l'évolution du territoire envisagée dans le cas du scénario de référence, il est nécessaire d'apprécier les évolutions des principales composantes environnementales, et notamment celles présentant des enjeux forts pour la commune. Les autres composantes environnementales ne présentent pas de grands enjeux pour la commune en raison :

- d'un état initial déjà favorable et des tendances d'évolutions n'allant pas à l'encontre de la ressource ;
- d'une marge de manœuvre très faible en raison d'un transfert de compétence ou d'un enjeu d'ampleur supra-communale.

A ce titre, les évolutions de ces composantes environnementales sont très faibles.

⇒ Voir « Hiérarchisation des enjeux environnementaux » dans le Chapitre suivant « Analyse des incidences notables prévisibles »

## Risques majeurs

Au regard des constats effectués dans l'analyse de l'état initial de l'environnement, la commune est soumise à de nombreux risques naturels. A ce titre, le scénario « fil de l'eau » doit croiser les enjeux environnementaux, les tendances actuelles faces aux risques et les dernières évolutions en matière de gestion des risques. Sont notamment pris en compte :

- L'étude EXZECO
- Le PPRI Gardon Amont
- Le PAC aléa feu de forêt
- Le risque de mouvements de terrains
- Le risque sismique
- Le risque radon
- Le risque retrait et gonflement des argiles
- Le risque lié au transport de matières dangereuses par canalisations (GRT Gaz)

L'ensemble de ces éléments persistent sur le territoire communal. Dans le cadre du scénario « fil de l'eau », à partir des années 2000, le réinvestissement urbain et dans une certaine mesure la compacité du développement urbain, au sein des espaces résiduels de l'enveloppe urbaine et dans la continuité de cette dernière, ainsi que le potentiel foncier encore disponible sur ces espaces, ont participé à garantir une meilleure gestion des risques face au développement urbain.

Toutefois, la faible densité du développement urbain laisse à penser que l'évolution de la commune va conduire à une augmentation de la consommation d'espaces et un étalement vers des zones où le risque est plus fort. A ce titre, le maintien du scénario "fil de l'eau" peut conduire à un accroissement des populations exposées aux risques.

## Ressources en eau

Outre les outils de protection de la ressource en eau tels que le SDAGE Rhône-Méditerranée et le Sage des Gardons, la principale source de pression sur la ressource en eau est liée à l'évolution démographique.

Il est ainsi attendu une augmentation de la consommation en eau potable et des besoins en traitement des eaux usées.

Concernant le scénario « fil de l'eau », et au vu des capacités actuelles des réseaux, les besoins liés à l'augmentation démographique seront absorbés par les équipements actuels.

Le projet communal vise d'une part à ne pas impacter les périmètres de captage en eau potable, d'autre part, en lien avec l'agglomération de Nîmes métropole qui a la compétence, entretenir l'ouvrage de stockage en eau potable et s'assurer du bon entretien des réseaux pour limiter les pertes.

## Patrimoine écologique

Le réseau écologique de la commune est articulé autour de nombreux périmètres à statut (1 ZNIEFF, 3 sites du réseau NATURA 2000, 3 PNA) supports d'une biodiversité riche et variée.

La définition de l'état actuel de la Trame Verte et Bleue sur la commune souligne des ruptures aux corridors écologiques liées aux axes de communication et à l'enveloppe urbanisée.

**Dans le cadre du scénario « fil de l'eau », le développement un peu plus compact de l'urbanisation nouvelle, la mise en œuvre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique et le Schéma de Cohérence Territorial laissent présager une amélioration de la prise en compte du patrimoine écologique.**

A ce jour, la commune dispose d'un PLU depuis 2017. Ce dernier est compatible avec les orientations et objectifs du SRCE. Dans son projet, le PLU intègre donc une préservation de certains réservoirs et continuités écologiques.

Dans le cadre de la révision du PLU, l'état initial de l'environnement permet de mettre en cohérence le document d'urbanisme avec les intérêts de protection de la biodiversité. Le PLU permet notamment la prise en compte du SRCE, de la Trame Verte et Bleue du SCoT Sud Gard et la redéfinition à une échelle communale des réservoirs et continuités écologiques afin de les inscrire dans le projet de développement communal.

### Ressource sol – paysage

La commune de Saint-Mamert-du-Gard a vu son terroir agricole subir un mitage important de l'urbanisation. A ce titre, la ressource subit une forte pression foncière, et le paysage communal est impacté.

L'analyse des tendances récentes en matière d'urbanisation des sols met en évidence l'urbanisation d'environ **0,627 ha/an**. L'urbanisation constatée pour la période 2012-2023 concerne des extensions à vocation d'habitat et d'activités au sein des zones urbanisables du PLU et de l'urbanisation des espaces agricoles, représentant **6,27 hectares de consommation foncière sur ces dix années**.

**Ainsi, si l'on reproduit cette tendance sur la période 2023-2033, on pourrait s'attendre à une urbanisation de l'ordre de 6 hectares.**

La commune dispose d'un PLU depuis 2017. **L'ensemble des secteurs d'extension encore réalisable en 2023 représentent 3,83 hectares (zone 1AUP, 2AU et 2AUE).**

De plus, le maintien des dispositifs d'assainissement autonome dans certaines zones urbanisées périphériques ne permet pas d'avoir une visibilité et une maîtrise des rejets d'eaux usées dans l'environnement et peut contraindre à une altération de la qualité des sols.

**Dans le cadre du scénario « fil de l'eau », le maintien des tendances actuelles et l'absence de politique forte en matière de protection des espaces agricoles, naturels et forestiers sur la commune ne permettent pas d'assurer la protection et la préservation de la ressource et du paysage.**

### Nuisances

La commune n'est impactée par aucune nuisance sonore comme en témoignent les constats établis dans l'Etat Initial de l'Environnement.

Cependant, la poursuite des tendances actuelles peut conduire à une augmentation de la population exposée à des nuisances de plus en plus importantes en raison de la circulation

automobile sur les secteurs les plus routiers (RD 22 et RD 1) conduisant à une hausse des rejets polluants dans l'air.

### Conclusion sur le scénario fil de l'eau :

Ce mode de développement ne peut pas être maintenu en raison :

- Des impacts qu'il engendre sur l'environnement en termes de pression sur les ressources, de consommation d'espaces par le mitage, de fractionnement des milieux naturels impactant la biodiversité, la qualité des ressources (eau, sol et sous-sol, énergie, climat...), etc.
- De l'augmentation des risques et nuisances pour la population
- De la dispersion de l'habitat, des activités et des services ;
- De l'accroissement des dépenses publiques par le déploiement des réseaux divers et la création d'équipements.



## 4.2.2 IDENTIFICATION DES SITES D'ETUDES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE EXPERTISE FAUNE-FLORE DANS LE CADRE DE LA REVISION DU PLU

Dans le cadre de la révision du PLU, 8 sites ont fait l'objet d'une expertise faune-flore afin d'identifier leur état initial de l'environnement :

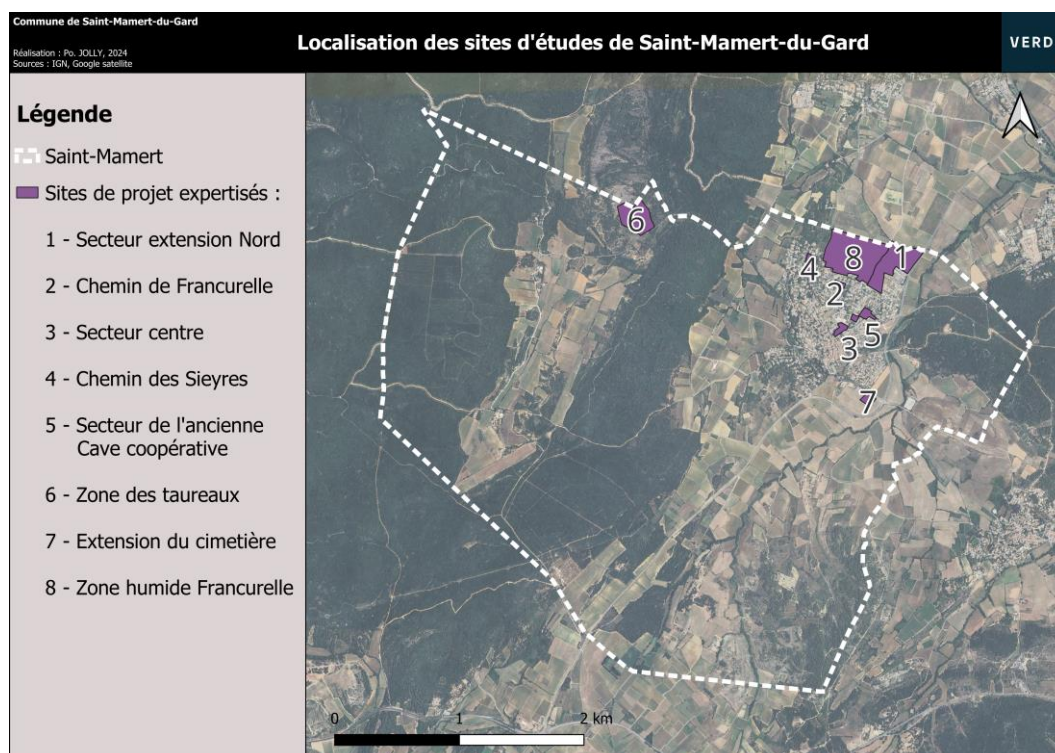
- Site 1 : Secteur extension nord.
- Site 2 : Chemin de Francurelle
- Site 3 : Secteur Centre
- Site 4 : Chemin des Sieyres
- Site 5 : Extension du cimetière
- Site 6 : Secteur de l'ancienne cave coopérative
- Site 7 : Zone des taureaux (ancienne décharge)
- Site 8 : Zone humide Francurelle

| SITE 1 :<br>Secteur extension Nord   | SITE 2 :<br>Chemin de Francurelle  | SITE 3 :<br>Secteur centre   |
|--|--|--|
| <p><b>Caractéristiques :</b></p> <p>Le site est localisé à la limite Nord-Est de l'enveloppe urbaine, à proximité de la Gendarmerie et du Foyer d'accueil médicalisé.</p> <p>Le site se compose de parcelles agricoles en friches mais aussi de prairies et de boisements et alignements d'arbres.</p> | <p><b>Caractéristiques :</b></p> <p>Le site expertisé se situe au Nord du centre ancien de Saint-Mamert-du-Gard dans un quartier résidentiel de maisons individuelles.</p> <p>L'ensemble des parcelles du site est une prairie enherbée. A noter la présence d'un chemin d'accès pour une habitation au Sud du site depuis le chemin de Francurelle.</p> | <p><b>Caractéristiques :</b></p> <p>Le site se trouve dans l'enveloppe urbaine de Saint-Mamert-du-Gard, en bordure Nord-Est du centre ancien. Ce dernier est situé dans un quartier regroupant différents services et équipements de la commune.</p> <p>Au Sud, le secteur est constitué d'un espace vert arboré. Au Nord, on retrouve une habitation individuelle et un espace enherbé.</p> |
| <p><b>Projet :</b></p> <p>Création de logements</p> <p>Extension du Foyer d'accueil Médicalisé et d'un espace vert de déambulation pour le FAM</p> <p>Création d'équipements publics à vocation sportive, espaces verts, ateliers municipaux, voirie, foyer et cuisine centrale.</p>                   | <p><b>Projet :</b></p> <p>Potentiel création de logements</p>  | <p><b>Projet :</b></p> <p>Aménagement d'un parking paysager.</p> <p>Création de voies de dessertes routière et de principes d'accès</p> <p>Protection d'un parc arboré</p>   |

| SITE 4 :<br>Chemin des Sieyres   | SITE 5 :<br>Extension du cimetière   | SITE 6 :<br>Secteur de l'ancienne Cave coopérative  |
|--|--|---|
| <b>Caractéristiques :</b><br>Le site est localisé entre le chemin de Sieyres et le chemin des Founzaous. C'est une prairie enherbée avec un boisement partiel. | <b>Caractéristiques :</b><br>La zone d'extension du cimetière se situe à l'Est du cimetière actuel et au Nord de l'enveloppe urbaine.<br>C'est un champ de culture de céréales | <b>Caractéristiques :</b><br>Le site est localisé sur l'emplacement de l'ancienne coopérative, au sein de l'enveloppe urbaine, dans un quartier d'habitations individuelles. Il se trouve entre le chemin de la Gare et le chemin de Saint-Géniès.<br>Il est composé d'une maison individuelle inoccupée et de son jardin sur la partie Ouest. Au centre du site se trouve deux bâtiments abandonnés correspondant à l'ancienne cave coopérative. |
| <b>Projet :</b><br>Potentiel création de logements   | <b>Projet :</b><br>Extension du cimetière  | <b>Projet :</b><br>Création de logements, commerces, équipements publics, services, activité tertiaire  |

| SITE 7 :<br>Zone des taureaux (ancienne décharge)  | SITE 8 :<br>Zone humide Francurelle  |
|--|--|
| <b>Caractéristiques :</b><br>Située à l'Ouest de l'enveloppe urbaine, la zone est un grand espace de garrigue supraméditerranéenne composée d'un boisement partiel.<br>Elle possède en son centre une pâture permanente destinée aux taureaux. L'essence d'arbre dominante est le Chêne pubescent. La zone est une ancienne décharge fermée dans les années 1980 qui a fait l'objet d'aménagement en 1989. | <b>Caractéristiques :</b><br>Située à la limite Nord-Est de l'enveloppe urbaine, le site se compose de parties agricoles avec des haies et alignements d'arbres, des bosquets. La zone présente une zone humide avérée partiellement inondable |
| <b>Projet :</b><br>Création d'un parc photovoltaïque.  | <b>Projet :</b><br><b>Préserver la zone humide.</b> Les inventaires naturalistes ont mis en évidence une zone humide présentant un fort intérêt  |

|  |   |
|--|---|
|  | <p>écologique au niveau de la partie sud de la lisière ouverte du SCOT. Dès lors la commune a choisi de préserver ces habitats écologiques en cartographiant cette zone humide au sein du zonage (zone Nh).</p> |
|--|---|



Localisation des sites d'études ayant fait l'objet d'une expertise faune-flore dans le cadre de la révision du PLU.

Réalisation : Verdi, 2023

## **4.3 ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT**

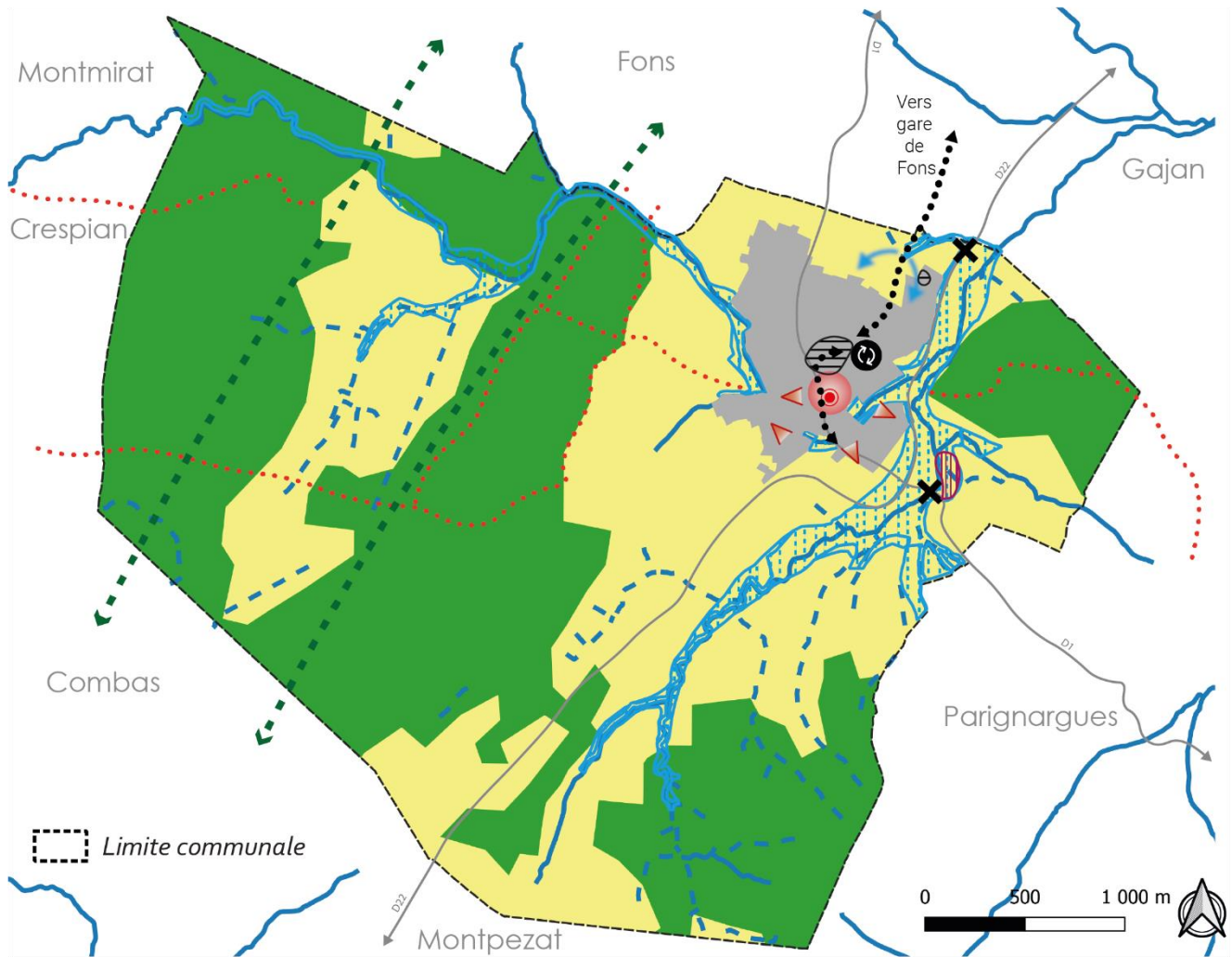
### **4.3.1 LES ENJEUX COMMUNAUX ISSUS DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

Le diagnostic territorial a établi et identifié, dans le cadre du PLU, des enjeux sur le territoire communal ainsi que les enjeux environnementaux spécifiques. Ces derniers ont également été cartographiés.







Ces enjeux ont servi de base pour concevoir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU.

⇒ *Détails des tableaux Atouts/faiblesse-Opportunités/Menaces (AFOM) dans les parties 2.13 « Synthèse des enjeux territoriaux » et 3.4 « Synthèse des enjeux environnementaux »*












## Urbanisation et activités

-  Définir les limites claires à l'urbanisation
-  Conforter le rôle fédérateur du centre ancien grâce aux commerces et services
-  Maintenir et renforcer le niveau d'équipements existants pour conforter le rôle de pôle de proximité de la commune
-  Réflexion et études en cours sur le devenir du site de la cave coopérative en termes de renouvellement urbain
-  Réfléchir sur le devenir des 2 équipements sportifs excentrés et en friche
-  Préserver et valoriser les espaces agricoles


## Paysage et patrimoine

-  Poursuivre la mise en valeur du patrimoine local et des éléments bâtis du centre ancien
-  Préserver les vues sur le centre ancien et le paysage
-  Des chemins pédestres à maintenir



## Milieux naturels et biodiversité

-  Préserver les milieux naturels (Ensemble naturel patrimonial)
-  Conforter les corridors terrestres
-  Maintenir les continuités aquatiques et préserver les ripisylves
-  Principaux obstacles contraignants les continuités écologiques, des ruptures à limiter

## Mobilités

-  Sécuriser et aménager certaines voies afin d'encourager les mobilités douces en lien notamment avec les équipements

## Risques

-  Prendre en compte le PPRI Gardon Amont
-  Prendre en compte le ruissellement pluvial

### 4.3.1.1 Hiérarchisation des enjeux environnementaux

La hiérarchisation des enjeux environnementaux est le résultat du croisement du niveau d'enjeu supraterritorial, de l'importance des pressions ou de l'opportunité sur le territoire, de l'échelle à laquelle s'applique l'enjeu (intégralité de la commune ou quartier) et de la marge de manœuvre du PLU.

Une pondération de 1 à 3 pour chaque critère est alors appliquée.

| Thématiques                   | Niveau d'enjeu supra-territorial | Importance des pressions | Enjeu localisé ou généralisé | Marge de manœuvre du PLU | TOTAL |
|-------------------------------|----------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|-------|
| Patrimoine écologique         | 2                                | 2                        | 3                            | 2                        | 9     |
| Paysage                       | 1                                | 2                        | 2                            | 3                        | 8     |
| Patrimoine                    | 1                                | 2                        | 2                            | 2                        | 7     |
| Eau                           | 2                                | 1                        | 3                            | 2                        | 8     |
| Sol et sous-sol               | 1                                | 1                        | 2                            | 1                        | 5     |
| Climat et énergie             | 2                                | 2                        | 3                            | 2                        | 9     |
| Pollution de l'air            | 2                                | 1                        | 2                            | 1                        | 6     |
| Déchets ménagers et assimilés | 1                                | 1                        | 3                            | 1                        | 6     |
| Nuisances                     | 1                                | 1                        | 2                            | 1                        | 5     |
| Risques majeurs               | 1                                | 3                        | 2                            | 3                        | 9     |

Niveau d'enjeu supraterritorial :  
correspond à l'échelle d'action de l'enjeu :

- 1 – Niveau communal
- 2 – Niveau départemental/ régional
- 3 – Niveau national/international

Importance des pressions :

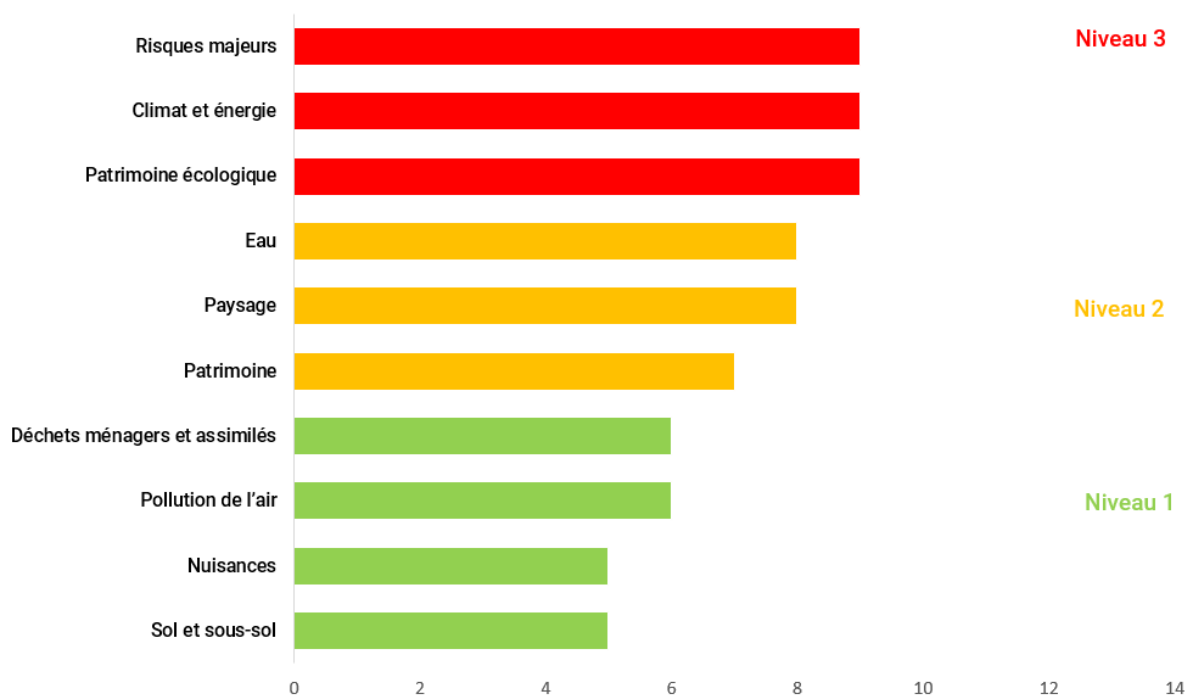
- 1 – Faible
- 2 – Moyenne
- 3 – Forte

Enjeu localisé ou généralisé :

- 1 – échelle de l'ilot
- 2 – échelle d'une partie du territoire communal
- 3 – échelle de la globalité du territoire communal

Marge de manœuvre du PLU :

- 1 – Faible
- 2 – Moyenne
- 3 – Forte



### 4.3.2 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES DE LA COMMUNE DE SAINT-MAMERT-DU-GARD

Le parti d'aménagement retenu à travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ne doit pas avoir de grandes incidences sur l'Environnement. Il va même dans le sens d'un renforcement des dispositions en faveur du Développement Durable sur plusieurs thématiques essentielles :

- ⇒ la maîtrise de la consommation d'espaces agricoles et naturels via un urbanisme endogène au sein des zones bâties ou à urbaniser existantes ;
- ⇒ la valorisation de l'organisation urbaine et des implantations des constructions ;
- ⇒ le renforcement de la préservation et de la mise en valeur des espaces naturels de qualité ou de site de biodiversité remarquable ou ordinaire ;
- ⇒ la prévention des risques naturels ou technologiques et des nuisances.
- ⇒ l'évolution urbaine est privilégiée au sein des parties urbanisées ou en continuité immédiate de l'enveloppe urbaine ;
- ⇒ la densification est privilégiée via des règles plus souples au sein des zones bâties ;
- ⇒ l'identification de secteurs de projet au sein de dents creuses de l'enveloppe urbaine.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Saint-Mamert-du-Gard repose sur 3 axes déclinés en plusieurs orientations :

**AXE I : PROGRAMMER UN DEVELOPPEMENT URBAIN MAITRISE ET EQUILIBRE**

- 01.** Maîtriser la croissance démographique
- 02.** Permettre la réalisation d'un parcours résidentiel
- 03.** Modérer la consommation d'espace

**AXE II : RENFORCER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE EN PRESERVANT SON AUTHENTICITE ET SON CADRE DE VIE**

- 04.** Poursuivre le renforcement du dynamisme économique local et le développement des emplois sur la commune
- 05.** Préserver et valoriser les richesses naturelles et patrimoniales, garantes d'un cadre de vie de qualité et génératrices d'une économie touristique
- 06.** Anticiper les besoins en équipements et en infrastructures

**AXE III : METTRE L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DU DEVELOPPEMENT**

- 07.** Maintenir et conforter les éléments constitutifs de la trame verte et bleue
- 08.** Promouvoir un urbanisme soutenable
- 09.** Réduire les vulnérabilités face aux risques et limiter l'exposition aux nuisances



### 4.3.3 ANALYSE DES INCIDENCES DU PADD SUR LES COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES

#### Méthode d'analyse

La méthode d'évaluation des incidences environnementales du projet de PLU est structurée autour de trois niveaux d'analyse :

- **Incidence positive** où l'orientation et/ou les prescriptions présentent une plus-value environnementale. Elle garantit la préservation des composantes environnementales.
- Incidences **positives à conforter** ou présentant **un risque** où, dans ce cas, l'orientation peut présenter deux types d'incidences :
  - L'orientation ou la prescription présente des incidences positives qui doivent être maintenues et développées afin d'en assurer leur pérennité.
  - L'orientation ou la prescription présente des risques d'incidences négatives notables sur l'environnement, où il conviendra d'attacher une attention particulière.
- **Incidence négative** où l'orientation et/ou la prescription du PLU présentent des incidences négatives notables sur une ou plusieurs composantes environnementales qui nécessiteront la mise en place de mesures.

En dernier lieu, une analyse croisée avec les enjeux environnementaux et le scénario « fil de l'eau » est effectuée afin de mesurer le degré de prise en compte du volet environnemental par le PLU.

#### 4.3.3.1 Les composantes environnementales à enjeux forts pour la commune



#### Les risques majeurs

En matière de gestion des risques, le PLU de Saint-Mamert-du-Gard respecte et intègre les dispositions des différents documents supra-communaux relatif aux risques au sein de l'ensemble de ces pièces : Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les orientations et aménagement de programmation et les pièces réglementaires.

| Le projet de PLU |  | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|--|---|
| 04.              | <b>POSITIVE</b><br>La préservation des terres agricoles garantit le maintien de milieux ouverts et réduit considérablement le risque d'incendie sur le territoire du fait de l'entretien de ces espaces. | +   |

|     |  |   |
|-----|--|---|
| 09. | <b>POSITIVE</b><br>La commune est concernée principalement par le risque feu de forêt et inondation par débordement et ruissellement.<br>L'urbanisation et la densification sont maîtrisées au sein des espaces sensibles afin de ne pas augmenter les risques induits et subis.   | + |
| 03. | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>La densification des espaces déjà urbanisés permet une réduction de la consommation des espaces et de lutter contre l'étalement urbain.<br>Les objectifs de modération de la consommation d'espaces permettent également de limiter l'exposition aux risques de la population. Toutefois, l'augmentation de l'imperméabilisation de ces espaces peut modifier le fonctionnement des écoulements et de ruissellement des eaux. | + |
| 06. | <b>A RISQUE</b><br>L'ouverture à l'urbanisation de la zone d'extension Nord est concernée par l'aléa feu de forêt et de façon limitée par le risque inondation sur son extrémité Nord.<br>Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient la prise en compte de ces risques   | - |

### Climat et énergie

| Le projet de PLU |  | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|--|---|
| 04.              | <b>POSITIVE</b><br>Le maintien des commerces et services de proximité dans le centre-bourg permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergies fossiles. | +   |
| 08.              | <b>POSITIVE</b><br>Le développement des énergies renouvelables (notamment photovoltaïque) garantit une moindre consommation d'énergie.   | +   |
| 07.              | <b>POSITIVE</b><br>L'identification et la protection des réservoirs de biodiversité (notamment les zones humides identifiées) et des différents éléments de la Trame Verte et Bleue participent à la préservation des espaces et au maintien des "puits de carbone" réduisant les émissions de gaz à effet de serre. | +   |
| 05.              | <b>POSITIVE</b><br>L'augmentation du nombre de visiteurs et touristes permettra, grâce aux recettes directes et indirectes que cela induit, d'investir dans la préservation du patrimoine bâti.  | +   |
| 06.              | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>Le développement des cheminements doux prévoyant des liaisons inter-quartiers et entre les 3 centralités, ainsi que la création d'une aire de covoiturage permet de réduire l'utilisation des véhicules motorisés.  | +   |
| 03.              | <b>POSITIVE A CONFORTER</b>  | +   |

|     |   |   |
|-----|---|---|
|     | Le processus de densification des espaces urbanisés et de modération de la consommation d'espace participent à la réduction des coûts en matière de réseaux d'électricité entre autres.   |   |
| 06. | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>Le développement des communications numériques participe à la réduction de l'usage des véhicules motorisés.  | + |
| 01. | <b>RISQUE</b><br>La croissance démographique va conduire à une augmentation des flux automobiles liés aux déplacements. En cela, elle contribuera à une augmentation du recours aux énergies fossiles et des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, l'incidence sera mesurée et les infrastructures sont bien dimensionnées.   | - |
| 03. | <b>RISQUE</b><br>La création d'une zone d'extension Nord, chemin de Saint-Géniès, engendrera une augmentation des flux automobiles liés aux déplacements dans le secteur. En cela, elle contribuera à une augmentation du recours aux énergies fossiles et des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, l'incidence sera mesurée et les infrastructures seront adaptées pour accueillir le flux de véhicules. Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient la gestion des mobilités au sein du quartier et les connexions avec l'enveloppe urbaine | - |

## Patrimoine écologique

| Le projet de PLU |   | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|---|---|
| 07.              | <b>POSITIVE</b><br>Le maintien et le confortement des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue et la définition des réservoirs de biodiversité (notamment la zone humide de Francurelle classée Nh) et continuités écologiques garantissent la protection du patrimoine écologique local et supra-communal. | +   |
| 04.              | <b>POSITIVE</b><br>La préservation des terres agricoles nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles permet le maintien d'espaces ouverts et une mosaïque paysagère relativement favorable au déplacement des espèces et à l'entretien du territoire rural.                                  | +   |
| 09.              | <b>POSITIVE</b><br>La prise en compte des risques naturels pour le développement urbain permet indirectement de préserver les espaces agricoles et les massifs boisés en limitant leur urbanisation. Par conséquent, le patrimoine écologique que représentent ces secteurs sera protégé.                           | +   |
| 07.              | <b>POSITIVE</b><br>L'identification au PLU de certains éléments végétaux d'intérêt à la fois écologique et paysager (arbres remarquables, parcs...) garantit leur sauvegarde.   | +   |
| 03.              | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>La densification des espaces déjà urbanisés permet de préserver les espaces agricoles et naturels de la commune tout en permettant son développement et la création de logements.  | +   |

|     |  |   |
|-----|--|---|
| 03. | <p><b>POSITIVE A CONFORTER</b></p> <p>Les objectifs de modération de la consommation d'espaces et les principes de densification de l'enveloppe urbaine existante apportent une incidence positive pour le patrimoine écologique et la préservation des espaces naturels et agricoles de la commune. Ces objectifs sont notamment de contenir l'urbanisation dans son enveloppe actuelle, de stopper le mitage ainsi que les dynamiques d'urbanisation diffuse.</p>  | + |
| 03. | <p><b>RISQUE</b></p> <p>L'aménagement de nouveaux quartiers d'habitation et la création de nouveaux équipements publics sur le secteur d'extension Nord aura une incidence sur les fonctionnalités écologiques (aux enjeux faibles et modérés) de ces espaces aujourd'hui non urbanisés.</p> <p>Néanmoins, l'incidence sera faible car les orientations d'aménagement et de programmation prévoient le maintien de certains éléments d'intérêt écologique (haies en limite, arbres remarquables...) et pour partie la végétalisation de ces espaces.</p> | - |

#### 4.3.3.2 Les composantes environnementales à enjeux modérés pour la commune



#### Eau

| Le projet de PLU |  | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|--|---|
| 07.              | <p><b>POSITIVE</b></p> <p>L'identification des composantes de la Trame Bleue contribue à la réduction des incidences sur la ressource en eau en favorisant le maintien qualitatif de certains cours d'eau ou canal conformément aux prescriptions du SAGE des Gardons et au SDAGE.</p>   | +   |
| 03.              | <p><b>POSITIVE A CONFORTER</b></p> <p>La densification des espaces déjà urbanisés participe à la lutte contre l'étalement urbain et permet de centraliser les réseaux (eau potable, assainissement) et d'en limiter les coûts. En cela, elle permet de limiter les incidences sur la ressource en eau par des systèmes d'assainissement individuels défectueux, une augmentation des superficies imperméabilisées au sein des espaces agricoles ou naturels pouvant augmenter les risques de ruissellement, les forages individuels dans les nappes.</p> | +   |



|            |   |   |
|------------|---|---|
| 01.<br>08. | <p><b>RISQUE</b></p> <p>La croissance démographique, fixée à +1%/an, aura une incidence limitée sur la ressource en eau potable. Elle entraînera des besoins supplémentaires ainsi qu'une faible augmentation des prélèvements.</p> <p>Néanmoins, au vu des capacités des équipements et des réseaux, la commune peut accueillir les touristes supplémentaires sous réserve notamment pour l'assainissement que les travaux d'agrandissement de la STEP de Gajan (en cours) soient terminés (en adéquation avec Nîmes Métropole)</p>        | - |
| 04.<br>08. | <p><b>RISQUE</b></p> <p>L'accueil de visiteurs et touristes supplémentaires aura une incidence limitée sur la ressource en eau potable. Elle entraînera des besoins supplémentaires ainsi qu'une faible augmentation des prélèvements.</p> <p>Néanmoins, au vu des capacités des équipements et des réseaux, la commune peut accueillir les touristes supplémentaires sous réserve notamment pour l'assainissement que les travaux d'agrandissement de la STEP de Gajan (en cours) soient terminés (en adéquation avec Nîmes Métropole)</p> | - |
| 05.        | <p><b>RISQUE</b></p> <p>La préservation des terres agricoles peut entraîner des conséquences environnementales négatives dans la mesure où elle peut contribuer à la pollution des eaux et des milieux naturels par l'utilisation d'intrants agricoles et l'augmentation des prélèvements sur la ressource en eau.</p> <p>Néanmoins, les pratiques agricoles raisonnées réalisées sur la commune laissent suggérer d'une incidence moindre sur la ressource en eau.</p>   | - |

## Paysage

| Le projet de PLU |   | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|---|---|
| 03.<br>04.       | <p><b>POSITIVE</b></p> <p>Préserver de l'urbanisation les terres agricoles présentant le plus fort potentiel agronomique, biologique ou économique permettra de maintenir les vues paysagères sur le village et les espaces agricoles l'entourant.</p> <p>Les opérations d'aménagement faciliteront la coexistence et la transition entre les espaces urbanisés et les espaces dévolus à l'agriculture (orientations d'aménagement et de programmation permettant notamment la mise en œuvre de franges paysagères)</p> <p>La modération de la consommation d'espace limitera le grignotage des espaces agricoles et naturels entourant le village, préservant ainsi les vues sur le village.</p> | +   |
| 05.              | <p><b>POSITIVE</b></p> <p>Préserver les cônes de vue et perspectives remarquables sur le grand paysage favorise la qualité paysagère communale et sa mise en valeur</p>   | +   |
| 04.              | <b>POSITIVE</b>   | +   |

|            |  |   |
|------------|--|---|
|            | Le maintien du dynamisme agricole et le maintien d'espaces agricoles au Sud du village particulièrement contribuent à la préservation de l'identité des paysages et du patrimoine local (vignobles notamment). L'affirmation de coupures d'urbanisation participe également à des perceptions qualitatives du village depuis l'extérieur.  |   |
| 05.        | <b>POSITIVE</b><br>La préservation du petit patrimoine local et des éléments du paysage permet également de maintenir l'identité rurale villageoise.   | + |
| 03.<br>06. | <b>RISQUE</b><br>L'aménagement de nouveaux quartiers d'habitation et la création de nouveaux équipements publics aura une incidence sur les paysages agricoles et naturels. Néanmoins, l'urbanisation de ces sites s'effectuera en continuité directe de l'urbanisation existante, ne dégradant pas l'enveloppe bâtie principale du village. Des plantations paysagères seront réalisées au niveau des nouveaux quartiers pour maintenir voire améliorer la trame verte. | - |
| 02.        | <b>RISQUE</b><br>La diversification des typologies de logement entraîne des formes urbaines plus variées que celles existantes sur le territoire, avec des hauteurs et des volumes plus importants. Ce nouveau bâti présente un risque de modification des perceptions du territoire communal.<br>Toutefois, l'encadrement de ces projets par des Orientations d'Aménagement et de Programmation permettra de favoriser leur intégration paysagère.                      | - |
| 08.        | <b>RISQUE</b><br>La mise en place de panneaux solaires peut être impactant dans le paysage notamment urbain. Toutefois, leur implantation sera encadrée afin d'assurer une intégration paysagère optimale et la préservation de la qualité du cadre de vie.  | - |

### Patrimoine bâti

| Le projet de PLU |   | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|---|---|
| 05.              | <b>POSITIVE</b><br>La mise place de mesures règlementaires visant à préserver le caractère du bâti ancien patrimonial et la préservation des éléments patrimoniaux remarquables et/ou pouvant faire l'objet d'un changement de destination participe pleinement au maintien de l'identité villageoise | +   |
| 03.              | <b>POSITIVE</b><br>La réhabilitation des logements vacants du centre ancien participera à la mise en valeur du patrimoine bâti et architectural du bourg  | +   |

#### 4.3.3.3 Les composantes environnementales à enjeux faibles pour la commune



## Déchets ménagers et assimilés

| Le projet de PLU |   | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|---|---|
| 01.              | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>Une augmentation de la population va conduire à une augmentation de la production des déchets et ordures ménagères. Toutefois, la bonne gestion de la collecte en place et les évolutions des pratiques individuelles notables participent à l'amélioration du service.  | +   |
| 05.              | <b>RISQUE</b><br>L'accueil de visiteurs et touristes supplémentaires implique l'augmentation de la production de déchets. Toutefois cette augmentation sera localisée sur certains lieux et sites touristiques (centre ancien principalement) qui seront aménagés pour la gestion et collecte des déchets   | -   |
| 02.<br>03.       | <b>RISQUE</b><br>Le renforcement de l'enveloppe urbaine par la densification ainsi que le confortement et l'extension de l'enveloppe urbaine conduiront inévitablement à une augmentation localisée des déchets. Il en est de même pour la production de logements de petite taille concentrés en un même lieu (habitat collectif, intermédiaire).<br>Toutefois, l'incidence peut être considérée comme faible au vu de la plus-value qu'elle apporte en termes de gestion et de réduction de la consommation d'espaces et d'énergies fossiles. | -   |

## Pollution de l'air

| Le projet de PLU |  | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|--|---|
| 04.              | <b>POSITIVE</b><br>Le maintien des commerces et services de proximité dans le centre-bourg permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et autres polluants dans le village. | +   |
| 06.              | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>Le développement des cheminements doux prévoyant des liaisons inter-quartiers et entre les 3 centralités ainsi que la création d'une aire de  | +   |

|     |   |   |
|-----|---|---|
|     | covoiturage, permet de réduire l'utilisation des véhicules motorisés et donc l'émission de CO2 et polluants dans l'air  |   |
| 01. | <b>RISQUE</b><br>Une augmentation de la population va conduire à une augmentation des flux de déplacements, une augmentation des activités économiques etc.<br>Elle entrainera donc une légère incidence sur la qualité de l'air. | - |

## Nuisances

| Le projet de PLU |  | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|--|---|
| 04.              | <b>POSITIVE</b><br>Le maintien des commerces et services de proximité dans le centre-bourg permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe à la réduction des nuisances dans le village.   | +   |
| 03.              | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>La concentration de l'urbanisation permet de préserver des espaces dépourvus d'urbanisation comme les réservoirs de biodiversité qui sont ainsi préservés de toutes nuisances sonores ou lumineuses.  | +   |
| 06.              | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>Le développement des cheminements doux prévoyant des liaisons inter-quartiers et vers le centre village, permet de réduire l'utilisation des véhicules motorisés.   | +   |
| 05.              | <b>RISQUE</b><br>L'accueil de visiteurs et touristes supplémentaires implique l'augmentation des nuisances sonores dû notamment à l'augmentation du trafic de véhicules. Toutefois cette augmentation sera localisée sur certains lieux et sites touristiques (centre ancien principalement).  | -   |
| 02.<br>03.       | <b>RISQUE</b><br>La création de nouvelles zones d'habitat et la diversification des typologies de logements proposée entrainera une concentration plus importante de population sur un même site. Par conséquent, les nuisances sonores et les difficultés de circulation liées aux déplacements des véhicules pourront être plus importantes. | -   |

## Sol et sous-sol

| Le projet de PLU |                 | Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau |
|------------------|-----------------|---|
| 07.              | <b>POSITIVE</b> | +   |



|            |  |   |
|------------|--|---|
|            | La définition et l'identification des différents éléments de la Trame Verte et Bleue (corridors et réservoirs) participe indirectement à la préservation des sols et des sous-sols en évitant toute perturbation de ces milieux.   |   |
| 04.        | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>Le maintien et le développement de l'agriculture peut entraîner un appauvrissement des sols.<br>Toutefois, il participe à la limitation de la consommation des espaces par l'urbanisation et garantit la préservation des espaces.  | + |
| 02.<br>03. | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>La densification des espaces déjà urbanisés permet de limiter la consommation foncière et par conséquent l'altération des sols en place.  | + |
| 09.        | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>La prise en considération des risques naturels et notamment du risque inondation intègre la mise en place d'une gestion des eaux pluviales adaptée. L'édition de règles pour le maintien d'une certaine part de pleine terre sur chaque parcelle participe indirectement au maintien de sols perméables.  | + |
| 02.        | <b>POSITIVE A CONFORTER</b><br>La volonté de proposer des logements de typologies variées, avec une densité plus importante que le tissu urbain existant (habitat collectif, intermédiaire, mitoyen) permet une moindre consommation d'espaces pour plus de logements construits.  | + |
| 05.        | <b>RISQUE</b><br>L'accueil de visiteurs et touristes supplémentaires implique la création de parkings supplémentaires.<br>Cela augmentera l'imperméabilisation des sols mais cela sera réalisé dans le cadre d'aménagements adaptés et mesurés.  | - |
| 01.        | <b>RISQUE</b><br>L'accueil d'une population supplémentaire implique l'urbanisation de nouveaux secteurs en extension de l'enveloppe urbaine. Cela conduit à une modification de l'occupation du sol (d'une vocation agricole ou naturelle à une vocation urbaine) ainsi qu'à une imperméabilisation du sol. Toutefois, cette extension sera limitée et maîtrisée en termes de superficie et encadrée par une OAP sectorielle permettant notamment de limiter l'imperméabilisation, d'assurer un minimum de végétalisation, ... | - |

#### 4.3.4 SYNTHESE DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES SITES NATURA 2000

L'analyse des résultats montre que le PLU présente un effet globalement positif sur l'environnement dans son ensemble. Les orientations présentent une plus-value environnementale globale avec des enjeux qui peuvent être directs et opérationnels. Néanmoins, certaines orientations présentent des risques pour les composantes environnementales qui nécessitent la mise en place de mesures afin de les limiter.

Ainsi, le projet de la commune apporte une plus-value environnementale en matière de gestion et de préservation des paysages et du patrimoine par la définition d'orientations et de principes d'aménagement du territoire selon les principes de développement durable :

densification et intensification des espaces urbains, protection des éléments patrimoniaux vernaculaire, préservation de la morphologie urbaine, etc.

Dans l'optique d'une gestion des risques naturels et technologiques optimale, le projet définit des principes de structuration de l'armature urbaine de la commune afin de limiter et d'éviter une augmentation de la population exposée dans les zones soumises aux aléas (inondation, feu de forêt).

La préservation des ressources naturelles et l'amélioration du cadre de vie, via la gestion des déchets, la réduction des nuisances et de la pollution de l'air, et l'amélioration de la prise en compte du climat et de l'énergie dans le projet, sont au cœur des orientations du projet.

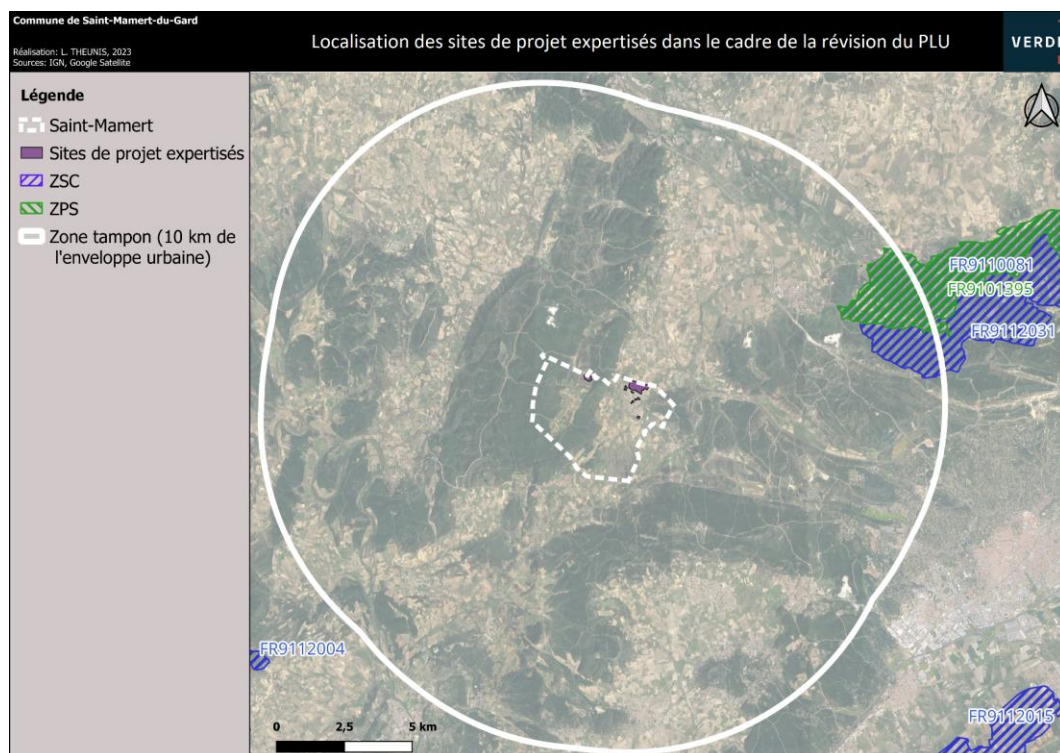
**Dans l'ensemble, la mise en application du projet communal garantit une plus-value environnementale non négligeable. Toutefois, certaines orientations présentent des incidences inévitables pour les composantes environnementales.**

En effet, la définition de projets d'urbanisation sur des terres agricoles ou naturelles aura des incidences négatives fortes inévitables sur les composantes environnementales. L'encadrement de ces projets par la définition d'Orientations d'Aménagement et de Programmation permet de réduire l'incidence de ces impacts. Afin de réduire au mieux les incidences sur les différentes composantes environnementales, des experts naturalistes ont effectué des analyses fines sur les différents secteurs de projets.

| Orientations<br>du PADD |     | Risques | Climat et énergie | Patrimoine écologique |  | Eau    | Paysage | Patrimoine bâti |  | Déchets ménagers et assimilés | Pollution de l' air | Nuisances | Sol et sous-sol |
|-------------------------|-----|---------|-------------------|-----------------------|--|--------|---------|-----------------|--|-------------------------------|---------------------|-----------|-----------------|
|                         |     | Forts   |                   |                       |  | Moyens |         |                 |  | Faibles                       |                     |           |                 |
|                         |     |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
| Axe 1                   | 01. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
|                         | 02. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
|                         | 03. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
| Axe 2                   | 04. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
|                         | 05. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
|                         | 06. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
| Axe 3                   | 07. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
|                         | 08. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |
|                         | 09. |         |                   |                       |  |        |         |                 |  |                               |                     |           |                 |

La commune n'est pas couverte par un site Natura 2000 mais on en compte **trois** dans un périmètre de 10 kilomètres autour de l'enveloppe urbaine :

- La ZSC « Le Gardon et ses Gorges », à 7km à l'Est de la commune (FR9101395)
- La ZPS « Gorges du Gardon », à 7 km à l'Est de la commune (FR9110081)
- La ZPS « Camp des garrigues » à 7,5 km à l'Est de la commune (FR9112031)



Localisation des sites Natura 2000 présents à proximité de Saint-Mamert-du-Gard

Réalisation : Verdi

Au niveau des espèces, il n'apparaît pas d'impacts potentiels au niveau de la faune ou de la flore. Le maintien en zone agricole ou naturelle de la trame verte et bleue aidera à conserver des corridors entre les sites qui auraient pu disparaître avec l'urbanisation progressive de certaines zones. Concernant l'avifaune, les futures zones d'urbanisation n'impacteront pas de domaines vitaux. Il n'a pas été identifié de risques de pertes en espèces patrimoniales, remarquables ou communes pouvant impacter les sites Natura 2000 aux alentours de la commune.

Au niveau des incidences sur les zones Natura 2000, les évolutions du PLU n'impactent donc pas les sites Natura 2000 situés à proximité de la commune.

## Comparaison du projet de PLU avec le scénario « fil de l'eau »

En comparant le scénario « fil de l'eau » et le projet de PLU de la commune, il en ressort que le projet garantit une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et territoriaux et vise une plus grande performance environnementale.

En effet, dans le scénario « non interventionniste » ou « fil de l'eau », il n'existerait pas de réelle volonté de structurer et d'organiser le développement de l'urbanisation future, de le soumettre à un certain nombre de conditions et de contraintes.

Le projet de PLU assure, quant à lui, le renforcement de la qualité de vie urbaine, en favorisant le maillage du territoire autour des entités attractives tout en restant hiérarchisées, en maintenant de grands poumons agro-naturels aux portes du village, en favorisant un développement qualitatif du tissu urbain.

### 4.3.5 EVALUATION DES INCIDENCES NOTABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT NATUREL

L'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme signifie construire un projet d'aménagement durable du territoire à l'échelle communale à moyen terme, conciliant les enjeux économiques, environnementaux et sociaux. Il s'agit en particulier d'assurer un développement en adéquation avec la préservation des milieux naturels et agricoles et de fournir un cadre de vie sain et agréable. Les choix d'urbanisation entraînent donc des répercussions sur les milieux naturels à l'échelle communale et au-delà. La prise en compte des enjeux de préservation des milieux naturels et de surcroît sur un territoire comme celui de Saint-Mamert-du-Gard est donc essentiel pour garantir aux générations futures le maintien de milieux naturels de qualité et fonctionnels.

Sachant que les principales causes de la perte de biodiversité sont :

- la fragmentation des habitats naturels par l'urbanisation diffuse et les infrastructures linéaires,
- la prolifération des espèces invasives qui modifient les habitats naturels et prennent la place des espèces autochtones,
- la croissance démographique qui entraîne une plus grande demande en matière première donc des besoins accrus en terres agricoles pour l'alimentation, en terres constructibles pour les habitations, en eau...
- la pollution par les pesticides, les métaux lourds, les hydrocarbures...
- la surexploitation des ressources naturelles en général et notamment piscicoles,
- le changement climatique dont les impacts se font sentir à l'échelle locale par une plus grande variabilité des conditions climatiques qui perturbent le fonctionnement des écosystèmes et des espèces.

Le PADD du PLU doit donc prendre en compte l'ensemble de ces facteurs afin de construire un projet de développement du village de Saint-Mamert-du-Gard qui soit soutenable à moyen et long terme en préservant les fonctionnalités écologiques des milieux naturels, gages des services rendus par les écosystèmes (fourniture de bois / fibres, épuration de l'eau, résilience aux perturbations telles que les inondations ou les sécheresses exceptionnelles, les feux...).

Si la commune possède de nombreux atouts en matière de biodiversité, de nombreux enjeux écologiques doivent en conséquence être pris en compte. Des orientations et recommandations ont pu être formulées tout au long de la révision du PLU et le PADD a permis de les intégrer.

| Enjeux écologiques  | Orientations et recommandations  | Orientations du PADD  |
|---|--|---|
| La commune abrite des milieux naturels à forte valeur écologique et des espèces à enjeu susceptibles de subir une dégradation liée à une urbanisation mal maîtrisée (mitage urbain / fragmentation des habitats). | Autant que possible ces milieux doivent être conservés et l'urbanisation doit y être évitée ou limitée afin de préserver leur fonctionnalité, essentielle pour de nombreuses espèces animales (mammifères, oiseaux, reptiles, chiroptères, insectes...). | Dans son Axe 1 « <b>Programmer un développement urbain maîtrisé et équilibré</b> », la commune fait le choix d'orienter son développement sur la densification des espaces urbanisés, en renouvellement urbain, en urbanisant prioritairement des espaces interstitiels encore constructibles au sein de ceux-ci ainsi que de restreindre la consommation d'espace sur environ 3,22 ha. Cela correspond à une réduction |



| Enjeux écologiques   | Orientations et recommandations   | Orientations du PADD   |
|--|---|--|
| La commune de Saint-Mamert-du-Gard ne comporte aucun site Natura 2000 sur son territoire.<br>Aucun périmètre d'inventaire n'est localisé sur le territoire communal (ZNIEFF et ZICO).<br>Le territoire comprend deux ENS : le Massif Boisé de Valliguières et l'Étang asséché de l'estang Vacquières.<br>Présence de 3 PNA (Outarde Canepetière / Pie grièche méridionale / Pie grièche à tête rousse) | Les deux ENS doivent être préservés et maintenus en bon état écologique.<br>Les zones concernées par les PNA doivent faire l'objet d'une préservation et veiller au bon état de conservation d'une ou de plusieurs espèces et leur habitat.   | de la consommation d'espace de moitié par rapport à la consommation au cours des dix dernières années<br><br>Dans l'Axe 3 «Mettre l'environnement au cœur du développement», le projet communal vise à préserver et renforcer les continuités écologiques et éléments de biodiversité. Les éléments remarquables du patrimoine naturel, tels que les haies, plantations d'alignements, arbres isolés (...) marquant le paysage en zone urbaine et en zone naturelle seront préservés. Le projet communal vise également à préserver les parcs paysagers urbains et espaces verts au sein de l'enveloppe urbaine en lien avec leur rôle de poumons verts et d'îlots de fraîcheur. |
| La préservation des massifs boisés constituant la sous-trame forestière de la Trame Verte est essentielle pour le fonctionnement de ces milieux naturels et des espèces qui leur sont inféodés.  | Autant que possible les milieux naturels boisés doivent être protégés de toute urbanisation.  |  |
| La préservation des continuités écologiques aquatiques qui forment la Trame Bleue est importante. Ces corridors écologiques sont nécessaires au déplacement des espèces.   | Les cours d'eau et valats qui traversent le territoire sont des supports de biodiversité importants qu'il faudra préserver et favoriser leur remise en bon état pour ceux qui sont dégradés.  |  |
| Les espaces agricoles sont des espaces ayant un intérêt économique mais également des sensibilités écologiques. Les activités agricoles peuvent en effet être source de perturbations des milieux naturels et des espèces animales et végétales.   | Les activités agricoles doivent être soutenues à la fois pour le maintien de la qualité paysagère du territoire et pour leur intérêt économique et ce, en adéquation avec le maintien de la qualité des milieux naturels adjacents. En particulier, l'utilisation d'intrants chimiques doit être limitée afin de protéger la qualité des eaux souterraines et de surface. | Dans l'Axe 2, l'action 3 « Préserver le terroir agricole », la commune souhaite assurer le maintien et le développement de l'agriculture, tant pour ses enjeux économiques qu'écologiques, patrimoniaux et paysagers.  |

A travers ses 3 axes, le PADD permet de prendre en compte les recommandations liées à la préservation de la biodiversité (milieux naturels et agricoles / espèces végétales et animales). En conclusion, il a donc un enjeu global fort de maintien / préservation de la biodiversité en développant :

- un projet d'aménagement qui ne sera pas source de fragmentation des habitats naturels, en évitant le mitage urbain et en favorisant la densification urbaine au sein ou en continuité avec l'existant,
- un projet d'aménagement qui préserve un cadre de vie de qualité, en protégeant notamment les éléments d'intérêts écologique et/ou paysager, notamment les espaces agricoles,
- un projet d'aménagement qui préserve la Trame Verte et Bleue, ses réservoirs de biodiversité et ses continuités écologiques identifiées.

**Les choix retenus dans le PADD sont donc en adéquation avec les enjeux de biodiversité.**

Parallèlement au projet d'aménagement lui-même, la commune envisage des mesures parallèles qui favorisent la biodiversité. La commune par exemple promeut les bonnes pratiques de gestion écologiques de ses espaces verts : espèces végétales à éviter (espèces invasives ou consommatrices d'eau), espèces méditerranéennes bien adaptées à la sécheresse à préconiser dans les aménagements (OAP TVB et au règlement)

Par ailleurs, afin de favoriser le maintien, voire le développement, des oiseaux et des chauves-souris (toutes protégées à l'échelle nationale) et faucon crécerelle sur le territoire communal, des nichoirs à oiseaux et des gîtes à chiroptères/ faucon crécerelle ont été installés en avril 2024 dans le cadre de l'aménagement du site de la cave coopérative en collaboration avec la SPL Agate.

Ceci apporterait une plus-value écologique indéniable à la commune. En effet, au-delà de la protection des espèces remarquables et déterminantes, les oiseaux communs subissent actuellement le plus fort déclin, il est donc essentiel de contribuer à leur maintien voire à leur développement en mettant en place les conditions favorables à la réalisation de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, nidification). Les chauves-souris permettent aussi de lutter contre l'envahissement par les moustiques puisqu'elles ingèrent l'équivalent de leur poids chaque nuit.

Enfin, les éclairages publics doivent être réduits au maximum en raison de l'effet néfaste de la lumière artificielle sur les espèces animales. En effet, elle provoque des désorientations, des comportements d'évitement, des phénomènes d'attraction ou de répulsion qui peut perturber les fonctions vitales (reproduction, migration, communication...) de certains taxons faunistiques (notamment oiseaux, chauves-souris, insectes, etc.). En ce sens, depuis le mois d'août 2022, la commune procède à l'extinction de l'ensemble des éclairages publics entre 23h et 5h.

#### **4.3.6 EVALUATION DES ENJEUX ECOLOGIQUES AU SEIN DES SITES D'ETUDES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE EXPERTISE FAUNE-FLORE DANS LE CADRE DE LA REVISION DU PLU**

**Rappel:** le projet d'aménagement communal axe son développement futur sur les dynamiques suivantes :

- La densification des tissus urbains par le remplissage des espaces interstitiels (dents creuses, potentielles divisions parcellaires)
- Les opérations de renouvellement urbain (logements vacants, requalification du site de l'ancienne cave coopérative)
- La réalisation d'une extension urbaine au Nord en continuité avec l'existant.

Dans le cadre du projet de révision du PLU, 8 secteurs pouvant recevoir un aménagement/développement futur ont été désignés comme secteurs à enjeux pour être analysés d'un point de vue écologique.

Cette étude a joué un rôle d'aide à la décision dans le choix de **développer ou de préserver** ces espaces.

Les secteurs sont les suivants :

- Site 1 : Secteur extension nord
- Site 2 : Chemin de Francurelle
- Site 3 : Secteur Centre
- Site 4 : Chemin des Sieyres
- Site 5 : Extension du cimetière
- Site 6 : Secteur de l'ancienne cave coopérative
- Site 7 : Zone des taureaux (ancienne décharge)
- Site 8 : Zone humide Francurelle

Il est à noter que certains secteurs étudiés concernent des espaces déjà urbanisés/artificialisés.

**De plus, les périmètres présentés ci-après sont généralement plus larges que ceux retenus au zonage pour avoir une étude plus globale des secteurs.**




Les enjeux et recommandations liés à ces 8 sites sont présentés dans les fiches ci-après.

#### 4.3.6.1 Site 1 – Secteur extension Nord

Un premier passage a été réalisé le 14-03-2022 par Verdi. Les données du passage réalisé en juin 2023 ont été couplées avec celles du premier passage réalisé ainsi en 2022.

L'expertise biodiversité a été réalisée à l'Est du chemin de Saint-Géniès afin de cerner les sensibilités écologiques et d'éviter les secteurs à enjeux forts.

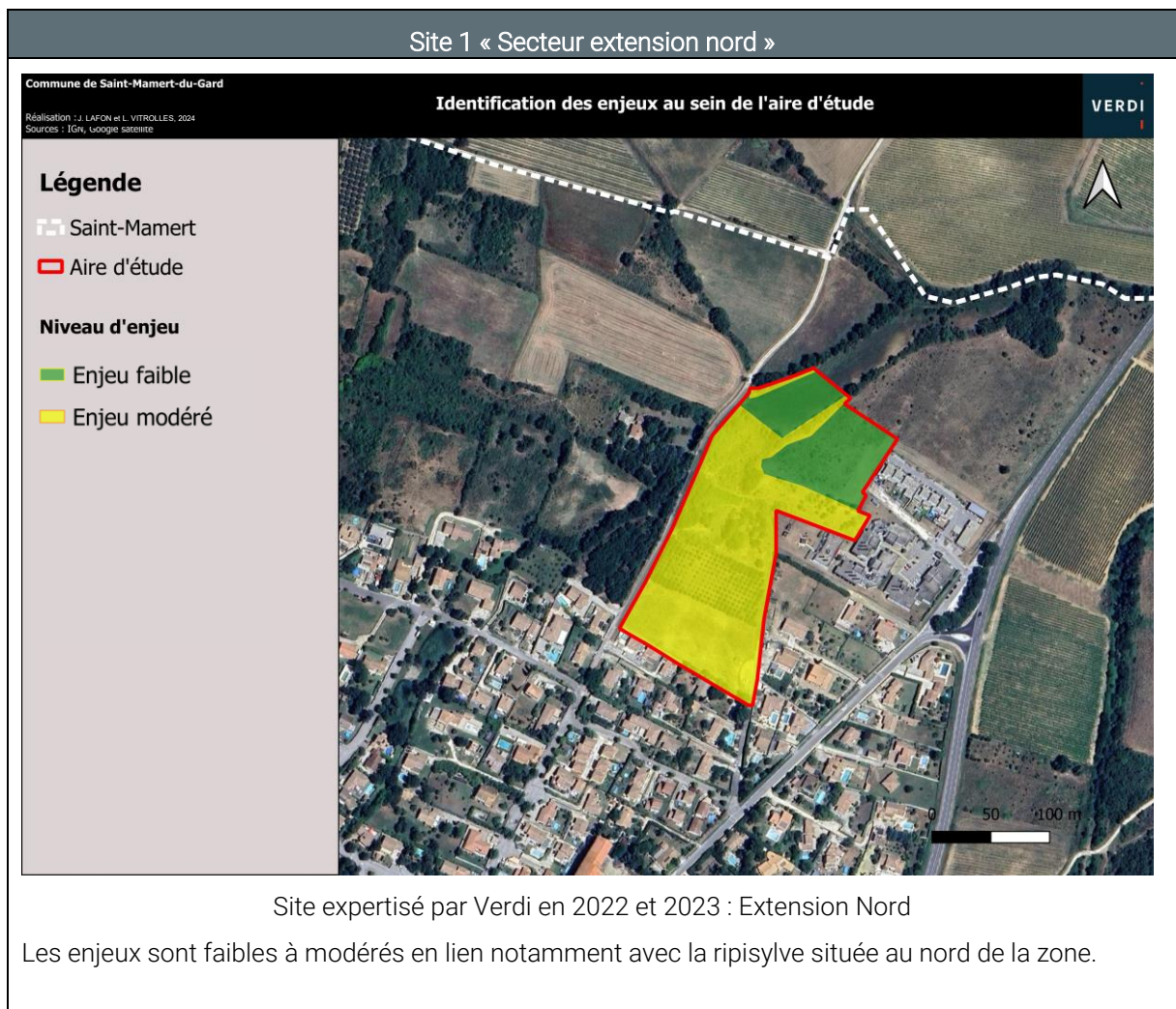
| Site 1 « Secteur extension nord » |  |   |
|-----------------------------------|--|---|
| Contexte et zonage                |  |   |
| Périmètre à statut : Non          | Site Natura 2000 : Non (le plus proche est situé à 8,2 km) | ZNIEFF : Non (la plus proche est située 1,6 km) |
| Site classé : Non                 | Site inscrit : Non   |   |
| Description du site               |  |   |

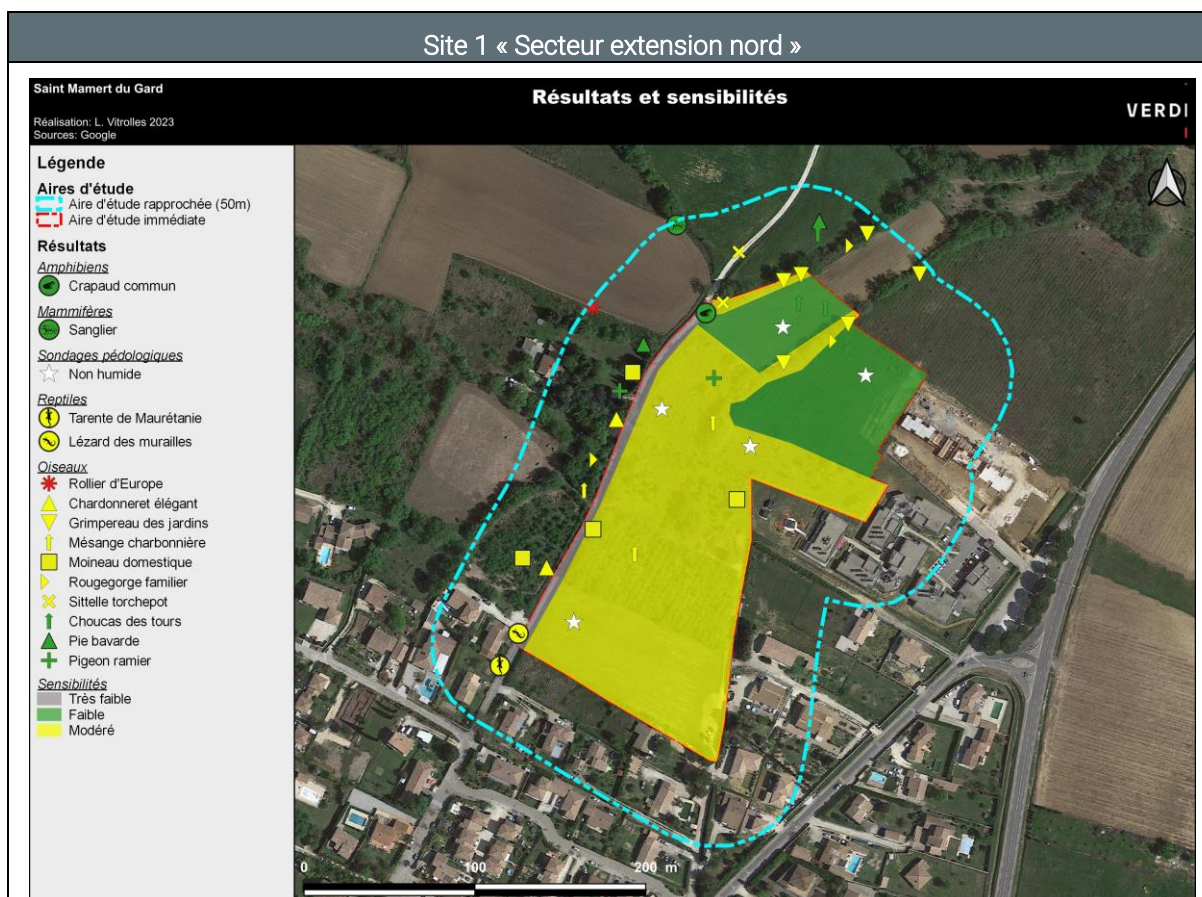
| Site 1 « Secteur extension nord »  |                      |   |
|--|----------------------|---|
| Surface : 3,09 ha  | Naturalité : Moyenne | Usage actuel : Zone agricole (en friche)  |
| <p><i>Physionomie</i> : Le site se compose de parcelles agricoles en friches mais aussi de prairies et de boisements et alignements d'arbres.</p>  |                      |   |
|   |                      |   |
| <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div>  |                      |   |
| Faune/Flore  |                      |   |
| <p><i>Flore</i> : Aucune flore protégée et/ou rare à enjeu local de conservation notable n'a été identifiée.</p> <p><u>Lors du passage réalisé en mars 2022, la liste des espèces observées :</u></p> <p><i>Achillée millefeuille, Arum d'Italie, Aubépine à un style, Benoîte, Capselle bourse à pasteur, Carotte sauvage, Centranthe rouge, Chêne pubescent, Cirse commun, Diplotaxis fausse roquette, Erodium à feuilles de ciguë, Euphorbe petit-cyprès, Fenouil commun, Ficaire fausse renoncule, Fumeterre</i></p> |                      | <p><i>Faune</i> : La zone présente une diversité d'oiseaux pour la plupart protégés mais communs (Martinet noir, Tourterelle turque, Lorient d'Europe, Grimpereau des jardins, Mésange charbonnière et Mésange bleue, Perdrix rouge, Cisticole des joncs, Faucon crécerelle, Etourneau sansonnet, Bruant proyer, Chardonneret élégant, Pic vert, Rouge-gorge, Pouillot de bonelli, Sittelle torchepot, Fauvette à tête noire, Accenteur mouchet).</p> |











Site expertisé en 2023 par Verdi : Extension Nord

Concernant le site du secteur extension Nord, les enjeux présents sont :

⇒ **Très faibles (en gris clair sur la carte)**

En ce qui concerne les abords à l'est du chemin de St Génès, cet habitat ne représente qu'une barrière écologique au regard de la biodiversité. Elle peut néanmoins servir à des fins de thermorégulation (goudron chaud) pour les reptiles, mais cela reste très rare.

⇒ **Faibles (en vert)**

En ce qui concerne les cultures, au Nord. Ces habitats ne représentent pas de grands enjeux, écologiquement parlant, car il s'agit d'habitats modifiés. Les espèces contactées à ces endroits, sont également d'enjeux faibles car très commune.

⇒ **Modérés (en jaune)**






En ce qui concerne les zones à enjeux modérés, cela concerne les boisements et alignements d'arbres situés au nord, ainsi que les prairies et pelouses.

Les boisements/alignements d'arbres représentent des habitats importants pour la nidification des espèces, notamment avifaunique inféodés aux milieux boisés mais également les Chiroptères (qui peuvent aussi les utiliser comme couloir de chasse et de transit).

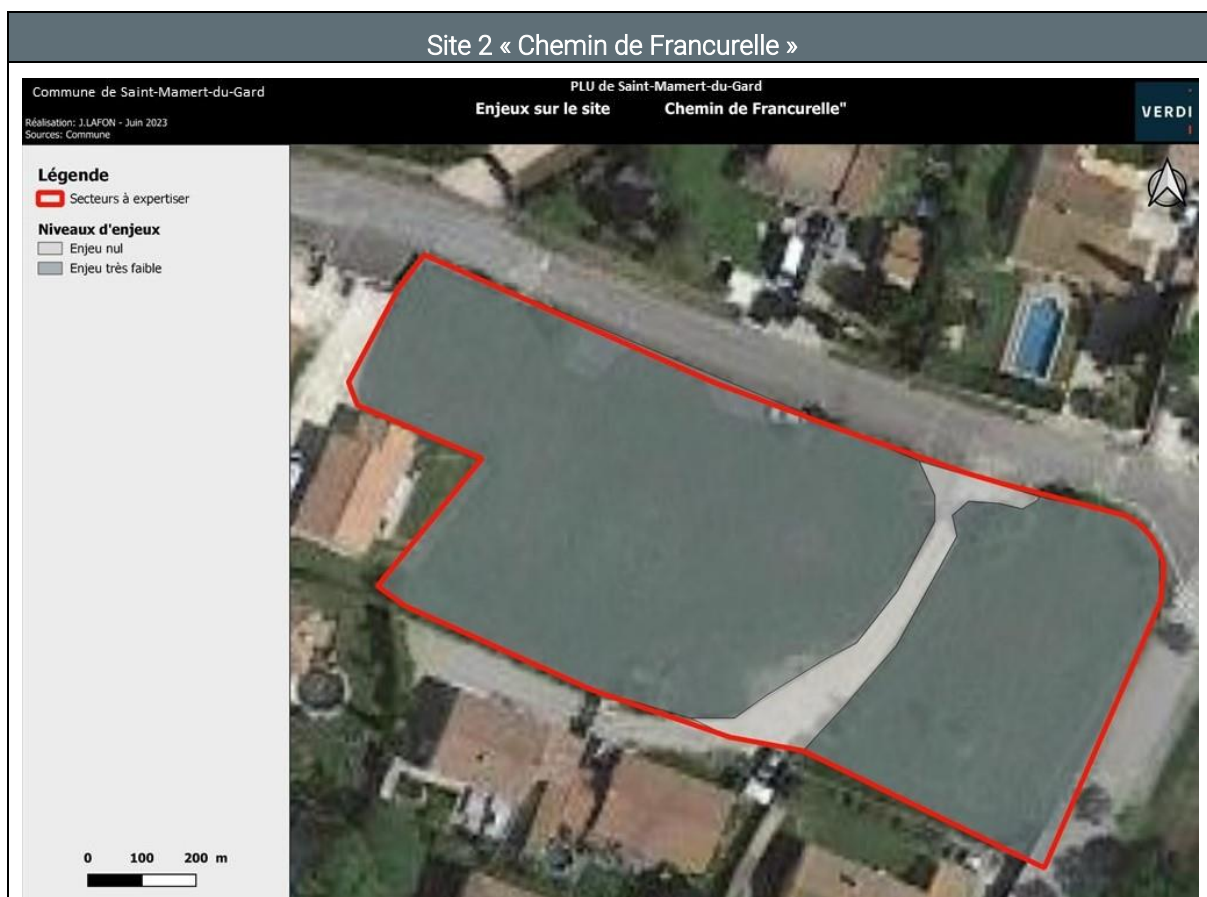
Les pelouses et prairies représentent des habitats liés à la nidification d'espèces avifaunique inféodés aux milieux agropastoraux et de zones de chasse (oiseaux et chiroptères). Ces habitats peuvent aussi servir de zone de chasse et de transit pour les mammifères et de zones de repos pour les reptiles.



#### 4.3.6.2 Site 2 - Chemin de Francurelle

| Site 2 « Chemin de Francurelle »  |  |   |
|---|--|---|
| Contexte et zonage  |  |   |
| Périmètre à statut : Non  | Site Natura 2000 : Non (le plus proche est situé à 8,4 km)                           | ZNIEFF : Non (la plus proche est située à 0,9 km)                                     |
| Site classé : Non   | Site inscrit : Non   |   |
| Description du site   |  |   |
| Surface : 0,35 ha   | Naturalité : Faible  | Usage actuel : Friche   |
| <p><i>Physionomie</i> : Le site est séparé en deux petites zones par un chemin menant à une maison. Il est situé au milieu d'une zone urbaine d'habitations. Il s'agit de deux pâtures permanentes. Quelques arbres sont présents à l'entrée du chemin.</p>   |  |   |
| <div> <div> Commune de Saint-Mamert-du-Gard<br/> Réalisation: J.LAFON - Juin 2023<br/> Sources: Commune </div> <div> PLU de Saint-Mamert-du-Gard<br/> Périmètre d'études sur le site 'Chemin de Francurelle'<br/> VERDI </div> </div> <div> <div> <b>Légende</b><br/>  Secteur à expertiser </div>  <div> 0 100 200 m </div> </div> |  |   |
|    |  |  |
| Faune/Flore   |  |   |

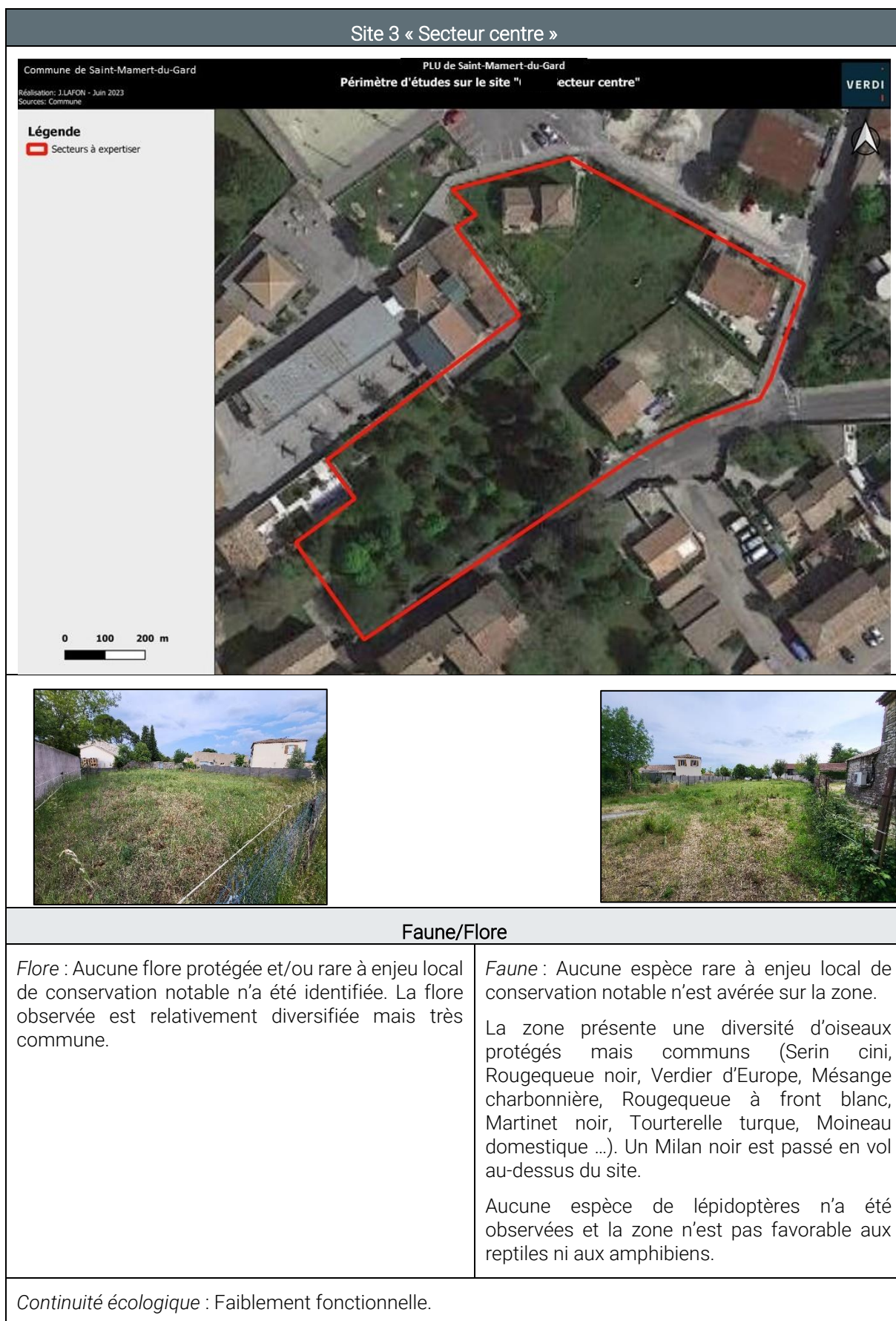
| Site 2 « Chemin de Francurelle »   |  |
|--|--|
| <p><b>Flore</b> : Aucune flore protégée et/ou rare à enjeu local de conservation notable n'a été identifiée. La flore observée est relativement diversifiée mais très commune.</p>   | <p><b>Faune</b> : Aucune espèce rare à enjeu local de conservation notable n'est avérée sur la zone.</p> <p>La zone présente petite une diversité d'oiseaux protégés mais communs (Tourterelle turque, Moineau domestique, Rougequeue noir, Hirondelle rustique, Mésange bleue, Moineau friquet).</p> <p>Des grenouilles du complexe des grenouilles rieuses (<i>Pelophylax.sp</i>) ont été entendues mais en dehors du périmètre d'études. La présence d'un bassin ou d'une petite mare dans un jardin privé à proximité n'est pas exclue. Cependant, elles n'occupent pas le site. Aucune espèce de lépidoptères ni de reptiles n'a été observées. La zone ne semble pas favorable.</p> <p>Lors d'un passage réalisé par VERDI en mars 2022, des crapauds communs ont été détectés dans la zone (cadavre sur la route)</p> |
| Continuité écologique : Faiblement fonctionnel   |  |
| <div> <div> Commune de Saint-Mamert-du-Gard<br/> Réalisation: J.LAFON - Juin 2023<br/> Sources: Commune </div> <div> PLU de Saint-Mamert-du-Gard<br/> Habitats sur le site<br/> "Chemin de Francurelle" </div> <div> VERDI </div> </div> <div> <div> <p><b>Légende</b></p> <p><span style="border: 2px solid red; display: inline-block; width: 10px; height: 10px;"></span> Secteurs à expertiser</p> <p><b>Habitats EUNIS</b></p> <p><span style="background-color: lightgray; display: inline-block; width: 10px; height: 10px;"></span> Chemin anthropisé</p> <p><span style="background-color: lightgreen; display: inline-block; width: 10px; height: 10px;"></span> Pâturage permanent</p> </div> <div> </div> </div> |  |
| Enjeux faune/flore   |  |
| <p>La zone est d'enjeu faible sur son ensemble car il s'agit de zone au cœur de la zone urbaine et abandonnées.</p>  |  |



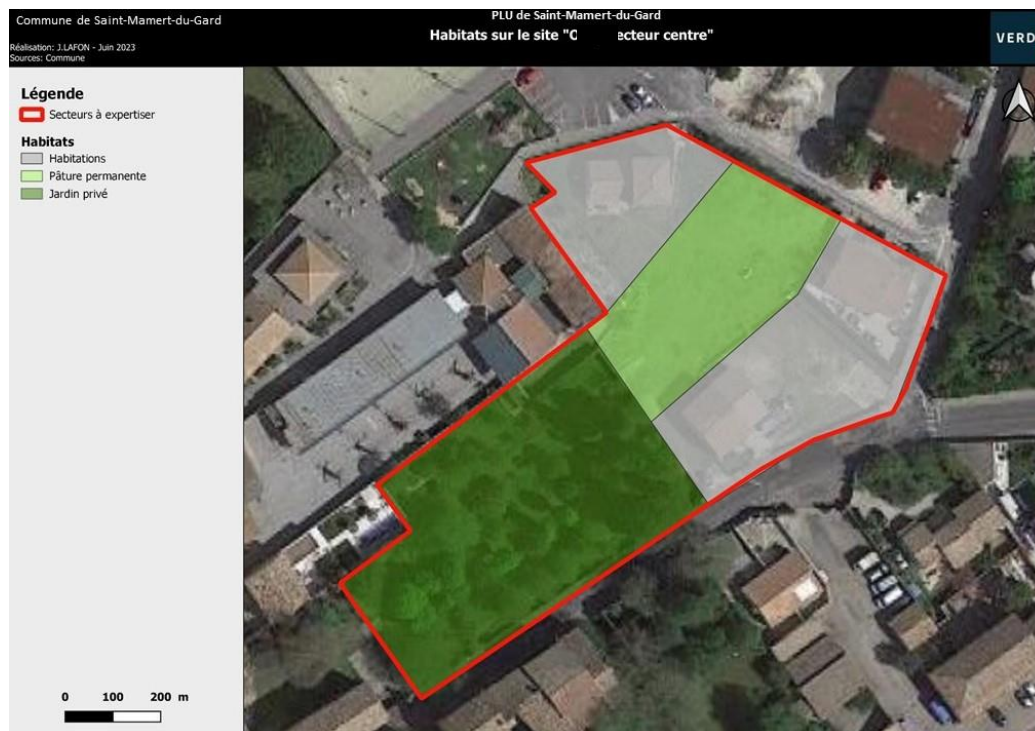
#### 4.3.6.3 Site 3 – Secteur centre

| Site 3 « Secteur centre »  |  |   |
|--|--|---|
| Contexte et zonage   |  |   |
| Périmètre à statut : Non   | Site Natura 2000 : Non (le plus proche est situé à 9,4 km) | ZNIEFF : Non (la plus proche est située à 1 km) |
| Site classé : Non  | Site inscrit : Non   |   |
| Description du site  |  |   |
| Surface : 0,61 ha  | Naturalité : faible  | Usage actuel : Pâturage et parc arboré privé    |
| <p><i>Physionomie</i> : La zone est composée d'une partie de pâture enclavée entre des habitations et une aire de jeu ainsi qu'un parking. Il y a également un parc arboré privé auquel il n'y a pas d'accès public.</p> |  |   |





## Site 3 « Secteur centre »



## Enjeux faune/flore

Les enjeux présents sont :

⇒ *Très faibles*

**En ce qui concerne les habitations.** En effet, aucunes nidifications d'oiseaux ou de chiroptères n'a été identifiées sur les bâtiments, et les terrains nus ne représentent pas un habitat adapté à la présence d'une biodiversité durable.

⇒ *Faibles*

**En ce qui concerne la pâture et les jardins privés,** la pâture est occupée par des animaux (Chevaux) et est donc piétinée en permanence et tondu naturellement. De ce fait, pas ou peu d'espèces peuvent retrouver un habitat favorable à sa nidification et les insectes ne seront pas présents. Une biodiversité locale est présente autour de la pâture mais n'est composée que d'espèces communes. La flore n'est pas protégée. Certaines parties sont privées et ne peuvent faire l'objet d'inventaire plus poussés.

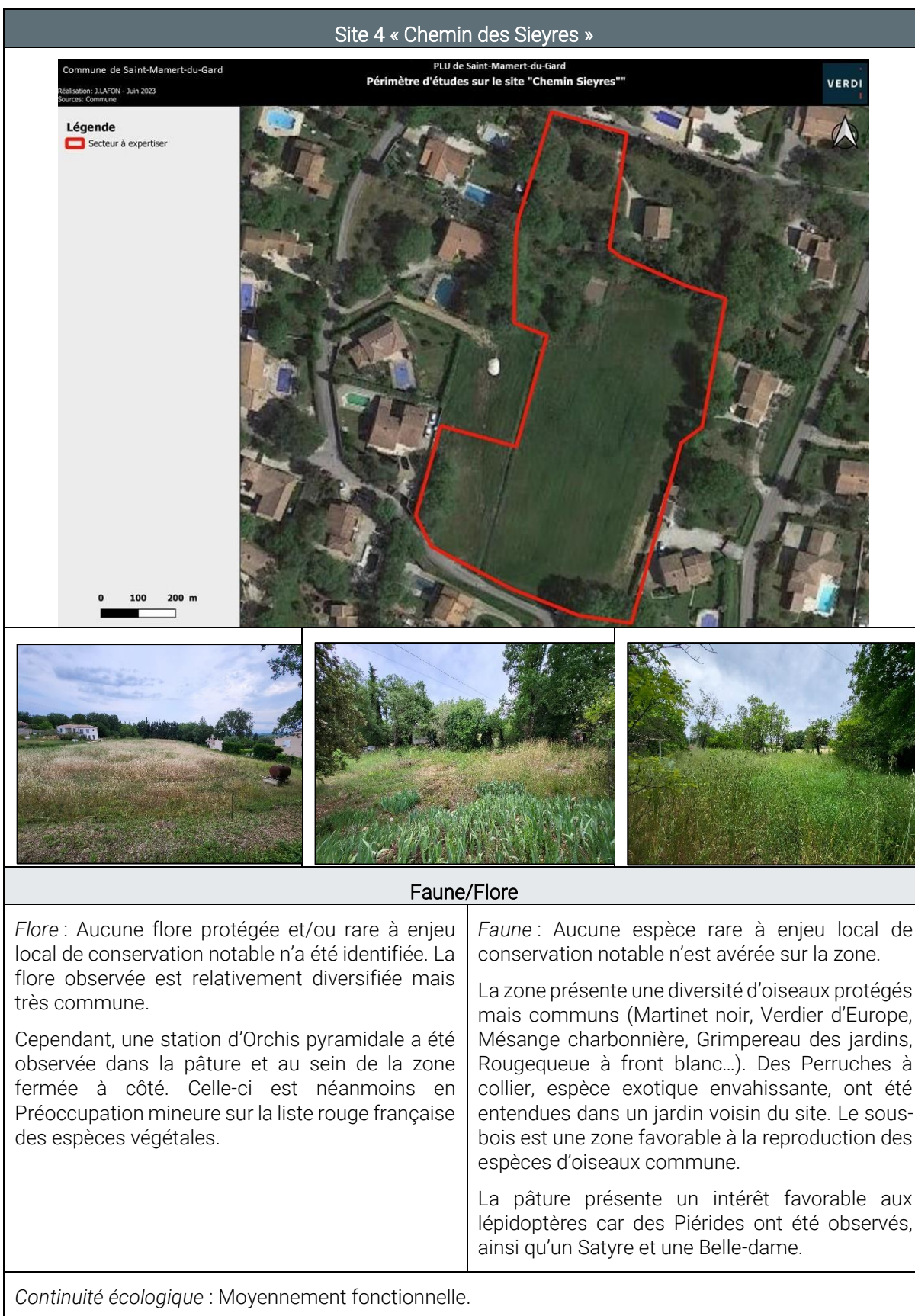


#### 4.3.6.4 Site 4 - Chemin des Sieyres

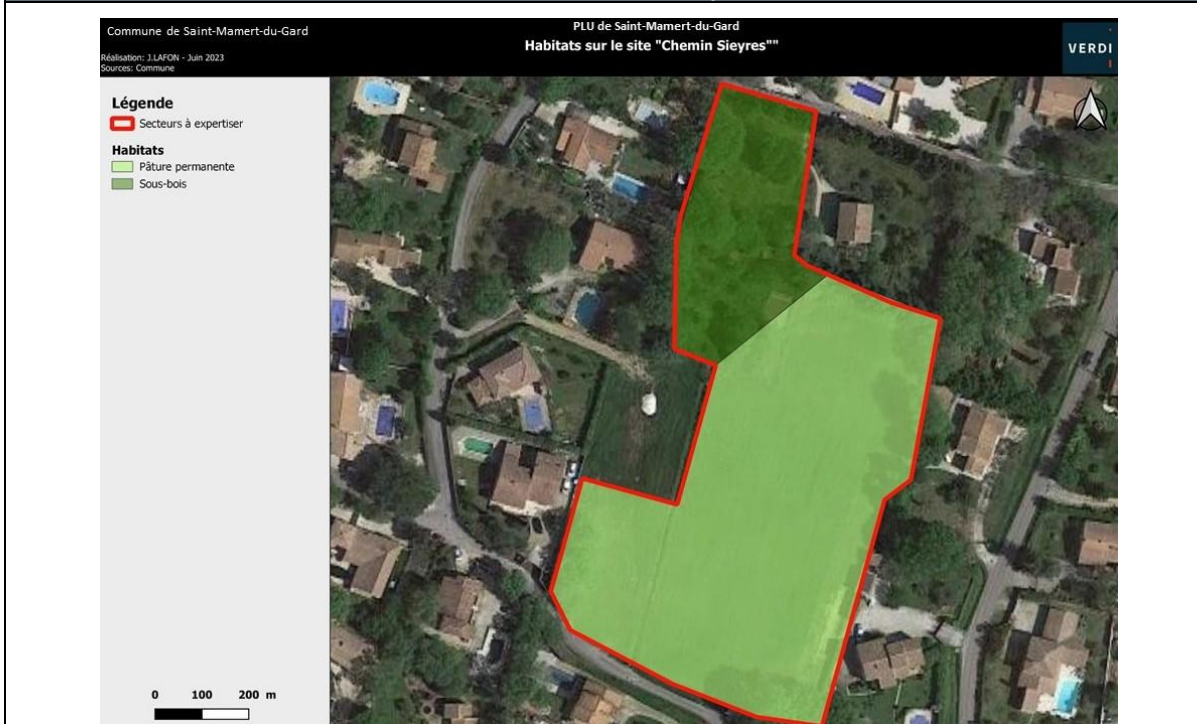
| Site 4 « Chemin des Sieyres »  |  |   |
|--|--|---|
| Contexte et zonage   |  |   |
| Périmètre à statut : Non   | Site Natura 2000 : Non (le plus proche est situé à 9 km) | ZNIEFF : Non (la plus proche est située à 0,6 km) |
| Site classé : Non  | Site inscrit : Non                                       |   |
| Description du site  |  |   |
| Surface : 1,14 ha  | Naturalité : moyenne                                     | Usage actuel : Pâture                             |
| Physionomie : Le site est composé très grande pâture permanente et d'une petite partie en sous-bois dominé par le Chêne pubescent. |  |   |



## Site 4 « Chemin des Sieyres »

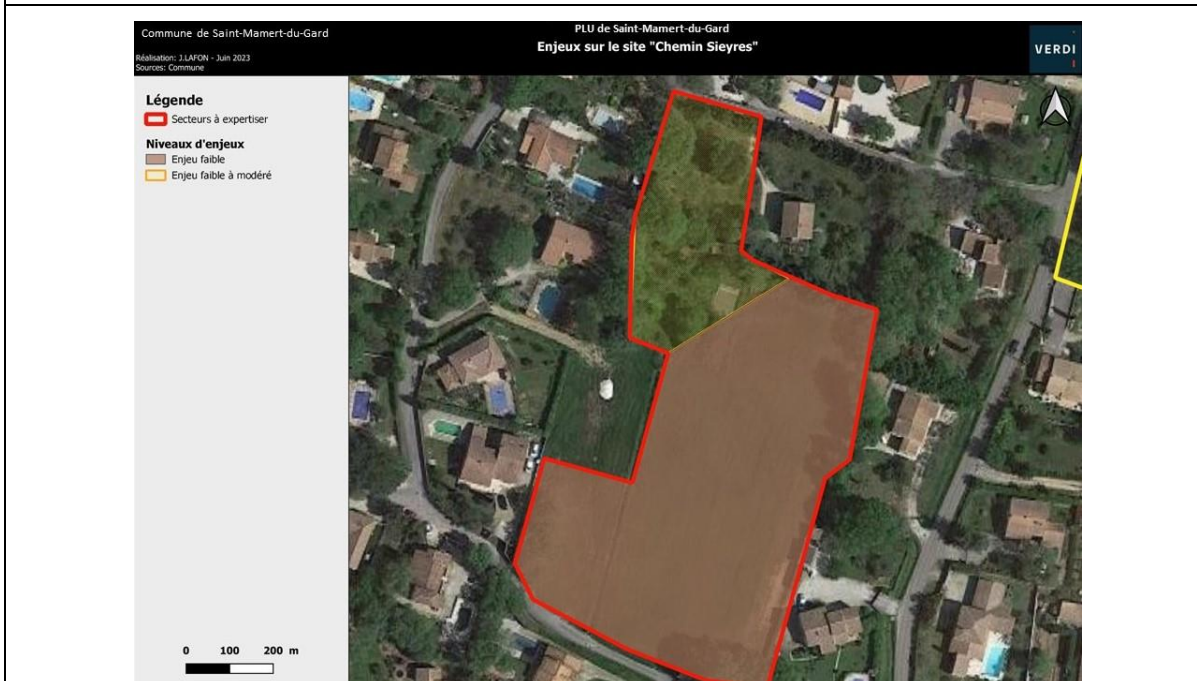


## Site 4 « Chemin des Sieyres »



### Enjeux faune/flore


La zone est globalement d'enjeu faible à modéré





#### 4.3.6.5 Site 5 - Extension du cimetière

| Site 5 « Extension du cimetière »   |  |  |
|---|--|--|
| Contexte et zonage  |  |  |
| Périmètre à statut : Non  | Site Natura 2000 : Non (le plus proche est situé à 1,4 km)                           | ZNIEFF : Non (la plus proche est située à 8,8 km)  |
| Site classé : Non   | Site inscrit : Non   |  |
| Description du site   |  |  |
| Surface : 2,73 ha   | Naturalité : faible  | Usage actuel : Culture de blé  |
| <p><i>Physionomie</i> : La zone est une grande culture de blé adjacent au cimetière actuel et longée par une route départementale. Des alignements d'arbres sont présent le long de cette route, mais ne fait pas partie du périmètre de la zone d'étude.</p> |  |  |
|    |  |  |
|    |  |                     |
| Faune/Flore   |  |  |
| <p><i>Flore</i> : Aucune flore protégée et/ou rare à enjeu local de conservation notable n'a été identifiée. La flore observée est relativement est très commune.</p>   |  | <p><i>Faune</i> : Aucune espèce rare à enjeu local de conservation notable n'est avérée sur la zone.</p> |

| Site 5 « Extension du cimetière »  |  |
|--|--|
|  | <p>La zone présente une diversité d'oiseaux protégés mais communs (Tourterelle turque, Hirondelle rustique et des fenêtres, Huppe fascié, Moineau domestique, Verdier d'Europe, Rossignol philomèle, Buse variable, Lorient d'Europe ...)</p> <p>Un groupe d'une dizaine de Sternes Hansel et une Cisticole des joncs (espèces habituées plutôt aux zones humides) ont été vu survoler le site mais elles ne l'utilisent pas comme zone de reproduction ou de nourrissage.</p> |
| Continuité écologique : Faiblement fonctionnelle   |  |
|  |  |
| Enjeux   |  |
| La zone présente des enjeux globalement très faible  |  |



#### 4.3.6.6 Site 6 – Ancienne cave coopérative

Un premier passage a été réalisé le 14-03-2022 par Verdi. Les données du passage réalisé en juin 2023 ont été couplées avec celles du premier passage.

| Site 6 « Ancienne cave coopérative »   |  |   |
|--|--|---|
| Contexte et zonage   |  |   |
| Périmètre à statut : Non   | Site Natura 2000 : Non (le plus proche est situé à 8 km) | ZNIEFF : Non (la plus proche est située à 1,1 km) |
| Site classé : Non  | Site inscrit : Non                                       |   |
| Description du site  |  |   |
| Surface : 0,94 ha  | Naturalité : faible                                      | Usage actuel : Habitations avec jardin            |
| Physionomie : La zone est composée d'habitations et de jardins privés dont certains sont devenus des friches |  |   |



## Site 6 « Ancienne cave coopérative »

## Périmètre du site « Ancienne cave coopérative »



## Faune/Flore

*Flore* : Aucune flore protégée et/ou rare à enjeu local de conservation notable n'a été identifiée. La flore observée est relativement est très commune.

*Faune* : Aucune espèce rare à enjeu local de conservation notable n'est avérée sur la zone.

La zone présente une diversité d'oiseaux protégés mais communs (Tourterelle turque, Verdier d'Europe, Rossignol philomèle, Etourneau sansonnet, Pie bavarde, Pigeon ramier, Moineau domestique ...). Un Milan noir a survolé la zone et un groupe de Moineau friquet a été vu dans l'un des arbres présents dans les jardins. D'après l'expertise datant de 2022, une nidification de Faucon crécerelle est avérée dans l'un des bâtiments.

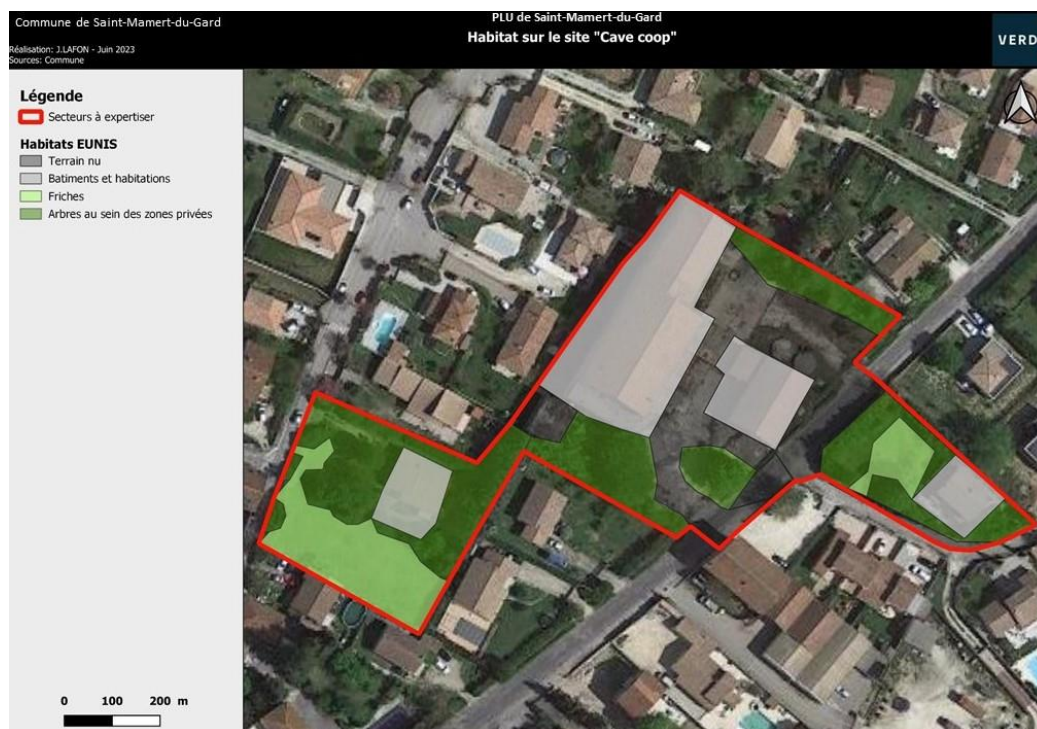
L'expertise réalisée par VERDI en mars 2022 s'est penchée sur les Chiroptères. Le site joue

### Site 6 « Ancienne cave coopérative »

un rôle important dans l'activité de 4 espèces : La Pipistrelle de Kuhl, la Pipistrelle de Nathusius, la Pipistrelle commune et la Pipistrelle pygmée. Au vu des résultats des écoutes nocturnes et de l'analyse des niveaux d'activités, un gîte est situé à proximité immédiate ou dans la zone d'étude. La présence de nidification de chiroptères a donc été confirmée par les relevés actifs au sein du bâtiment principal. La Pipistrelle commune est donc bien présente.

Continuité écologique : Moyennement fonctionnelle

sur le site « Ancienne cave coop



### Enjeux

Les enjeux présents sont :

⇒ **Nuls**

En ce qui concerne les zones de terrain nu et les bâtiments/habitations, à l'Est et l'Ouest. En effet, aucunes nidifications d'oiseaux ou de chiroptères n'a été identifiées sur les bâtiments, et les terrains nu ne représentent pas un habitat adapté à la présence d'une biodiversité durable.

⇒ **Faibles**



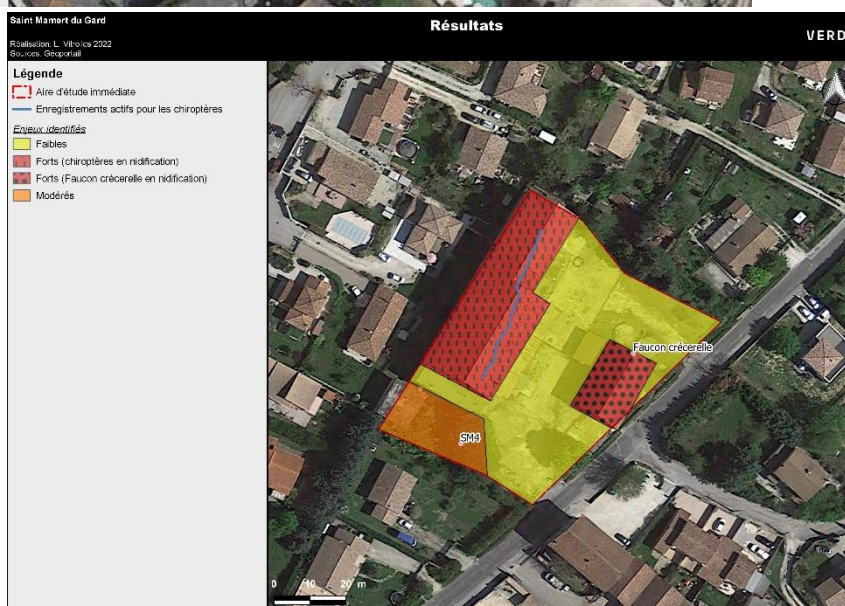
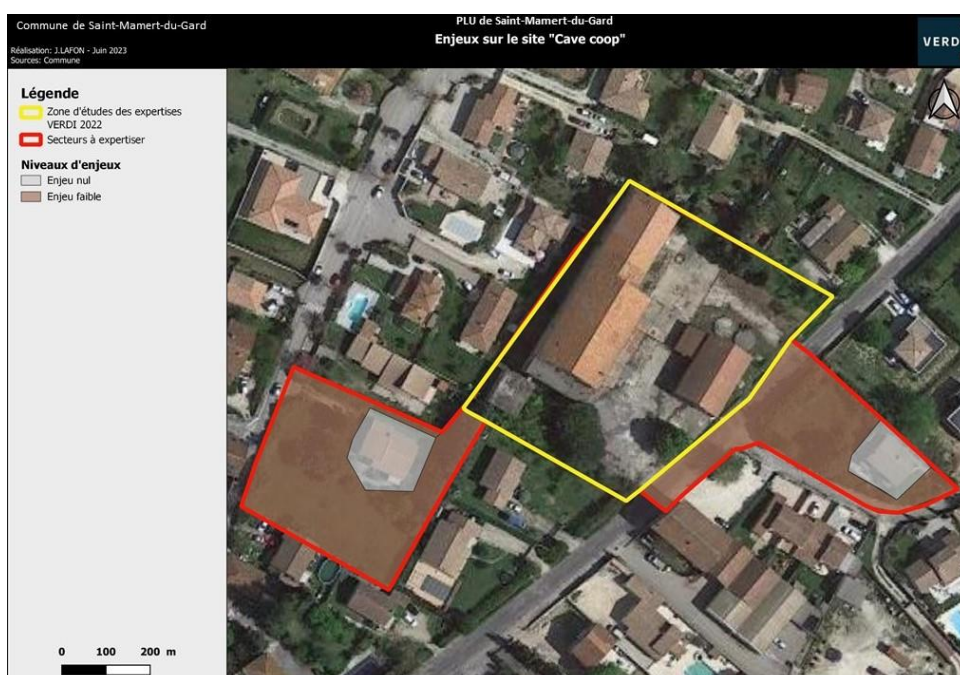
### Site 6 « Ancienne cave coopérative »

**En ce qui concerne les friches et boisements.** En effet, une biodiversité locale est présente mais est composée que d'espèces communes. La flore n'est pas protégée. Certaines parties sont privées et ne peuvent faire l'objet d'inventaire plus poussés.

⇒ **Modérés et Forts**

**En ce qui concerne les bâtiments au centre de la zone, ainsi que le petit boisement présent à proximité.** En effet, une nidification de Chiroptères et de Faucon crécerelle ont été détectés par VERDI en 2022 et, étant toutes des espèces sensibles et protégées, une intention particulière à ces habitats sont de rigueur.

Au vu des mesures proposées et mises en place à la phase travaux et exploitation (cf. liste des mesures ci-dessous), les enjeux sont maintenant moindres.



Zoom sur le site expertisé par VERDI en mars 2022 - Résultats et Enjeux

### Site 6 « Ancienne cave coopérative »

Il est à noter que parallèlement à la révision du PLU, une expertise faune flore 4 Saisons a été réalisée en 2022-2023 par VERDI pour la SPL Agate dans le cadre du projet de requalification du secteur de la cave coopérative.

*Cette étude a révélé que la biodiversité présente était majoritairement composée d'espèces communes, avec des espèces de chiroptères protégées dont une nicheuse dans le bâtiment et une espèce d'oiseaux protégée nicheuse dans le deuxième bâtiment (le Faucon crécerelle). Des mesures afin de réduire les impacts sur ces espèces à enjeux ont été proposées et seront mises en place avant, pendant et après la phase de travaux. Ce projet de renouvellement urbain a pour objectif de revaloriser ces terrains en friche (désimperméabilisation, création d'îlots de fraîcheur, mutualisation du stationnement,...) afin de conserver des activités au cœur du village (commerces), répondre aux besoins en équipement ainsi qu'en logements (petite enfance, logement inclusif) tout en respectant le paysage bâti actuel.*



Délimitation des habitats sur l'aire d'étude du site de l'ancienne cave coopérative. Source : VERDI 2023, expertise faune flore 4 Saisons

Parallèlement au PLU, une demande d'examen « au cas par cas » a été déposée le 05 février 2024 par la SPL Agate pour le **projet d'aménagement de l'ancienne cave coopérative**. Au vu des mesures qui seront mises en place dans le cadre du projet, **l'Autorité Environnementale a rendu son avis le 20 mars 2024 avec une « Décision de dispense d'étude d'impact »** après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ».

Extrait ci-dessous de l'avis de l'Autorité Environnementale :

« Considérant la nature du projet qui consiste à l'aménagement urbain du secteur de la cave

coopérative pour l'aménagement d'un nouveau quartier de 8 476 m<sup>2</sup> étant précisé que le projet comporte :

- la démolition du bâti de l'ancienne cave coopérative et deux habitations;
  - la construction d'environ 40 logements ;
  - la création d'activités commerciales pour une surface de plancher (SdP) globale d'environ 800 m<sup>2</sup> ;
  - la création de bâtiment(s) destiné(s) à accueillir des services publics et associations publiques.;
  - la création d'espaces verts.
- en vue de réaménager une friche urbaine en état dégradé afin de conserver des activités au coeur du village (poste, boulangerie, bar, salon de coiffure..), incluant également des nouveaux logements et espaces de stationnements ; de répondre au besoin de salles communales pour les activités associatives et sportives ainsi qu'aux nouveaux besoins notamment concernant l'accueil de la petite enfance, de nouveaux commerces et professions libérales. ;
- qui relève de la rubrique 39.b du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- au sein d'une zone urbaine à caractère anthropisée ;
- ... à vocation résidentielle au PLU de Saint-Mamert-du-Gard ;
- dans une commune couverte par le plan de prévention du risque inondation (PPRi) « Gardon amont », le projet se situant hors zone inondable au titre du PPRi ;
- hors de tout périmètre naturaliste.

Considérant que les impacts potentiels du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs compte tenu :

- de l'absence d'imperméabilisation supplémentaire ;
- de la faible valeur écologique de la zone de projet largement anthropisée hormis une sensibilité forte pour trois espèces de chiroptères et d'une espèce d'oiseau, le Faucon Crécerelle ;
- de la présence d'accès et de voies de desserte suffisants pour gérer le trafic supplémentaire
- d'impacts paysagers modérés du fait de sa localisation dans un secteur urbain et des mesures d'insertion paysagère avec notamment une végétalisation des parkings et des pieds de murs, l'utilisation de matériaux en adéquation avec l'architecture communale existante ;
- des engagements du pétitionnaire à mettre en oeuvre des mesures d'évitement et de réduction des effets négatifs du projet sur l'environnement en phase chantier et exploitation, notamment :
  - balisage de l'emprise projet et des zones sensibles,
  - adaptation de la période de travaux sur l'année,
  - défavorabilisation du bâtiment pour les chiroptères,
  - clôtures et dispositifs de franchissement provisoires adaptés à la faune,
  - mise en place de gîtes à chiroptères avant la période de gestation (début avril).
  - cahier des charges environnement et choix des entreprises, suivi de chantier par un écologue.
  - mise en place d'abris artificiels pour l'herpétofaune, les chiroptères et la petite faune terrestre ; ainsi que la mise en place de nichoirs pour le Faucon crécerelle et le Moineau friquet. (le nombre de gîtes et nichoirs à poser ont été estimés d'après les inventaires naturalistes effectués sur le site) ;
  - suivi de l'avifaune, mammalofaune, et herpétofaune sur 5 ans à partir du début des travaux.



*Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ....*

*Le projet de requalification du secteur de l'ancienne cave coopérative sur la commune Saint-Mamert-du-Gard (Gard), objet de la demande n°2024 – 012820, n'est pas soumis à étude d'impact.»*

Tout au long de la procédure de révision du PLU, les enjeux liés au site ont évolué, en lien avec les mesures mises en place pour la phase travaux et exploitation.

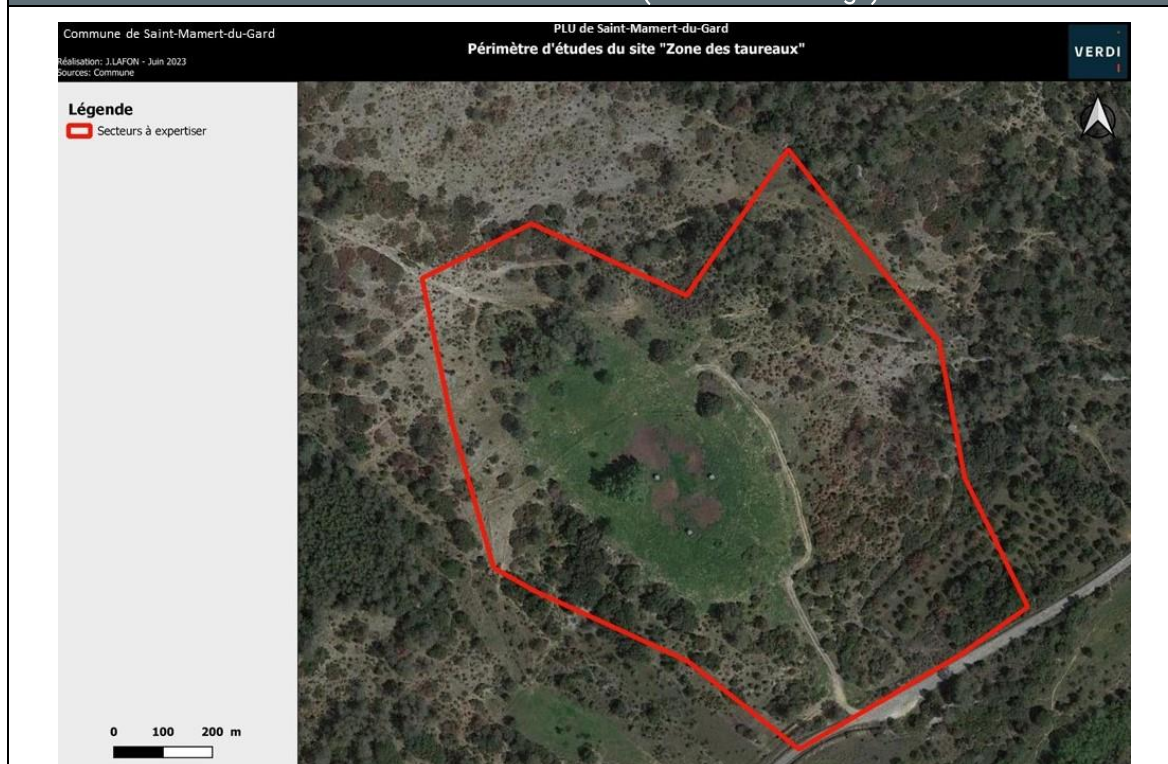
1. Dans un premier temps, les enjeux ont été définis pour le site avant déconstruction de l'ancienne cave coopérative. Ces enjeux ont été validés par la DREAL Occitanie.
2. Concernant les enjeux modérés à forts cités ci-dessus, ces enjeux deviennent moindres au vu des mesures mises en place en lien avec la phase travaux ainsi que des mesures de suivi en phase d'exploitation (cf. liste ci-dessus), dont certaines ont déjà été réalisées en novembre 2024.

#### 4.3.6.7 Site 7 – Zone des taureaux (ancienne décharge)

Un premier passage a été réalisé le 14-03-2022 par Verdi. Les données du passage réalisé en juin 2023 ont été couplées avec celles du passage réalisé en 2022.

| Site 7 « Zone des taureaux » (ancienne décharge)   |  |   |
|--|--|---|
| Contexte et zonage   |  |   |
| Périmètre à statut : Non   | Site Natura 2000 : Non (le plus proche est situé à 9,7 km) | ZNIEFF : Oui (« Bois de Lens », 910011553)              |
| Site classé : Non  | Site inscrit : Non   |   |
| Description du site  |  |   |
| Surface : 0,52ha   | Naturalité : Forte   | Usage actuel : Zone naturelle avec une partie de pâture |
| <p><i>Physionomie</i> : La zone est un grand espace de garrigue supraméditerranéenne avec en son centre une pâture permanente. L'essence d'arbre dominante est le Chêne pubescent. La zone est une ancienne décharge fermée dans les années 1980 qui a fait l'objet d'aménagement en 1989.</p> |  |   |

## Site 7 « Zone des taureaux » (ancienne décharge)



## Faune/Flore


*Flore* : Aucune flore protégée et/ou rare à enjeu local de conservation notable n'a été identifiée. La flore observée est relativement est très commune.

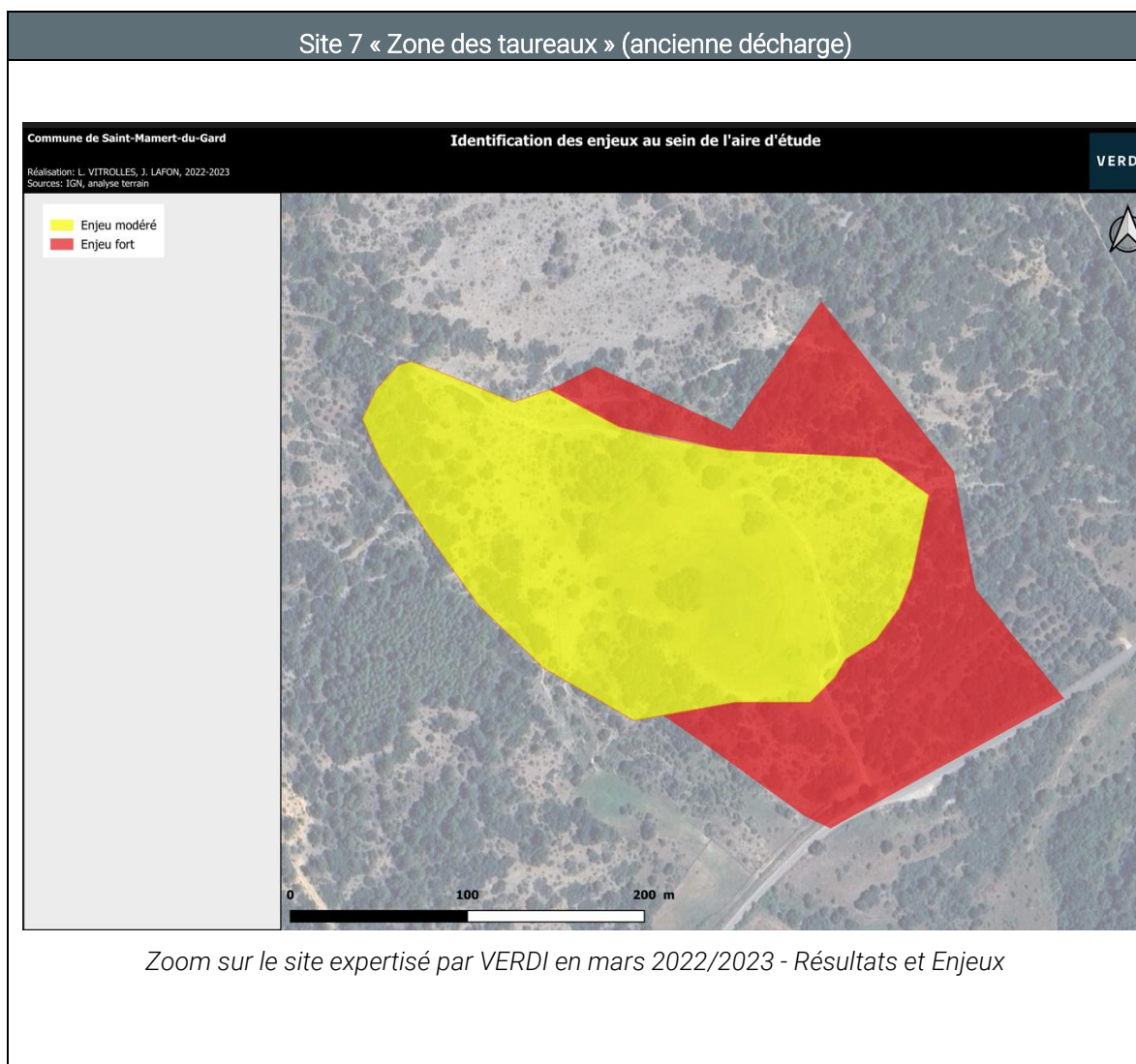
*Faune* : Aucune espèce rare à enjeu local de conservation notable n'est avérée sur la zone.

La zone présente une diversité d'oiseaux protégés mais communs (Sittelle torchepot, Pouillot de bonelli, Mésange charbonnière, Pic vert, Rougegorge familier, Pigeon ramier, Moineau domestique, Pie bavarde, Fauvette à tête noire, Hypolaïs polyglotte, Grive draine, Fauvette mélanocéphale, Bruant zizi, Fauvette pitchou). Il s'agit par ailleurs de l'habitat idéal pour la Pie-grièche méridionale (En danger en Occitanie) et la Pie-grièche écorcheur (Quasi-menacée en Occitanie).

Les milieux sont propices aux reptiles car une Couleuvre de Montpellier a été détectée lors de l'expertise de juin 2023 mais aussi lors de l'expertise de mars 2022. Du Lézard des



| Site 7 « Zone des taureaux » (ancienne décharge)  |  |
|---|--|
|   | <p>murailles a également été observé lors de l'expertise de mars 2022. Le Léopard vert est aussi une espèce potentiellement présente.</p> <p>Des traces d'indices de présences de Sanglier ont été observées également lors de ses deux prospections. Lors de l'expertise réalisée en juin 2023, des crottes de Lapin de garenne ont été vu. Le renard et le blaireau sont potentiellement présents sur la zone.</p> <p>L'expertise de VERDI de mars 2022 s'est penchée de manière plus approfondie sur l'étude des Chiroptères. Celle-ci a relevé la présence de quatre espèces : Noctule commune, Pipistrelle commune et Pipistrelle de Kuhl, Vespère de Sabi.</p> |
| Continuité écologique : Fortement fonctionnelle   |  |
|  |  |
| Enjeux  |  |
| <p>Les enjeux sur la zone sont forts pour les habitats de garrigues en raison de la continuité écologique de cet habitat et des espèces présentes ou potentiellement présente mais également du fait que le site soit au cœur d'un zonage d'intérêt prioritaire ZNIEFF. La pâture permanente est d'enjeu plutôt modéré.</p>   |  |
|   |  |



#### 4.3.6.8 Site 8 – Zone humide Francurelle

Un premier passage a été réalisé le 14-03-2022 par Verdi. Les données du passage réalisé en juin 2023 ont été couplées avec celles du premier passage réalisé ainsi en 2022.

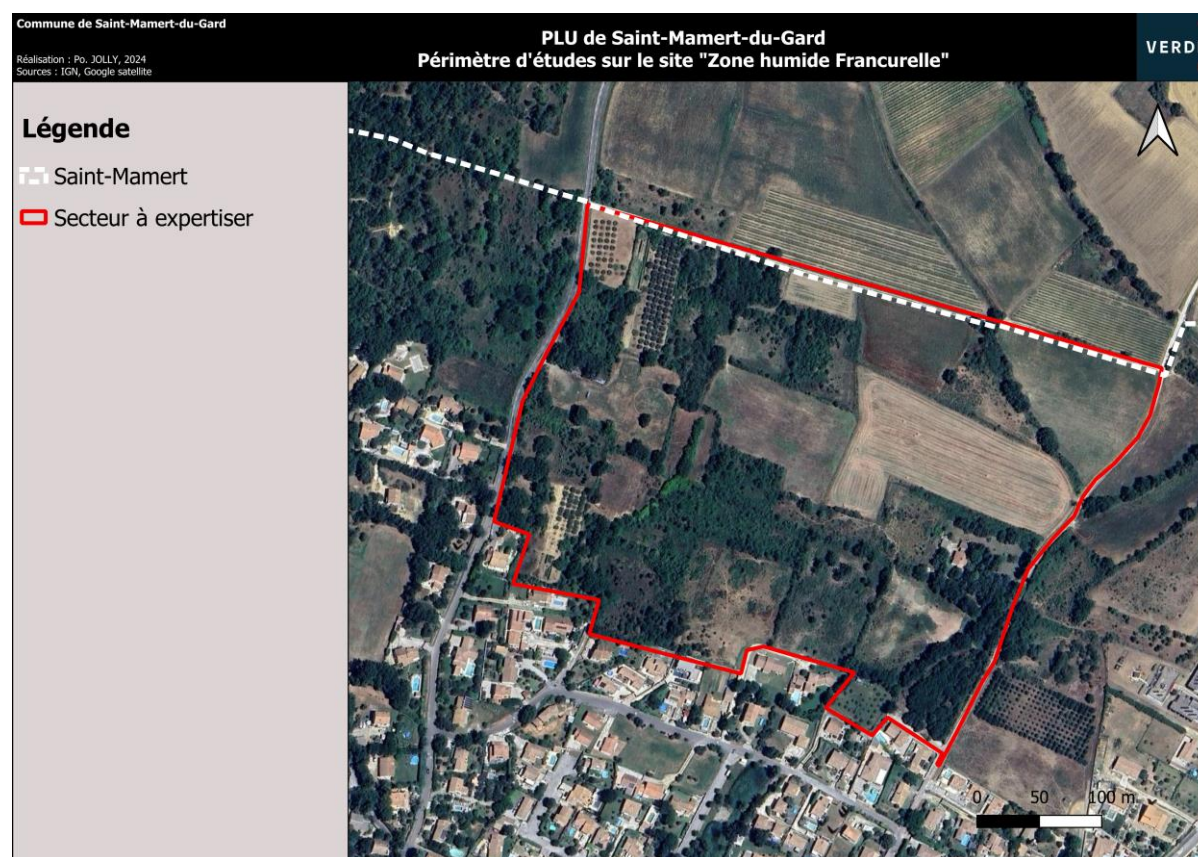
L'expertise biodiversité a été réalisée à une échelle large reprenant l'ensemble des terrains situés au nord-est de la zone urbaine, à l'Ouest du chemin de Saint-Génies afin de cerner les sensibilités écologiques et d'éviter l'urbanisation des secteurs à enjeux forts.

| Site 8 « Zone humide Francurelle » |  |   |
|------------------------------------|--|---|
| Contexte et zonage                 |  |   |
| Périmètre à statut : Non           | Site Natura 2000 : Non (le plus proche est situé à 8,2 km) | ZNIEFF : Non (la plus proche est située 1,6 km) |
| Site classé : Non                  | Site inscrit : Non   |   |
| Description du site                |  |   |
| Surface : 13,94 ha                 | Naturalité : Moyenne                                       | Usage actuel : Zone agricole                    |



## Site 8 « Zone humide Francurelle »

*Physionomie* : Le site se compose de parties agricoles dont des cultures de blés et de vignes mais aussi de pâtures permanentes, de prairies de fauche xérophile et de garrigues supraméditerranéenne semi-ouverte avec des haies et alignements d'arbres, des bosquets. La zone présente une zone humide avérée, la zone inondable. D'autre part des sondages pédologiques réalisés en 2022, ont révélé la présence de zones humides le long des fossés des parcelles agricoles.



## Faune/Flore

*Flore* : Aucune flore protégée et/ou rare à enjeu local de conservation notable n'a été identifiée. Cependant, une station d'Orchis pyramidale a été observée dans la pâture et au sein de la zone fermée à côté. Celle-ci est néanmoins en Préoccupation mineure sur la liste rouge française des espèces végétales.

*Faune* : La zone présente une diversité d'oiseaux pour la plupart protégés mais communs (Martinet noir, Tourterelle turque, Lorient d'Europe, Grimpereau des jardins, Mésange charbonnière et Mésange bleue, Perdrix rouge, Cisticole des joncs, Faucon crécerelle, Etourneau sansonnet, Bruant proyer, Chardonneret élégant, Pic vert, Rouge-gorge,

## Site 8 « Zone humide Francurelle »

Lors du passage réalisé en mars 2022, la liste des espèces observées :

*Achillée millefeuille, Arum d'Italie, Aubépine à un style, Benoîte, Capselle bourse à pasteur, Carotte sauvage, Centranthe rouge, Chêne pubescent, Cirse commun, Diplotaxis fausse roquette, Erodium à feuilles de ciguë, Euphorbe petit-cyprès, Fenouil commun, Ficaire fausse renoncule, Fumeterre officinale, Gaillet gratteron, Géranium disséqué, Géranium mou, Houx, Lamier pourpre, Lampsane commune, Mauve sylvestre, Molène sinuée, Mouron des oiseaux, Muscari à grappes, Olivier d'Europe, Pissenlit, Plantain lancéolé, Ronces, Salsepareille, Véronique de Perse*

Pouillot de bonelli, Sittelle torchepot, Fauvette à tête noir, Accenteur mouchet).

Un Rollier d'Europe a été contacté au cri lors du passage de juin 2023, espèce Quasi-menacée en région Occitanie et faisant l'objet d'un programme LIFE. Au vu des milieux, l'individu utilise le nord de la zone potentiellement en passage mais n'y niche pas.

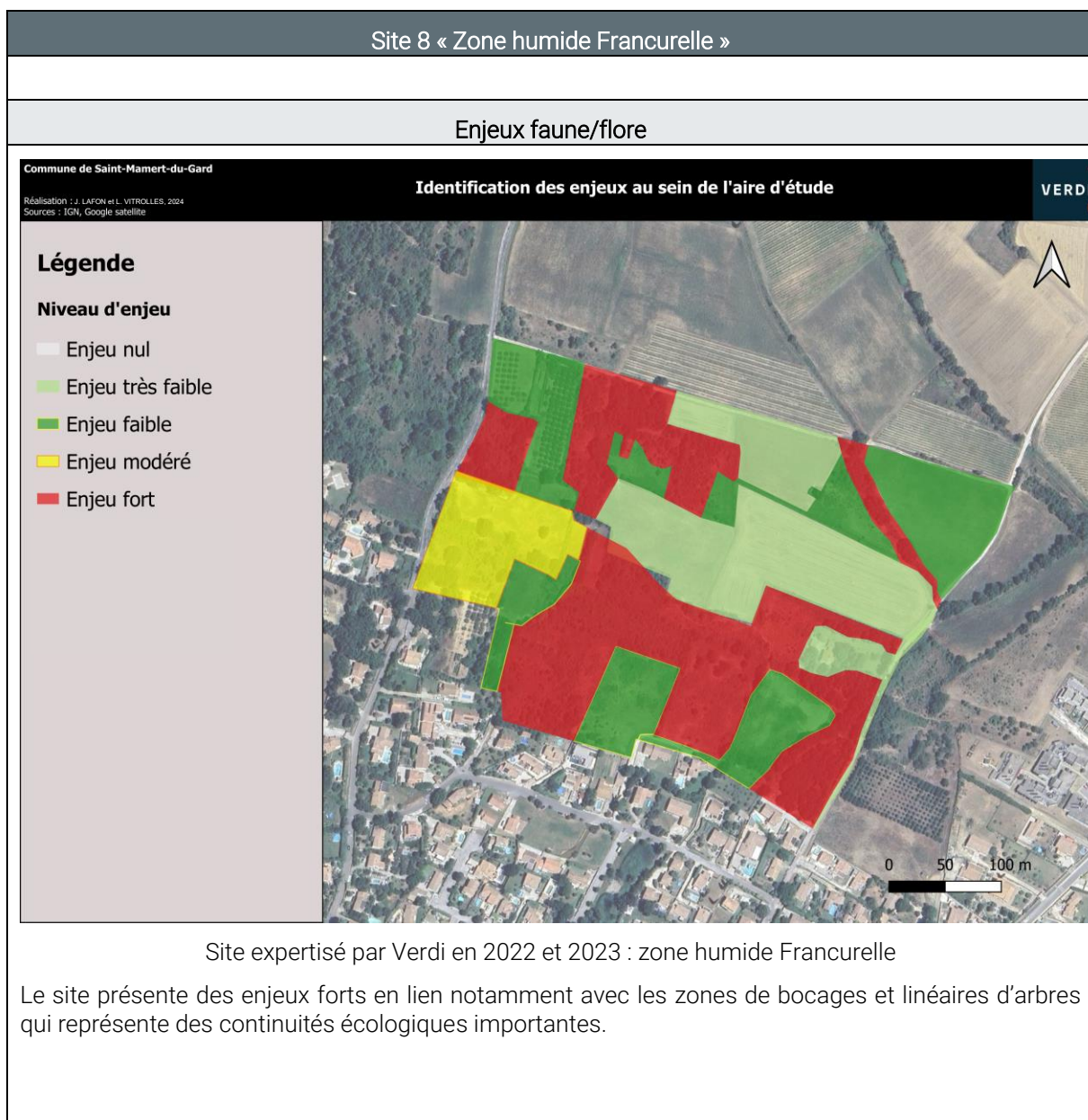
La zone présente aussi des enjeux écologiques pour les mammifères car un Lièvre a été observé au nord. Des indices de présence de sangliers ont également été vus lors du passage réalisé en mars 2022.

Lors du passage réalisé en mars 2022, le Crapaud commun a été entendu le soir et 5 individus écrasés ont été observés sur la route au sud de la zone. Également, une Tarente de Maurétanie et du Léopard des murailles ont été observés lors de ce passage.

*Continuité écologique* : Fortement fonctionnelle.







- A noter que le site de l'ancienne cave coopérative présentait des enjeux forts sur certains bâtiments. Des mesures d'évitement et de réduction de l'impact potentiel sur la faune et la flore ont été mises en place à la phase travaux/démolition des bâtiments ainsi que pour la phase exploitation. Ces mesures ont permis de réduire le niveau d'enjeux écologiques.

### Conclusion :

Dans le cadre du projet de révision du PLU, 8 secteurs pouvant recevoir un aménagement/développement futur ont été désignés comme secteurs à enjeux pour être analysés d'un point de vue écologique. Les périmètres étudiés ont été généralement plus larges que ceux retenus au zonage pour avoir une étude plus globale des secteurs.

Cette étude a joué un rôle d'aide à la décision dans le choix de développer ou de préserver ces espaces.

Il est à noter que certains secteurs étudiés concernent des espaces déjà urbanisés/artificialisés.

Les enjeux des sites expertisés sont :

- de très faibles à modéré pour la grande majorité,
- sur certains endroits : jusqu'à fort sur la zone humide

## 4.4 JUSTIFICATIONS DES CHOIX

### 4.4.1 CHOIX RETENUS ET JUSTIFICATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) ET DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

#### 4.4.1.1 Le contexte réglementaire de la commune de Saint-Mamert-du-Gard et les objectifs de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

La commune de Saint-Mamert-du-Gard dispose d'un PLU approuvé le 18 avril 2017.

Depuis le PLU a connu des évolutions. Il a été modifié par délibération du 25 mars 2021 (modification simplifiée n°1).

La révision générale du PLU a été prescrite le 8 juin 2021.

Les évolutions réglementaires récentes, dont les lois Grenelle et la loi ALUR, ainsi que les projets communaux, rendent aujourd'hui nécessaire la révision du PLU.

En effet, outre l'intégration de nouvelles exigences réglementaires, dont l'évaluation environnementale, l'objectif principal de la révision du PLU est l'adaptation du projet de développement urbain de la Commune pour une nouvelle période à venir (Horizon 2033) et la mise à jour du document qui en découlera.

La révision du PLU de Saint-Mamert-du-Gard vise à mettre le document d'urbanisme en conformité avec les différentes évolutions législatives.

La commune de Saint Mamert du Gard **a engagé en 2020 de nombreuses études de projets structurants pour son territoire** qui nécessitent une **mise en conformité des documents d'urbanisme** et notamment du PLU pour déboucher sur un projet d'aménagement concerté.

Dans le cadre de la révision, il s'agira notamment de :

- Mettre en conformité avec le SCoT Sud Gard approuvé le 10 décembre 2019
- Prendre en compte des recommandations des lois ELAN du 23 novembre 2018 et Biodiversité du 8 août 2016
- Respecter les orientations du PLH en date du 2 décembre 2019
- Adapter les OAP existantes et en créer de nouvelles en adéquation avec les projets communaux
- Prendre en compte le risque inondation lié au ruissellement pluvial sur la zone urbanisée et potentiellement urbanisable
- Adapter les emplacements réservés existants et en définir de nouveaux en adéquation avec les projets communaux

- Adapter le zonage et le règlement au regard des enjeux environnementaux, du patrimoine, des projets d'urbanisation, des activités économiques et agricoles du territoire



#### 4.4.1.2 Les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Saint-Mamert-du-Gard

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est un document de synthèse exprimant les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme qui concernent l'organisation du territoire communal, aussi bien pour les espaces urbanisés ou à urbaniser, que pour l'environnement naturel, agricoles et pour les paysages.

Conformément l'article L.151.5 du Code de l'Urbanisme, modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014 :

*« Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.*

*Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.*

*Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »*

#### Un besoin en matière de développement de l'urbanisation

##### La définition des besoins

- En logements

La municipalité souhaite projeter une croissance démographique maîtrisée qui assure le développement de la commune tout en maintenant un cadre de vie de qualité.

Ainsi, le scénario de développement fixe comme objectif une croissance d'environ 1%/an à l'horizon 2033, permettant d'atteindre environ 1 905 habitants dans le temps du PLU. Pour maintenir la population actuelle et accueillir la population nouvelle, le PADD débattu une troisième fois, en juin, projetait l'accueil d'environ 125 logements à l'horizon 2033. Après actualisation du besoin en logements en 2024 à la suite de la mise à jour des permis de construire délivrés entre 2020 et 2024 et des données INSEE 2020, on estime une hypothèse de production d'environ 115 à 135 nouveaux logements à produire dans le temps du PLU.

Compte tenu du fait que les disponibilités foncières dans le tissu urbain existant ne permettent de réaliser qu'environ 99 logements au vu de l'étude potentiel foncier réalisée finement, sur l'appui d'une analyse terrain, d'une analyse des risques et contraintes et d'échanges avec les élus, il est nécessaire de prévoir l'ouverture d'une nouvelle zone d'urbanisation à vocation d'habitat pour pouvoir réaliser les logements (environ 25 logements) en dehors de l'enveloppe urbaine permettant d'atteindre l'objectif démographique fixé.

Sur la base de 25 logements à l'hectare afin d'être en compatibilité avec le SCoT Sud Gard, il doit être mobilisé environ 1,08 hectare de foncier en « lisières urbaines à formaliser dans le cadre d'éventuelle extensions urbaines »

Ainsi, le principe retenu en termes d'habitat se basera sur un développement urbain maîtrisé faisant appel à deux types d'évolution du tissu urbain, à savoir l'optimisation de l'enveloppe bâtie et l'ouverture d'une nouvelle zone d'urbanisation.

- **En équipements**

La commune de Saint Mamert dispose d'un niveau d'équipement de qualité. Néanmoins dans le cadre de son développement futur, elle souhaite développer un nouveau secteur avec une offre d'équipements et de services adaptés.

Certains équipements actuels sont situés en zone à risque et ne sont plus utilisables de par leur dégradation au fil du temps. **La commune a un besoin de réimplanter des équipements pour des activités de plein air ou de loisirs pour pouvoir répondre aux attentes de la population en la matière.** La zone correspondante à l'urbanisation future est située au nord du village et sera reliée à la commune de Fons outre Gardons par une piste cyclable. Dès lors, les équipements proposés pourront avoir une vocation intercommunale par ailleurs, **il est prévu à long terme le déplacement du foyer et des ateliers municipaux pour limiter les nuisances sonores potentielles existantes actuellement du fait de leur implantation en cœur de village. Une fois les équipements délocalisés, l'espace laissé par les ateliers municipaux sera transformé en un espace public (stationnement, halle ouverte...etc.). L'espace laissé par le foyer aura toujours pour vocation d'accueillir un équipement public.**

Pour cela, afin d'accueillir ces équipements, une nouvelle zone doit donc être mobilisée.

L'association Sésame Autisme Languedoc Roussillon (SALR) a la charge du Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) du Bois des Leins. Localisé au nord-est de l'enveloppe urbaine, ce dernier accueille des hommes et femmes âgés de plus de 50 ans, présentant des troubles du spectre autistique et/ou une déficience intellectuelle. Aujourd'hui, le foyer accueille 30 résidents. Le FAM reçoit des demandes d'hébergements mais ne peut actuellement y répondre, faute de place. **Il est proposé dans le cadre de ce projet de PLU de permettre l'extension du FAM afin d'accueillir de nouveaux résidents. Cette démarche devrait permettre la création d'emplois complémentaires sur site et une offre de service plus importante du FAM pour ses résidents.**

### **Les différents secteurs envisagés en extension pour répondre aux besoins en matière d'habitat et d'équipements :**

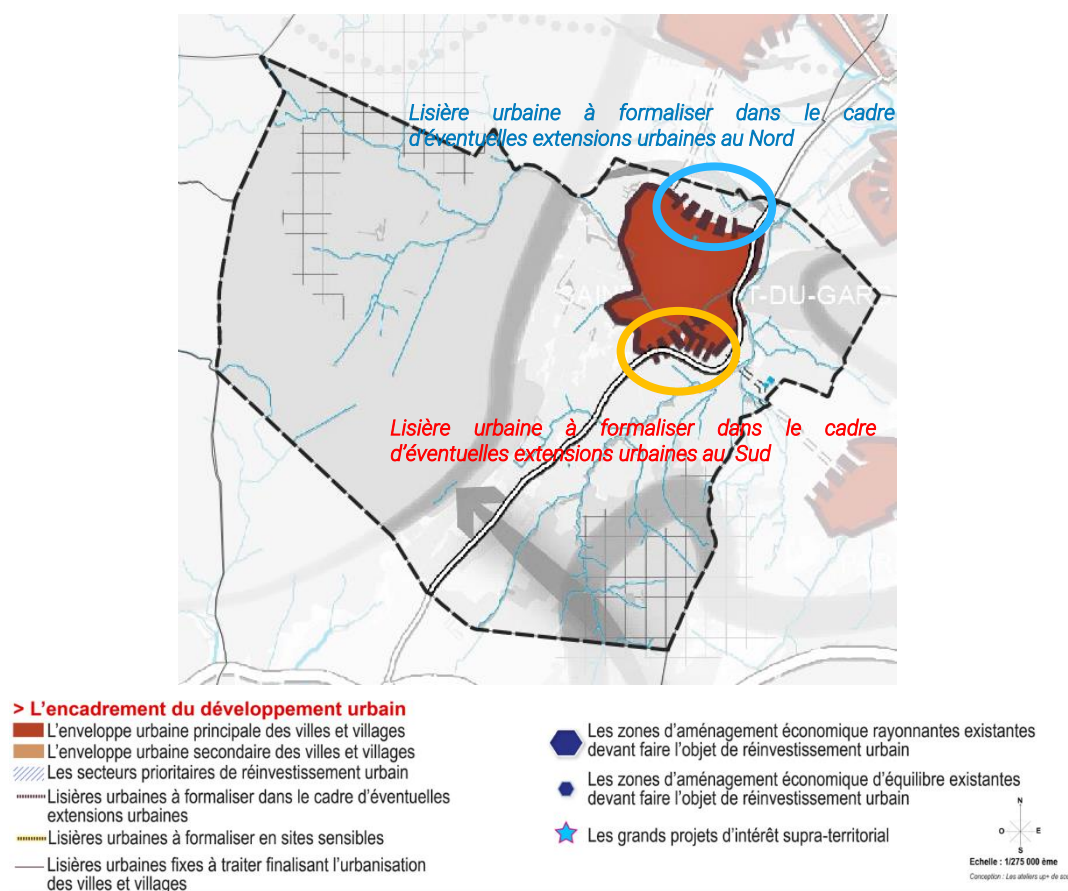
#### **Rappel des orientations/objectifs du SCoT Sud Gard**

Pour rappel, le SCoT Sud Gard cadre le développement de la commune. Dans le DOO, il est identifié 1 enveloppe urbaine principale pour Saint-Mamert-du-Gard. En matière d'extension possible (« lisière urbaine à formaliser dans le cadre d'éventuelles extensions urbaines »), la commune dispose de deux lisières urbaines à formaliser :

1. une au nord (Francurelle et Chemin de Saint-Géniès)
2. une au sud de l'enveloppe (route de Sommières).

Pour les communes catégorisées en « Autre ville/village », la densité communale minimale est 25 logements par hectare (lissée). Le taux de renouvellement urbain doit être de 38%.

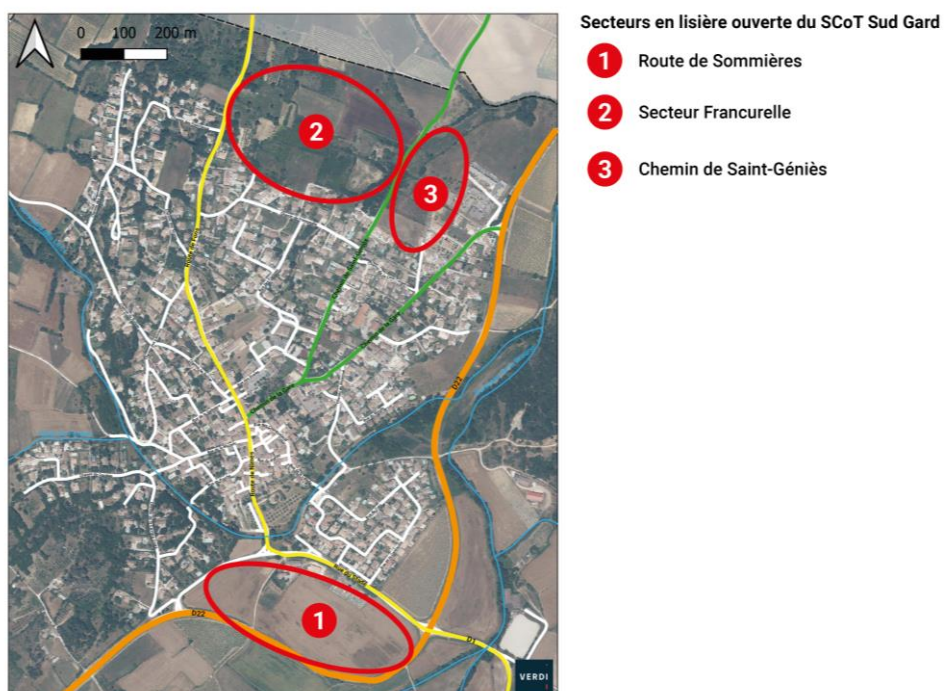
Au sein des autres villes/villages, l'enveloppe totale allouée pour du foncier mobilisable en extension aux 24 communes observant ce même statut est de 115 ha, **ce qui représente en moyenne une enveloppe de 4,8 ha par commune en extension.**



*Zoom sur la carte « Accompagner le développement urbain du territoire du SCoT Sud Gard ».*

*Source : SCoT Sud Gard*

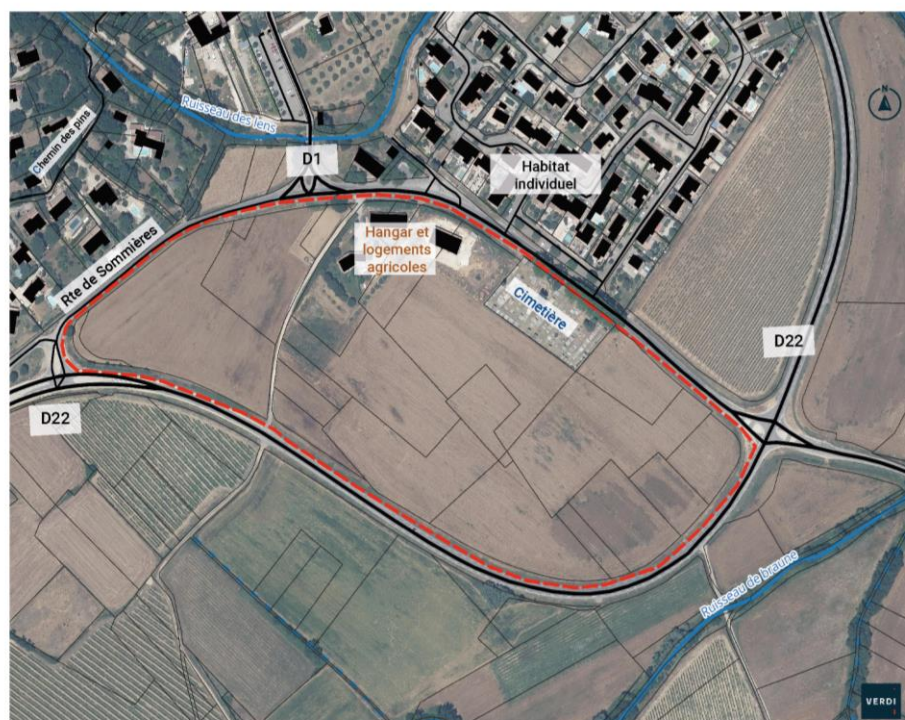
Au vu des lisières urbaines à formaliser dans le cadre d'éventuelles extensions identifiées par le SCoT Sud Gard sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard, **3 sites ont été envisagés pour répondre au besoin en matière de production de logements et l'aménagement de nouveaux d'équipements, notamment intercommunaux.**



## Les différents secteurs identifiés : analyse des atouts et contraintes

### 1. Secteur 1 : Sud de l'enveloppe urbaine, route de Sommières

#### Secteur 1 : Route de Sommières



Source : Google Satellite, 2022

Réalisation : Verdi 2024

Périmètre du secteur



### Atouts :

- Le secteur est en continuité du tissu urbain existant
- Le secteur est en « lisière urbaine à formaliser dans le cadre d'éventuelles extension urbaines » du SCoT Sud Gard



### Contraintes :

- Ce secteur correspond à des parcelles agricoles exploitées situées en entrée de village



Parcelles agricoles et vues sur le village depuis la D22. Source : Verdi

- Les parcelles sont contiguës au cimetière. Il est prévu dans le cadre du PLU une extension du cimetière sur 1200 m<sup>2</sup>. La commune a d'ores et déjà acheté 3000 m<sup>2</sup> afin d'anticiper des besoins futurs d'extension du cimetière à l'horizon 2033
- Les parcelles concernées sont encadrées par le réseau routier départemental

- La zone n'est pas desservie par le réseau d'assainissement et par le réseau d'eau potable. L'urbanisation nécessiterait une extension avec des questions qui demeurent sur les possibilités de raccordement compte tenu des pentes du terrain naturel



Réseau d'adduction eau potable – Source : Nîmes métropole, 2023



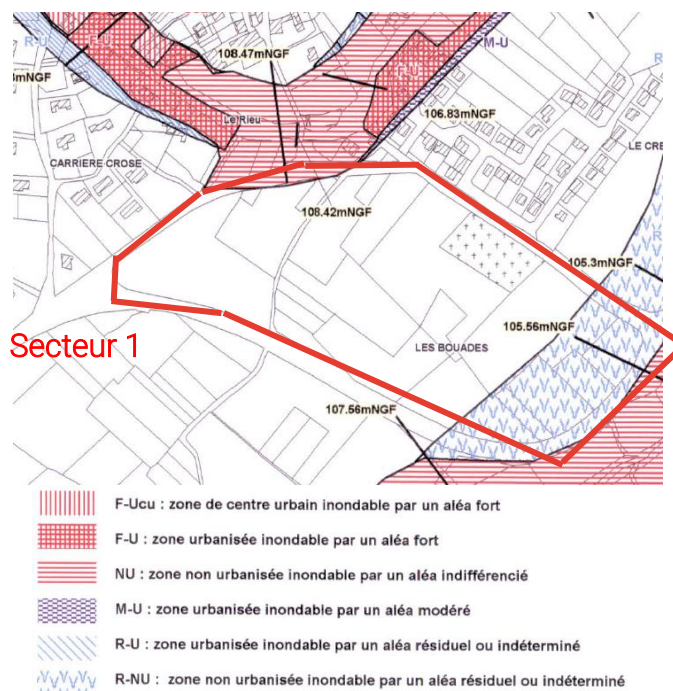
Réseau d'eaux usées – Source : Nîmes métropole, 2023

- Le secteur est **bordé tout le long par la RD 22**, route contournant le village de Saint-Mamert-du-Gard. C'est une route départementale identifiée en voie du réseau de liaison. Le règlement de voirie départemental du Gard impose une marge de recul de 25m. De plus, la RD22 est une **route passante, générant des nuisances sonores** à prendre en compte dans l'aménagement éventuel du secteur. De plus, dans le cadre du PADD, il est prévu de préserver les cônes de vue depuis la RD22 vers le village afin de conserver le caractère paysager et rural de l'entrée de ville

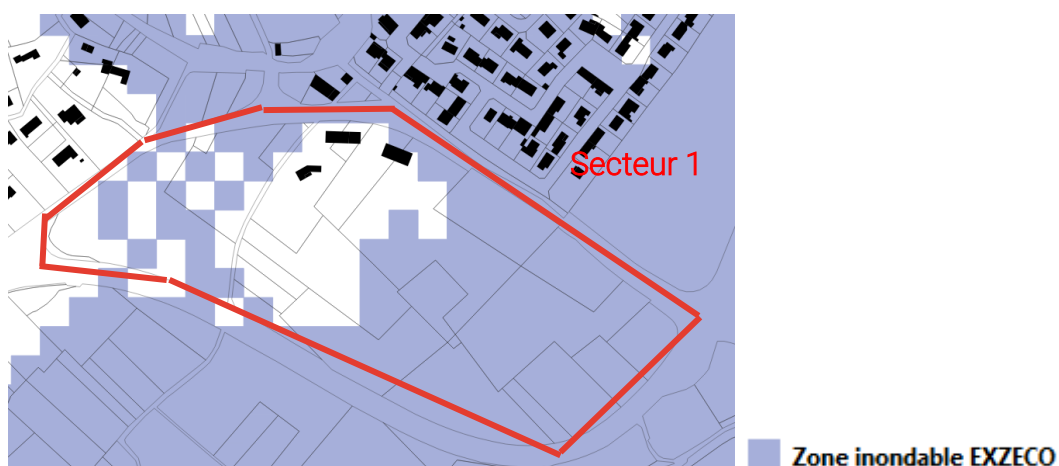


La RD22 et le secteur en second plan

- En matière de risque inondation, le secteur est concerné par le **PPRi Gardon Amont** :
  - au Nord par la zone « N-U : zone non urbanisée inondable par un aléa indifférencié », zone dont il convient de préserver les capacités d'écoulement ou de stockage des crues en y interdisant les constructions nouvelles
  - au Sud-Est en zone « R-NU : zone non urbanisée inondable par un aléa résiduel ou indéterminé », zone exposée à un aléa résiduel en cas de crue supérieure à la crue de référence ou de dysfonctionnement hydraulique. Son règlement vise à préserver les capacités de stockage de ces zones mobilisées pour les plus fortes crues de façon à limiter les dégâts dans les secteurs les plus exposés



La partie Ouest du secteur est concernée par l'**aléa inondation EXZECO**.



Au vu des atouts et contraintes exposés ci-dessus, le secteur 1 « Sud de l'enveloppe urbaine, route de Sommières » ne peut être retenu pour les raisons suivantes :

- Aléa inondation (données PPRI) et ruissellement pluvial : impact fort sur une partie importante de la zone
- parcelles agricoles exploitées sur toute la zone
- présence du cimetière avec extension programmée à court terme
- nuisances sonores dues à la proximité RD1 et RD22
- conservation des cônes de vues en entrées de village

Compte tenu des nombreuses contraintes à la fois agricoles et hydrauliques, la commune ne souhaite pas se développer sur ce secteur, sauf pour la partie extension du cimetière.



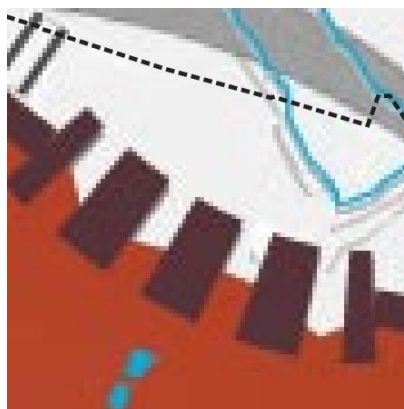
## 2. Secteur 2 : Nord de l'enveloppe urbaine - secteur Francurelle

### Secteur 2 : Secteur Francurelle



#### Atouts :

- Le secteur est en continuité du tissu urbain existant
- Le secteur est en « lisière urbaine à formaliser dans le cadre d'éventuelles extensions urbaines » du SCoT Sud Gard



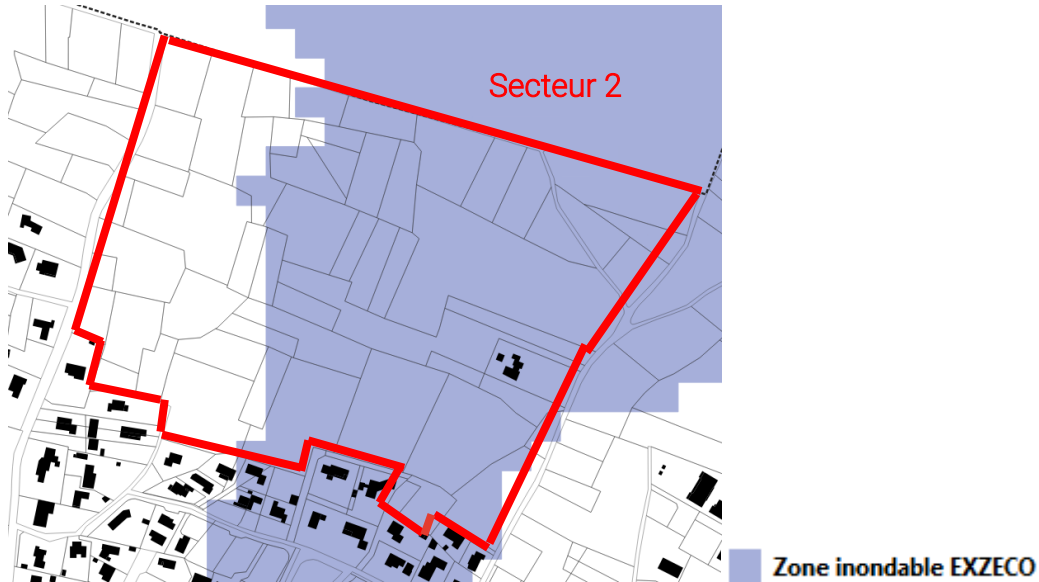
#### > L'encadrement du développement urbain

- L'enveloppe urbaine principale des villes et villages
- L'enveloppe urbaine secondaire des villes et villages
- Les secteurs prioritaires de réinvestissement urbain
- Lisières urbaines à formaliser dans le cadre d'éventuelles extensions urbaines
- Lisières urbaines à formaliser en sites sensibles
- Lisières urbaines fixes à traiter finalisant l'urbanisation des villes et villages

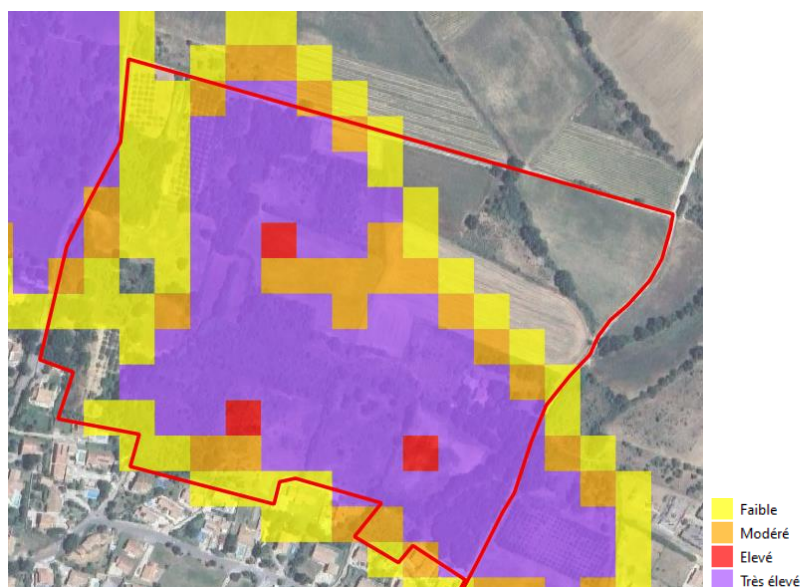
- Les zones d'aménagement économique rayonnantes existantes devant faire l'objet de réinvestissement urbain
- Les zones d'aménagement économique d'équilibre existantes devant faire l'objet de réinvestissement urbain
- ★ Les grands projets d'intérêt supra-territorial

Contraintes :

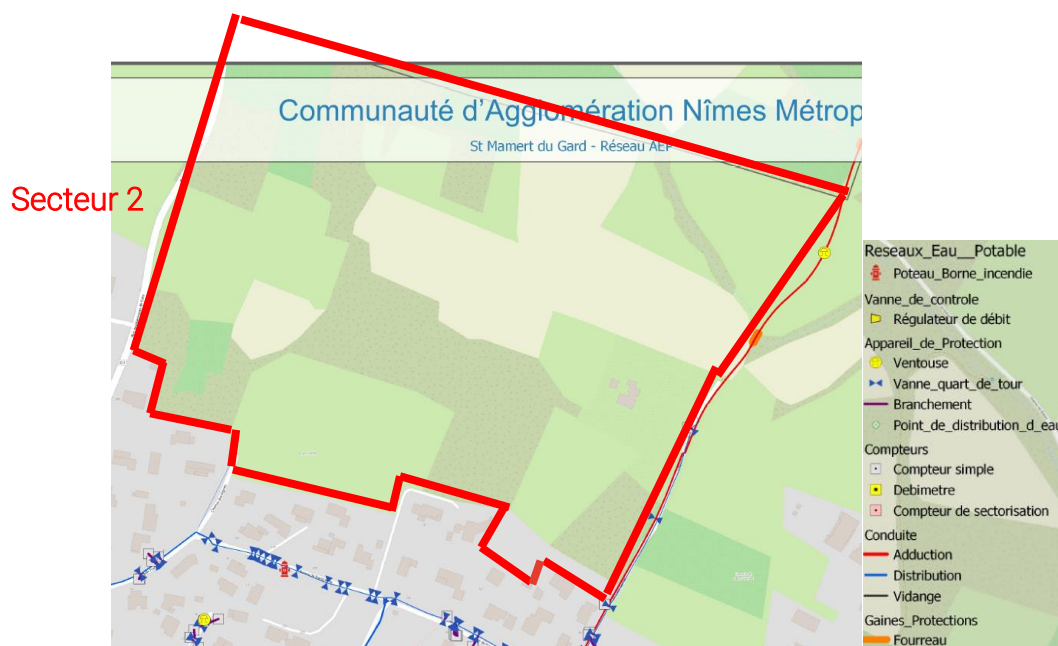
- Le secteur est concerné par le **risque inondation Exzeco**. D'après la carte, l'aléa ruissellement est concentré au centre et sur la moitié Est du secteur.



- Le secteur est concerné en partie par le **risque feu de forêt** de l'aléa faible à très élevé. Selon les préconisations du Porter à connaissance de la préfecture du Gard :
  - pour l'aléa très élevé en zone urbanisée non équipée (de défenses incendie) : construction à proscrire
  - pour l'aléa élevé en zone urbanisée non équipée (de défenses incendie) : construction à proscrire
  - pour l'aléa modéré en zone urbanisée non équipée (de défenses incendie) : les constructions, extensions ou changements de destination sont admises sous conditions : « Constructions permettant la densification de la zone urbanisée (comblement des dents creuses) et prévoyant les équipements de défense adéquats (hydrants et voirie Normalisés). »
  - pour l'aléa faible en zone urbanisée non équipée (de défenses incendie) : les constructions, extensions ou changements de destination sont admises en continuité ou permettant la densification de la zone urbanisée (comblement des dents creuses) et prévoyant les équipements de défense adéquats (hydrants et voirie normalisés)

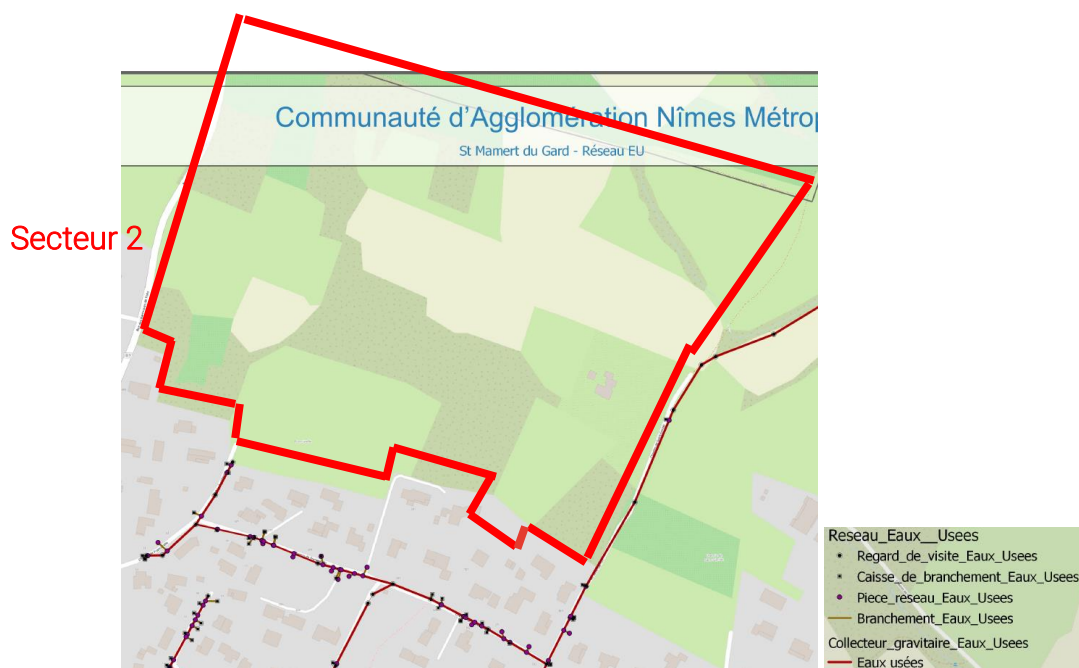


- Le secteur envisagé est uniquement raccordé par le chemin de Saint-Génies pour l'eau potable et par le chemin des Vignes et le chemin de Saint-Génies pour les eaux usées



Réseau d'adduction eau potable – Source : Nîmes métropole, 2023





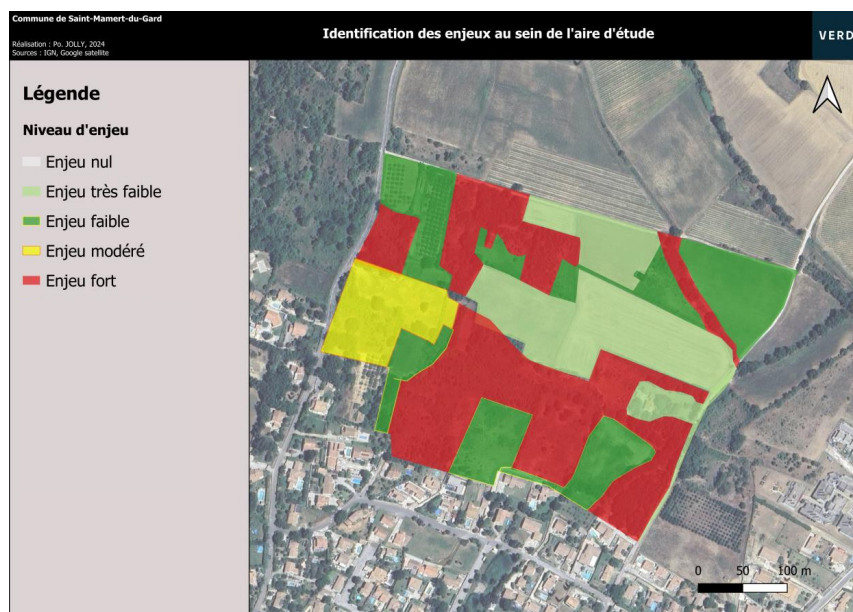
Réseau d'eaux usées – Source : Nîmes métropole, 2023

- Le secteur est en partie dans une zone humide présentant des enjeux de biodiversité forts



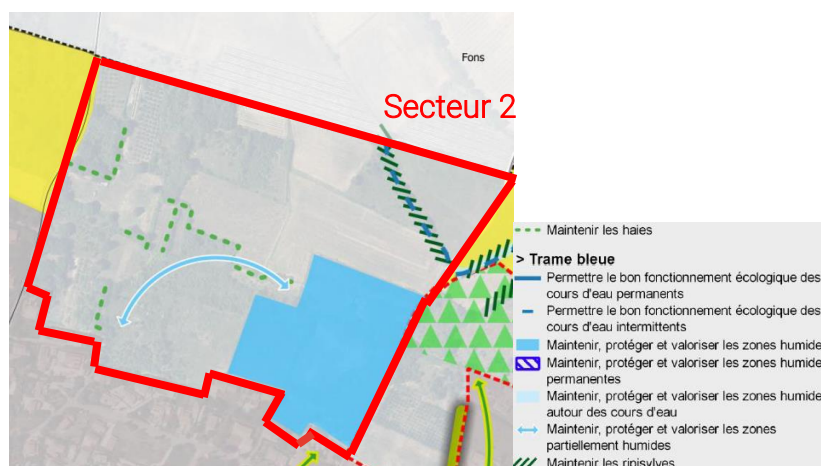
Dans la continuité de la zone urbaine, les enjeux sont globalement modérés à forts (en rouge sur la carte ci-dessous) en raison des nombreuses espèces faunistiques et des linéaires et bosquets de zones humides qui représentent des continuités écologiques importantes.





- L'OAP Thématique Trame verte et bleue identifie une zone humide à maintenir, à protéger et à valoriser, elle correspond à la zone Nh du zonage du PLU (secteur Francurelle). L'OAP identifie également une zone partiellement humide à l'ouest.

Une ripisylve autour d'un cours d'eau temporaire est présent au nord-est du site, le long du Chemin de Saint-Géniès. De nombreuses haies sont également présentes au centre du site. Ces haies peuvent s'accompagner d'un fossé, d'un talus, d'arbres à cavité accueillant des oiseaux cavicoles ou des chiroptères, etc. Toutes ces caractéristiques sont intéressantes non seulement pour la biodiversité en elle-même mais permettent aussi de renforcer les services écosystémiques associés aux haies (filtration des polluants, limitation des ravageurs de culture, brise-vents pour les cultures, etc.).



Extrait de l'OAP thématique Trame verte et bleue à l'échelle de l'enveloppe urbaine.

**Au vu des atouts et contraintes exposés ci-dessus, le secteur 2 « Francurelle », n'a pas été retenu pour les raisons suivantes :**

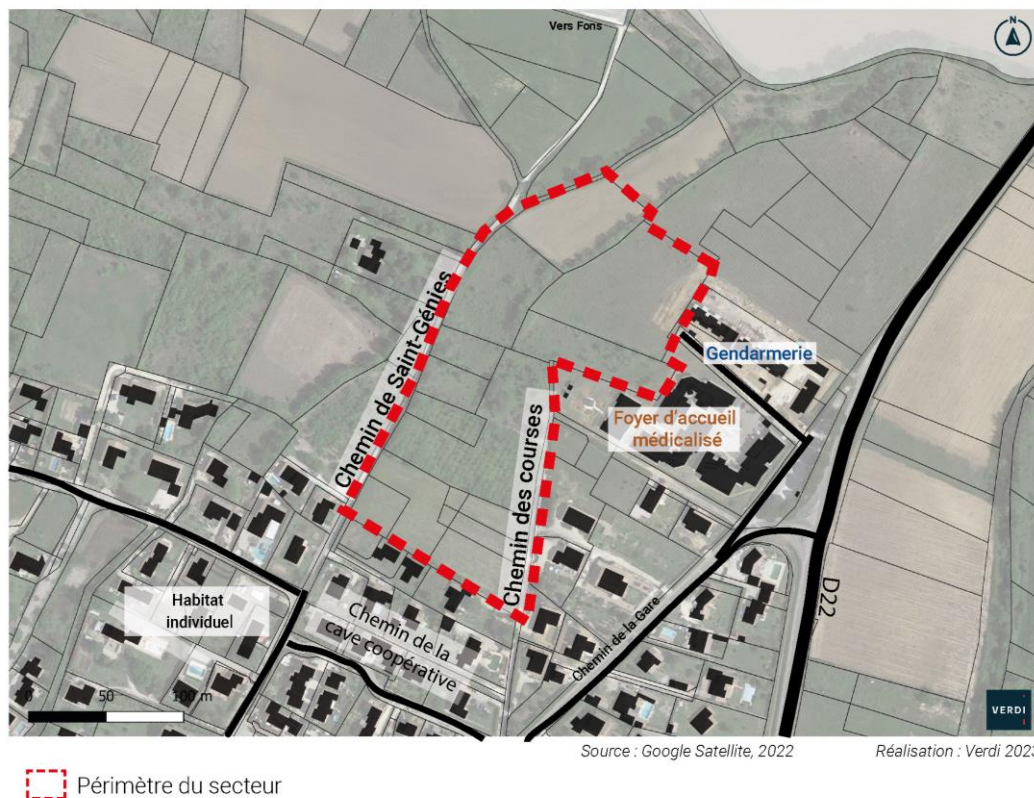
- la majorité du site est concernée par un aléa feu de forêts et ruissellement forts
- présence de zones humides à fort intérêt écologique. Le site est localisé sur une zone humide et partiellement humide. Une ripisylve et des haies sont présents. Ces éléments de la trame verte et bleue sont à maintenir constituant des réservoirs de biodiversité et/ou des corridors écologiques. Ils jouent également un rôle dans la régulation des eaux et dans la lutte contre les inondations et les ruissellements urbains.

Ainsi le secteur de Francurelle présente des contraintes plurielles et multiscalaires (aléa inondation Exzeco, aléa feu de forêt, et raccordements non effectifs principalement) et intérêt écologique fort en raison de la présence de zones humides, boisements et haies.

Pour l'ensemble de ces raisons, malgré la proximité des réseaux d'eau potable et d'assainissement, il n'est pas prévu de développer l'urbanisation sur ce secteur et il a été décidé de le préserver en partie : la zone humide a fait l'objet d'une traduction au sein du zonage (zone Nh).

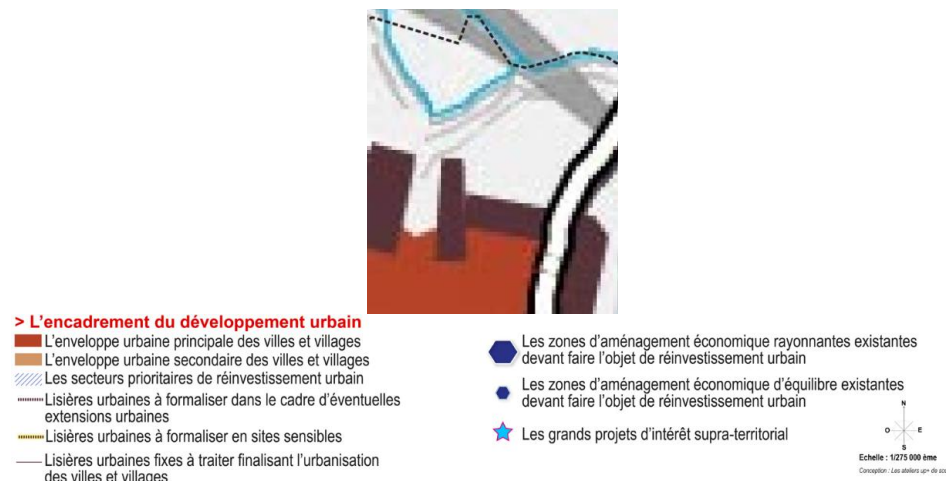
3. Secteur 3 : Nord de l'enveloppe urbaine - Chemin de Saint-Génies : justifications du choix de la zone d'extension

**Secteur 3 : Chemin de Saint-Génies**

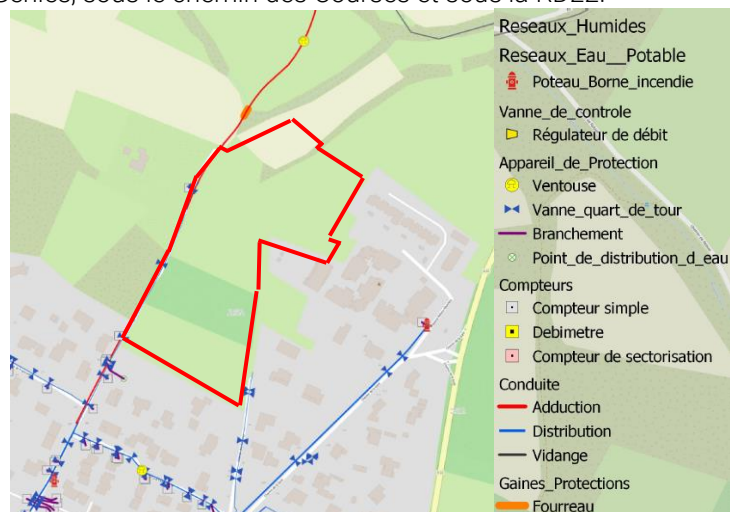


***Atouts (éléments de justification du site et choix retenus) :***

- Le secteur est en **continuité du tissu urbain existant** et à proximité des équipements (foyer d'accueil médicalisé et gendarmerie), ce secteur est notamment situé, dans l'axe d'élargissement de la centralité le long du chemin de la Gare qui accueille des commerces et services.
- Le secteur est en « lisière urbaine à formaliser dans le cadre d'éventuelles extension urbaines » du SCoT Sud Gard

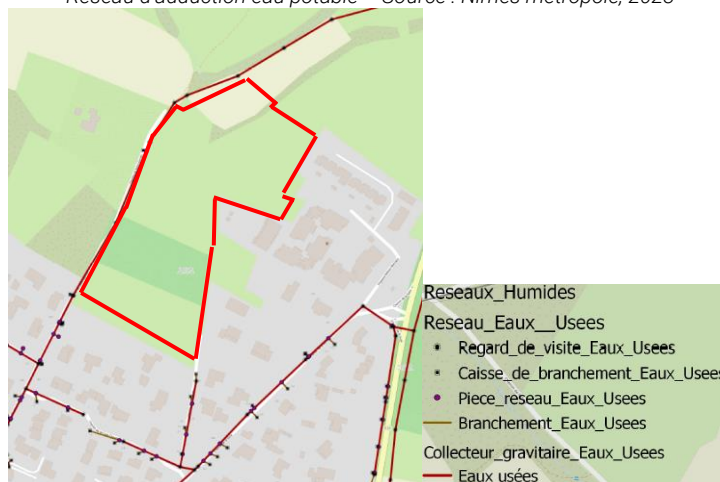


- Le secteur est **à proximité immédiate des derniers équipements** (maison pour Autistes et nouvelle gendarmerie)
- Le secteur est **proche des équipements et services** situés notamment vers le chemin de la Gare.
- Le secteur est **en dehors des zones inondables du PPRI**
- Le secteur est **en retrait de la RD22**. Les nuisances sonores et pollutions éventuelles sont donc très faibles sur le secteur.
- Le secteur est **facilement accessible par le chemin de Saint-Génies**, le chemin de la Gare et l'impasse Nelson Mandela (voie entre la maison pour Autistes et la gendarmerie). Le projet devra cependant prévoir :
  - des aménagements pour les circulations douces, notamment pour relier les autres centralités du village et également la commune de Fons : le secteur est situé sur l'itinéraire de la gare ferroviaire de Fons / Saint-Mamert. Par le chemin de Saint Génies ou le chemin de la Gare, le secteur est à 10 minutes à pied du centre ancien.
  - un aménagement des chemins des Courses et de Saint-Génies
- Le site est **aisément raccordable aux réseaux d'eau et d'assainissement**. Le réseau d'eau passe sur le Chemin de Saint-Génies, le Chemin des Courses et le Chemin de la Gare. Le réseau d'assainissement est notamment présent au niveau du chemin de Saint-Génies, sous le chemin des Courses et sous la RD22.





Réseau d'adduction eau potable – Source : Nîmes métropole, 2023



Réseau d'eaux usées – Source : Nîmes métropole, 2023

- Le secteur d'extension est **localisé principalement sur des parcelles non recensées** au registre parcellaire graphique de 2022. L'urbanisation sur ce secteur aura donc peu d'impact sur les espaces agricoles de la commune.



Registre parcellaire graphique (RPG) 2022. Source : Géoportail, 2024

Selon le registre parcellaire agricole de 2022, seule une parcelle localisée à l'extrême nord-est du secteur est déclarée comme cultivé (blé tendre d'hiver).

- L'expertise écologique du secteur révèle des **enjeux très faibles à modérés**.

Enjeux très faibles : En ce qui concerne les abords du chemin de Saint-Génies, cet habitat ne représente qu'une barrière écologique au regard de la biodiversité. Il peut néanmoins servir à des fins de thermorégulation (goudron chaud) pour les reptiles, mais cela reste très rare.

Enjeux faible : En ce qui concerne les cultures en friches, au Nord. Ces habitats ne constituent pas d'enjeux écologiques, car il s'agit d'habitats modifiés. Dès lors, les espèces contactées à ces endroits, sont également d'enjeux faibles car très commune.

Enjeux modérés : en ce qui concerne les zones à enjeux modérés, cela concerne les boisements et alignements d'arbres, ainsi que les prairies et pelouses.

Les boisements/alignements d'arbres représentent des habitats importants pour la nidification des espèces, notamment avifaunique inféodés aux milieux boisés mais également les Chiroptères (qui peuvent aussi les utiliser comme couloir de chasse et de transit).

Les pelouses et prairies représentent des habitats liés à la nidification d'espèces avifaunique inféodés aux milieux agropastoraux et de zones de chasse (oiseaux et chiroptères). Ces habitats peuvent aussi servir de zone de chasse et de transit pour les mammifères et de zones de repos pour les reptiles.

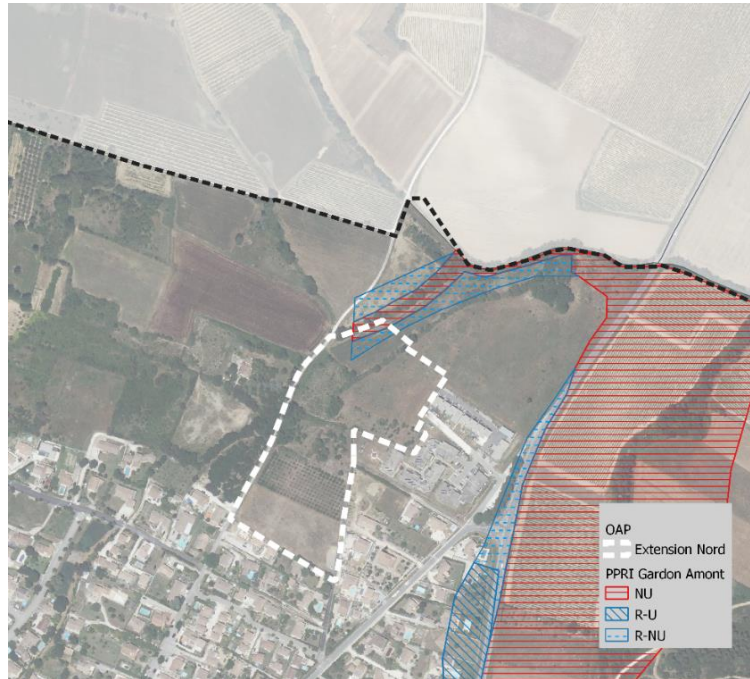
Pour autant cette zone correspond à des enjeux modérés.



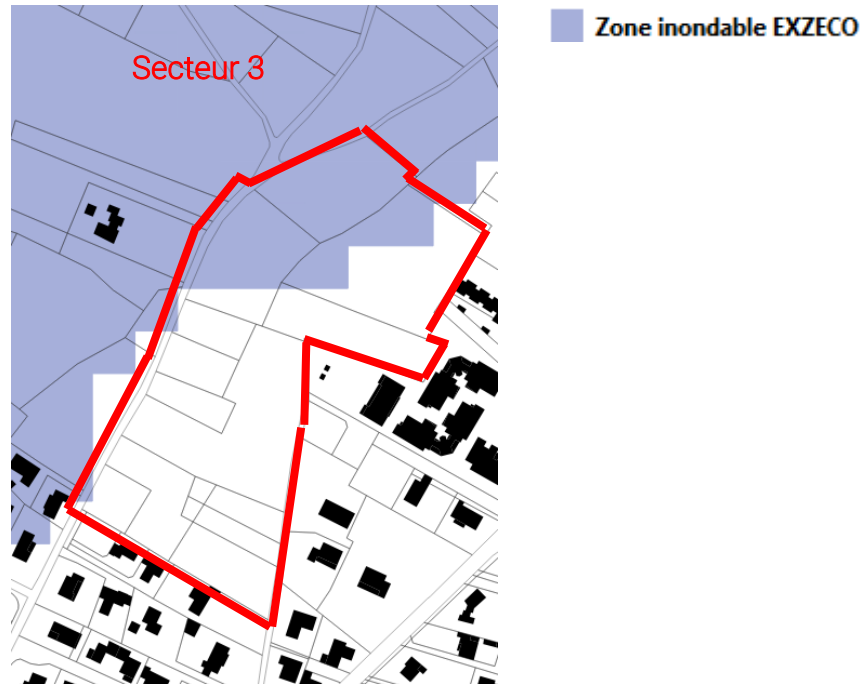
### Contraintes et choix retenus pour les prendre en compte :

- L'accès au secteur se fait en partie depuis la rue Nelson Mandela. Le secteur Nelson Mandela/Chemin de la Gare fera l'objet d'un aménagement.
- Le Nord du secteur est concerné par le risque inondation règlementé par le PPRI :

- R-NU (à la marge du site) : zone non urbanisée (naturelle ou agricole), exposée à un aléa résiduel en cas de crue supérieure à la crue de référence ou de dysfonctionnement hydraulique. Son règlement vise à préserver les capacités de stockage de ces zones mobilisées pour les plus fortes crues de façon à limiter les dégâts dans les secteurs les plus exposés
- NU (sur une petite partie du site) : zone inondable non urbanisée (naturelle ou agricole), d'aléa indifférencié (fort ou modéré), dont il convient de préserver les capacités d'écoulement ou de stockage des crues en y interdisant les constructions nouvelles



- ⇒ Les zones nord partiellement concernées par l'aléa inondation seront préservées dans le cadre du projet
- ⇒ Il n'est pas prévu dans l'OAP d'aménagement ou construction dans cette zone.
- D'après la carte EXZECO, le Nord du secteur est concerné par l'aléa inondation.



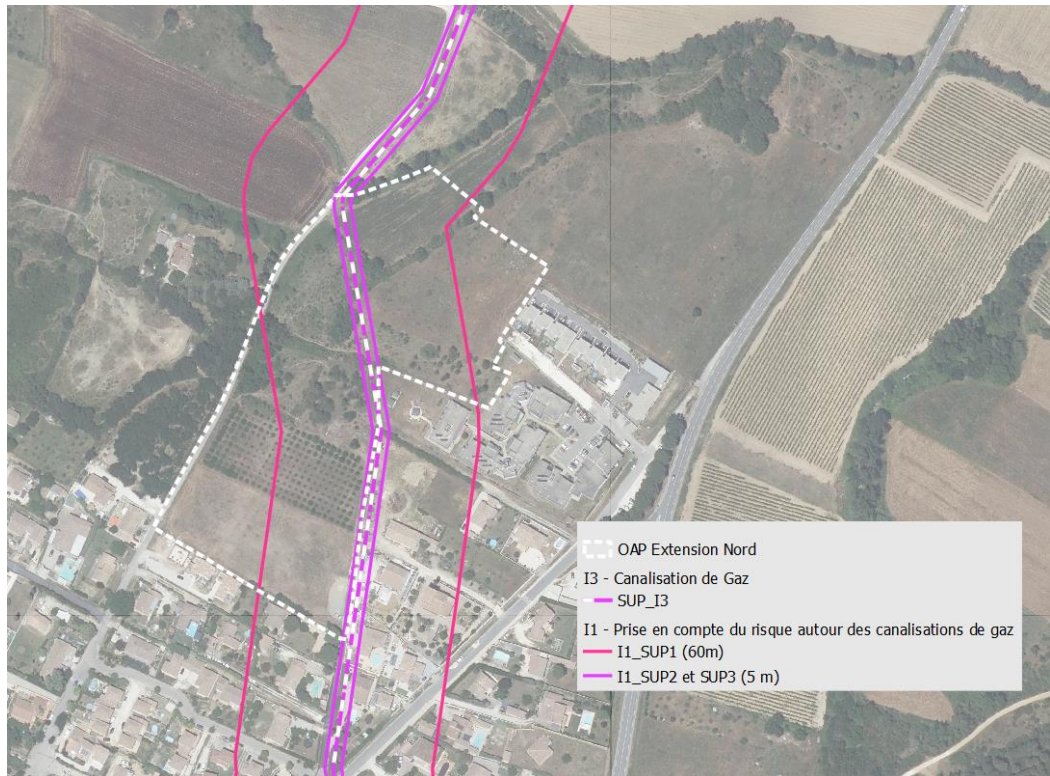
- La canalisation de gaz (SUP I3) traverse la zone, du Nord-Ouest vers le Sud-Est du site.

En plus des SUP, un recul d'implantation de 5 m de large de part et d'autre de la canalisation de gaz, est préconisé par GRTgaz

#### Gaz :

- Le secteur est traversé par la canalisation de gaz « ANTENNE D'ALES », elle traverse tout particulièrement :
  - l'espace dédié à accueillir l'extension du foyer d'accueil médicalisé (FAM) et/ou des équipements publics inscrit en phase 2 dans l'OAP n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Génès (traduit en zone 1AUp dans le zonage).
  - l'espace vert de déambulation à destination du FAM inscrit en phase 2 dans l'OAP n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Génès (traduit en zone 1AUp dans le zonage).
  - l'espace dédié à des équipements sportifs, des espaces verts et des équipements publics et de services inscrit en phase 3 dans l'OAP n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Génès (traduit en zone 2AUp dans le zonage)





Cette canalisation de gaz est frappée par deux servitudes d'utilité publique : la SUP I1 et la SUP I3.

Le tracé de cette canalisation de gaz impactant fortement la zone d'urbanisation Nord sur sa partie ouest et notamment la possibilité de réaliser l'ensemble des besoins en équipements (sportifs et extension du FAM) explicités précédemment, il a été nécessaire de ne pas s'arrêter à cette canalisation de gaz mais de composer avec cette dernière en englobant les terrains situés à l'arrière de la gendarmerie.

Dans le cadre de la révision du PLU et de l'ouverture à l'urbanisation du secteur Nord, GRTgaz, gestionnaire de la canalisation a été consulté. Il en ressort que le projet sur le secteur Nord prend en compte les règles liées aux servitudes :

- La canalisation de gaz et ses bandes de recul sont reportées sur l'OAP Extension Nord/Chemin de Saint-Génies. La SUP I3 s'applique (zone non aedificandi et non sylvandi de 6 m de large).

Après extension, le FAM restera un établissement recevant du public (ERP) de moins de 100 personnes (il sera un (ERP) de type J, 4ème catégorie pour un effectif total de 84 personnes). Il n'y aura donc aucun équipement public et établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes à proximité des canalisations. La SUP I1 ne s'applique pas. Au vu des éléments explicités ci-dessus, la SUP I1 ne s'applique pas. Néanmoins, un recul d'implantation de 5 m de large de part et d'autre de la canalisation de gaz, tel préconisé par GRT gaz, a été retenu dans l'OAP, soit environ 1226 m<sup>2</sup> inconstructible.

- Les logements prévus dans le secteur ne pourront être construits sous la forme d'un immeuble de grande hauteur par la limitation des constructions à destination d'habitation à une hauteur de 9 m au faîçage dans le règlement du PLU.

-> Aucun équipement public et établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et aucun immeuble de grande hauteur ne seront présents sur le secteur.

=> L'OAP extension nord prend en compte l'existence de la SUP de gaz et les contraintes afférentes

### Risque feu de forêt :

## Rapport d'étude - Évaluation du risque incendie pour un projet sur la commune de Saint- Mamert-du-Gard (30) – MTDA

*Ci-dessous les extraits du rapport d'étude - Évaluation du risque incendie pour un projet sur la commune de Saint- Mamert-du-Gard (30) – MTDA – Février 2025 :*

### 1.4.2 Porter-à-Connaissance

Un Porter à Connaissance (PAC) a été approuvé par arrêté préfectoral et transmis à la mairie de Saint-Mamert-du-Gard le 11 octobre 2021.

Ce dernier a vocation à être un outil de travail et d'aide à la décision en ce qui concerne :

- ☺ L'élaboration ou la révision de documents de planification ;
- ☺ L'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Pour rappel : un porter à connaissance est un document informatif, qui peut se voir attribuer un effet juridique par un juge. En l'état, il représente une source d'information technique qui permet d'apprécier l'aléa incendie de forêt.

#### 1.4.2.1 Carte d'aléa

Une carte d'aléa feu de forêt est annexée au PAC. Elle permet d'apprécier les zones de sensibilité à ce risque à l'échelle de la commune.

La carte d'aléa d'incendie de forêt du PAC est une modélisation de l'aléa subi, et plus précisément de l'intensité d'un incendie de forêt. L'aléa subi correspond à l'énergie dégagée par l'incendie de forêt et permet d'apprécier les effets impactant les personnes et les biens du fait de leur proximité avec le massif forestier (incendie de forêt menaçant les zones urbanisées).

Cette dernière a été réalisée avec pour conditions de référence deux situations de vent (nord et sud, voir paragraphe 2.2.2.2), à partir desquelles ont été calculés deux aléas. Ensuite le maximum des deux a été retenu, combinant les deux situations les plus dangereuses afin de prendre en compte toutes les situations à risque.

Cette carte a été élaborée à partir d'une carte d'occupation du sol basée sur des photo aériennes de 2019, des évolutions et aménagements ont pu être réalisés depuis cette période.

La zone de projet se partage en deux avec au nord des intensités nulles et au sud des niveaux d'aléa allant de faible à très fort (voir paragraphe 2.2.1 pour une analyse détaillée de la répartition des niveaux d'aléa sur la zone d'étude).

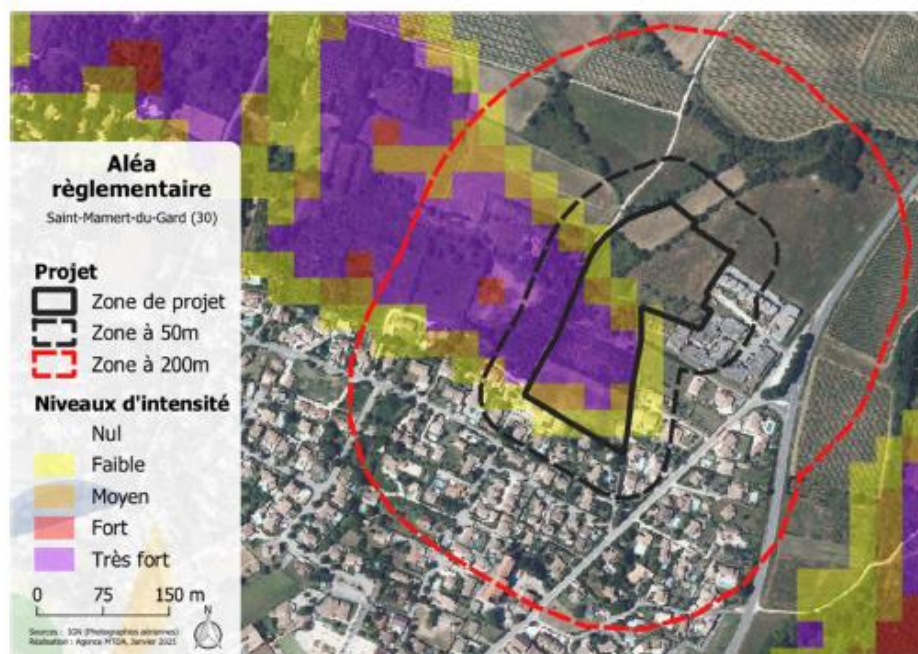


Figure 5 : carte d'aléa subi du PAC sur la zone de projet



### 1.4.2.2 Notice d'urbanisme

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du Gard a également mis à disposition une notice accompagnant cette carte. Celle-ci renseigne notamment les préconisations en fonction des niveaux d'intensité cartographiés.

Le Tableau 1 ci-dessous synthétise les principes généraux en termes d'aménagements possibles en fonction du niveau d'aléa subi :

Tableau 1 : principes généraux de prévention du risque selon les niveaux d'aléa issu du PAC

|                | Zone non urbanisée  | Zone urbanisée non équipée   | Zone urbanisée équipée  |   |
|----------------|---|--|---|---|
|                |   |  | Urbanisation peu dense  | Urbanisation dense  |
| Aléa très fort | Constructions à proscrire   | Constructions, changements de destination ou extensions à proscrire  | Constructions, changements de destination ou extensions à proscrire             | Constructions, changement de destination, ou extensions admis sous conditions |
| Aléa fort      | Constructions à proscrire   | Constructions, changements de destination ou extensions à proscrire  | Constructions, changement de destination, ou extensions admis sous conditions*  |   |
| Aléa moyen     | Constructions admises sous conditions   | Constructions, extensions ou changements de destination admis sous conditions  | Constructions, extensions ou changements de destination admis sous conditions : |   |
| Aléa faible    | Constructions admises uniquement en continuité de la zone urbanisée et prévoyant les équipements de défense adéquats (hydrants et voirie normalisés). | Constructions, changements de destination ou extensions admis en continuité ou permettant la densification de la zone urbanisée (comblement des dents creuses) et prévoyant les équipements de défense adéquats (hydrants et voirie normalisés). |   |   |

La notice indique notamment que le développement de l'urbanisation doit être privilégié en dehors des zones d'aléa feu de forêt, en prenant en compte la zone d'effet de propagation des feux par rayonnement autour des massifs boisés. Les principes généraux suivants sont alors à appliquer :

- ne pas augmenter le linéaire d'interface forêt/urbanisation à défendre,
- ne pas créer d'urbanisation isolée,
- ne pas rajouter d'urbanisation dans les zones où le risque est important,
- bénéficier de voiries d'accès et d'hydrants suffisants, même pour les constructions déjà existantes,

En aléa très fort et hors zone urbanisée dense, toute nouvelle construction est normalement à proscrire. Le projet ne rentre pas dans les exceptions du PAC du fait d'une présence humaine sur le site. Néanmoins, en aléa très fort et si le projet se situe dans une zone urbanisée équipée en urbanisation dense, les constructions, extensions ou changements de destination sont admis sous conditions : Les constructions qui permettent la densification de la zone urbanisée (comblement des dents creuses) et prévoyant les équipements de défense adéquats (hydrants et voiries normalisées).



### 2.2.2.3 Résultat de la modélisation de l'intensité actuelle

La Figure 32 ci-dessous présente la carte d'intensité, assimilable du fait de la non prise en compte de l'occurrence, à l'aléa subi sur la zone de 200 mètres autour du projet. Cette carte a été obtenue par

croisement des informations détaillées dans le paragraphe 2.2 et considère donc un scénario maximum entre les deux situations de vents investiguées (voir paragraphe 2.2.2.2.2).

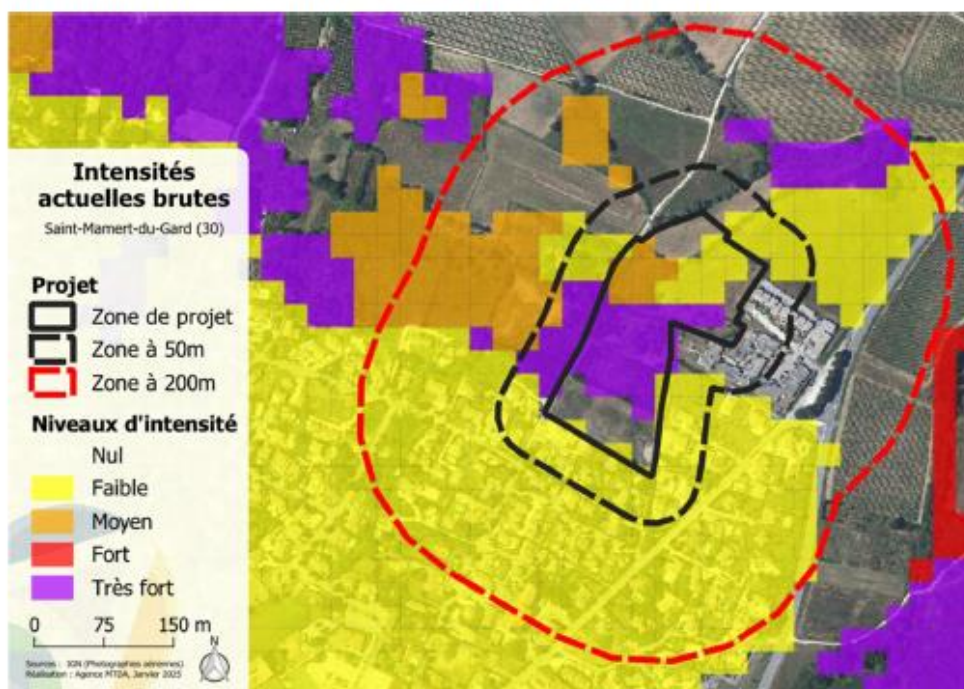


Figure 32 : intensités actuelles sur la zone de projet

Un lissage est ensuite appliqué sur la carte d'intensité modélisée ; il permet de tenir compte du fait que la puissance du feu en un point impacte les secteurs voisins. Cette puissance du feu (qui se transmet selon des flux radiatifs et convectifs) diminue progressivement avec la distance. La Figure 33 ci-dessous présente cette carte.

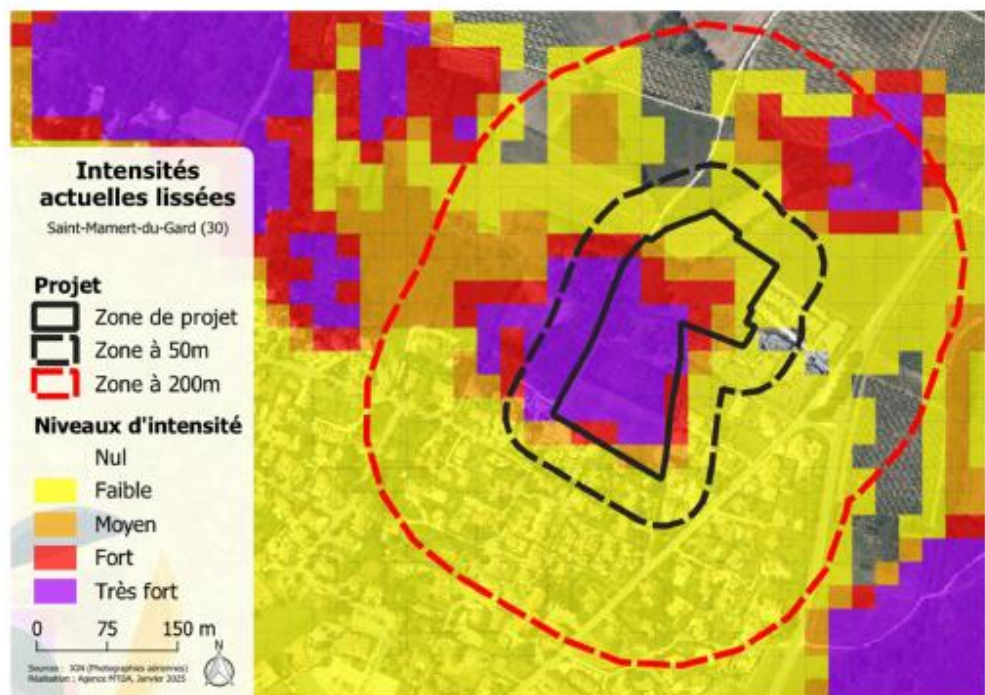


Figure 33 : intensité actuelle après lissage sur la zone de projet

Le Tableau 10 ci-dessous, ainsi que la Figure 34 présentent la répartition des classes d'intensité actuelle après lissage sur la zone de projet, ainsi que la zone à 50 mètres et à 200 mètres autour du projet. Les statistiques des zones à 50 et 200 mètres excluent celle de l'emprise de la zone de projet, l'objectif étant de retranscrire l'intensité uniquement des abords du projet.

Tableau 10 : répartition des niveaux d'intensité actuelle après lissage sur les différentes zones d'étude

| Niveaux d'intensité | Zone de projet | Zone à 50 m | Zone à 200 m |
|---------------------|----------------|-------------|--------------|
| Nul                 | 0,0%           | 4,1%        | 9,7%         |
| Faible              | 19,0%          | 61,6%       | 66,1%        |
| Moyen               | 14,3%          | 7,2%        | 9,2%         |
| Fort                | 17,4%          | 8,1%        | 6,9%         |
| Très fort           | 49,3%          | 18,9%       | 8,1%         |

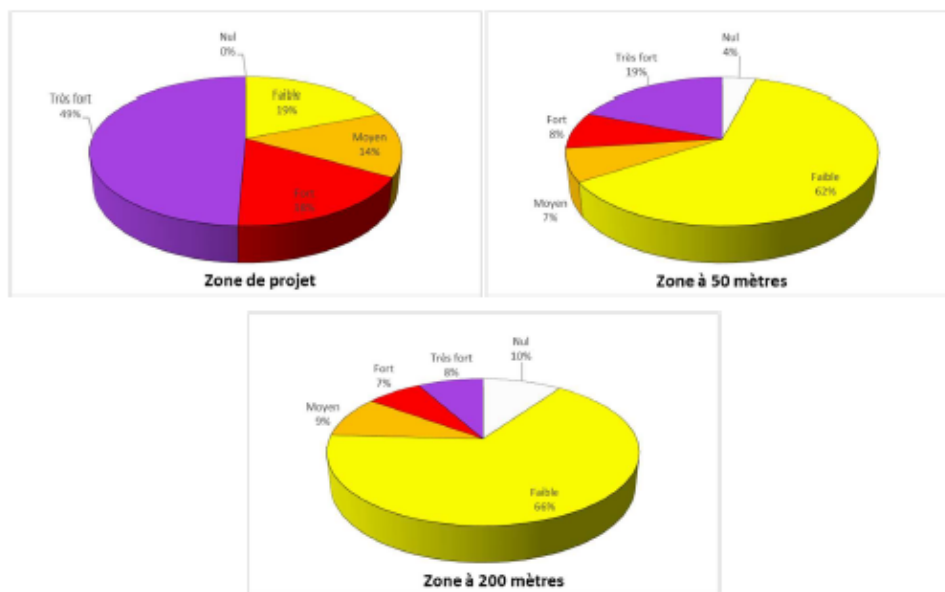


Figure 34 : répartition des classes d'intensité actuelle lissée dans la zone de projet et à 50 et 200 mètres

Ainsi, la zone de projet est majoritairement en niveau d'intensité fort à très fort avec 66,7 % de la .

Dans le cadre de cette modélisation, la zone à 50 mètres présente une part d'intensité forte à très forte est moins élevée avec 27 % de la surface concernée. La part d'intensité de niveau nul à faible représente 65,7 % de la surface concernée.

Enfin, la zone à 200 mètres présente une part d'intensité nulle à faible de 75,8 %. La part d'intensité fort à très fort représente 15 %.

Les niveaux d'intensité supérieurs à fort sont engendrés par la présence des espaces boisés et les zones de friches au sein ou aux abords de la zone de projet.

La part d'intensité de niveau nul à faible est plus élevée dans la zone à 50 et 200 mètres du fait de la présence des zones agricoles et urbaines autour de la zone de projet.

L'actualisation de la carte d'intensité met en évidence des différences avec la carte du PAC, avec une proportion plus forte des zones à intensité faible à nulle et une diminution des zones d'intensité très forte. A noter que toutes les zones agricoles et urbaines ne sont pas prises en compte dans le PAC, augmentant ainsi la proportion de zone à intensité faible dans la présente analyse.

## 2.2.2.4 Modélisation de l'intensité projetée

### 2.2.2.4.1 Combustibilité de la végétation

La mise en œuvre du projet est associée à une obligation de débroussaillage. Celle-ci est obligatoire à 50 mètres autour des constructions selon l'article L.134-6 du Code forestier.



Ainsi, les cartes d'occupation du sol actualisées présentées aux Figure 35 et Figure 36 diffèrent de celle présentée Figure 15 ; elles intègrent le projet, respectivement sans et avec la bande débroussaillée inhérente à la réalisation du projet.

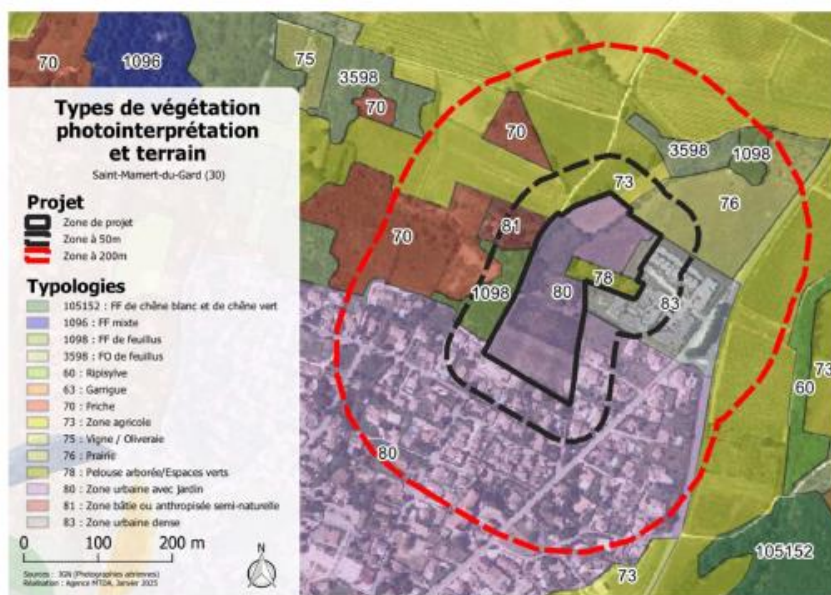


Figure 35 : carte des types de végétation projetée après photo-interprétation et relevés de terrain, et intégration du projet sans tenir compte du débroussaillage inhérent à ce dernier

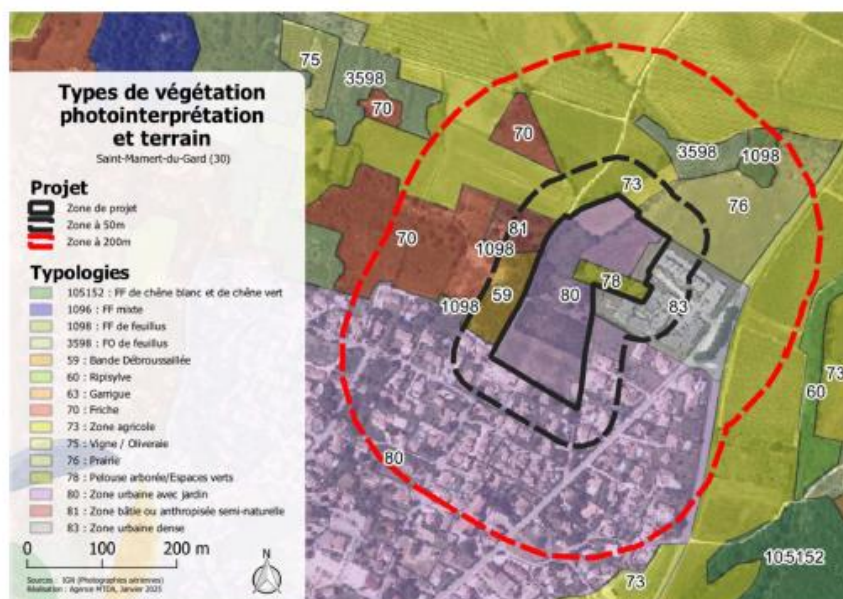


Figure 36 : carte des types de végétation projetée après photo-interprétation et relevés de terrain, et intégration du projet et d'un débroussaillage à 50 mètres des bâtiments

#### 2.2.2.4.2 Calcul de l'intensité subi projetée

##### ▪ Sans le débroussaillage

La Figure 37 ci-dessous présente la carte d'intensité projetée avec lissage sur la zone de projet sans considérer le débroussaillage.



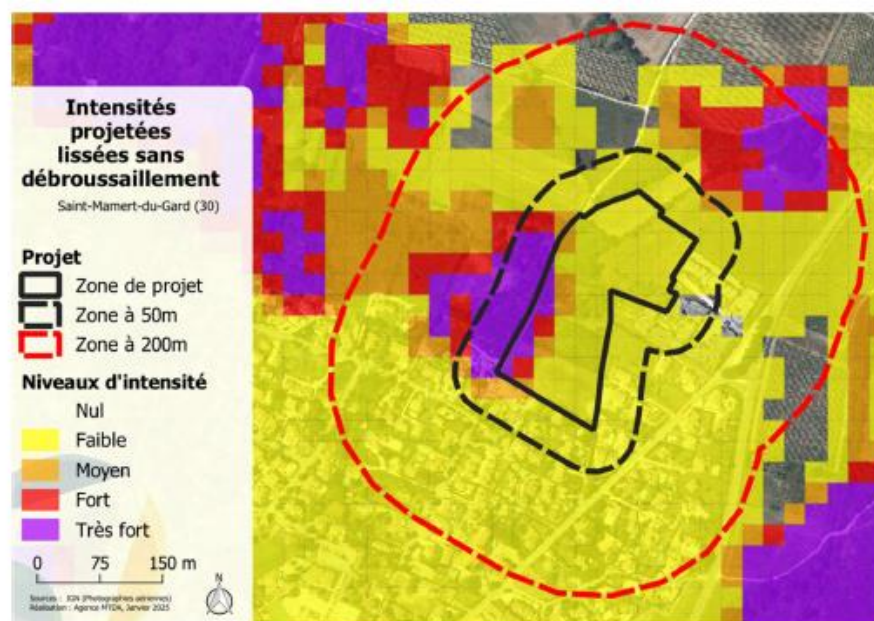


Figure 37 : intensités projetées après lissage de la zone de projet sans considérer le débroussaillage

Le Tableau 11 et la Figure 38 ci-dessous présentent la répartition des classes d'intensité projetée sur la zone de projet, ainsi que les zones à 50 mètres et à 200 mètres autour du projet lorsqu'aucun débroussaillage n'est considéré. Les statistiques des zones à 50 et 200 mètres excluent celle de l'emprise de la zone de projet, l'objectif étant de retranscrire l'intensité uniquement des abords du projet.

Tableau 11 : répartition des niveaux d'intensité projetée après lissage sur les différentes zones d'étude sans le débroussaillage

| Niveaux d'aléa | Zone de projet | Zone à 50 m | Zone à 200 m |
|----------------|----------------|-------------|--------------|
| Nul            | 0,0%           | 2,4%        | 9,3%         |
| Faible         | 78,1%          | 71,1%       | 67,9%        |
| Moyen          | 9,1%           | 6,1%        | 8,6%         |
| Fort           | 4,0%           | 2,6%        | 6,5%         |
| Très fort      | 8,8%           | 17,7%       | 7,7%         |

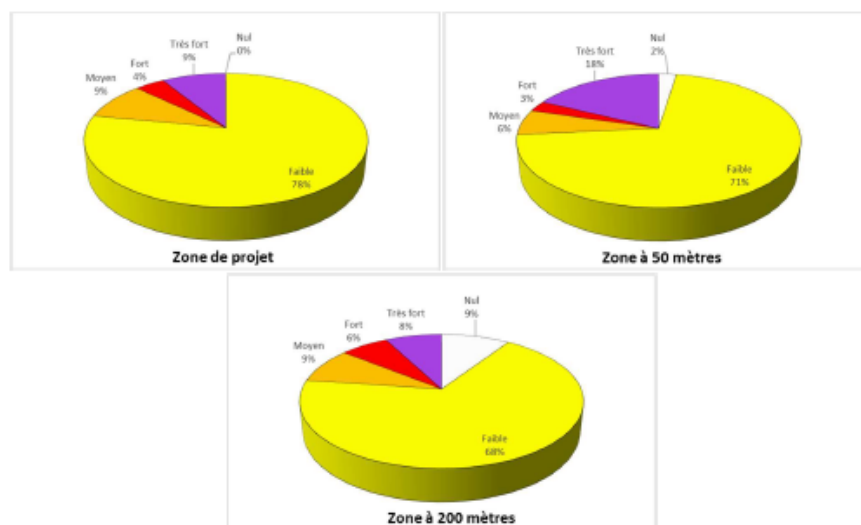


Figure 38 : répartition des classes d'intensités projetées lissées sans débroussaillage dans les différentes zones d'étude

Ainsi, en considérant le projet sans le débroussaillage inhérent à ce dernier, la zone de projet est majoritairement en niveau d'intensité faible avec 78,1 % de la surface concernée.

Dans le cadre de cette modélisation, la zone à 50 mètres présente une part d'intensité faible de 71,1 % de la surface concernée, soit une proportion légèrement supérieure à celle obtenue dans la modélisation de l'aléa actuel.

La zone à 200 mètres présente une part d'intensité de nulle à faible de 77,2 % de la surface, soit une proportion quasi-similaire à celle obtenue dans la modélisation de l'aléa actuel.

En situation projetée les niveaux d'aléa de la zone de projet présentent une proportion d'intensité très forte moins élevée.

#### ▪ Avec le débroussaillage

La Figure 39 ci-dessous présente la carte d'intensité projetée avec lissage sur la zone de projet en considérant le débroussaillage à 50 mètres inhérent à ce dernier.

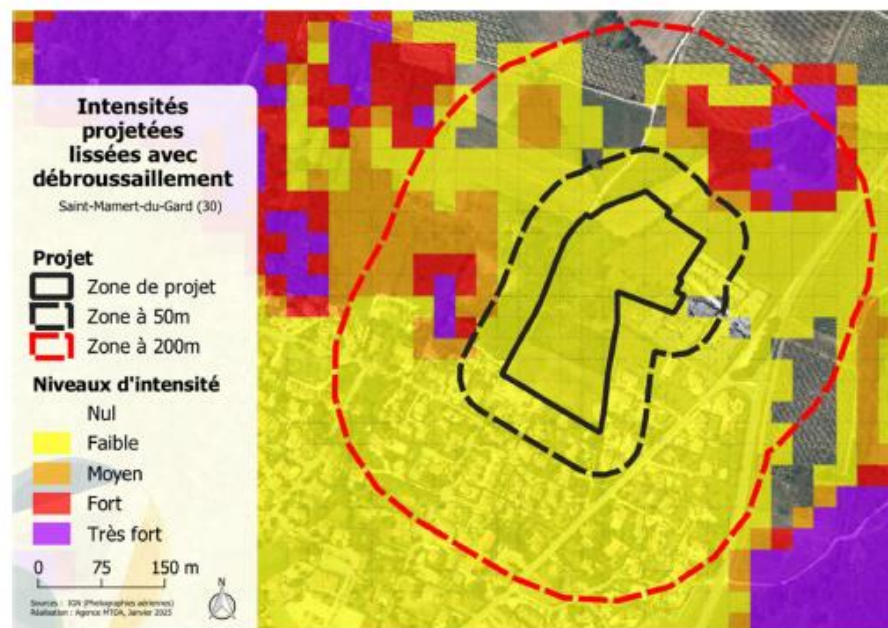


Figure 39 : Intensités projetées après lissage de la zone de projet en considérant le débroussaillage

Le Tableau 12 et la Figure 40 ci-dessous présentent la répartition des classes d'intensité projetée sur la zone de projet, ainsi que les zones à 50 mètres et à 200 mètres autour du projet en considérant le débroussaillage comme réalisé. Les statistiques des zones à 50 et 200 mètres excluent celle de l'emprise de la zone de projet, l'objectif étant de retranscrire l'intensité uniquement des abords du projet.

Tableau 12 : répartition des niveaux d'intensité projetée après lissage sur les différentes zones d'étude avec le débroussaillage

| Niveaux d'aléa | Zone de projet | Zone à 50 m | Zone à 200 m |
|----------------|----------------|-------------|--------------|
| Nul            | 0,0%           | 2,4%        | 9,3%         |
| Faible         | 100,0%         | 95,8%       | 73,0%        |
| Moyen          | 0,0%           | 1,7%        | 8,7%         |
| Fort           | 0,0%           | 0,0%        | 5,2%         |
| Très fort      | 0,0%           | 0,0%        | 3,8%         |

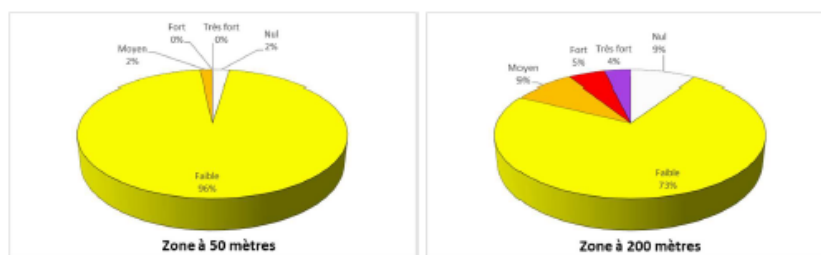


Figure 40 : répartition des classes d'intensités projetées liées avec débroussaillage dans les zones à 50 et 200 mètres

Ainsi, en considérant le projet et un débroussaillage de 50 mètres autour de la zone de projet, la zone de projet est exclusivement en intensité de niveau faible.

La zone à 50 mètres est composée exclusivement par des intensités de niveau nul à moyen, avec respectivement 2,4 % en intensité nulle, 95,8 % en intensité faible et 1,7 % en intensité moyenne.

La zone à 200 mètres présente une part d'intensité de nulle à faible de 82,3 % de la surface, soit une proportion légèrement supérieure à celle obtenue dans la modélisation de l'aléa actuel.

**Le débroussaillage permet de réduire significativement les niveaux d'intensité au global sur la zone d'étude et ses abords.**

Cette modification de l'occupation du sol à l'occasion du projet conduirait également à diminuer légèrement la probabilité d'incendie, puisque des espaces naturels sont altérés par un débroussaillage.

### 2.2.3 Occurrence / probabilité d'incendie

La probabilité d'incendie correspond à la composante « occurrence » de l'aléa subi. Elle est appréhendée ci-dessous de manière qualitative, faute de pouvoir réaliser une modélisation sur l'ensemble du bassin de risque (secteur d'étendue de plusieurs kilomètres autour de la zone de projet, variant selon la direction de vent utilisée).

**Nota bene :** à probabilité d'incendie constante ou non déterminée, la cartographie de l'aléa subi est alors assimilable à la carte d'intensité (de puissance du front de flamme).

La probabilité d'incendie est notamment liée aux paramètres suivants :

1. La position de l'enjeu par rapport au massif forestier, selon les directions de vent ;
2. En lien avec la position, l'occupation du sol à proximité directe de l'enjeu ; en effet, la présence et abondance de secteurs peu ou pas combustibles en amont du projet par rapport au vent dominant vont influencer cette probabilité d'incendie ;
3. La taille de l'enjeu et sa forme. Plus l'enjeu est important en surface et plus il pourra s'autoprotéger, en lien avec sa forme. Une forme se rapprochant d'un cercle réduit le rapport



surface / périmètres contrairement à une forme dentelée. Plus le linéaire d'un enjeu est important, plus l'interface avec le massif forestier et donc la probabilité d'incendie est grande ;

4. Dans une certaine mesure enfin, la position topographique sur laquelle est situé le projet (les fonds de vallon et bas de pente sont généralement moins exposés que les milieux et haut de pente).

L'historique des feux (voir paragraphe 1.6) fait ressortir une très faible pression d'incendie ces 40 dernières années.

Au regard de la direction des vents (voir paragraphe 2.2.2.2.2) et de l'occupation du sol (voir Figure 22), dominée par des zones urbanisées au sud et à l'est ainsi que par des zones agricoles au nord, la probabilité peut être considérée, à dire d'expert, comme faible voire nulle par Mistral et nulle par vent du sud (voir Figure 41).

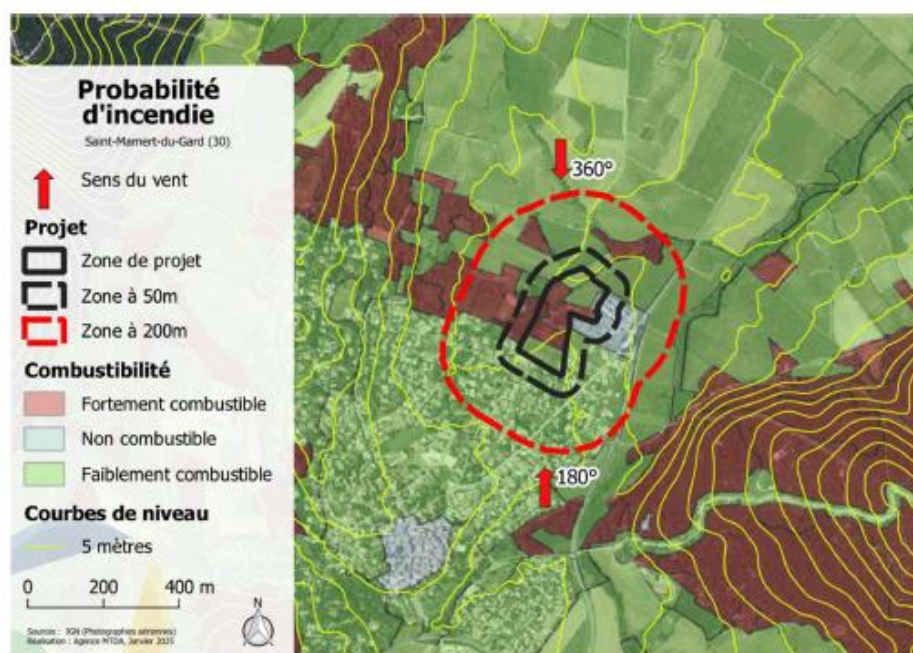


Figure 41 : probabilité d'incendie et combustibilité de la zone

Ainsi, compte tenu des paramètres précédents, la probabilité d'incendie de la zone de projet est faible voire nulle par Mistral et nulle par vent du sud.

## 2.2.4 Synthèse de l'aléa subi actuel et projeté

Rappel : L'analyse de l'aléa subi s'appuie à la fois sur la cartographie de la puissance du front de flamme (intensité) et la probabilité d'incendie (occurrence).

La méthodologie départementale considère ce dernier paramètre comme constant. La carte d'intensité est donc assimilable à l'aléa subi.

Cependant, dans le présent rapport, la probabilité d'incendie est néanmoins analysée de manière qualitative, en fonction des vents de référence, de l'occupation du sol et de la topographie, afin d'affiner l'analyse de l'aléa subi, sans pour autant faire l'objet d'un croisement de données chiffrées.

L'aléa actuel subi par le projet peut être considéré comme fort par Mistral (soit dans le sens du vent dominant) malgré sa situation en interface avec des zones agricoles au nord et comme fort par vent du sud malgré sa situation en interface directe avec des secteurs urbanisés.

En effet, les secteurs boisés au sein de la zone d'étude et à l'ouest génèrent des aléas de niveau majoritairement fort sur la zone de projet et ses abords directs. En revanche, le nord, l'est et le sud du projet s'insère dans un secteur agricole ou urbain générant des niveaux d'aléa très faibles à nuls.

En prenant en compte la probabilité d'incendie, l'aléa subi peut être considéré comme faible par vent du nord et nul par vent du sud en situation actuelle et projetée.

En synthèse, le projet présente :

- des facteurs n'aggravant pas les niveaux d'aléa subi :
  - ☉ Une probabilité d'incendie qui peut être qualifiée comme faible par Mistral, soit le scénario de vent le plus critique et nul par vent secondaire.
- des facteurs limitant les niveaux d'aléa subi :
  - ☉ La zone d'étude se situe sur un secteur dont la topographie est peu marquée ;
  - ☉ La zone de projet et ses abords sont caractérisés par des pentes exposées nord, soit des expositions peu dangereuses par rapport au vent secondaire, avec de faibles pentes ;
  - ☉ La zone d'étude se caractérise par l'absence d'accélération de la vitesse du vent quel que soit le scénario de vent investigué ;
  - ☉ Le projet est contigu avec une zone agricole et une zone urbaine au nord, à l'est et au sud, limitant la probabilité d'incendie quel que soit le vent dominant investigué.
  - ☉ Le débroussaillage prévu par le projet a des effets significatifs sur la diminution des niveaux d'intensité dans la zone de projet et la zone à 50 mètres.
- des facteurs aggravant les niveaux d'aléa subi :
  - ☉ La zone de projet et ses abords sont caractérisés par des pentes exposées nord, soit des exposition dangereuses par Mistral ;
  - ☉ Le boisement qui jouxte la zone de projet à l'ouest produit des intensités très élevées.

Le Tableau 13 ci-dessous synthétise la répartition des niveaux d'intensité après lissage obtenus sur la zone des 50 mètres autour du projet selon les scénarios suivants :

- 🕒 Modélisation du PAC ;
- 🕒 Situation actuelle après lissage ;
- 🕒 Situation projetée après lissage sans considérer le débroussaillage ;
- 🕒 Situation projetée après lissage en considérant le débroussaillage.

Tableau 13 : répartition des niveaux d'aléa sur la zone des 50 mètres autour du projet

| Niveaux d'intensité | PAC   | Situation actuelle | Situation projetée sans débroussaillage | Situation projetée avec débroussaillage |
|---------------------|-------|--------------------|---|---|
| Nul                 | 62,6% | 4,1%               | 2,4%                                    | 2,4%                                    |
| Faible              | 17,3% | 61,6%              | 71,1%                                   | 95,8%                                   |
| Moyen               | 4,0%  | 7,2%               | 6,1%                                    | 1,7%                                    |
| Fort                | 0,0%  | 8,1%               | 2,6%                                    | 0,0%                                    |
| Très fort           | 16,2% | 18,9%              | 17,7%                                   | 0,0%                                    |

## 2.3 Aléa induit

### 2.3.1 Probabilité d'éclosion

En région Sud, la BDIFF identifie les différentes sources de départ de feux de forêt recensés. Dans le département du Gard, ce sont 2092 départs de feux, dont la cause est connue, qui sont recensés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1980 et le 31 décembre 2024.

Sur cette période, les causes involontaires liées à des travaux (regroupant notamment les travaux agricoles et les travaux forestiers) et des causes involontaires liées aux particuliers représentent respectivement 43,55 % et 12,76 % des causes de départs de feu sur la période des 40 dernières années dans le département du Gard, soit 911 et 267 des 2092 départs de feux recensés.

Ainsi, la probabilité d'éclosion peut être considérée comme moyenne à forte pour toutes les phases de mise en œuvre du projet (phase de chantier) et faible pendant la phase d'activité du projet.

### 2.3.2 Surfaces menacées

La surface menacée est la composante d'« intensité » permettant de caractériser l'aléa induit.

Par vent du nord (360°) comme par vent du sud (180°), les surfaces susceptibles d'être impactées apparaissent comme nulles du fait de la présence de la grande plaine agricole au nord et de la zone urbaine à l'est et au sud du projet.

### 2.3.3 Synthèse sur l'aléa induit

L'aléa incendie de forêt induit peut être considéré comme nul quel que soit le scénario de vent investigué, au regard de la probabilité d'éclosion faible liée à l'activité envisagée et de l'absence de surfaces menacées.

Quoi qu'il en soit, le respect de la réglementation en vigueur sur le débroussaillage et l'emploi du feu doivent suffire à limiter l'aggravation du risque induit.



### 3.1.3 Débroussaillage

#### 3.1.3.1 Règles du PAC

Le débroussaillage participe également à la défendabilité d'une zone en limitant la vitesse de propagation de l'incendie, l'intensité et les flux de chaleur générés. Les obligations de débroussaillage

doivent être réalisées conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur relatif au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés au risque d'incendie de forêt.

Dans le Gard, l'arrêté préfectoral n° 2013008-0007 du 8 janvier 2013 relatif au débroussaillage réglementaire précise les zones d'application. Le maire assure le contrôle de la bonne exécution des obligations de débroussaillage réglementaire sur les espaces privés.

Les obligations légales de débroussaillage (OLD) s'appliquent sur les parcelles situées à moins de 200 mètres d'un massif forestier.

La zone de projet est concernée par cette obligation de débroussaillage, comme présenté à la Figure 60 qui indique les zones d'application des OLD sur le département du Gard (voir également le règlement du PAC).

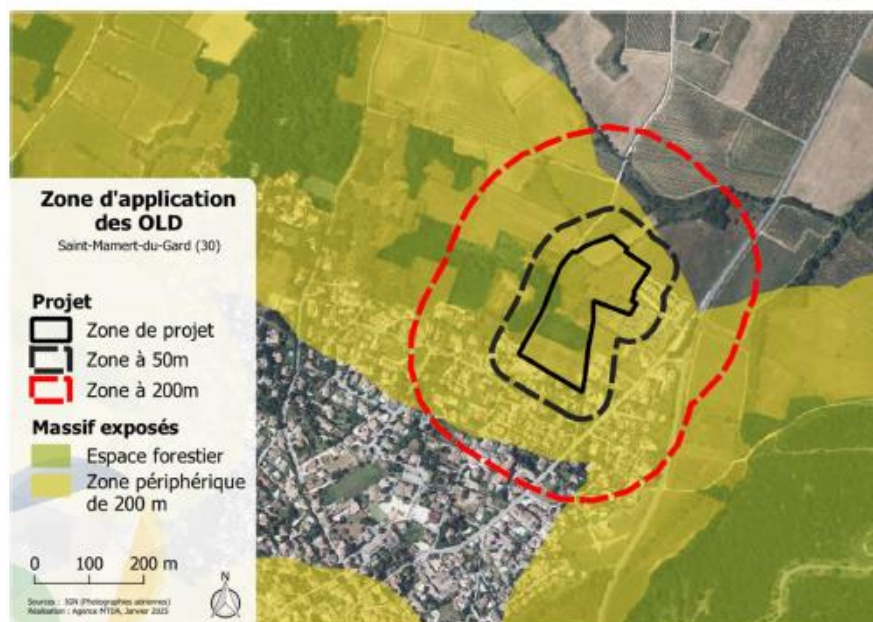


Figure 60 : zone d'application des OLD sur la zone d'étude

Ainsi, selon l'article L134-6 du code forestier, l'obligation de débroussaillage s'applique notamment pour les situations suivantes :

- 📍 Aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres ; le maire peut porter cette obligation à 100 mètres ;
- 📍 Aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur fixée par le préfet dans une limite maximale de 10 mètres de part et d'autre de la voie ;
- 📍 Sur les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un PLU rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;



- ☺ Dans les zones urbaines des communes non dotées d'un PLU ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ; le représentant de l'État dans le département peut, après avis du conseil municipal et de la commission départementale compétente en matière de sécurité et après information, porter l'obligation énoncée précédemment au-delà de 50 mètres, sans toutefois excéder 200 mètres.

Les règles suivantes doivent ensuite être appliquées :

- ☺ Mise à distance de 3 mètres entre les houppiers (développement des branches) des arbres ;
- ☺ Possibilité de conserver un bouquet de 80 m<sup>2</sup> au maximum ou des haies en les isolant de la végétation environnante ;
- ☺ Élimination de la végétation arbustive au sol ;
- ☺ Mise à distance de 3 mètres entre les houppiers des arbres et l'habitation (ou le bâtiment) à protéger ;
- ☺ Un gabarit de 5 mètres de largeur par 5 mètres de hauteur sur la voie d'accès privée à l'habitation.

### 3.1.3.2 OLD du projet

Il convient d'assurer un débroussaillage et son maintien dans le temps des boisements situés à proximité direct du projet. Ce débroussaillage doit être porté à 50 mètres autour des futurs enjeux (voir paragraphe 3.1.3.1). Ne disposant pas de la position des futurs enjeux, le débroussaillage est modélisé à 50 mètres autour de la zone de projet.

Ainsi, le débroussaillage inhérent au projet est présenté à la Figure 61. il est réalisé sur les parcelles constituant l'assiette foncière du projet, et pour partie sur les parcelles cadastrales voisines.

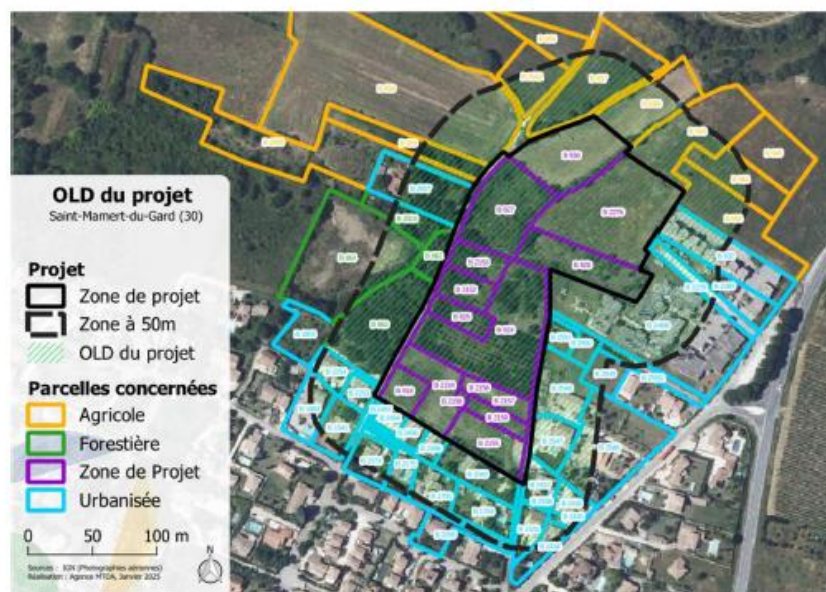


Figure 61 : OLD inhérentes au projet

Ainsi, la surface totale concernée par les OLD du projet est de 77 601 m<sup>2</sup>, soit environ 7,8 hectares, selon la répartition présentée au Tableau 14.

Tableau 14 : bilan des surfaces à débroussailler

| Nature des terrains | Numéros de parcelles   | Surface et part maîtrisée foncièrement | Surface et part non maîtrisée foncièrement | Actions à réaliser   |
|---------------------|--|--|--|--|
| Zone de projet      | B 918, B 924, B 925, B 927, B 928, B 936, B 2152, B 2153, B 2154, B 2155, B 2156, B 2157, B 2158, B 2159 et B 2276 | 29 422 m <sup>2</sup> , soit 37,9 %    | 0 ha, soit 0 %                             | Défrichage de l'emprise de la zone de projet et maintien en l'état débroussaillé pendant la phase d'exploitation des bâtiments |
| Zone forestière     | B 862, B 863, B 864 et B 2010  | 0 ha, soit 0 %                         | 6 575 m <sup>2</sup> , soit 8,5 %          | Effectuer le débroussaillage et son maintien dans le temps.<br>Mise en place d'une convention avec le propriétaire des         |

|                                 |   |                |                                     |   |
|---------------------------------|---|----------------|-------------------------------------|---|
|                                 |   |                |                                     | parcelles B 862, B 864 et B 2010  |
| Zones agricoles                 | B 855, B 858, B 859, B 934, B 937, B 938, B 943, B 944, B 945, B 2008 et B 2545   | 0 ha, soit 0 % | 14 017 m <sup>2</sup> soit 18,1 %   | Non concerné  |
| Zone urbanisée en Zone U du PLU | B 932, B 1541, B 1543, B 1703, B 1704, B 1804, B 1863, B 2007, B 2174, B 2175, B 2253, B 2254, B 2255, B 2279, B 2280, B 2408, B 2433, B 2434, B 2435, B 2436, B 2437, B 2438, B 2494, B 2495, B 2496, B 2497, B 2546, B 2547, B 2548, B 2549, B 2550, B 2551, B 2552 | 0 ha, soit 0 % | 27 587 m <sup>2</sup> , soit 35,5 % | Non concerné<br>Le débroussaillém incombe au propr de la parcelle dan intégralité |

Sur les 77 601 m<sup>2</sup> de débroussailllement généré par le projet, le maître d'ouvrage dispose de la maîtrise foncière sur 29 422 m<sup>2</sup> qu'il doit débroussailler, soit 37,9 % des surfaces.

53,6 % des surfaces, soit 41 604 m<sup>2</sup> ne concerne pas le maître d'ouvrage.

Enfin, 6 575 m<sup>2</sup> doivent être débroussaillés en zone forestière, soit 8,5 % de la surface totale à débroussailler, nécessitant l'établissement de conventions avec les propriétaires.

Le projet de plan de masse prévoit la mise en place d'une interface paysagère de haies et de végétaux d'ornement. L'ONF a publié en 2012 un guide des espèces des haies et de leur inflammabilité. Le guide présente trois niveaux de sensibilité au feu.

Le maître d'ouvrage devra se référer au document de l'ONF afin de choisir au mieux les essences à utiliser afin qu'elles ne posent pas de problème en cas d'incendie. La distance des plantations avec les bâtis devra également être respectée.

### 3.2 Synthèse sur la défendabilité

L'accessibilité externe répond aux exigences du PAC puisque les gabarits de voies sont supérieurs aux 3 mètres prescrits par l'annexe 4 du PAC.

Le projet n'étant pas encore défini et sans plan de masse, il n'est pas possible de valider strictement ou non le respect des exigences du PAC risque incendie du Gard. Il faudra que les prochains projets respectent ces principes.

En l'absence de précisions sur les futurs enjeux, il n'est pas possible de dire si la défense en eau actuelle répond ou non aux prescriptions énoncées dans le RDDECI du Gard.

Le débroussailllement et son maintien dans le temps des zones boisées attenantes au projet doivent être pérennisés. La part non maîtrisée sur le plan foncier des secteurs devant être débroussaillés représente moins de 10 %.

- b) Un tracé interne, présenté comme schéma de principe, est voué à évoluer. Ainsi, il sera nécessaire de respecter strictement les exigences du PAC concernant les largeurs de voies et les aires de retournement ;
- c) L'absence de données sur les aménagements prévu ne permet pas de dire si la défense en eau du projet respecte les règles du RDDECI. Il sera nécessaire de respecter strictement les exigences du RDDECI 30;
- d) Le projet est présent dans la zone d'application des OLD. Il devra être réalisé sur 4 parcelles forestières dont le maitre d'ouvrage n'a pas la maitrise foncière. Une convention avec les propriétaires de ces parcelles devra être réalisée afin de pouvoir y effectuer de manière pérenne le débroussaillage. Moins de 10 % ne sont pas maîtrisés sur le plan foncier et près de 53,6 % de la mise en œuvre des OLD n'incombe pas au maitre d'ouvrage.



## 4.1 Synthèse

Concernant le contexte dans lequel s'inscrit ce projet :

- Le projet envisagé est la création de quatre zones, une pour accueillir des logements, une dédiée à accueillir l'extension du Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) ainsi que des équipements publics, une zone dédiée à la création d'un espace vert de déambulation du FAM, et enfin un espace dédié à des équipements sportifs, des espaces verts, des équipements publics et services (ateliers municipaux, foyer et cuisine centrale), conformément aux prescriptions de l'OAP du PLU de Saint-Mamert du Gard ;
- Le projet se trouve en zone « 1AU », « 1AUp » et « 2AUp » selon le zonage établi dans le PLU de Saint-Mamert du Gard, soit des zones destinée à la création de logements, d'équipements d'intérêt collectifs et services publics, sous forme d'opération d'ensemble ou non.

De manière synthétique, l'analyse des aléas est la suivante :

1. L'historique des feux fait ressortir une faible pression liée aux incendies de forêt dans les abords du projet ;
2. L'aléa induit par le projet peut être considéré comme nul quel que soit le vent investigué compte tenu de la probabilité d'éclosion, de la topographie et de l'occupation des sols autour de la zone de projet.
3. L'aléa subi actuel du projet peut être considéré comme de niveau faible par scénario de Mistral et nul par vent du sud en situation actuelle et projetée.
4. Le projet présente des facteurs limitant les niveaux d'aléa subi :
  - a) La probabilité d'incendie qui peut être qualifiée comme faible par Mistral, soit le vent le plus critique et nul par vent secondaire ;
  - b) La zone d'étude se situe sur un secteur dont la topographie est peu marquée ;
  - c) La zone de projet et ses abords sont caractérisés par des pentes exposées nord, soit des expositions peu dangereuses par rapport au vent secondaire, avec de faibles pentes ;
  - d) La zone d'étude se caractérise par l'absence d'accélération de la vitesse du vent quel que soit le scénario de vent investigué ;
  - e) Le projet est contigu avec une zone agricole et une zone urbaine au nord, à l'est et au sud, limitant la probabilité d'incendie quel que soit le vent dominant investigué.
  - f) Le débroussaillage prévu par le projet a des effets significatifs sur la diminution des niveaux d'intensité dans la zone de projet et la zone à 50 mètres.
5. Le projet présente des facteurs aggravant les niveaux d'aléa subi :
  - a) La zone de projet et ses abords sont caractérisés par des pentes exposées nord, soit des exposition dangereuses par Mistral ;
  - b) Le boisement qui jouxte la zone de projet à l'ouest produit des intensités très élevées.
6. Le projet est actuellement doté d'une défendabilité qui respecte les obligations réglementaires du PAC et du RDDECI en l'état :
  - a) Les voies d'accès à l'opération ont une largeur supérieure à 3 mètres à sens unique ou à double sens, respectant ainsi les recommandations d'accessibilité du PAC ;

- b) Un tracé interne, présenté comme schéma de principe, est voué à évoluer. Ainsi, il sera nécessaire de respecter strictement les exigences du PAC concernant les largeurs de voies et les aires de retournement ;
- c) L'absence de données sur les aménagements prévu ne permet pas de dire si la défense en eau du projet respecte les règles du RDDECI. Il sera nécessaire de respecter strictement les exigences du RDDECI 30;
- d) Le projet est présent dans la zone d'application des OLD. Il devra être réalisé sur 4 parcelles forestières dont le maître d'ouvrage n'a pas la maîtrise foncière. Une convention avec les propriétaires de ces parcelles devra être réalisée afin de pouvoir y effectuer de manière pérenne le débroussaillage. Moins de 10 % ne sont pas maîtrisés sur le plan foncier et près de 53,6 % de la mise en œuvre des OLD n'incombe pas au maître d'ouvrage.

*-> Se référer au rapport d'étude complet - Évaluation du risque incendie pour un projet sur la commune de Saint- Mamert-du-Gard (30) – MTDA – Février 2025 – présent en annexe du PLU*

### Éléments de défense mis en place dans le cadre du projet :

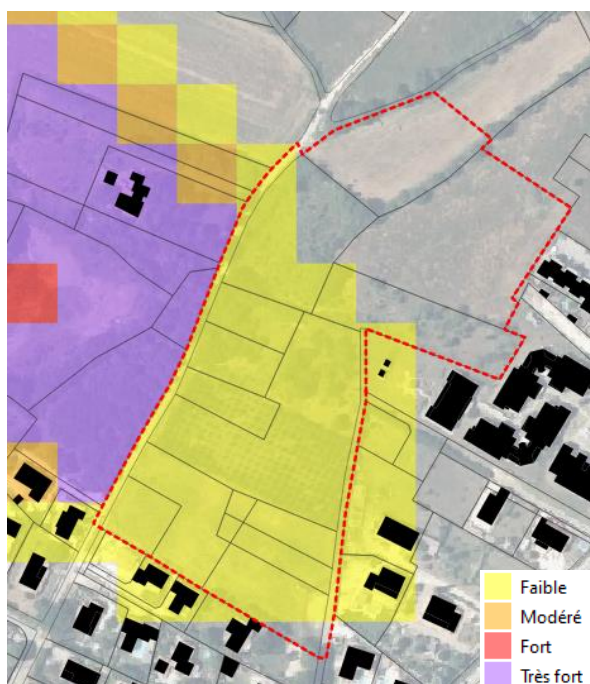
A l'Ouest de l'OAP, il sera créé des éléments de défense en lien avec l'aléa feu de forêt :

- Le débroussaillage devra être maintenu dans le temps et réalisé conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013008-0007 du 8 janvier 2013 relatif au débroussaillage réglementaire.
- Une convention avec les propriétaires des parcelles cadastrales B 862, B 863, B 864 et B 2010 devra être prise afin de pouvoir réaliser le débroussaillage et être conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral.
- Le Chemin de Saint-Géniès sera réaménagé en une voie de minimum 4 mètres avec création d'une aire de retournement et d'un point d'eau au Nord-Ouest de l'OAP

Le centre l'OAP fera également l'objet d'aménagement en lien avec l'aléa feu de forêt :

- Création d'une voie de 4 mètres entre le Chemin de Saint-Géniès et le Chemin des Courses puis connexion avec le chemin des Courses avec la création d'une voie de 3 mètres minimum sur la partie actuellement non aménagée du Chemin des Courses.
- Création d'un point d'eau au niveau du Chemin des Courses.

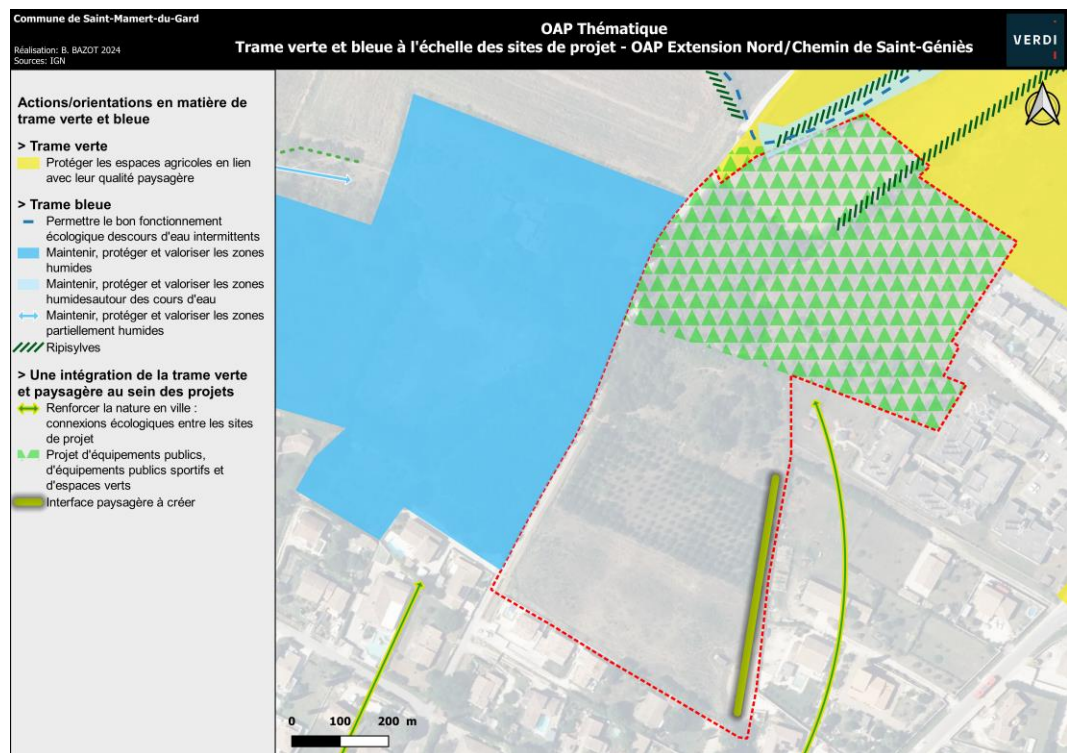
Au vu de l'étude de l'évaluation du risque de MTDA et des éléments de défense contre le risque incendie qui seront mis en place, l'aléa subi modélisé par le Porter à Connaissance peut être requalifié en aléa subi faible (jaune) sur le site de l'OAP. Ainsi la carte « Risques et contraintes » du PLU (cf. pièces du règlement) qui reprend notamment la cartographie du PAC feu de forêt peut être modifiée dans ce sens, avec un passage en aléa faible (jaune) à l'intérieur de l'OAP.



*Modification de l'aléa feu de forêt sur le site extension Nord suite à l'étude de l'évaluation du risque de MTDA et éléments de défense mis en place. La carte « Risques et contraintes » du PLU (cf. pièces du règlement) reprend la cartographie du PAC modifié.*

### Biodiversité et Trame Verte et Bleue

- Les enjeux de biodiversité sont essentiellement en lien avec la trame verte (ripisylve) et bleue (cours d'eau d'écoulement) située au nord du site.
- Afin de prendre en compte les enjeux environnementaux, dans l'OAP sectorielle « Extension Nord/chemin de Saint-Géniès » et l'OAP thématique Trame verte et Bleue :
  - la ripisylve présente au Nord du secteur est à préserver,
  - il a été inscrit la réalisation d'interfaces paysagères en limite du chemin des Courses,



Extrait de la carte de l'OAP Thématique Trame verte et bleue.

### Conclusion générale

Au vu des atouts et contraintes exposés ci-dessus, le secteur 3 « Secteur Nord – Chemin de Saint-Génès » a été retenu pour une extension maîtrisée au-delà de l'enveloppe urbaine pour les raisons suivantes:

- le secteur est en continuité du tissu urbain existant et à proximité des réseaux
- Le secteur est en partie en « lisière urbaine à formaliser dans le cadre d'éventuelles extension urbaines » du SCoT Sud Gard
- Le secteur est à proximité immédiate des derniers équipements (maison pour autistes et nouvelle gendarmerie)
- Le secteur est en dehors des zones inondables du PPRI et en aléa « feu de forêt » requalifié en faible
- Le secteur est en retrait de la RD22. Les nuisances sonores et pollutions éventuelles sont donc très faibles
- Le secteur est facilement accessible et relié au village de Fons par une piste cyclable avec la possibilité de mutualiser les équipements sportifs

De plus, tel que précisé, la zone de Francurelle, située à l'ouest du chemin de Saint-Génès présente une sensibilité environnementale forte (zone humide, risque inondation/ruissellement, feux de forêt, biodiversité), ce secteur a été évité. Le projet d'extension Nord a donc été prévu à l'Est du chemin de Saint Génès.



- ⇒ Le développement et l'aménagement de ce secteur est cadré par :
- une orientation d'aménagement et de programmation, l'OAP n°2 « Extension Nord / Chemin de Saint-Géniès » (cf. également partie 4.4.1.7 « L'encadrement des projets et extensions urbaines par l'établissement d'orientations et d'aménagement de programmation ») dont le détail figure dans le dossier des OAP du PLU)
  - le zonage et règlement du PLU.

Suite à ce choix de projet de développement, le PADD de Saint-Mamert-du-Gard a été établi avec pour objectif de favoriser un développement maîtrisé qui permet la croissance démographique et un confortement du tissu économique local, tout en limitant ses impacts, en préservant la qualité de vie, l'environnement et les paysages de la commune.

Par ailleurs, le projet communal est basé sur l'équilibre des trois piliers du développement durable :

- Préservation de l'environnement ;
- Développement économique mesuré et gestion de ses implications ;
- Réponse aux besoins sociaux de la population locale.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Saint-Mamert-du-Gard repose sur 3 axes déclinés en plusieurs orientations :

#### **AXE I : PROGRAMMER UN DEVELOPPEMENT URBAIN MAITRISE ET EQUILIBRE**

- 01.** Maîtriser la croissance démographique
- 02.** Permettre la réalisation d'un parcours résidentiel
- 03.** Modérer la consommation d'espace

#### **AXE II : RENFORCER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE EN PRESERVANT SON AUTHENTICITE ET SON CADRE DE VIE**

- 04.** Poursuivre le renforcement du dynamisme économique local et le développement des emplois sur la commune
- 05.** Préserver et valoriser les richesses naturelles et patrimoniales, garantes d'un cadre de vie de qualité et génératrices d'une économie touristique
- 06.** Anticiper les besoins en équipements et en infrastructures

#### **AXE III : METTRE L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DU DEVELOPPEMENT**

- 07.** Maintenir et conforter les éléments constitutifs de la trame verte et bleue
- 08.** Promouvoir un urbanisme soutenable
- 09.** Réduire les vulnérabilités face aux risques et limiter l'exposition aux nuisances

### 4.4.1.3 La chronologie et les évolutions du PADD

#### Une élaboration progressive et concertée

La construction du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la commune de Saint-Mamert-du-Gard s'est déroulée de septembre 2022 à juillet 2023 :

- Une première maquette de projet a été établie entre septembre et novembre 2022
- La première version du PADD a été présentée aux Personnes Publiques Associées le 05 décembre 2022 entraînant des observations et des modifications.
- Par la suite, le PADD a été présenté à la population en réunion publique et sur des panneaux d'affichage le 13 avril 2022.
- Suite aux modifications, le PADD a été présenté en conseil municipal le 19 avril 2023 et débattu une première fois
- Suite aux échanges avec le SCoT Sud Gard et la DDTM concernant la zone d'extension Nord, le PADD a évolué et a été modifié. Il a été présenté en conseil municipal le 11 juillet 2023 et débattu une seconde fois.

En 2024, une mise à jour des données (INSEE 2020 et permis de construire 2023) a été réalisée, qui a modifié à la marge le PADD. Le PADD a fait l'objet d'un troisième débat en conseil municipal le 6 juin 2024.

#### Les évolutions du projet

Les évolutions successives du PADD de la commune de Saint-Mamert-du-Gard ont conduit à :

- **Lors de la réunion PPA, des précisions ont été demandées sur les éléments suivants :**
  - o La rétention foncière,
  - o La zone de projet de parc photovoltaïque,
  - o Une redéfinition de la cartographie des espaces agricoles et naturels,
  - o L'ajout d'actions en lien avec la préservation des zones humides et amélioration de la cartographie des zones humides,
  - o L'action en rapport avec les jardins des Tinelles.

- **La redéfinition de la zone d'extension Nord**

Le Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) Le Bois des Lens, (géré par Sésame Autisme Occitanie Est) a émis le souhait de s'agrandir. La surface initiale nécessaire pour cette extension était de 4,5 ha.

En mai 2023, la DDTM et le SCoT Sud Gard ont émis un avis défavorable sur la zone d'extension Nord affichée sur la carte du PADD et sur la surface artificialisée nécessaire pour réaliser des logements, des équipements et l'extension du FAM (4,5 ha au total). Elle était incompatible avec les lisières ouvertes et fermées du SCoT.

A la suite, la surface nécessaire pour l'extension du foyer d'accueil médicalisé et la programmation d'équipements a été revue à la baisse afin de prendre en compte les remarques du SCoT et de la DDTM et être compatible avec le SCoT et les lois.

Le projet communal redébatu en conseil municipal le 11 juillet 2023 permettait l'urbanisation en extension d'environ 2,15 hectares de construction (hors espace vert et hors installation légère à vocation sportive et de loisirs) : 1 ha pour de l'habitat, 0,75 ha uniquement pour la construction des équipements publics (cuisine centrale, ateliers municipaux, foyer) hors VRD et hors terrain de football et 0,4 ha pour l'extension du FAM (hors espaces verts du FAM).

Le projet final du PLU a évolué très légèrement mais a fait l'objet d'un troisième débat : l'enveloppe totale de la zone d'extension Nord est de environ 3,09 ha, en comptant les aménagements du chemin de Saint-Géniès, les VRD, les espaces végétalisés (espaces verts et les installations légères sportives) : soit 2,73 ha hors aménagement du chemin de Saint-Géniès et hors espaces verts du FAM. Par anticipation de la loi ZAN, il a été pris parti de comptabiliser la consommation future de ces espaces qui peuvent être considérés comme de l'artificialisation au sens de la loi ZAN.

De manière plus détaillée, le projet communal permet l'urbanisation en extension Nord :

- environ 1,08 ha pour de l'habitat
- environ 0,41 ha pour l'extension du FAM
- environ 0,26 ha pour les espaces verts de déambulation du FAM
- environ 0,20 ha pour les constructions à destination d'équipements publics à long terme
- environ 1,04 ha pour les installations légères à vocation d'équipements sportifs à long terme
- environ 0,1 pour l'aménagement du chemin de Saint-Géniès

Le total de l'urbanisation prévue sur l'extension Nord est d'environ 3,09 ha mais toujours dans le but d'anticiper la loi ZAN, le projet communal final intègre l'extension du cimetière et les STECAL et permet ainsi l'urbanisation totale de 3,22 ha

#### **4.4.1.4 La recherche d'un équilibre entre développement urbain et préservation des espaces agricoles, naturels et des paysages**

Au travers du PADD, la commune entend concilier développement urbain et préservation du potentiel agricole, naturel et paysager de la commune de Saint-Mamert-du-Gard

En accord avec les lois Grenelle de l'Environnement et en cohérence avec les dernières lois en vigueur (ZAN), la municipalité a pensé son développement urbain dans un souci de limitation de l'expansion urbaine sur les surfaces agricoles et naturelles

#### **Objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain**

##### **Objectif de croissance démographique raisonné et cohérent**

Par son orientation « Maîtriser la croissance démographique », la commune de la Saint-Mamert-du-Gard prévoit **un développement modéré**.

Le PADD affiche un objectif d'environ 1905 habitants dans le temps du PLU à l'horizon 2033 (croissance +1%/an).

Pour calculer le besoin en logement associé à cet objectif de croissance, les tendances futures du parc de logements ont été estimées :

- Il en ressort que le phénomène de renouvellement urbain entraînera la réinjection de logements dans le parc de résidences principales total d'ici 2033 avec notamment le projet de la cave coopérative.
- A l'inverse, le desserrement des ménages ; le maintien du taux de résidences secondaires sur le territoire et l'augmentation légère du taux de logements vacants engendreront une consommation de logements dans ce même parc de résidences principales total d'ici 2033, mais à une moindre mesure.

➔ Cf. partie 2.8 « Perspectives de développement » du présent document

Il en résulte donc, selon l'hypothèse de croissance retenue (hypothèse 3 : taux de croissance SCoT : 1%/an), un besoin de production en logements en dehors de l'enveloppe urbaine d'environ 16 à 36 logements.

#### Les objectifs chiffrés du projet de développement communal

Pour la réalisation des logements prévus et le développement économique et d'équipements, la commune prévoit de :

- Réaliser le développement urbain prioritairement par comblement des espaces interstitiels dans l'enveloppe urbaine existante et équipée : le développement communal sera réalisé par comblement des dents creuses dont la superficie est estimée à environ 1,22 ha après rétention, par la réalisation des potentielles divisions parcellaires (potentiel estimé à environ 0,85 ha après rétention), par le renouvellement ouest du centre ancien et par la mise en œuvre d'opérations d'ensemble sur différents secteurs internes à l'enveloppe urbaine OAP n°1 : ancienne cave coopérative (0,85 ha)
- Créer une extension urbaine à vocation :
  - d'habitat à court terme,
  - d'équipements d'intérêt collectifs à court terme,
  - d'un espace vert de déambulation à court terme,
  - d'équipements publics à long terme,
  - d'installations légères à vocation d'équipements sportifs à long terme
 en continuité immédiate de l'enveloppe existante au Nord, sur une surface de l'ordre de 3,09 ha (OAP n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Génies et zones 1AU, 1AUp et 2AUp).

Le projet consiste également à :

- Permettre le changement de destination et l'extension mesurée de 1 mas remarquable :
  - à vocation d'hébergement agro-touristique (*Mas d'Espanet*)
- Réaliser une aire de top remplissage pour les agriculteurs d'une emprise au sol de 30 m<sup>2</sup> (STECAL Ar)
- Réaliser un local de stockage de matériel pour les jardins des Tinelles représentant une emprise au sol de 50 m<sup>2</sup> (STECAL secteurs Aj1)



- Permettre la construction d'une antenne de télécommunication et des installations et aménagements en lien avec son fonctionnement (STECAL Ntc1) dans le secteur de Montmal.

Le projet prévoit également de stopper les dynamiques d'extension urbaine diffuses et le mitage au cœur des plaines agricoles et des espaces boisés.

### **Objectifs de densification des espaces déjà urbanisés**

La commune a fait le choix d'encourager le processus de densification au sein de l'enveloppe urbaine, en adéquation avec l'ambiance villageoise actuelle et la volonté de préserver le cadre de vie, afin de limiter la consommation de foncier par les extensions urbaines.

Les objectifs de densification inscrits dans le projet communal sont les suivants :

- Maintenir la morphologie du centre ancien en maintenant la densité actuelle d'environ 100 logements par hectare.
- Permettre une densification plus importante des premières extensions urbaines, en continuité du centre villageois en projetant une densité d'environ 50 logements par hectare,
- Permettre une densification plus mesurée dans les espaces périphériques du village et dans les lotissements en projetant une densité de 20 logements par hectare,

Au total, l'étude du potentiel de densification des espaces déjà urbanisés selon les densités cibles fixées démontre qu'environ **99 logements** peuvent être construits au sein des dents creuses et les divisions parcellaires.

Dans la **zone d'extension Nord dédiée au logement de 1,08 ha**, une densité **minimum de 25 logements/ha** est à appliquer afin d'être compatible avec le SCoT Sud Gard. Cette zone d'extension comportera donc à minima 25 logements.

Le projet de la commune vise à produire environ 125 logements à horizon 2033.

Pour rappel, le besoin en logements est estimé à environ 115 à 135 logements à horizon 2033. Le projet correspond donc à ce besoin (environ 125 logements) pour atteindre 1% de croissance/an.

En termes de production de logements, le taux est donc d'environ 78% en renouvellement urbain/réinvestissement (au sein de l'enveloppe urbaine). Il est donc compatible avec le SCoT Sud Gard :

- . le taux de renouvellement urbain fixé par ce dernier étant minimum de 38% pour les « autres villes/villages »,
- . la densité minimale du projet au sein de l'enveloppe urbaine étant de 31 logements/ha (cumul des opérations des dents creuses, division parcellaire et renouvellement urbain). Le SCOT prescrivant un minimum de 25 logts/ha.

En outre, la commune privilégie l'urbanisation de grands espaces résiduels localisés au sein de l'enveloppe urbaine, favorise le renouvellement urbain (principalement sur site de l'ancienne cave coopérative) en les encadrant par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) favorisant des formes urbaines et des typologies bâties moins consommatrices d'espace tout en garantissant une bonne insertion paysagère des constructions. De l'habitat inclusif et habitat intermédiaire sont programmés sur le site de l'ancienne cave coopérative.

### **Objectifs de préservation des composantes agricoles et naturelles du territoire communal**

La commune, au travers de son PADD, vise la préservation des composantes agricoles et naturelles au travers des orientations suivantes :

- **Axe n°2 – Orientation 1 - Action 3 : Préserver le terroir agricole**
- **Axe n°2 – Orientation 2 - Action 1 : Préserver et valoriser les éléments identitaires du territoire**

Ces deux actions tendent à assurer une meilleure préservation et gestion de la ressource agricole sur le plan environnemental (écologie, paysage, qualité des sols et des sous-sols, etc.). Il apparaît primordial dans le PADD d'assurer la préservation du potentiel agricole mais également des coupures agricoles qui encadrent l'enveloppe urbaine et la contiennent. La préservation des espaces agricoles et naturels permet également le développement des activités touristiques, agricoles, pastorales et forestières, tout en préservant les qualités écologiques et paysagères de ces espaces.

### **Objectifs de valorisation des atouts patrimoniaux et paysagers du territoire communal**

Le PADD entend valoriser les atouts patrimoniaux et paysagers du territoire communal, via les orientations suivantes :

- **Axe n°3 – Orientation 1 – Action 3 : Assurer la préservation des éléments de nature ordinaire, garants de la cohérence du territoire.**

Il s'agit d'éléments remarquables du patrimoine naturel, tels que les haies, plantations d'alignements, arbres isolés (...) marquant le paysage à préserver en zone urbaine et en zone naturelle.

Le projet communal vise également à préserver les parcs paysagers urbains et espaces verts au sein de l'enveloppe urbaine en lien avec leur rôle de poumons verts et d'îlots de fraîcheur.

- **Axe n°2 – Orientation 2 – Action 1 Préserver et valoriser les éléments identitaires du territoire**

Le projet communal consiste à :

- Préserver les caractéristiques des grandes unités paysagères, les cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur le grand paysage avec notamment les vues sur le village, les espaces agricoles/naturels (Les massifs forestiers du Bois des Lens et des Garrigues de Nîmes ; la plaine agricole de la Gardonnenque)
  - Identifier et préserver le petit patrimoine bâti et végétal
  - Garantir et favoriser le développement de formes urbaines en adéquation avec le paysage urbain existant.
  - Protéger la réserve paléontologique et géologique du gisement de Robiac, classée en 1989 en réserve naturelle volontaire, afin de conserver ces témoins uniques de l'histoire de la planète Terre.
  - **Axe n°2 – Orientation 2 – Action 2 Conforter et développer l'attractivité touristique**
- Afin de valoriser l'attractivité touristique, le projet communal vise à :
- préserver les richesses environnementales et patrimoniales du territoire,
  - maintenir et conforter les activités liées au tourisme (offre en hébergement touristique, restauration, chemin de randonnée,...)

- mettre en valeur et rendre accessible les éléments patrimoniaux du village (valorisation du patrimoine communal)
- préserver les parcs urbains à vocation paysagère du centre du village afin de conserver la richesse patrimoniale, faunistique et floristique de ces zones.

Ainsi, le projet de développement de Saint-Mamert-du-Gard prend en compte les nombreux enjeux agricoles, naturels et paysagers du territoire communal. Il projette un développement urbain modéré et cohérent, dans un objectif d'équilibre entre développement urbain et préservation des caractéristiques agricoles, naturelles et paysagères.

#### 4.4.1.5 La compatibilité avec les documents supra-communaux

➔ *Voir Partie 4.1 « Objectif du PLU et articulation avec les documents d'urbanisme et d'environnement » du présent document*

Comme l'indique la partie « Objectifs du PLU et articulations avec les documents d'urbanisme et d'environnement » du présent chapitre, de nombreux documents et normes s'appliquent au PLU de Saint-Mamert-du-Gard. Au vu de la hiérarchisation des enjeux environnementaux et des documents supra-communaux existants, l'analyse des choix effectués dans le cadre du PADD s'articule « in fine » autour des thématiques territoriales et environnementales prioritaires.

### L'encadrement du développement et de l'aménagement

#### **Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) Sud Gard**

La commune de Saint-Mamert-du-Gard est intégrée au sein du périmètre du SCoT Sud Gard qui couvre un vaste territoire de 1 700 km<sup>2</sup> et qui concerne 80 communes, 6 EPCI et plus de 380 000 habitants en 2019.

Les SCoT intègrent l'ensemble des politiques conduites au niveau d'un territoire intercommunal cohérent, d'un bassin de vie. Ils fixent les orientations d'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, de logement, d'infrastructures, de déplacements, de services, de commerces, de loisirs...

**Le SCoT Sud Gard a été approuvé en 2007 (SCoT de première génération). Il a fait l'objet d'une révision approuvée le 10 décembre 2019.**

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du SCoT permet aux élus de se projeter dans le temps long à travers la spatialisation d'un projet politique stratégique et prospectif à 20 ans environ. Il s'assure du respect des équilibres locaux et de la mise en valeur de l'ensemble du territoire par une complémentarité entre développement de l'urbanisation, système de mobilités et espaces à préserver.

*Pour le PADD du SCoT Sud Gard, quatre axes ont été définis :*

- *Axe 1 : un territoire de ressources*
- *Axe 2 : un territoire organisé et solidaire*
- *Axe 3 : un territoire actif*
- *Axe 4 : un territoire en réseaux*

L'organisation urbaine proposée par le SCoT repose sur un système composé d'une grande centralité : le cœur de l'agglomération Nîmoise et sa première couronne et d'un réseau de 6 bassins de vie interconnectés et dotés de polarités locales fonctionnant en complémentarité.

**Le SCoT prévoit le maintien d'une croissance d'environ 1% par an à l'échelle de l'ensemble du périmètre**

**Saint-Mamert-du-Gard se situe dans le bassin de vie de « La Plaine de la Gardonnenque ».** Elle est identifiée en tant « qu'autres villages » dans l'armature urbaine du SCoT. Les autres villages sont organisés autour d'une polarité dont la vocation est principalement résidentielle.



| Axe du PADD du SCoT                 | Objectifs du PADD du SCoT  | Dispositions du PADD du PLU de Saint-Mamert-du-Gard  |
|-------------------------------------|--|--|
| Axe 1 : un territoire de ressources | Objectif 1   Préserver le socle environnemental et paysager du territoire  | <p>Axe n°3 – Orientation 1 - MAINTENIR ET CONFORTER LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE</p> <p>Axe n°2 – Orientation 2 - PRÉSERVER ET VALORISER LES RICHESSES NATURELLES ET PATRIMONIALES, GARANTES D'UN CADRE DE VIE DE QUALITÉ ET GÉNÉRATRICES D'UNE ÉCONOMIE TOURISTIQUE</p> <p>Axe n°2 – Orientation 2 – Action 1 Préserver et valoriser les éléments identitaires du territoire =&gt; préserver les caractéristiques des grandes unités paysagères, les cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur le grand paysage avec notamment les vues sur le village, les espaces agricoles/naturels (Les massifs forestiers du Bois des Lens et des Garrigues de Nîmes ; la plaine agricole de la Gardonnenque)</p> <p>Axe n°3 – Orientation 1 – Action 3 Assurer la préservation des éléments de nature ordinaire, garants de la cohérence du territoire</p> |
|                                     | Objectif 2   Maintenir les espaces agricoles comme « supports » d'une activité agricole productive et éviter leur surconsommation par l'éparpillement des développements urbains | <p>Axe n°2 – Orientation 1 – Action 3 Préserver le terroir agricole</p> <p>Axe n°3 – Orientation 1 – Action 4 Limiter le mitage urbain dans les espaces agricoles, les boisements et garrigues et ainsi le fractionnement de l'espace afin de préserver les populations végétales et animales.</p>   |
|                                     | Objectif 3   Préserver et gérer de façon durable les ressources du territoire  | <p>Axe n°3 – Orientation 2 – Action 1 Préserver et valoriser la ressource en eau</p> <p>Axe n°3 – Orientation 2 - Action 2 Assurer une cohérence entre développement urbain et capacité des réseaux (en adéquation avec Nîmes Métropole)</p> <p>Axe n°3 – Orientation 3 - Action 1 - Intégrer la gestion des risques et nuisances dans les choix de développement</p> <p>Axe n°3 – Orientation 2 - Action 2 Maintenir la fonctionnalité des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité identifiés par le SRCE Languedoc Roussillon</p> <p>Axe n°1 – Orientation 3 MODÉRER LA CONSOMMATION D'ESPACES</p>   |
| Axe 2 : un territoire               | Objectif 1   S'appuyer sur les bassins et les EPCI de proximité pour moduler les dynamiques  | Axe n°1 – Orientation 2 PERMETTRE LA RÉALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL   |

|                       |   |  |
|-----------------------|---|--|
| organisé et solidaire | socio-démographiques et la production de logements  |  |
|                       | Objectif 2   Faire évoluer l'armature territoriale du SCoT 1 pour l'adapter aux dynamiques observées (développement de certains territoires, renforcement de certaines communes etc...)                 | En tant qu'« autres villages », la vocation de Saint-Mamert-du-Gard est principalement résidentielle.  |
|                       | Objectif 3   Favoriser une politique d'implantation d'équipements au plus près des habitants  | Axe n°2 – Orientation 3 ANTICIPER LES BESOINS EN EQUIPEMENTS ET EN INFRASTRUCTURES   |
|                       | Objectif 4   Changer les modes de construction des villes et villages du territoire pour favoriser des projets d'excellence urbaine et environnementale et ainsi améliorer la qualité du paysage urbain | <p>Axe n°2 – Orientation 1 – Action 1 Maintenir et renforcer l'offre commerciale et de services de proximité au centre bourg et sur le site de la cave coopérative</p> <p>Axe n°2 – Orientation 3 – Action 1 Réorganiser les liaisons entre les centralités afin de renforcer l'attractivité et le dynamisme du centre-bourg</p> <p>Axe n°1 – Orientation 2 PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL</p> <p>Axe n°2 – Orientation 3 - Action 3 Permettre aux habitants de mieux se déplacer =&gt; - Réaménager le parking situé devant le FAM et la gendarmerie en aire de covoiturage</p> |
|                       | Objectif 5   Des cœurs de ville à protéger, revaloriser, repeupler, réactiver...  | <p>Axe n°2 – Orientation 1 – Action 1 Maintenir et renforcer l'offre commerciale et de services de proximité au centre bourg et sur le site de la cave coopérative</p> <p>Axe n°2 – Orientation 3 – Action 1 Réorganiser les liaisons entre les centralités afin de renforcer l'attractivité et le dynamisme du centre-bourg</p>   |
|                       | Objectif 6   Une limitation de la consommation foncière par mobilisation des ressources des tissus urbains existants et des projets d'extensions économes en espace                                     | Axe n°1 – Orientation 3 MODERER LA CONSOMMATION D'ESPACES  |
|                       | Objectif 7   Diversifier l'offre en logements sur le territoire   | <p>Axe n°1 – Orientation 2 PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL</p> <p>⇒ Action 2 - Répondre aux besoins en logements en intégrant les évolutions sociétales et en densifiant de manière raisonnée</p> <p>⇒ Action 3 - Développer progressivement une offre en logements sociaux</p>   |

|                                  |  |   |
|----------------------------------|--|---|
| Axe 3 : un territoire actif      | Objectif 1   Bâtir une stratégie économique SCOT 2030 : se positionner et faire évoluer le modèle économique.  | Axe n°2 – Orientation 1 POURSUIVRE LE RENFORCEMENT DU DYNAMISME ECONOMIQUE LOCAL ET LE DEVELOPPEMENT DES EMPLOIS SUR LA COMMUNE |
|                                  | Objectif 2   Avoir une stratégie commerciale qui répond aux besoins estimés et qui s'accorde avec l'armature urbaine.                                  |   |
|                                  | Objectif 3   Fixer des critères de localisation préférentiels des commerces  |   |
|                                  | Objectif 4   Mettre en place une véritable stratégie de développement touristique  | Axe n°2 – Orientation 2 – Action 2 Conforter et développer l'attractivité touristique   |
|                                  | Objectif 5   Guider la stratégie d'aménagement économique via des principes généraux   | La commune n'est pas concernée par cet objectif du SCoT.  |
|                                  | Objectif 6   Une armature économique adossée à l'armature urbaine  | La commune n'est pas concernée par cet objectif du SCoT.  |
|                                  | Objectif 7   Spatialiser les grands secteurs liés à la compétitivité du territoire : produire, innover, capter les flux extérieurs                     | La commune n'est pas concernée par cet objectif du SCoT.  |
| Axe 4 : un territoire en réseaux | Objectif 1   Les échelles de la mobilité du territoire Sud Gard : vers une stratégie de développement de l'offre en transport en commun performante... | Axe n°2 – Orientation 3 - Action 3 Permettre aux habitants de mieux se déplacer   |
|                                  | Objectif 2   Compléter le réseau viaire pour faciliter les déplacements et limiter les saturations   |   |
|                                  | Objectif 3   Accompagner et valoriser l'offre portuaire maritime et fluviale du territoire   |   |
|                                  | Objectif 4   Promouvoir et faciliter les modes de déplacements alternatifs au sein des bassins   |   |
|                                  | Objectif 5   Proposer les conditions nécessaires à une nouvelle pratique du territoire   |   |

**Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) est le document opposable juridiquement.** Il définit des orientations localisées et parfois chiffrées en matière de logements, de grands équipements, de mobilités, d'aménagement commercial... dans un objectif de protection de l'environnement, des terres naturelles, agricoles et forestières, en intégrant des enjeux de qualité urbaine et paysagère.

Le DOO du SCoT Sud Gard est composé d'un document écrit et des documents graphiques.

Conformément à la Loi Engagement National pour l'Environnement (Grenelle 2) et à la Loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), le DOO du SCoT Sud Gard fixe des prescriptions et donne des recommandations :

- Dans le cas de prescriptions, les documents de rang inférieur, dont les documents d'urbanisme locaux (PLU(i), carte communale) et les documents de programmation de type PLH, PDU, etc... sont astreints à une obligation positive de mise en œuvre des objectifs fixés par le SCoT. Ils doivent à la fois permettre la réalisation des objectifs pour la période d'application du SCoT et ne pas compromettre la réalisation des objectifs et options retenues pour une phase ultérieure. Les prescriptions correspondent à des règles à respecter, dans un rapport de compatibilité.
- Dans le cas de recommandations, le mode incitatif est à considérer.

**Le DOO du SCoT Sud Gard est organisé en quatre objectifs généraux communs aux 80 communes et qui répondent aux ambitions affichées dans le PADD du SCoT :**

- **Objectif A : un territoire de ressources à préserver et à valoriser**
- **Objectif B : un territoire organisé et solidaire**
- **Objectif C : un territoire actif à dynamiser**
- **Objectif D : un territoire en réseaux à relier**

| Objectifs du DOO du SCoT  | Orientations du DOO du SCoT  | Dispositions du PADD du PLU de Saint-Mamert-du-Gard  |
|---|--|--|
| Objectif A : un territoire de ressources à préserver et à valoriser | A.1. PRÉSERVER ET VALORISER L'ARMATURE VERTE ET BLEUE, SOCLE ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DU TERRITOIRE | Axe n°3 – Orientation 1 - MAINTENIR ET CONFORTER LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE  |
|   | A.2 FAVORISER L'APPROPRIATION DES ESPACES DE LA TRAME VERTE ET BLEUE PAR LES USAGERS                   |  |
|   | A.3. PRÉSERVER ET VALORISER LES VECTEURS PAYSAGERS DU TERRITOIRE                                       | <p>Axe n°2 – Orientation 2 - PRÉSERVER ET VALORISER LES RICHESSES NATURELLES ET PATRIMONIALES, GARANTES D'UN CADRE DE VIE DE QUALITÉ ET GÉNÉRATRICES D'UNE ÉCONOMIE TOURISTIQUE</p> <p>Axe n°2 – Orientation 2 – Action 1 Préserver et valoriser les éléments identitaires du territoire =&gt; préserver les caractéristiques des grandes unités paysagères, les cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur le grand paysage avec notamment les vues sur le village, les espaces agricoles/naturels (Les</p> |



|  |   |  |
|--|---|--|
|  |   | <p>massifs forestiers du Bois des Lens et des Garrigues de Nîmes ; la plaine agricole de la Gardonnenque)</p> <p>Axe n°3 – Orientation 1 – Action 3 Assurer la préservation des éléments de nature ordinaire, garants de la cohérence du territoire</p>  |
|  | A.4. MAINTENIR ET ADAPTER LES ESPACES AGRICOLES AUX ENJEUX DU TERRITOIRE  | <p>Axe n°2 – Orientation 1 – Action 3 Préserver le terroir agricole</p> <p>Axe n°3 – Orientation 1 – Action 4 Limiter le mitage urbain dans les espaces agricoles, les boisements et garrigues et ainsi le fractionnement de l'espace afin de préserver les populations végétales et animales.</p> |
|  | A.5 VALORISER ET GERER DE MANIERE DURABLE LA PRESENCE DE L'EAU SUR LE TERRITOIRE  | <p>Axe n°3 – Orientation 2 – Action 1 Préserver et valoriser la ressource en eau</p> <p>Axe n°3 – Orientation 2 - Action 2 Assurer une cohérence entre développement urbain et capacité des réseaux (en adéquation avec Nîmes Métropole)</p>   |
|  | A.6. ECONOMISER ET PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU  |  |
|  | A.7. INTEGRER LE CYCLE DE L'EAU DANS L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  |  |
|  | A.8. AMORCER LA TRANSITION ENERGETIQUE ET PROMOUVOIR LA SOBRIETE ENERGETIQUE  | Axe n°3 – Orientation 2 – Action 2 Maîtriser les énergies  |
|  | A.9. ANTICIPER LA VULNERABILITE DU TERRITOIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE   | Axe n°3 – Orientation 2 PROMOUVOIR UN URBANISME SOUTENABLE   |
|  | A.10. RATIONALISER L'USAGE DES MATERIAUX DU SOUS-SOL  | /  |
|  | A.11. LIMITER AU MAXIMUM ET RECYCLER MIEUX LES DECHETS DU TERRITOIRE  | Axe n°3 – Orientation 2 - Action 2 Assurer une cohérence entre développement urbain et capacité des réseaux (en adéquation avec Nîmes Métropole)   |
|  | A.12. RENDRE LE TERRITOIRE ET SES HABITANTS MOINS VULNERABLES AUX RISQUES ET AUX NUISANCES  | Axe n°3 – Orientation 3 REDUIRE LES VULNERABILITES FACE AUX RISQUES ET LIMITER L'EXPOSITION AUX NUISANCES  |
| Objectif B : un territoire organisé et solidaire | B.1. S'APPUYER SUR LES BASSINS DE PROXIMITE ET LES EPCI POUR ORGANISER ET MODULER LES DYNAMIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES ET LA PRODUCTION DE LOGEMENTS | <p>Axe n°1 – Orientation 1 MAITRISER LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE</p> <p>Axe n°1 – Orientation 2 PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL</p>   |

|  |   |   |
|--|---|---|
|  | B.2. FAIRE EVOLUER L'ARMATURE TERRITORIALE DU SCOT 1 POUR L'ADAPTER AUX DYNAMIQUES OBSERVEES  |   |
|  | B.3. FAVORISER UNE POLITIQUE D'IMPLANTATION D'EQUIPEMENTS AU PLUS PRES DES HABITANTS  | Axe n°2 – Orientation 3 ANTICIPER LES BESOINS EN EQUIPEMENTS ET EN INFRASTRUCTURES  |
|  | B.4. CHANGER LES MODES DE CONSTRUCTION SUR LE TERRITOIRE POUR FAVORISER DES PROJETS D'EXCELLENCE URBAINE  | Axe n°1 – Orientation 2 PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL  |
|  | B.5. DES COEURS DE VILLE A PROTEGER, REVALORISER, REPEULER, REACTIVER...  | Axe n°2 – Orientation 1 – Action 1 Maintenir et renforcer l'offre commerciale et de services de proximité au centre bourg et sur le site de la cave coopérative<br>Axe n°2 – Orientation 3 – Action 1 Réorganiser les liaisons entre les centralités afin de renforcer l'attractivité et le dynamisme du centre-bourg |
|  | B.6. UNE LIMITATION DE LA CONSOMMATION FONCIERE PAR MOBILISATION DES RESSOURCES DES TISSUS URBAINS EXISTANTS ET DES PROJETS D'EXTENSIONS ECONOMES EN ESPACE | Axe n°1 – Orientation 3 MODERER LA CONSOMMATION D'ESPACES   |
|  | B.7. DIVERSIFIER L'OFFRE EN LOGEMENTS SUR LE TERRITOIRE   | Axe n°1 – Orientation 2 PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL  |
| Objectif C : un territoire actif à dynamiser | C.1 BATIR UNE STRATEGIE ECONOMIQUE A 2030   | Axe n°2 – Orientation 1 POURSUIVRE LE RENFORCEMENT DU DYNAMISME ECONOMIQUE LOCAL ET LE DEVELOPPEMENT DES EMPLOIS SUR LA COMMUNE   |
|  | C2. AVOIR UNE STRATEGIE COMMERCIALE CONFORME AUX GRANDS PRINCIPES DU PADD ET AUX ENJEUX IDENTIFIES DANS LE DAAC   |   |
|  | C3. METTRE EN PLACE UNE VERITABLE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE  | Axe n°2 – Orientation 2 – Action 2 Conforter et développer l'attractivité touristique   |
|  | C.4 AVOIR UNE ARMATURE ECONOMIQUE ADOSSEE A L'ARMATURE URBAINE  | La commune n'est pas concernée cet objectif du SCoT   |
|  | C.5 FIXER LES CONDITIONS D'AMENAGEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES  | La commune n'est pas concernée par cet objectif du SCoT.  |

|   |   |   |
|---|---|---|
|   | C.6 DEVELOPPER LE NUMERIQUE ET LES USAGES DU DIGITAL                                      | Axe n°2 - Orientation 3 – Action 4 Poursuivre le déploiement de la fibre optique en lien avec le Conseil Départemental qui a la compétence  |
| Objectif D :<br>un territoire en réseaux à relier | D1. VERS LE DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE EN TRANSPORT EN COMMUN PERFORMANTE                  | Axe n°2 – Orientation 3 - Action 3 Permettre aux habitants de mieux se déplacer   |
|   | D.2 COMPLETER LE RESEAU VIAIRE POUR FACILITER LES DEPLACEMENTS ET LIMITER LES SATURATIONS | Axe n°2 – Orientation 3 – Action 1 Réorganiser les liaisons entre les centralités afin de renforcer l'attractivité et le dynamisme du centre-bourg<br><br>Axe n°2 – Orientation 3 - Action 3 Permettre aux habitants de mieux se déplacer |
|   | D.3 ACCOMPAGNER ET VALORISER L'OFFRE PORTUAIRE MARITIME ET FLUVIALE DU TERRITOIRE         | La commune n'est pas concernée par cet objectif du SCoT.  |
|   | D.4 PROMOUVOIR ET FACILITER LES MODES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS AU SEIN DES BASSINS     | Axe n°2 – Orientation 3 - Action 3 Permettre aux habitants de mieux se déplacer   |
|   | D.5 METTRE EN PLACE LES CONDITIONS NECESSAIRES A UNE NOUVELLE PRATIQUE DU TERRITOIRE      | Axe n°2 – Orientation 3 - Action 3 Permettre aux habitants de mieux se déplacer   |

| Orientations spécifiques sur la plaine de la gardonnenque - prescriptions   | Dispositions du PADD du PLU de Saint-Mamert-du-Gard  |
|---|--|
| Considérer les orientations et actions au sein du SAGE Gardons et mettre en œuvre les moyens localement pour y répondre   | Axe n°3 – Orientation 1 MAINTENIR ET CONFORTER LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE<br><br>Axe n°3 – Orientation 2 – Action 1 Préserver et valoriser la ressource en eau   |
| Respecter les silhouettes des villes et villages en restant fidèle à leur implantation d'origine (les pentes des collines Gardonnenque, villages de plaine, village de promontoire...)<br><br>Cadrer strictement l'urbanisation dans les plaines, notamment aux abords des principaux axes routiers | Axe n°2 – Orientation 2 - PRÉSERVER ET VALORISER LES RICHESSES NATURELLES ET PATRIMONIALES, GARANTES D'UN CADRE DE VIE DE QUALITÉ ET GÉNÉRATRICES D'UNE ÉCONOMIE TOURISTIQUE<br><br>Axe n°2 – Orientation 2 – Action 1 Préserver et valoriser les éléments identitaires du territoire<br>=> préserver les caractéristiques des grandes unités paysagères, les cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur le grand paysage avec notamment les vues sur le village, les espaces agricoles/naturels (Les massifs forestiers du Bois des Lens et des |

|   |   |
|---|---|
| <p>Préserver, créer ou recréer les éléments permettant la gestion des parcelles agricoles, notamment hydraulique : restanque, murets, capitelles, bergeries</p>   | <p>Garrigues de Nîmes ; la plaine agricole de la Gardonnenque)</p> <p>Axe n°2 – Orientation 1 – Action 3 Préserver le terroir agricole</p> <p>Axe n°3 – Orientation 1 – Action 4 Limiter le mitage urbain dans les espaces agricoles, les boisements et garrigues et ainsi le fractionnement de l'espace afin de préserver les populations végétales et animales.</p>   |
| <p>Maîtriser les dispositions d'aménagement des routes : glissières, panneaux, bas-côtés, ronds-points</p> <p>Préserver et maintenir les distances existantes entre le village et la route principale permettant de mettre en scène du village dans de la plaine et du coteau</p> <p>Préserver les silhouettes villageoises (villages épousant les pentes des collines Gardonnenque, villages de plaine, village en promontoire (La Rouvière)</p> | <p>Axe n°2 – Orientation 3 - Action 3 Permettre aux habitants de mieux se déplacer =&gt; Le projet communal vise à sécuriser les déplacements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- améliorer la circulation piétonne et des véhicules autour de la place des écoles</li> <li>- assurer une hiérarchisation des usages de la voirie (desserte inter quartiers desserte interne...) et tenant compte des caractéristiques de la trame existante et en limitant les conflits d'usage</li> <li>- sécuriser les entrées de ville sur les départementales : <ul style="list-style-type: none"> <li>o entre la route de Nîmes et la D22</li> <li>o entre le chemin de la gare et la D22</li> </ul> </li> </ul> <p>Axe n°2 – Orientation 2 - PRÉSERVER ET VALORISER LES RICHESSES NATURELLES ET PATRIMONIALES, GARANTES D'UN CADRE DE VIE DE QUALITÉ ET GÉNÉRATRICES D'UNE ÉCONOMIE TOURISTIQUE</p> <p>Axe n°2 – Orientation 2 – Action 1 Préserver et valoriser les éléments identitaires du territoire =&gt; préserver les caractéristiques des grandes unités paysagères, les cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur le grand paysage avec notamment les vues sur le village, les espaces agricoles/naturels (Les massifs forestiers du Bois des Lens et des Garrigues de Nîmes ; la plaine agricole de la Gardonnenque)</p> |
| <p>Développer le capital boisé des villes et villages, afin de répondre aux enjeux de réduction des îlots de chaleur urbains et de pollution atmosphérique</p>  | <p>Axe n°3 – Orientation 1 – Action 3 Assurer la préservation des éléments de nature ordinaire, garants de la cohérence du territoire</p> <p>Axe n°3 - Orientation 2 – Action 4 Végétaliser les espaces urbains</p>   |



|  |   |
|--|---|
| Prévoir les enveloppes foncières nécessaires à l'extension et la réalisation d'équipements publics au sein des différentes communes du bassin de proximité dont majoritairement au sein des polarités identifiées. | <p>Axe n°1 – Orientation 1 MODERER LA CONSOMMATION D'ESPACES</p> <p>Axe n°3 – Orientation 1 – Action 4 Limiter le mitage urbain dans les espaces agricoles, les boisements et garrigues et ainsi le fractionnement de l'espace afin de préserver les populations végétales et animales.</p> |
|--|---|

**Le PADD de la révision du PLU de Saint-Mamert-du-Gard est compatible avec les objectifs et orientations du PADD et du DOO du SCoT SUD GARD.**

## PLH

Le Programme local de l'habitat est un outil de prévision et de programmation, qui permet d'articuler les politiques locales d'urbanisme, d'habitat et de logement.

**Le PLH 2019-2024 de Nîmes Métropole a été approuvé le 2 décembre 2019.**

Le PLH prévoit tout d'abord un objectif de production global ambitieux mais raisonnable, autour de 1 500 logements par an, rythme observé au cours du premier PLH 2007-2012. Au total, l'objectif de mises en chantier sur territoire de Nîmes Métropole est de 9 190 logements.

Selon la typologie des communes dans le cadre de la mise en œuvre du PLH, Saint-Mamert-du-Gard est identifiée comme un village de plus de 1500 habitants. **C'est une commune non concernée par les obligations de la loi SRU (28 logements sociaux, soit 4%, au 01/01/2021, source : ECOLO, DDTM 30, Ministère de l'Ecologie, 2021).** Le nombre de logements sociaux est stable depuis 2017. 2 demandes de logement social restaient actives fin 2020 et étaient non satisfaites. L'objectif du PLH 2019-2024 est la production de 26 logements sociaux.

|  | Actions du PLH   | Dispositions du PADD du PLU de Saint-Mamert-du-Gard   |
|--|--|---|
| 1. Agir sur l'équilibre social du territoire | Action 1 – Soutenir la construction de 435 logements sociaux familiaux par an, dans un objectif de rééquilibrage territorial | Axe n°1 – Orientation 2 PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL<br>=> Action 3 - Développer progressivement une offre en logements sociaux                             |
|  | Action 2 – Conforter le volet habitat du renouvellement urbain   | Axe n°1 – Orientation 3 - Action 1 - Prioriser le développement au sein des enveloppes bâties existantes afin de préserver le cadre de vie => prendre en compte le renouvellement |

|   |  |   |
|---|--|---|
|   |  | urbain (notamment le site de l'ancienne cave coopérative)   |
|   | Action 3 – Assurer la reconstitution de l'offre démolie et la diversification de l'offre nouvelle dans les quartiers NPNRU | Commune non concernée par cette action du PLH   |
|   | Action 4 – Organiser une gestion partagée de la demande sociale et mettre en œuvre des principes de peuplement équilibré   | Axe n°1 – Orientation 2<br>PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL   |
| 2. Maîtriser davantage la construction neuve  | Action 5 – Renforcer la stratégie foncière et assurer la production de foncier aménagé                                     | Axe n°1 – Orientation 2<br>PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL   |
|   | Action 6 – Développer le partenariat avec les acteurs du territoire  |   |
|   | Action 7 – Définir le dispositif le plus adapté pour développer une offre de logements abordables                          |   |
|   | Action 8 – Animer et évaluer le PLH, en particulier ses retombées économiques, pour favoriser l'emploi                     |   |
| 3. Revitaliser le cœur des villes et villages | Action 9 – Valoriser les principaux cœurs de villes et villages et développer une offre sociale dans le parc privé         | <p>Axe n°2 – Orientation 3 – Action 1 - Réorganiser les liaisons entre les centralités afin de renforcer l'attractivité et le dynamisme du centre-bourg</p> <p>Axe n°1 – Orientation 3 - Action 1 - Prioriser le développement au sein des enveloppes bâties existantes afin de préserver le cadre de vie =&gt; prendre en compte le renouvellement urbain (notamment le site de l'ancienne cave coopérative)</p> <p>Axe n°1 – Orientation 2<br/>PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL<br/>=&gt; Action 3 - Développer</p> |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  | progressivement une offre en logements sociaux   |
|  | Action 10 – Poursuivre la réhabilitation du parc existant et lutter contre la précarité énergétique      | Axe n°1 – Orientation 3 - Action 1 - Prioriser le développement au sein des enveloppes bâties existantes afin de préserver le cadre de vie => prendre en compte le parc de logements vacants |
|  | Action 11 – Lutter contre la non-décence et l'insalubrité  |  |
|  | Action 12 – Poursuivre et renforcer les actions engagées dans les copropriétés fragiles et dégradées     |  |
| 4. Proposer des solutions adaptées pour tous | Action 13 – Accompagner les enjeux du vieillissement et de la perte d'autonomie                          | Axe n°1 – Orientation 2<br>PERMETTRE LA REALISATION D'UN PARCOURS RESIDENTIEL  |
|  | Action 14 – Proposer des solutions adaptées aux publics défavorisés                                      |  |
|  | Action 15 – Faciliter l'accès au logement des jeunes et des étudiants                                    |  |
|  | Action 16 – Compléter le réseau des aires d'accueil et accompagner la sédentarisation des gens du voyage | Commune non concernée par cette action du PLH  |

**Le PADD de la révision du PLU est compatible avec les actions du PLH de Nîmes Métropole**

## Les risques majeurs

### PPRI

La commune de Saint-Mamert-du-Gard est soumise au risque inondation. Le Plan de Prévention du Risque inondation (PPRI) « Gardon amont » a été approuvé le 03 juillet 2008 par arrêté préfectoral. Il est applicable sur le territoire.

Ce plan définit, selon le type d'aléa, les zones communales impactées par le risque inondation résultant du débordement du gardons. Un règlement est associé à chaque type

de risque identifié. Les objectifs d'un PPR inondation sont de garantir la sécurité des populations et de réduire les conséquences des inondations.

➔ *Voir Partie 3.3.1.1 « Le risque inondation » dans l'état Initial de l'environnement du présent document*

Les orientations du PADD de la commune appuient l'enjeu de prise en compte des risques en limitant l'urbanisation nouvelle au sein des espaces où un risque est identifié (Axe n°3 – Orientation 3 - Action 1 Intégrer la gestion des risques et nuisances dans les choix de développement) et en maintenant le principe d'inconstructibilité au sein des zones à risque fort. **Le règlement du PLU s'inscrit dans le respect du règlement du PPRI. Le zonage du PLU reprend la cartographie du zonage du PPRI. Une carte « risques et contraintes » reprenant le zonage du PPRI a été réalisé.**

En cela, le PADD, le règlement et le zonage respectent les dispositions et les prescriptions du PPRI.

#### **Prise en compte du risque ruissellement**

Une cartographie « Extraction des zones d'écoulement (EXZECO) » a été réalisée par le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) a permis de constituer dès 2011 une première approche de la connaissance du risque inondation (débordement et ruissellement) à une grande échelle dans le cadre de la Directive Inondation.

Un PPRI est en vigueur sur la commune, cependant le risque inondation modélisé par EXZECO doit également être pris en compte.

L'étude EXZECO modélise le risque inondation sur la commune. Dans le règlement du PLU (dispositions générales) il a été repris les clauses réglementaires type M-U (en zone urbaine : UA, UAp, UAv, UB, UBa, UBc, UBe1, UBe2, UBp) ou type M-NU (en zone non urbaine : 1AU, 1AUup, 2AUup, A, Ap, Ar, Aj, Aj1, N, Ndv, NI, Nph, Ntc, Ntc1, Nh) pour les zones concernées par l'aléa ruissellement EXZECO.

➔ *Voir Partie 3.3.1.1 « Le risque inondation » dans l'état Initial de l'environnement du présent document*

Le PADD, le règlement et le zonage respectent les dispositions et les prescriptions de la doctrine de la prise en compte du risque inondation dans le Gard : aucune zone de projet de renouvellement ou d'extension n'est entièrement située en aléa inondation modélisée par EXZECO. Quand le secteur est concerné par un aléa ruissellement, ce dernier est pris en compte dans le cadre du projet.

#### **Les autres risques**

Concernant les autres risques à laquelle la commune est soumise (feux de forêt, retrait et gonflement des argiles, séisme), **le projet communal intègre l'ensemble de ces risques et le degré de l'aléa identifié** (PADD du PLU Axe n°3 – orientation 3 – REDUIRE LES VULNERABILITES FACE AUX RISQUES ET LIMITER L'EXPOSITION AUX NUISANCES)

Le parti-pris de resserrer l'urbanisation autour des sites déjà urbanisés permet notamment de limiter l'exposition des résidents à l'ensemble des risques et aléas identifiés.



**La révision du PLU n'augmentera pas les risques naturels et technologiques présents sur la commune. La connaissance des risques a été mise à jour et les risques ont été pris en compte dans le cadre du projet.**

#### 4.4.1.6 La définition d'un projet en accord avec les objectifs de croissance démographique ainsi qu'avec les besoins en logements et équipements des populations actuelles et futures

##### Planifier un développement urbain cohérent assurant une urbanisation harmonieuse et équilibrée

- Le PADD reconnaît et affirme différentes typologies pour les espaces déjà urbanisés ou artificialisés et à urbaniser ou à aménager :
  - **Le centre ancien et son patrimoine** : vieux village composé d'un bâti traditionnel et centralité patrimoniale de la commune (Temple protestant, le Griffon), cet espace est à vocation d'habitat, d'activités commerciales, de services
  - **L'extension du centre-bourg** : composée des principaux équipements communaux (Mairie, écoles, place des écoles) et services ainsi que de quelques commerces et l'ancien site de la cave coopérative.
  - **Les extensions périphériques et lotissements** :
    - Les extensions périphériques du secteur résidentiel présentant une urbanisation peu dense, composé d'un bâti pavillonnaire. Cette entité est caractérisée par une vocation exclusivement résidentielle.
    - Les lotissements ont été aménagés dès les années 1980. Il est recensé une dizaine de lotissements sur la commune. Ils sont composés d'une densité supérieure aux extensions périphériques.
  - **Le secteur destiné à accueillir le développement urbain de la commune**, à dominante d'habitat ou d'équipements : ce secteur stratégique pour l'évolution de Saint-Mamert-du-Gard à l'horizon 2033 fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).
- Par ailleurs, le PADD reconnaît et affirme les espaces à dominante naturelle, agricole ou peu urbanisés présentant des contraintes.

Les secteurs à vocation principalement naturelle ou agricole présentant quelques habitations diffuses.

Au sein de ces espaces sont prévus :

- La préservation des caractéristiques agricoles ou naturelles,
- L'évolution mesurée des habitations existantes,
- L'évolution et le développement des activités agricoles, pastorales et forestières.

Le zonage du PLU concernant les espaces urbanisés/artificialisés ou à urbaniser découle directement de ces typologies et objectifs identifiés :

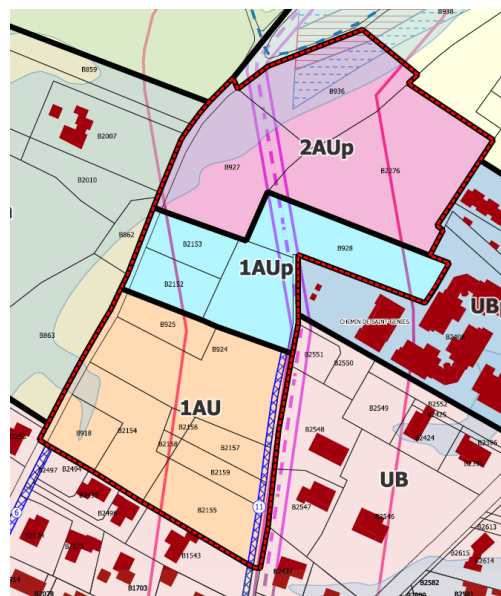
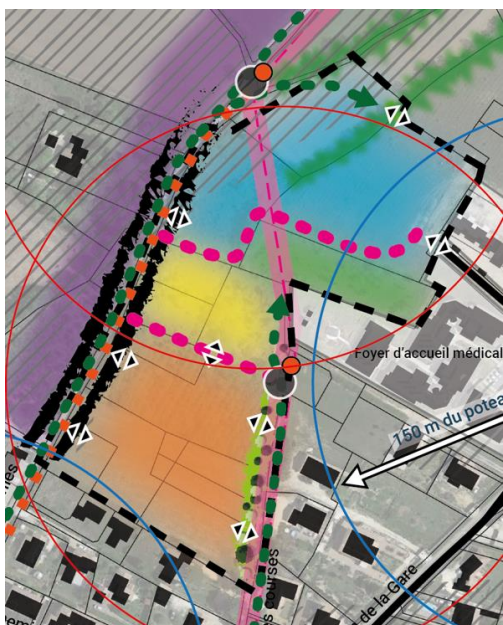
| Typologies urbaines   | Zonage du PLU    |
|---|------------------|
| Le centre ancien et son patrimoine                                    | UA et UAp        |
| L'extension du centre-bourg   | UB, UBe1 et UBe2 |
| Les extensions périphériques et lotissements                          | UB               |
| Le secteur destiné à accueillir le développement urbain de la commune | 1AU, 1AUp, 2AUp  |

Le projet de développement urbain de la Saint-Mamert-du-Gard vise ainsi à conforter l'urbanisation du village, par un comblement des espaces interstitiels, conforter, renforcer sa centralité par le fait d'assurer le renouvellement urbain notamment sur le site de l'ancienne cave coopérative, ainsi que par la redéfinition de zones d'extensions urbaines mesurées, dans un double objectif :

- Assurer un développement urbain maîtrisé, en préservant les atouts du territoire en passant par la densification au sein de l'enveloppe urbaine et la planification d'extensions urbaines mesurées.
- Organiser et structurer le développement futur de la commune par l'encadrement du secteur stratégique pour son développement futur (l'Orientations d'Aménagement et de Programmation n°2 « Extension Nord/Chemin de Saint-Géniès »). Cette OAP est présentée par la suite.

L'urbanisation de l'Extension Nord/Chemin de Saint-Géniès, est donc conditionnée au respect d'une Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui est phasée, ceci afin de garantir l'optimisation de l'espace et la bonne qualité urbaine. Le secteur de l'OAP n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Géniès comporte 3 phases traduites réglementairement :


|                | OAP n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Géniès   | Traduction réglementaire  |
|----------------|---|---|
| <b>Phase 1</b> | La partie Sud du secteur sera destinée à une opération d'ensemble visant à accueillir des logements sur une surface d'environ 1,08 hectare. La densité minimale sera de 25 logements à l'hectare (comme prescrite par le SCoT), avec de l'habitat mixte, dont des logements collectifs qui seront implantés au nord de manière à ne pas trop impacter les constructions existantes. | Zone 1AU destinée à accueillir une urbanisation à court terme à vocation de logements sous la forme d'une seule opération d'aménagement d'ensemble.   |
| <b>Phase 2</b> | La partie centrale sera dédiée à accueillir l'extension du foyer d'accueil médicalisé (FAM) sur une surface d'environ 0,41 hectare et/ou des équipements publics et un espace vert de déambulation d'environ 0,26 hectare à destination du FAM  | Zone 1AUp destinée à accueillir une urbanisation à court terme à vocation d'équipements d'intérêt collectif et services publics sous la forme d'une seule opération d'aménagement d'ensemble. |
| <b>Phase 3</b> | La partie Nord sera dédiée à accueillir des équipements sportifs, des espaces verts et des équipements publics et de services, notamment des ateliers municipaux, un foyer et une cuisine centrale  | Zone 2AUp destinée à accueillir à long terme des équipements d'intérêt collectif et services publics  |



### C. Principe et phasage des composantes urbaines

- Phase 1 : zone dédiée à accueillir des logements (25 logements/ha minimum).
- Phase 2 : espace dédié à accueillir l'extension du foyer d'accueil médicalisé et/ou des équipements publics.
- Phase 2 : espace dédié à accueillir un espace vert de déambulation pour le foyer d'accueil médicalisé.
- Phase 3 : espace dédié à des équipements sportifs, des espaces verts et des équipements publics et services notamment des ateliers municipaux, un foyer et une cuisine centrale.

 Limite de zone

 Secteur faisant l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation

Extraits de l'OAP n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Génès et du zonage

## Diversifier l'offre en logements

En cohérence avec les enjeux issus du diagnostic territorial, la municipalité entend, dans le cadre de son projet de développement, programmer une croissance démographique raisonnable en adéquation avec l'identité villageoise de Saint-Mamert-du-Gard et la capacité des équipements publics existants et pour cela diversifier l'offre en logement au travers notamment de formes urbaines différenciées et de la production de logements sociaux. Ces dispositions sont intégrées dans l'Axe 1 - Orientation 2 « Permettre la réalisation d'un parcours résidentiel ».

Cette offre nouvelle et cette diversification s'opéreront principalement dans les secteurs stratégiques au sein de l'enveloppe urbaine et sur le site de l'ancienne cave coopérative. Sur ce site en friche, fermé depuis 2013, il est prévu l'aménagement d'un nouveau quartier avec la construction d'environ 37 logements (comprenant des logements collectifs, logements intermédiaires, habitat inclusifs et logements individuels).

La production de logements se fera également dans la zone d'urbanisation future en limite de l'enveloppe urbaine (1AU). Ce secteur est encadré par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°2 « Extension Nord / Chemin de Saint-Génès » permettant de définir des typologies de logements complémentaires et des formes urbaines moins consommatrices en espace (habitat mixte dont des logements collectifs). Ce secteur sera destiné à une opération d'ensemble visant à accueillir des logements sur une surface d'environ 1,08 hectare. La densité minimale sera de 25 logements à l'hectare (comme prescrite par le SCoT Sud Gard).

De plus, il est imposé dans les zones urbaines principales (UA, UB) et dans la zone 1AU, un taux de 20% minimum en nombre et 25% en surface de plancher de logements locatifs sociaux pour tout programme de construction à usage d'habitation de plus de 4 logements.

Ainsi, la production de logements projetée dans le cadre du PADD constitue une diversification de l'offre à même d'offrir un parcours résidentiel complet sur le territoire communal et de répondre au besoin des jeunes et personnes âgées.

### Adapter l'offre en équipements aux besoins des populations actuelles et futures

Le projet de développement communal vise à maintenir et adapter l'offre en équipements publics et d'intérêt collectif à la mesure des besoins de la commune. Pour cela, le PADD prévoit les orientations suivantes :

- Axe n°2 – Orientation 2 – Préserver et valoriser les richesses naturelles et patrimoniales, garantes d'un cadre de vie de qualité et génératrice d'une économie touristique : l'action 3 vise à « Conforter et développer l'attractivité touristique » par la préservation des parcs urbains à vocation paysagère du centre du village
- Axe n°2 - Orientation 3 – Anticiper les besoins en équipements et en infrastructures.

Les actions cette orientations vise à :

- « Renforcer, conforter l'offre en équipements » par la réhabilitation de l'école primaire, via les projets d'équipements publics sur le site de l'ancienne cave coopérative (un espace pour les associations culturelles, un espace de service pour la petite enfance, un espace pour les associations sportives) par la construction d'équipements publics dans la zone d'extension nord (sportifs, communaux et intercommunaux) et également par l'accueil de l'extension du Foyer d'accueil Médicalisé
  - « Permettre aux habitants de mieux se déplacer » par l'amélioration du stationnement, l'encouragement des mobilités douces et la sécurisation des déplacements
  - « Poursuivre le déploiement de la fibre optique, en lien avec le Conseil Départemental qui a la compétence »
- Axe n°3 – Orientation 1 – Maintenir et conforter les éléments constitutifs de la trame verte et bleue : l'action 3 vise à préserver les parcs paysagers urbains et espaces verts au sein de l'enveloppe urbaine.

Le PADD s'inscrit ainsi dans un objectif d'optimisation de l'évolution communale avec les équipements et réseaux. Il permet alors de :

- favoriser une urbanisation à proximité de l'offre en équipements déjà présente sur la commune.
- développer des usages alternatifs à la voiture par l'aménagement et le développement d'infrastructures et d'équipements propices aux modes actifs (piétons et cycles).
- programmer un développement urbain en cohérence avec la desserte, notamment numérique, du territoire. L'accès internet est devenu un outil essentiel à la fois pour les habitants et pour favoriser l'accueil d'entreprises, qui demandent une desserte en haut débit. L'accès aux nouvelles technologies et au réseau Internet haut débit est en effet devenu quasi indispensable dans la société actuelle, et constitue à ce titre une des orientations des lois Grenelle de l'Environnement.



Le PADD prévoit de développer l'offre en équipements publics et d'intérêt collectif pour la population actuelle et future.

## Cohérence entre l'objectif démographique et les surfaces destinées à l'urbanisation à vocation d'habitat

### Rappel du diagnostic

Estimation des besoins en logements au regard de l'objectif démographique fixé à l'horizon 2033

→ Voir partie 2.8 « Perspectives de développement »

La commune de Saint-Mamert-du-Gard prévoit une hypothèse de développement démographique de l'ordre de +1%/an, soit environ 1905 habitants à l'horizon 2033. Ce scénario correspond à une augmentation démographique de l'ordre de 264 habitants supplémentaires par rapport à la population de 2020 (1641 habitants).

Pour estimer le besoin en logements associé, quatre phénomènes impactant potentiellement le parc de logements communal, indépendamment des nouveaux logements construits sont pris en compte : phénomène de renouvellement du parc, desserrement de la population, évolution du nombre de résidences secondaires et de logements vacants.

Pour rappel :

- Le taux de renouvellement du parc est considéré est estimé à -0,01%
- La part des résidences secondaires est estimée à 3,2% du parc total de logements à l'horizon 2033 ;
- La part des logements vacants est estimée à 6% du parc total de logements à l'horizon 2033 ;
- Les hypothèses de desserrement de la population sont les suivantes :
  - Hypothèse « basse » du nombre de logement, avec **2,40** personnes/ménage (soit une baisse de 0,3 points par rapport à 2020) ;
  - Hypothèse « haute » du nombre de logement, avec **2,35** personnes/ménage (soit une baisse de 0,08 par rapport à 2020, en cohérence avec la diminution constatée les dix dernières années)

**Ainsi compte tenu de la structure du parc de logements sur la commune, la construction de 115 à 135 nouveaux logements est nécessaire pour atteindre l'objectif démographique fixé à l'horizon 2033.**

Ce besoin en logements a été calculé en retirant les logements réalisés entre 2020 et 2024 (permis de construire accordés et construction de logement à venir). Cela permet de considérer le besoin de nouveaux logements le plus précisément possible, au moment de l'entrée en vigueur du PLU.

La réalisation de ces logements **pourra s'étaler sur les 10 prochaines années** en fonction du rythme de densification des tissus urbains, pour lesquels la réalisation est incertaine.

### Estimation du potentiel en nouveaux logements du projet de PLU

➔ Cf. partie 2.7 « Analyse des disponibilités foncières, de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis »

Les terrains concernés par ces projets d'urbanisation en cours (« coup partis ») ont été pris en compte dans le potentiel de densification.

L'étude de potentiel foncier a été réalisée de manière fine sur l'ensemble de l'enveloppe urbaine en prenant en compte les contraintes et risques énoncés précédemment. Un travail de terrain puis une réunion de travail avec les élus et services techniques ont été réalisés afin d'affiner le potentiel foncier réellement réalisable.

### Focus sur les secteurs du potentiel foncier supérieurs à 2500 m<sup>2</sup> au sein de l'enveloppe urbaine

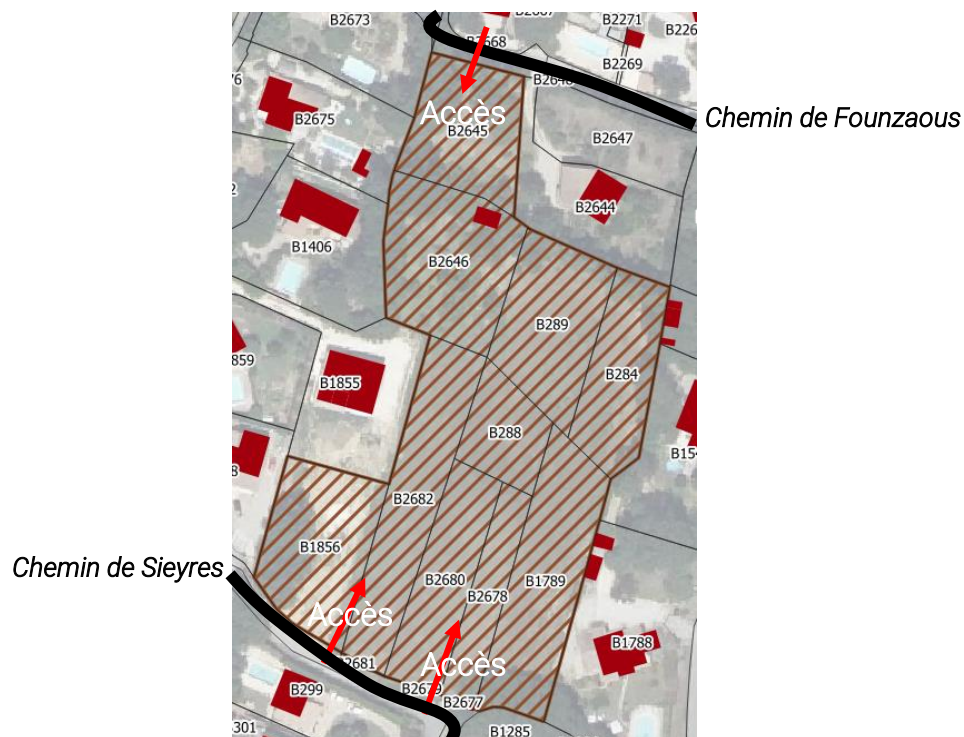
Parmi les parcelles identifiées en dents creuses et division parcellaires au sein de l'enveloppe urbaine, **4 sites représentent de grands tènements fonciers, de plus de 2500 m<sup>2</sup>**. Le potentiel foncier a été établi en tenant compte des risques (ruissellement, feu de forêt) et contraintes (assainissement non collectif, accès, topographie). Cela a permis d'identifier les surfaces réellement urbanisables et un pourcentage de rétention.



Le travail d'analyse de ces 4 sites est détaillé ci-dessous :

**1. Site 1 : Parcelles B2645, B2646, B289, B284, B1856, B2681, B2682, B2677, B2678, B2679, B2680 et B1789 – Division parcellaire**

Ces parcelles représentent une superficie d'environ 10 401 m<sup>2</sup>. Elles sont localisées au Nord-Ouest de l'enveloppe urbaine, entre le chemin de Sieyres et le chemin de Founzaous

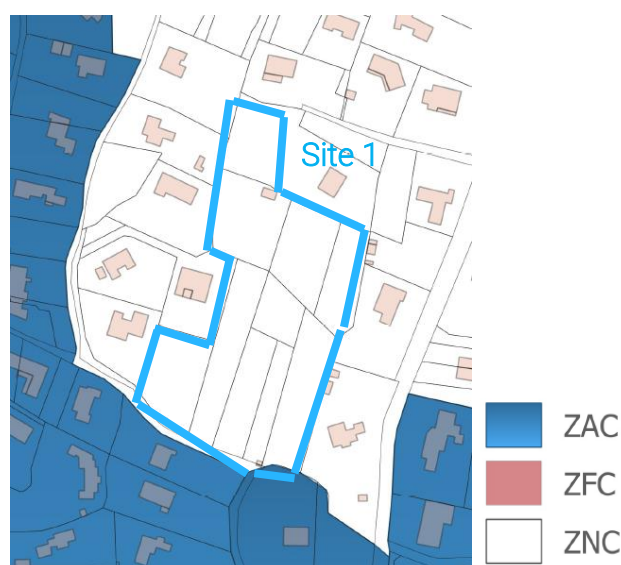


**Plusieurs contraintes sont à prendre en compte pour ce site :**

- Le **tènement foncier n'est pas raccordé à l'assainissement collectif**. La compétence assainissement est du ressort de Nîmes Métropole. La commune a effectué une réunion avec les habitants et Nîmes Métropole en vue d'envisager la faisabilité des travaux de mise en assainissement collectif. Mais le raccordement du quartier à l'assainissement collectif ne fait pas partie des projets de Nîmes Métropole. Cette zone est donc maintenue en zone UBa (non desservie par le réseau d'assainissement des eaux usées) dans le zonage révisé.



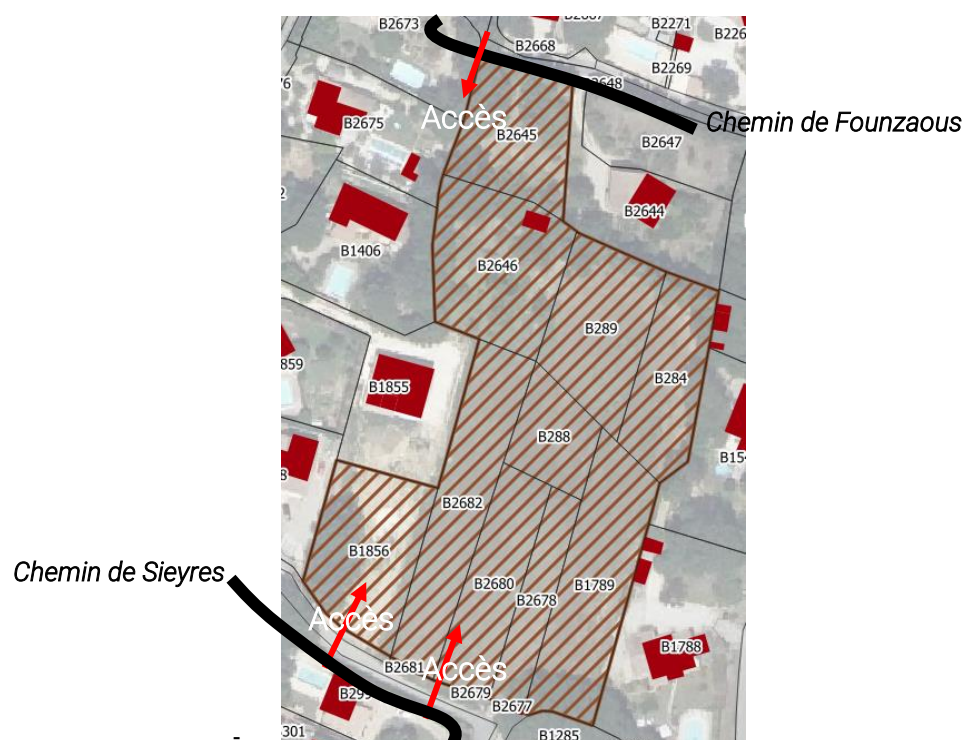
Réseau Eaux Usées – Annexe du PLU révisé. Source : Nîmes Métropole, 2023



Zonage d'assainissement collectif et non collectif – Annexe du PLU révisé. Source : Nîmes Métropole, 2023

- **Les parcelles sont enclavées et leur accès peut se faire uniquement par deux points :** le chemin de Founzaous au Nord et le chemin de Sieyres. Ces routes possèdent une largeur allant de 3 à 4 m et peu de visibilité (arbres, clôtures, murs et enchaînement de virages serrés), rendant difficile et dangereux le croisement des véhicules.





Route d'accès au Nord – Chemin de Founzaous.  
Source : Verdi



Accès aux parcelles depuis le chemin de Founzaous.  
Source : Verdi



Route d'accès au Sud – Chemin de Sieyres Source :  
Verdi



Accès aux parcelles depuis le chemin des Sieyres.  
Source : Verdi

Afin de prendre en compte ces contraintes ainsi que les procédures d'urbanisme engagées sur ces parcelles (déclaration préalable et certificat d'urbanisme), ce tènement foncier a donc été divisé en deux parties :

**a. Parcelles B2645, B2646, B289 et B284 - Divisions parcellaires (partie Nord)**

L'accès aux parcelles est difficile : il peut se faire uniquement par le chemin de Founzaous, au Nord, puis uniquement par la parcelle B2645.

Le tènement foncier n'est pas raccordé à l'assainissement collectif. Le raccordement du quartier à l'assainissement collectif ne fait pas partie des projets de Nîmes Métropole. Cette zone est donc maintenue en zone UBa (non desservie par le réseau d'assainissement des eaux usées) dans le zonage révisé.

Enfin, un certificat d'urbanisme opérationnel a été déposé et accordé sur ces parcelles en vue de créer 2 logements sur ces parcelles.



Ainsi, au vu de ces contraintes et de la procédure d'urbanisme en cours, une rétention de 65% a été appliquée, la surface sur laquelle le potentiel est réellement réalisable est d'environ 3 030 m<sup>2</sup> et le potentiel réalisable est de 2 logements.

**b. Parcelles B1856, B2682, B2678, B2679, B2680 et B1789 – Division parcellaire (partie Sud)**

Le tènement foncier n'est pas raccordé à l'assainissement collectif. Le raccordement du quartier à l'assainissement collectif ne fait pas partie des projets de Nîmes Métropole. Cette zone est donc maintenue en zone UBa (non desservie par le réseau d'assainissement des eaux usées) dans le zonage révisé.

Enfin, une déclaration préalable en vue d'un regroupement en 4 parcelles a été déposée sur ces parcelles.

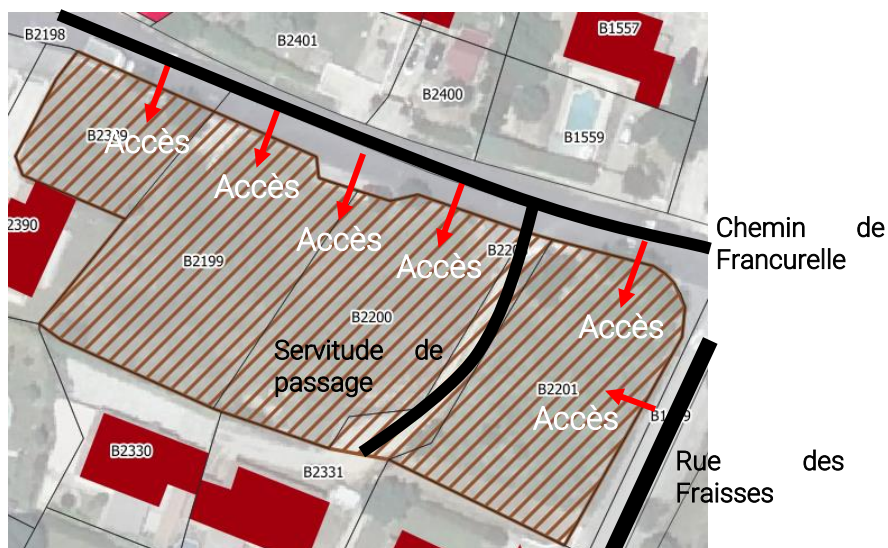


Ainsi, au vu de ces contraintes et de la procédure d'urbanisme en cours, une rétention de 40% a été appliquée, la surface sur laquelle le potentiel est réellement réalisable est d'environ 2 437 m<sup>2</sup> et le potentiel réalisable est de 4 logements.

## 2. Site 2 : Parcelles B2389, B2199, B2200, B2201 (chemin de Francurelle) – Dents creuses

Le site se situe au Nord de l'enveloppe urbaine de Saint-Mamert-du-Gard dans un quartier résidentiel de maisons individuelles.

Ces dents creuses et la **servitude de passage (présente au centre du tènement foncier)** représentent une superficie d'environ 3130 m<sup>2</sup>. L'accès aux parcelles peut se faire chemin de Francurelle (Nord des parcelles) et également par la rue des Fraisses pour la parcelle B2201.





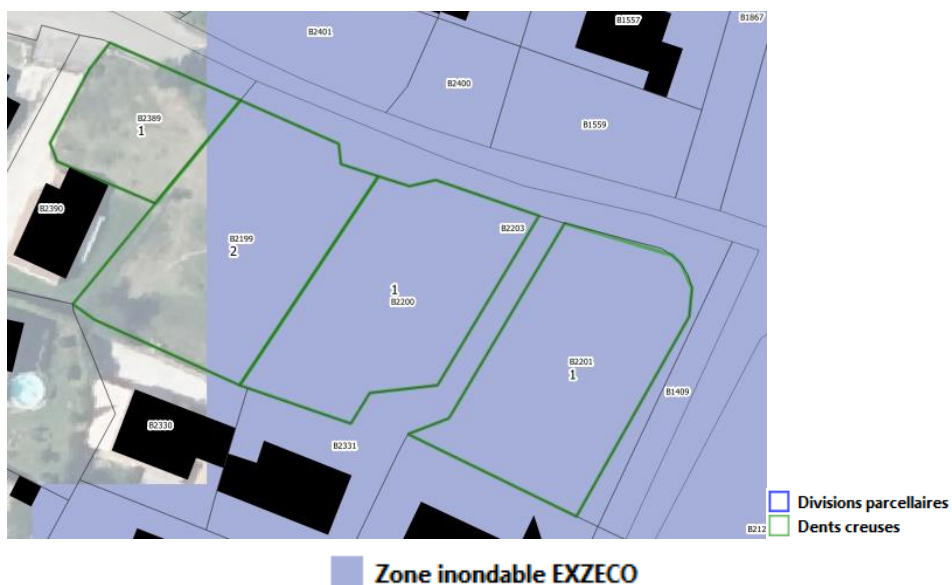


Le chemin de Francurelle et les parcelles du site. Source : Verdi



Le chemin de Francurelle et les parcelles du site. Source : Verdi

L'emprise de l'inondation EXZECO prend quasiment l'entièreté du site à l'exception de la partie Nord-Ouest.



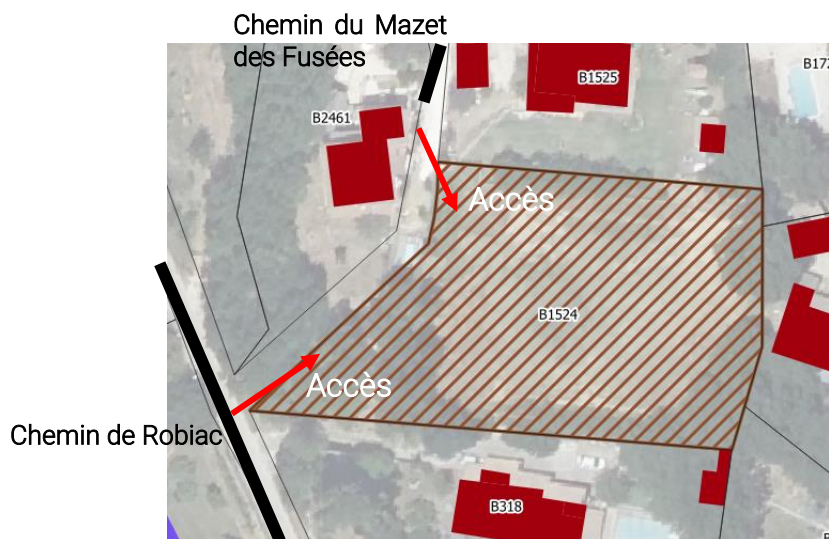
Ainsi, au vu de ce risque et de la contrainte de la servitude de passage à maintenir, une rétention de 20% a été appliquée, la surface sur laquelle le potentiel est réellement réalisable est d'environ 2 943m<sup>2</sup> et le potentiel réalisable est de 5 logements.





### 3. Site 3 : Parcelle B1524 – Dent creuse

Cette dent creuse située sur la parcelle B1524 a pour superficie 2 564 m<sup>2</sup>. Elle est située au nord-ouest de l'enveloppe urbaine, chemin de Robiac.



La parcelle est enclavée et son accès peut se faire uniquement par deux points : par le chemin de Robiac à l'Ouest ou par le chemin du Mazet des Fusées au Nord-Ouest puis par une servitude de passage qui sera à créer. **L'accès par le chemin de Robiac est très pentu.**

De plus, ces routes possèdent une largeur allant de 3 à 4 m et peu de visibilité (arbres, clôtures, murs et enchaînement de virages serrés), **rendant difficile et dangereux le croisement des véhicules.**



Route d'accès à l'Ouest – Chemin de Robiac.  
Source : Verdi



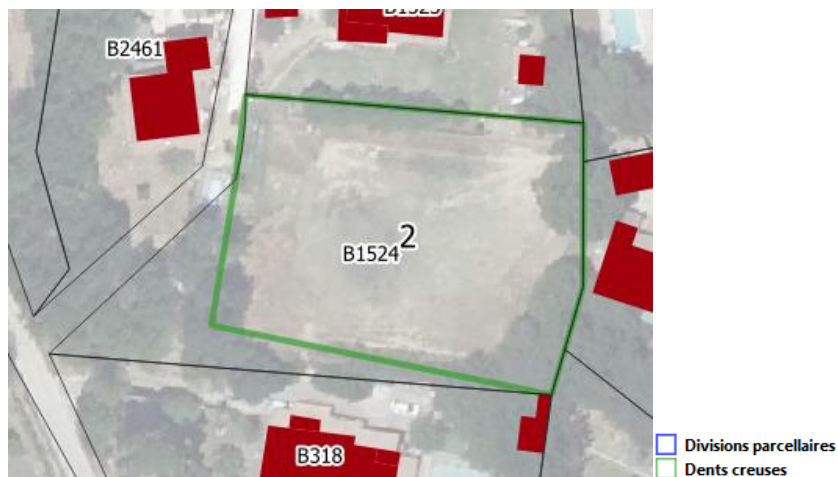
Accès pentu à la parcelle depuis le chemin de Robiac.  
Source : Verdi



Route d'accès au Nord-Ouest – Chemin du Mazet  
des Fusées. Source : Verdi

Accès à la parcelle via la servitude depuis le Chemin du  
Mazet des Fusées. Source : Verdi

Ainsi, au vu de ces contraintes majeurs, une rétention de 40% a été appliquée, la parcelle est réduite à environ 2057 m<sup>2</sup> et le potentiel réalisable est de 2 logements.



#### 4. Site 4 : Parcelle B2098 – Dent creuse

Cette dent creuse située sur la parcelle B2098 a pour superficie environ 3 449 m<sup>2</sup>. Elle est située au sud-ouest de l'enveloppe urbaine, rue de Carrière Croze. La rue Carrière Croze est son unique accès.

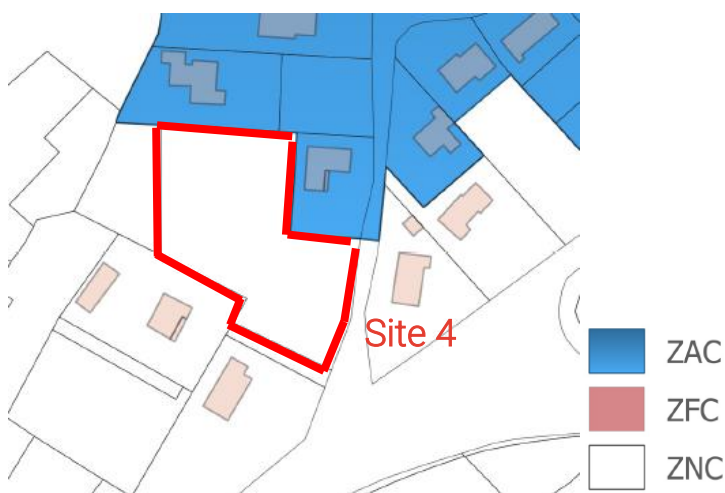


Plusieurs contraintes sont à prendre en compte :

- **Le tènement foncier n'est pas raccordé à l'assainissement collectif.** La compétence assainissement est du ressort de Nîmes Métropole. Le raccordement du quartier à l'assainissement collectif ne fait pas partie des projets de Nîmes Métropole. Cette zone est donc maintenue en zone UBa (non desservie par le réseau d'assainissement des eaux usées) dans le zonage révisé.

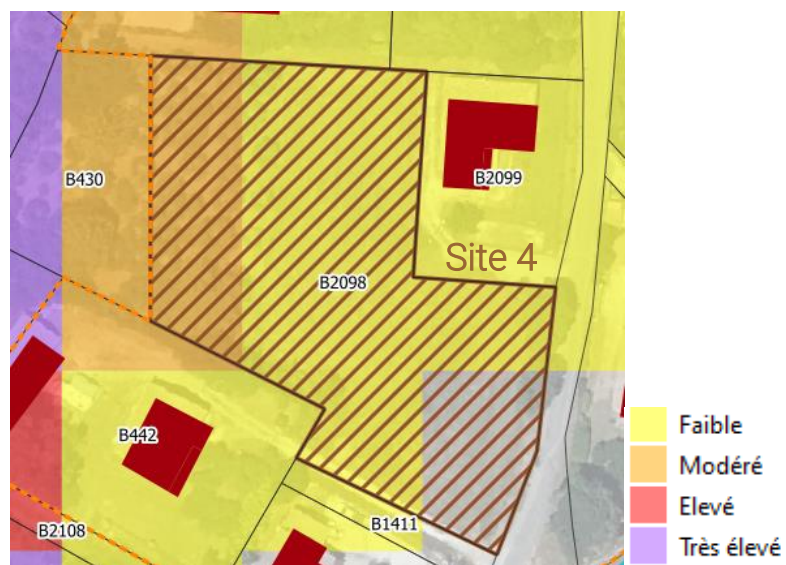
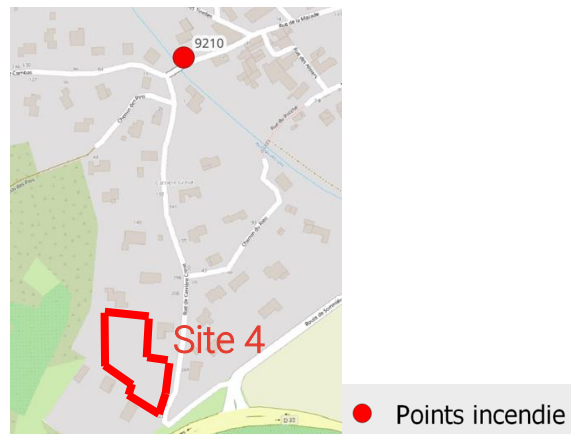


Réseau Eaux Usées – Annexe du PLU révisé. Source : Nîmes Métropole, 2023



Zonage d'assainissement collectif et non collectif – Annexe du PLU révisé. Source : Nîmes Métropole, 2025

- **La parcelle est concernée par le risque incendie** : d'après le Porter à connaissance de la Préfecture du Gard datant de 2021, l'aléa est modéré à l'ouest et l'aléa est faible au centre de la parcelle.  
Le poteau incendie le plus proche est situé à environ 300m, la zone est donc non équipée de défense incendie.



Concernant l'aléa feu de forêt modéré en zone urbanisée non équipée (de défenses incendie), selon les préconisations du Porter à connaissance de la préfecture du Gard, les constructions, extensions ou changements de destination sont admises sous conditions : « Constructions permettant la densification de la zone urbanisée (comblement des dents creuses) et prévoyant les équipements de défense adéquats (hydrants et voirie Normalisés). »

Concernant l'aléa feu de forêt faible en zone urbanisée non équipée (de défenses incendie), selon les préconisations du Porter à connaissance de la préfecture du Gard, les constructions, extensions ou changements de destination sont admises en continuité ou permettant la densification de la zone urbanisée (comblement des dents creuses) et prévoyant les équipements de défense adéquats (hydrants et voirie normalisés)

Aucun projet d'installation de défense adéquat (hydrants et voirie Normalisés) n'est prévu dans le secteur. Les constructions ne pourront avoir lieu en aléa modéré. De plus, un débroussaillage sera à réaliser. La surface du potentiel foncier doit donc exclure l'aléa modéré.

Ainsi, au vu de ces contraintes et risques, une rétention de 40% a été appliquée, la parcelle est réduite à environ 2 723m<sup>2</sup> et le potentiel réalisable est de 2 logements.





### Les entités urbaines déterminées dans les zones urbaines du PLU

Le PLU a réalisé des choix au sein de l'enveloppe urbaine construite de la commune. Le PADD a notamment inscrit ses choix de classement en zone urbaine / naturelle / agricole en fonction des différents enjeux (environnement, paysage) et de l'accès aux réseaux publics (eau, assainissement).

L'analyse du potentiel de densification et de mutation se concentre sur l'identification des espaces résiduels ou sein des zones urbaines du PLU.

Au sein de l'enveloppe urbaine définie dans le projet, les quatre entités sont favorables à la densification urbaine ou à un maintien de la densité actuelle :

- ➔ *Cf. partie 2.7 « Analyse des disponibilités foncières, de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis »*

### Potentiel foncier identifié sur la commune au sein des entités urbaines

- ➔ *Cf. partie 2.7 « Analyse des disponibilités foncières, de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis »*

L'étude potentiel foncier permet de mettre en exergue **28 logements en dent creuse, 26 en division parcellaire, 37 en renouvellement lié au projet à la cave coopérative et 8 logements en renouvellement urbain, soit un total de 99 logements potentiels (sans appliquer de rétention foncière à ce stade).**

Il n'est cependant pas envisageable que tous ces terrains soient mis en vente et construits à court terme. Le SCoT Sud Gard souhaite que les communes appliquent une rétention sur chaque parcelle. Ainsi, un coefficient de pondération a été appliqué. Le coefficient de pondération est de 41% pour les dents creuses et 60% pour les divisions parcellaires. **Sur les 5,19 ha de surface totale que représente le potentiel, seulement environ 3,06 ha seront utilisés pour la production des 99 logements potentiels théoriques. Cela représente une densité d'environ 33 logements à l'hectare.**

### Synthèse du potentiel en nouveaux logements du PLU

|   |                                    |
|---|------------------------------------|
| Potentiel de densification (dents creuses et divisions parcellaires)      | 54                                 |
| OAP n°2 : Extension Nord/Chemin de Saint-Géniès                           | 25                                 |
| Renouvellement lié au projet à l'ancienne cave coopérative (OAP n°1)      | 37                                 |
| Renouvellement urbain lié aux parcelles de l'EPF (ouest du centre ancien) | 8                                  |
| <b>TOTAL</b>  | <b>124 (arrondi à environ 125)</b> |

Les besoins en logements correspondant au projet de PLU sont estimés entre environ 115 à 135 nouveaux logements à produire dans le temps du PLU (en prenant en compte les logements réalisés jusqu'en 2024).

Ainsi, le projet de PLU prévoit de répondre à ces objectifs en prévoyant environ 125 logements en densification, renouvellement et extension (OAP n°2 Extension Nord/chemin de Saint-Géniès).

La production pourra s'étirer sur les 10 prochaines années car la réalisation est incertaine pour la densification des espaces interstitiels identifiés.

Ainsi, le potentiel de production de logements du PLU répond aux besoins en logements et à la compatibilité avec les documents supra-communaux.

### Traduction dans les pièces du PLU

Afin de permettre et favoriser cette densification, le projet communal met en place les dispositions suivantes.

#### Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Au sein du PADD, plusieurs orientations visent à maintenir la morphologie urbaine du village et à limiter les extensions urbaines, ce qui est cohérent avec l'enjeu de densification du tissu urbain existant :

- **Axe n°1 – Orientation 1 – Action 1 : « Maîtriser l'arrivée de nouveaux habitants en cohérence avec l'offre de services/le niveau d'équipements de la commune et l'identité communale »**
- **Axe n°1 – Orientation 1 – Action 2 « Poursuivre un rythme de croissance de l'ordre de +1 % par an sur la période 2023-2033 afin d'atteindre environ 1907 habitants à l'horizon 2033. »**

Afin de préserver l'identité rurale de Saint-Mamert-du-Gard, la commune fait le choix de projeter une croissance maîtrisée de sa population à un horizon d'une dizaine d'années.

Ainsi, une évolution de l'ordre de 264 habitants supplémentaires est établie, portant ainsi la population saint-mamertoise à environ 1905 habitants à l'horizon 2033 (+1% de croissance par an).

- **Axe n°1 – Orientation 2 – Action 1 « Prioriser le développement au sein des enveloppes bâties existantes afin de préserver le cadre de vie »**

Afin de préserver les caractéristiques paysagères de la commune (préservation des espaces agricoles et naturels notamment), le projet communal vise à **optimiser l'enveloppe bâtie**.

Il s'agit de :

- combler les dents creuses
    - prendre en compte le potentiel de logements issus des divisions parcellaires potentielles
    - prendre en compte le parc de logements vacants
    - prendre en compte le renouvellement urbain
  - **Axe n°1 – Orientation 2 – Action 2 « Répondre aux besoins en logements en intégrant les évolutions sociétales et en densifiant de manière raisonnée »**
- Il s'agit de promouvoir des formes urbaines diversifiées (habitat individuel "classique", habitat intermédiaire, petit collectif...) ainsi qu'une variété de taille de logements afin de répondre aux besoins de tous (familles ; jeunes ménages ; personnes âgées...). La production d'un parc de logements diversifié a pour but

d'offrir aux Saint-Mamertois la possibilité de rester sur la commune tout en changeant de logement en fonction des événements de la vie et de permettre un parcours résidentiel complet sur le territoire.

- **Axe n°1 – Orientation 2 – Action 3 « Développer progressivement une offre en logements sociaux »**

Relativement réduit aujourd'hui, la municipalité doit étoffer le parc de logements locatifs sociaux et être compatible avec le SCoT (20% de la production totale de nouveaux logements sur l'ensemble du SCoT doit relever du LLS) et le Programme Local de l'Habitat (26 logements sont à produire entre 2019 et 2024). Il s'agit notamment de permettre entre autres aux jeunes de se loger sur la commune.

Il s'agit alors de permettre un développement progressif de l'offre de logements sociaux.

Ces dispositions s'inscrivent dans le respect des objectifs du SCoT qui fixe pour les logements nouveaux une densité moyenne de 25 logements à l'hectare et des objectifs de la loi ALUR. Ces objectifs imposent d'urbaniser en priorité les espaces interstitiels puis de procéder à des extensions urbaines.

**Dans les pièces réglementaires : zonage et règlement**

Au sein du zonage et du règlement, les principes de densification sont traduits comme suit :

a) Définition d'une zone UA correspondant à la partie agglomérée du vieux village, à caractère patrimonial et commerçant.

La zone UA est définie sur la base des limites de l'entité urbaine A du centre ancien et l'entité urbaine B Faubourg extension du centre ancien dans l'analyse du potentiel de densification.

Au sein du règlement du PLU, la zone est définie comme suit :

« La zone UA correspond au centre ancien. Ce classement a pour objectif de préserver le tissu dense et les caractéristiques de ce quartier ainsi que la centralité d'équipements et services autour de la place des écoles. »

**Principales dispositions réglementaires de la zone UA visant à maintenir ses caractéristiques actuelles**

| Articles   | Disposition concernée  | Justification au regard de l'enjeu de densification du tissu urbain   |
|--|--|---|
| Art. 4<br>Implantation par rapport aux voies et emprises publiques | Aucune obligation de marges de recul, cela permettant une implantation à l'alignement des voies publiques sauf le long des départementales (marges de recul) | Enjeu de densifier l'entité urbaine située en continuité directe du centre-village.<br>Les règles d'implantation sont cohérentes avec le critère de centralité de ces premières extensions urbaines, tout en permettant la préservation du cadre de vie et du paysage urbain. |
| Art. 4<br>Implantation par rapport aux limites séparatives         | L'implantation en limite séparative est autorisée.   | Les emprises au sol maximales sont cohérentes avec les critères de centralité de la zone. La détermination d'un pourcentage minimal de pleine terre permet de conserver des espaces de respiration au sein des tissus du centre-village, mais également de favoriser la       |
| Art. 4   | Implantation par rapport aux autres constructions non réglementée.   |   |



|  |   |   |
|--|---|---|
| Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain |   | gestion des eaux pluviales à la parcelle et d'éviter une trop forte imperméabilisation des sols (prise en compte du risque inondation par ruissellement). |
| Art. 4<br>Emprise au sol   | 80% de la superficie du terrain d'assiette initiale.  |   |
| Art. 4<br>Hauteur  | Hauteur maximale des constructions est fixée à 8 mètres à l'égout de la toiture et à 10 mètres au faîtage |   |

*b) Définition d'une zone UB correspondant à quartiers d'habitat pavillonnaire*

La zone UB est définie sur la base des limites de l'entité urbaine C « Habitat individuel sous forme de lotissement » et entité D « Habitat individuel » dans l'analyse du potentiel de densification.

Au sein du règlement du PLU, la zone est définie comme suit :

« La zone UB correspondant aux zones d'urbanisation à vocation principale d'habitat sous forme pavillonnaire »

**Principales dispositions réglementaires de la zone UB visant à favoriser la densification des tissus urbains.**

| Articles   | Disposition concernée  | Justification au regard de l'enjeu de densification du tissu urbain  |
|--|--|--|
| Art. 4<br>Implantation par rapport aux voies et emprises publiques | <p>Recul de 10 mètres du franc-bord des cours d'eau et valats repérés sur les documents graphiques (plans de zonage) ;</p> <p>Recul 4 mètres de l'emprise actuelle ou projetée des autres voies privées et publiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- excepté dans le secteur UBp où les implantations des constructions par rapport à la voie ne sont pas réglementées</li> <li>- sauf le long des départementales (marges de recul)</li> <li>- sauf pour le secteur UBe1 pour lequel le recul doit être de minimum 3 mètres (ancienne cave coopérative)</li> </ul> | <p>Enjeu de densifier l'entité urbaine de façon maîtrisée.</p> <p>Les règles d'implantation sont cohérentes avec la morphologie urbaine de la zone, moins dense, dont la densification est possible mais doit être encadrée.</p> <p>L'emprise au sol maximale permet de préserver le cadre de vie et le paysage urbain mais aussi d'assurer la prise en compte du risque inondation par débordement des cours d'eau (PPRI Gardons Amont).</p> <p>Enjeu de limiter la hauteur en cohérence avec le tissu pavillonnaire et les formes d'habitat existants.</p> |
| Art. 4<br>Implantation par rapport aux limites séparatives         | La distance minimale d'implantation des constructions par rapport à la limite séparative est de 3 mètres sauf pour le secteur UBe1 (ancienne cave coopérative) pour lequel elle est non réglementée  |  |

|  |   |  |
|--|---|--|
| Art. 4<br>Implantation<br>des<br>constructions<br>les unes par<br>rapport aux<br>autres sur un<br>même terrain | Non réglementé.   |  |
| Art. 4<br>Emprise au<br>sol  | <p><u>Secteur UB et UBa</u> : le linéaire continu de chaque façade des constructions ne dépassera pas 21 mètres.</p> <p><u>Secteurs UB, UBa et UBe2</u> : l'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 50% de la superficie du terrain d'assiette initiale. Les extensions des constructions existantes ne doivent pas permettre de dépasser ces 50%.</p> <p><u>Secteur UBe1 et UBp</u> : l'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 80% de la superficie de l'unité foncière.</p> <p><u>Secteur UBc</u> :<br/>Non réglementé</p> |  |
| Art. 4<br>Hauteur  | La hauteur maximale des constructions est fixée à 7 mètres à l'égout de la toiture et à 9 mètres au faîtage sauf pour le secteur UBe1 (ancienne cave coopérative) pour laquelle la hauteur maximale des constructions est fixée à 10 mètres à l'égout de la toiture et à 12 mètres au faîtage.  |  |

**Le projet de PLU a été défini en accord avec les objectifs de croissance démographique ainsi qu'avec les besoins en logements et équipements des populations actuelles et futures. Il vise à :**

- **planifier un développement urbain cohérent assurant une urbanisation harmonieuse et équilibrée**
- **diversifier l'offre de logements**
- **adapter l'offre en équipements aux besoins des populations actuelles et futures**
- **avoir une cohérence entre l'objectif démographique et les surfaces destinées à l'urbanisation à vocation d'habitat via une traduction dans les pièces du PLU**



#### 4.4.1.7 L'encadrement des projets et des extensions urbaines par l'établissement d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

##### Cohérence entre le PADD et les OAP

Le PLU compte 3 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) au total. 2 d'entre-elles ont été définies sur des sites stratégiques pour le développement des équipements et l'habitat sur la commune. Trois secteurs faisant l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :

- Sont localisés au sein de l'enveloppe urbaine pour certains d'entre eux, et en continuité directe de l'urbanisation existante pour d'autres, en limite de l'enveloppe urbaine sur notamment des terres agricoles avec lesquelles la commune dispose de conventions avec les agriculteurs pour leur proposer d'autres parcelles agricoles.
- Sont identifiés au sein du PADD comme des sites stratégiques de développement urbain, sur lesquelles des opérations d'ensemble sont à programmer, en cohérence avec les enjeux de conforter les enveloppes urbaines existantes, et dans l'objectif de permettre l'accueil d'une population supplémentaire.

##### Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) prennent la forme de schémas de principes et d'organisation avec lesquels les futures opérations d'ensemble, aménagements et/ou constructions devront être compatibles.

- En ce qui concerne l'aménagement, les OAP définissent des principes pour :
  - mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine,
  - préserver le cadre de vie,
  - assurer le développement urbain de la commune, tant à vocation d'habitat que d'activités économiques.
- En ce qui concerne l'habitat, les OAP définissent les objectifs et les principes d'une politique visant à :
  - répondre aux besoins en logements,
  - favoriser une diversité des formes urbaines,
  - assurer une diversification de l'offre de logements.
- En ce qui concerne les transports et les déplacements, elles définissent l'organisation des transports de personnes, de la circulation et du stationnement.

Afin de répondre aux objectifs précédents, les OAP précisent des éléments à respecter pour que les secteurs répondent à des principes :

- D'insertion paysagère et environnementale afin de garantir une bonne intégration des futurs aménagements et constructions dans leur environnement, tant urbain que paysager, dans le respect des enjeux écologiques particuliers du territoire de Saint-Mamert-du-Gard



- De maillage dans le but de structurer la desserte, tant viaire que par les modes doux, des futurs quartiers/constructions et de connecter ceux-ci avec les tissus urbains limitrophes (village). Des principes sont également établis concernant l'offre en stationnement.
- De composantes urbaines afin d'établir le parti d'aménagement urbain retenu (vocations, formes urbaines, composantes urbaines à préserver, à restructurer ou à mettre en valeur).

Les sites de projet du PLU, qui ont fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation, se feront selon différentes temporalités :

1. **Le site de l'ancienne cave coopérative est un projet de renouvellement urbain qui va se réaliser à très court terme** (OAP n°1 Ancienne Cave Coopérative), les travaux de déconstruction se sont terminés en septembre 2024 et les études sur la programmation architecturale et urbaines sont en cours de finalisation
2. **L'urbanisation de la zone d'extension se fera de manière progressive** (OAP n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Génies) :
  - a. En complément du réinvestissement urbain, la production de logements se fera dans la zone Sud de l'OAP dédiée à accueillir du logement à court terme sous la forme d'une opération d'ensemble (**phase 1** de l'OAP n°2)
  - b. la partie centrale de l'OAP accueillera à court terme l'extension du foyer d'accueil médicalisé (FAM) et/ou des équipements publics et un espace vert de déambulation à destination du FAM (**phase 2** de l'OAP n°2)
  - c. la partie Nord de l'OAP sera dédiée à accueillir à long terme des équipements sportifs, des espaces verts et des équipements publics et de services notamment des ateliers municipaux, un foyer et une cuisine centrale... (**phase 3** de l'OAP n°2)
3. **La programmation de l'OAP n°3 Secteur Centre** (préservation d'un poumon vert (espace planté), le rendre accessible au public et à permettre l'aménagement d'un parking paysager et/ou d'un espace dédié à des équipements publics) **se réalisera indépendamment des 2 autres secteurs de projet**. Elle se fera à moyen terme au gré des opportunités foncières.

## Orientation d'Aménagement et de Programmation n°1 : Ancienne cave coopérative

Appartenant à la plaine de la Gardonnenque, la commune de Saint-Mamert-du-Gard a pour principaux objectifs de redynamiser son centre-ville et de proposer une offre de logements adaptée aux besoins de la population. De fait, l'OAP dite « ancienne cave coopérative » s'inscrit en ce sens.

La première OAP est située au sein de l'enveloppe urbaine, en prolongement du centre-ancien, sur une superficie d'environ 0,76 ha.

L'OAP est située sur le site de l'ancienne cave coopérative. Elle est localisée entre le Chemin de la gare et le Chemin de Saint-Génies. Le projet s'inscrit dans un quartier d'habitations individuelles. **Cette localisation en prolongement du centre ancien et de la centralité administrative, scolaire, de santé et sportive appelle un traitement qualitatif de l'aménagement de la zone, et à une mixité des fonctions renforçant ce pôle de vie villageois.**

En ce sens, il est proposé un aménagement aux usages variés : de l'habitat inclusif, du logement, des équipements communaux, des commerces et des services.

L'urbanisation partielle de ce site permettra de participer au comblement d'espaces interstitiels et ainsi de limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels pour le développement communal et notamment la production de logements. Cette zone participe en effet à l'atteinte des objectifs démographiques et de logements fixés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Cette transformation vise à créer un espace dynamique et attractif. À cette fin, sera prévu l'aménagement d'infrastructures et espaces publics favorisant les échanges, ainsi que le développement de services répondant aux besoins de la population.

Le projet sera réalisé sous la forme d'une opération d'aménagement d'ensemble, qui devra respecter un schéma d'organisation commun :

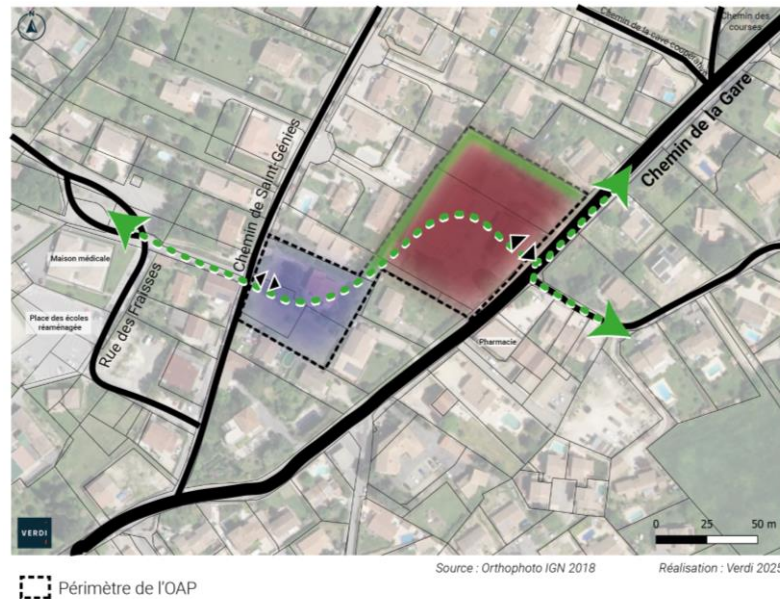
- **La partie Ouest** de l'OAP a vocation à créer une mixité générationnelle et sociale par la réalisation d'équipements de services et de logements à destination de différents publics : familles, enfance, associations, seniors...
- **La partie Centre** sera destinée à l'accueil de logements, de commerces, services et activités tertiaires, l'ensemble en mixité fonctionnelle et sociale.

L'urbanisation s'inscrira sur une surface de **0,76 hectare** avec une production d'environ **10 logements d'habitat inclusifs et environ 30 nouveaux logements**.

|                  |   |
|------------------|---|
| <b>Objectifs</b> | <p><b>Participer à la production à court terme de logements neufs</b> (environ 37) de tout type (individuel, intermédiaire et collectif) dont environ 10 logements d'habitats inclusifs au sein de l'enveloppe urbaine.</p> <p>Encadrer l'urbanisation dans les espaces stratégiques afin de favoriser une diversification de l'offre en logements et une diversité des formes urbaines.</p> <p>Le secteur de l'ancienne cave coopérative est voué à <b>se transformer en une centralité complémentaire</b> (logements, commerces, services et équipements publics), en prolongement du centre bourg.</p> <p>Cette transformation vise à créer un espace dynamique et attractif. À cette fin, sera prévu l'aménagement d'infrastructures et espaces publics favorisant les échanges, ainsi que le développement de services répondant aux besoins de la population.</p> <p><b>Le projet sera réalisé sous la forme d'une opération d'aménagement d'ensemble, qui devra respecter un schéma d'organisation commun.</b></p> |
|------------------|---|

|   |  |
|---|--|
| <p><i>Principes de composantes urbaines</i></p>                   | <p><b>La partie Ouest</b> de l'OAP a vocation à créer une mixité générationnelle et sociale par la réalisation d'équipements de services et de logements à destination de différents publics : familles, enfance, associations, seniors... Les logements pourront être regroupés sous la forme d'habitat inclusif, avec un <b>maximum de 10 logements</b> (en respectant la densité minimale de 25 logements/ha prescrite par le SCoT). L'aménagement d'espaces partagés favorisera les échanges intergénérationnels.</p> <p><b>La partie Centre</b> sera destinée à l'accueil d'une <b>trentaine de logements maximum</b> (en respectant la densité minimale de 25 logements/ha prescrite par le SCoT) et <b>d'environ 900m<sup>2</sup> dédiés aux commerces, services et activités tertiaires, l'ensemble en mixité fonctionnelle et sociale</b>. Les formes urbaines seront diversifiées, avec notamment la possibilité de réalisations sous forme d'habitat intermédiaire, d'appartements selon plusieurs typologies, de commerces en rez-de-chaussée, de logements en accession libre et en locatif social.</p> |
| <p><i>Principes de maillage</i></p>                               | <p>Les <b>principes d'accès</b> au site se feront, à titre indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>A l'Ouest</b>, par le Chemin de Saint-Géniès</li> <li>- <b>A l'Est</b> par le Chemin de la Gare</li> </ul> <p><b>Un lien de desserte et/ou de cheminement sera à créer entre les zones Ouest et Centre de l'OAP</b> et vers les axes structurants de l'emprise de l'opération, reliant les quartiers résidentiels à l'Est, à la zone d'équipements collectifs et publics à l'Ouest. Ce cheminement modes doux et actifs, offrira une solution qualitative pour sécuriser les déplacements.</p> <p><b>La circulation des véhicules sera tempérée par des aménagements adaptés</b>, des raccordements sécurisés sur la route de Saint-Géniès et le chemin de la Gare, et orientée vers des stationnements adaptés à l'offre proposée en transports en commun.</p>   |
| <p><i>Principes environnementaux et d'insertion paysagère</i></p> | <p>Le projet prendra en compte les enjeux écologiques identifiés sur le site (des mesures seront mises en place en lien avec la phase travaux ainsi que des mesures de suivi en phase d'exploitation)</p> <p><b>Des espaces verts seront plantés</b>. Ces espaces verts compléteront la trame verte du village, en complément de l'OAP Secteur centre à l'Ouest de l'OAP de l'ancienne Cave Coopérative et en complément de la préservation de la zone humide de Francurelle, située au Nord-enveloppe urbaine.</p> <p><b>Une clôture végétale sera à conserver et/ou à créer</b> afin de venir en protection des habitations riveraines existantes.</p>   |

## Orientation d'aménagement et de programmation Ancienne Cave coopérative



▬ Périimètre de l'OAP

### A. Principe de maillage

- ◀ ▶ Principe d'accès (à titre indicatif).
- ◆◆ Principe de cheminement doux interne et reliant les différents quartiers limitrophes.
- Clôture végétale à conserver / créer en protection des habitations riveraines existantes.

### B. Principe de composantes urbaines

- Zone Ouest à vocation de mixité générationnelle dédiée à moyen terme à l'habitat (environ 10 logements - minimum 25 logements/ha) et aux équipements publics.
- Zone centre à vocation de mixité fonctionnelle dédiée à court terme à l'habitat (environ 30 logements - minimum 25 logements/ha) et l'activité professionnelle.



## Orientation d'Aménagement et de Programmation n°2 : Extension Nord / Chemin de Saint-Génès

L'OAP est située à la limite Nord-Est de l'enveloppe urbaine, **en continuité immédiate de l'enveloppe urbaine et à proximité de la Gendarmerie et du Foyer d'accueil médicalisé**, sur une superficie d'environ **3,09 hectares**.

La commune se positionne sur une croissance démographique de + 1%/an, soit un accueil de près de 264 habitants supplémentaires à l'horizon 2033. Pour faire face à cette croissance démographique, permettre le maintien de la population actuelle (en prenant en compte le phénomène de desserrement de la population), ce sont ainsi entre environ 115 et 135 nouveaux logements qui seront nécessaires (en prenant en compte les permis de construire délivrés entre 2020 et 2024).

Ces logements seront en partie réalisés en densification, au sein de l'enveloppe urbaine, et sur le site de l'OAP de l'ancienne cave coopérative identifié au sein du tissu bâti. **Toutefois, les logements qui seront réalisés sur le secteur de l'ancienne cave coopérative ne pourront être construits qu'une fois l'achèvement de la déconstruction de l'ancienne cave coopérative.** Par conséquent, au vu du besoin en logements, du réinvestissement réalisable au sein de l'enveloppe urbaine et des contraintes et risques concernant l'enveloppe urbaine et ses alentours, la commune de Saint-Mamert-du-Gard se trouve face à la nécessité de permettre une urbanisation à court terme sur le secteur « Extension Nord / Chemin de Saint-Génès »

Le secteur « Extension Nord / Chemin de Saint-Génès » est donc identifié comme un secteur stratégique pour le développement futur de la commune. Sa traduction réglementaire s'est faite avec le classement en zone 1AU (destinée à accueillir une urbanisation à court terme à vocation de logements sous la forme d'une seule opération d'aménagement d'ensemble)

La commune souhaite encadrer l'urbanisation de ce site pour **garantir la réalisation d'un projet urbain répondant aux besoins de la commune**. Le projet d'aménagement de l'extension Nord sera réalisé selon 3 phases :

- Phase 1 : en complément et parallèle du réinvestissement urbain au sein de l'enveloppe urbaine, la production de logements se fera dans la zone Sud de l'OAP dédiée à accueillir du logement à court terme sous la forme d'une opération d'ensemble
- Phase 2 : la partie centrale de l'OAP accueillera à court terme l'extension du foyer d'accueil médicalisé (FAM) et/ou des équipements publics et un espace vert de déambulation à destination du FAM
- Phase 3 : la partie Nord de l'OAP sera dédiée à accueillir à long terme des équipements sportifs, des espaces verts et des équipements publics et de services notamment des ateliers municipaux, un foyer et une cuisine centrale...

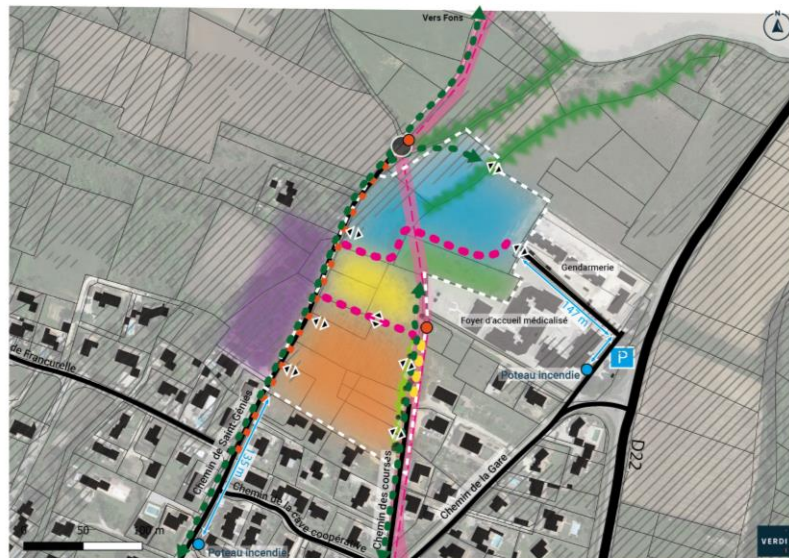
L'aménagement de la zone devra respecter les orientations inscrites dans l'OAP.

|  |  |
|--|--|
| <b>Objectifs</b>                         | Participer à la <b>production de logements neufs</b> (environ 25 logements au total), <b>aménager l'extension du Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM)</b> , un espace vert de déambulation à destination du FAM, des équipements publics et installations légères à vocation d'équipements sportifs en continuité du tissu urbain. |
| <b>Principes de composantes urbaines</b> | Le projet d'aménagement de l'extension Nord sera réalisé selon 3 phases :  |

|  |   |
|--|---|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Phase 1</b> : la partie Sud du secteur sera destinée à une opération d'ensemble visant à <b>accueillir des logements</b> sur une surface d'environ 1,08 hectare. La densité minimale sera de 25 logements à l'hectare (comme prescrite par le SCoT), avec de l'habitat mixte, dont des logements collectifs qui seront implantés au nord de manière à ne pas trop impacter les constructions existantes.</li> <li>- <b>Phase 2</b> : la partie centrale sera dédiée à accueillir <b>l'extension du foyer d'accueil médicalisé (FAM)</b> sur une surface d'environ 0,41 hectare <b>et/ou des équipements publics et un espace vert de déambulation</b> d'environ 0,26 hectare à destination du FAM</li> <li>- <b>Phase 3</b> : la partie Nord sera dédiée à des <b>équipements sportifs, des espaces verts et des équipements publics et services</b> notamment des ateliers municipaux, un foyer et une cuisine centrale</li> </ul>   |
| <i>Principes de maillage</i>                               | <p><b>Les accès se feront à l'Ouest</b> depuis le chemin de Saint-Géniès. Cette rue fera l'objet d'un aménagement de minimum 4 mètres de largeur de chaussée et fera l'objet d'aménagement pour les circulations douces. Il est également prévu des aménagements pour les circulations douces sur le Chemin de Saint-Géniès, pour relier les futurs équipements de l'OAP puis plus au Nord pour relier la commune de Fons (notamment la gare de Fons).</p> <p><b>Les accès se feront également au Nord-Est</b> par l'impasse Nelson Mandela située entre le FAM et la gendarmerie. Une voirie à créer de minimum 4 mètres de largeur reliera l'impasse Nelson Mandela et le Chemin de Saint-Géniès.</p> <p><b>Les accès se feront à l'Est</b> par le Chemin des Courses.</p> <p><b>Une voirie de minimum 4 mètres sera à créer entre les logements et l'extension du Foyer d'Accueil Médicalisé.</b> Cette route permettra de desservir le Foyer d'Accueil Médicalisé, les logements et l'ensemble des équipements.</p> |
| <i>Principes environnementaux et d'insertion paysagère</i> | <p>Au Nord de l'OAP, sur le secteur destiné à accueillir des équipements, les enjeux écologiques sont modérés. <b>La ripisylve sera à préserver.</b></p> <p><b>Une interface paysagère est à aménager à l'Est du secteur dédié aux logements,</b> le long du Chemin des Courses.</p> <p>A l'Ouest de l'OAP, <b>il sera créé des éléments de défense contre le risque feu de forêt :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Le débroussaillage devra être maintenu dans le temps et réalisé conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013008-0007 du 8 janvier 2013 relatif au débroussaillage réglementaire.</li> <li>o Une convention avec les propriétaires des parcelles cadastrales B 862, B 863, B 864 et B 2010 devra être prise afin de pouvoir réaliser le débroussaillage et être conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral.</li> <li>o Le Chemin de Saint-Géniès sera réaménagé en une voie de minimum 4 mètres avec création d'une aire de</li> </ul>   |

|  |  |
|--|--|
|  | <p>retournement et d'un point d'eau au Nord-Ouest de l'OAP</p> <p>Le centre l'OAP fera également l'objet d'aménagement en lien avec l'aléa feu de forêt :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Création d'une voie de minimum 4 mètres entre le Chemin de Saint-Géniès et le Chemin des Courses puis connexion avec le chemin des Courses avec la création d'une voie de 3 mètres minimum sur la partie actuellement non aménagée du Chemin des Courses.</li> <li>○ Création d'un point d'eau au niveau du Chemin des Courses.</li> </ul> <p><b>Le risque aléa retrait-gonflement des argiles, le risque inondation et la servitude liée à la canalisation de gaz devront être pris en compte.</b></p> |
|--|--|

## Orientation d'aménagement et de programmation Secteur Extension Nord / Chemin de Saint-Génies



Source : Google Satellite, 2022

Réalisation : Verdi 2025

 Périmètre de l'OAP

### A. Principe d'insertion paysagère et prise en compte des risques

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
|  | Interface paysagère à aménager                      |  | Point d'eau existant (distance au point d'eau)                           |
|  | Préservation de la ripisylve                        |  | Point d'eau à créer  |
|  | Emprise du ruissellement                            |  | Canalisation de gaz (SUP I3)   |
|  | Débroussaillage sur 50 m à partir des constructions |  | Recul d'implantation de 5 m de part et d'autre de la canalisation de gaz |
|  | Aire de retournement à créer                        |   |  |

## B. Principe de maillage

- ▶ Principe d'accès (à titre indicatif)
- Voirie à aménager (minimum 4 m de large)
- Voirie à créer (minimum 4 m de large)
- Voirie à créer (minimum 3 m de large)
- ◆ Aménagement pour les circulations douces, vers Fons
- P Réaménagement du parking

### C. Principe et phasage des composantes urbaines

- Phase 1 : zone dédiée à accueillir des logements (25 logements/ha minimum).
- Phase 2 : espace dédié à accueillir l'extension du foyer d'accueil médicalisé et/ou des équipements publics.
- Phase 2 : espace dédié à accueillir un espace vert de déambulation pour le foyer d'accueil médicalisé
- Phase 3 : espace dédié à des équipements sportifs, des espaces verts et des équipements publics et services notamment des ateliers municipaux, un foyer et une cuisine centrale



### Orientation d'Aménagement et de Programmation n°3 : Secteur centre

L'OAP se situe dans l'enveloppe urbaine de Saint-Mamert-du-Gard, **en bordure Nord-Est du centre ancien, sur une superficie d'environ 0,37 ha**. Cette dernière est située dans un quartier regroupant différents services et équipements de la commune.

Saint-Mamert-du-Gard est doté d'un seul parc : le parc associatif Jean Rémy Solana. Le projet communal vise à préserver les parcs paysagers urbains et espaces verts au sein de l'enveloppe urbaine en lien avec leur rôle de poumons verts et d'îlots de fraîcheur (Axe n°3 - Orientation 1 - Action 3 « Assurer la préservation des éléments de nature ordinaire, garants de la cohérence du territoire » du PADD). En plus de l'inscription en Espace Paysager à Protéger au titre de l'article L151-19 ; **cette OAP vise ainsi la protection du parc arboré** situé chemin de la gare et jouxtant l'école primaire.

En matière de stationnement, le diagnostic fait ressortir une offre de stationnement public répondant aux besoins actuels, des disponibilités sur des parkings et sur voirie mais un éloignement relatif des places de stationnement par rapport aux commerces et au centre ancien. **La création éventuelle d'un parking paysager sur le secteur centre est une traduction réglementaire des actions du PADD** permettant aux habitants de mieux se déplacer (Axe n°2 - Orientation 3 - Action 3 « Créer une offre complémentaire de places de stationnement à proximité de la place des écoles »).

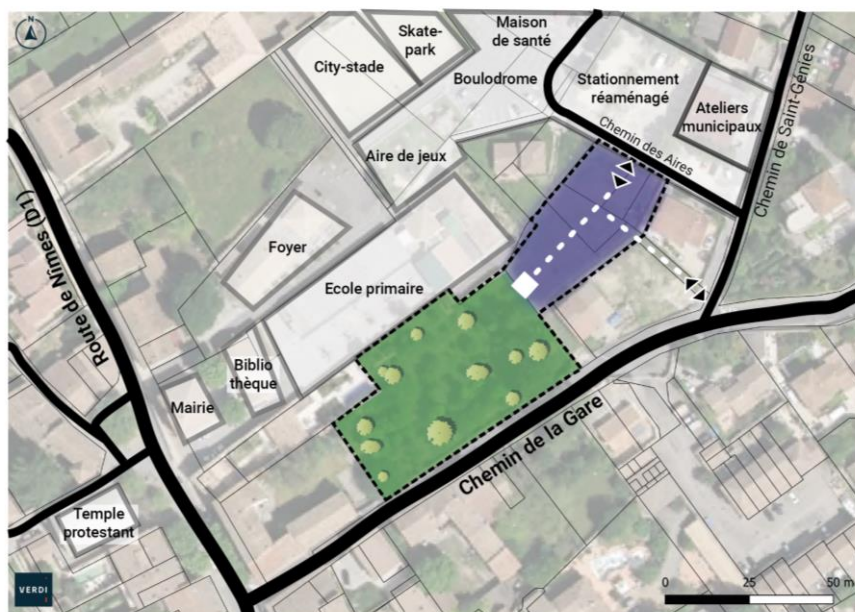
En matière d'équipements publics, le diagnostic fait également ressortir une nécessité de compléter l'offre d'équipements et en particulier pour les écoles. Le site de projet est localisé de manière stratégique pour l'accueil éventuel d'équipements publics puisqu'il se situe à proximité immédiate de la place des écoles. **L'aménagement éventuel d'équipements publics sur le secteur centre est une traduction réglementaire des actions du PADD** (Axe n°2 - Orientation 3 - Action 2 « Renforcer, conforter l'offre en équipements »).

Cette OAP s'inscrit **dans la continuité la requalification de la place des écoles** réalisée entre 2021 et 2022. Elle a permis la végétalisation, la création de cheminement doux, la création d'un skate-park et city-stade, d'agrès sportif et d'une structure d'escalade à la place du terrain synthétique, la rénovation de l'aire de jeux, le déplacement du boulodrome et le déplacement du parking au sud-est accompagné d'une désimperméabilisation de certaines places de stationnement.

|  |  |
|--|--|
| <b>Objectifs</b>   | A proximité immédiate du centre ancien et des principaux équipements, <b>cette OAP vise à préserver un poumon vert</b> (espace planté), le rendre accessible au public et à permettre <b>l'aménagement d'un parking paysager et/ou d'un espace dédié à des équipements publics</b> . |
| <b>Principes de composantes urbaines</b>                   | Dans le but de <b>compléter l'offre de stationnement</b> à proximité de la place des écoles, la moitié Nord-Est de l'OAP est vouée à <b>l'aménagement d'un parking paysager</b> sur l'espace enherbé et/ou d'un espace dédié à des équipements publics.                              |
| <b>Principes de maillage</b>                               | <b>Les accès au site seront possibles par le chemin de la gare, le chemin des Aires et le chemin de Saint-Géniès.</b><br>Sur le Chemin de Saint-Géniès, il sera aménagé une liaison douce permettant de relier Fons.   |
| <b>Principes environnementaux et d'insertion paysagère</b> | La moitié Sud-Ouest de l'OAP consiste en la <b>protection d'un parc arboré</b> à proximité du centre ancien et fait l'objet dans le cadre du zonage de la création d'un espace paysager protégé.   |

|  |  |
|--|--|
|  | Le risque aléa retrait-gonflement des argiles et le risque inondation devront être pris en compte. |
|--|--|

### Orientation d'aménagement et de programmation Secteur centre



--- Périmètre de l'OAP

#### A. Principe d'insertion paysagère

Protection d'un jardin remarquable

#### B. Principe de maillage

Principe d'accès routier (à titre indicatif)

Principe de création de voies de desserte routière (tracé indicatif)

#### C. Principe de composantes urbaines

Aménagement d'un parking paysager et/ou d'un espace dédié à des équipements publics.

Les projets identifiés au sein du PADD comme des sites stratégiques de développement urbain et la zone d'extension urbaine, permettant l'accueil d'une population supplémentaire et des équipements, sont encadrés par 3 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles qui se réaliseront selon différentes temporalités.

Les OAP précisent des éléments à respecter pour que les secteurs répondent à des principes d'insertion paysagère et environnementale, de maillage et de composantes urbaines afin d'établir le parti d'aménagement urbain retenu

#### 4.4.1.8 Maintenir et conforter le dynamisme économique de la commune

##### Maintenir et développer l'économie communale

Dans son projet de développement, la commune affirme la volonté de préserver les pôles économiques du territoire. Ainsi, les orientations suivantes sont établies dans le cadre du PADD :

- **Axe n°2 – Orientation 1 – Action 1 « Maintenir et renforcer l'offre commerciale et de services de proximité au centre bourg et sur le site de la cave coopérative »**
  - o Maintenir les activités économiques pour conforter l'attractivité de la commune, en s'appuyant sur les atouts du territoire
  - o Aider au maintien et à la création de commerces et services pour maintenir la dynamique du centre ancien,
  - o Renforcer l'offre de commerce et de service en extension du centre ancien sur le secteur de la cave coopérative
  - o Renforcer le rôle de bourg-centre en s'appuyant sur la structuration du territoire afin d'équilibrer les équipements, commerces et zones de vie et les lier entre elles par un réseau de déplacement doux
- **Axe n°2 – Orientation 1 – Action 2 « Maintenir les activités artisanales »**

##### Soutenir l'activité agricole

A travers son projet de développement, la commune affirme sa volonté de concilier le maintien et le développement de l'agriculture tout en permettant un développement mesuré et encadré de l'urbanisation. Les espaces agricoles sont reconnus pour leurs enjeux économiques, agronomiques, paysagers et écologiques. Les choix de développement retenus au sein du PADD visent également à limiter la consommation d'espaces agricoles et à préserver les espaces valorisés et/ou valorisables par l'agriculture présentant une forte valeur agronomique et/ou des enjeux paysagers affirmés.

Ainsi, les orientations suivantes sont établies dans le cadre du PADD :

- **Axe n°2 – Orientation 1 - Action 3 « Préserver le terroir agricole »**
  - o maintenir et préserver les activités agricoles et les espaces présentant un fort potentiel agricole.
  - o préserver les terres agricoles situées en partie sud et sud-est et ouest de l'enveloppe urbaine et en particulier celles classées en Indication Géographique Protégée et en Appellation d'Origine Contrôlée
  - o Cette trame agricole est d'autant plus à préserver qu'elle constitue la connexion entre les réservoirs de biodiversité du Bois de Lens à l'ouest et des Garrigues de Nîmes au nord-est
  - o Le maintien de ces terres agricoles, en particulier aux abords de la RD22, permettra également de préserver la perception du village depuis cet axe principal et de maintenir ainsi le caractère « rural » de la commune.
  - o Envisager la création d'une aire de remplissage destinée aux agriculteurs en priorité, à proximité de l'ancien captage des Tinelles et des jardins partagés.
- **Axe n°2 – Orientation 1 - Action 1 « Préserver et valoriser les éléments identitaires du territoire »**

- Préserver les caractéristiques des grandes unités paysagères, les cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur les espaces agricoles/naturels
- **Axe n°3 – Orientation 1 – Action 1 « Préserver les cœurs de biodiversité et ensembles naturels patrimoniaux »**
  - Préserver la mosaïque de milieux : espaces forestiers, garrigues et espaces agricoles
- **Axe n°3 – Orientation 1 – Action 4 « Limiter le mitage urbain dans les espaces agricoles, les boisements et garrigues et ainsi le fractionnement de l'espace afin de préserver les populations végétales et animales. »**

### Renforcer l'attractivité touristique

En matière de développement touristique, la commune affirme sa volonté d'améliorer et de développer l'accueil touristique et l'offre proposée aux visiteurs.

Pour ce faire, les orientations sont multiples :

- **Axe n°2 - Orientation 2 - Action 2 « Conforter et développer l'attractivité touristique »**
  - préserver les richesses environnementales et patrimoniales du territoire,
  - maintenir et conforter les activités liées au tourisme (offre en hébergement touristique, restauration, chemin de randonnée,...)
  - mettre en valeur et rendre accessible les éléments patrimoniaux du village (valorisation du patrimoine communal)
  - préserver les parcs urbains à vocation paysagère du centre du village afin de conserver la richesse patrimoniale, faunistique et floristique de ces zones.

Dans son projet de développement, la commune affirme :

- sa volonté de préserver les pôles économiques du territoire.
- sa volonté de concilier le maintien et le développement de l'agriculture tout en permettant un développement mesuré et encadré de l'urbanisation
- sa volonté d'améliorer et de développer l'accueil touristique et l'offre proposée aux visiteurs.



#### 4.4.1.9 Améliorer la mobilité, les transports, les déplacements et l'offre en stationnement

*Conformément au code de l'urbanisme, modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014, le rapport de présentation établit un inventaire des capacités de stationnement des véhicules motorisés, des véhicules hybrides et électriques et des vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.*

Sur la base du diagnostic réalisé, il apparaît une offre de stationnement public répondant aux besoins actuels, des disponibilités sur des parkings et sur voirie mais un éloignement relatif des places de stationnement par rapport aux commerces et au centre ancien. On dénombre, sur le territoire, 10 parcs de stationnements et 6 rues autorisant le stationnement. Cela représente un total de près de 256 places environ au sein des parkings, le long de la voirie et au sein des lotissements. Malgré une offre de stationnement public sur le territoire et notamment dans le centre ancien répond aux besoins actuels avec 79 places environ au sein du centre ancien ou à proximité immédiate de celui-ci ; **on note des problèmes de stationnement au quotidien.**

Le PADD intègre l'enjeu d'améliorer les transports et les déplacements, tant automobiles que pour les modes actifs, ainsi que le stationnement sur le territoire de Saint-Mamert-du-Gard à travers principalement l'action suivante :

- **Axe n°2 – Orientation 3 – Action 3 « Permettre aux habitants de mieux se déplacer ».** Le projet communal vise à :
  - o **améliorer le stationnement**, en le réglementant, en étoffant l'offre au sein de l'enveloppe urbain et dans le cadre des projets, par l'aménagement d'aire de covoiturage devant la gendarmerie ;
  - o **encourager les mobilités douces** pour relier les 3 centralités du village et en développant des mobilités douces entre village (Fons/Parignargues)
  - o **sécuriser les déplacements** par l'amélioration la circulation piétonne et des véhicules autour de la place des écoles, par une hiérarchisation des usages de la voirie, par la sécurisation des entrées de ville sur les départementales (entre la route de Nîmes et la D22 / entre le chemin de la gare et la D22)

En matière de stationnement, le diagnostic fait ressortir une offre de stationnement public répondant aux besoins actuels, des disponibilités sur des parkings et sur voirie mais un éloignement relatif des places de stationnement par rapport aux commerces et au centre ancien. **L'inscription dans l'OAP n°3 Secteur Centre de la création éventuelle d'un parking paysager sur le secteur centre est une traduction réglementaire des actions du PADD permettant aux habitants de mieux se déplacer (Axe n°2 - Orientation 3 - Action 3 « Créer une offre complémentaire de places de stationnement à proximité de la place des écoles »).** Cela permettra d'étoffer et compléter l'offre de stationnement à proximité des équipements situés autour de la place des écoles.

Le PADD intègre l'enjeu d'améliorer les transports et les déplacements, tant automobiles que pour les modes actifs, ainsi que le stationnement sur le territoire

L'OAP n°3 Secteur Centre permettra d'étoffer et compléter l'offre de stationnement à proximité des équipements situés autour de la place des écoles

## 4.4.2 ANALYSE DE CONSOMMATION D'ESPACE

*En accord avec les dispositions issues de la Loi Engagement National pour l'Environnement (ENE – Grenelle) du 12 juillet 2010, et de la loi ALUR du 24 mars 2014, sont ci-après justifiés :*

- *Les objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain retenus au sein du PLU de Saint-Mamert-du-Gard.*
- *Les mesures permettant de limiter la consommation d'espace induite par le projet de développement communal, traduit à travers le PLU, et notamment les mesures favorisant la densification des espaces bâtis.*

### 4.4.2.1 Justification des objectifs du PADD au regard des enjeux de modération de la consommation et de lutte contre l'étalement urbain

Pour rappel, les objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain suivants sont affichés au sein du PADD de Saint-Mamert-du-Gard :

## Rappel du PADD

### Axe 1 - Orientation 3 : MODERER LA CONSOMMATION D'ESPACES

#### Action 1 : Prioriser le développement au sein des enveloppes bâties existantes afin de préserver le cadre de vie

Afin de préserver les caractéristiques paysagères de la commune (préservation des espaces agricoles et naturels notamment), le projet communal vise à optimiser l'enveloppe bâtie.

Il s'agit de :

- combler les dents creuses
- prendre en compte le potentiel de logements issus des divisions parcellaires potentielles
- prendre en compte le parc de logements vacants
- prendre en compte le renouvellement urbain

Ainsi, un potentiel de maximum d'environ 99 logements a été identifié au sein de l'enveloppe urbaine. Le pourcentage moyen de rétention est de 30% : 41% de rétention pour les dents creuses, 57% pour les divisions parcellaires, 0% pour le projet de la cave coopérative et 20 % pour le renouvellement à l'ouest du centre ancien (parcelles EPF).

Ainsi, avec rétention, le potentiel foncier représente environ 3,06 hectares mobilisables en densification et réinvestissement incluant le projet de la cave coopérative.

Le **projet de réhabilitation de la cave coopérative vise à créer une nouvelle centralité**, dans le prolongement de la centralité décrite précédemment (logements, des commerces, des services et des équipements publics).

#### Action 2 : Permettre, en complément de la densification de l'enveloppe bâtie, le développement d'un secteur en extension

En complément de la densification de l'enveloppe bâtie, le projet de PLU a pour but de permettre le développement au nord-est du village, représentant environ 1,08 hectare.

En continuité du village et à proximité des équipements (foyer d'accueil médicalisé et gendarmerie), ce secteur est notamment situé, dans l'axe d'élargissement de la centralité le long du chemin de la Gare et plus proche de la gare ferroviaire de Fons / Saint-Mamert. De plus, il reste plus facilement accessible (proximité avec la RD22, proche du cœur de village) et aisément raccordable aux réseaux d'eau et d'assainissement. Il est aussi le moins impactant sur la qualité des espaces agricoles et naturels de la commune.

**L'objectif de cette extension est de développer un nouveau quartier à vocation d'habitat mixte, pour répondre aux besoins en logements.** Cette extension doit permettre l'accueil d'environ 25 logements (phase 1 de l'aménagement du secteur). Par ailleurs, il est prévu la création d'équipements publics à proximité :

- l'extension du Foyer d'Accueil Médicalisé et/ou des équipements publics et un espace de déambulation pour le FAM (phase 2 de l'aménagement du secteur)
- l'aménagement d'équipements publics et sportifs (phase 3, urbanisation à long terme)

**L'étude EXZECO modélise un risque inondation sur le site. Dès lors, ce risque sera pris en compte dans l'aménagement de la zone.**

Le site de projet est concerné par le risque feu de forêt, il a fait l'objet d'une étude d'évaluation du risque incendie réalisée par MTDA et il été pris en compte par l'aménagement d'une interface débroussaillée précisé dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°2 Extension Nord/Chemin de Saint-Génies.

### **Action 3 : Réduire la consommation d'espace**

La révision du PLU vise à réduire la consommation foncière au regard des dix dernières années (2012-2023) en fixant une densité moyenne minimale de logements/ha brute (VRD, EV compris) pour les extensions à 25 logements/ha, en lien avec les objectifs du SCoT

**Le projet communal entraîne une consommation d'espace d'environ 3,22 ha dont :**

- environ 3,09 ha en extension Nord (intégrant le chemin de Saint-Génies, l'espace vert du FAM et les installations légères)
- environ 0,12 ha pour l'extension du cimetière
- 30 m² pour la construction d'une aire de top remplissage sur une parcelle communale en zone agricole (STECAL)
- 50 m² pour la construction d'un local de stockage de matériel pour le jardinage partagé sur une parcelle communale en zone agricole (STECAL)
- 10 m² pour le local en lien avec les antennes de télécommunications et 5m2 pour l'antenne (STECAL).

contre environ 6,27 hectares de consommés au cours des dix dernières années, soit un réduction de presque la moitié des surfaces consommées. Le projet s'inscrit légèrement au-dessus des objectifs de la loi Climat et Résilience.

En cohérence avec ses objectifs, le développement communal est resserré au niveau de l'enveloppe urbaine du village, en favorisant l'urbanisation des espaces résiduels encore disponibles au sein du tissu déjà urbanisé (« dents creuses » et « divisions parcellaires »).

De plus, la zone d'extension du développement urbain est localisée sur des espaces inscrits dans un contexte péri-urbain, en continuité du tissu bâti existant. Le FAM souhaite s'agrandir et mutualiser ses bâtiments. Le FAM souhaiterait également disposer d'un espace vert de déambulation à proximité du site actuel et de la future extension. Du foncier est disponible à l'ouest du FAM, pour une possible extension du FAM. Cela permettra ainsi d'éviter la consommation d'espaces agricoles et naturels sur un autre site. Concernant les équipements, la commune dispose donc d'un déficit et d'un besoin en équipements sportifs. La municipalité souhaite également déplacer le foyer et les ateliers municipaux, implantés dans le centre village, pour des raisons de nuisances sonores. Une cuisine centrale viendra compléter l'offre en équipements de la commune. Les équipements sportifs seraient intercommunaux et mutualisés. Pour cela, afin d'accueillir ces équipements, une nouvelle zone doit donc être mobilisée. Ainsi, le projet retenu en termes d'équipement se basera sur une optimisation de l'espace à urbaniser, une mutualisation des équipements (qui seraient en partie intercommunaux) et l'accompagnement de l'agrandissement du FAM.

Au vu des lisières urbaines à formaliser dans le cadre d'éventuelles extensions identifiées par le SCoT Sud Gard sur la commune de Saint-Mamert-du-Gard, **3 sites ont été envisagés**



pour répondre au besoin en matière de production de logements et l'aménagement de nouveaux d'équipements, notamment intercommunaux :

- Sud de l'enveloppe urbaine – Route de Sommières
- Nord de l'enveloppe urbaine – Francurelle,
- Nord de l'enveloppe urbaine – Chemin de Saint-Géniès

Ces sites ont été analysés (cf. partie 4.4.1.2 *Les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Saint-Mamert-du-Gard*).

Le secteur d'extension retenu « Secteur Nord – Chemin de Saint-Géniès » est, après analyse des secteurs, en « lisière urbaine à formaliser dans le cadre d'éventuelles extensions urbaines » du SCoT Sud Gard envisagés pour répondre au besoin en logements et équipements.

Au vu des atouts et contraintes analysés en partie 4.4.1.2, le secteur 3 « Secteur Nord – Chemin de Saint-Géniès » est celui qui présentent le moins de contraintes et risques. Ce choix de site est le plus judicieux pour :

- Mutualiser les équipements et réseaux
- Moins impacter les espaces agricoles et naturels en assurant une continuité avec l'enveloppe urbaine actuelle
- Préserver les vues paysagères du village et notamment les entrées de ville
- Prendre en compte les contraintes et risques présents sur ce secteur sans impliquer des coûts d'étude, d'aménagement et de construction très importants.

Au regard de tous ces éléments, le secteur 3 « Secteur Nord – Chemin de Saint-Géniès » a été retenu pour l'extension maîtrisée de l'enveloppe urbaine.

Ainsi le projet de développement communal de Saint-Mamert-du-Gard vise à concilier développement urbain maîtrisé et préservation des espaces agricoles et naturels en identifiant clairement les zones urbaines pouvant accueillir un développement et les zones de développement d'urbanisation future au sein du PADD.

De cette identification découlent un zonage et un règlement adaptés aux caractéristiques, aux enjeux et aux vocations de ces sites. Leur urbanisation est de plus conditionnée au respect d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), afin de maîtriser encore davantage leur évolution et d'assurer à la fois l'intégration paysagère et la diversification de l'offre en logement.

Ainsi, la modération de la consommation d'espace et la lutte contre l'étalement urbain sont engagées à la fois :

- par la définition d'objectifs clairs dans le cadre du PADD : croissance démographique maîtrisée, objectifs de densité, besoins fonciers, identification claire des zones de développement.
- par une amélioration de la cohérence globale de l'urbanisation sur le territoire communal : urbanisation resserrée autour de l'enveloppe urbaine identifiée, encadrement de l'urbanisation future par des OAP



#### 4.4.2.2 Synthèse de l'analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers au cours des dix dernières années (2012-2023) et sur la période 2011-2021

⇒ Voir analyse complète dans la partie 2.6 « Analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers au cours des dix dernières années » du présent document

#### Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix dernières années (2012-2023)

Dans la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets (dite « Loi Climat et Résilience ») promulguée et publiée au Journal officiel le 24 août 2021, l'article 192 définit la notion d'artificialisation des sols et inscrit dans le droit un **objectif de réduction par deux de la consommation d'espaces naturels sur les dix prochaines années par rapport à la décennie précédente**. L'article 194 organise la déclinaison de cet objectif par les collectivités territoriales, en lien avec l'Etat, des documents de planification régionaux jusqu'aux documents communaux et intercommunaux.

**La superficie de la tache urbanisée a augmenté de 6,27 ha environ entre 2012 et 2023.**

- La consommation au sein de la **trame urbaine** est **de 2,79 ha**.
- La **trame agricole** consommée est **de 3,48 ha**

#### Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers en lien avec la loi « Climat et résilience » du 22 août 2021 : sur la période 2011-2021

La France s'est fixée, dans le cadre de la loi Climat et résilience adoptée en août 2021 :

- l'objectif d'atteindre le "zéro artificialisation nette des sols" en 2050,
- avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années (2021-2031) par rapport à la décennie précédente (2011-2021).

D'après le Portail de l'artificialisation des sols, environ **4,7 ha** ont été consommés entre 2011 et 2021 dont environ **3,1 ha** pour l'habitat

#### 4.4.2.3 Analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers projetée dans le PLU à l'horizon 2033

Dans le cadre de la révision du PLU, les limites constructibles initiales sont actualisées en cohérence avec :

- L'enjeu de concilier développement urbain maîtrisé et préservation des espaces agricoles et naturels ;
- Les objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain affichés au PADD : objectifs qui tiennent compte du potentiel de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés dans le cadre du diagnostic communal.
- la loi Climat et résilience adoptée en août 2021 dont l'objectif est d'atteindre le "zéro artificialisation nette des sols" en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années (2021-2031) par rapport à la décennie précédente (2011-2021).

#### Surfaces consommées dans le cadre du projet de PLU à l'horizon 2033

Les surfaces considérées en réinvestissement (Dent creuse, division parcellaire, renouvellement urbain) ne sont pas intégrées en consommation d'espace.

Les dents creuses de plus de 2500 m<sup>2</sup> pourraient entrer dans la consommation d'espace. Néanmoins, dans le cas de Saint Mamert du Gard, l'analyse de ces dernières (4 sites identifiés, cf chapitre « Focus sur les secteurs du potentiel foncier supérieurs à 2500 m<sup>2</sup> au sein de l'enveloppe urbaine » en partie 4.4.1.6. du présent document) a permis de constater que ces 4 secteurs au vu des contraintes (accès, assainissement, topographie, risques) et des coups partis (CU accordés,...), ne pourront être densifiés et très peu de logements pourront être ainsi réalisés laissant ainsi ces dents creuses en surface en bonne partie non artificialisée. De fait, ces 4 secteurs ne sont plus considérés en dents creuses de plus de 2500m<sup>2</sup> et n'entrent pas dans la consommation d'espace.

Par ailleurs, le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT Sud Gard cadre le développement des communes. Il définit les enveloppes urbaines : « Les enveloppes urbaines correspondent aux territoires urbanisés de façon continue. Elles sont formées par le tissu urbain composé du bâti, des rues, des espaces publics, des équipements (dont les équipements sportifs du type stades), les dents creuses inscrites dans le tissu urbain...en dehors des communes littorales, une tolérance pourra être définie pour intégrer dans l'enveloppe des espaces non contigus (25 m). » (page 53 du DOO).

Dans ce cadre, le cimetière existant de Saint-Mamert, situé au sud-est de la RD1, fait partie de l'enveloppe urbaine existante. Au regard des règles du SCoT, l'extension du cimetière (prévue 25 m à partir du dernier bâti du cimetière actuel et sur une superficie de 0,12 ha) est également considérée comme intégrée à l'enveloppe urbaine mais à prendre en compte en consommation d'espace.

La consommation d'espace à l'horizon 2033 représente 3,22 ha répartis de la façon suivante :

. 3,09 ha : le secteur Extension Nord / Chemin de Saint-Génès (OAP n°2) dont la répartition de la consommation se fera ainsi :

- environ 1,08 ha pour de l'habitat
- environ 0,41 ha pour l'extension du FAM
- environ 0,26 ha pour les espaces verts de déambulation du FAM



- environ 0,20 ha pour les constructions à destinations d'équipements publics à long terme
- environ 1,04 ha pour les installations légères à vocation d'équipements sportifs à long terme
- environ 0,1 pour l'aménagement du chemin de Saint-Génies
- . environ 0,12 ha pour l'extension du cimetière
- . 30 m2 pour la construction d'une aire de top remplissage en zone agricole (STECAL)
- . 50m2 pour la construction d'un local de stockage pour le matériel partagé en zone agricole (STECAL)
- . 10 m2 pour le local en lien avec les antennes de télécommunications et 5m2 pour l'antenne (STECAL)

Par anticipation de la loi ZAN, il a été pris le parti de comptabiliser la consommation future de tous les espaces qui peuvent être considérés comme de l'artificialisation au sens de la loi ZAN (notamment les routes d'accès, VRD, espaces verts, installations légères de loisirs)

Sur les dix dernières années (entre 2012 et 2023), la superficie de la tâche urbaine a augmenté d'environ 6,27 ha. Sur la période 2011-2021, d'après le Portail de l'artificialisation des sols, environ 4,7 ha ont été consommés.

A l'horizon 2033, le PLU ne prévoit de consommer que 3,22 ha. Cela représente :

- une diminution de la moitié de la consommation des espaces agricoles et naturels par rapport aux dix dernières années
- une diminution de l'ordre de 32% par rapport à la consommation d'espaces sur la période 2011-2021

## 4.4.3 CHOIX RETENUS ET JUSTIFICATIONS DES PIECES REGLEMENTAIRES : ZONAGE ET REGLEMENT

### 4.4.3.1 Un zonage en accord avec le projet de développement

#### Principes généraux du zonage du PLU

Les objectifs de la révision du Plan Local d'urbanisme (PLU), traduits au sein des orientations du PADD, dont la nécessité de mise en compatibilité du document d'urbanisme avec la réglementation en vigueur (Loi Climat et Résilience notamment), induisent un certain nombre de changements d'ordre réglementaire dans le cadre du nouveau document d'urbanisme communal.

#### Rappel du règlement

Le PLU de la commune de Saint-Mamert-du-Gard répartit le territoire communal en quatre types de zones distinctes, définies par le Code de l'Urbanisme :

- **les zones urbaines (U)** : « Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. » (article R.151-18 du Code de l'urbanisme).
- **les zones à urbaniser (AU)**, : Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

1. Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées :

- soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble,
- soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

#### -> zone 1AU

2. Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. (article R.151-20 du Code de l'urbanisme).

#### -> zone 2AU

- **les zones agricoles (A)** : « Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. » (article R.151-22 du Code de l'urbanisme).

- **les zones naturelles et forestières (N) :** « Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :  
 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;  
 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;  
 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;  
 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;  
 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. »  
 (article R.151-24 du Code de l'urbanisme).

Différentes zones et sous-secteurs sont distingués au sein de chacune de ces quatre catégories de zones, en cohérence avec leurs caractéristiques et/ou leurs vocations spécifiques. Chaque zone/sous-secteur est soumis à des règles propres conformes aux objectifs d'aménagement. A chacun d'entre eux correspond un règlement de 9 articles qui définit les règles d'occupation du sol.

Par ailleurs, le zonage du PLU de Saint-Mamert-du-Gard respecte et traduit spatialement les axes cadres retenus au sein du PADD et définis précédemment

#### 4.4.3.2 Evolutions de zonage réalisées par rapport au PLU de 2017

Les différentes zones établies dans le cadre de la révision du PLU sont récapitulées dans le tableau suivant.

|   | Zones correspondantes du PLU |
|---|------------------------------|
| Zone urbaine du centre ancien   | UA                           |
| Secteur urbain de centralité patrimoniale de la commune   | UAp                          |
| Secteur urbain d'activité vinicole existante à proximité du centre ancien                                       | UAv                          |
| Zones urbaines d'urbanisation à vocation principale d'habitat sous forme pavillonnaire                          | UB                           |
| Secteur urbain non desservi par le réseau public d'assainissement des eaux usées.                               | UBa                          |
| Secteur urbain correspondant au cimetière et son extension  | UBc                          |
| Secteur urbain dit de l'ancienne cave coopérative   | UBe1                         |
| Secteur urbain où les constructions destinées à l'artisanat et au commerce de détail sont également autorisées. | UBe2                         |
| Secteur urbain destiné à accueillir des équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.    | UBp                          |

|  |      |
|--|------|
| Zone destinée à accueillir une urbanisation à court terme  | 1AU  |
| Zone destinée à accueillir une urbanisation à court terme à vocation d'équipements d'intérêt collectif et services publics sous la forme d'une seule opération d'aménagement d'ensemble. | 1AUp |
| Zone destinée à accueillir à long terme des équipements d'intérêt collectif et services publics  | 2AUp |
| Zone agricole comprenant des parcelles agricoles actuellement cultivées, ou bien de friches agricoles abandonnées qui possèdent des potentialités agricoles.                             | A    |
| Secteur agricole correspondant à des espaces agricoles à protéger pour des raisons paysagères et/ou de protection des périmètres de captage.   | Ap   |
| Secteur permettant la réalisation d'une aire de remplissage (STECAL)   | Ar   |
| Secteur correspondant aux jardins partagés des Tinelles.   | Aj   |
| Secteur permettant la réalisation d'un local de stockage du matériel aux jardins partagés des Tinelles (STECAL)  | Aj1  |
| Zone naturelle, à protéger de toute urbanisation en raison de la qualité des sites et des paysages qui la composent et de la préservation des milieux naturels                           | N    |
| Secteur naturel destiné à la plateforme de gestion des déchets verts de la commune   | Ndv  |
| Secteur naturel regroupant les équipements sportifs de plein air   | Nl   |
| Secteur naturel destiné à du photovoltaïque  | Nph  |
| Secteur naturel destiné aux télécommunications   | Ntc  |
| Secteur permettant la construction d'une ou plusieurs antennes de télécommunication et des installations et aménagements en lien avec son fonctionnement (STECAL)                        | Ntc1 |
| Secteur naturel correspondant à une zone humide  | Nh   |

### Evolution des limites des zones constructibles

Les principales évolutions de zonage entre le PLU de 2017 et le projet de révision PLU sont les suivantes.

| Déclassement pour la consommation d'espaces en zone urbaine U |         | Reclassement pour limiter la consommation d'espaces A et N |         |
|---|---------|--|---------|
| Ap vers UB  | 0,47 ha | 2AUE vers Ap   | 0,70 ha |
| Ap vers UBc   | 0,54 ha |  |         |



|  |                |              |                 |
|--|----------------|--------------|-----------------|
| N vers UB  | 0,26 ha        |              |                 |
|  |                |              |                 |
| <b>Total</b>   | <b>1,27 ha</b> | <b>Total</b> | <b>0,70 ha</b>  |
| Evolutions au sein des zones Agricoles/Naturelles  |                |              |                 |
| Zones N du PLU de 2017 reclassées en zone A au PLU révisé : redéfinition des zones agricoles au regard de l'occupation réelle des sols.                      |                |              | <b>20,70 ha</b> |
| Zone A du PLU de 2017 reclassées en zone N au PLU : redéfinition des zones naturelles au regard de l'occupation réelle des sols et de la création de STECAL. |                |              | <b>9,68 ha</b>  |
| Zone A du PLU de 2017 ayant fait l'objet de la création d'un sous-secteur spécifique de la zone A dans le PLU révisé   |                |              | <b>0,04 ha</b>  |
| Zone N du PLU de 2017 ayant fait l'objet de la création d'un sous-secteur spécifique de la zone N dans le PLU révisé   |                |              | <b>5,92 ha</b>  |

En conclusion, le projet de PLU vise à préserver les espaces agricoles et naturels de la commune en rendant notamment à la zone A près de **0,70 hectares** initialement constructible dans le PLU de 2017 (zone 2AUE vers Ap)

Afin de permettre le développement communal, le PLU révisé prévoit de consommer pour les zones urbaines U et à urbaniser AU seulement **1,27 hectare** de zones agricoles et naturelles répartis de la manière suivante :

- **0,47 ha** d'une zone Ap vers une zone UB correspondant à la route de Nîmes et à ses aménagements urbains (arrêt de bus, point d'apport volontaire)
- **0,54 ha** pour le cimetière (passage de Ap vers UBc)
- **0,26ha** d'une zone N afin d'intégrer le parking DUMOND en zone UB pour permettre les aménagements et constructions nécessaires pour ce parking

Dans le cadre de la révision du PLU, **20,70 ha** de zone naturelle ont été reclassées en zone agricole au regard de l'occupation réelle des sols (des parcelles cultivées principalement).

**9,68 hectares** de zone agricole ont été reclassés en zone naturelle N dans le PLU révisé au regard de l'occupation réelle des sols, notamment de nombreux espaces boisés et de garrigues.

Enfin, **5,92 ha** de zones naturelles ont fait l'objet d'une création d'un sous-secteur spécifique de la zone N (Ndv, Nph, Ntc, Ntc1)

**Déclassement pour la consommation d'espace en zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU)**

Ap vers UB

Ap vers UBc

N vers UB

**Reclassement pour limiter la consommation d'espaces agricoles (A) et naturels (N)**

2AUE vers Ap

**Evolution au sein des zones agricoles (A) et naturelles (N)**

A vers Ar

A vers N

Aj vers Aj1

Ap vers N

Ap vers Nh

N vers A

N vers Ap

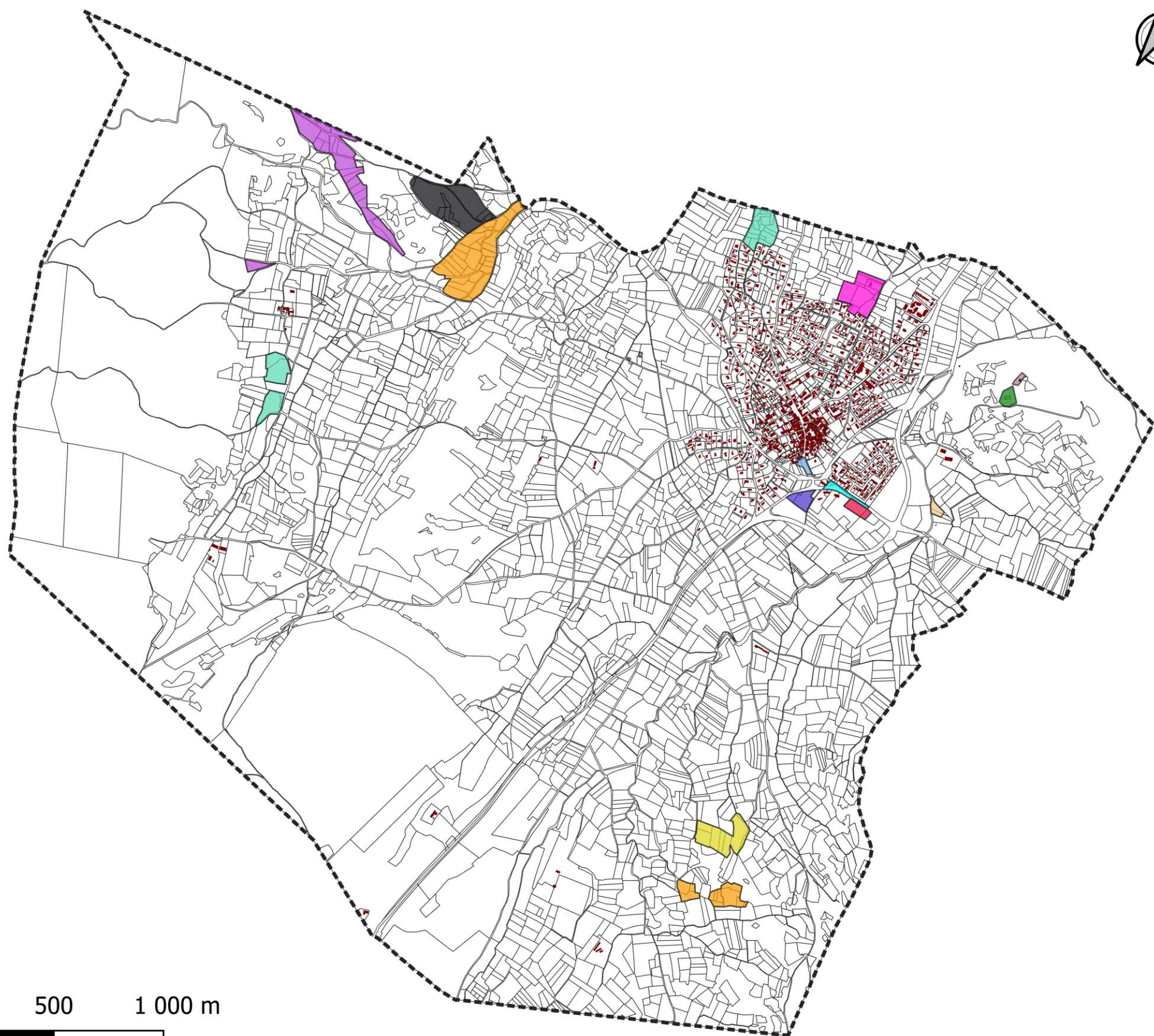
N vers Ndv

N vers Nph

N vers Ntc

N vers Ntc1

Nl vers A





Commune de Saint-Mamert-du-Gard

Réalisation: B. BAZOT 2025

Sources: PLU de 2017, IGN

Evolutions des zones agricoles et naturelles entre le PLU de 2017 et le PLU révisé



Déclassement pour la consommation d'espace en zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU)

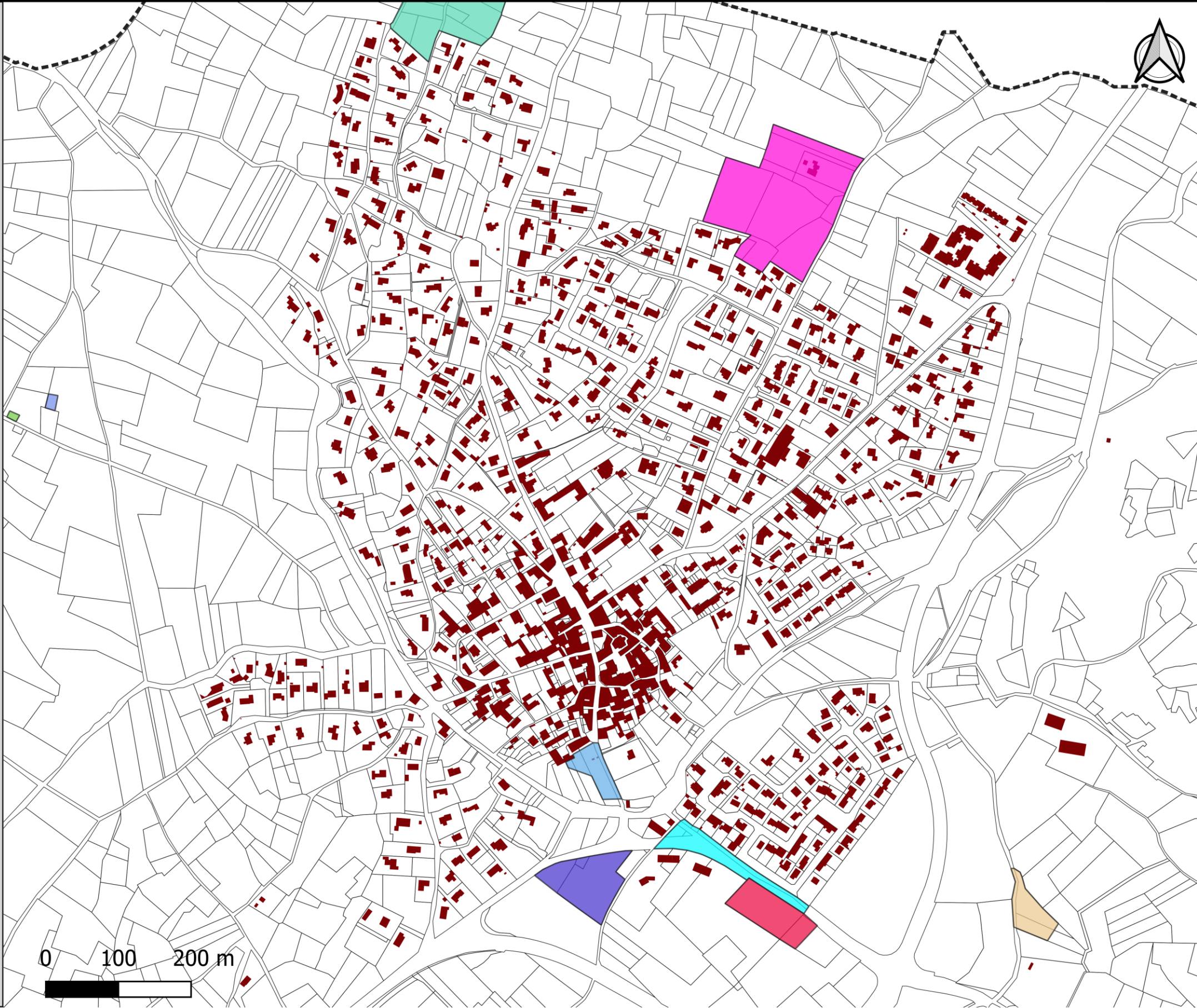
- Ap vers UB
- Ap vers UBc
- N vers UB

Reclassement pour limiter la consommation d'espaces agricoles (A) et naturels (N)

- 2AUE vers Ap

Evolution au sein des zones agricoles (A) et naturelles (N)

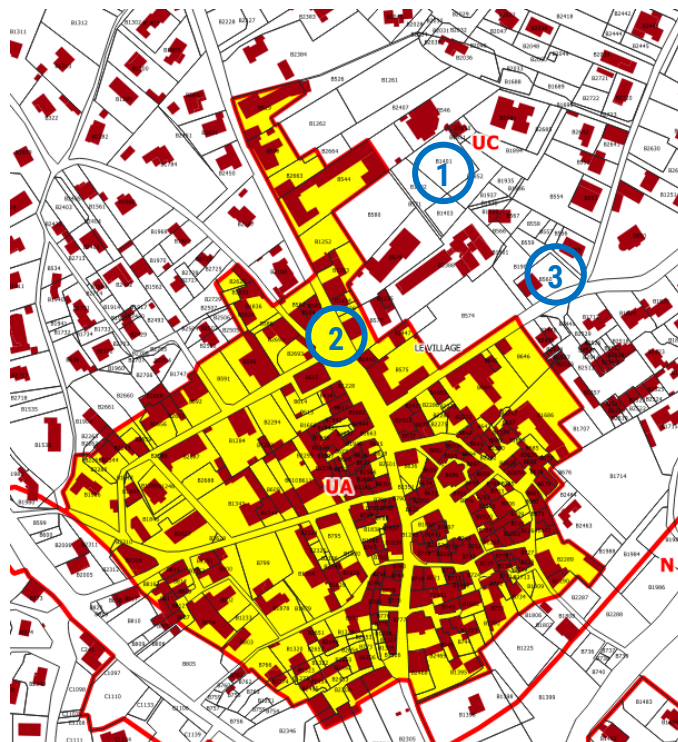
- A vers Ar
- A vers N
- Aj vers Aj1
- Ap vers N
- Ap vers Nh
- N vers A
- N vers Ap
- N vers Ndv
- N vers Nph
- N vers Ntc
- N vers Ntc1
- Nl vers A



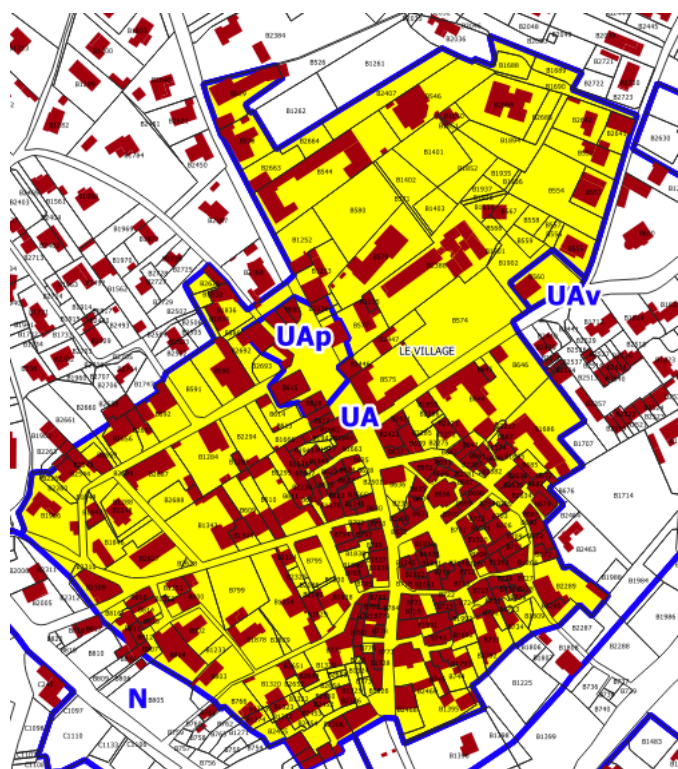


## La zone UA

PLU de 2017



PLU révisé

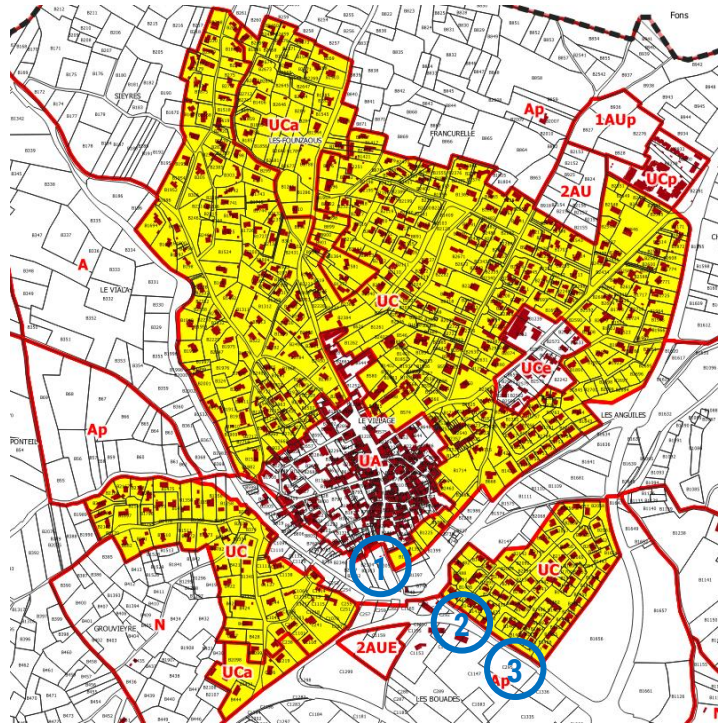




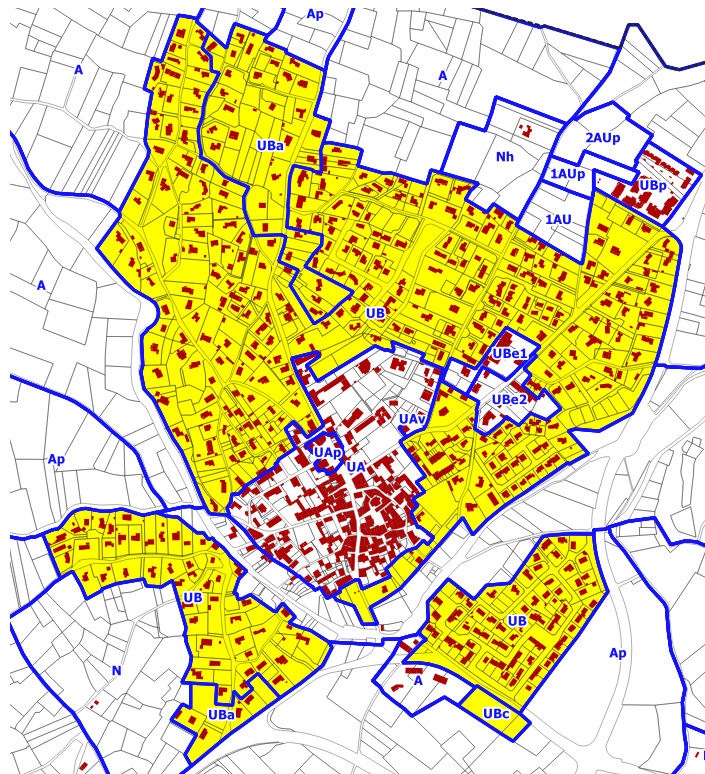
|   | Modifications apportées au plan de zonage | Justification  |
|---|---|--|
| 1 | La zone UA a été agrandie à l'Est         | La zone UA du PLU de 2017 correspondait au centre ancien uniquement. L'agrandissement vise à intégrer la centralité administrative, d'équipements et de services situés autour de la place des écoles dans la zone UA afin de créer une zone centre correspond à la centralité élargie.  |
| 2 | Le secteur UAp a été créé                 | La création de ce secteur a pour but de protéger les monuments et bâtiments à valeur patrimoniale situés autour de la place de la mairie afin d'interdire tous les commerces en raison de la valeur patrimoniale des bâtiments (mairie et temple notamment) et les difficultés pour les flux et le stationnement autour de la place de la mairie |
| 3 | Le secteur UAv a été créé                 | La parcelle B560 est utilisée pour des activités vigneronnes (transformation et vente). La création du secteur UAv vise à reconnaître cette activité à proximité du centre ancien  |

## La zone UB et le secteur UBa

PLU de 2017



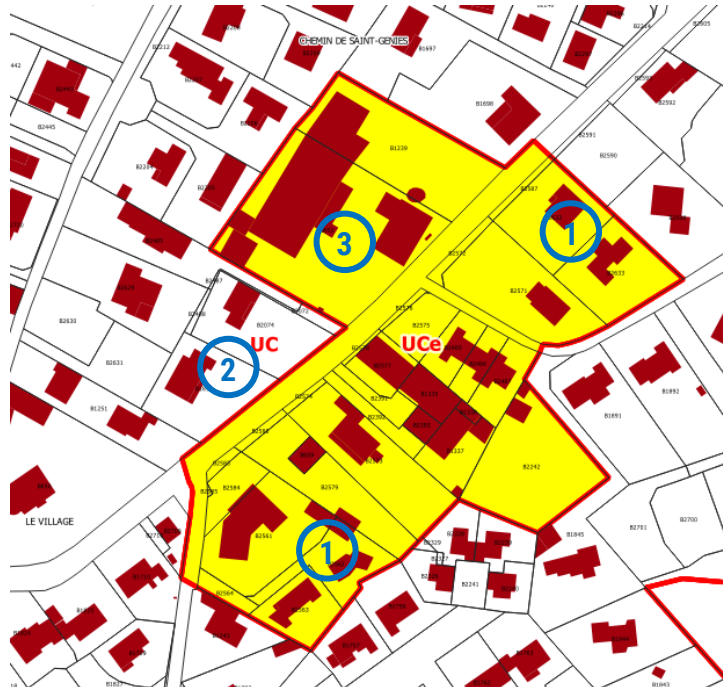
PLU révisé



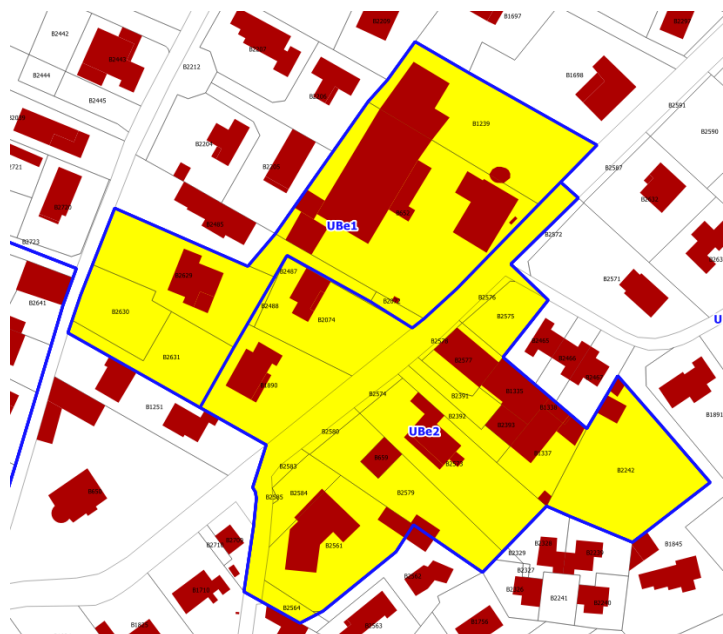
|   | Modifications apportées au plan de zonage  | Justification   |
|---|--|---|
| Sur l'ensemble de la zone UC et de ces secteurs | <b>La zone UC est transformée en zone UB</b>   | Dans le PLU de 2017, les zones urbaines d'urbanisation à vocation principale d'habitat sous forme pavillonnaire étaient classées en UC. La zone UB n'existait pas. Afin de simplifier la lecture du zonage et règlement, la zone UC est transformée en zone UB.   |
| 1   | <b>Agrandissement de la zone UB, à l'est, au niveau du parking de la Maison DUMOND, sur une partie des parcelles B2303, B2304 et B2305</b> | Le parking de la Maison DUMOND est en zone N dans le PLU de 2017. Or celui-ci est un parking stratégique à proximité immédiate du centre ancien. L'intégration du parking en zone UB vise à permettre les aménagements et constructions nécessaires pour ce parking   |
| 2   | <b>Agrandissement de la zone UB sur la route de Nîmes et ses abords.</b>   | Les parcelles B1471, B1413, B1490, B291, B292 correspondent à la route de Nîmes et à ses aménagements urbains (arrêt de bus, point d'apport volontaire). Classée en zone Ap dans le PLU de 2017, ces parcelles sont classées en zone UB dans le PLU révisé.   |
| 3   | <b>Passage d'une zone Ap en UBc</b>  | <p>Le cimetière est en zone agricole protégée Ap dans le PLU de 2017. Avec la révision du PLU, le cimetière est classé en secteur spécifique (UBc) afin d'identifier clairement cet équipement situé au sein de l'enveloppe urbaine. Pour permettre la réalisation de clôtures ainsi que toutes les constructions et aménagement en lien avec l'extension du cimetière, l'extension du cimetière est également classée en UBc</p> <p>L'extension du cimetière situé dans le prolongement direct de l'enveloppe urbaine sur un linéaire de 25m par rapport à la dernière construction.</p> |

## Secteurs UBe1 et UBe2

PLU de 2017



PLU révisé

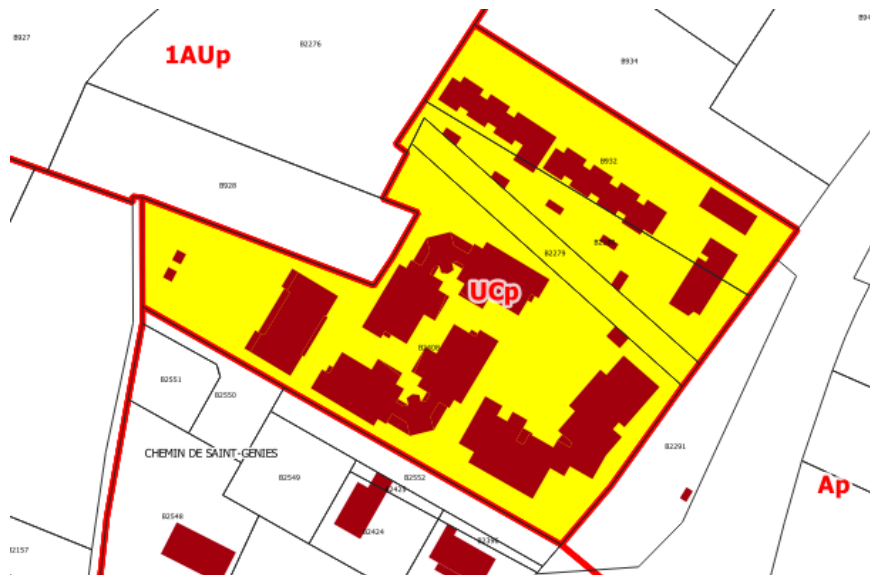




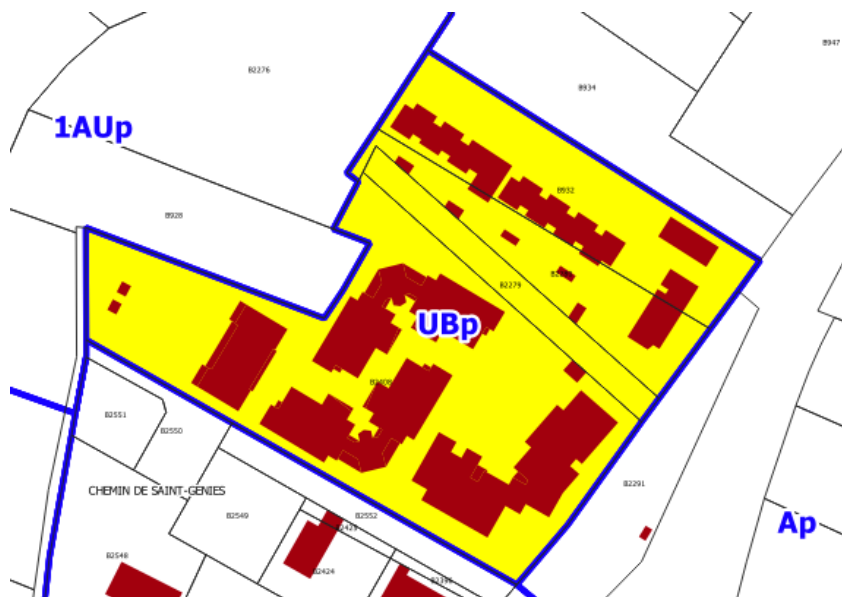
|   | Modifications apportées au plan de zonage  | Justification   |
|---|--|---|
| 1 | <p><b>Secteur UCe :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur la partie Sud-Est du Chemin de la Gare : passage en secteur UBe2</li> <li>- modification à l'Est</li> </ul> | <p>Le secteur UBe2 est un secteur où certaines sous-destination des destinations « Commerce et activité de service », Equipements d'intérêt collectif et services publics » et « Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire » sont également autorisées.</p> <p>Ainsi 2 logements qui sont en dehors du linéaire commercial situé chemin de la Gare et situé au niveau du carrefour avec le Chemin de Gajane ont été exclus du secteur</p>         |
| 2 | <p><b>Secteur UCe :</b></p> <p><b>Agrandissement et passage en secteur UBe2 au niveau du nord du chemin de la Gare</b></p>   | <p>Le secteur UBe2 est un secteur où certaines sous-destination des destinations « Commerce et activité de service », Equipements d'intérêt collectif et services publics » et « Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire » sont également autorisées. Ainsi 2 parcelles ont été ajoutées afin de permettre l'agrandissement du linéaire commercial. Dans cette optique, une partie des parcelles situées chemin de Gajane ont été retirées.</p> |
| 3 | <p><b>Secteur UCe sur le site de l'ancienne cave coopérative : transformation en zone UBe1</b></p>   | <p>En vue des aménagements et constructions prévus dans l'OAP n°1 « Ancienne cave coopérative », le secteur UBe1 intègre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ancienne coopérative (parcelles B1239, B652)</li> <li>- logement et son jardin situé en continuité de l'ancienne cave (parcelles B2629, B2630 et B2631)</li> <li>- la liaison entre l'ancienne cave coopérative et le logement (parcelle B2072 et une partie de la B2485)</li> </ul>          |

## Secteur UBp

PLU de 2017



*PLU révisé*



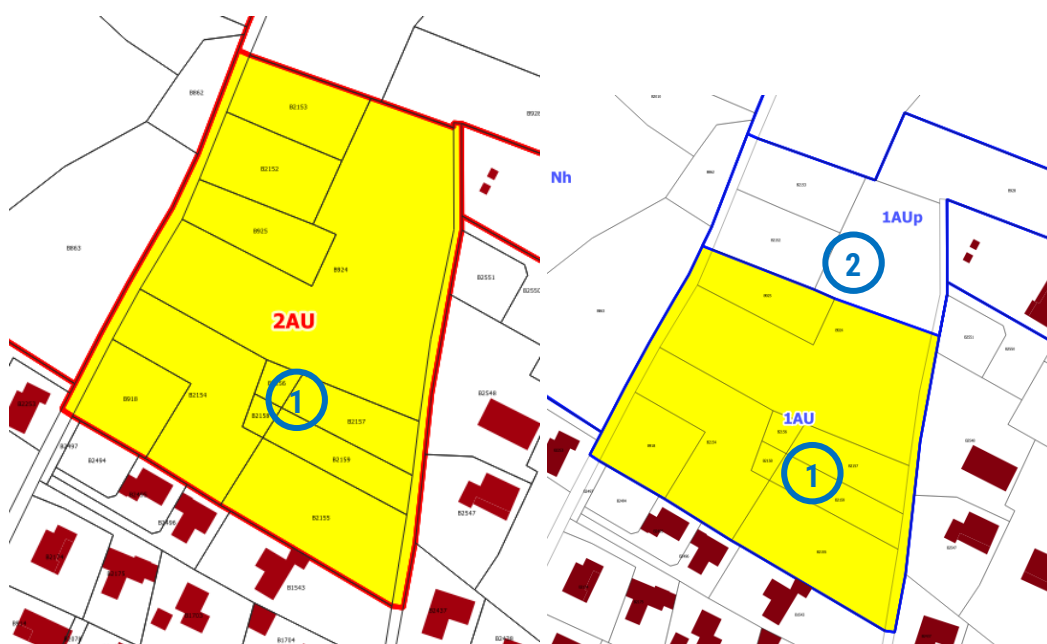
|                     | Modifications apportées au plan de zonage              | Justification  |
|---------------------|--|--|
| Ensemble de la zone | <b>La zone est uniquement renommée de UCp vers UBp</b> | Dans le PLU de 2017, le secteur UCp est destiné à accueillir des équipements nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif. Le PLU révisé maintient le zonage de |

|  |  |   |
|--|--|---|
|  |  | la zone et sa destination. Au même titre que pour la transformation de tous les secteurs et zones de UC en UB, la zone est renommée UBp |
|--|--|---|

## La zone 1AU

PLU de 2017

PLU révisé



|        | Modifications apportées au plan de zonage   | Justification  |
|--------|---|--|
| 1 et 2 | Passage d'une zone fermée à l'urbanisation 2AU vers une zone destinée à accueillir une urbanisation à court terme 1AU et 1AUp | <p>Dans le PLU de 2017, la zone 2AU est zone destinée à l'urbanisation future à vocation principale d'habitat dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une modification ou à une révision du PLU ;</li> <li>- à la réalisation des équipements nécessaires (voiries, réseaux...) ;</li> <li>- à la réalisation d'une seule et même opération d'aménagement d'ensemble sur toute la zone ;</li> <li>- au respect des Orientations d'Aménagement et de Programmation définies sur la zone ;</li> </ul> |

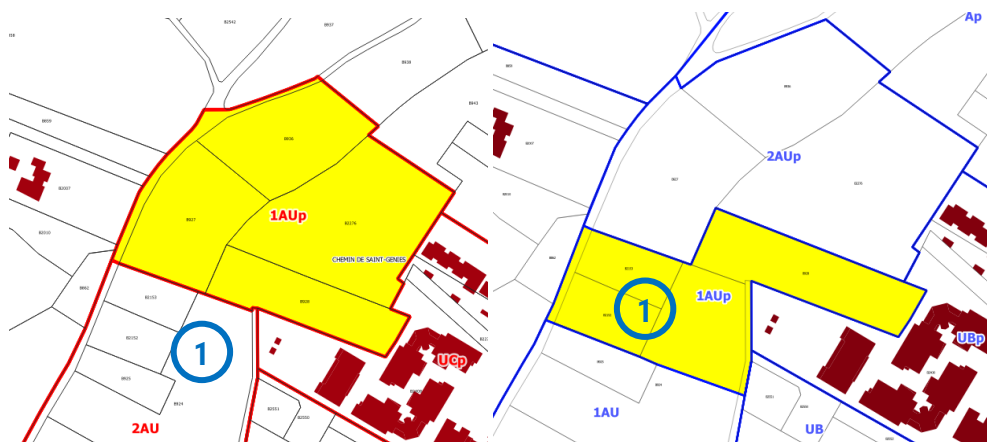
|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  | <p>- à la réalisation d'au moins 25% de logements locatifs sociaux ;</p> <p>- à la prise en compte de l'étude hydraulique complémentaire réalisée en janvier 2016 par la commune.</p> <p>⇒ L'OAP 2 « Extension Nord/Chemin de Saint-Génès » programme le réaménagement des voiries d'accès (élargissement de la chaussée et intégration des mobilités douces). Le site est aisément raccordable aux réseaux d'eau et d'assainissement. Le réseau d'eau passe sur le Chemin de Saint-Génès, le Chemin des Courses et le Chemin de la Gare. Le réseau d'assainissement est notamment présent au niveau du chemin de Saint-Génès, sous le chemin des Courses et sous la RD22.</p> <p>⇒ Toute opération d'aménagement d'ensemble et nouvelle construction est conditionnée à la réalisation d'une seule opération d'ensemble, de forme urbaine mixte, avec une densité minimum 25 logements à l'hectare. (Article 1AU-2 du règlement)</p> <p>⇒ L'OAP 2 « Extension Nord/chemin de Saint-Génès » prévoit l'accueil à court terme de logements en R+1</p> <p>⇒ L'obligation de mixité sociale est indiquée dans le règlement de la zone 1AU (article 1AU-3)</p> <p>⇒ L'étude inondation EXZECO a été prise en compte. Le risque feu de forêt a également été pris en compte par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place d'un débroussaillage,</li> <li>- la création de voirie respectant le Guide de dessert et Accessibilité du SDIS30,</li> <li>- la création de point d'eau respectant le règlement département de défense Extérieure contre l'incendie (RDDECI) du SDIS 30</li> </ul> <p><b>Au vu de tous ces éléments, la zone 2AU du PLU opposable est ouverte partiellement à l'urbanisation. La zone 2AU est donc transformée sur sa partie Sud en :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. une zone 1AU à vocation de logements</li> </ul> |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  | . et une zone 1AUp à vocation d'équipements (cf détails ci-dessous). |
|--|--|--|

## La zone 1AUp

PLU de 2017

PLU révisé



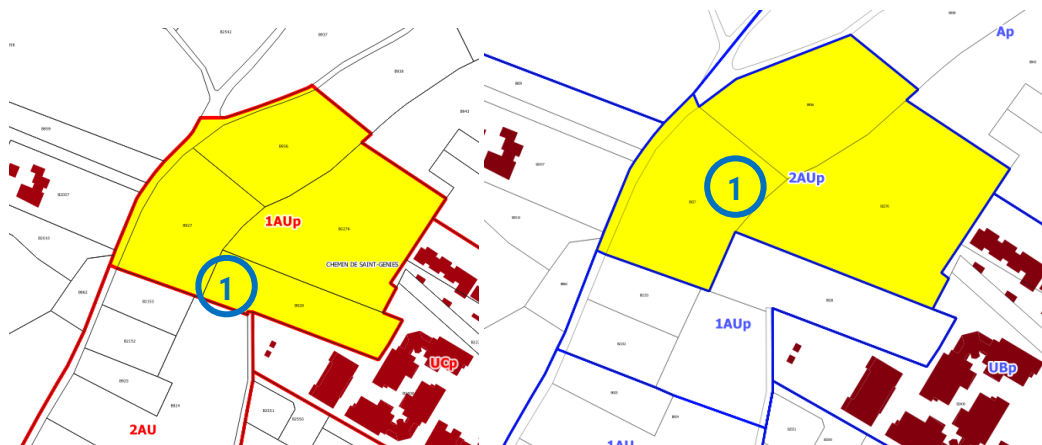
|   | Modifications apportées au plan de zonage   | Justification  |
|---|---|--|
| 1 | Adaptation de la zone 1AUp au projet : réduction au Nord et agrandissement de la zone 1AUp au sud | <p>Dans le PLU de 2017, la zone 1AUp s'agissait d'une zone d'urbanisation future immédiate destinée à recevoir des équipements publics d'une superficie d'1,54 ha. Elle était située en limite de l'enveloppe urbaine, sur un secteur anciennement agricole.</p> <p>La zone 1AUp est diminuée au Nord et augmentée au Sud pour permettre d'accueillir des équipements d'intérêt collectif et services publics sous la forme d'une seule opération d'aménagement d'ensemble (extension du FAM et/ou équipements publics, espace vert de déambulation). Sa superficie est d'environ 0,83 ha. La zone est ouverte à l'urbanisation à court terme.</p> |



## La zone 2AUp

PLU de 2017

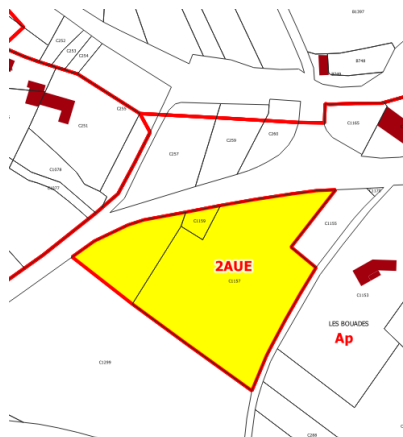
PLU révisé



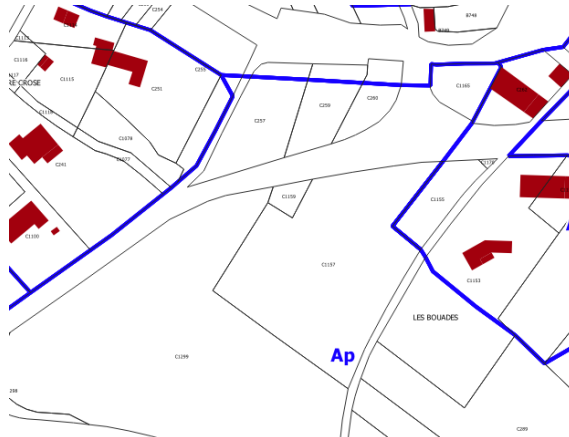
|   | Modifications apportées au plan de zonage   | Justification   |
|---|---|---|
| 1 | Passage du Nord de la zone 1AUp ouverte à l'urbanisation vers une zone 2AUp fermée à l'urbanisation | Dans le PLU de 2017, la zone 1AUp s'agissait d'une zone d'urbanisation future immédiate destinée à recevoir des équipements publics. Le projet de la commune vise à ouvrir sur le long terme l'urbanisation du Nord de la zone d'extension afin d'y accueillir des équipements d'intérêt collectif et services publics. Ainsi le Nord de l'ancienne zone 1AUp est transformée en zone 2AUp, sur une superficie de 1,10 ha |

## La zone 2AUE

PLU de 2017



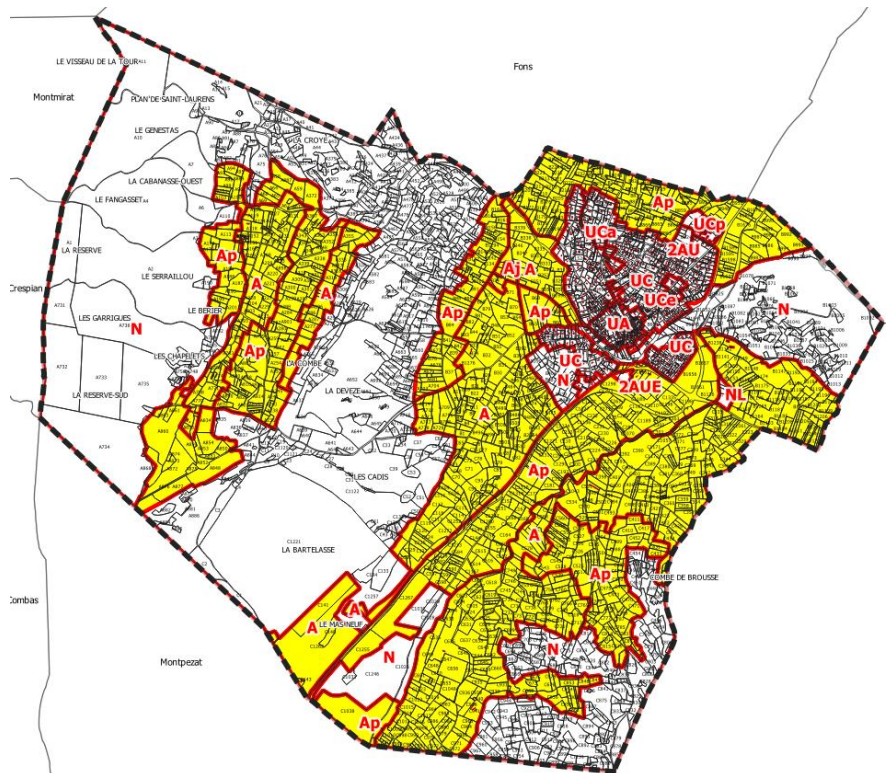
*PLU révisé*



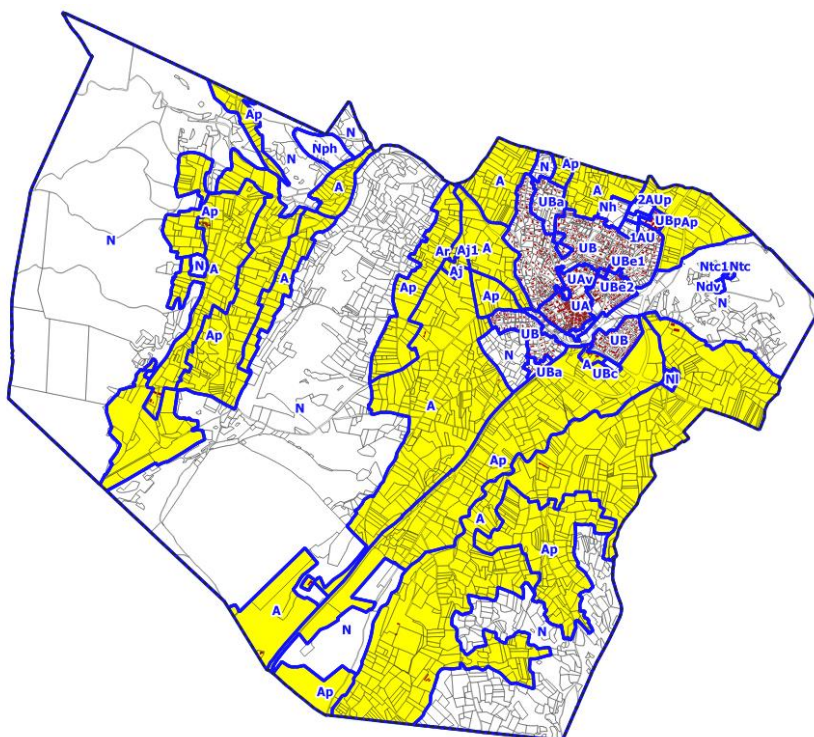
|  | Modifications apportées au plan de zonage | Justification   |
|--|---|---|
|  | Suppression de la zone 2AUE               | La zone 2AUE du PLU de 2017 était une zone destinée à l'urbanisation future à vocation d'activités artisanales. Lors de la révision du PLU ce projet économique n'est plus d'actualité. |

## La zone A

PLU de 2017

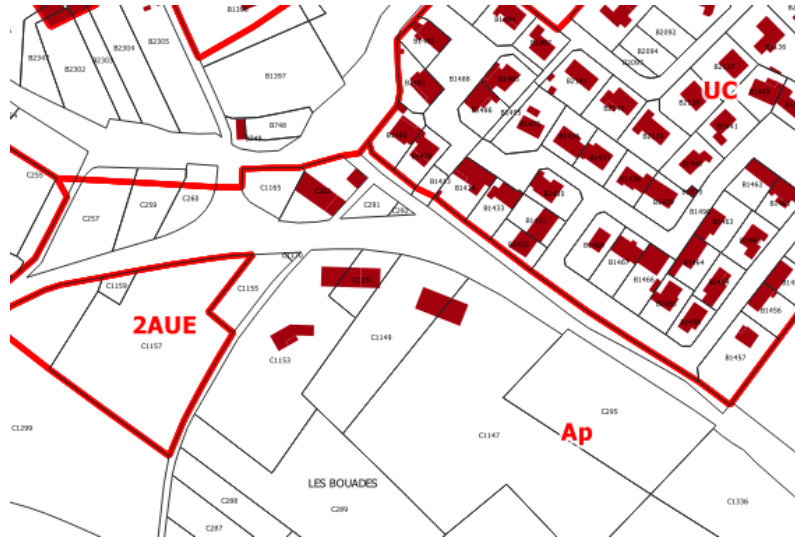


*PLU révisé*

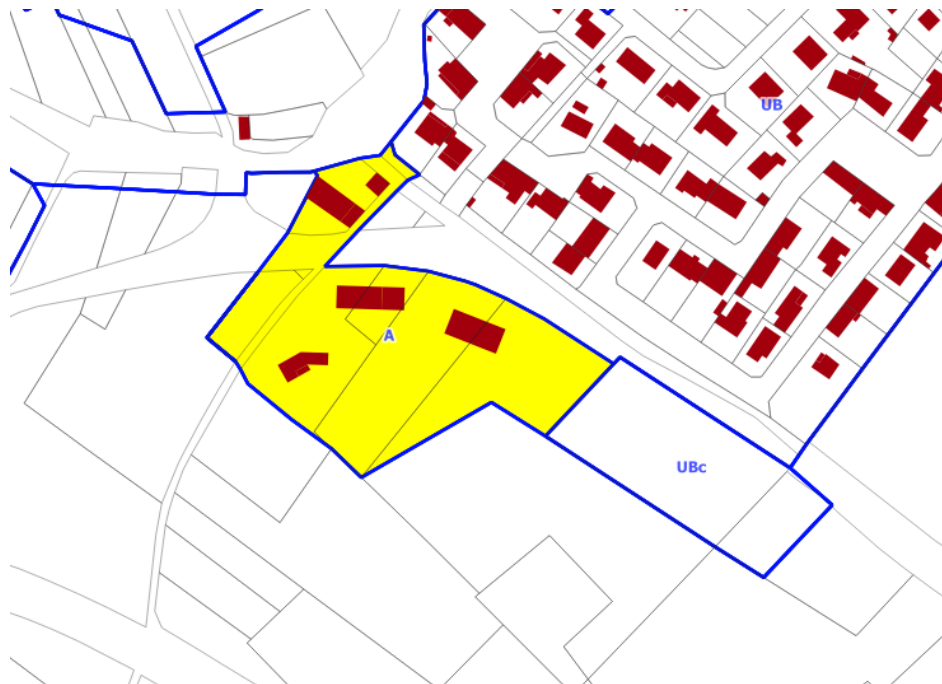


### Zoom n°1 sur la zone Agricole (A) : Les Bouades

PLU de 2017



*PLU révisé*

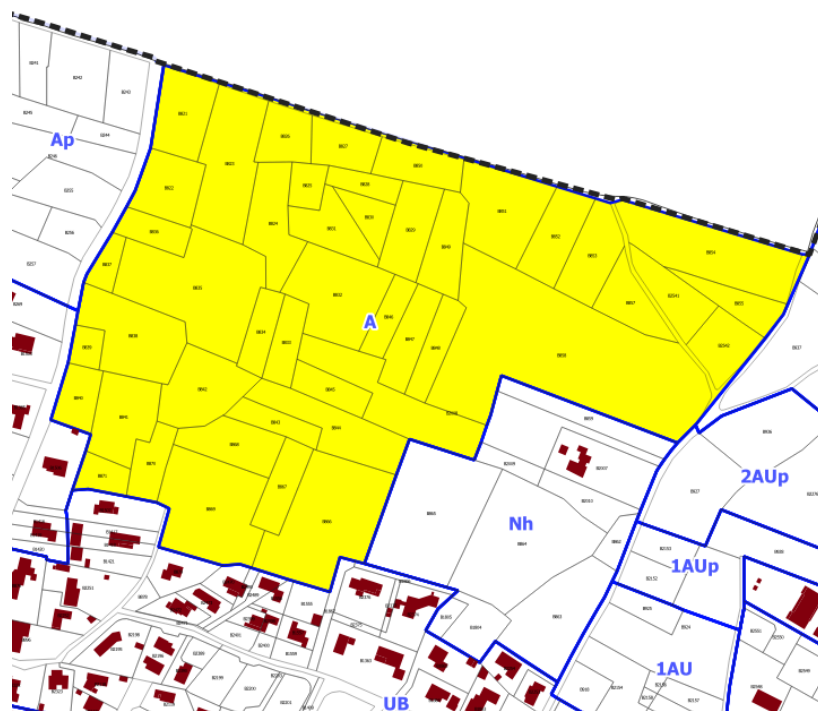


Zoom n°2 sur la zone agricole (A) : Francurelle

PLU de 2017



PLU révisé



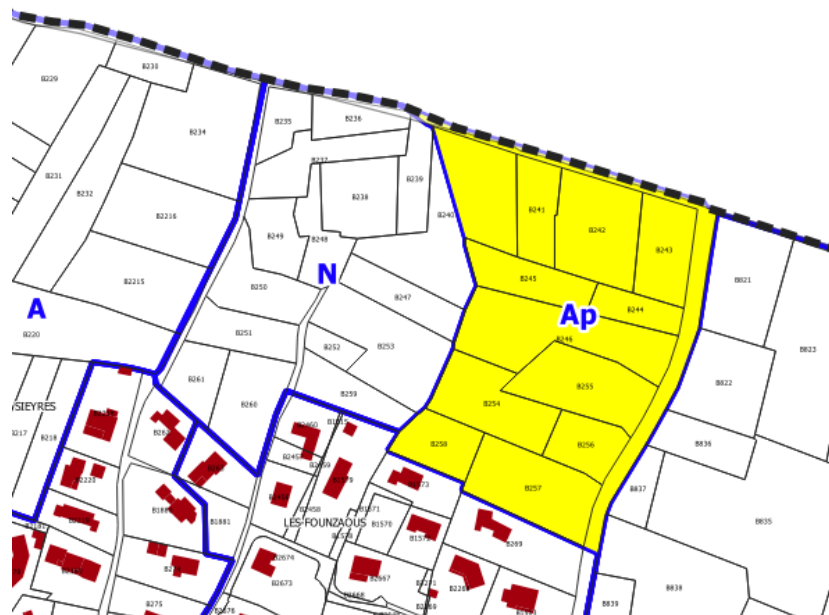


Zoom n°3 sur la zone agricole (A) : Les Sieyres

PLU de 2017



PLU révisé

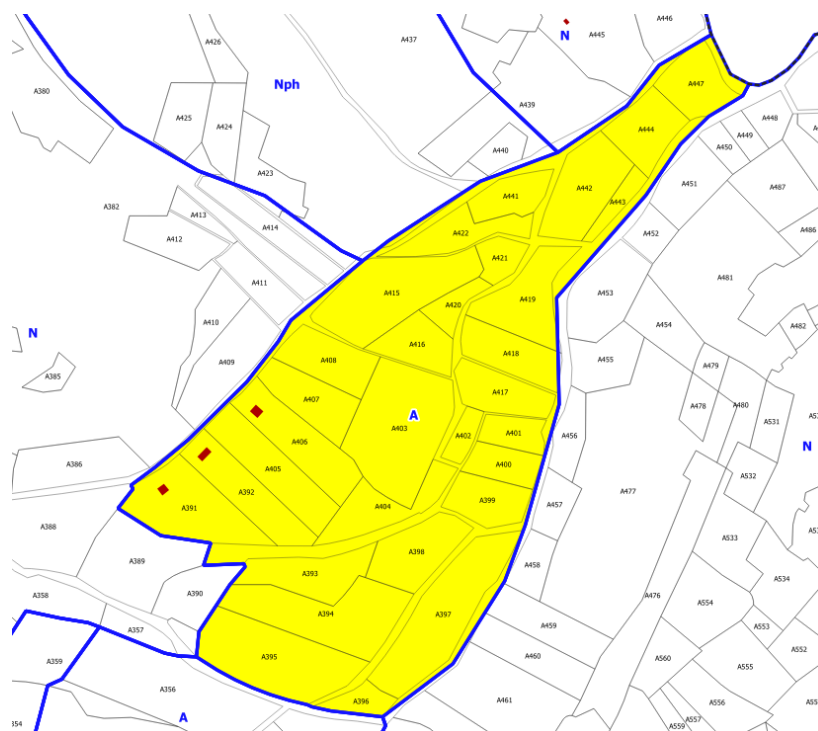


Zoom n°4 sur la zone agricole (A) : Vers la Croye

PLU de 2017



*PLU révisé*

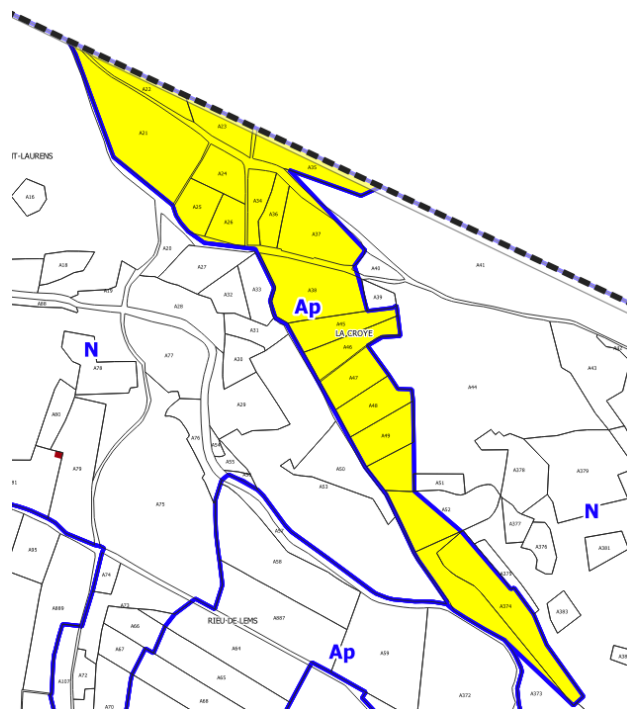


Zoom n°5 sur la zone agricole (A) : La Croye

PLU de 2017

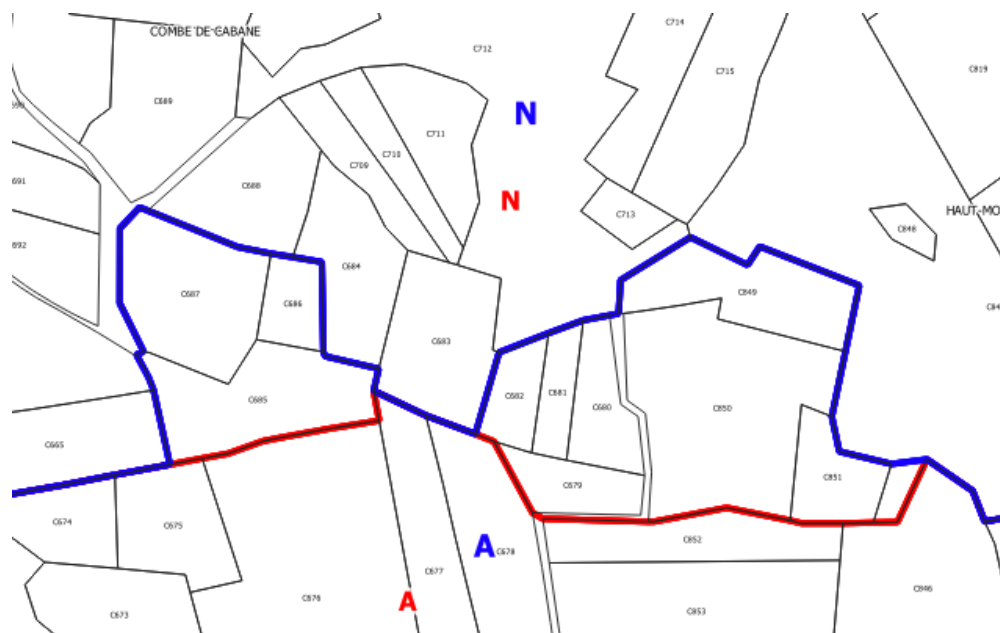


PLU révisé



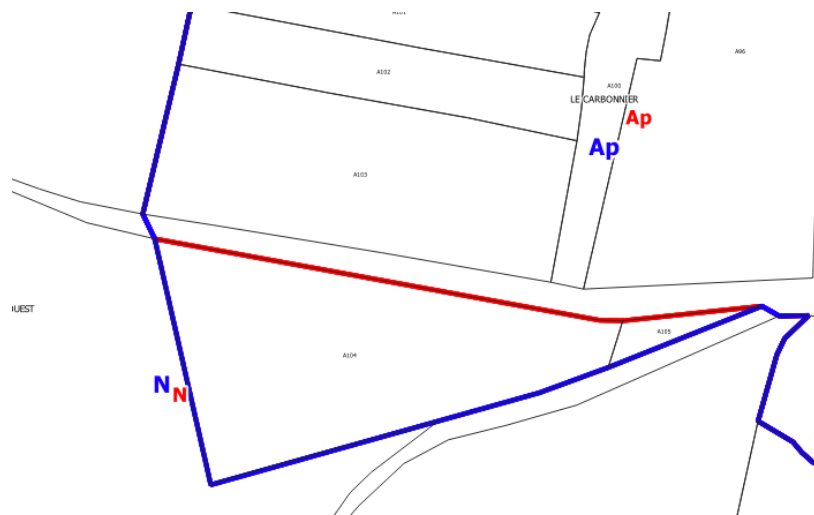
Zoom n°6 sur la zone agricole (A) : Sud Combe de Cabane

PLU de 2017 (traits rouges)>PLU révisé (traits bleus)



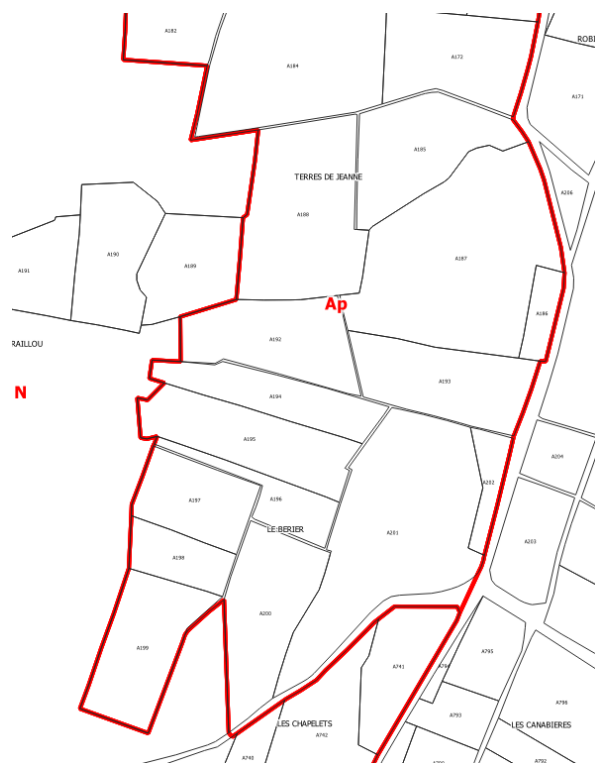
Zoom n°7 sur la zone agricole (A) : Hameau de Robiac – Le Carbonnier

PLU de 2017 (traits rouges)>PLU révisé (traits bleus)

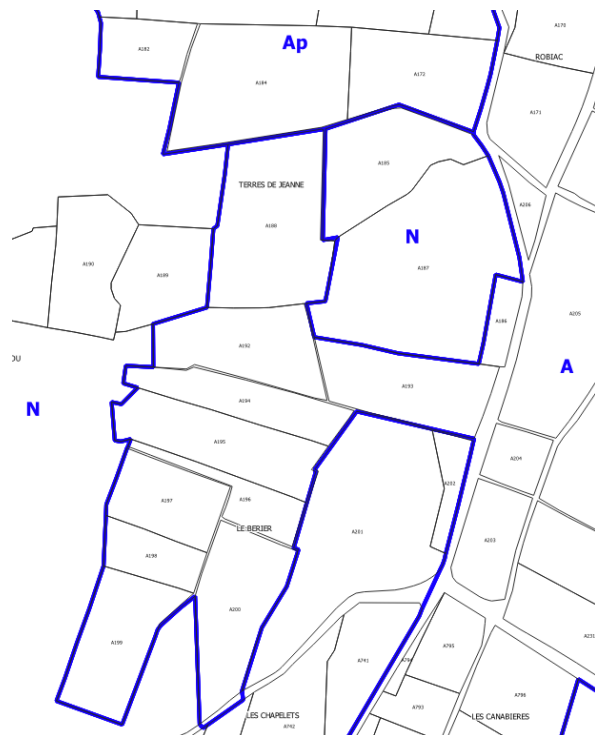


Zoom n°8 sur la zone agricole (A) : Hameau de Robiac – Le Berier

PLU de 2017



PLU révisé





Zoom n°9 sur la zone agricole (A) : Ar (STECAL) et Aj1 (STECAL)

PLU de 2017



*PLU révisé*

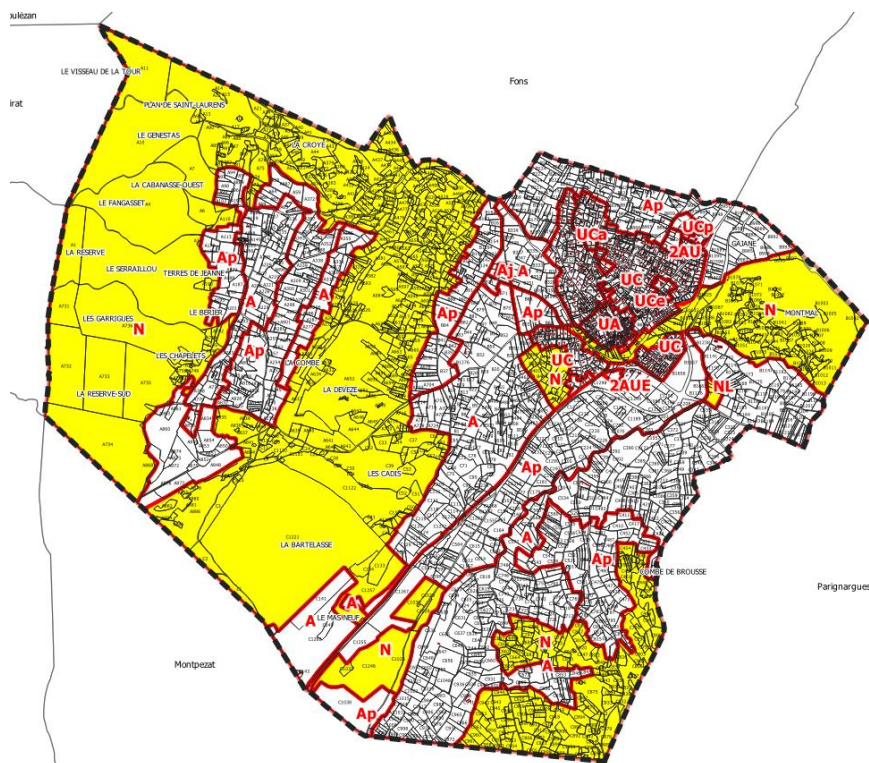


|          | Modifications apportées au plan de zonage   | Justification   |
|----------|---|---|
| Zoom n°1 | <b>Les Bouades : ajustement ponctuel de la zone agricole : passage de Ap vers A</b>   | Les bâtiments agricoles situés de part et d'autre de la route de Nîmes, aux Bouades, ont été classés en zone agricole protégée (Ap) dans le PLU de 2017. La révision du PLU vise à permettre aux agriculteurs exploitants du secteur de pérenniser leur exploitation par une reclassement en zone agricole A (permettant les constructions et extensions liées à l'activité agricole)   |
| Zoom n°2 | <b>Secteur Francurelle : passage d'une zonage agricole protégée Ap vers une zone agricole A</b>   | Le secteur Francurelle était classé en zone Ap dans le PLU de 2017. Il n'y a pas de valeur paysagère forte dans le secteur.<br><br>Afin également de permettre l'installation d'agriculteur à proximité du village, la zone située entre le chemin de Saint-Génès et la D1 (rue des barraques de Fons) est reclassée en zone A  |
| Zoom n°3 | <b>Les Sieyres : passage d'une zone agricole protégée Ap vers une zone agricole A</b>   | Le secteur Sieyres est classée en zone Ap dans le PLU de 2017. Il n'y a pas de valeur paysagère forte dans le secteur.<br><br>Afin également de permettre l'installation d'agriculteur à proximité du village, la zone située entre le chemin de Robiac et le Chemin des Sieyres est reclassée en zone A. Cependant, afin de préserver le paysage de l'entrée de ville, la zone Ap est maintenue le long de la D1, sur sa partie Nord qui présente un relief ascendant depuis la route. |
| Zoom n°4 | <b>« Vers la Croye » : entre le chemin de Robiac et le ruisseau des Lens passage d'une zone naturelle N de vers une zone agricole A</b> | Classé en zone N dans le PLU de 2017, ce secteur correspond à des parcelles agricoles. Il n'y a pas de valeur paysagère forte dans le secteur.<br><br>Afin également de permettre l'installation d'agriculteur à proximité du village, le secteur situé entre le chemin de Robiac et le ruisseau des Lens est reclassée en zone A   |
| Zoom n°5 | <b>La Croye : passage d'une zone naturelle N vers une zone agricole protégée Ap</b>   | Classé en zone N dans le PLU de 2017, ce secteur correspond à des parcelles agricoles et possède une valeur paysagère forte. Dans le cadre de la révision, le secteur est classé en zone Ap   |
| Zoom n°6 | <b>Sud de Combe de Cabane : passage d'un secteur en zone</b>  | Les parcelles C687, C685 et C686 sont des parcelles de chênes truffiers. Elles sont classées en zone naturelle N dans le PLU de   |

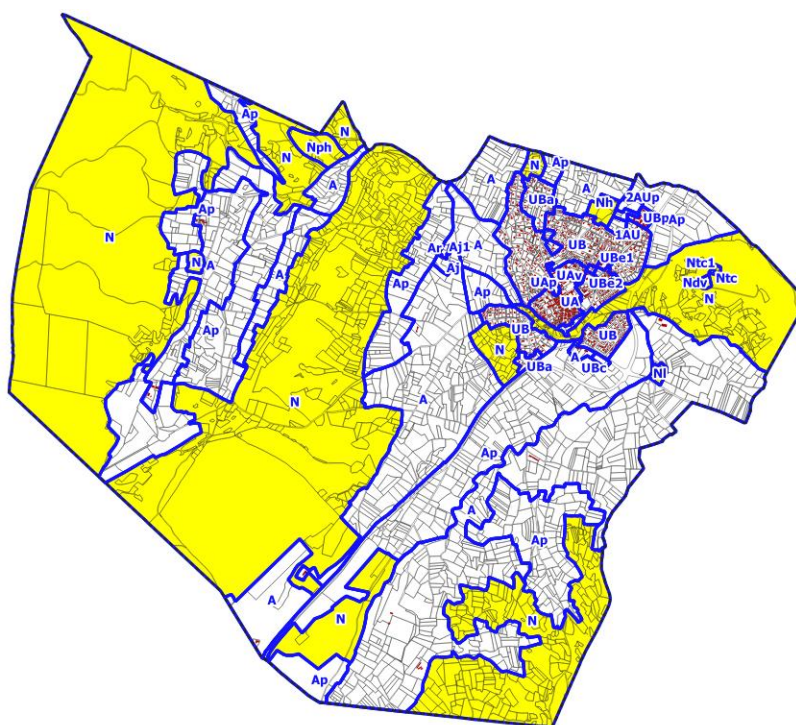
|          |   |  |
|----------|---|--|
|          | naturelle N vers une zone agricole A  | 2017. Le PLU révisé reconnaît ces terres agricoles et les classent en zone agricole A.   |
| Zoom n°7 | Hameau de Robiac – Le Carbonnier : reclassement d'un secteur en zone agricole protégé Ap vers une zone agricole A | Le PLU de 2017 a classé des secteurs en zone agricole protégé Ap au Hameau de Robiac. Les parcelles en vigne, reclassées en zone agricole A sont masquées par les boisements le long du chemin de Robiac et peuvent permettre l'installation d'un agriculteur avec un minimum d'impact paysager.   |
| Zoom n°8 | Hameau de Robiac – Le Berier: parcelle A104 : passage d'un secteur en zone naturelle N vers une zone agricole A   | La parcelle A104 est une parcelle cultivée. Elle est classée en zone naturelle N dans le PLU de 2017. Un EBC la borde au sud et à l'ouest. Le PLU révisé reconnaît cette parcelle agricole et la classe en zone agricole A. L'EBC n'est pas modifié.   |
| Zoom n°9 | Création du secteur Ar (STECAL)<br>Création du secteur Aj1 (STECAL)   | <u>Secteur Ar (STECAL)</u> : La commune dispose d'un forage dans le secteur des Tinelles. L'accès à l'eau étant une des principales problématiques pour les agriculteurs, cette ressource en eau est donc primordiale tant aux agriculteurs, qu'aux éleveurs (chevaux, brebis, taureaux, etc.) mais également aux utilisateurs des jardins partagés. Pour permettre la distribution de l'eau à destination des agriculteurs et usagers autorisés, il est nécessaire de construire une aire de remplissage (emprise au sol de 30 m <sup>2</sup> maximum et hauteur de 2,5 m maximum). Le secteur Ar est donc créé pour permettre la réalisation d'une aire de remplissage (STECAL).<br><u>Secteur Aj1 (STECAL)</u> : Dans le PLU de 2017, le secteur Aj correspond aux jardins partagés des Tinelles. Les jardins partagés sont toujours en activité. Le secteur Aj est donc maintenu dans sa quasi-totalité. Cependant, les usagers des jardins partagés ont besoin d'un local pour stocker leur matériel. Une petite partie de la zone Aj est transformée en secteur Aj1 pour la réalisation d'un local de stockage du matériel aux jardins partagés des Tinelles (STECAL) et ainsi permettre la mutualisation du lieu de stockage (emprise au sol de 50 m <sup>2</sup> maximum et hauteur de 3 m maximum). Cela évite la cabanisation du secteur et le STECAL fixe des règles architecturales et paysagères. |

## La zone N

PLU de 2017



*PLU révisé*



Zoom n°1 sur la zone naturelle (N) : Les Sieyres

PLU de 2017



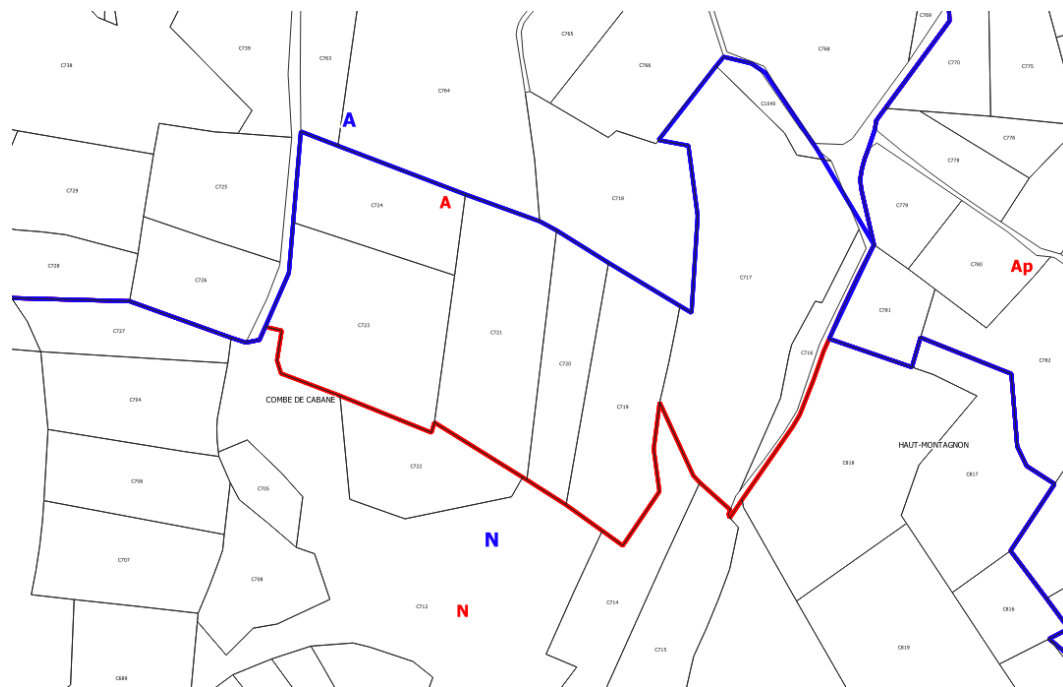
PLU révisé





Zoom n°2 sur la zone naturelle (N) : Nord de Combe de Cabane

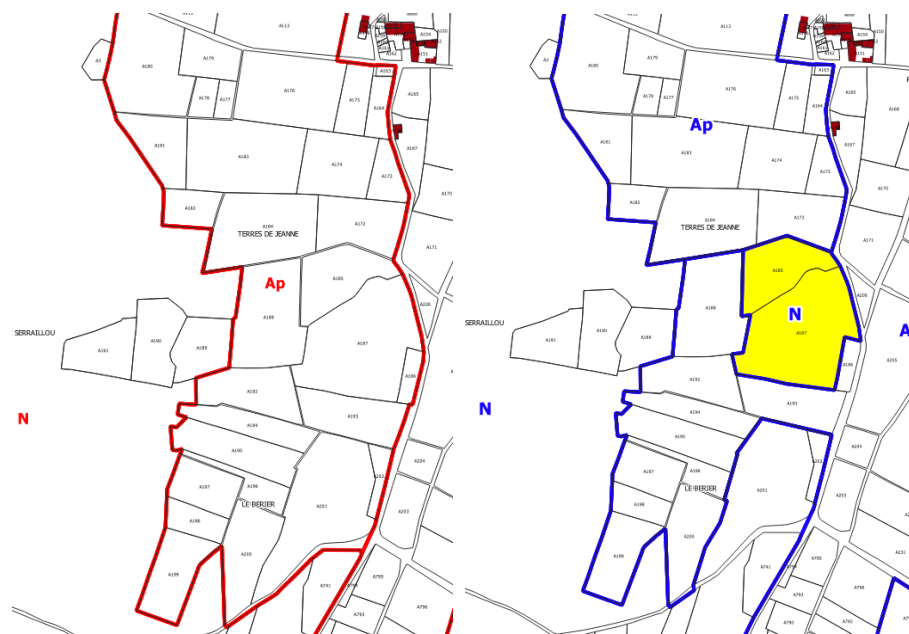
PLU de 2017 (traits rouges) > PLU révisé (traits bleus)



Zoom n°3 sur la zone naturelle (N) : Hameau de Robiac

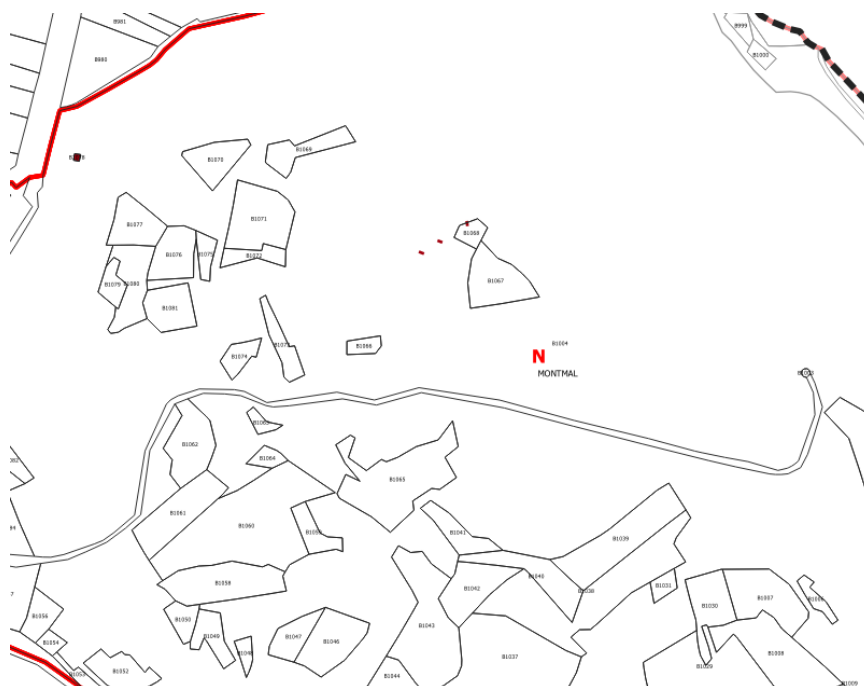
PLU de 2017

PLU révisé

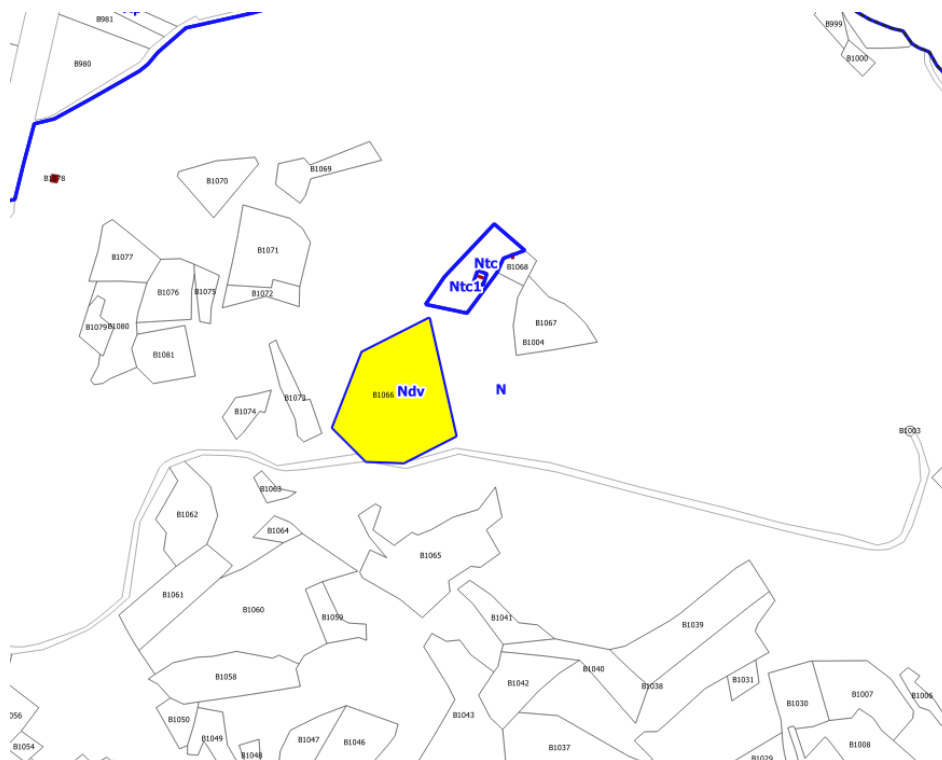


Zoom n°4 sur la zone naturelle (N) : secteur Ndv

PLU de 2017



*PLU révisé*

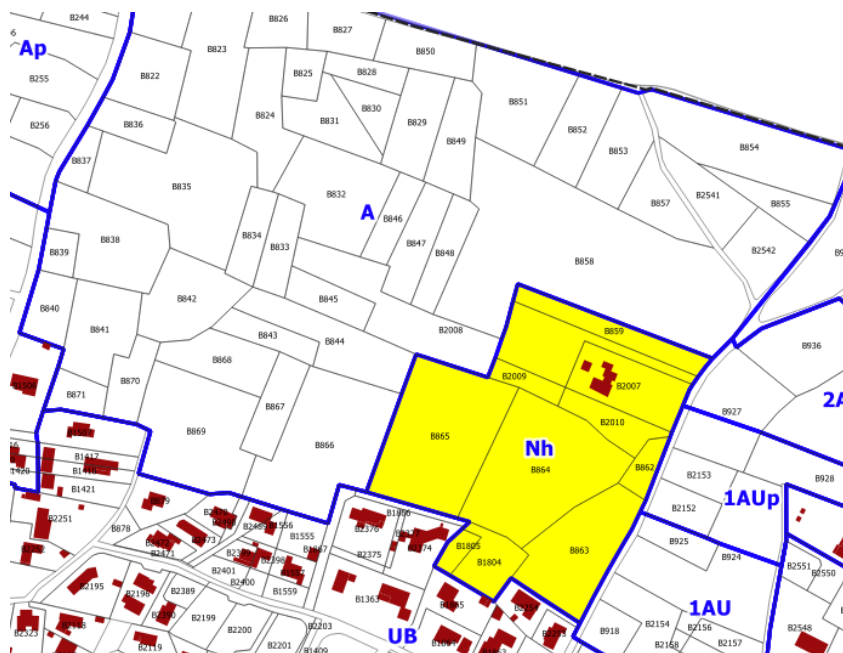


Zoom n°5 sur la zone naturelle (N) : Francurelle – secteur Nh

PLU de 2017

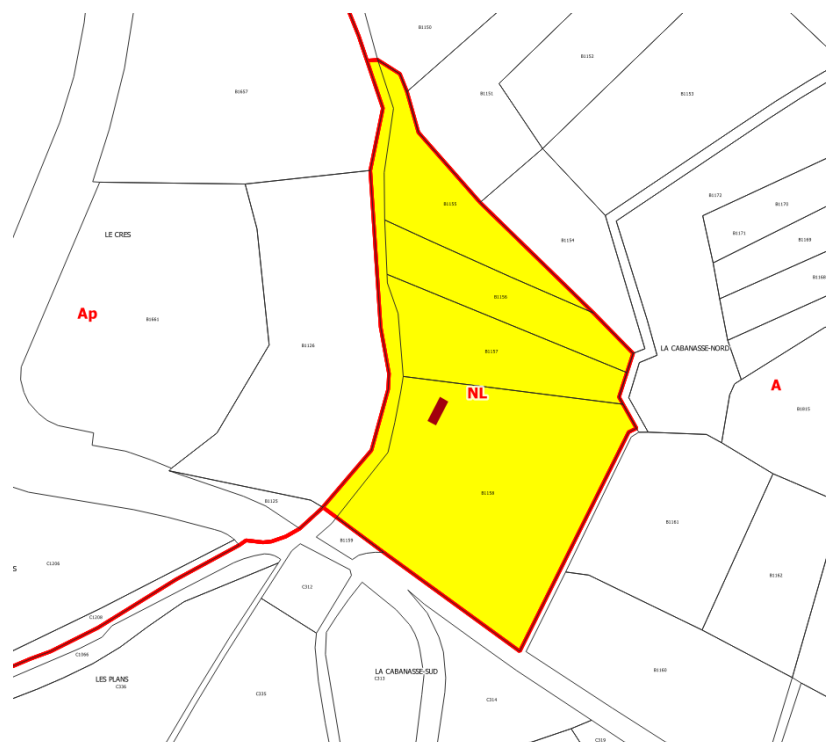


PLU révisé



Zoom n°6 sur la zone naturelle (N) : Secteur NI

PLU de 2017

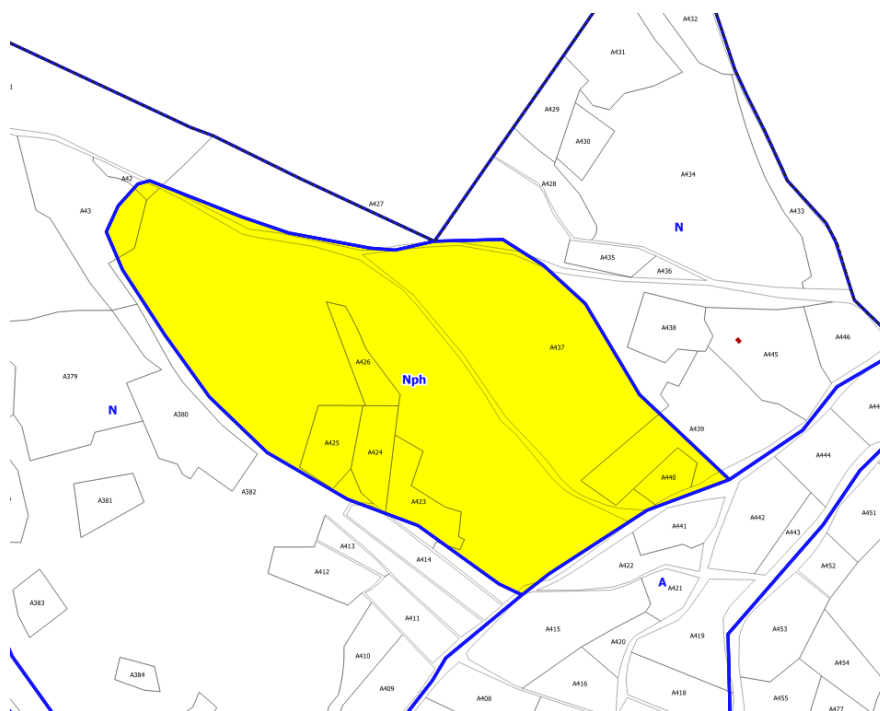


Zoom n°7 sur la zone naturelle (N) : Secteur Nph

PLU de 2017



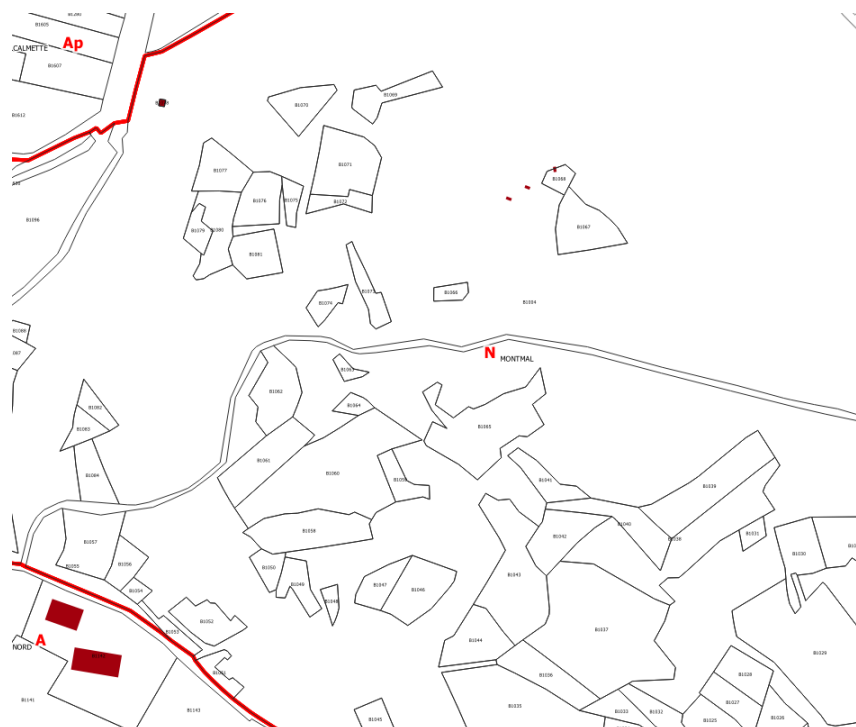
PLU révisé



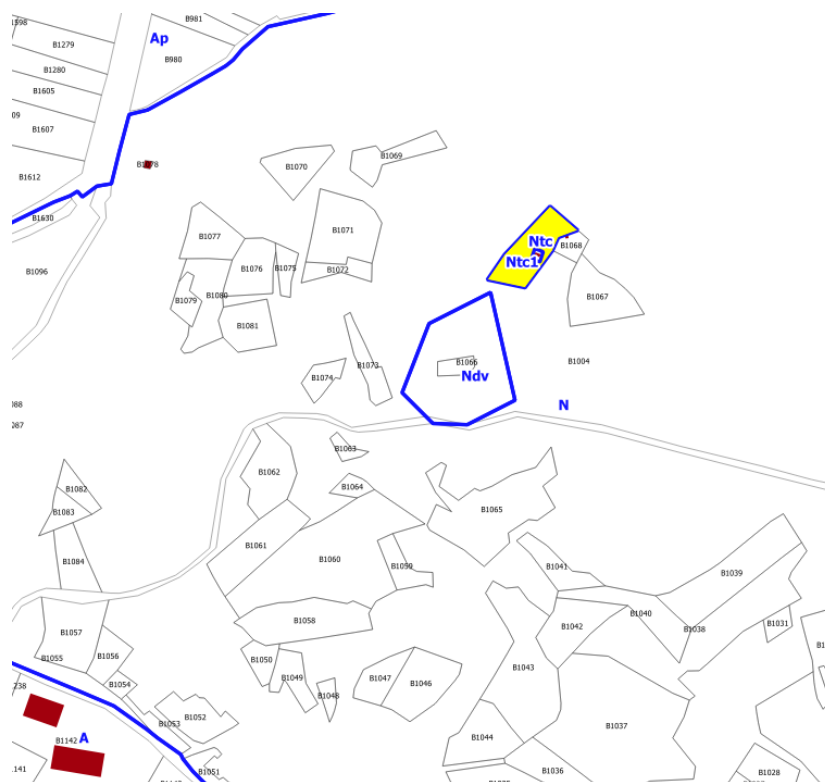


### Zoom 8 : Secteur Ntc et Ntc1

PLU de 2017



*PLU révisé*



|   | Modifications apportées au plan de zonage   | Justification  |
|---|---|--|
| 1 | Les Sieyres : Nord-Est de l'enveloppe urbaine : transformation de la zone agricole protégée Ap en zone naturelle N. | Classé en zone Ap dans le PLU de 2017, le secteur situé à l'Est du chemin de Sieyres correspond à de la Garrigue depuis plus de 60 ans. Il est placé sur une colline avec des terrains peu profonds (roche calcaire affleurante en de nombreux endroits), son potentiel agronomique est donc faible. Le secteur passe de la zone Ap vers N.  |
| 2 | Nord de Combe de Cabane : passage d'un secteur en zone agricole A vers une zone naturelle N                         | Ce secteur correspond à un espace boisé. Il est classé en zone agricole dans le PLU de 2017. Ce boisement devient une zone naturelle N dans le PLU révisé.   |
| 3 | Hameau de Robiac : passage d'un secteur en zone agricole A vers une zone naturelle N                                | Ce secteur correspond à un espace de garrigue. Il est classé en zone agricole dans le PLU de 2017. Cet espace de garrigue devient une zone naturelle N dans le PLU révisé.   |
| 4 | Création d'un secteur Ndv correspondant à la plateforme de gestion des déchets verts de la commune                  | Le secteur Ndv est créé dans le but de reconnaître et d'autoriser les constructions/aménagements destinés au bon fonctionnement de la plateforme de gestion des déchets verts de la commune  |
| 5 | Secteur Francurelle : création d'une zone Nh  | <p>Concernant les parcelles B859, B862, B863, B864, B865, B1804, B1805, B2008 (en partie), B2009 et B2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'après l'expertise biodiversité réalisée par Verdi dans le cadre de la révision du PLU, ces parcelles présentent des sondages pédologiques humides et des espèces à enjeux fort et faible.</li> <li>- Ces parcelles sont inondables d'après les études hydrauliques d'Oteis de 2016 et 2022/2023</li> </ul> <p>Le secteur naturel Nh est créé dans le but d'y interdire toutes constructions, aménagements et installations sauf les aménagements nécessaires à la valorisation de la zone humide.</p> |
| 6 | Le secteur NI est réduit  | Les terrains de tennis sont à l'état d'abandon et font l'objet d'aucun projet d'équipements sportifs de plein air. Une partie des parcelles des terrains de tennis sont reclassées en zone Ap  |

|   |   |  |
|---|---|--|
| 7 | Chemin de Robiac -ancienne décharge : création d'un secteur Nph                             | <p>L'ancienne décharge est classée en zone N dans le PLU de 2017. Le secteur Nph est créé afin de permettre d'autoriser les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement d'une centrale de production d'énergie photovoltaïque.</p> <p>La délimitation du secteur Nph prend en compte l'emprise observée au cours du temps par la décharge. Ce travail a été réalisé d'après les photos satellites historique de la décharge (<i>cf. partie 3.3.3.2 Site et sol pollués du présent document</i>). La zone intègre également la zone d'enjeux écologiques modérés, d'après l'expertise écologique. La grande majorité des zones d'enjeux écologiques forts ont été évités.</p>   |
| 8 | <p>Création du secteur Ntc à Montmal</p> <p>Création du secteur Ntc1 (STECAL) à Montmal</p> | <p><u>Secteur Ntc</u> : Le secteur Ntc est créé dans le but de reconnaître d'autoriser les antennes et les éventuelles constructions à venir en rapport avec les télécommunications. Cette zone surplombe la commune et est éloignée des habitations, des équipements et établissements sensibles. De plus, les antennes installées sur ce site portent peu atteinte au paysage naturel et urbain.</p> <p><u>Secteur Ntc1</u> : Le Secteur Ntc1 est créé afin de permettre la construction d'une ou plusieurs antennes de télécommunication et des installations et aménagements en lien avec son fonctionnement (STECAL) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emprise au sol du local technique nécessaire au fonctionnement de(s) l'antenne(s) est fixée à 10 m<sup>2</sup> maximum.</li> <li>- la hauteur maximale des constructions est fixée à 30 mètres pour l'(les) antenne(s) et son(leur) paratonnerre et 2,5 mètres pour le local technique</li> </ul> |

### 4.4.3.3 Synthèse des évolutions de zonage entre le PLU de 2017 et PLU révisé

Tableaux de correspondance entre le PLU de 2017 et le PLU révisé :

|                 | U                  |                               |                |                    |                        |                                  |                          |                           |                   |
|-----------------|--------------------|-------------------------------|----------------|--------------------|------------------------|----------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| PLU de 2017     | UA (centre ancien) |                               |                | UC (pavillonnaire) | UCa (non desservie EU) |                                  | UCe (commerce autorisé)  | UCe (commerce autorisé)   | UCp (équipements) |
| Révision du PLU | UA (centre ancien) | UAp (centralité patrimoniale) | UAu (vinicole) | UB (pavillonnaire) | UBa (non desservie EU) | UBc (cimetière et son extension) | UBe2 (commerce autorisé) | UBe1 (ancienne cave coop) | UBp (équipements) |

|                 | AU   |   |   |  |                                       |
|-----------------|--|---|---|--|---------------------------------------|
| PLU de 2017     | 1AUp (équipements publics) urba° immédiate   |   | 2AU (habitation) urba° ultérieure                     |  | 2AUE (activités éco) urba° ultérieure |
| Révision du PLU | 1AUp (équipements d'intérêt collectifs) urbanisation à court terme<br>Espace de déambulation (phase 2) | 2AUp (équipements d'intérêt collectifs) urbanisation à long terme (phase 3) | 1AU (habitation) urbanisation à court terme (phase 1) | 1AUp (équipements d'intérêt collectifs) urbanisation à court terme<br>Extension FAM ou équipements publics (phase 2) | Supprimée                             |

|                 | A |              |                       |                                     |                                     |
|-----------------|---|--------------|-----------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| PLU de 2017     | A | Ap (protégé) | Aj (jardins partagés) |                                     |                                     |
| Révision du PLU | A | Ap (protégé) | Aj (jardins partagés) | Aj1 (STECAL local jardins partagés) | Ar (STECAL aire de top remplissage) |

|                 | N |  |                     |                      |                          |  |                  |
|-----------------|---|--|---------------------|----------------------|--------------------------|--|------------------|
| PLU de 2017     | N | NL (équipements sportifs de plein air)                   |                     |                      |                          |  |                  |
| Révision du PLU | N | NI (équipements sportifs de plein air et photovoltaïque) | Ndv (déchets verts) | Nph (photovoltaïque) | Ntc (télécommunications) | Ntc1 (STECAL antenne télécommunications) | Nh (zone humide) |

Evolutions des surfaces des zones entre le PLU de 2017 et le PLU révisé :

| PLU en vigueur       |                 |               | PLU révisé           |                 |               | Evolutions   |                |
|----------------------|-----------------|---------------|----------------------|-----------------|---------------|--------------|----------------|
| Zones                | Surface (en ha) | %             | Zones                | Surface (en ha) | %             | Surface      | %              |
| UA                   | 7,28            |               | UA                   | 9,59            |               |              |                |
| UC                   | 57,01           |               | UAp                  | 0,30            |               |              |                |
| Uca                  | 7,65            |               | UAv                  | 0,09            |               |              |                |
| Uce                  | 1,94            |               | UB                   | 55,15           |               |              |                |
|                      |                 |               | UBa                  | 7,65            |               |              |                |
|                      |                 |               | UBc                  | 0,54            |               |              |                |
|                      |                 |               | UBe1                 | 0,76            |               |              |                |
|                      |                 |               | UBe2                 | 1,09            |               |              |                |
| Ucp                  | 1,34            |               | UBp                  | 1,34            |               |              |                |
| <b>Total zone U</b>  | <b>75,22</b>    | <b>5,23%</b>  | <b>Total zone U</b>  | <b>76,51</b>    | <b>5,32%</b>  | <b>1,29</b>  | <b>1,71%</b>   |
| 1AUp                 | 1,54            |               | 1AUp                 | 0,68            |               |              |                |
| 2AU                  | 1,59            |               | 1AU                  | 1,16            |               |              |                |
| 2AUE                 | 0,70            |               | 2AUp                 | 1,25            |               |              |                |
| <b>Total zone AU</b> | <b>3,83</b>     | <b>0,27%</b>  | <b>Total zone AU</b> | <b>3,09</b>     | <b>0,21%</b>  | <b>-0,74</b> | <b>-19,32%</b> |
| A                    | 332,44          |               | A                    | 370,21          |               |              |                |
| Ap                   | 296,91          |               | Ap                   | 265,31          |               |              |                |
| Aj                   | 1,74            |               | Aj                   | 1,71            |               |              |                |
|                      |                 |               | Aj1                  | 0,03            |               |              |                |
|                      |                 |               | Ar                   | 0,01            |               |              |                |
| <b>Total zone A</b>  | <b>631,09</b>   | <b>43,90%</b> | <b>Total zone A</b>  | <b>637,27</b>   | <b>44,33%</b> | <b>6,18</b>  | <b>0,98%</b>   |
| N                    | 726,21          |               | N                    | 711,17          |               |              |                |
| NL                   | 1,36            |               | NI                   | 1,06            |               |              |                |
|                      |                 |               | Ndv                  | 0,49            |               |              |                |
|                      |                 |               | Nh                   | 2,66            |               |              |                |
|                      |                 |               | Nph                  | 5,28            |               |              |                |
|                      |                 |               | Ntc                  | 0,14            |               |              |                |
|                      |                 |               | Ntc1                 | 0,01            |               |              |                |
| <b>Total zone N</b>  | <b>727,57</b>   | <b>50,61%</b> | <b>Total zone N</b>  | <b>720,81</b>   | <b>50,14%</b> | <b>-6,76</b> | <b>-0,93%</b>  |
| <b>TOTAL</b>         | <b>1437,71</b>  |               | <b>TOTAL</b>         | <b>1437,68</b>  |               |              |                |

L'évolution entre le PLU de 2017 et le PLU révisé a peu de conséquences sur la consommation d'espaces :

- Les zones urbaines (U) augmentent légèrement par la reconnaissance du tissu urbanisé (notamment le cimetière et son extension, parking Dumond, route de Nîmes et à ses aménagements urbains) et majoritairement raccordé aux réseaux publics, justifiant donc un classement en zone urbaine.
- Les secteurs d'urbanisation future (AU) diminuent légèrement (passage de 3,83 ha à 3,21 ha), ils sont limités et ne représentent que 0,21% du territoire.
- Les zones agricoles (A) évoluent en positif et représentent plus de 44,33% du territoire (augmentation de 0,98%).
- Les zones naturelles (N) diminuent légèrement (au profit notamment de la zone A) pour rester majoritaires sur le territoire communal (50,14%)



#### 4.4.3.4 Dispositions complémentaires portées au plan de zonage

Au-delà des zones U / AU / A et N définies au sein du PLU, les éléments graphiques complémentaires suivants sont intégrés au plan de zonage du nouveau document d'urbanisme de Saint-Mamert-du-Gard :

##### Emplacements réservés

Les Emplacements Réservés (ER), dédiés à la réalisation de voies / ouvrages publics, d'installations d'intérêt général du PLU de 2017 sont actualisés, complétés et les superficies à acquérir recalculées sous logiciel SIG.

- L'ER 1 « Création d'équipements publics de sports et de loisirs » dans le PLU en vigueur a été renommé « Création d'équipements publics » et redessiné pour correspondre à la phase 3 de l'OAP.
- L'ER 2 « Extension de l'école et aménagement d'un cheminement doux » est supprimé depuis la modification simplifiée approuvée le 25/03/2021 car cet aménagement a été réalisé et l'ER a perdu de son utilité.
- La destination de l'ER 5 est modifiée pour devenir « Aménagement d'un parking paysager et/ou création/extension d'un équipement de service public ». Sa superficie est de 2165 m<sup>2</sup>. Le bénéficiaire reste la commune.
- Création de l'ER 8 « Elargissement du chemin des Courses » afin d'accroître visibilité et sécurité des croisements des véhicules et usagers au niveau du carrefour entre le Chemin des Courses/Chemin de la Cave Coopérative/Chemin de la Gare
- L'ER 9 « Création d'un cheminement doux le long du ruisseau des Lens » est ajouté afin de prendre en compte la modification simplifiée n°1 du PLU de Saint-Mamert-du-Gard. Le bénéficiaire est la commune et sa superficie est de 317 m<sup>2</sup>
- L'ER 10 « Aménagement d'un cheminement piéton » est créé. Le bénéficiaire est la commune. Sa superficie est de 317 m<sup>2</sup>

Au total, 9 Emplacements Réservés (ER) sont définis au sein du PLU de Saint-Mamert-du-Gard

| N° | DESTINATION  | BENEFICIAIRE | SUPERFICIE (en m <sup>2</sup> ) |
|----|--|--------------|---------------------------------|
| 1  | Création d'équipements publics   | Commune      | 12077                           |
| 3  | Elargissement chemin de Francurelle et élargissement du carrefour RD1                        | Commune      | 116<br>Et 18                    |
| 4  | Aménagement d'une place de retournement chemin de Gajane                                     | Commune      | 248                             |
| 5  | Aménagement d'un parking paysager et/ou création/extension d'un équipement de service public | Commune      | 2165                            |
| 6  | Elargissement du chemin de Saint-Géniès  | Commune      | 336                             |

|    |   |         |      |
|----|---|---------|------|
| 7  | Aménagement du carrefour chemin de la Gare / chemin de Saint-Géniès | Commune | 84   |
| 8  | Elargissement du chemin des Courses                                 | Commune | 35   |
| 9  | Création d'un cheminement doux le long du ruisseau des Lens         | Commune | 1640 |
| 10 | Aménagement d'un cheminement piéton                                 | Commune | 317  |

### Espaces boisés classés

Les Espaces Boisés Classés de la commune ont été revus lors de la révision du PLU.

Près de 565 hectares de boisements ont été inscrits en EBC au sein du PLU de 2017, représentant environ 39% du territoire communal.

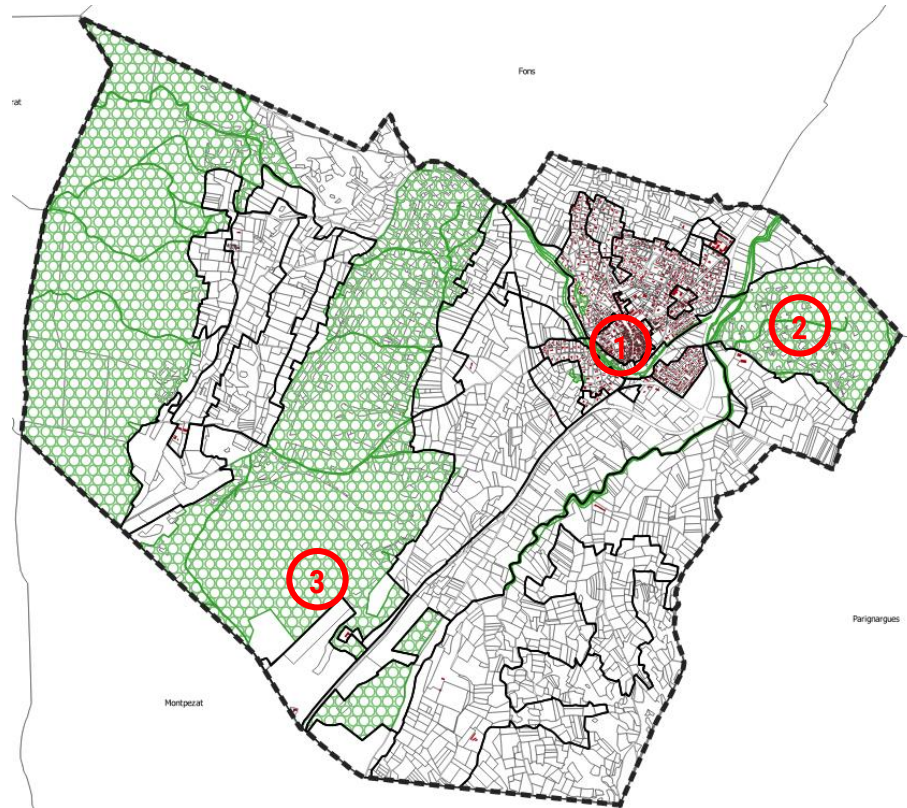
**La majeure partie des EBC du PLU de 2017 sont maintenus.**

La révision du PLU a permis :

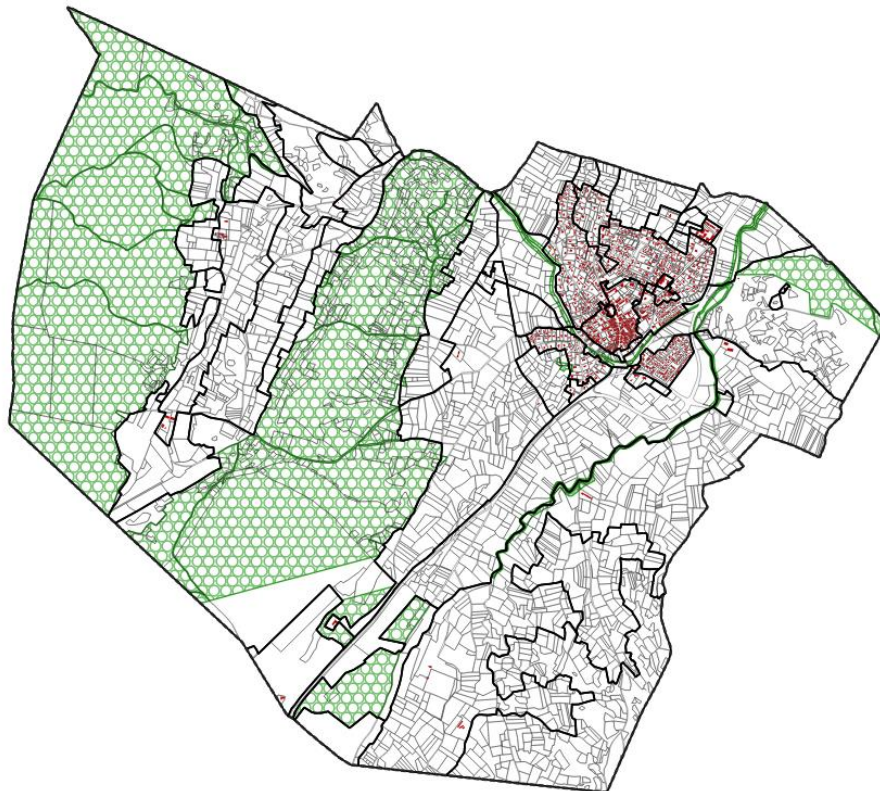
- La correction de certaines erreurs matérielles :
  - o Des jardins privés étaient classés en EBC le long du ruisseau des Lens (environ 3,14 ha)
- Sur le secteur Montmal : les EBC ont été uniquement maintenus sur les parcelles en gestion de l'Office National des Forêts (ONF), permettant le bon entretien des espaces boisés sur ce secteur, notamment vis-à-vis du risque incendie. Cette réduction représente 40,3 ha d'EBC supprimé, ce qui correspond à la majorité des EBC supprimés dans le cadre de la révision.
- A la demande de RTE, les EBC en dessous de la ligne haute tension et de la zone de vigilance (100 m de part et d'autre de la ligne) ont été supprimés pour permettre le bon entretien et le débroussaillage sous les lignes haute tension face au risque feu de forêt.

**Ainsi environ 507 ha ont été classés en EBC, représentant environ 37% du territoire.**

*PLU de 2017*



*PLU révisé*



1. Suppression d'EBC dans des jardins privés le long du ruisseau des Lens

PLU de 2017



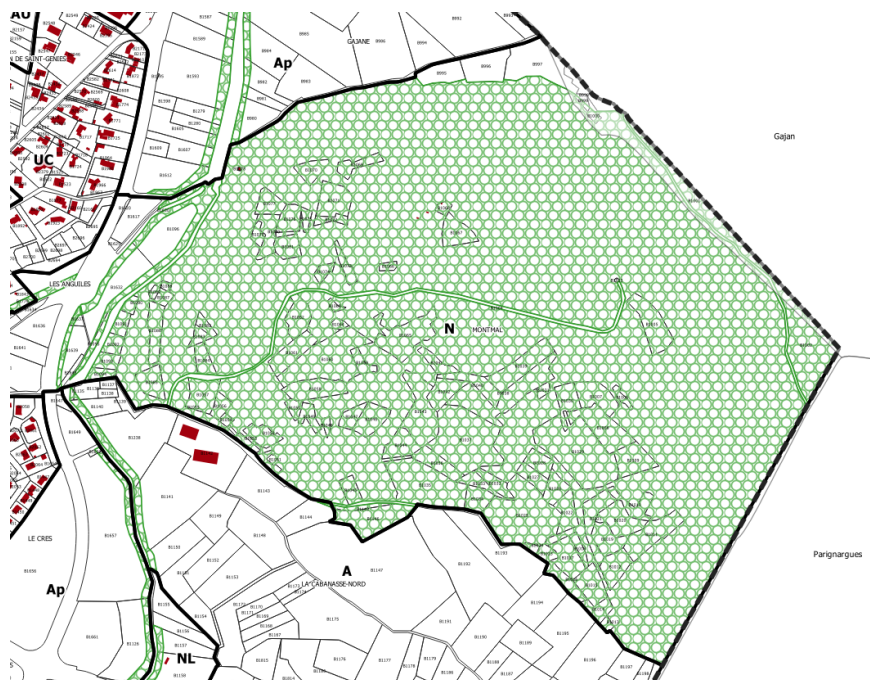
PLU révisé





## 2. Secteur Montmal

### PLU de 2017



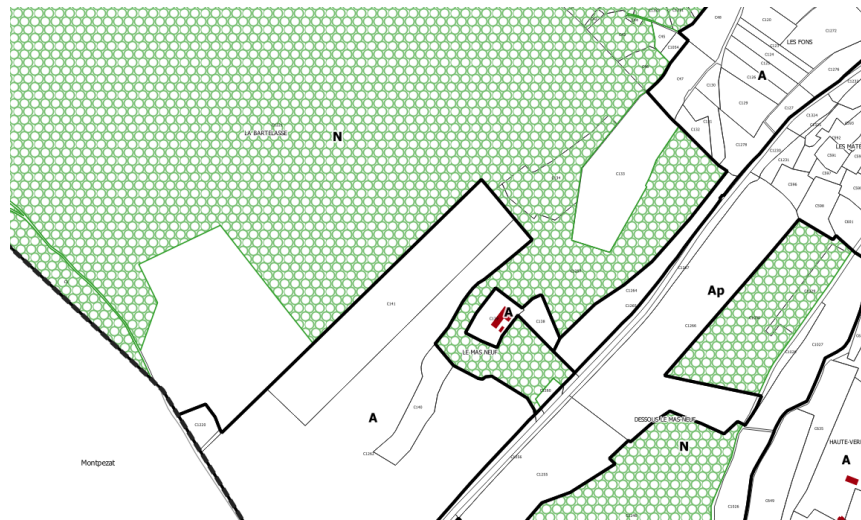
### PLU révisé



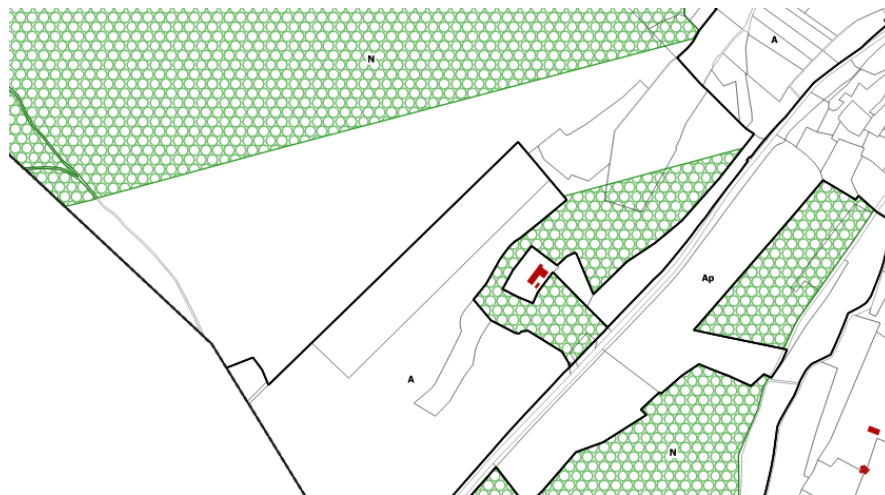


### 3. Ligne haute tension

*PLU de 2017*



*PLU révisé*



## Éléments identifiés et préservés au titre du Code de l'Urbanisme

En cohérence avec le PADD, qui appuie l'enjeu de préserver le patrimoine bâti et non bâti de Saint-Mamert-du-Gard différents éléments ont été inventoriés au plan de zonage du PLU au titre du Code de l'Urbanisme :


Le PLU identifie des éléments du patrimoine bâti à protéger au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme tels que :

- Le griffe
- Temple protestant
- Mairie
- Lavoir
- Eglise
- Moulin de Montmal
- Des croix monumentales
- Le Monument aux morts
- Des Fontaines

Le PLU identifie également du patrimoine végétal à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme tels que :

- Arbres remarquables identifiés par une étoile verte et un numéro associé sur le zonage
- Alignements d'arbres identifiés par un tiret vert et un numéro associé sur le zonage
- Le Gisement de Robiac identifié dans le zonage en hachures noires.
- 4 espaces paysagers protéger (EPP) ont été créés (identifiés dans les documents graphiques par des aplats de points verts sur le zonage)

### Préservation des espaces verts et forestiers : Espaces Paysagers Protéger (EPP)

Les Espaces Paysagers à Protéger (EPP) sont identifiés dans les documents graphiques par des aplats de points verts. 

Les éléments repérés sur les documents graphiques au titre de l'article L151-23 Code de l'Urbanisme en Espaces Paysagers à Protéger (EPP) font l'objet de la réglementation suivante (annexée au règlement du PLU) :

- Tous travaux, installations et aménagement ayant pour effet de modifier ou de supprimer un des éléments du patrimoine repérés comme présentant un intérêt paysager, sont soumis à déclaration préalable.
- Toute construction est interdite.
- Les EPP doivent être préservés dans leur structure comme dans leur composition. Les secteurs identifiés en EPP doivent obligatoirement être plantés.
- Les EPP doivent être préservés et, en cas de dépérissement, être remplacés par des essences similaires adaptées à la nature des sols et au climat.
- Tout arbre situé au sein d'un EPP doit être maintenu. L'abattage d'arbre est donc interdit sauf pour des raisons phytosanitaires et/ou de sécurité publique où dans ce cas, cela est autorisé et à condition qu'il soit remplacé par des essences similaires adaptées à la nature des sols et au climat.
- Seuls les accès au sein des EPP sont autorisés.

En complément des EBC, le zonage identifie **4 Espaces Paysagers Protéger (EPP)** :

- **EPP n°1** - Le parc arboré, situé Chemin de la Gare
- **EPP n°2** - Parc des Associations (Jean-Rémi Solana)
- **EPP n°3** - Parc de la Maison Dumond



*EPP n°1, EPP n°2 et 3*

#### 4.4.3.5 Evolutions du règlement réalisées par rapport au PLU de 2017

##### Rappel du règlement

En cohérence avec les orientations retenues pour le développement de Saint-Mamert-du-Gard à l'horizon 2033 au sein du PADD, le PLU découpe le territoire de la commune en quatre types de zones distinctes, chacune pouvant se subdiviser en différentes zones ou sous-secteurs :

- les zones urbaines (U) : Titre 2 du règlement du PLU.
- les zones à urbaniser (AU) : Titre 3 du règlement du PLU.
- les zones agricoles (A) : Titre 4 du règlement du PLU.
- les zones naturelles et forestières (N) : Titre 5 du règlement du PLU.

Chaque zone est soumise à des règles propres conformes aux objectifs d'aménagement de la commune, au travers d'un règlement qui définit les règles d'occupation du sol.

La partie réglementaire du code de l'urbanisme, relative au contenu des PLU offre une restructuration thématique, en cohérence avec la nomenclature de la loi ALUR. Cette nomenclature nationale commune et facultative participe à la clarté du droit applicable et à la lisibilité du règlement du PLU.

##### Une structure thématique du règlement

Suivant la réorganisation thématique des articles législatifs relatifs au contenu du règlement du PLU (L151-8 à L151-42), la nomenclature proposée ne fait donc plus l'objet d'un seul article, mais découle de l'enchaînement des sous-sections 3 à 5 de la section 4 du chapitre 1<sup>er</sup> du titre V du livre Ier de la partie réglementaire du code de l'urbanisme.

### USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

#### Article 1 Destinations et sous-destinations interdites

#### Article 2 : Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités

#### Article 3 : Mixité sociale et fonctionnelle

- 1/ Mixité sociale
- 2/ Mixité fonctionnelle

### CARACTÉRISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE

#### Article 4 : Volumétrie et implantation des constructions

- 1/ Implantation par rapport aux voies et emprises publiques
- 2/ Implantation par rapport aux limites séparatives
- 3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain
- 4/ Emprise au sol
- 5/ Hauteur

Article 5 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Article 6 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

Article 7 : Obligations en matière de stationnement

## EQUIPEMENTS ET RÉSEAUX

Article 8 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

- 1/ Conditions d'accès aux voies
- 2/ Voirie
- 3/ Accessibilité

Article 9 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement et de télécommunication

- 1/ Alimentation en eau potable
- 2/
  - Assainissement
  - Eaux usées
  - Eaux pluviales
- 3/ Réseaux électrique, téléphonique
- 4/ Ordures ménagères



### **Dispositions générales**

Des dispositions générales en introduction du règlement du PLU (Titre I du règlement) précisent les règles applicables à plusieurs zones.

Les dispositions générales rappellent les éléments de portée du règlement et différentes législations qui s'appliquent et complètent les règlements de zone.

Dans le cadre de la révision du PLU, ces dispositions sont maintenues ou actualisées.

Les dispositions générales du PLU concernent les thématiques suivantes :

Article 1 – Champ d'application territorial du plan

Article 2 – Portée juridique du règlement du plan local d'urbanisme et des autres législations relatives à l'occupation des sols

Article 3 – Règles dérogatoires

Article 4 – Division du territoire en zones

Article 5 - Organisation du règlement

Article 6 – Destinations et sous destinations

Article 7 – Les prescriptions particulières qui complètent ou se substituent au zonage général

Article 8 – Définitions et règles générales / Lexique

Article 9 – Règles relatives aux affouillements et exhaussements du sol

Article 10 – Dispositions applicables aux zones de dangers afférentes aux canalisations de transport de gaz

Article 11 – Prescriptions relatives aux ouvrages, constructions et utilisations futures du sol dans les zones inondables par débordement et ruissellement

Article 12 – Défense et lutte contre les incendies de forêt

Article 13 – Risque retrait et gonflement des argiles

Article 14 – Risque sismique

Article 15 - Risque glissement de terrain

Article 16 – Protection du patrimoine archéologique

Article 17 – Adduction d'eau privée

Article 18 – Nuisances sonores

Article 19 – Droit à la ville pour les personnes handicapées

Article 20 – Protection des zones humides

Article 21 - Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau

Article 22 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'assainissement, eaux usées et eaux pluviales

Article 23 - Conditions de desserte des terrains par la collecte des ordures ménagères

Article 24 – Secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL)

Article 25 – Le risque « Chutes de Bloc »

## USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

### Article 1 et 2 : Destinations et sous-destinations interdites / Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités

*Dans le règlement, la réécriture relative aux destinations de constructions pouvant être réglementée par le PLU résulte de l'application des lois ALUR et ACTPE. Afin de permettre aux auteurs de PLU de prévoir des règles favorisant la mixité fonctionnelle et sociale, le décret en conseil d'état prévoit de regrouper les 9 destinations antérieures en 5 destinations, elles-mêmes divisées en 20 sous-destinations. Cette nouvelle liste conserve son caractère limitatif.*

*Cette nouvelle division entre destinations et sous-destinations modifie également le régime des changements de destinations au titre des autorisations du droit des sols.*

*Le décret clarifie également les possibilités offertes aux auteurs de PLU d'interdire ou autoriser sous-condition certains types d'activité.*

*Le décret a été complété par un arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous-destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu.*

*Dernièrement un décret du 22 mars 2023 modifie les listes des destinations et sous-destinations pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu. La destination « autres activités des secteurs secondaire et tertiaire » comprend désormais aussi le secteur primaire. Elle intègre aussi une nouvelle sous-destination intitulée « cuisine dédiée à la vente en ligne ». D'après un arrêté paru le même jour, cette sous-destination recouvre les constructions destinées à la préparation de repas commandés par voie télématique. Ces commandes sont soit livrées au client soit récupérées sur place.*

*Toujours d'après cet arrêté, la destination de construction "autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire" prévue au 5° de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme comprend donc les cinq sous-destinations suivantes : industrie, entrepôt, bureau, centre de congrès et d'exposition, cuisine dédiée à la vente en ligne. Les définitions de ces sous-destinations ont été revues :*

- *la sous-destination "industrie" recouvre les constructions destinées à l'activité extractive du secteur primaire, les constructions destinées à l'activité industrielle et manufacturière du secteur secondaire, ainsi que les constructions destinées aux activités artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Cette sous-destination recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances.*
- *la sous-destination "entrepôt" recouvre les constructions destinées à la logistique, au stockage ou à l'entreposage des biens sans surface de vente, les points permanents de livraison ou de livraison et de retrait d'achats au détail commandés par voie télématique, ainsi que les locaux hébergeant les centres de données.*
- *la sous-destination "bureau" recouvre les constructions fermées au public ou prévoyant un accueil limité du public, destinées notamment aux activités de direction, de communication, de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires et également des administrations publiques et assimilées.*

*Par ailleurs, une nouvelle sous-destination « lieux de culte » est intégrée dans la destination « équipements d'intérêt collectif et services publics ». Elle recouvre les constructions répondant à des besoins collectifs de caractère religieux. Les lieux de culte ne font donc plus partie de la*

sous-destination « autres équipements recevant du public », qui recouvre notamment les salles polyvalentes et les aires d'accueil des gens du voyage.

La sous-destination "exploitation agricole" est réécrite aussi : elle recouvre les constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. Cette sous-destination recouvre notamment les constructions destinées au stockage du matériel, des récoltes et à l'élevage des animaux ainsi que celles nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dans les conditions définies au II de l'article L. 151-11 du code de l'urbanisme.

| AVANT   | APRES   |
|---|---|
| <b>Limitation à 9 destinations</b>  | <b>Limitation à 5 destinations</b>  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Habitation</li> <li>- Hébergement hôtelier</li> <li>- Bureaux</li> <li>- Commerce</li> <li>- Artisanat</li> <li>- Industrie</li> <li>- Exploitation agricole ou forestière</li> <li>- Entrepôt</li> <li>- Constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif (CINASPIC)</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Habitation</li> <li>- Commerce et activités de service</li> <li>- Équipements d'intérêt collectif et services publics</li> <li>- Exploitation agricole et forestière</li> <li>- Autres activités des secteurs secondaires ou tertiaires</li> </ul> |
| Les plans locaux d'urbanisme peuvent interdire ou soumettre à conditions les constructions dans certaines zones sur la base de ces destinations ou selon des natures d'activité   | Les plans locaux d'urbanisme peuvent interdire ou soumettre à conditions les constructions dans certaines zones sur la base de ces destinations, sous destinations et selon certains types d'activité   |
| Des règles différenciées peuvent être établies sur la base de ces neuf destinations   | Des règles différenciées pourront être établies entre ces cinq destinations ainsi que selon les vingt sous-destinations   |

Les destinations et sous destinations des constructions pouvant être interdites ou soumises à conditions particulières sont définies en application des articles R.151-27, R.151-28 et R.151-29 du Code de l'urbanisme.

Tout projet de construction, d'aménagement ou d'installation doit se référer à l'une de ces destinations.

Lorsqu'un ensemble de locaux présente par ses caractéristiques une unité de fonctionnement, il est tenu compte exclusivement de la destination principale de cet ensemble.

Lorsqu'une construction ou un aménagement relève de plusieurs destinations sans lien fonctionnel entre elles, il est fait application des règles propres à chacune de ces destinations.

**Dans le cadre de la révision du PLU, les destinations et sous-destinations du PLU de 2017 ont été réécrites selon la nomenclature expliquée ci-dessus.**

Le PLU révisé précise les interdictions d'occuper le sol (article 1) et mentionne uniquement les autorisations soumises à des conditions particulières (article 2).

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) peuvent être autorisées si elles sont liées au bon fonctionnement de la zone et n'impliquent aucun risque ni aucune nuisance incompatible avec la vocation de la zone.

#### Evolutions du PLU

Ces articles connaissent des évolutions importantes par rapport au PLU de 2017. Il s'agit d'une part de reformulation de termes pour s'adapter aux différentes affectations et usages du sol prévus par le Code de l'Urbanisme, et d'autre part pour faire évoluer les interdictions et autorisations en fonction des nouvelles zones

### Article 3 : Mixité sociale et fonctionnelle

Cet article régit la mixité sociale en définissant, à partir d'un certain nombre de logements réalisés dans le cadre d'un programme ou d'une réhabilitation à usage d'habitation, un taux minimum de production de logements locatifs sociaux en nombre et un pourcentage minimum en surface de plancher

Sur l'ensemble des zones et secteurs du PLU de 2017 et du PLU révisé, la mixité fonctionnelle n'a fait l'objet d'aucune réglementation.

#### Evolutions du PLU

Afin d'être notamment compatible aux documents supra-communaux (SCoT et PLH principalement) il a été ajouté dans les zones urbaines et à urbaniser la règle suivante :  
« Tout programme de construction ou réhabilitation à usage d'habitation de plus de 4 logements devra comporter au minimum 20% de logements locatifs sociaux en nombre et 25% »

## CARACTÉRISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE

### Article 4 : Volumétrie et implantation des constructions

#### Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Le PLU vise à prendre en compte les formes urbaines existantes, protéger le patrimoine bâti existant et permettre son évolution.

Le règlement du cœur de village et alentours (zone UA et ses secteurs) permet de s'implanter librement afin de s'adapter à la morphologie de la rue ou avec une marge de recul le long des départementales. Dans les autres zones, les règles sont adaptées pour respecter et

s'inscrire dans la trame urbaine existante, privilégiant des reculs plus ou moins importants par rapport à la voie ou l'emprise publique.

#### Evolutions du PLU

La règle portant sur le linéaire continu de façade supérieur à 21 mètres le long d'une même voie ou emprise publique ni le long d'une même limite séparative a été supprimée pour la zone UA et déplacé dans la partie emprise au sol pour la zone UB.

Le département du Gard a approuvé en 2023 le Schéma Départemental des Mobilités du Conseil Départemental du Gard et le règlement départemental de voirie. Les marges de recul obligatoire ont été ajoutées en fonction de la classification des routes départementales.

#### Implantation par rapport aux limites séparatives

Il s'agit de prendre en compte les formes urbaines existantes et de favoriser des modes d'implantation respectueux des caractéristiques de la trame urbaine, tout en permettant une certaine densification dans les sites appropriés (zone du centre ancien et alentours notamment).

Dans les zones urbaines, la règle générale consiste à s'implanter soit en limite séparative latérale soit avec un léger recul pour les autres limites séparatives.

Chaque article est assorti d'une définition et de modalités de la règle et comporte des dispositions particulières pour tenir compte notamment des extensions de constructions existantes dont l'implantation ne respecte pas les normes de retrait imposées, des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et des annexes.

#### Evolutions du PLU

Certaines évolutions ont été apportées.

Des règles plus précises, accompagnées de schémas, ont été ajoutées sur le calcul de la distance minimale d'implantation des constructions lorsque l'implantation doit respecter un retrait.

#### Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain

Cet article permet de réglementer l'implantation des constructions entre elles sur un même terrain.

#### Evolutions du PLU

Les zones N et A ne sont toujours pas réglementées sur ce point.

#### Emprise au sol

Les règles d'emprise au sol ont pour finalité de définir la consommation de terrain pour l'ensemble des éléments de la construction. Elles doivent répondre à un objectif précis



d'urbanisme, tel que la volonté de faire construire en hauteur sur des terrains vastes, d'aérer le tissu urbain, d'imposer une certaine forme des constructions au sol, de maîtriser l'aménagement des zones d'activités en évitant une implantation anarchique des constructions, d'obtenir une urbanisation le long des voies, de limiter l'imperméabilisation des sols, etc.

L'article n'est pas systématiquement réglementé dans l'ensemble des zones pouvant accueillir des constructions.

#### Evolutions du PLU

L'emprise au sol est de 80% en zone UA du PLU afin de ne pas freiner la densification dans l'enveloppe bâtie constituée. Les zones UB, 1AU et 1AUp imposent une emprise au sol maximum des constructions afin de préserver la morphologie urbaine des quartiers.

Les zones N et A ne sont pas réglementées sur ce point.

#### Hauteur

La hauteur des constructions constitue également un élément important de la forme urbaine d'un îlot, d'un quartier. D'une manière générale, il est souhaité le respect de la silhouette du village avec des hauteurs maximales comprises entre 7 et 10 mètres dans les zones urbaines afin de préserver les perspectives visuelles vers et depuis le village.

Enfin, des dispositions particulières sont prévues et détaillées pour certaines zones dans la présentation par zone.

#### Evolutions du PLU

Les évolutions particulières à chaque zone sont énoncées dans la suite du document.

#### Article 5 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Maintenir et valoriser les atouts paysagers de Saint-Mamert-du-Gard constitue un axe majeur du PADD (Axe n°2 – Orientation 2). En conséquence, des dispositions communes à toutes les zones urbaines ou à urbaniser du PLU sont prévues. Elles concernent notamment l'adaptation au terrain, l'orientation et la hauteur, les murs et façades (matériaux, couleurs,), les toitures, les menuiseries, les clôtures, ouvrages en saillie et les autres éléments techniques (antennes de télévision, appareil de climatisation, installations liées aux énergies renouvelables...etc.).

Sur les clôtures, s'agissant d'un élément complémentaire à la construction qui joue un rôle essentiel dans les ambiances urbaines, les règles ont été adaptées en vue de préciser le type de clôture, de prévoir les aspects autorisés ou interdits, de prendre en compte le risque inondation (transparence hydraulique).

#### Evolutions du PLU

Les règles sont légèrement adaptées sur les thèmes des matériaux réglementés et ouvrages en saillie, pour tenir compte de l'évolution de la législation et de la réforme des autorisations d'urbanisme.

### Article 6 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

Dans les zones urbaines, les dispositions de l'article 6 visent plusieurs objectifs complémentaires :

- Le premier a pour but de maintenir les espaces verts et les plantations dans le tissu urbain. Pour cela, il est important que les terrains privés disposent d'espaces libres non bâtis, ni en surface, ni en sous-sol permettant la libre infiltration des eaux pluviales (appelés espaces de pleine terre
- Le deuxième s'inscrit dans une logique de développement durable en imposant le maintien de secteurs de pleine terre ou peu imperméables qui vont atténuer les effets du ruissellement et participer à la gestion des eaux pluviales à la parcelle quand les sols le permettent. D'autre part, des obligations de plantations contribuent à améliorer la qualité de l'air
- Le troisième répond à un enjeu d'adaptation au climat local, au changement climatique et un enjeu de veille sanitaire en limitant la propagation d'espèces invasives (liste ajoutée en annexe 3 du règlement du PLU révisé).
- Le quatrième, quant à lui, assure la préservation d'éléments remarquables du paysage local qu'il est nécessaire de préserver : éléments de paysage à protéger listés en Annexe 2 du règlement révisé.

#### Evolutions du PLU

Ces articles sont quasiment inchangés. Le terme de « surfaces non imperméabilisées et des espaces verts plantés » est remplacé par « surface en pleine terre »

### Article 7 : Obligations en matière de stationnement

Les dispositions de l'article 7 doivent permettre d'intégrer dans tous les projets de construction, la réalisation des places de stationnement nécessaires au bon fonctionnement de la construction. Il s'agit en particulier d'éviter l'encombrement des voies et espaces publics.

Les règles de cet article correspondent à une estimation des besoins en places de stationnement par catégorie de construction. Toutefois, les besoins en stationnement demeurent importants et ne doivent pas être sous-estimés pour les nouvelles constructions en particulier à usage de logement.

#### Evolutions du PLU

Les articles portant sur stationnement sont quasiment inchangés.

## EQUIPEMENTS ET RÉSEAUX

### Article 8 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Cet article, qui permet de définir les règles relatives aux modalités d'accès au terrain, est écrit de manière globalement semblable pour l'ensemble des zones. Les règles visent deux éléments essentiels à savoir :

- s'assurer que les constructions nouvelles seront accessibles aux services d'incendie et de secours d'une part,
- et d'autre part, que les accès et largeurs de voies soient étudiés en fonction de l'importance du projet et du nombre de logements ou d'activités desservis dans un souci de sécurité des personnes et de régulation du trafic

#### Evolutions du PLU

Cet article connaît des évolutions afin de clarifier et de faciliter son application, par notamment l'ajout d'un schéma sur les aires de retournement et d'un schéma sur les largeurs à respecter en fonction des différents types d'accès (accès direct, sur fond voisin...etc.) Cela permet également d'encadrer la densification et plus particulièrement les phénomènes de divisions parcellaires en imposant la création d'accès. Ainsi, il évite les enclaves parcellaires et optimise le foncier disponible.

Les OAP viennent compléter ces dispositions sur les zones concernées (U et 1AU).

#### Article 9 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement et de télécommunication

Cet article rappelle les réglementations qui s'imposent en matière de réseaux. Il précise les modalités de raccordement.

Il réglemente également les réseaux divers.

Les règles concernant les réseaux électriques, téléphoniques et portant sur la sécurité incendie restent quasiment inchangées.

### Evolutions du PLU

Cet article connaît de nombreuses évolutions afin prendre en compte les prescriptions de Nîmes Métropole. Ces prescriptions remplacent les anciennes règles en zones urbaines U et à urbaniser AU. Les précipitations ont été ajoutées dans les dispositions générales du règlement du PLU révisé. Dans chaque zone urbaine et à urbaniser, des renvois aux dispositions générales sont effectués. Les prescriptions de Nîmes Métropole concernent :

- L'eau (article 22 des dispositions générales)
- L'assainissement, les eaux usées et les eaux pluviales (article 23 des dispositions générales)
- La collecte des ordures ménagères (article 24 des dispositions générales)

Les antennes relais de téléphonie mobile sont interdites en zone UA et UB afin de préserver le patrimoine et le paysage urbain du centre ancien (préserver les cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur le village ; préserver le petit patrimoine bâti et végétal) et au vu de la création de la zone Ntc qui reconnaît et autorise les antennes actuelles et les éventuelles constructions à venir en rapport avec les télécommunications. La zone Ntc permet également la mutualisation de ces installations et dispositifs au titre de l'article D98-6-1 du code des postes et des télécommunications. Cette zone surplombe la commune et est éloignée des habitations, des équipements et établissements sensibles. De plus, les antennes installées sur ce site portent peu atteinte au paysage naturel et urbain.

Afin de maîtriser les constructions dans la zone naturelle, en plus du secteur Ntc, le secteur Ntc1 a été créé afin de permettre la construction d'une ou plusieurs antennes de télécommunication et des installations et aménagements en lien avec son fonctionnement (STECAL)

## Principales dispositions applicables à chaque zone ou sous-secteurs

### Titre 2 – Dispositions applicables aux zones Urbaines (U)

#### ▪ Zone UA :

Même si la zone UA a été agrandie pour intégrer la centralité d'équipements et services autour de la place des écoles, le règlement de la zone UA a été préservé en partie entre le PLU de 2017 et le PLU révisé. En effet, le règlement de la zone présentait déjà les critères et les règles favorisant la préservation de ce centre historique, ses commerces et services de proximité ainsi que son intérêt patrimonial. La zone UA autorise l'ensemble des sous-destinations des équipements d'intérêt collectif et services publics ainsi que la plupart des sous-destinations des commerces et activités de services (interdiction des commerces de gros et des cinémas). Concernant les autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire, seuls les bureaux et la cuisine dédiée à la vente en ligne sont autorisés.

Pour ce qui concerne l'habitat dans cette zone, la commune entend permettre la production de logements sociaux en imposant un taux minimum de 20% en nombre et 25% en surface de plancher pour tout programme de construction de plus de 4 logements.

Dans l'optique d'une augmentation raisonnée de la densité des constructions au sein du centre ancien et ses alentours afin d'affirmer le rôle de centralité de la zone UA :

- les règles d'implantations ont été supprimées afin de permettre une adaptation de l'implantation en fonction de la typologie des bâtiments alentours.

- l'emprise au sol reste inchangée (80%)
- les hauteurs maximales autorisées passent de 7 m à 8 m à l'égout de toiture et de 9 m à 10 m au faîtage, afin de permettre la réalisation de constructions en R+2 et une densification raisonnable

En vue de protéger l'harmonie architecturale et patrimoniale des façades de la zone UA, les ouvrages en saillie sont davantage réglementés et notamment les appareils de climatisation qui ne sont admis en façade que s'ils sont entièrement encastrés ou intégrés dans des baies existantes ou dans une niche prévue à cet effet, et sous réserves définies dans le règlement (article UA-5 – ouvrage en saillie).

La réglementation sur les clôtures a été complétée afin d'autoriser la réalisation d'un mur d'une hauteur maximale de 2 mètres en limite de voies et emprises publiques et dans le cas d'une distance maximum de 20 mètres entre deux murs existants en limite de voies et emprises publiques pour conserver une uniformité architecturale le long des voies. Les brises-vues de tout type ont été interdits afin préserver le paysage urbain du centre ancien.

Au vu des contraintes de disponibilité d'espace et la préservation d'éléments patrimoniaux en zone UA, la règle de plantation d'un sujet par 4 places de stationnement est supprimée en raison de son impossibilité technique.

L'article UA-8 réglementant les « conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public » connaît des évolutions afin de clarifier et de faciliter son application (par l'ajout notamment de schémas sur les aires de retournement et sur les largeurs à respecter en fonction des différents types d'accès (accès direct, sur fond voisin...etc.) Il permet également d'encadrer la densification et plus particulièrement les phénomènes de divisions parcellaires en imposant la création d'accès. Ainsi, il évite les enclaves parcellaires et optimise le foncier disponible.

Concernant l'eau, l'assainissement, les eaux usées et les eaux pluviales et la collecte des ordures ménagères, l'article UA-9 fait des renvois aux prescriptions de Nîmes Métropole inscrites dans les dispositions générales

Afin de préserver le paysage du centre ancien et ses alentours, les antennes-relais de téléphonie mobile sont interdites en zone UA (article UA-9). Les antennes-relais sont autorisées en zone Ntc dans l'optique de mutualiser leur installation dans le secteur Ntc et porter peu atteinte au paysage naturel et urbain. Le secteur Ntc1 a été créé afin de permettre la construction d'une ou plusieurs antennes de télécommunication et des installations et aménagements en lien avec son fonctionnement (STECAL)

#### ▪ Secteur UAp :

La création de ce secteur a pour but de protéger les monuments et bâtiments à valeur patrimoniale situés autour de la place de la mairie (mairie et temple notamment) afin d'interdire tous les commerces et limiter les problèmes de circulation et de stationnement sur ce secteur.

Ainsi le règlement reconnaît les constructions existantes. Dans le secteur UAp situé au cœur de la zone UA, seuls sont autorisés les logements, les locaux et bureaux accueillant des services publics et assimilés et les lieux de culte. Tout commerce et activité de service ; ainsi que toutes les activités des secteurs primaire, secondaires et tertiaire sont interdites.

#### ▪ Secteur UAv :

Dans ce secteur jouxtant la zone UA, sont autorisés les logements ; les mêmes sous-destinations de la destination « Commerce et activité de service » et de la destination « Habitation » que celles autorisées pour UA afin de permettre le logement et le commerce.



Afin de permettre la continuité des activités vigneronnes (transformation et vente) à proximité du centre ancien, seules sont autorisées en UAv les constructions en lien avec de l'activité vinicole existante.

▪ **Zone UB :**

L'emprise et le règlement de la zone UB du PLU révisé correspond globalement à la zone UC du PLU de 2017.

La vocation de la zone reste similaire à ce qui était pratiqué jusqu'alors. Seuls sont autorisés la destination « Habitation », les sous-destinations des locaux et bureaux accueillant des administrations publiques et assimilés, les bureaux et la cuisine dédiée à la vente ligne.

Pour ce qui est de l'habitat, la commune entend permettre la production de logements sociaux en imposant un taux minimum de 20% en nombre et 25% en surface de plancher pour tout programme de construction de plus de 4 logements.

Dans cette optique d'augmentation raisonnée de la densité des constructions au sein de l'enveloppe urbaine, les hauteurs restent à 7 m à l'égout de toiture et à 9 m au faîtage, afin de respecter la morphologie urbaine de la zone (principalement de l'habitat pavillonnaire en R+1 voir en R+1+comble au maximum).

En vue de protéger l'harmonie architecturale et patrimoniale des façades de la zone UB, les ouvrages en saillie sont davantage réglementés et notamment les appareils de climatisation qui ne sont admis en façade que s'ils sont entièrement encastrés ou intégrés dans des baies existantes ou dans une niche prévue à cet effet, et sous réserves définies dans le règlement (article UB-5 – ouvrage en saillie).

La réglementation sur les clôtures a été complétée afin d'autoriser la réalisation d'un mur d'une hauteur maximale de 2 mètres en limite de voies et emprises publiques et dans le cas d'une distance maximum de 20 mètres entre deux murs existants en limite de voies et emprises publiques. Les brises-vues synthétiques ont été interdits et les lattes afin préserver le paysage urbain. Seules les lattes en PVC sont autorisées. Dans cette optique, les lattes des brise-vues, panneaux et palissades devront être ajourées.

L'article UB-8 règlementant les « conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouverte au public » connaît des évolutions afin de clarifier et de faciliter son application (par l'ajout notamment de schémas sur les aires de retournement et sur les largeurs à respecter en fonction des différents types d'accès (accès direct, sur fond voisin...etc.) Il permet également d'encadrer la densification et plus particulièrement les phénomènes de divisions parcellaires en imposant la création d'accès. Ainsi, il évite les enclaves parcellaires et optimise le foncier disponible.

Concernant l'eau, l'assainissement, les eaux usées et les eaux pluviales et la collecte des ordures ménagères, l'article UB-9 fait des renvois aux prescriptions de Nîmes Métropole inscrites dans les dispositions générales

Afin de préserver le paysage urbain ainsi que les vues sur le centre ancien et ses monuments, les antennes-relais de téléphonie mobile sont interdites en zone UB (article UB-9). Les antennes-relais sont autorisées en zone Ntc dans l'optique de mutualiser leur installation dans le secteur Ntc et porter peu atteinte au paysage naturel et urbain. Le secteur Ntc1 a été créé afin de permettre la construction d'une ou plusieurs antennes de télécommunication et des installations et aménagements en lien avec son fonctionnement (STECAL)

▪ **Secteur UBa :**

L'emprise et le règlement zone UBa du PLU révisé correspond globalement à la zone UCa du PLU de 2017.

Le secteur UBa est un secteur moindre densité qui n'est pas desservi par le réseau d'assainissement collectif des eaux usées.

La vocation de la zone reste similaire à ce qui était pratiqué jusqu'alors. Seuls sont autorisés la destination « Habitation », les sous-destinations des locaux et bureaux accueillant des administrations publiques et assimilés, les bureaux et la cuisine dédiée à la vente ligne.

Concernant les eaux usées, la règle du secteur UBa impose que les eaux usées domestiques rejetées par une construction ou une installation doivent être traitées et évacuées par des dispositifs individuels conformes à la législation en vigueur. Ces dispositifs devront avoir recueilli l'avis du SPANC (article UB-9)

#### ▪ **Secteur UBc**

Le secteur UBc est destiné au cimetière et son extension

Seuls sont autorisés :

- les constructions destinées au cimetière et son extension
- les déblais et remblais nécessaires à l'aménagement du cimetière et son extension

Les clôtures seront implantées dans la continuité du cimetière existant afin de conserver les caractéristiques architecturales en entrée de village.

L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain, l'emprise au sol et la hauteur sont non réglementées.

Les règles sur la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère (article UB-5) sont les mêmes que pour les autres secteurs d'UB hormis la hauteur maximale des clôtures qui est fixée à 3 mètres pour le secteur UBc.

Les règles sur le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions (article UB-6) sont les mêmes que pour les autres secteurs d'UB.

Le stationnement des véhicules et des vélos est non réglementé (article UB-7).

Les règles sur la desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public (article UB-8) et sur la desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement et télécommunication (article UB-9) sont les mêmes que pour les autres secteurs d'UB hormis pour les règles en matière de voirie qui sont non réglementés pour UBc.

#### ▪ **Secteur UBe1 :**

En secteur UBe1, pour permettre la réalisation du projet de renouvellement urbain sur le site de l'ancienne cave coopérative :

- Seuls sont autorisés :
  - o La destination « Habitation »
  - o Tous les commerces et activités de services hormis le commerce de gros
  - o Tous les équipements d'intérêt collectif et services publics hors les lieux de culte
- L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain est non réglementée pour le secteur UBe1
- L'emprise au sol est fixée à maximum 80% de l'unité foncière.

- La hauteur maximale des constructions est fixée à 10 mètres à l'égout de la toiture et à 12 mètres au faîtage.
- L'article UB-5 portant sur la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère est non réglementé pour le secteur UBe1.
- La part minimale de surfaces en pleine terre de l'unité foncière est fixée à au moins 15% (article UB-6)
- L'article UB-7 « Obligations en matière de stationnement » est non réglementé pour le secteur UBe1
- L'article UB-8 « Conditions de desserte des terrains par les voies publique ou privées et d'accès aux voies ouverte au public » est non réglementé pour le secteur UBe1.

▪ **Secteur UBe2 :**

Le secteur UBe2 est un secteur où, en plus de la destination « Habitation » contrairement à la zone UB, certaines sous-destination des destinations « Commerce et activité de service », certains « Equipements d'intérêt collectif et services publics » et « Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire » sont également autorisés.

Ce secteur correspond ainsi à une centralité commerciale et de services et représente un linéaire commercial sur une partie du chemin de la Gare.

▪ **Secteur UBp :**

Le secteur UBp est destiné à accueillir des équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Dans le secteur UBp, les logements sont autorisés uniquement en lien avec sous-destination « locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés » (gendarmerie).

L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain reste non réglementée pour le secteur UBp.

La part minimale de surfaces en pleine terre de l'unité foncière est fixée à au moins 15%.

L'emprise au sol n'était pas réglementée dans le PLU de 2017. Elle est fixée à maximum 80% de l'unité foncière dans le PLU révisé.

Le stationnement reste non réglementé sur le secteur UBp.

### **Titre 3 – Dispositions applicables aux zones à urbaniser (AU)**

▪ **Zone 1AU :**

Afin de pouvoir répondre aux objectifs chiffrés fixés dans le PADD (croissance démographique, besoins en logements), la commune a identifié un secteur d'extension pouvant prétendre à une urbanisation à court terme.

La zone 1AU est destinée à accueillir une urbanisation à court terme sous la forme d'une seule opération d'aménagement d'ensemble. Seule la destination « Habitation » est autorisée. Le site est soumis à l'élaboration d'une seule opération d'ensemble à vocation d'habitat, avec une densité minimum de 25 logements/ha.

A ce titre, l'ensemble des règles de la zone 1AU a été rédigé afin de répondre aux besoins et exigences pour l'aménagement de cette zone tout en garantissant une harmonie et une intégration optimale du nouvel aménagement dans les tissus environnants.

Avec l'ouverture de la zone en urbanisation, les nouvelles règles sont les suivantes :

- Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 10 mètres du franc-bord des cours d'eau et valats repérés sur les documents graphiques (plans de zonage) et 4 mètres de l'emprise actuelle ou projetée des autres voies privées et publiques,
- La distance minimale d'implantation des constructions par rapport à la limite séparative est de minimum 3 mètres.
- l'emprise au sol devient réglementée : maximum 60% de la superficie du terrain d'assiette initiale.
- La hauteur maximale des constructions devient réglementée : elle est fixée à 7 mètres à l'égout de la toiture et à 9 mètres au faîtage.

La zone 1AU est à proximité immédiate de la zone UB et sera vouée à devenir dans quelques années une zone urbanisée du même type que UB. Ainsi, les règles définies en UB ont été reprises pour les articles suivants :

- 1AU-3 – Mixité Sociale et fonctionnelle : la commune entend permettre la production de logements sociaux en imposant un taux minimum de 20% en nombre et 25% en surface de plancher pour tout programme de construction de plus de 4 logements.
- 1AU-6 -Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :
  - o La part minimale de surfaces en pleine terre sur le terrain d'assiette est fixée à au moins 20%
  - o Dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble réalisées sur un terrain d'assiette d'une superficie égale ou supérieure à 1 500 m<sup>2</sup>, il doit être prévu au moins 20% d'espaces verts communs.
  - o Pour limiter l'imperméabilisation des sols, l'aménagement des aires de stationnement, des voiries et des accès doit privilégier l'utilisation de matériaux poreux.
  - o Les espaces libres, non strictement nécessaires au stationnement et aux circulations, doivent être aménagés en espaces verts plantés.
  - o Les arbres existants doivent être maintenus dans la mesure du possible.
  - o Les essences végétales doivent être choisies parmi des espèces méditerranéennes peu consommatrices en eau et résistantes au changement climatique.
  - o Les espèces invasives sont interdites (voir liste des espèces invasives en annexe 4 du règlement)
  - o Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un sujet par 4 places de stationnement.
  - o Les surlargeurs de voies permettant le stationnement le long de la voie doivent être plantées à raison d'un sujet par 2 places de stationnement.
- 1AU-7 – Obligation en matière de stationnement :
  - o pour les constructions destinées à l'habitation : deux places de stationnement par logement. Dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble, à ces 2 places à réaliser sur chacun des lots à bâtir s'ajoutent les parkings extérieurs à raison d'une place pour 2 logements créés. Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par

logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

- 1AU-8 – Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public, notamment les règles suivantes sont reprises :
  - o Le nombre des accès sur les voies publiques est limité à un par unité foncière.
  - o Les nouvelles voies de desserte privée et les servitudes de passage doivent avoir une largeur minimale de chaussée de 4,50 mètres.
  - o Les nouvelles voies de desserte publique doivent avoir une largeur minimale de 6 mètres.
- Concernant l'eau, l'assainissement, les eaux usées et les eaux pluviales et la collecte des ordures ménagères, l'article 1AU-9 fait des renvois aux prescriptions de Nîmes Métropole inscrites dans les dispositions générales

#### ▪ Zone 1AUp :

La zone 1AUp existait dans le PLU de 2017. Son emprise est réduite mais sa réglementation évolue très légèrement.

Elle est destinée à accueillir une urbanisation à court terme à vocation d'équipements d'intérêt collectifs et services publics sous la forme d'une seule opération d'aménagement d'ensemble. Ainsi, uniquement la sous destination hébergement en lien avec le FAM et l'ensemble de la destination « équipements d'intérêt collectifs et services publics » sont autorisés dans cette zone.

Les constructions doivent être implantées une distance minimale de 4 mètres de l'emprise actuelle ou projetée des voies publiques. La distance minimale d'implantation des constructions par rapport à la limite séparative est de 3 mètres.

L'emprise au sol n'était pas réglementée. Elle est fixée à maximum 80% de l'unité foncière pour les constructions et extensions. Afin de permettre la réalisation des équipements publics dans la zone, cette règle ne s'applique pas pour les bâtiments publics.

La hauteur maximale des constructions n'était pas réglementée. Afin de limiter l'impact visuel potentiel des constructions sur cette zone située en entrée de ville, le long de la RD22, la hauteur est réglementée à maximum 8 mètres à l'égout de la toiture et à 10 mètres au faîtage.

Concernant l'article 1AUp-6 portant sur le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions, il a été ajouté dans le règlement un renvoi aux espèces invasives listées en annexe du règlement.

L'article réglementant les « conditions de desserte des terrains par les voies publique ou privées et d'accès aux voies ouverte au public » (1AUp-8) connaît des évolutions afin de clarifier et de faciliter son application (par l'ajout notamment de schémas sur les aires de retournement et sur les largeurs à respecter en fonction des différents types d'accès (accès direct, sur fond voisin...etc.) Il permet également d'encadrer la densification et plus particulièrement les phénomènes de divisions parcellaires en imposant la création d'accès. Ainsi, il évite les enclaves parcellaires et optimise le foncier disponible.

Concernant l'eau, l'assainissement, les eaux usées et les eaux pluviales et la collecte des ordures ménagères, l'article 1AUp-9 fait des renvois aux prescriptions de Nîmes Métropole inscrites dans les dispositions générales



### ▪ Zone 2AUp

La zone 2AUp est destinée à accueillir à long terme des équipements d'intérêt collectif et services publics.

Etant une zone fermée à l'urbanisation, les articles suivants sont non réglementés :

- 2AUp-4 (Volumétrie et implantation des constructions),
- 2AUp-5 (Qualité urbaine, architectural, environnementale et paysagère),
- 2AUp-6 (Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions),
- 2AUp-7 (Obligation en matière de stationnement)
- 2AUp-8 (Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public)

Concernant l'eau, l'assainissement, les eaux usées et les eaux pluviales et la collecte des ordures ménagères, l'article 2AUp-9 fait des renvois aux prescriptions de Nîmes Métropole inscrites dans les dispositions générales

## Titre 4 – Dispositions applicables aux zones agricoles (A)

### ▪ Zone A :

Le règlement de la zone A précise les différentes modalités à respecter pour permettre les nouvelles constructions. Les règles répondent à l'enjeu, défini au sein du PADD, visant à pérenniser soutenir l'agriculture.

Le règlement de la zone A a été préservé en grande partie entre le PLU de 2017 et le PLU révisé.

Il a été fait le choix d'autoriser uniquement dans la zone A :

- Les constructions nécessaires à l'exploitation agricole
- Les constructions destinées à l'habitation et nécessaire à l'exploitation agricole sont autorisées à condition qu'elles ne dépassent pas 150 m<sup>2</sup> de surface de plancher et qu'elles soient dans un rayon de 100 mètres autour du bâtiment agricole principal ;
- La destination habitation est autorisée uniquement sous la forme d'extensions ou d'annexes de bâtiments existants dans la limite de :
  - 30% d'emprise au sol de l'habitation dans la limite de 200 m<sup>2</sup> sur le total de la construction après travaux (existant + extension) avec un maxi de 45 m<sup>2</sup> d'emprise au sol pour la piscine et les annexes.
  - La hauteur des annexes devra se limiter à 3 mètres à l'égout.
- Les élevages et toutes constructions liées à l'exploitation agricole sont autorisés à condition qu'ils soient implantés à plus de 100 mètres des zones urbaines ou à urbaniser à vocation principale d'habitation ;
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics sont autorisées à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Les clôtures mobiles et fixes ;
- Le changement de destination des bâtiments, identifiés sur les documents graphiques (plans de zonage) est autorisé dès lors que ce changement de

destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition que ce changement soit à vocation agritouristique.

Afin de soutenir l'activité agricole, les règles sont les suivantes :

- L'implantation des constructions en limite séparative n'est plus imposée. Seul un recul par rapport aux départementales est à respecter (Article A-4)
- La hauteur maximale est maintenue à 10 m. au faîtage, sauf exceptions (article A-4)
- Des précisions encadrent l'aspect extérieur des différentes constructions de manière à favoriser une bonne intégration paysagère et architecturale des nouvelles constructions en zone agricole (article A-5)
- Concernant les clôtures :
  - o Uniquement les clôtures mobiles et/ou fixes grillagées sont autorisées.
  - o Les clôtures des constructions destinées à l'habitat doivent être constituées d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,80 mètre surmonté d'un grillage ou d'une grille. La hauteur de l'ensemble n'excédera pas 2 mètres. Le mur-bahut doit être enduit sur les deux faces d'une couleur s'apparentant au bâtiment principal. La transparence hydraulique des clôtures doit être assurée (perforations des bas de murs, ouvertures de type portails, etc...).
- Le stationnement reste non réglementé.
- Les accès et voirie doivent répondre aux exigences de la sécurité publique, de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Les nouveaux accès sur RD22 et RD1 restent interdits (article A-8).
- Concernant les réseaux :
  - o Eau potable : raccordement public ou à défaut, installations particulières ;
  - o Eaux usées : assainissement autonome ;
  - o Electricité et téléphone : non réglementé
  - o Ordures ménagères : non réglementé

▪ **Secteur Ap :**

Le secteur Ap correspond aux espaces agricoles à protéger de toute construction (mêmes liées à l'activité agricole)

Le règlement y interdit donc toute nouvelle construction et tout aménagement des constructions existantes.

Seuls sont autorisés :

- les extensions (sans changement d'affectation) des constructions existantes destinées à l'exploitation agricole. Ces extensions seront limitées à 20% de la surface de plancher existante et devront être réalisées en une seule fois ;
- les aménagements nécessaires à la mise aux normes des constructions existantes des exploitations agricoles ;
- les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

- Les clôtures mobiles et fixes grillagées

- **Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) Ar :**

La commune dispose d'un forage dans le secteur des Tinelles. L'accès à l'eau étant une des principales problématiques pour les agriculteurs, cette ressource en eau est donc primordiale tant aux agriculteurs, qu'aux éleveurs mais également aux utilisateurs des jardins partagés. Pour permettre la distribution de l'eau à destination des agriculteurs et usagers autorisés, il est nécessaire de construire une aire top remplissage. Le secteur Ar est donc créé pour permettre la réalisation d'une aire de remplissage. C'est un STECAL.

Lors de la mise en place d'un STECAL en zone A, les surfaces de plancher maximal doivent être définies. L'emprise au sol de la construction est de 30 m<sup>2</sup> maximum.

La hauteur de la construction est fixée à 2,5 m maximum.

- **Secteur Aj :**

Dans le PLU de 2017, le secteur Aj correspond aux jardins partagés des Tinelles. Les jardins partagés sont toujours en activité. Le règlement du secteur Aj est donc maintenu dans sa totalité.

Toutes les constructions sont interdites dans le secteur Aj sauf les clôtures mobiles et fixes grillagées.

- **Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) Aj1 – Jardins partagés des Tinelles :**

Les usagers des jardins partagés ont besoin d'un local pour stocker leur matériel. Une petite partie de la zone Aj est transformée en secteur Aj1 pour la réalisation d'un local de stockage du matériel aux jardins partagés des Tinelles et ainsi permettre la mutualisation du lieu de stockage. Cela permettra d'éviter la cabanisation du secteur et le STECAL fixe des règles architecturales et paysagères.

Lors de la mise en place d'un STECAL en zone A, les surfaces de plancher maximums doivent être définies. Ainsi, l'emprise au sol maximum a été définie pour la construction autorisée en secteur Aj1, le local de stockage pour le matériel partagé, est de maximum 50 m.

La hauteur de la construction est fixée à 3 m maximum.

Des règles en matière de qualité des matériaux et couleurs permettant d'assurer l'insertion de la construction dans l'environnement ont été défini pour le secteur Aj1. Ainsi, la construction pourra être :

- en murs maçonnés qui devront obligatoirement être enduits ou présenter un habillage en bois sauf si le mur est en pierre.
- entièrement en structure bois.

## **Titre 5 – Dispositions applicables aux zones naturelles (N)**

- **Zone N :**

Le règlement de la zone N a été préservé en grande partie entre le PLU de 2017 et le PLU révisé. Cependant, les droits de construction au sein de la zone N diminue, la protection des

espaces naturels de nouvelle urbanisation se renforce. Toutes nouvelles constructions sont interdites hormis pour les constructions autorisées spécifiquement pour chaque secteur.

Comme pour la zone agricole, des règles spécifiques encadrent les surfaces de plancher maximales, les reculs d'implantations, les emprises au sol et hauteurs. Ainsi, la commune assure le maintien des constructions existantes tout en assurant la préservation de ses grands espaces naturels.

Aussi, la hauteur maximale des constructions n'a plus lieu d'être réglementée.

Les clôtures mobiles et/ou fixes grillagées uniquement sont autorisées.

▪ **Secteur Ndv :**

Le secteur Ndv destiné à la plateforme de gestion des déchets verts de la commune.

Seules sont autorisés les aménagements destinés au bon fonctionnement de la plateforme de gestion des déchets verts de la commune

Uniquement les clôtures mobiles et/ou fixes grillagées sont autorisées dans le secteur.

▪ **Secteur NI :**

Le secteur NI qui regroupe les équipements sportifs de plein air

Seuls sont autorisés dans ce secteur :

- les travaux d'aménagement sportifs et d'équipements légers d'animation et de loisirs de plein air sans création de remblais et sous réserve qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des crues ;
- Les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement de la centrale de production d'énergie photovoltaïque.

Uniquement les clôtures mobiles et/ou fixes grillagées sont autorisées dans ce secteur.

▪ **Secteur Nph :**

Le secteur Nph est destiné à du photovoltaïque.

Ce secteur autorise uniquement les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement de la centrale de production d'énergie photovoltaïque.

Les clôtures sont non réglementées dans le secteur Nph.

▪ **Secteur Ntc :**

Les antennes-relais de téléphonie mobile sont interdites en zone UA et UB afin de préserver le paysage urbain ainsi que les vues sur le centre ancien et ses monuments.

Des antennes sont implantées sur le secteur de Montmal, site surplombant la commune et éloigné des habitations, des équipements et établissements sensibles. Les antennes installées sur ce site portent peu atteinte au paysage naturel et urbain.

Le secteur Ntc destiné aux télécommunications est donc créé à Montmal.

La zone Ntc permet également la mutualisation de ces installations et dispositifs.

Ce secteur autorise uniquement les aménagements et installations en lien avec les télécommunications.

Les clôtures sont non réglementées dans le secteur Ntc.

▪ **Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) Ntc1 :**

Toute demande de nouvelle installation d'une ou plusieurs antennes et de son ou leur local de fonctionnement sur la commune pourront être autorisée uniquement sur le site de Montmal. Ainsi, le PLU définit les règles pour ces constructions en zone N.

Le secteur Ntc1 est donc créé pour permettre la construction d'une ou plusieurs antennes de télécommunication et des installations et aménagements en lien avec son (leur) fonctionnement sur le site de Montmal. C'est un STECAL.

Lors de la mise en place d'un STECAL en zone N, les surfaces de plancher maximale doivent être définies. Ainsi, l'emprise au sol maximum a été définie pour la construction autorisée en secteur Ntc1 : l'emprise au sol du local technique nécessaire au fonctionnement de(s) l'antenne(s) est fixée à 10 m<sup>2</sup> maximum.

La hauteur maximale des constructions est fixée à 30 mètres pour l'(les) antenne(s) et son(leur) paratonnerre et 2,5 mètres pour le local technique.

Des règles en matière de qualité des matériaux et couleurs permettant d'assurer l'insertion de la construction dans l'environnement ont été défini pour le secteur Ntc1. Ainsi, les constructions devront être en murs maçonnés qui devront obligatoirement être enduits ou présenter un habillage en bois sauf si le mur est en pierre.

▪ **Secteur Nh :**

Le secteur Nh correspond à une zone humide identifiée sur le secteur de Francurelle.

Ce secteur est créé dans le but d'y interdire toutes constructions, aménagements et installations sauf les aménagements nécessaires à la valorisation de la zone humide.

Les clôtures sont non réglementées pour le secteur.

Les objectifs de la révision du Plan Local d'urbanisme (PLU) et le projet communal, qui ont été traduits au sein des orientations du PADD, induisent un certain nombre de changements d'ordre réglementaire (règlement graphique (également appelé zonage) et règlement écrit) dans le cadre du nouveau document d'urbanisme communal.

Cette partie a justifié également les dispositions complémentaires qui sont portées au plan de zonage : Emplacements Réservés, Espaces Boisés Classés, Eléments identifiés et préservés au titre des articles L151-19 et L151-23 du Code de l'Urbanisme (éléments de patrimoine bâti et paysager, espaces paysagers protégés)

Il a été justifié aussi et décrit dans cette partie, les dispositions applicables à chaque zone et sous-secteur.



## 4.5 MESURES VISANT A EVITER, REDUIRE OU A COMPENSER LES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

### 4.5.1 DEFINITION ET MISE EN APPLICATION DES MESURES

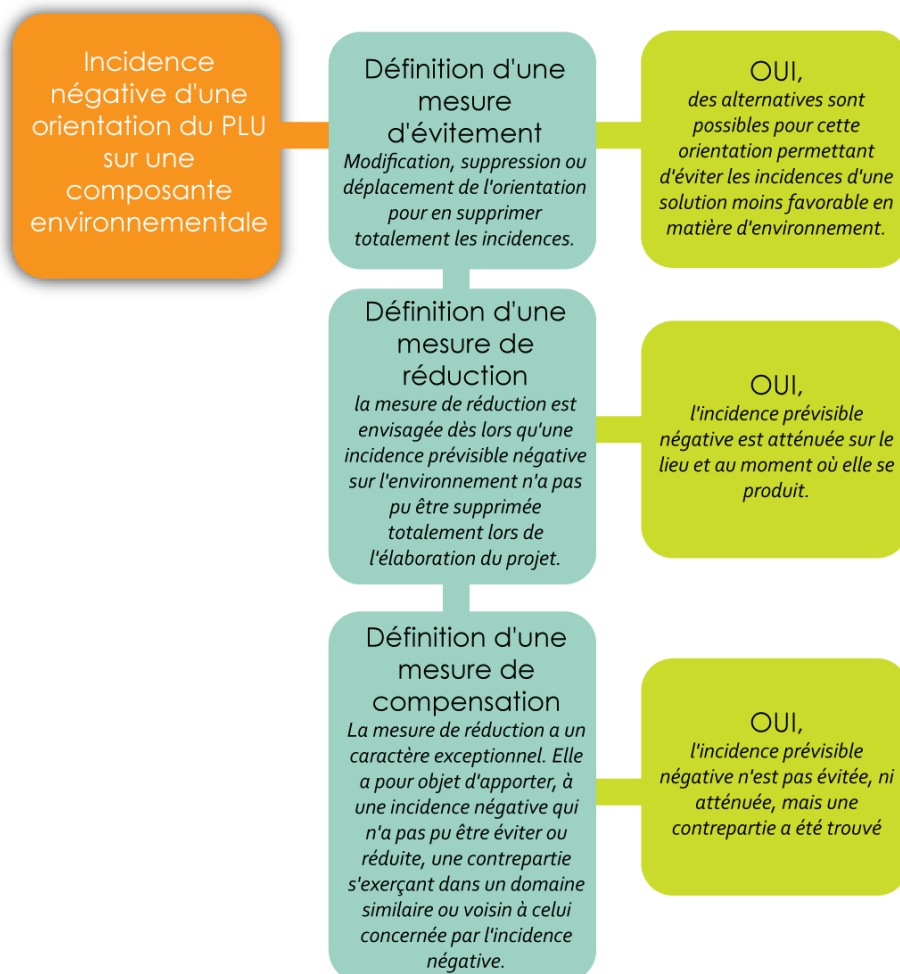
Les mesures d'évitement et de réduction des impacts s'inscrivent dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale. Elles sont guidées par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul.

**Mesure d'évitement** : modification, suppression ou déplacement d'une orientation pour en supprimer totalement les incidences

**Mesure de réduction** : adaptation de l'orientation pour en réduire ses impacts

Les **mesures compensatoires** doivent être considérées comme le recours ultime quand il est impossible d'éviter ou réduire au minimum les incidences. Elles doivent rétablir un niveau de qualité équivalent à la situation antérieure.

En complément des mesures prescriptives, les documents d'urbanisme peuvent comporter des recommandations pour des questions ne relevant pas du code de l'urbanisme. Elles pourront être clairement distinguées des mesures à valeurs prescriptives.



## 4.5.2 TABLEAU DES PRINCIPALES MESURES

Le PLU définit déjà au sein de ses différentes pièces, une série de mesures visant à réduire les pressions qui s'exercent sur les composantes environnementales, mais aussi à anticiper les éventuelles incidences négatives.

### Grille de lecture du tableau

Le tableau reprend, pour chaque thématique environnementale et enjeu :

- L'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de compensations identifiées dans le PLU ;
- Les mesures supplémentaires à mettre en œuvre (indiqué en gras dans le tableau).

| Composantes environnementales | Mesures du projet   |   |
|-------------------------------|---|---|
|                               | Evitement   | Réduction   |
| Risques majeurs               | Délimitation des zones naturelles (N) et agricoles (A) sur les secteurs soumis à un ou plusieurs risques et définition d'une réglementation associée pour limiter l'apport de nouvelles population et constructions dans les secteurs exposés aux risques.  | Définition de règles d'implantation (article 4) garantissant une meilleure gestion des risques et optimisation des actions des services de secours. |
| Eau                           | <p>Délimitation des zones d'urbanisation dans des secteurs majoritairement desservis par les réseaux</p> <p>Afin de protéger la ressource en eau, le projet vise à limiter l'étalement urbain et la maîtrise de l'accueil de nouvelles populations.</p> <p>Application de l'article 22 des dispositions générales du règlement du PLU qui interdit l'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés, caniveaux ou réseaux pluviaux est interdite.</p> <p>Application de l'article 22 des dispositions générales du règlement du PLU : les eaux usées devront être traitées et évacuées par des dispositifs particuliers conformes à la législation en vigueur.</p> | Mise en place de règles de gestion des eaux pluviales sur la parcelle (article 9) dans toutes les zones.  |

| Composantes environnementales | Mesures du projet  |  |
|-------------------------------|--|--|
|                               | Evitement  | Réduction  |
|                               |  |  |
| <b>Patrimoine écologique</b>  | <p>Définition d'un zonage spécifique (A et N) et d'une réglementation favorisant le maintien des milieux agricoles ouverts et des espaces naturels et création de sous-secteurs de zone N pour encadrer fortement les activités humaines en milieu naturel.</p> <p>Délimitation d'Espaces Boisés Classés et d'éléments végétaux à protéger pour assurer le maintien des corridors écologiques et favoriser la nature en ville (EBC le long du ruisseau des Leins et du ruisseau de la Braune) et d'espace paysager à protéger (EPP)</p> <p>Une OAP Trame Verte et Bleue thématique a été réalisée. Face aux enjeux de la préservation des espaces de biodiversité, de limitation de l'étalement urbain et de lutte contre les risques naturels, le projet de PLU de Saint-Mamert-du-Gard doit mettre en place les outils favorables à la préservation de la trame verte et bleue, à échelle communale et locale, tout en veillant au maintien et à l'amélioration de la qualité de vie des habitats.</p> | <p>Définition de règles d'implantation (articles 4), d'emprise au sol (article 4), de hauteur (article 4) et de gestion des espaces libres et plantations (article 6) pour conforter la densification des secteurs urbains et préserver la biodiversité.</p> <p>Limiter les impacts des travaux au niveau des sites d'OAP : adaptation du calendrier relatif au démarrage des travaux en accord avec la phénologie des espèces, préservation des linéaires végétaux, les compléter si nécessaires.</p> |
| <b>Paysage et patrimoine</b>  | <p>Préservation des caractéristiques et de la morphologie du tissu villageois par la définition de règles d'intensification dégressive de l'enveloppe urbaine.</p> <p>Identification des zones agricoles (A) participant à préserver les points de vue remarquables sur le village et les massifs alentours, et définition plus particulièrement d'une zone agricole paysagère (Ap) excluant toute nouvelle construction</p>   | <p>Définition des règles d'implantation (article 4) et de gestion des espaces libres (article 6).</p> <p>Définition de principes au sein des OAP et de règles d'aménagements paysagers encadrant les projets.</p> <p>Création d'OAP et d'emplacements réservés pour la réalisation d'espaces publics favorables à la qualité urbaine</p>   |

| Composantes environnementales | Mesures du projet   |  |
|-------------------------------|---|--|
|                               | Evitement   | Réduction  |
|                               | <p>pouvant nuire aux perceptions paysagères et patrimoniales</p> <p>Identification des zones naturelles (N) participant à préserver les grands ensembles paysagers.</p> <p>Identification des éléments patrimoniaux bâtis et végétaux pour préserver la qualité et l'identité du territoire.</p> <p>L'OAP thématique Trame Verte et Bleue protège les zones agricoles en lien avec leur qualité paysagère. Elle traite également de la qualité paysagère au sein des projets.</p> |  |
| Sol et Sous-sol               | <p>Protection des terres agricoles et naturelles, inscrites en zones A et N.</p> <p>Protection des boisements et éléments végétaux remarquables (EBC)</p>   | <p>Différenciation des zones urbanisables en cohérence avec la densité et le degré d'imperméabilisation des sols existants.</p> <p>Définition d'emprise au sol et pleine terre (article 4), de pourcentage d'espace vert (article 6) et gestion des eaux pluviales à la parcelle favorisée (article 12 des dispositions applicables à toutes les zones) au sein du règlement pour encadrer l'imperméabilisation des sols.</p> <p>Afin de limiter l'urbanisation des espaces agricoles et naturels, le règlement a délimité dans les zones agricoles et naturelles 3 STECAL (Ar, Aj1 et Ntc1) autorisant des constructions très précises et cela à titre exceptionnel. Dans le règlement, il est précisé les règles de hauteur, l'emprise au sol et l'insertion dans l'environnement de chaque STECAL. Le zonage désigne les emplacements possibles des constructions des STECAL.</p> |
| Climat et énergie             |   | Confortement des processus de densification, compacité du bâti (article 4)   |



| Composantes environnementales | Mesures du projet   |   |
|-------------------------------|---|---|
|                               | Evitement   | Réduction   |
|                               |   | <p>Création d'emplacements réservés pour la réalisation de cheminements doux.</p> <p>Définition de principes d'implantation de bâti et de maillage (stationnement et desserte interne) et de cheminements doux au sein des OAP.</p> <p>Délimitations d'un sous-secteur Nph autorisant uniquement les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement de la centrale de production d'énergie photovoltaïque.</p> |
| Pollution de l'air            | Mêmes dispositions que pour la thématique « climat et énergie »   |   |
| Déchets ménagers et assimilés |   | Développement urbain concentré dans la zone urbaine garantissant une collecte des déchets facilitée en limitant la dispersion de l'habitat sur le territoire.   |
| Nuisances                     | Définition de marges de recul au sein des pièces réglementaires par rapport aux voies et emprises publiques, et plus particulièrement au niveau des infrastructures bruyantes de transports terrestres (routes départementales) | <p>Définition au sein du zonage de liaisons douces à créer (emplacements réservés).</p> <p>Amélioration de la gestion de la desserte interne et de l'offre en stationnement au sein du règlement (article 7).</p> <p>Définition au sein des OAP d'un principe de réseaux de circulations piétonnes desservant l'intégralité de l'enveloppe urbaine pour limiter l'usage de la voiture individuelle.</p>                     |

### 4.5.3 DEFINITION DU DISPOSITIF DE SUIVI

Les résultats de la mise en œuvre du PLU devront faire l'objet d'une analyse, dans un délai de 6 ans au plus tard après son approbation.

Pour cela, il est nécessaire de définir des indicateurs permettant d'apprécier les incidences du PLU.

Un indicateur est un outil d'évaluation et d'aide à la décision grâce auquel on va pouvoir mesurer une situation ou une tendance, de façon objective, à un instant donné ou dans le temps et/ou l'espace.

Le suivi de ces indicateurs permettra de proposer des adaptations au plan afin de remédier à des difficultés rencontrées ou encore de modifier le PLU en vue de faciliter la mise en œuvre des projets souhaités.

La mise en œuvre d'un dispositif de suivi est une étape clé dans la démarche évaluative du PLU. En effet, c'est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du document d'urbanisme tout au long de sa durée tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Les indicateurs présentés constituent une trame pour la mise en œuvre d'un tableau de bord. Ils pourront être développés et affinés en fonction des besoins.

### 4.5.4 LISTE DES INDICATEURS POUR LE SUIVI DU PLU

| Thématiques           | ID | NOM   | Services                   |
|-----------------------|----|---|----------------------------|
| Risques majeurs       | 1  | Analyse des arrêtés de catastrophes naturelles sur les différents risques : récurrence, évolution de la vulnérabilité des biens et populations exposées | Commune<br>DDTM            |
|                       | 2  | Nombre d'incidents recensés   |                            |
|                       | 3  | Nombre de permis de construire dans les zones à risque d'inondation et de feux de forêt   |                            |
| Eau                   | 4  | Qualité des rejets de la STEP   | Commune<br>Agence de l'eau |
|                       | 5  | Nombre d'abonnés raccordés  |                            |
|                       | 6  | Linéaire de réseau d'assainissement collectif   |                            |
|                       | 7  | Nombre d'installation d'ANC conforme et non conforme  |                            |
|                       | 8  | Consommations d'eau en m <sup>3</sup>   |                            |
|                       | 9  | Nombre d'abonnés au réseau d'eau  |                            |
| Patrimoine écologique | 10 | Suivi de la qualité de l'eau potable  | INPN<br>DREAL<br>Commune   |
|                       | 11 | Analyse de l'évolution des périmètres de protection et des espèces à statut identifiées   |                            |
|                       | 12 | Suivi de la préservation des zones naturelles, agricoles, EBC zones humides et des ripisylves des cours d'eau et canaux                                 |                            |
| Paysage               | 13 | Suivi de l'occupation du sol et évolution des espaces artificialisés  | Commune                    |

|  |    |  |  |
|--|----|--|--|
|  | 14 | Nombre de logements produits depuis l'approbation du projet  |  |
|  | 15 | Typologie des logements réalisés en termes de forme urbaine  |  |
|  | 16 | Suivi des espaces boisés classés (EBC)   |  |
|  | 17 | Suivi des éléments ponctuels du paysage à protéger au titre du Code l'Urbanisme (espaces verts à protéger et éléments bâtis) |  |
|  | 18 | Réalisation des OAP : respect des objectifs paysagers (haies, gestion de l'eau, ...)   |  |
| Agriculture                              | 19 | Suivi de l'évolution de la Surface Agricole Utile (SAU)  | Agreste<br>Chambre d'Agriculture                             |
|  | 20 | Suivi du nombre d'exploitants agricoles  |  |
| Climat-<br>Energie                       | 21 | Nombre d'installation de système d'énergie renouvelable chez des particuliers  | Commune<br>ADEME   |
|  | 22 | Nombre d'installation de système d'énergie renouvelable sur des bâtiments d'activité ou publics                              |  |
|  | 23 | Evolution de la consommation énergétique   |  |
|  | 24 | Surface de panneaux photovoltaïques installés  |  |
| Patrimoine                               | 25 | Suivi de la qualité et du maintien des éléments patrimoniaux répertoriés à protéger au titre du Code de l'Urbanisme          | Commune  |
| Déchets<br>ménagers et<br>assimilés      | 26 | Suivi quantitatif des déchets ménagers et assimilés  | ADEME<br>Communauté<br>d'agglomération de<br>Nîmes Métropole |
|  | 27 | Suivi des capacités de valorisation et de recyclage - évolution des points de collecte                                       |  |
| Nuisances                                | 28 | Suivi qualitatif de la pollution lumineuse   | Association Avex<br>Commune<br>Conseil<br>Départemental      |
|  | 29 | Evolution du nombre de permis de construire dans les zones à proximité des grands axes de circulation bruyant                |  |
|  | 30 | Evolution du nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de circulations                                      |  |
| Pollution de<br>l'air                    | 31 | Suivi de l'évolution de la qualité de l'air et des émissions de Gaz à Effet de Serre   | ADEME<br>Association<br>AirOccitanie                         |
| Déplacements                             | 32 | Linéaire de cheminements doux  | Commune  |
| Consommatio<br>n d'espace /<br>logements | 33 | Nombre de logements construits avec étude de la typologie et de la morphologie   | Commune<br>INSEE   |
|  | 34 | Surface consommée  |  |
|  | 35 | Densité de logements / hectare   |  |
|  | 36 | Taux de vacance des logements  |  |
| Logement<br>social                       | 37 | Nombre de logements locatifs sociaux construits  | Commune<br>Bailleurs sociaux                                 |
|  | 38 | Typologie des logements  |  |
|  | 39 | Nombre de demande de logements locatifs sociaux  |  |

|  |    |                    |  |
|--|----|--------------------|--|
|  | 40 | Typologie demandée |  |
|--|----|--------------------|--|

# 5 RESUME NON TECHNIQUE

## 5.1 PRINCIPAUX ELEMENTS DU PLU

Le PLU est composés de 5 tomes :

**1. Le rapport de présentation**, qui permet de dresser un état des lieux du territoire sur diverses thématiques (démographie, logement, réseaux, transports, environnement, paysage, patrimoine, ressources naturelles, risques, etc.). Ses objectifs sont d'apporter une information générale sur les éléments susceptibles de faire ressortir les problèmes de la commune et les solutions qu'ils appellent. Il permet également d'expliquer et de justifier les dispositions d'aménagement retenues dans l'ensemble des pièces du dossier de PLU.

**2. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** qui définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

**3. Le plan de zonage** avec l'indication des zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles, des emplacements réservés (ER), des espaces boisés classés (EBC), espaces paysagers à protéger (EPP), marges de recul...etc. **Le règlement** établi en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, comprend les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs du PADD. Il délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions, les emplacements réservés.

**4. Les documents techniques annexes** concernant notamment les réseaux publics, les servitudes.

**5. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** qui donnent des préconisations pour l'urbanisation future de secteurs stratégiques. Elles comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. Une OAP Thématique Trame Verte et Bleue a été réalisée et s'applique à l'ensemble du territoire de Saint-Mamert-du-Gard. Elle répond à une volonté d'apporter un certain nombre de mesures de protection et de mise en valeur complémentaires au règlement et au zonage du PLU (actions et orientations sur les milieux naturels, les milieux aquatiques, la nature en ville et également actions et orientations à l'échelle du projet).

## 5.2 LES OBJECTIFS DU PLU

L'objectif principal du PLU réside dans l'émergence d'un projet de territoire partagé et concerté, conciliant les politiques nationales et territoriales d'aménagement avec les spécificités d'un territoire.

La commune de Saint-Mamert-du-Gard a souhaité rester un village rural et dynamique :

- Proposant un développement démographique maîtrisé,
- Conservant sa vocation de commune rurale tout en offrant un parcours résidentiel complet,
- Préservant ses richesses naturelles, agricoles et paysagères,



- Cherchant à dynamiser son tissu économique.

A ce titre, trois axes principaux ont été retenus et sont développés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :

**Axe 1 : Programmer un développement urbain maîtrisé et équilibré.** La commune a fait le choix de maîtriser la croissance démographique en poursuivant un rythme de croissance de l'ordre de 1%/an tout en permettant la réalisation d'un parcours résidentiel. Pour produire ces logements, le projet vise à prioriser le développement au sein des enveloppes bâties existantes (dents creuses, divisions parcellaires et secteur de renouvellement urbain de l'ancienne cave coopérative) afin de préserver le cadre de vie et lutter contre l'étalement urbain. En complément, le secteur en extension situé au Nord-Est de l'enveloppe urbaine (Chemin de Saint-Géniès) permettra de compléter la production de logements diversifiés et répondre ainsi au besoin.

**Axe 2 : Renforcer l'attractivité du territoire en préservant son authenticité et son cadre de vie.** Le projet vise à poursuivre le renforcement du dynamisme économique local et le développement des emplois sur la commune (notamment au centre-bourg et sur le site de l'ancienne cave coopérative). Cela passe également par la préservation du terroir agricole. La commune souhaite préserver et valoriser les richesses naturelles et patrimoniales, garantes d'un cadre de vie de qualité et génératrices d'une économie touristique. En matière d'équipements et déplacements, des actions portent sur la réorganisation des liaisons entre les centralités, sur les mobilités douces, le stationnement et le renforcement de l'offre en équipements (équipements publics sur le site de l'ancienne cave coopérative, construction d'équipements sur le site d'extension du Chemin de Saint-Géniès, permettre l'extension du Foyer d'Accueil Médicalisé)

**Axe 3 : Mettre l'environnement au cœur du développement.** Cet axe du projet a pour objectif de maintenir et conforter les éléments constitutifs de la Trame Verte (corridor écologique et milieux naturels à l'Ouest de la commune) et Bleue (principalement le Ruisseau des Lens et de la Braune), la préservation des éléments de nature ordinaire. La commune promeut un urbanisme soutenable, par la préservation et valorisation de la ressource en eau et l'assurance d'une cohérence entre développement urbain et capacités des réseaux (compétence Nîmes Métropole), la maîtrise des énergies et la végétalisation des espaces urbains.

## 5.3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET ANALYSE DES INCIDENCES

L'évaluation des incidences du projet d'urbanisme communal sur l'environnement est nécessaire conformément à la législation en vigueur.

Pour cela le présent rapport de présentation contient une analyse fine sur les incidences, les mesures compensatoires à mener et les exigences à respecter pour préserver l'environnement.

Ces différentes analyses sont intégrées aux différentes parties du rapport de présentation.

**Le résumé non technique permet de synthétiser l'évaluation environnementale.**

De nombreux enjeux environnementaux, constituant autant de points de vigilance, ont été dégagés au regard de l'état actuel de l'environnement local et de son évolution tendancielle. Ils ont été confrontés au projet de PLU et regroupés en trois grands domaines.

## 5.4 PATRIMOINE ET CADRE DE VIE

### 5.4.1 PATRIMOINE ECOLOGIQUE

La commune est caractérisée par une grande richesse écologique et de nombreux gradients environnementaux.

Cette diversité écologique communale est encadrée par différentes mesures de protection et de gestion garantissant sa pérennité :

- la commune n'est pas couverte par un site Natura 2000 mais on en compte trois à proximité : la ZSC « Le Gardon et ses Gorges », la ZPS « Gorges du Gardons », la ZPS « Camp des Garrigues »
- Un espace répertorié pour la richesse de leur patrimoine naturel : les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique (ZNIEFF). La commune est concernée par : **ZNIEFF de type II «Bois des Lens»**
- **Trois Plans National d'Action** pour la préservation de l'aigle de Bonelli, du lézard ocellé et de la pie-grièche à tête rousse visant à assurer la protection et la conservation des espèces en préservant les sites de reproduction sur le territoire communal.
- Le territoire comprend **trois ENS** : Le « **Bois de Lens partie Sud** », les « **Garrigues de Nîmes** », et le « **Gardon d'Alès inférieur** »
- La **Trame Verte et Bleue** définie au travers du PLU en s'appuyant sur l'ensemble des documents supra-communaux (Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Sud Gard).

Ces différentes mesures communales et supra-communales permettent de réduire, voire limiter les pressions qui s'exercent sur le patrimoine écologique.

| Enjeux environnementaux   | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU   |   |   |          |
|---|---|---|---|----------|
|   | Positive  | Positive à conforter  | Risque  | Négative |
| <p>Limiter l'étalement urbain en préférant la densification à un développement dispersé dans l'espace agricole, les boisements et garrigues.</p> <p>Préserver les ripisylves et lutter contre l'altération des cours d'eau.</p> <p>Assurer une protection tant des principaux</p> | <p>Le maintien et le confortement des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue et la définition des réservoirs de biodiversité et continuités écologiques garantissent la protection du patrimoine écologique local et supra-communal.</p> <p>La préservation des terres agricoles nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles permet</p> | <p>La densification des espaces déjà urbanisés permet de préserver les espaces agricoles et naturels de la commune tout en permettant son développement et la création de logements.</p> <p>Les objectifs de modération de la consommation d'espaces et les</p> | <p>L'aménagement de nouveaux quartiers d'habitation et la création de nouveaux équipements publics sur le secteur d'extension Nord aura une incidence sur les fonctionnalités écologiques de ces espaces aujourd'hui non urbanisés.</p> <p>Néanmoins les orientations</p> | /        |

| Enjeux environnementaux   | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU   |   |  |          |
|---|---|---|--|----------|
|   | Positive  | Positive à conforter  | Risque   | Négative |
| <b>espaces d'intérêt écologique que des continuités écologiques – Trame Verte et Bleue – existantes sur le territoire.</b><br><br><b>Structurer et accompagner le développement des usages récréatifs de la nature en sensibilisant les usagers.</b><br><br><b>Protéger les parcs paysagers urbains ainsi que les zones naturelles et humides, présentant un intérêt faunistique et floristique</b> | le maintien d'espaces ouverts et une mosaïque paysagère relativement favorable au déplacement des espèces et à l'entretien du territoire rural.<br><br>La prise en compte des risques naturels pour le développement urbain permet indirectement de préserver les espaces agricoles et les massifs boisés en limitant leur urbanisation. Par conséquent, le patrimoine écologique que représentent ces secteurs sera protégé.<br><br>L'identification au PLU de certains éléments végétaux d'intérêt à la fois écologique et paysager (arbres remarquables, parcs...) garantit leur sauvegarde. | principes de densification de l'enveloppe urbaine existante apportent une incidence positive pour le patrimoine écologique et la préservation des espaces naturels et agricoles de la commune. Ces objectifs sont notamment de contenir l'urbanisation dans son enveloppe actuelle, de stopper le mitage ainsi que les dynamiques d'urbanisation diffuse. | d'aménagement et de programmation prévoient le maintien de certains éléments d'intérêt écologique (haies en limite, arbres remarquables...) et pour partie la végétalisation de ces espaces. |          |

## 5.4.2 PATRIMOINE BATI

Selon l'Atlas des Paysages du Languedoc-Roussillon, la commune de Saint-Mamert-du-Gard est située dans le grand paysage des Garrigues et plus particulièrement dans l'unité de paysage de la « Plaine du Gardon autour de Saint-Chartes et de Saint-Génies-de-Malgoirès ». C'est un paysage méditerranéen remarquable peu impacté par le développement urbain de la commune qui reste concentré dans une poche urbaine bien délimitée.

Les espaces agricoles nombreux se résument principalement aux vignes, à l'élevage ovin, aux cultures annuelles et à la pension de chevaux.

La commune est dotée d'un riche patrimoine vernaculaire tant culturel, paysager que bâti :

- Un patrimoine bâti présent dans le centre ancien
- Un patrimoine archéologique disséminé

| Enjeux environnementaux  | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU  |                      |   |          |
|--|--|----------------------|---|----------|
|  | Positive   | Positive à conforter | Risque  | Négative |
| <b>Des paysages agricoles de caractère à protéger</b><br><br><b>Poursuivre la mise en valeur du patrimoine local riche et diversifié</b> | Préserver de l'urbanisation les terres agricoles présentant le plus fort potentiel agronomique, biologique ou économique permettra de maintenir les vues paysagères sur le | /                    | L'aménagement de nouveaux quartiers d'habitation et la création de nouveaux équipements publics aura une incidence sur les paysages | /        |

| Enjeux environnementaux   | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU   |                      |   |          |
|---|---|----------------------|---|----------|
|   | Positive  | Positive à conforter | Risque  | Négative |
| <b>et des éléments bâtis d'intérêt patrimonial du centre ancien</b> | <p>village et les espaces agricoles l'entourant.</p> <p>Les opérations d'aménagement faciliteront la coexistence et la transition entre les espaces urbanisés et les espaces dévolus à l'agriculture (orientations d'aménagement et de programmation permettant notamment la mise en œuvre de franges paysagères)</p> <p>La modération de la consommation d'espace limitera le grignotage des espaces agricoles et naturels entourant le village, préservant ainsi les vues sur le village.</p> <p>Préserver les cônes de vue et perspectives remarquables sur le grand paysage favorise la qualité paysagère communale et sa mise en valeur</p> <p>Le maintien du dynamisme agricole et le maintien d'espaces agricoles au Sud du village particulièrement contribuent à la préservation de l'identité des paysages et du patrimoine local (vignobles notamment). L'affirmation de coupures d'urbanisation participe également à des perceptions qualitatives du village depuis l'extérieur.</p> <p>La préservation du petit patrimoine local et des éléments du paysage permet également de maintenir l'identité rurale villageoise.</p> <p>La mise place de mesures règlementaires visant à préserver le caractère du bâti ancien patrimonial et la préservation des éléments patrimoniaux remarquables et/ou pouvant faire l'objet d'un changement de destination participe</p> |                      | <p>agricoles et naturels. Néanmoins, l'urbanisation de ces sites s'effectuera en continuité directe de l'urbanisation existante, ne dégradant pas l'enveloppe bâtie principale du village. des plantations paysagères seront réalisées au niveau des nouveaux quartiers pour maintenir voir améliorer la trame verte.</p> <p>La diversification des typologies de logement entraîne des formes urbaines plus variées que celles existantes sur le territoire, avec des hauteurs et des volumes plus importants. Ce nouveau bâti présente un risque de modification des perceptions du territoire communal.</p> <p>Toutefois, l'encadrement de ces projets par des Orientations d'Aménagement et de Programmation permettra de favoriser leur intégration paysagère.</p> <p>La mise en place de panneaux solaires peut être impactant dans le paysage notamment urbain. Toutefois, leur implantation sera encadrée afin d'assurer une intégration paysagère optimale et la préservation de la qualité du cadre de vie.</p> |          |

| Enjeux environnementaux | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU  |                      |        |          |
|-------------------------|--|----------------------|--------|----------|
|                         | Positive   | Positive à conforter | Risque | Négative |
|                         | pleinement au maintien de l'identité villageoise.<br><br>La réhabilitation des logements vacants du centre ancien participera à la mise en valeur du patrimoine bâti et architectural du bourg |                      |        |          |

## 5.5 RESSOURCES NATURELLES

### 5.5.1 EAU

Saint-Mamert-du-Gard est concernée directement par quatre cours d'eau traversant le territoire : le ruisseau de Braune ; le ruisseau des Lens (affluent de la Braune) ; le Valat du Ponteil ; le ruisseau de la Cabenasse qui se jette dans celui de Braune. Elle fait partie du bassin versant des Gardons.

La commune dispose d'un ouvrage de stockage de l'eau potable

La commune ne dispose pas de ressource en eau potable.

Une eau potable de très bonne qualité.

L'enveloppe urbaine actuelle est alimentée par le réseau d'eau potable et est reliée en grande partie à l'assainissement collectif. Pour l'habitat diffus, l'alimentation en eau potable se fait au « cas par cas » et l'assainissement est non collectif.

La station d'épuration de Gajan est en surcharge : d'une capacité de 3500 équivalent-habitant elle accueille les eaux usées de 4 communes représentant 4600 habitants. Une nouvelle station d'épuration sur Gajan est en projet et sera livrée à horizon 2024/2025.

| Enjeux environnementaux  | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU  |  |  |          |
|--|--|--|--|----------|
|  | Positive   | Positive à conforter   | Risque   | Négative |
| <b>Continuer à soutenir des travaux visant à réduire la consommation d'eau potable et rénover son réseau d'assainissement pour limiter l'intrusion d'eau parasite et améliorer le fonctionnement de la station.</b><br><br><b>S'assurer de la capacité de la STEP de Gajan afin satisfaire les</b> | L'identification des composantes de la Trame Bleue contribue à la réduction des incidences sur la ressource en eau en favorisant le maintien qualitatif de certains cours d'eau ou canal conformément aux prescriptions du SAGE des Gardons et au SDAGE. | La densification des espaces déjà urbanisés participe à la lutte contre l'étalement urbain et permet de centraliser les réseaux (eau potable, assainissement) et d'en limiter les coûts. En cela, elle permet de limiter les incidences sur la ressource en eau par des systèmes | La croissance démographique, fixée à +1%/an, aura une incidence limitée sur la ressource en eau potable. Elle entraînera des besoins supplémentaires en réseaux ainsi qu'une augmentation des prélèvements.<br><br>L'accueil de visiteurs et touristes | /        |



| Enjeux environnementaux                            | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU |   |   |          |
|--|---|---|---|----------|
|  | Positive  | Positive à conforter  | Risque  | Négative |
| besoins actuels et d'anticiper les besoins futurs. |   | d'assainissement individuels défectueux, une augmentation des superficies imperméabilisées au sein des espaces agricoles ou naturels pouvant augmenter les risques de ruissellement, les forages individuels dans les nappes. | <p>supplémentaires aura une incidence mesurée sur la ressource en eau potable. Elle entraînera des besoins supplémentaires en réseaux ainsi qu'une augmentation des prélèvements.</p> <p>Néanmoins, au vu des capacités des équipements et des réseaux, la commune peut accueillir les touristes supplémentaires sous réserve notamment pour l'assainissement que les travaux d'agrandissement de la STEP de Gajan (en cours) soient terminés (en adéquation avec Nîmes Métropole)</p> <p>La préservation des terres agricoles peut entraîner des conséquences environnementales négatives dans la mesure où elle peut contribuer à la pollution des eaux et des milieux naturels par l'utilisation d'intrants agricoles et l'augmentation des prélèvements sur la ressource en eau.</p> <p>Néanmoins, les pratiques agricoles raisonnées réalisées sur la commune laissent suggérer d'une incidence moindre sur la ressource en eau.</p> |          |

### 5.5.2 SOL ET SOUS-SOL

Saint-Mamert-du-Gard est installé sur une topographie composée de collines et de plateaux appartenant à la grande unité paysagère des « Garrigues de Nîmes ». La zone urbanisée de la commune se situe en moyenne à 100 m d'altitude.

Principalement constitués d'espaces forestiers et de paysages agricoles, la dynamique d'urbanisation sur la commune est faible. Les espaces naturels recouvrent environ 830 ha, soit près de 57.9% du territoire communal. La zone urbanisée est assez concentrée, et occupe près de 76 ha, soit près de 5.3% du territoire. Le reste de la commune est recouvert par des terres agricoles (36.6%). Ces terres agricoles se retrouvent principalement dans les combes et vallons de la commune, au sud du territoire.

| Enjeux environnementaux   | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU  |  |   |          |
|---|--|--|---|----------|
|   | Positive   | Positive à conforter   | Risque  | Négative |
| Un développement communal devant respecter la topographie, les ensembles paysagers et la présence de cours d'eau temporaires. | La définition et l'identification des différents éléments de la Trame Verte et Bleue (corridors et réservoirs) participe indirectement à la préservation des sols et des sous-sols en évitant toute perturbation de ces milieux. | <p>Le maintien et le développement de l'agriculture peut entraîner un appauvrissement des sols.</p> <p>Toutefois, il participe à la limitation de la consommation des espaces par l'urbanisation et garantit la préservation des espaces.</p> <p>La densification des espaces déjà urbanisés permet de limiter la consommation foncière et par conséquent l'altération des sols en place.</p> <p>La prise en considération des risques naturels et notamment du risque inondation intègre la mise en place d'une gestion des eaux pluviales adaptée. L'édiction de règles pour le maintien d'une certaine part de pleine terre sur chaque parcelle participe indirectement au maintien de sols perméables.</p> <p>La volonté de proposer des logements de typologies variées, avec une densité plus importante que le tissu urbain existant (habitat collectif, intermédiaire, mitoyen) permet une</p> | <p>L'accueil de visiteurs et touristes supplémentaires implique la création de parkings supplémentaires.</p> <p>Cela augmentera l'imperméabilisation des sols mais cela sera réalisé dans le cadre d'aménagements adaptés et mesurés.</p> <p>L'accueil d'une population supplémentaire implique l'urbanisation de nouveaux secteurs en extension de l'enveloppe urbaine. Cela conduit à une modification de l'occupation du sol (d'une vocation agricole ou naturelle à une vocation urbaine) ainsi qu'à une imperméabilisation du sol.</p> | /        |

| Enjeux environnementaux | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU |   |        |          |
|-------------------------|---|---|--------|----------|
|                         | Positive  | Positive à conforter  | Risque | Négative |
|                         |   | moindre consommation d'espaces pour plus de logements construits. |        |          |

### 5.5.3 CLIMAT ET ENERGIE

Le climat de Saint-Mamert-du-Gard est un climat méditerranéen, chaud l'été, mais plus frais l'hiver, davantage pluvieux en automne et au printemps que le type méditerranéen « classique ».

Le vent de secteur Nord (Mistral) ou Nord nord-ouest est assez fréquent et peut-être violent (80-100 km/h).

Il y a peu d'installation de production d'énergie renouvelable sur le territoire, seulement du photovoltaïque sur toiture chez des particuliers.

A ce titre ; la source d'énergie renouvelable principale sur le territoire est l'énergie solaire. Le potentiel est fort sur la commune et elle a fait le choix dans son PLU de saisir les opportunités de développement des énergies renouvelables, notamment le photovoltaïque, en privilégiant les délaissés, les zones anthropisées et les toitures des bâtiments publics.

| Enjeux environnementaux  | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU   |   |  |          |
|--|---|---|--|----------|
|  | Positive  | Positive à conforter  | Risque   | Négative |
| <b>limiter la consommation d'énergie liée au développement urbain.</b><br><b>Inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions et aux innovations bioclimatiques.</b><br><b>Permettre le développement d'énergies renouvelables, tout en veillant aux enjeux patrimoniaux et paysagers de la commune.</b> | <p>Le maintien des commerces et services de proximité dans le centre-bourg permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergies fossiles.</p> <p>Le développement des énergies renouvelables (notamment photovoltaïque) garantit une moindre consommation d'énergie.</p> <p>L'identification des réservoirs de biodiversité et des différents éléments de la Trame Verte et Bleue participent à la préservation des espaces et au maintien des "puits de carbone" réduisant les émissions de gaz à effet de serre.</p> | <p>Le développement des cheminements doux prévoyant des liaisons inter-quartiers et entre les 3 centralités, ainsi que la création d'une aire de covoiturage permet de réduire l'utilisation des véhicules motorisés.</p> <p>Le processus de densification des espaces urbanisés et de modération de la consommation d'espace participent à la réduction des coûts en matière de réseaux d'électricité entre autres.</p> <p>Le développement des communications numériques participe à la réduction de l'usage des véhicules motorisés.</p> | <p>La croissance démographique va conduire à une augmentation des flux automobiles liés aux déplacements. En cela, elle contribuera à une augmentation du recours aux énergies fossiles et des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, l'incidence sera mesurée et les infrastructures sont bien dimensionnées.</p> <p>La création d'une zone d'extension Nord, chemin de Saint-Génès, engendra une augmentation des flux automobiles liés aux déplacements dans le secteur. En cela, elle contribuera à une augmentation du recours aux</p> | /        |

| Enjeux environnementaux | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU  |                      |   |          |
|-------------------------|--|----------------------|---|----------|
|                         | Positive   | Positive à conforter | Risque  | Négative |
|                         | L'augmentation du nombre de visiteurs et touristes permettra, grâce aux recettes directes et indirectes que cela induit, d'investir dans la préservation du patrimoine bâti. |                      | énergies fossiles et des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, l'incidence sera mesurée et les infrastructures seront adaptées pour accueillir le flux de véhicules. Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient la gestion des mobilités au sein du quartier. |          |

## 5.6 EFFET SUR LA SANTE HUMAINE

### 5.6.1 POLLUTION DE L'AIR

Sur une moyenne annuelle entre 2018 et 2020, Saint-Mamert-du-Gard a connu une situation de l'ozone supérieur à la valeur cible, à savoir 25 jours par an ayant une exposition supérieure de 120 µg/m<sup>3</sup> sur 8 heures. Concernant le reste des polluants : PM2.5 : particules fines < 2,5 µm ; PM10 : particules > 10 µm et Oxyde d'azote (NOx), la qualité de l'air de la commune est très bonne du fait de son éloignement relatif des grands axes routiers : la pollution en respecte l'objectif de qualité.

**Le lancement du Plan Climat Air Energie Territoriale (PCAET) a été approuvé en Conseil Communautaire de Nîmes Métropole le 8 février 2021.** Le PCAET a trois objectifs principaux :

- Atténuer le réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et en préservant ou en développant la séquestration carbone,
- Préserver la qualité de l'air pour limiter les impacts sanitaires et environnementaux,
- Adapter le territoire aux effets du dérèglement climatique pour participer à la réduction de la vulnérabilité du territoire, puisqu'il est désormais établi que les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités,

| Enjeux environnementaux  | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU  |   |  |          |
|--|--|---|--|----------|
|  | Positive   | Positive à conforter  | Risque   | Négative |
| Gérer les abords des voies passagères afin d'atténuer les nuisances pour les habitations | Le maintien des commerces et services de proximité dans le centre-bourg permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe à la réduction des émissions | Le développement des cheminements doux prévoyant des liaisons inter-quartiers et entre les 3 centralités ainsi que la création d'une aire de covoiturage, permet de réduire | L'accueil de visiteurs et touristes supplémentaires implique l'augmentation de la production de déchets. Toutefois cette augmentation sera localisée sur | /        |

| Enjeux environnementaux | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU          |   |  |          |
|-------------------------|--|---|--|----------|
|                         | Positive   | Positive à conforter  | Risque   | Négative |
|                         | de gaz à effet de serre et autres polluants dans le village. | l'utilisation des véhicules motorisés et donc l'émission de CO2 et polluants dans l'air | certains lieux et sites touristiques (centre ancien principalement) qui seront aménagés pour la gestion et collecte des déchets.<br><br>Une augmentation de la population va conduire à une augmentation des flux de déplacements, une augmentation des activités économiques etc.<br><br>Elle entrainera donc une légère incidence sur la qualité de l'air. |          |

## 5.6.2 DECHETS

Une gestion des déchets ménagers et du tri sélectif confiée à Nîmes Métropole.

La commune n'est pas équipée de déchetterie.

Les actions de l'agglomération, le Schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) adopté en 2023 devraient permettre une réduction de la production des déchets, et une amélioration du recyclage. Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) du Gard de 2014 est également un document de cadrage.

| Enjeux environnementaux   | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU |   |   |          |
|---|---|---|---|----------|
|   | Positive  | Positive à conforter  | Risque  | Négative |
| <p><b>Maintenir un réseau de collecte de déchets ménagers et assimilés efficient sur la commune.</b></p> <p><b>Favoriser le tri sélectif (sensibilisation, renforcement des points de collecte...).</b></p> <p><b>Planifier un développement urbain en cohérence avec les capacités de collecte et de traitement des déchets disponibles à l'échelle intercommunale</b></p> | /   | <p>Une augmentation de la population va conduire à une augmentation de la production des déchets et ordures ménagères.</p> <p>Toutefois, la bonne gestion de la collecte en place et les évolutions des pratiques individuelles notables participent à l'amélioration du service.</p> | <p>L'accueil de visiteurs et touristes supplémentaires implique l'augmentation de la production de déchets. Toutefois cette augmentation sera localisée sur certains lieux et sites touristiques (centre ancien principalement) qui seront aménagés pour la gestion et collecte des déchets</p> <p>Le renforcement de l'enveloppe urbaine par la densification ainsi que le</p> | /        |



| Enjeux environnementaux | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU |                      |   |          |
|-------------------------|---|----------------------|---|----------|
|                         | Positive  | Positive à conforter | Risque  | Négative |
|                         |   |                      | confortement et l'extension de l'enveloppe urbaine conduiront inévitablement à une augmentation localisée des déchets. Il en est de même pour la production de logements de petite taille concentrés en un même lieu (habitat collectif, intermédiaire).<br><br>Toutefois, l'incidence peut être considérée comme faible au vu de la plus-value qu'elle apporte en termes de gestion et de réduction de la consommation d'espaces et d'énergies fossiles. |          |

### 5.6.3 NUISANCES

La commune ne dispose pas de station d'épuration et aucune nuisance olfactive n'est à soulever.

Selon le recensement BASOL (bases des sols pollués), la commune n'est pas concernée par un secteur d'information sur les sols et ne dispose pas de sites pollués.

Le site de l'ancienne décharge de la commune est localisé au Nord-Ouest, le long du chemin de Robiac a fait l'objet d'un projet d'aménagement (nettoyage et enlèvement des principaux encombrants, aménagement d'une piste, construction d'une clôture) en 1989.

Saint-Mamert-du-Gard accueille aucune installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation en fonctionnement susceptibles de générer des nuisances.

| Enjeux environnementaux   | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU   |   |   |          |
|---|---|---|---|----------|
|   | Positive  | Positive à conforter  | Risque  | Négative |
| <b>Maintenir une faible exposition de la population aux nuisances olfactives et lumineuses.</b><br><br><b>Gérer les abords des voies passagères afin d'atténuer les nuisances pour les habitations.</b> | Le maintien des commerces et services de proximité dans le centre-bourg permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe à la réduction des nuisances dans le village. | La concentration de l'urbanisation permet de préserver des espaces dépourvus d'urbanisation comme les réservoirs de biodiversité qui sont ainsi préservés de toutes nuisances | L'accueil de visiteurs et touristes supplémentaires implique l'augmentation des nuisances sonores dû notamment à l'augmentation du trafic de véhicules. Toutefois cette augmentation sera |          |

| Enjeux environnementaux | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU |   |   |          |
|-------------------------|---|---|---|----------|
|                         | Positive  | Positive à conforter  | Risque  | Négative |
|                         |   | sonores ou lumineuses.<br>Le développement des cheminements doux prévoyant des liaisons inter-quartiers et vers le centre village, permet de réduire l'utilisation des véhicules motorisés. | localisée sur certains lieux et sites touristiques (centre ancien principalement).<br>La création de nouvelles zones d'habitat et la diversification des typologies de logements proposée entraînera une concentration plus importante de population sur un même site. Par conséquent, les nuisances sonores et les difficultés de circulation liées aux déplacements des véhicules pourront être plus importantes. |          |

### 5.6.4 RISQUES

La commune est concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) « Gardon amont » approuvé en 2008. En complément, une étude hydraulique réalisée en 2016 sur le ruisseau des Lens invite à maîtriser la construction dans l'enveloppe urbaine en raison de son potentiel inondable. De plus, l'étude EXZECO modélise le risque inondation sur la commune.

La commune est concernée par un porté à connaissance feu de forêt renforcé par le plan de protection des risques incendies du massif du bois de Lens.

Un risque mouvement de terrain lié au retrait et gonflement des argiles localisé dans le centre du territoire. La majeure partie des zones urbanisées sont concernées.

Une commune en zone de sismicité 2 (faible).

Classée en potentiel radon de catégorie 3 (faible).

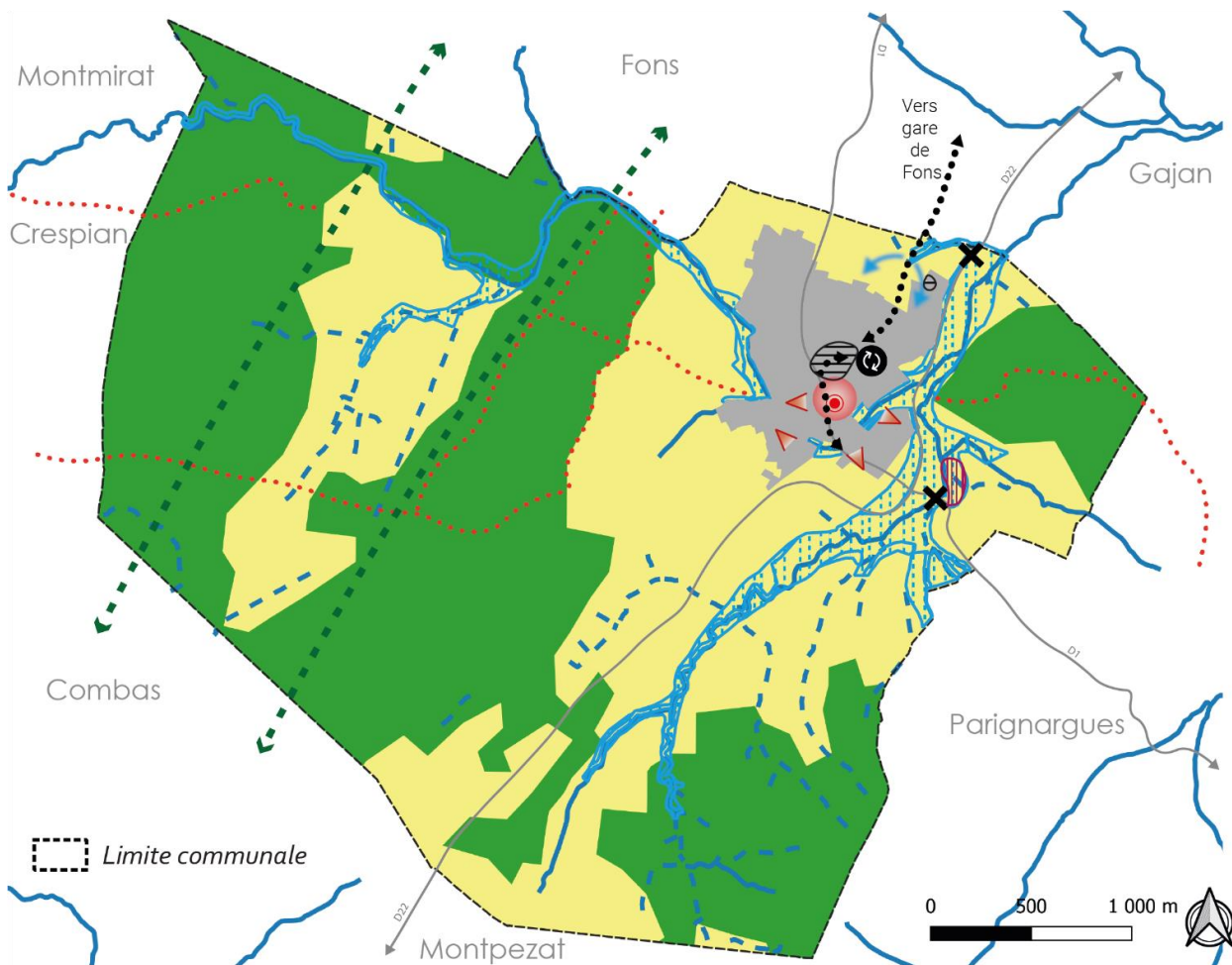
Présence d'un risque chute de blocs.

Risque de transports de marchandises en lien avec le passage d'une cavité souterraine de transports de gaz naturels.







En matière de gestion des risques, le PLU de Saint-Mamert-du-Gard respecte et intègre les dispositions des différents documents supra-communaux relatif aux risques au sein de l'ensemble de ces pièces : Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et pièces réglementaires.

| Enjeux environnementaux   | Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU   |  |  |          |
|---|---|--|--|----------|
|   | Positive  | Positive à conforter   | Risque   | Négative |
| <p>Prendre en compte les problématiques de ruissellement des eaux pluviales et la desserte en eau potable dans les choix de développement.</p> <p>Interdire le développement urbain dans les zones soumises à un risque fort (incendie et inondation).</p> <p>Intégrer les normes et préconisations spécifiques aux risques naturels et technologiques de manière à assurer la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Informier et sensibiliser le grand public aux différents risques que présente le territoire.</p> | <p>La préservation des terres agricoles garantit le maintien de milieux ouverts et réduit considérablement le risque d'incendie sur le territoire du fait de l'entretien de ces espaces.</p> <p>La commune est concernée principalement par le risque feu de forêt et inondation par débordement et ruissellement.</p> <p>L'urbanisation et la densification sont maîtrisées au sein des espaces sensibles afin de ne pas augmenter les risques induits et subis.</p> | <p>La densification des espaces déjà urbanisés permet une réduction de la consommation des espaces et de lutter contre l'étalement urbain.</p> <p>Les objectifs de modération de la consommation d'espaces permettent également de limiter l'exposition aux risques de la population. Toutefois, l'augmentation de l'imperméabilisation de ces espaces peut modifier le fonctionnement des écoulements et de ruissellement des eaux.</p> | <p>L'ouverture à l'urbanisation de la zone d'extension nord est concernée par l'aléa feu de forêt et de façon limitée par le risque inondation sur son extrémité Nord.</p> <p>Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient la prise en compte de ces risques</p> | /        |

## Cartographie des enjeux du territoire communal



## Urbanisation et activités

-  Définir les limites claires à l'urbanisation
-  Conforter le rôle fédérateur du centre ancien grâce aux commerces et services
-  Maintenir et renforcer le niveau d'équipements existants pour conforter le rôle de pôle de proximité de la commune
-  Réflexion et études en cours sur le devenir du site de la cave coopérative en termes de renouvellement urbain
-  Réfléchir sur le devenir des 2 équipements sportifs excentrés et en friche
-  Préserver et valoriser les espaces agricoles

## Paysage et patrimoine

- Poursuivre la mise en valeur du patrimoine local et des éléments bâtis du centre ancien
- ◀ Préserver les vues sur le centre ancien et le paysage
- .... Des chemins pédestres à maintenir

## Milieux naturels et biodiversité

- Préserver les milieux naturels (Ensemble naturel patrimonial)
- ➡ Conforter les corridors terrestres
- ➡ Maintenir les continuités aquatiques et préserver les ripisylves
- ✗ Principaux obstacles contraignants les continuités écologiques, des ruptures à limiter

## Mobilités

- ◀•▶ Sécuriser et aménager certaines voies afin d'encourager les mobilités douces en lien notamment avec les équipements

## Risques

- Prendre en compte le PPRI Gardon Amont
- Prendre en compte le ruissellement pluvial

## 5.7 MESURES VISANT A EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES INCIDENCES DU PLU

Les enjeux environnementaux sont regroupés selon leur thématique et sont numérotés de 1 à 9 :

- 1 – Patrimoine écologique,
- 2 – Paysage et patrimoine
- 3 – Eau
- 4 – Sol et sous-sol
- 5 – Climat et énergie
- 6 – Pollution de l'air
- 7 – Déchets ménagers et assimilés
- 8 – Nuisances
- 9 - Risques

| Synthèse des mesures correctives  | Enjeux concernées | Types de mesures |           |              |
|---|-------------------|------------------|-----------|--------------|
|   |                   | Evitement        | Réduction | Compensation |
| Délimitation des zones naturelles (N) et agricoles (A) sur les secteurs soumis à un ou plusieurs risques et définition d'une réglementation associée pour limiter l'apport de nouvelles population et constructions dans les secteurs exposés aux risques | 9                 | X                |           |              |
| Définition de règles d'implantation (article 4) garantissant une meilleure gestion des risques et optimisation des actions des services de secours.   | 9                 |                  | X         |              |
| Délimitation des zones d'urbanisation dans des secteurs majoritairement desservis par les réseaux   | 3                 | X                |           |              |
| Afin de protéger la ressource en eau, le projet vise à limiter l'étalement urbain et la maîtrise de l'accueil de nouvelles populations.   | 3                 | X                |           |              |
| Application de l'article 22 des dispositions générales du règlement du PLU qui interdit l'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés, caniveaux ou réseaux pluviaux est interdite.   | 3                 | X                |           |              |
| Application de l'article 22 des dispositions générales du règlement du PLU : les eaux usées devront être traitées et évacuées par des dispositifs particuliers conformes à la législation en vigueur.   | 3                 | X                |           |              |
| Mise en place de règles de gestion des eaux pluviales sur la parcelle (article 9) dans toutes les zones.  | 3                 |                  | X         |              |
| Définition d'un zonage spécifique (A et N) et d'une réglementation favorisant le maintien des milieux agricoles ouverts et des espaces naturels et création de sous-secteurs de zone N pour encadrer fortement les activités humaines en milieu naturel.  | 1                 | X                |           |              |



| Synthèse des mesures correctives   | Enjeux concernées | Types de mesures |           |              |
|--|-------------------|------------------|-----------|--------------|
|  |                   | Evitement        | Réduction | Compensation |
| Délimitation d'Espaces Boisés Classés et d'éléments végétaux à protéger pour assurer le maintien des corridors écologiques et favoriser la nature en ville (EBC le long du ruisseau des Leins et du ruisseau de la Braune) et d'espace paysager à protéger (EPP)   | 1                 | X                |           |              |
| Une OAP Trame Verte et Bleue thématique a été réalisée. Face aux enjeux de la préservation des espaces de biodiversité, de limitation de l'étalement urbain et de lutte contre les risques naturels, le projet de PLU de Saint-Mamert-du-Gard doit mettre en place les outils favorables à la préservation de la trame verte et bleue, à échelle communale et locale, tout en veillant au maintien et à l'amélioration de la qualité de vie des habitants. | 1                 | X                |           |              |
| Définition de règles d'implantation (articles 4), d'emprise au sol (article 4), de hauteur (article 4) et de gestion des espaces libres et plantations (article 6) pour conforter la densification des secteurs urbains et préserver la biodiversité.  | 1                 |                  | X         |              |
| Limiter les impacts des travaux au niveau des sites d'OAP : adaptation du calendrier relatif au démarrage des travaux en accord avec la phénologie des espèces, préservation des linéaires végétaux, les compléter si nécessaires.   | 1                 |                  | X         |              |
| Préservation des caractéristiques et de la morphologie du tissu villageois par la définition de règles d'intensification dégressive de l'enveloppe urbaine.  | 2                 | X                |           |              |
| Identification des zones agricoles (A) participant à préserver les points de vue remarquables sur le village et les massifs alentours, et définition plus particulièrement d'une zone agricole paysagère (Ap) excluant toute nouvelle construction pouvant nuire aux perceptions paysagères et patrimoniales   | 2                 | X                |           |              |
| Identification des zones naturelles (N) participant à préserver les grands ensembles paysagers.  | 2                 | X                |           |              |
| Identification des éléments patrimoniaux bâtis et végétaux pour préserver la qualité et l'identité du territoire.  | 2                 | X                |           |              |
| L'OAP thématique Trame Verte et Bleue protège les zones agricoles en lien avec leur qualité paysagère. Elle traite également de la qualité paysagère au sein des projets.  | 2                 | X                |           |              |
| Définition des règles d'implantation (article 4) et de gestion des espaces libres (article 6).   | 2                 |                  | X         |              |
| Définition de principes au sein des OAP et de règles d'aménagements paysagers encadrant les projets.   | 2                 |                  | X         |              |
| Création d'OAP et d'emplacements réservés pour la réalisation d'espaces publics favorables à la qualité urbaine  | 2                 |                  | X         |              |
| Protection des terres agricoles et naturelles, inscrites en zones A et N.  | 4                 | X                |           |              |
| Création de 3 secteurs de taille et de capacité d'accueil limités (STECAL) (Ar, Aj1 et Ntc1) autorisant des constructions très précises et cela à titre exceptionnel. Dans le règlement, il est précisé les règles de hauteur, l'emprise au sol et l'insertion dans l'environnement de   | 4                 |                  | X         |              |

| Synthèse des mesures correctives   | Enjeux concernées | Types de mesures |           |              |
|--|-------------------|------------------|-----------|--------------|
|  |                   | Evitement        | Réduction | Compensation |
| chaque STECAL. Le zonage désigne les emplacements possibles des constructions des STECAL.  |                   |                  |           |              |
| Protection des boisements et éléments végétaux remarquables (EBC)  | 4                 | X                |           |              |
| Différenciation des zones urbanisables en cohérence avec la densité et le degré d'imperméabilisation des sols existants  | 4                 |                  | X         |              |
| Définition d'emprise au sol et pleine terre (article 4), de pourcentage d'espace vert (article 6) et gestion des eaux pluviales à la parcelle favorisée (article 12 des dispositions applicables à toutes les zones) au sein du règlement pour encadrer l'imperméabilisation des sols. | 4                 |                  | X         |              |
| Confortement des processus de densification, compacité du bâti (article 4)   | 5 et 6            |                  | X         |              |
| Création d'emplacements réservés pour la réalisation de cheminements doux.   | 5 et 6            |                  | X         |              |
| Définition de principes d'implantation de bâti et de maillage (stationnement et desserte interne) et de cheminements doux au sein des OAP.   | 5 et 6            |                  | X         |              |
| Délimitations d'un sous-secteur Nph autorisant uniquement les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement de la centrale de production d'énergie photovoltaïque.   | 5 et 6            |                  | X         |              |
| Développement urbain concentré dans la zone urbaine garantissant une collecte des déchets facilitée en limitant la dispersion de l'habitat sur le territoire.  | 7                 |                  | X         |              |
| Définition de marges de recul au sein des pièces réglementaires par rapport aux voies et emprises publiques, et plus particulièrement au niveau des infrastructures bruyantes de transports terrestres (routes départementales)  | 8                 | X                |           |              |
| Définition au sein du zonage de liaisons douces à créer (emplacements réservés).   | 8                 |                  | X         |              |
| Amélioration de la gestion de la desserte interne et de l'offre en stationnement au sein du règlement (article 7).   | 8                 |                  | X         |              |
| Définition au sein des OAP d'un principe de réseaux de circulations piétonnes desservant l'intégralité de l'enveloppe urbaine pour limiter l'usage de la voiture individuelle.   | 8                 |                  | X         |              |

## 5.8 JUSTIFICATIONS DES CHOIX DU PLU AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT

Les grands choix effectués par le PLU dans l'ensemble de ses pièces ont été dictés par le principe de subsidiarité qui régit les relations entre le PLU et les documents d'urbanisme et d'environnement de rang supérieur, notamment le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) Sud Gard, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, etc.

A ce titre, l'ensemble des choix réalisés par la commune repose à la fois sur une réponse aux attentes de la population et sur une obligation de compatibilité et/ou conformité aux normes et documents d'échelons supérieur.

### 5.8.1 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

La commune a réalisé un projet de territoire pour lequel différents scénarios ont été étudiés en matière de développement démographique. Les différents scénarios ont fait l'objet de nombreux échanges et analyses afin de déterminer les incidences des choix de développement sur l'ensemble des composantes environnementales.

Soucieuse de poursuivre un développement urbain, mais sans remettre en cause les équilibres structurels de la commune, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est basé sur l'équilibre entre les trois piliers du développement durable :

- Préservation de l'environnement ;
- Développement économique mesuré et gestion de ses implications ;
- Réponse aux besoins sociaux de la population locale.

Il s'articule autour de trois axes :

- **Axe 1 : Programmer un développement urbain maîtrisé et équilibré**
- **Axe 2 : Renforcer l'attractivité du territoire en préservant son authenticité et son cadre de vie**
- **Axe 3 : Mettre l'environnement au cœur du développement**

### 5.8.2 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

En lien avec le PADD, dans les secteurs présentant des enjeux en matière de développement urbain, la collectivité a défini des principes d'aménagement pour optimiser, encadrer et programmer l'urbanisation de ces sites d'extensions. **Ces espaces à enjeux font l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).**

En plus, une **Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) Thématique Trame Verte et Bleue (TVB)** a été réalisée et s'applique à l'ensemble du territoire de Saint-Mamert-du-Gard. Elle répond à une volonté de proposer un certain nombre de mesures de protection et de mise en valeur complémentaires au règlement et au zonage du PLU (actions et orientations sur les milieux naturels, les milieux aquatiques, la nature en ville et également actions et orientations à l'échelle du projet).

## 5.8.3 LES PIECES REGLEMENTAIRES

### 5.8.3.1 Le zonage et le règlement

Le PLU comprend un règlement écrit et graphique en lien avec les pièces présentées ci-avant se calant au mieux sur les caractéristiques du bâti existant et encadrant les possibilités d'évolutions du bâti ou les constructions nouvelles. La volonté de la commune a été avant tout de faire preuve de souplesse, de pragmatisme et de cohérence par rapport aux caractéristiques d'une commune rurale tout en prenant en compte les évolutions législatives.

Ainsi, le PLU de la commune de Saint-Mamert-du-Gard répartit le territoire communal en quatre types de zones distinctes, définies par le Code de l'Urbanisme :

- **les zones urbaines (U)** correspondant à des secteurs déjà urbanisés et à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
- **les zones à urbaniser (AU)**, correspondant à des secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation à plus ou moins long terme.
- **les zones agricoles (A)**, correspondant aux parcelles agricoles actuellement cultivées, ou bien de friches agricoles abandonnées qui possèdent des potentialités agricoles. L'objectif général du classement en A de ces secteurs est le maintien des activités agricoles sur le territoire communal. En outre, le classement en A permet l'installation de bâtiment directement nécessaire au fonctionnement d'une exploitation agricole. Il est autorisé les extensions et annexes des constructions à usage d'habitation existante sous conditions. Les parcelles classées en secteur Ap font l'objet d'une protection supplémentaire pour des raisons paysagères et/ou des périmètres de captages.
- **les zones naturelles et forestières (N)**, correspondant aux secteurs à protéger de toute urbanisation en raison de la qualité des sites et des paysages qui la composent et de la préservation des milieux naturels. La zone N recouvre les espaces naturels remarquables qui font l'objet d'une protection particulière en raison notamment de la qualité des sites et paysages ou de la valeur des boisements

Différentes zones et sous-secteurs sont distingués au sein de chacune de ces quatre catégories en cohérence avec leurs caractéristiques et/ou leurs vocations spécifiques. Chaque zone/sous-secteur est soumis à des règles propres conformes aux objectifs d'aménagement. A chacun d'entre eux, correspond un règlement qui définit les règles d'occupation du sol.

Par ailleurs, le zonage du PLU de Saint-Mamert-du-Gard respecte et traduit spatialement les axes-cadres retenus au sein du PADD et définis précédemment.

### 5.8.3.2 Les dispositions complémentaires portées au plan de zonage

Au-delà des zones U / AU / A et N définies au sein du PLU, les éléments graphiques complémentaires suivants sont intégrés au plan de zonage

- Les espaces boisés classés (EBC), identifiés au titre de L.113-1 et L.113-2 du Code de l'urbanisme.

- Les emplacements réservés, identifiés au titre de l'article L151-41 du Code de l'Urbanisme.
- Les éléments identifiés au titre de l'article L.151-19 et L151-23 du Code de l'Urbanisme : patrimoine architectural et paysager, les espaces paysagers à protéger (EPP) et le Gisement de Robiac
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).
- Les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination au titre de l'article L151-11 du code de l'Urbanisme.

## 5.9 SUIVI ET EVALUATION

L'évaluation environnementale définit un dispositif de suivi et d'évaluation qui s'intègre au dispositif général prévu pour le suivi et l'évaluation du PLU. Pour l'évaluation environnementale, ce dispositif se traduit par 40 indicateurs dont le suivi permettra d'assurer l'atteinte des objectifs fixés par le PLU. Ils répondent au principe d'amélioration continue du document dont le but est de pouvoir ajuster en temps réels les écarts constatés limitant ainsi les incidences négatives du projet sur le territoire, sa population et son environnement.

| Thématiques           | ID | NOM   | Services                   |
|-----------------------|----|---|----------------------------|
| Risques majeurs       | 1  | Analyse des arrêtés de catastrophes naturelles sur les différents risques : récurrence, évolution de la vulnérabilité des biens et populations exposées | Commune<br>DDTM            |
|                       | 2  | Nombre d'incidents recensés   |                            |
|                       | 3  | Nombre de permis de construire dans les zones à risque d'inondation et de feux de forêt   |                            |
| Eau                   | 4  | Qualité des rejets de la STEP   | Commune<br>Agence de l'eau |
|                       | 5  | Nombre d'abonnés raccordés  |                            |
|                       | 6  | Linéaire de réseau d'assainissement collectif   |                            |
|                       | 7  | Nombre d'installation d'ANC conforme et non conforme  |                            |
|                       | 8  | Consommations d'eau en m <sup>3</sup>   |                            |
|                       | 9  | Nombre d'abonnés au réseau d'eau  |                            |
|                       | 10 | Suivi de la qualité de l'eau potable  |                            |
| Patrimoine écologique | 11 | Analyse de l'évolution des périmètres de protection et des espèces à statut identifiées   | INPN                       |
|                       | 12 | Suivi de la préservation des zones naturelles, agricoles, EBC zones humides et des ripisylves des cours d'eau et canaux                                 | DREAL<br>Commune           |
| Paysage               | 13 | Suivi de l'occupation du sol et évolution des espaces artificialisés  | Commune                    |
|                       | 14 | Nombre de logements produits depuis l'approbation du projet   |                            |
|                       | 15 | Typologie des logements réalisés en termes de forme urbaine   |                            |



|  |    |  |  |
|--|----|--|--|
|  | 16 | Suivi des espaces boisés classés (EBC)   |  |
|  | 17 | Suivi des éléments ponctuels du paysage à protéger au titre du Code l'Urbanisme (espaces verts à protéger et éléments bâtis) |  |
|  | 18 | Réalisation des OAP : respect des objectifs paysagers (haies, gestion de l'eau, ...)   |  |
| Agriculture                              | 19 | Suivi de l'évolution de la Surface Agricole Utile (SAU)  | Agreste<br>Chambre d'Agriculture                             |
|  | 20 | Suivi du nombre d'exploitants agricoles  |  |
| Climat-<br>Energie                       | 21 | Nombre d'installation de système d'énergie renouvelable chez des particuliers  | Commune<br>ADEME   |
|  | 22 | Nombre d'installation de système d'énergie renouvelable sur des bâtiments d'activité ou publics                              |  |
|  | 23 | Evolution de la consommation énergétique   |  |
|  | 24 | Surface de panneaux photovoltaïques installés  |  |
| Patrimoine                               | 25 | Suivi de la qualité et du maintien des éléments patrimoniaux répertoriés à protéger au titre du Code de l'Urbanisme          | Commune  |
| Déchets<br>ménagers et<br>assimilés      | 26 | Suivi quantitatif des déchets ménagers et assimilés  | ADEME<br>Communauté<br>d'agglomération de<br>Nîmes Métropole |
|  | 27 | Suivi des capacités de valorisation et de recyclage - évolution des points de collecte                                       |  |
| Nuisances                                | 28 | Suivi qualitatif de la pollution lumineuse   | Association Avex<br>Commune<br>Conseil<br>Départemental      |
|  | 29 | Evolution du nombre de permis de construire dans les zones à proximité des grands axes de circulation bruyant                |  |
|  | 30 | Evolution du nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de circulations                                      |  |
| Pollution de<br>l'air                    | 31 | Suivi de l'évolution de la qualité de l'air et des émissions de Gaz à Effet de Serre   | ADEME<br>Association<br>AirOccitanie                         |
| Déplacements                             | 32 | Linéaire de cheminements doux  | Commune  |
| Consommatio<br>n d'espace /<br>logements | 33 | Nombre de logements construits avec étude de la typologie et de la morphologie   | Commune<br>INSEE   |
|  | 34 | Surface consommée  |  |
|  | 35 | Densité de logements / hectare   |  |
|  | 36 | Taux de vacance des logements  |  |
| Logement<br>social                       | 37 | Nombre de logements locatifs sociaux construits  | Commune<br>Bailleurs sociaux                                 |
|  | 38 | Typologie des logements  |  |
|  | 39 | Nombre de demande de logements locatifs sociaux  |  |
|  | 40 | Typologie demandée   |  |

## 5.10 ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT

En tant que document d'Aménagement et d'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) s'inscrit dans un paysage juridique caractérisé par une multitude des liens de cohérence à garantir pour assurer l'efficacité de l'action publique. A ce titre, il doit respecter différentes dispositions.

Ainsi les dispositions du PLU respectent les engagements internationaux, communautaires et nationaux en matière d'environnement, en particulier dans les domaines du climat, de l'air et de l'énergie, des milieux naturels et de la biodiversité, de l'agriculture, des paysages et du patrimoine, de l'eau, des risques et de la santé. Le PLU s'articule tant en matière de partage des objectifs, des constats et perspectives que de logique d'action avec les autres documents d'urbanisme et d'environnement, notamment de niveau régional et intercommunal élaborés dans le cadre ou dans la lignée de ces engagements.

Les dispositions du PLU de Saint-Mamert-du-Gard sont **compatibles avec les objectifs du SRADDET Occitanie et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Sud Gard**

Le projet de PLU est **compatible avec le Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE)** puisqu'il permet notamment la production d'énergies renouvelables en adéquation avec les enjeux environnementaux, approche globale et systémique du développement urbain (compacité, densité, lien urbanisme/transport, habitat/activité, etc.).

**Les objectifs du PLU en matière de préservation des réservoirs de biodiversité et des continuités écologiques, traduites de façon spatiale et réglementaire assurent une compatibilité** avec les orientations nationales traduites dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Sud Gard

L'étude EXZECO modélise le risque inondation sur la commune. Dans le règlement du PLU (dispositions générales) il a été repris les clauses réglementaires type M-U (en zone urbaine : UA, UAp, UAv, UB, UBa, UBc, UBe1, UBe2, UBp) ou type M-NU (en zone non urbaine : 1AU, 1AUup, 2AUup, A, Ap, Ar, Aj, Aj1, N, Ndv, NI, Nph, Ntc, Ntc1, Nh) pour les zones concernées par l'aléa ruissellement EXZECO. **La connaissance de l'aléa et les prescriptions ont été reprises dans les différentes pièces du PLU (Rapport de présentation, OAP, règlement et zonage)**

Enfin et toujours dans le domaine de l'eau, **les dispositions du PLU participent à la pérennité de la ressource tant sur le plan quantitatif que qualitatif et sont compatibles avec les orientations fondamentales du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des Gardons et le projet de PLU n'impact pas les périmètres de captage.** Il conforte indirectement ces orientations en matière de pollutions ponctuelles et diffuses en définissant des actions et orientations allant dans ce sens.

### 5.10.1 UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE FONDÉE SUR DES OUTILS À LA FOIS STRATÉGIQUES ET OPERATIONNELS

Le rapport de présentation expose le diagnostic stratégique du projet de PLU mais également l'évaluation environnementale. Celle-ci permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte afin de garantir un développement équilibré du territoire.

Une prise en compte insuffisante de l'environnement peut en effet conduire à des situations critiques. L'intégration de la dimension environnementale dans la planification spatiale est aujourd'hui un élément incontournable de la mise en œuvre du développement durable.

Dans son élaboration concrète, l'évaluation environnementale doit avant toute chose permettre la mise en relief des problématiques environnementales, selon une vision prospective et une double approche : de l'espace et des usages du territoire.

Afin de répondre à cet objectif, **il a été défini des outils d'évaluation visant à intégrer les composantes environnementales dans les critères de décisions et à évaluer les incidences du projet.**

Ces outils reposent sur la définition d'outils d'évaluation :

- Le scénario « fil de l'eau » qui prolonge les tendances d'évolution constatées et permet d'évaluer leurs effets éventuels sur l'environnement : il sera un point de comparaison pour élaborer l'évaluation environnementale.
- Une analyse des enjeux environnementaux du territoire de projet présenté dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Ainsi, l'ensemble des orientations et grands principes du projet de PLU ont pu être travaillés au regard de chacun des enjeux environnementaux déjà identifiés et qui orientent le scénario « fil de l'eau ». Ce triptyque enjeux hiérarchisés, scénario « fil de l'eau » et matrice d'analyse constitue le cœur de l'évaluation environnementale du PLU.

### 5.10.2 UNE DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE DE CO-CONSTRUCTION ITERATIVE

Afin de jouer pleinement son rôle d'outil d'aide à la décision, **l'évaluation environnementale doit être évolutive.** En effet, si ce document alimente le diagnostic et éclaire les choix d'aménagement, il est également réinterrogé au fil de l'élaboration du projet. La méthode retenue entre dans une logique de co-construction itérative et continue. Elle vise à **intégrer les enjeux environnementaux dans le PLU le plus en amont possible** ainsi qu'à expliciter et à rendre lisible au public les choix opérés et les orientations retenues au regard de leurs éventuelles incidences sur l'environnement. Au fur et à mesure, **chaque orientation proposée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le règlement a fait l'objet de cette analyse croisée.** Cet exercice a permis d'identifier en continu les éléments de projet en contradiction avec les enjeux environnementaux, ceux nécessitant d'être retravaillés et ceux allant vers une amélioration attendue de l'environnement.

**La méthode doit également être transversale.** Il s'agit plus d'une analyse de fonctionnement qu'une description. Le but n'est pas de fournir un état des lieux exhaustif de toutes les questions environnementales, mais de cibler les enjeux environnementaux et de les hiérarchiser en fonction de plusieurs critères dont « la marge de manœuvre du PLU » qui

caractérise réellement les capacités de la commune à engager des actions pouvant apporter une plus-value environnementale.



VERDI